



# Prussianisme et nazisme : le Regard des Intellectuels Français sur l'Identité nazie de 1933 à 1940

Georges Bulit

## ► To cite this version:

Georges Bulit. Prussianisme et nazisme : le Regard des Intellectuels Français sur l'Identité nazie de 1933 à 1940. Histoire. Université Paris-Sorbonne - Paris IV, 2006. Français. NNT : . tel-00263887v2

**HAL Id: tel-00263887**

**<https://theses.hal.science/tel-00263887v2>**

Submitted on 9 Apr 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Prussianisme et nazisme :

le Regard des Intellectuels Français sur l'Identité  
nazie

de 1933 à 1940

Par M. Georges BULIT

*DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS IV*

*À mon père,  
À mon frère Louis,*

Le sujet de la thèse « *Prussianisme – Nazisme* » avec le regard des intellectuels français sur l'identité nazie (1933 – 1940) m'a été inspiré par le désir d'approfondir mes connaissances d'une part, par des motivations personnelles d'autre part.

Mes études juridiques et mes quarante années de vie professionnelle de magistrat ne me prédisposaient pas, faute de temps, à entreprendre des études approfondies en Histoire. L'arrivée de la retraite m'a permis de satisfaire mes ambitions.

Je ne peux que remercier mes parents et grands parents d'avoir développé en moi une véritable passion pour cette discipline.

Un contexte familial a contribué à m'investir dans l'histoire contemporaine et aborder notamment le problème allemand.

Mon père, officier, ancien combattant de la guerre 1914-1918, décoré de la Légion d'Honneur à titre militaire et croix de guerre avec citation, avait déjà captivé mon attention d'adolescent sur les faits de guerre. J'ai souvenance de ses jugements sans appel sur la responsabilité de l'Allemagne impériale et de la Prusse dans le déclenchement du premier conflit mondial.

Dans le cadre des rapports franco-allemands après la première guerre mondiale, mon grand oncle, Henri Gaston, polytechnicien, officier supérieur, en occupation dans l'Armée du Rhin, a été pour moi un exemple. Diplômé du Centre d'Etudes germaniques de Mayence, il a contribué à l'amélioration et à la compréhension de nos deux peuples en collaborant de 1929 à 1930 à la Revue Rhénane<sup>1</sup>. Sous la rubrique « *Littérature et Histoire* », on lui doit des articles divers, que j'ai retrouvé grâce au Centre d'Etudes germaniques de Strasbourg, « *Méthodes d'histoire* » : Fürst Y. Bülow, H. Delbruck, K. Fr. Novak, Marx et Bakounine, Madame de Stael et le « Romantik », Liszt et Wagner.

---

<sup>1</sup> Henri Gaston sous le pseudonyme d'Henryk de Leliwa « *La Revue Rhénane* » décembre 1929 / janvier 1930 (BN Fol Z 1142)

Toujours sous le pseudonyme de Henryk de Leliwa, il a écrit dans « *la Revue catholique d'Alsace* » en février 1932, mai – juin 1932, divers articles intitulés « *Les origines hébraïques dans la langue allemande* »<sup>2</sup>.

Le pseudonyme pris par mon oncle s'explique par le fait qu'étant tenu par un désir de réserve résultant de sa qualité d'officier, il n'entendait pas que son ouvrage soit publié sous sa véritable identité.

L'autre motivation tient au fait que mon épouse de père allemand m'a également incité à m'investir dans des études germaniques. Son père, ingénieur de l'Ecole polytechnique de Berlin a été interné comme ressortissant allemand en Egypte dès 1939, alors qu'il exerçait depuis 1929 les fonctions de prospecteur à la Société Shell.

Quant à moi, j'ai affronté mon adolescence avec la déclaration de guerre, la défaite de 1940, l'occupation nazie, la victoire des alliés, événements qui ont imprégné fortement mon esprit. Plusieurs voyages outre-Rhin et lectures ont contribué à une approche plus intime de l'Allemagne.



Passant de l'intention à l'acte, j'ai entrepris des études germaniques en maîtrise sous l'autorité de Monsieur le Professeur Jacques Bariety avec un sujet de mémoire sur « *André François-Poncet* », ancien Ambassadeur de France à Berlin (de 1933 à 1940), et les rapports franco-allemands durant la période de 1945 à 1949. Les réflexions de ce diplomate germaniste confirmé ont poussé ma curiosité à approfondir le passé de l'Allemagne à travers la Prusse et plus près de nous ses répercussions sur l'Allemagne nazie.

Dans la même optique, le Diplôme d'Etudes Approfondies avec pour sujet « *l'image de la Prusse dans la presse française de 1933 à 1940* » m'a été délivré.

C'est dans un tel contexte que M. Bled m'a proposé comme sujet de thèse le thème « *Prussianisme et nazisme, le regard des intellectuels français de 1933 à 1940 sur l'identité nazie* ».

Dans l'élaboration de mon ouvrage, Monsieur le professeur Jean-Paul Bled a accepté de diriger les travaux, dont je présente aujourd'hui le bilan.

---

<sup>2</sup> Henri Gaston sous le pseudonyme d'Henryk de Leliwa « *Revue catholique d'Alsace* » février 1932 – mai / juin 1932 (BN 8° 49 C 10 bis)

Je le remercie très sincèrement des conseils si pertinents qu'il m'a prodigués, pour les corrections qu'il m'a demandées, pour m'avoir beaucoup aidé et pour l'avoir fait avec bonne grâce.

Je tiens également à remercier tous ceux anonymes ou non qui m'ont rendu la tâche plus aisée, notamment Christiane Falbisaner du Centre d'Etudes Germaniques de Strasbourg, les conservateurs de la Bibliothèque de France, de l'Institut Goethe de Paris, des Archives Nationales, de la Bibliothèque de la Sorbonne, de la Fondation des Sciences politiques, de la Bibliothèque Cujas et de l'Institut catholique de Paris.

Je ne veux pas oublier dans mes remerciements Mme C.Roquet, qui a assuré avec beaucoup de maîtrise la tâche matérielle de cet ouvrage et sans laquelle il n'aurait pu voir le jour.



Qu'il me soit permis de souligner que cet ouvrage ne prétend pas à une érudition scientifique. Tout spécialiste, en parcourant ces quelques pages, ne trouvera que bien peu de renseignements qu'il ne connaisse déjà et il sera vraisemblablement en désaccord avec certaines opinions qu'elle exprime.

Les années d'apprentissage de la langue allemande ne m'ont pas permis de lire les textes allemands de référence sans l'aide d'un dictionnaire. Cela n'a pas freiné ma tâche, en raison de l'abondance de mes sources. La difficulté résida non dans l'obtention d'informations mais dans leur triage.

Je ne prétends pas avoir éclairé le dualisme prussianisme-nazisme d'un regard nouveau. Ma modeste ambition a été de chercher à rompre la conspiration du silence qui aurait pu laissé les intéressés dans l'ignorance des opinions exprimées par les intellectuels français sur les rapports entre la Prusse et le nazisme.

J'espère que le lecteur pourra y trouver matière à réflexion et qu'on m'accordera que cette étude méritait d'être entreprise.

*G.B.*



Le thème choisi est une étude sur la perception que les intellectuels français, pendant la période 1933 à 1940, ont eu ou non des liens entre les deux phénomènes prussianisme et nazisme.

### **1. PRÉSENTATION DU SUJET**

Il s'agit de savoir si ces intellectuels voient dans le nazisme un prolongement du prussianisme ?

En fait, c'est un problème d'image.

Trois réponses sont envisageables : une réponse affirmative, une réponse négative, une réponse nuancée ou un silence.

Premier point : quelle représentation se faisaient-ils du prussianisme avant l'année l'arrivée du nazisme ?

Autour des thèmes qui le composent : aristocratie, bureaucratie et armée, sur le plan des structures sociales et sur le plan moral avec les valeurs traditionnelles.

Nous observons s'il y a dans ces images des réponses ou des silences.

Deuxième point : quelle représentation se faisaient ces mêmes intellectuels à l'arrivée du nazisme ?

Y voyaient-ils un rapport possible avec le prussianisme ? Il importera alors de constater et de dégager les points de contact et de rupture en procédant à une analyse sans pour cela en déduire obligatoirement le nazisme.

### **2. DELIMITATION DE L'ETUDE**

Il s'agit d'une étude sur la perception que les intellectuels français ont eu ou non des liens entre le prussianisme et le nazisme. Ce regard constitue le corps central de la thèse.

En raison de l'étendue du sujet, il convenait de prévoir des limitations :

- **une limitation** quant au champs social et géographique, la Prusse et l'Allemagne unifiée ;
- **une limitation** quant à la période traitée, encadrée par deux faits historiques majeurs, 1933 année de la prise du pouvoir par Hitler ; 1940 année de l'armistice franco-allemand et qui a donné naissance à deux politiques opposées, la politique de collaboration suivie par le gouvernement de Vichy et la politique de résistance prônée par le Général de Gaulle ;
- **une limitation** quant au domaine théorique couvert, dès lors qu'il met en relief deux phénomènes, le prussianisme et le nazisme qui méritent d'être définis dans leur ensemble ;
- **enfin une limitation** quant au type et au groupe d'intellectuels, qui nous fournira la documentation nécessaire à la construction de cet ouvrage.

**Ce groupe d'intellectuels constituera l'instrument de la recherche.**

Après avoir écarté les décideurs et les écrivains, dont l'abondance des écrits sur le sujet n'est pas à démontrer, **l'intérêt s'est porté sur quatre groupes d'intellectuels : les juristes, les philosophes, les historiens et les germanistes**, auxquels une extension pourrait être envisagée en direction des universitaires. Ce large éventail ne pouvait qu'être bénéfique dès lors que leur regard embrassait dans le cadre du dualisme prussianisme-nazisme tant le domaine institutionnel que le domaine doctrinal.

L'exploration du terrain avait pour objet de connaître les études et les débats concernant le sujet, les thèses ou hypothèses proposées, les diverses interprétations.

A cette fin, il convenait d'effectuer une recherche aussi sérieuse qu'exhaustive parmi les principales publications : les articles, les études ou rapports, les thèses et travaux universitaires, les ouvrages parus jusqu'à ce jour.

### **3. QUELQUES PRÉALABLES**

Compte tenu du nombre et de la diversité des intellectuels, il importe de définir le type d'intellectuel qui aidera dans la recherche des éléments de la thèse, et en deuxième lieu, de définir chacun des deux phénomènes : le prussianisme et le nazisme



et d'en présenter les aspects pour mieux comprendre les réactions des intellectuels français face au dualisme prussianisme-nazisme.

#### a. Définition de l'intellectuel

Une idée communément admise est que l'Intellectuel fait appel exclusivement aux activités de l'esprit, à la réflexion et aux manipulations abstraites, par rapport à celui qui exerce des activités manuelles et physiques.

Cette définition trop générale ne paraît pas satisfaisante. Aussi faut-il interroger l'Intellectuel lui-même pour connaître son point de vue sur la nature de ses activités. Choisissons deux exemples :

Paul Valéry déclarait que « le métier de l'Intellectuel était de remuer toutes choses sous leurs signes, noms ou symboles sans le contrepoids des actes réels ».

L'adoption de cette définition exclurait d'emblée les Intellectuels engagés, nombreux pendant la période incriminée, et dont l'engagement après 1940 sera si fort que certains d'entre eux feront le sacrifice de leurs vies au nom de leur idéal.

Un de leurs représentants, Jean-Paul Sartre, estimait, pour sa part, que l'Intellectuel a un devoir d'engagement qu'il juge constitutif de sa nature<sup>3</sup>.

Bien que cette formulation soit postérieure en date à 1940, il n'en demeure pas moins vrai que Jean-Paul Sartre est resté toujours fidèle à l'image de l'écrivain, qui ne fuit aucun débat, dans lequel il prend partie.

N'écrivait-il pas, sans équivoque possible, que « l'intellectuel est un agent du savoir pratique et que sa contradiction majeure (universalisme de profession, particularisme de classe) le pousse à rejoindre **le mouvement vers l'universalité des classes défavorisées car elles ont fondamentalement la même fin que lui.....** »<sup>4</sup>.

Observons que l'Intellectuel vu par Paul Valéry reste isolé de la Société, alors que celui de Jean-Paul Sartre s'y intègre pleinement par une participation active à dimension sociale.

Le concept de l'Intellectuel est dans les cas présentés ci-dessus ou trop large ou trop restrictif.

---

<sup>3</sup> Jean-Paul SARTRE. Présentation de sa nouvelle revue « Les Temps modernes » fondée en 1945

<sup>4</sup> Jean-Paul SARTRE : « Situations philosophiques », plaidoyer pour un intellectuel, pages 238-258, Gallimard 1976.

Recherchons donc une formulation du juste milieu et à cette fin nous sommes amenés à recourir aux travaux de MM. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli. Ces deux universitaires débattent de ce problème dans l'introduction de leur ouvrage « Les Intellectuels français de l'Affaire Dreyfus à nos jours »<sup>5</sup>.

Dans leur discussion, ils rejettent l'idée d'un regroupement global des Intellectuels, embrassant ainsi tous les horizons politique, littéraire et scientifique, à l'image des signataires de la pétition tendant à la révision du procès Dreyfus. Ils se refusent à limiter les Intellectuels aux critiques et aux idéologues.

Cette vision idéale de regroupement ne correspond pas à la réalité. Un camp anti-dreyfusard couvre également plusieurs types d'activités et de spécialisations.

Doit-on alors considérer les intellectuels comme un groupe à part sous l'appellation avancée par des sociologues « les sociaux professionnels » ?

Mais de quelles activités sociales s'agit-il ?

Sans se limiter aux seules activités de création entre les arts, les lettres, les sciences, elles embrassent également le secteur de la médiation par l'information et l'éducation.

En fait, les Intellectuels sont inclassables comme se retrouvant dans de nombreuses couches sociales.

Ils peuvent être soit politiques, écrivains, juristes, médecins, savants ou parfois avoir deux dénominations. La liste n'est pas exhaustive d'autant que l'évolution de la Société tend à l'extension du savoir et à la multiplication des Intellectuels.

Les Intellectuels, malgré leur souci d'indépendance, se trouvent imbriqués dans une société, une époque qui favorisent le débat démocratique. L'affaire Dreyfus en a été l'illustration.

Vu leur représentativité due à leurs connaissances et leur notoriété, ils doivent prendre partie et sont appelés à intervenir dans une conjoncture donnée, soit en solitaires, soit collectivement. Les uns sont amenés à définir les valeurs essentielles de la civilisation prônant la vérité, la liberté, le respect de l'individu, la paix. D'autres, plus radicaux, prônent les valeurs d'ordre, de discipline et d'efficacité mises en avant par les régimes totalitaires.

---

<sup>5</sup> Pascal ORY et Jean-Paul SIRINELLI , « Les Intellectuels français de l'Affaire Dreyfus à nos jours », Armand Colin, 1992

Leur intervention ne sera bénéfique dans notre esprit que dans la mesure où elle se veut constructive. Aussi, nous retiendrons pour conclure la formulation synthétique de MM. Ory et Sirinelli :

*« L'Intellectuel doit être un homme de culture, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique producteur ou consommateur d'idéologie ».*

Il apparaît que pendant la période cruciale riche en événements – de 1933 à 1940 – ce type d'intellectuel, sauf exception, s'y retrouve aisément.



**La recherche est dès lors limitée à un certain type d'intellectuels, les juristes, les philosophes, les historiens et les germanistes.** Elle s'avèrera ardue d'autant plus que peu d'intellectuels, et notamment de juristes, se sont intéressés au problème du dualisme prussien – nazisme.

Jean-Baptiste Duroselle écrivait que quelques uns y ont apporté leur attention – le service de renseignements de l'armée (2<sup>ème</sup> bureau) et le Centre des études germaniques de Strasbourg avec une figure de proue Edmond Vermeil et qui s'exprimait par bulletins<sup>6</sup>.

Les chaires d'université étaient les lieux d'expression privilégiés mais également les organisations extérieures : les comités anti-fascistes qui ont développé leurs actions à des points forts de l'actualité : 1934 – 1936, avec la guerre d'Espagne : en 1938, avec les accords de Munich, les partis politiques de toute sensibilité, les réseaux de résistance en 1940.

*b. Plusieurs difficultés se présentaient au chercheur dans le domaine de l'orientation*

**- La première difficulté résidait dans le choix de ces juristes**

Plusieurs pôles d'attraction étaient offerts : la Faculté de Droit de Strasbourg, la Faculté de Droit de Paris et la Faculté de Droit de Bordeaux.

Certains juristes s'étaient fait déjà connaître dans le cadre de l'Université du Centre d'études germaniques de Strasbourg en 1937 – 1938, où ils apportaient la lumière à leurs étudiants. Henri Frenay, l'un d'entre eux, se souvenait avec émotion des

---

<sup>6</sup> 197 Jean-Baptiste DUROSELLE « Politique étrangère de la France », Imprimerie Nationale 1985, page

cours dispensés à l'époque sur le phénomène nazi par René Capitant, Robert Redslob<sup>7</sup>, Marcel Prelot pourrait être joint à ce groupe.

Un autre critère retenait l'attention, celui de la position prise par certains juristes face à l'hitlérisme de 1933 à 1940, date de l'armistice franco-allemand signé par le gouvernement de Vichy et les dirigeants nazis. Les noms de Jacques Bardoux, Joseph Barthélemy, François Perroux, Henri Donnedieu de Vabres, auxquels il convient de joindre celui de Roger Bonnard, peuvent être évoqués.

La multiplicité des disciplines constituant le Droit, il importait d'avoir recours à tous ses spécialistes : droit constitutionnel, droit public, droit civil et criminel, économie politique.

Leur choix dépendait de l'intérêt porté par eux sur le dualisme prussienisme – nazisme ou dans l'approche d'un de ces deux phénomènes.

#### **- Le deuxième champ de recherches était orienté sur les philosophes**

Il va sans dire que la découverte de l'Allemagne sur le même sujet s'opèrera avec les philosophes sur un mode quelque peu différend, en fonction d'idées, de réminiscences ou de clichés, d'inquiétudes ou d'espérances tendant à y découvrir soit les signes d'une menace mortelle soit une perspective d'avenir. L'objectivité peut en souffrir.

Le choix des sources était un problème, aussi fallait-il élargir le cadre des investigations.

Sous cette optique, plusieurs axes ont été pris en direction des maîtres à penser de l'époque 1930 – 1940 : Charles Maurras, Henri Bergson, Emmanuel Mounier, Emile Chartier dit Alain, en direction du mouvement des non-conformistes, qui se voulait révolutionnaire, en direction des philosophes de la Sorbonne et de l'Ecole Normale supérieure, tels que Albert Rivaud, Léon Blum, Raymond Aron, Paul-Yves Nizan, Jean-Paul Sartre, Georges Cavaillès, Pierre Brossolette, Marcel Déat et Robert Brasillach.

Les sociologues comme Lucien Levy-Brühl, Marcel Mauss, André Siegfried et Célestin Bouglé compléteront cette étude.

<sup>7</sup>

Henri FRENAY « La nuit finira », Laffont 1973, page 18

### - Troisième difficulté

Sachant que le prussianisme est un phénomène du passé et que le nazisme, né dans les années 1920, est arrivé au pouvoir en 1933, devait-on se limiter aux historiens et germanistes de la période 1933-1940 – ou remonter en amont à partir des dates repères des conflits successifs nous ayant opposé à l'Allemagne 1870-1914-1939 ?

Cette rétrospective s'avère incontournable.

**Charles Digeon**, dans son ouvrage « La Crise allemande de la pensée française » a souligné qu'une image positive et une image négative de la Prusse se sont entrecroisées dans une évolution des esprits. Plusieurs périodes se sont succédées : une période d'admiration face à « l'Aufklärung » et Frédéric II et à la civilisation allemande de Voltaire à Mme de Staël, une période de rejet par la diabolisation de la Prusse ou avec un sentiment mitigé après les épreuves de 1870 et 1914, une période de rapprochement entre les français et les allemands de 1919 à 1939, enfin une période de renaissance de l'image « des vieux démons prussiens » à l'approche de 1939.

**L'essentiel pour l'étude est de vérifier si la perception de la Prusse par les historiens les plus représentatifs de la période 1870-1914 est restée constante et si elle annonce l'esprit des générations suivantes de la période concernée 1933 – 1940.**

**Par contre, le regard des germanistes** ne présente pas de difficultés apparentes. Il permettra d'avoir une vue d'ensemble sur les origines et les causes du nazisme et de dégager l'idée directrice qui répondra à la problématique « le nazisme est-il le prolongement du prussianisme ?

#### c. Quelques précautions et écueils à éviter

Depuis 1870, l'antagonisme franco-allemand a présenté une courbe ascendante, l'Allemagne a été l'objet de passions mal éteintes et de stéréotypes fondés sur la haine. Aussi devons-nous faire preuve d'objectivité. Un tel climat a trop tendance à parasiter les sources et à compliquer ainsi le travail d'historien.

En 1931, André François-Poncet confiait les conditions de son installation à Berlin comme Ambassadeur de France<sup>8</sup> « l'Allemagne, je m'y intéressais depuis mon adolescence. Ses institutions, sa langue, ses mœurs, sa pensée, les aspects si contradictoires de la nature de ses habitants m'étaient depuis longtemps familiers. Je

---

<sup>8</sup> André FRANÇOIS-PONCET « Souvenirs d'une Ambassade à Berlin » septembre 1931 – octobre 1938, Flammarion 1946, page 18

connaissais ses qualités, ses défauts. Elle m'attirait et me repoussait dans une égale mesure ».

Le développement de sentiments ambivalents, fascination et diabolisation met en garde contre toute outrance dans l'appréciation du phénomène prussien et au-delà du phénomène nazi. Aussi doit-on adopter une attitude suspicieuse dans l'analyse des écrits retenus comme sources de cet ouvrage.

Le second inconvénient des sources utilisées est leur contenu parfois partisan comme la littérature de « Combat » exprimée pendant les conflits entre la France et l'Allemagne. Ces sources, où des contradictions et des erreurs peuvent s'y introduire, doivent être utilisées avec beaucoup de prudence.

Le dualisme « Prussianisme – nazisme » reste un sujet brûlant qui exige une démarche prudente en raison tant de la complexité du sujet que des pressions que l'historien peut subir.

Sans prendre position, l'exposant s'efforcera de dépasser les interprétations partisans pour en arriver à une étude critique.

Enfin, un dernier inconvénient pouvait naître dans l'équilibre à observer entre les biographies des auteurs. Dès le départ, il était certain qu'un déséquilibre pouvait se créer à ce stade, du fait que les renseignements les concernant auraient plus ou moins de volume. Si cet inconvénient pouvait plus ou moins être « maîtrisé », il ne pouvait être supprimé.

#### **4. LA MÉTHODOLOGIE**

Après cette mise au point, le champ d'investigation se trouve dès lors limité à certaines catégories d'intellectuels à savoir les juristes, les philosophes et historiens, notamment les germanistes susceptibles de nous faire part de leurs réflexions sur le dualisme « prussianisme-nazisme » tant dans les domaines du Droit, de la Philosophie et de l'Histoire.

Dans cette exploration, deux cas de figure typiques se présentent avec, entre les deux, une multitude de situations intermédiaires.

##### Premier cas de figure

On ne peut pas dire « qu'il n'y a presque rien sur le sujet ». Il a été déjà étudié, débattu, soit séparément soit globalement, il importe donc de connaître les thèses ou hypothèses proposées, les interprétations principales, les ouvrages techniques, les conférences, les travaux universitaires, les articles de presse et revues, mais aussi les mémoires, pour connaître l'opinion subjective de ces intellectuels et les raisons de leur engagement, lors du choix à faire avant et après 1933 et 1940, dates de l'arrivée au pouvoir du nazisme et de l'armistice dans le conflit France-Allemagne.

#### Deuxième cas de figure.

Le chercheur est comme submergé par le nombre d'ouvrages, articles, documents, qui portent sur le sujet choisi. Procédons alors à un tri sélectif, en décidant des axes où il importe de concentrer la recherche.

### **5. PROBLÉMATIQUE ET PLAN**

Comporte : **une idée directrice** : le prussianisme et le nazisme avec une analyse comparée au travers du regard des intellectuels français cités,

**Une question principale** : le nazisme est-il ou non le prolongement du prussianisme ?

La problématique conduit à se poser diverses questions :

- le prussianisme est-il toujours présent dans la réflexion des intellectuels français à l'ombre des événements ? n'est-il pas un sujet démodé en 1933 et pendant la période nazie jusqu'en 1940 ?
- le prussianisme, objet de fascination ou de diabolisation, a-t-il disparu des écrits. Dans l'admiration ou la réprobation, le nazisme ne s'est-il pas substitué au prussianisme ?
- le nazisme apparaît-il comme un phénomène nouveau ou est-il rattaché au passé de l'Allemagne et à « ses vieux démons » ?

Dans leurs réponses concordantes ou divergentes, les réflexions des intellectuels choisis ouvriront le débat. Quatre phases peuvent être dessinées :

La première phase se traduit par une réponse affirmative : le nazisme est le prolongement du prussianisme. Il y a continuité entre les deux phénomènes.

La deuxième phase correspondant à une réponse négative, dès lors qu'une rupture s'est produite entre les deux phénomènes par une révolution ou une contre-révolution.

La troisième phase est constituée par une solution médiane : tout en culpabilisant les décideurs de la Prusse impériale, certes le nazisme entend conserver toutes les valeurs traditionnelles, mais que reste-t-il de l'héritage prussien dans les domaines des institutions, de la politique intérieure et de la politique étrangère.

La quatrième phase est le cas où la problématique est ignorée.

## **6. LE PLAN**

La question principale est à la fois la clef du travail de recherche mais également du travail de rédaction.

L'ensemble de ces travaux implique un processus comportant une base de départ à partir de deux documents parus en 1722 et 1752. Dans leurs testaments respectifs, les souverains de Prusse, Frédéric Guillaume II et Frédéric II se réfèrent à l'œuvre entreprise et aux conseils à prodiguer à leurs successeurs.<sup>9</sup>

Ils mettent en valeur les fondements de la monarchie prussienne avec trois idées majeures :

- **le souverain n'aura d'autre maître que Dieu et le Roi de Prusse,**
- **le royaume est édifié sur des institutions solides** « le Junkertum », l'administration et l'armée, composantes du « Preussentum »,
- **la tradition intellectuelle annoncée par Frédéric II.** Ouvre l'ère du Siècle des Lumières pour la Prusse. Elle y est développée expressément : l'indépendance de la magistrature, l'encouragement donné aux manufacturiers et aux marchands, la liberté des cultes, autant de thèmes qui aideront à la construction intellectuelle de la thèse.

**Cette construction** permettra d'évoluer dans le monde des intellectuels cités et de percevoir leur regard dans le contexte de la période 1933–1940. **Es-ce que ces intellectuels juristes, philosophes, historiens et germanistes estiment retrouver des éléments du prussianisme dans le nazisme et sous quelles formes ?**

En d'autres termes, ont-ils une même identité de vue sur les thèmes aussi divers que le pouvoir « Autoritarisme, despotisme éclairé, totalitarisme », « l'Etat et la Nation », « l'Etat et la religion », « les Elites », « le Nationalisme et le Socialisme », « l'Impérialisme ou le Pangermanisme », « le Racisme » ?

---

<sup>9</sup> « La Politische Korrespondenz – die politischen Testamente », G.B. Volz, Berlin 1920



Ces idées force ne se retrouveront pas nécessairement dans cet ordre chez les intellectuels cités. Il importera alors de les recueillir au fil de leur pensée, sans pour cela procéder à une analyse systématique de leurs écrits.

Ainsi, la problématique se présentera dans ses grandes lignes pour dégager la démarche et le plan annoncé. Ce plan annoncera non seulement les axes de recherche mais également les étapes de la réflexion pour déboucher sur le nazisme, par un examen comparatif des deux phénomènes.

**En conclusion générale**, il conviendra de reprendre les apports révélés au cours des différents chapitres tout en soulignant leur intérêt et leur insuffisance.

Le tout est d'assurer depuis le début de l'étude jusqu'à son achèvement « une dynamisation » du texte pour faire la démonstration que Prussianisme et Nazisme ont des points de convergence par identité d'idées et de moyens. De nombreux intellectuels à l'appui de leurs écrits ont pu observé cette vérité historique.

## **7. LES SOURCES**

### **a. Les archives**

Les Archives explorées : le Centre d'études germaniques de Strasbourg, le Ministère des affaires étrangères, les Archives nationales, se sont révélées relativement riches. Mais l'éparpillement des informations relatives au sujet qui nous intéresse n'a pas facilité leur exploitation.

Parmi les archives dont la consultation s'est avérée essentielle, il importe de souligner celles du Centre d'études germaniques contemporaines sur le phénomène prussien, avec ses rapports avec le nazisme.

Les Archives du Ministère des affaires étrangères contiennent un grand nombre d'informations sur la situation en Allemagne. Les dépêches transmises par André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin de 1931 à 1938 et de Robert Coulondre, son successeur jusqu'à la déclaration de guerre par l'Allemagne nazie, ont présenté un grand intérêt. Les moindres pulsations du III<sup>ème</sup> Reich y sont noté avec précision pour informer le Président du Conseil français de l'évolution des évènements.

Le Quai d'Orsay a ainsi entretenu avec son représentant à Berlin une correspondance suivie réunie de 1914 à 1940 dans la série « Correspondance politique et commerciale »\_rubrique Allemagne et le dossier « Papiers 1940 ».

### b. La Presse

Une vue d'ensemble de la presse sur l'influence prussienne de 1933 à 1940 s'est révélée indispensable. Le chercheur avait à dépouiller pour la période donnée un large éventail de journaux de toutes sensibilités dans un souci d'équilibre politique.

Une préférence a été donnée à la presse d'opinion plutôt que d'information du fait que les commentaires portés sur un sujet précis seraient plus fournis et plus documentés.

**Les Archives de la Bibliothèque nationale** ont procuré les micro-films des journaux choisis : *Le Populaire* (D56), *L'Humanité* (D30), *Marianne* (D36), *L'Aube*, *Jour de Paris* (D62), *Le Temps* (D45), *Le Figaro* (D13), *L'Action Française* (D37), *Je suis partout* (D41), *L'Oeuvre* (D55), *La Revue des deux mondes* (D450).

Lors du dépouillement des ces journaux, le choix s'est porté exclusivement sur les articles écrits par les intellectuels appartenant aux quatre catégories – les juristes, les philosophes, les historiens et les germanistes -.

### c. Documents, écrits contemporains

Un certain nombre de travaux universitaires publiés se sont révélés particulièrement fructueux, aussi bien comme source que matière à réflexion.

C'est le cas de trois thèses,

- Celle de Michel Blanchet : « De Gaulle et l'Allemagne », 1905 – 1958, présentée en 1986
- celle de Barbro Eberan « Die Debatte um die Schuldfrage » Luther, « Frederich der grosse » Wagner, Nietzsche, « Wer war an Hitler schuld » (1945 – 1949) (Qui était responsable d'Hitler) ;
- celle de Jean Solchany « Comment comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro » (1945 – 1949), présenté en 1994 à Strasbourg.

### d. Mémoires, souvenirs, etc...

Qu'ils aient été allemands ou français, dirigeants ou simples observateurs, leurs témoignages ou leurs mémoires sur l'expérience de l'époque ont été fort utiles pour traiter le sujet et lui donner une dimension humaine.

### e. Bibliographie commentée

Il n'est pas question ici de faire le point sur la production bibliographique touchant peu ou plus au sujet traité mais **simplement de tracer quelques pistes de bibliographies qui permettent d'appréhender le sujet dans sa complexité et dans son essence.**

La recherche portera nécessairement sur les écrits des intellectuels choisis et énumérés en fin d'ouvrage dans la Bibliographie générale. Mais les ouvrages édités avant 1933 et après 1940 ne seront pas négligés pour autant. Les réflexions de certains auteurs seront retenus comme références.

Leurs écrits ont attiré l'attention du chercheur en raison de leur richesse et de la variété des sujets traités :

**Jacques Droz** – L'histoire de l'Allemagne ; 2 tomes

- La formation de l'Unité allemande (1789 – 1871)
- L'Empire allemand (1871 – 1918) – PUF 1994
- Le romantisme allemand et l'Etat – Payot 1961
- Le socialisme allemand de 1863 à 1918 – Cours de la Sorbonne
- Le nationalisme allemand de 1871 à 1939 – Paris C.D.U. 1963
- Les doctrines politiques en Allemagne – Collection Que Sais-je ?, 1968
- L'Europe centrale, Evolution historique de l'idée du Mitteleuropa – Paris Payot, 1960

**Jacques Droz et Jacques Bariety** – La République de Weimar et le Régime hitlérien – Hatier 1973

**François Georges Dreyfus** – Le III<sup>ème</sup> Reich – Editions de Fallois 1998

**Jean-Paul Bled** – Colloque de Strasbourg, janvier-mars 1977, Centre d'Etudes germaniques « L'image de l'Allemagne chez De Gaulle avant juin 1940, janvier-mars 1977, page 59

Pour saisir le dualisme prussianisme – nazisme dans sa globalité, il importait de faire appel à des ouvrages généraux parus avant ou après 1933, de Jacques Bainville à Joseph Rovin.

Il est apparu comme nécessaire d'avoir une connaissance des relations internationales. Loin de citer l'ensemble des nombreux ouvrages traitant de ce domaine, on se contentera de proposer une sélection. Outre l'ouvrage de Jacques Bariety « Les relations franco-allemandes après la première guerre mondiale, 10 novembre 1918 – 10 janvier 1925, de l'exécution à la négociation (Paris Pedrone 1977) », il convient de citer les ouvrages généraux sur la France et sa diplomatie avant et après la guerre,

comme l'ouvrage magistral de Pierre Renouvin « Histoire des relations internationales »<sup>10</sup> et celui de René Girault « Diplomatie européenne, nations et impérialismes » (1871 – 1914)<sup>11</sup>.

Il a été également d'un grand intérêt de prendre connaissance des ouvrages récents publiés à l'étranger dans les dernières décennies et en rapport étroit avec le sujet.

**En Allemagne :** citons en référence, par ordre chronologique :

- « La Prusse en question » (1985)
- de **Rudolf von Thadden**, ouvrage qui retrace l'histoire prussienne à travers ses étapes 1871, 1918, 1932, 1947 ;
- **Sébastien Haffner** avec deux livres « Von Bismarck zu Hitler » et « Preussen ohne legende » (1987 et 1998) ;
- **Klauss Hildebrand** avec « Das vergangene Reich » (1999) ;
- **Edgar Wolfrum** « Die Geschichte als Waffe » (l'Histoire comme arme) – 2001.

Ces ouvrages ont apporté leurs lumières sur les rapports entre la Prusse et Hitler.

**En Angleterre ;**

- Qu'est-ce que le nazisme (1985) et « Hitler » en deux volumes de l'historien anglais Ian Kershaw (2000), qui soulève les problèmes et les perspectives d'interprétation.

## **8. LES RECHERCHES INFRUCTUEUSES**

Le chercheur pensait que la voie médiatique permettrait d'apporter des matériaux sur lesquels le chercheur peut travailler. La déception a accompagné les résultats de l'enquête. Deux juristes étaient susceptibles d'enrichir les sources de cette étude. **René Cassin** aurait participé avant 1940 à une série d'émissions radiophoniques sur « la Conception hitlérienne du Droit et des causes de l'hostilité allemande à tout ce qui est international ». Les services de la Radiodiffusion nationale n'ont pu trouver trace d'émissions animées par René Cassin, professeur de droit<sup>12</sup>.

Il en a été de même pour la chronique de politique étrangère rédigée par **Pierre Brossolette** de 1936 à 1939. L'audition des bandes n'a pas présenté un intérêt majeur : le dualisme prussianisme – nazisme est ignoré.

<sup>10</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales » : les crises du XX<sup>ème</sup> Siècle de 1919 à 1929, Paris Hachette 1957

<sup>11</sup> René GIRAULT « Diplomatie européenne, nations et impérialismes », 1871 – 1914, Paris Masson 1979

<sup>12</sup> René CASSIN « Les Hommes partis de rien » (1940 – 1941), page 26

Un autre juriste **Pierre-Henri Teitgen** aurait pu apporter des éléments de réponse à la question principale. En 1934, Pierre-Henri Teitgen occupait une chaire de droit international à la Faculté de Droit de Nancy, de Lyon puis de Montpellier<sup>13</sup>. Il a traité notamment auprès de son auditoire de sujets comme « la Prusse après Iéna » et « l'Histoire de la doctrine fasciste ». Les démarches effectuées tant auprès de la famille Teitgen qu'auprès des facultés concernées se sont révélées infructueuses, aucun enregistrement de ses cours n'a été effectué.



Il n'est pas douteux que des questions resteront à résoudre au terme de cette étude.

Pour employer une expression empruntée à un germaniste : « Plusieurs des questions demeurent : le nazisme a-t-il revêtu une tunique prussienne et dans l'affirmation a-t-il réussi à s'en débarrasser ?

Quant au prussianisme, était-il destiné à perdurer comme certains conjurés du complot contre Hitler du 20 juillet 1944 le pensaient ?



---

<sup>13</sup> Pierre-Henri TEITGEN « Faites entrer le témoin suivant, de la Résistance à la V<sup>ème</sup> République, 1987, pages 18 à 23

# Première partie

## *LE PRUSSIANISME*

- 1 - L'HISTORIQUE ET LES ASPECTS DU  
PRUSSIANISME ET DU NATIONAL-SOCIALISME
- 2 - LE REGARD DES INTELLECTUELS FRANÇAIS  
« DE LA FASCINATION À LA DIABOLISATION »

## HAPITRE 1 – Le prussianisme

---

C

### *Section I – Historique et aspects du phénomène*

Les concepts du Prussianisme et du Nazisme représentent deux phénomènes, qui ont bouleversé les 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles. Ils ont été soit distingués, soit opposés ou rapprochés par les historiens.

Il importe de définir chacun d'eux en quelques traits :

Par **prussianisme**, le « *Preussentum* », il faut entendre l'ensemble des caractères, des comportements et des valeurs censés définir l'**Etat prussien**. *IL S'AGIT À LA FOIS D'UN SYSTÈME D'ORGANISATION POLITIQUE, D'UN ÉTAT D'ESPRIT, D'UN STYLE PERSONNEL ET COLLECTIF, RÉSULTANT DE CE SYSTÈME*. Tous ces éléments réunis constituent pour le peuple allemand l'héritage prussien.

L'historien allemand Rudolf von Thadden, répondant à la question « *Qu'est-ce que la Prusse ?* », donnait des explications sur l'évolution de cet Etat. La Prusse a acquis à l'époque de la monarchie un triple aspect, « *l'Etat des militaires et des fonctionnaires, qui plaçait la rationalité et l'ordre au-dessus de tout et exigeait discipline et obéissance jusque dans le moindre détail, et d'autre part un Etat éclairé fondé sur le droit, lequel introduisit le Code civil général et créa les conditions d'une meilleure éducation et d'une meilleure culture* »<sup>14</sup>.

Il s'agissait là du prussianisme authentique personnifié par Frédéric II, lequel comportait deux volets, l'un d'ordre religieux et le second d'ordre politique.

Sous son aspect religieux, le prussianisme est fortement imprégné par la pensée Luthérienne. Si Luther n'aborde pas de front le problème politique, il est indubitable que sa doctrine a donné à la politique prussienne une certaine orientation. N'étant pas adversaire des autorités établies et se défiant de toute révolution sociale, Luther exigeait des chrétiens une obéissance absolue aux dirigeants. Tel était le sens de son message

---

<sup>14</sup> Rudolf von THADDEN, descendant du refuge né en 1938 en Poméranie et issu d'une famille de Junker, auteur de l'ouvrage « *La Prusse en question* », Actes du Sud 1985, page 54

diffusé en août 1520 « *A la noblesse chrétienne de la Nation allemande invitant les souverains à favoriser l'enseignement, la protection du peuple et à assurer sa nourriture 'Lehren, Wehren, Nähren' »*.

La Prusse brandebourgeoise devint le point de cristallisation d'un protestantisme engagé, qui libéra la dévotion de structures contraignantes du Moyen Age. L'Eglise évangélique, devenue Eglise officielle du régime, joua un rôle important en assurant l'aumônerie royale jusqu'à Iena et en garantissant un moralisme rigide, ce qui provoqua un courant de réaction, le piétisme qui apparut à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Sous Frédéric Guillaume I et Frédéric le Grand, l'Eglise, omniprésente, gravitait autour de l'Etat.

L'Etat prussien impliquait l'existence d'un territoire, d'une population, d'un Etat avec son histoire et des valeurs traditionnelles.

Le passé de la Prusse est inséparable de son présent. Prusse royale et Allemagne impériale s'interpénètrent dans tous les domaines.

---

## Un territoire

---

L'Etat de Prusse a vu sa superficie s'agrandir au fil du temps. De 300.000 Km<sup>2</sup> estimée en 1795, cette superficie est passée en 1866 à 348.000 Km<sup>2</sup> après sa victoire sur l'Autriche. Elle présentait alors un territoire d'un seul tenant, qu'elle conservera jusqu'en 1919<sup>15</sup>.

A l'origine, la Prusse, comme le Brandebourg, avec lequel elle devait s'unir en 1613, était constituée de régions déshéritées, de sables, de vallées inondées, de marécages. Terre slave, la Prusse était isolée à l'Est de l'Europe, enclavée entre l'Empire russe et les possessions polonaises.

---

<sup>15</sup> *ENCYCLOPÉDIE UNIVERSALIS, tome 13, la Prusse, page 724*  
Henri BOGDAN « *Les Chevaliers teutoniques* », Editions Perrin, 1995



Progressivement, et par étapes, son centre de gravité s'est déplacé d'Est en Ouest. Sa colonisation par l'Ordre des Chevaliers Teutoniques se situe de 1230 à 1280. Suite à une intervention polonaise, Casimir IV se fait reconnaître par l'Ordre « *Suzerain* » de la Prusse occidentale (Traité de Torun 1466).

**1613** voit l'érection de la Prusse en duché séculier et héréditaire avec Albert de Brandebourg, Grand Maître de l'Ordre Teutonique, issu de la famille des Hohenzollern.

Le Duché prend alors naissance avec le Grand Electeur Frédéric-Guillaume (1640-1688) lequel, en gage de sa participation à la guerre polono-suédoise, obtient que la Prusse soit affranchie de la suzeraineté polonaise (Wehhau 1657).

Conséquence : la Prusse est incorporée dans l'Etat brandebourgeois, dont elle constitue la seule province sous l'autorité des Hohenzollern.

**1701.** Le Duché est érigé en Royaume avec l'accord de l'empereur Léopold 1<sup>er</sup> (1689-1697). Frédéric devient Frédéric 1<sup>er</sup> en récompense de l'aide apportée dans la guerre de succession d'Espagne contre Louis XIV. Le royaume d'abord limité à la Prusse s'étend bientôt à l'ensemble des possessions des Hohenzollern.

**1713-1740** voit la transformation de l'Etat, avec primauté du militaire, avec Frédéric-Guillaume I, dit le « *Roi-Sergent* ».

Le souverain se fait céder par la Suède la Poméranie intérieure, Stettin, les Bouches de l'Oder par le Traité de Stockholm de 1720.

**1740-1786.** L'Etat prussien, par la volonté de Frédéric le Grand, devient une grande puissance européenne. Il acquiert en 1742 la Silésie, puis en 1772 la Prusse occidentale. La Silésie a été un apport appréciable, laissée aux Hohenzollern par Napoléon à Tilsit en 1807, la Silésie devient un des foyers ardents du patriotisme prussien. Et surtout, elle connaît au 19<sup>ème</sup> siècle un essor économique considérable grâce à l'exploitation des charbonnages de Haute Silésie.

**1815.** Après les guerres de la Révolution et napoléoniennes, voit la renaissance de la Prusse. Le Congrès de Vienne lui cède les provinces de l'Ouest. La Prusse se présente dès lors en trois parties. La Prusse occidentale « *Westpreussen* » capitale Dantzig, était située entre la Poméranie et la Vistule. Cette partie correspondait à la Poméralie, ancien

duché polonais, dont les chevaliers teutoniques s'emparèrent en 1309. Appelée Prusse royale, elle a été replacée sous la souveraineté de la Pologne par le Traité de Torun signé en 1466. Elle devint province de Prusse occidentale pour être **réunie entre 1829 et 1878 à la Prusse orientale**.

En 1919, le Traité de Versailles l'a attribué, sauf Dantzig, à la Pologne. Pour faciliter l'accès de la Pologne à la Baltique, un « *corridor* » a été créé.

La Prusse orientale « *Ostpreussen* », capitale Königsberg, d'abord désignée sous le nom de Prusse ducale (1525-1806), recevra le nom de Prusse orientale après 1701.

Enfin la Prusse rhénane « *Rheinprovinz* », capitale Coblenze, sera constituée après 1815 date du Congrès de Vienne. La participation du royaume de Prusse à la coalition contre Napoléon sera ainsi récompensée.

Primitivement, elle était formée par les provinces de Clèves Berg et du Rhin inférieur. Son annexion a été d'une grande importance, par l'apport de bassins houillers d'Aix la Chapelle, de la Sarre et surtout de la Ruhr.

La Prusse s'est ainsi forgée une armature industrielle et concurrentielle, qui fera d'elle une des premières puissances économiques mondiales du 19<sup>ème</sup> siècle.

La Prusse, partie de cette Allemagne, s'était agrandie considérablement en superficie, passant de 300.000 Km<sup>2</sup> en 1795 à 540.600 Km<sup>2</sup> en 1871.

---

## Une population

---

La population de la Prusse a subi, comme son territoire, une courbe ascendante :

1786 sous Frédéric-Guillaume II : 8.700.000 habitants ;

1815 : 11 millions d'habitants.

Lors de la proclamation du II<sup>ème</sup> Reich, la population allemande allait atteindre le chiffre global de 42,5 millions d'habitants dont 27 millions de Prussiens<sup>16</sup> et 5 millions représentant les minorités étrangères soit 10 % de la population totale.

Elle n'était en rien homogène pour être composée à l'origine de Borusses, ancienne tribu slave habitant le littoral balte entre la Vistule et le Niémen, mais sans rapport ethnique avec les Germains. Il apparaît que ces Borusses auraient été décimés au 13<sup>ème</sup> siècle, refoulés par les Chevaliers de l'Ordre Teutonique. Le terme Prussien s'est substitué à celui de Borusse pour désigner les éléments germaniques immigrés ou issus d'autres régions.

Une grande diversité en résultait et les opposait : leur régime politique, leur langue, leur religion, leur style de vie.

L'Etat prussien avait cherché à les assimiler par la germanisation, mais sans succès<sup>17</sup>. Le Professeur Jacques Bariety, à l'appui de son expérience professionnelle outre-Rhin, indiquait qu'en ce qui concerne les Rhénans, ils étaient considérés comme des prussiens dirigés de Berlin alors que selon Konrad Adenauer, originaire de Cologne ils étaient prussiens sans l'avoir demandé.

Outre les Rhénans, u

ne minorité polonaise, chiffrée en 1910 à 3,7 millions d'individus, était installée dans les provinces de Prusse Occidentale, Orientale, Posnanie et de Silésie. Deuxième minorité, les Danois, fixés en Schleswig passeront en 1864 sous administration prussienne, puis annexés par l'Etat prussien à la suite de la défaite autrichienne de Sadowa. Cette minorité était estimée à environ 126.000 individus. Ils souhaitaient leur rattachement au royaume du Danemark.

---

<sup>16</sup> Pierre GUILLEN « L'Empire allemand » (1871-1918) – Hatier, page 6

<sup>17</sup> Christian BAECHLER, Professeur Université Sciences Humaines de Strasbourg, *Revue d'Allemagne*, Tome 28 - numéro 1, janvier 1996. Article « le Reich allemand et les minorités nationales 1871-1918 - page 31.

Le groupe formé par les Alsaciens-Lorrains, incorporé en 1871 était le plus important après les Slaves, évalué approximativement à 210.000 individus.

Enfin, dernier groupe minoritaire par leur nombre, les Lithuaniens de la région de Memel-Tilsitt, près de 80.000.

Ces quatre dernières minorités ont créé de sérieux problèmes au Reich prusso-allemand. Les Polonais catholiques et les Danois protestants étaient intégrés à la Prusse, tandis que l'Alsace-Lorraine considérée comme une entité particulière, constituait une « *Terre d'Empire* » avec statut approprié.

Aussi, les conservateurs prussiens rejetaient le principe des nationalités qui tendrait à menacer l'équilibre de l'Etat à caractère multinational. D'ailleurs, dans l'esprit des dirigeants prussiens, il n'y avait pas de minorité du fait que les populations concernées devaient parler toutes la langue allemande, ce qui n'est pas le cas.

Dans le domaine religieux, le manque d'homogénéité était aussi accentué : face à une majorité protestante groupée en Eglises évangéliques, 60 % de la population, en majorité luthérienne, le catholicisme montrait son originalité et manifestait sa vitalité en Rhénanie, Posnanie, Silésie, Bade, Wurtemberg et la Bavière s'inquiétait de l'unification réalisée par la Prusse protestante.

Le domaine social était aussi diversifié. Le Mecklenbourg et les provinces rurales du Margraviat de Brandebourg, situées à l'Est de l'Elbe, appartenaient à l'âge féodal. La classe des « *Junkers* », propriétaires terriens nobles monopolisaient toutes les institutions de l'état prussien. Ainsi, pendant la période 1888-1914, 70 % des ministres, 62 % des diplomates, 57 % des hauts fonctionnaires, 64 % des généraux étaient des prussiens nobles.

Depuis l'annexion des provinces de l'Ouest en 1815, une bourgeoisie d'affaires se développait et augmentait son emprise.

Le milieu industriel et financier était en pleine croissance. Une société urbaine avec son organisation hiérarchisée s'opposait alors depuis les années 1850 à la nouvelle Allemagne industrielle groupée en Haute Silésie, à Berlin et surtout en Wesphalie-Rhénanie<sup>18</sup>.

La « *vieille Prusse* » était regardée avec méfiance par les masses urbaines et certains éléments de la paysannerie, alors que d'autres éléments de cette classe dépendant des grands domaines situés à l'Est de l'Elbe votaient pour les conservateurs liés aux « *Junkers* ».

Pourquoi ? parce qu'elle incarnait l'aristocratie, la bureaucratie et l'armée, qui pesaient lourdement sur la société prussienne.

### **Le Junkertum**

Les caractères de cet Etat étaient, selon l'historien allemand Rudolf Thadden, des plus critiquables. Thadden, issu d'une famille de « *junkers* » de Poméranie, oppose ainsi l'image de « *l'Etat hobereauborne et mesquin d'une Prusse manquant d'oxygène* » à l'image d'une Prusse, « *terre d'accueil généreuse et bénie de Dieu* ». <sup>19</sup>

Il fait ainsi grief à « *l'Etat hobereau si détesté d'une classe arrogante, soucieuse de maintenir des positions sociales dépassées* ». de s'opposer à la marche de la démocratie.

Cette société de caste représentant de vieux concepts d'ordre et de discipline correspondait aux vœux et aux intentions de Frédéric Guillaume I, exprimés dans son testament de 1722. Ne conseillait-il pas à son successeur d'engager dans son armée « *les nobles et les comtes de toutes ses provinces et de placer leurs enfants chez les cadets avec l'espoir de disposer pour l'avenir d'une noblesse éduquée dès son plus jeune âge qui n'aurait d'autre maître que Dieu et le roi de Prusse* » <sup>20</sup>.

Après 1871 et la création de l'Empire, « *le Junkertum* » n'a plus de monopole dans la société prussienne, mais elle conserve ses privilèges. Au-delà des villes libres, chaque état est pourvu de deux chambres dont la Diète, chambre haute qui exerce des

---

<sup>18</sup> HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE, s/direction de J. DROZ. L'empire allemand 1871-1918, Hatier Université 1970-1976, pages 7-103-109

<sup>19</sup> Rudolf von THADDEN « *La Prusse en question* », 1981, page 41

<sup>20</sup> Die politischen Testamente (les Testaments politiques) F de G 1920

fonctions publique et politique au sein des deux piliers de la monarchie prussienne : la bureaucratie et l'armée.

### **La Bureaucratie**

La Bureaucratie, pour se part, était omniprésente par son nombre et par son influence. Maintenu dans le zèle et l'honnêteté par la hiérarchie ; elle a montré un sens civique hérité peut-être de la tradition teutonique qui empêchait les subalternes d'empiéter sur les prérogatives de l'échelon supérieur. Ce fut notamment l'œuvre de von Puttkamer, ministre de l'Intérieur de Prusse de 1817 à 1822.

A son sommet, l'administration prussienne s'articule autour d'un organisme central, le Directoire général et les départements des Affaires étrangères et de la Justice. Le Directoire général exerce les fonctions de plusieurs ministères (Finances, Agriculture, Commerce, Industrie) quatre départements sont organisés suivant le principe territorial, du premier dépendent les provinces orientales, du second la marche de Brandebourg et le duché de Magdebourg, du troisième le duché de Clèves et à compter de 1744 la Frise orientale, du dernier la principauté de Minden et le Comte de Ravensberg<sup>21</sup>.

Au niveau des provinces, sont organisés les dix-sept chambres de guerre et des domaines, les conseillers provinciaux (Landräte), les commissaires des taxes (Steuerräte) et les bailly fermiers du domaine royal.

L'administration a une particularité d'être collégiale reposant sur plusieurs têtes, dont les membres collectivement responsables ne peuvent rien l'un sans l'autre. Ainsi, le pouvoir royal est absolu avec sous ses ordres tous les éléments de l'oligarchie féodale. Frédéric II a débarrassé la bureaucratie prussienne de son langage hérissé de termes latins et de tournures juridiques pour la contraindre à dresser des rapports courts et exacts, accompagnés de précisions<sup>22</sup> de façon que S.M., qui veut quelque chose, puisse se décider en connaissance de cause.

---

<sup>21</sup> Jean-Paul BLED « Frédéric le Grand », Fayard 2004, pages 275-276  
<sup>22</sup> Pierre GAXOTTE « Frédéric II », Fayard 1972, page 288

**L'armée**, deuxième pilier de l'Etat, tenait une place prépondérante dans l'organisation du système. Le regard des intellectuels français était identique à celui des commentaires allemands.

Un religieux, Henri Didon, constatait en 1884, dans son ouvrage « *Les Allemands* », que toute l'Allemagne était représentée par « *la Caserne et l'Ecole* », « *dès lors que ses habitants ont le culte de la force et celui de l'intelligence. Il n'y a aucun pays, dans lequel le militarisme n'est si fortement organisé et la Science aussi cultivée* »

<sup>23</sup>.

De son côté, l'historien allemand Eduard Schmidt Weissen fils, observait en 1859 « qu'à travers les obligations militaires en général, il s'opérait non seulement la nationalisation de l'Armée mais aussi la militarisation d'un peuple.

Son poids est d'autant plus important que Mirabeau tenait en 1788 ce fameux propos « *La guerre est l'industrie première de la Prusse. La Prusse n'est pas un Etat qui dispose d'une armée, c'est une armée qui dispose d'une Nation* »<sup>24</sup>

Ce commentaire s'avère des plus excessifs. S'il est établi que Frédéric Guillaume I « *ne vivait que pour son armée, unique objet de ses affections* », il ne laissait pas les militaires avoir la primauté sur les hommes d'état pour leur dicter les décisions à prendre. Dans la militarisation de cet outil, le maréchal de France Frédéric Armand Schomberg a joué un grand rôle. Arrivé en Prusse en même temps que des milliers d'hyguenots français après 1685, date de révocation de l'Edit de Nantes, Schomberg s'est fait remarquer par sa forte personnalité. Il fut considéré comme le premier capitaine de son siècle, après le prince de Condé et le maréchal de Turenne. Refusant d'adjurer la religion protestante, il demandera à Louis XIV la permission de sortir du royaume, ce qui lui fut accordé. L'électeur de Brandebourg nomma Schomberg, en récompense des services rendus, gouverneur général de la Prusse, ministre d'Etat, membre du Conseil et généralissime de ses troupes<sup>25</sup>.

C'est ainsi que se forma une caste fermée soumise à la tradition, distante de la plèbe des soldats et des sous-officiers. En 1722, l'Académie des Cadets, création du

---

<sup>23</sup> Heinz STUBIG « *Preussen und die neuere deutsche geschichte* », extrait de « *Preussen und Preussentum von 17 Jahrhundert bis zur gegenwart* Berlin Verlag Arno Spitz GmbH, op.cit. pages 15 et 20

<sup>24</sup> Honoré COMTE DE MIRABEAU (1749 – 1791) « *De la monarchie prussienne sous Frédéric le Grand* (1788)

<sup>25</sup> « *La France protestante ou les vies de protestants français qui se sont faits un nom dans l'Histoire* », tome 9, page 232

« *Roi Sergent* » qui n'admet plus que des nobles. Quant au soldat, il est soumis à la plus dure des disciplines : la schlague destinée à sanctionner les fautes les moins graves, la peine de mort pour les plus graves. Une excellente organisation matérielle, une mécanique bien huilée, soldats biens habillés et régulièrement payés, ainsi que des exercices fréquents font de l'armée prussienne un redoutable instrument.

Au temps de von Clausewitz (1790-1831), général et théoricien prussien, « *l'armée était une espèce de confraternité régie par ses lois propres, ses ordonnances, ses coutumes : un Etat dans l'Etat, et considérée par l'étranger comme un modèle* ». <sup>26</sup>

Cette Prusse s'est édifiée au fil des siècles et certains de ses souverains lui ont donné de l'impulsion pour apporter leurs matériaux à l'édifice.

Un rappel de son histoire paraît nécessaire.

---

## Une histoire

---

Les apports de la Prusse à l'Allemagne ont été particulièrement riches. L'héritage prussien, compte tenu de son importance ne peut être évoqué en quelques traits, nous ne retiendrons que les faits les plus connus et qui constituent la Tradition.

Les Chevaliers de l'Ordre hospitalier et militaire Teutonique, créés en 1198, ont pour maître Hermann de Salza (1209-1239), qui a accepté d'intervenir en Prusse. Son action s'inscrivait alors dans le cadre d'une croisade contre les païens et dans celui de la poussée germanique vers l'Est « *Drang Nach Osten* », qui sera de nature à endiguer le monde slave. La légende n'a cessé de vanter leurs exploits de guerriers et de pionniers. Les chevaliers Teutoniques auraient non seulement refoulé, exterminé les païens, mais également colonisé la Prusse, où bénéficiant de concessions de l'empereur Frédéric II, ils fondèrent au cours du XIII<sup>ème</sup> siècle 93 villes, y installèrent des colons, après avoir défriché et asséché des marais.

---

<sup>26</sup>

Etienne FLANDIN, *l'Allemagne en 1914* ; Editions Le Soudler, Paris 1915, pages 87 et suivantes



Si la dimension religieuse devait être effacée par la sécularisation de l'Ordre Teutonique par Albert de Brandebourg, la Prusse devait prendre parti, en 1539, pour l'introduction de la Réforme Luthérienne dans les Etats du Nord, qui est un fait essentiel dans l'histoire religieuse de l'Allemagne au 16<sup>ème</sup> siècle. Ce fait a eu pour conséquence d'arracher à l'Eglise romaine d'immenses territoires du Nord de l'Allemagne. Le pouvoir prussien se trouvait libre de Rome, et pouvait prôner les valeurs morales, notion du devoir et soumission du sujet au pouvoir établi.

Les Hohenzollern étaient de conviction calviniste, mais, dans le but de rallier leurs sujets en majorité luthériens décrétèrent, au début du XVII<sup>ème</sup> siècle que la religion protestante réformée serait religion d'Etat.

---

## **Les Hohenzollern**

---

L'origine de l'Etat de Prusse remonte en 1618, date de la réunion de Brandebourg et de la Prusse reçue en héritage par Jean Sigismond de Hohenzollern, Margrave de Brandebourg, qui devient Duc de la Prusse. La famille allemande des Hohenzollern donnera ainsi naissance à la dynastie royale de Prusse, qui présidera à ses destinées jusqu'en 1919, date d'abdication de l'empereur Guillaume II, Roi de Prusse.<sup>27</sup>

Parmi les souverains, qui se sont succédé à la couronne prussienne, il convient de ne retenir que les figures emblématiques, qui ont contribué à l'édification de l'Etat et à son prestige, la première est de toute évidence :

Frédéric-Guillaume (1620-1688), Electeur de Brandebourg et Duc de Prusse, dit « *le Grand Electeur* » auquel il convient d'attribuer après la guerre de trente ans le privilège d'avoir fait accepter de ses états une direction unique et une administration commune, et des impôts permanents. On lui doit d'avoir entretenu au moyen de nouvelles ressources une armée permanente avec recrutement obligatoire.

La figure du Grand Electeur est associée à un grand esprit de tolérance, qui l'a poussé à accueillir, après la Révocation de l'Edit de Nantes, signé en 1685, un grand nombre d'exilés huguenots français. Un appel fut lancé « *Nous Frédéric Guillaume*

---

<sup>27</sup>

Rudolf von THADDEN « *La Prusse en question* », 1981, page 53

*offrons aux Français, qui souffrent malheureusement pour l'Évangile et la pureté de la foi, que nous confessons avec eux une retraite sûre et libre dans toutes les Terres et Provinces de notre Domination* ». Ainsi fut constitué et créé « *le Refuge* », œuvre poursuivie par son successeur,

ainsi qu'une quarantaine d'agglomérations françaises réparties en Rhénanie, Poméranie, Prusse Orientale, surtout au Brandebourg et à Berlin. On décomptait ainsi en 1713 16.000 âmes, dont 6 mille à Berlin. Ces émigrants devaient fournir cadres et main d'œuvre et favoriser le développement de l'artisanat, de l'industrie et de l'agriculture.

Le prestige du Grand Electeur profitera à ses successeurs :

Frédéric-Guillaume 1<sup>er</sup> (1688-1740), dit « *le Roi Sergent* », lequel poursuivra l'œuvre d'unification administrative, concentrant celle-ci dans les Directions supérieures des Finances, de la Guerre et des Domaines, qu'il présidera lui-même.

Il n'est pas douteux que la période de 1713 à 1740 a vu la naissance de l'Etat militaire prussien.

Frédéric II le Grand (1712-1786) a poursuivi l'œuvre commencée par son père et l'a achevé.

Il a marqué son siècle par sa théorie sur le pouvoir et lui vaudra la réputation « *d'un Despote éclairé* », notamment auprès des philosophes français du 18<sup>ème</sup> siècle. Accédant au trône en 1740, il est la personnalité la plus représentative de « *l'Aufklärung* » du Siècle des Lumières à l'allemande. « *L'Aufklärung* » est un mouvement de pensée, qu'on peut expliquer par une réaction de compensation pour passer dans l'ordre intellectuel du statut féodal à un statut de modernité. L'objectif est « *de créer un homme éclairé, comme celui d'un adulte sorti de tutelle libre et responsable de son propre jugement* », selon la définition donnée par Kant dans son essai de 1784 « *was ist die Aufklärung* ».

Frédéric II donne de l'essor à ce mouvement par la création notamment de l'Académie de Berlin destinée à être « *un centre de diffusion des normes rationnelles* » et dont l'origine remonte à Leibniz, après une démarche effectuée auprès du Grand Electeur. Ecartant la monarchie de droit divin, il a laissé intact le principe de

l'absolutisme. Il a fait de la Prusse l'un des premiers états du monde, décrétant l'éducation monarchique pour tous et l'égalité des citoyens devant la loi.

L'historien Pierre Gaxotte dira de lui, en termes flatteurs : « *Il a possédé la puissance. Il a tenu dans sa main la guerre et la paix, il a commandé à la vie et à la mort. Il a rempli le Siècle de son nom, il a agrandi la Prusse et l'a rendue redoutable. Le Trésor est rempli, les peuples dressés à l'obéissance, la succession au trône assurée* », et surtout une des meilleures et des nombreuses armées de l'Europe.<sup>28</sup>

L'œuvre judiciaire de Frédéric II est importante, dès lors qu'elle comporte des réformes diverses en matière de recrutement, d'organisation, de compétence, d'adoucissement de certaines peines après l'abolition de la torture. Si « *le Corpus juris Fredericianum* » demeura à l'état de projet, le Code prussien fut promulgué en 1794 après la mort du ministre Samuel Cocceji, qui avait contribué à sa préparation.

La période 1786-1815, sous Frédéric-Guillaume II et III, verra d'abord le déclin, puis la renaissance de la Prusse. Si la défaite d'Iéna lui portera un coup sérieux, le Congrès de Vienne contribuera à sa renaissance, notamment par l'attribution, en toute propriété des provinces riches de Rhénanie. Karl Stein, Hardenberg pour les hommes d'Etat, Gneisenau, Scharnhorst, Clausewitz pour les militaires seront les artisans de la résurrection de l'Etat prussien. Sur le plan des réformes (9 octobre 1807), l'histoire retiendra l'abolition du servage et l'attribution aux paysans des terres, qu'ils cultivaient sur les biens de la couronne. L'université de Berlin, fondée par Humboldt en 1810, devenait, sous l'impulsion de Fichte, le foyer du nationalisme<sup>29</sup>. I

Il n'est pas inintéressant de noter que ces personnages ne sont pas Prussiens d'origine, mais prussiens d'adoption<sup>30</sup>. Il convient de constater que le rayonnement de la Prusse était si grand à l'époque, qu'il était objet à attraction.

Un monarque digne d'être cité est Frédéric-Guillaume IV (1795-1861), qui eut à gérer la période révolutionnaire de 1848. Au travers d'un de ses discours prononcé en

---

<sup>28</sup> Pierre GAXOTTE, *Frédéric II*, Fayard 1996, page 324 – 325  
Jean-Paul BLED « *Frédéric le Grand* », Fayard 2005

<sup>29</sup> Pierre GAXOTTE, *Frédéric II*, Fayard 1996, page 324 - 325

<sup>30</sup> STEIN, *Ministre d'Etat de Prusse, né en 1757 à Nassau, Hardenberg en 1750 à Essenroda (Hanovre), Chancelier d'Etat, dirigeant de la Prusse jusqu'à la fin des guerres napoléoniennes*  
Von GNEISENAU, *né en 1760 à Schildau (Saxe)*  
Von SCHARNHORST, *né en 1756 à Bordenau (Hanovre)*  
Von CLAUSEWITZ, *né en 1780 à Burg (Saxe)*

avril 1847, lors de l'ouverture de la session de la Chambre Unique, il définissait ainsi sa mission tenant de Dieu et de son pouvoir personnel :

*« Héritier d'une couronne que j'ai reçue intacte et que je dois et veux laisser intacte à mes successeurs, je ne supporterais jamais qu'entre notre Seigneur Dieu dans le ciel et notre pays s'insinue une feuille de papier écrit pour nous régir par ses paragraphes et les mettre à la place de l'antique fidélité. Suivant la loi de Dieu et de ce pays, la couronne doit régner d'après sa libre décision et non pas d'après la volonté des majorités ».*

REGNES DES SOUVERAINS PRUSSO-BRANDEBOURGEOIS  
DEPUIS LE DEBUT DU XVII<sup>e</sup> SIECLE

Electeur Jean-Sigismond, 1608-1619.  
Electeur Georges-Guillaume, 1619-1640.  
Frédéric-Guillaume, le Grand Electeur, 1640-1688.  
Electeur Frédéric III, depuis 1701 Roi Frédéric I<sup>er</sup>, 1688-1713.  
Roi Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, 1713-1740.  
Roi Frédéric II, dit le Grand, 1740-1786.  
Roi Frédéric-Guillaume II, 1786-1797.  
Roi Frédéric-Guillaume III, 1797-1840.  
Roi Frédéric-Guillaume IV, 1840-1861.  
Roi Guillaume I<sup>er</sup>, depuis 1871 Empereur d'Allemagne, 1861-1888.  
Empereur Frédéric III, 1888.  
Empereur Guillaume II, 1888-1918.

Frédéric-Guillaume se dit « *Par la grâce de Dieu, roi de Prusse, margrave de Brandebourg, archichambellan et électeur du Saint-Empire romain, prince souverain d'Orange, Neuchâtel, Vallengin, duc de Magdebourg, Clèves, Juliers, Berg, Stettin, de la Poméranie, des Cassubes et Vandales, de Mecklembourg et de Cossen en Silésie, burgrave de Nuremberg, prince de Halberstadt, Minden, Kammin, des Wendes, de Schwerin, Ratzeburg et Meurs, comte de Hohenzollern, Ruppin, de la Mark, de Ravensberg, Hohenstein, Tecklenbourg, Lingen, Schwerin, Buhren et Lehrdam, marquis de la Vehre et de Flessingue, seigneur de Ravenstein, des pays de Rostock, Stargard, Lauenbourg, Bittow, Arlay et Breda, etc.* ».

**VON SESTES**  
**Snaden, König in Preussen.**  
**Marggraf zu Brandenburg, des.**  
**Römischen Reichs Erb-Kammerherrn.**

Teckle  
zu Ra  
Arlay

Extrait de « Preussen im Rückblick » de Hans Jurgen Pulhe et Hans Ulrich Wehler, 1980

L'invocation de Dieu donne à penser au principe de la monarchie de droit divin et à la négation de tout parlementarisme.

Le gouvernement continuait, pour faire face au mouvement révolutionnaire de 1848, à s'appuyer sur les forces conservatrices par excellence, l'aristocratie, la bureaucratie, l'armée, l'Eglise protestante et sur les valeurs traditionnelles enseignées dans tous les établissements de « *la Grundschule* » au « *Realgymnasium* ». Von Raumer, Ministre de l'Instruction prussien ne décrétait-il pas à cette époque que l'enseignement avait pour objet principal de développer « *la discipline, l'ordre, l'obéissance* ».

Frédéric-Guillaume décida devant l'émeute d'accepter la constitution du 31 janvier 1850. En fait, cette constitution, qui marquait plutôt une reprise en mains, instituait un Parlement composé de deux chambres à caractère représentatif : la Chambre des Seigneurs (Herrenhaus) ou Chambre haute, nommée par le souverain et le Landtag ou Chambre basse élue selon le système censitaire des trois classes répartis suivant le montant de leurs impôts. Le nouveau

système avait pour effet d'assurer la prépondérance des « *Junkers* », aristocratie foncière et de la Haute Bourgeoisie. De ce fait, les classes moyennes, les masses urbaines et rurales étaient écartées de la vie publique.

Les prérogatives du Roi de Prusse n'étaient pas pour cela entamées, car le gouvernement, nommé par le souverain, n'était pas responsable devant les Assemblées.

La période de 1815-1870 marque l'hégémonie prussienne en Allemagne et le début de son expansion vers l'ouest. Les dirigeants de l'Etat prussien estimaient que leurs ambitions étaient légitimes, parce qu'ils disposaient de la puissance militaire et morale suffisante pour atteindre leurs objectifs : d'abord l'unité de l'Allemagne, ensuite, après 1866, la défaite de l'empire français.

Il étaient particulièrement soutenus par des courants intellectuels au sein de l'Université allemande. La spécialité des historiens de cette époque avait pour objet l'étude des phénomènes politiques. On faisait valoir le concept Hégélien de la toute puissance de l'Etat en vue de réaliser l'unité allemande autour de la Prusse.

Von Sybel et von Treitschke imaginaient même la reconstitution de l'Empire romain germanique, dont la Prusse serait le centre de gravité. Ce mouvement d'idées trouvera des élèves aux noms évocateurs : le Général Bernhardi (1849-1930), théoricien militaire du pangermanisme, lequel écrivait sous le titre « *Deutschland und der nächste Krieg* » (l'Allemagne et la prochaine guerre), « *le Reich ne peut atteindre son rang de puissance mondiale que pour la politique de la force brutale* ».... « *Il sera une puissance mondiale ou ne sera pas* »<sup>31</sup>.

Le Général von Moltke (1848-1916), successeur de Schlieffen à la tête de l'Etat-major général et l'Amiral von Tirpitz (1849-1930), père de la flotte impériale étaient également des élèves de von Treitschke, dont ils partageaient les idées.

La proclamation de l'Empire le 18 janvier 1871 à Versailles, après la défaite militaire de la France, mettait un point final à l'Unité. La question qui se posait alors : le nouveau régime allait-il bouleverser l'ordre établi, en d'autres termes, allait-on assister à la prussianisation de l'Allemagne, à la création « *d'une plus grande Prusse* » ou d'une « *Petite Allemagne* », qui absorberait à jamais la Prusse.

Il ne faut pas oublier que Bismarck, le grand artisan de l'unité allemande, a été « un hobereau prussien agissant pour la Prusse et pensant à la Prusse », ce qui impliquait le respect de la tradition, à laquelle étaient attachés les décideurs de Berlin et la permanence d'une politique bien définie. En bref, il tenait à ce que la Prusse garde ses caractères spécifiques d'Etat autoritaire, conservateur et militaire<sup>32</sup>. Ne déclarait-il pas au lendemain de la victoire de Sadowa en 1866 sur l'Autriche : « *Notre Droit, c'est le Droit de la Nation allemande d'exister, de respirer, de s'unir, c'est le Droit et le devoir de la Prusse de donner à la nation allemande la base nécessaire de son existence* ». L'unité allemande s'est donc faite sous l'égide de la Prusse, mais les autres états (vingt quatre au total) subsistent avec leur particularisme.

---

<sup>31</sup> Marlis STEINERT, « Hitler », Op citation – Fayard 1991, page 205

<sup>32</sup> Lothar GALL « Bismarck », Fayard 1984, page 86.



## **La période 1870-1918**

La constitution du II<sup>ème</sup> Reich de 1871 consacrait l'instauration d'un Etat constitutionnel monarchique et non d'un Etat monarchique parlementaire. Elle

donnait les moyens à Bismarck pour maintenir l'influence du prussianisme, crainte éprouvée à cet égard par les Etats d'Allemagne du Sud et du Centre. Les effets en étaient immédiats : le Royaume de Prusse transmettait au Reich son organisation administrative et militaire, ses dirigeants. Il fournissait ainsi à l'armée et à l'administration la plupart de ses cadres supérieurs.

Le Roi de Prusse devenait empereur, Bismarck cumulait les fonctions de Chancelier impérial et de Président du Conseil prussien, le Chancelier était chargé également du Ministère des Affaires Etrangères.

La Prusse pesait, quant à elle, d'un poids considérable sur le gouvernement impérial pour compter les deux tiers de la population de l'Empire, soit 27 millions de sujets par le nombre des sièges occupés par les représentants de la Prusse au Bundesrat de 17 sur 58, la minorité de blocage représentant 14 sièges. Quant au Reichstag, Chambre des députés ou Diète d'empire, élue au suffrage universel masculin, la délégation de la Prusse occupait 3 cinquièmes des sièges.

La nouvelle Constitution déléguait au Reich une partie des attributions des Etats et laissait toute initiative au pouvoir prussien, sauf exceptions, en matière de guerre, diplomatie, postes, chemins de fer, régime douanier, impôts indirects, monnaie, législation sur la presse et le droit d'association. Compte tenu de l'inexistence de l'administration centrale, c'étaient les ministres prussiens qui, en réalité, assuraient les fonctions de ministres relevant du Reich.

En fait, vont se succéder au pouvoir après Bismarck, les chanceliers Général Caprivi (1890-1894), von Hohenhole (1894-1900), von Bülow (1900-1909), et Bethmann-Hollweg (1909-1919). Il importe de souligner que deux d'entre eux von

Hohenhole et von Bülow n'étaient pas prussiens, mais originaires respectivement de Bavière et du Schleswig-Holstein .

Mais l'esprit prussien était toujours vivant. Le Chancelier Bethmann-Hollweg ne l'avait pas banni de son discours prononcé au Reichstag le 26 novembre 1910, *« c'est, il est vrai, une affirmation très ferme du principe monarchique, qui est l'un des fondements juridiques de l'Etat prussien.... Au cours de son évolution plusieurs fois séculaire, ce n'est pas le peuple prussien, qui s'est donné la royauté, c'est plutôt l'œuvre des grands monarques de la maison de Hohenzollern qui, secondée par la ténacité et le savoir-faire de la population, a construit tout d'abord une nation prussienne, puis un Etat prussien. La constitution prussienne, qui repose sur cette évolution historique ne connaît pas le principe de la souveraineté populaire »*.

L'orateur définissait ainsi les principes fondamentaux du Droit Public de l'époque : irresponsabilité personnelle du roi, indépendance du droit monarchique, négation du parlementarisme. Il concluait que ces mêmes principes étaient restés vivants.

## Un état d'esprit : le modèle prussien

L'historien Pierre Renouvin (1893-1974) trouve une explication au phénomène prussien, sur son état d'esprit et son évolution. Dissertant sur les forces profondes, qui agitaient l'Allemagne, il y relevait la « *coexistence d'un esprit réaliste et de l'activité mentale, son goût pour la spéculation abstraite, une sensibilité imaginaire, une aspiration à la vastitude (expression empruntée à Herman Keyserling) mais également son sens du devoir, la discipline, l'organisation des masses, sa hiérarchie, sa fidélité au chef, sa soumission au pouvoir établi, son besoin d'ordre, qui obscurcit la nation et la liberté politique* »<sup>33</sup> (fin de citation).

Ces réflexions paraissent satisfaisantes, pour traduire le volet positif du prussianisme. Le style prussien s'en dégage sous une formule de synthèse « *organisation, discipline, solidarisme* », formule chère au germaniste Lichtenberger, qui explique qu'elle permettait à la Prusse féodale de répondre aux défis de la modernité<sup>34</sup>.

La mémoire collective retiendra des valeurs prussiennes non seulement l'autoritarisme et le militarisme mais également la tradition de tolérance « *Un modus vivendi* » s'est instauré, en 1613, entre l'Electeur Jean Sigismond et ses sujets pour une égalité de droits au bénéfice des luthériens, calvinistes et aussi catholiques.

C'est dans ce contexte que l'hospitalité a été accordée aux huguenots français après l'Edit de Nantes, aux frères Moraves, d'inspiration hussite, expulsés d'Autriche. Cet esprit de tolérance a permis au philosophe Fichte, accusé d'athéisme, de s'y réfugier en 1799, sans oublier son confrère Mendelssohn, d'origine juive, qui s'y fait respecter. Cette tradition se maintiendra jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle et facilitera grandement l'intégration des Rhénans. Cet esprit de tolérance a nourri incontestablement l'élite prussienne.

<sup>33</sup>

Herman KEYSERLING (1880-1946), auteur de « *Weltrevolution* », la révolution mondiale 1906

<sup>34</sup>

Henri LICHTENBERGER - l'Allemagne moderne, Paris 1907, page 386

## Dans le domaine de la politique extérieure

Frédéric Guillaume 1<sup>er</sup> en fut un des initiateurs en monnayant sa participation aux guerres de la ligue d'Augsbourg (1688 – 1697), au cours de laquelle Louis XIV fait dévaster le Palatinat et de la succession d'Espagne (1701 – 1714) contre le titre royal de Roi de Prusse.

La Prusse a toujours manifesté à l'égard de ses voisins une agressivité provoquée par son appétit de conquête et d'expansion. Il est vrai que Bismarck, dès 1871 -date de la signature de la paix avec la France-, a déclaré que la Prusse élargie aux frontières du Reich allemand était arrivée « à saturation ». Elle n'avait aucune autre prétention et n'aspirait qu'au maintien du statut quo. Il rejetait formellement toute revendication de territoires étrangers occupés par des minorités germaniques installées à l'Est en Europe centrale.

Exceptionnellement, il se lançait dans une politique coloniale sous la pression des milieux industriels et commerciaux à la recherche en Afrique centrale et dans le Pacifique de nouvelles terres. La concurrence avec l'Angleterre et la France n'y était pas étrangère. Il tenait néanmoins à limiter le champ d'expansion du Reich. Ne déclarait-il pas le 5 décembre 1888 à Eugen Volf, voyageur scientifique allemand passionné de terres lointaines, « *Votre carte d'Afrique est certes très belle, mais la même se trouve en Europe. Ici il y a la Russie et là (montrant le côté gauche de la carte) il y a la France et nous sommes au milieu* ». Bismarck traduisait ainsi les lignes de sa politique coloniale, en fonction de la situation en Europe<sup>35</sup>. Cette citation souvent utilisée n'en est pas moins éloquente.

Avec Bismarck la direction coloniale n'était en fait qu'une préoccupation secondaire, le chancelier étant soumis aux priorités européennes. Sur le plan diplomatique, l'Allemagne pris entre Moscou et Paris, a le sentiment de subir un encerclement (Einkreisung), sentiment tournant à l'obsession. L'élargissement de son horizon par la « *Weltpolitik* » est la voie à envisager, d'où rupture par rapport à la

<sup>35</sup>

Lothar GALL, *Op. citation « BISMARCK », Fayard 1980, page 659*

politique de Bismarck. Deux discours de Guillaume II illustraient cette nouvelle politique :

- ♦ Le 18 janvier 1896, à l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de la Fondation de l'Empire ne déclarait-il pas dans le cadre de sa Weltpolitik : *« l'Empire allemand est devenu un empire mondial. Partout dans les régions les plus reculées du monde, habitent des millions de nos compatriotes. Produits allemands, science allemande, esprit d'entreprise allemand traversent les océans. A vous, Messieurs, incombe le devoir de m'aider à rattacher solidement cette plus grande Allemagne à notre patrie, Prusse réunie »*. Lors du 30<sup>ème</sup> anniversaire de son règne, il se vantait, le 15 juin 1917, d'avoir dès le début mesuré la portée de la guerre.

*« Il s'agit bien non d'une campagne stratégique, mais d'une lutte entre deux conceptions du monde, ou bien la conception prussienne, allemande, germanique du droit de la liberté, de l'honneur, de la morale doit continuer à être respectée ou bien la conception anglaise doit triompher, c'est-à-dire que tout doit se ramener à l'adoration de l'argent et que les peuples de la terre devront travailler comme des esclaves pour la races des maîtres des anglo-saxons qui les maintiendra sous le joug. Il faut absolument que l'une d'elles soit vaincue »*.

Plusieurs facteurs expliquaient ce changement d'orientation : la vitalité démographique du Reich, on passe ainsi de 40 millions d'habitants en 1871 à 67 millions d'habitants en 1913. Deuxième facteur, le dynamisme économique avec le passage du Reich à la première place de l'industrie mondiale en devançant l'industrie britannique : l'Allemagne devient une grande puissance commerciale.

L'histoire a répondu par la défaite de 1918 de l'Allemagne et ses alliés. L'Allemagne « *prussianisée* » a été sanctionnée par les amputations territoriales imposées par le Traité de Versailles de 1919.

Il apparaît à la lecture de ce traité que la responsabilité de l'Allemagne et la Prusse confondue dans ce conflit a été expressément retenue, si on s'en tient à deux articles qui ne font que reprendre deux des 14 points du programme du Président Wilson en vue de la paix<sup>36</sup>.

<sup>36</sup>

BENOIST MÉCHIN, « Histoire de l'Armée allemande », Albin Michel 1964, page 357

Point 8 : Le territoire français tout entier devra être libéré et les régions envahies doivent être restaurées. Le tort causé à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, préjudice qui a troublé la paix du monde pendant près de 50 ans devra être réparé afin que la paix puisse de nouveau être assurée dans l'intérêt de tous.

Point 13 : qui concerne l'amputation de la Prusse.

Un Etat polonais indépendant devra être créé, qui comprend les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises, auxquelles on devra assurer le libre accès à la mer. Leur indépendance politique aussi bien que leur intégrité territoriale devra être garantie par des accords internationaux.

Le deuxième point, qui concerne le corridor de Dantzig, était lourd de conséquences pour l'avenir.

La décision de signer le Traité de Versailles fut difficilement acceptée par la caste des militaires. Noske, Ministre de la Reichswehr, en février 1919, interrogea le Général Maercker pour savoir comment la Reichswehr se comporterait à l'égard d'une signature inconditionnelle.

Le général Wilhelm Groener, premier quartier-maître général prussien, successeur de Ludendorff en sa qualité de responsable du Grand Etat-Major<sup>37</sup>, lui déclara :

*« En tant que général prussien, il m'est impossible de continuer à servir un gouvernement, qui reconnaît la culpabilité de l'Allemagne et livre à l'ennemi mon ancien chef d'armée. La plus grande partie du corps des officiers partage mes sentiments, ainsi que la majorité des sous-officiers et hommes du corps des chasseurs" ».* Mais avec de fortes réticences, les généraux obéirent aux sentiments de discipline et d'honneur, que la tradition prussienne leur avait inculqués.

La Prusse réelle fera ses dernières convulsions. Les circonstances du départ du Kaiser se déroulent à Spa où, au cours d'une conférence réunissant Hindenburg, Groener, des officiers et des diplomates, Groener déclare à Guillaume II *« l'armée rentrera au pays en bon ordre sous le commandement de ses chefs mais pas sous les ordres de sa majesté : elle n'est plus avec votre majesté »*. Le général Friederich von der Schulenburg-Trescow, chef d'état major de l'armée du Kronprinz est seul à proposer l'abdication de Guillaume II comme empereur avec le maintien de ses droits sur la couronne de roi de Prusse et sur le commandement de l'armée impériale. L'abdication officielle de Guillaume II n'interviendra que le 28 novembre 1918 dans des conditions dénuées d'ambiguïté<sup>38</sup> par un acte aux termes duquel il renonçait à tous les droits sur la cour

<sup>37</sup> BENOIST MECHIN, « Histoire de l'armée allemande, l'Effondrement – 1918-1919 », Albin Michel 1964, page 357

<sup>38</sup> Christian BAECHLER « Guillaume II d'Allemagne », Fayard 2003, page 436  
Wilhelm GROENER n'est pas prussien, mais Wurtembourgeois, chef de la section chemin de fer, charge la concentration des armées allemandes en 1914. Il contribue à l'abdication de Guillaume II. Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Gruning en 1931, il se montre hostile au national socialisme en interdisant les formations militaires S.A. et S.S. En différend avec le chancelier von Schleicher, il démissionne en 1932. Il meurt en 1939.

onne de Prusse et la couronne impériale, il déliait du serment de fidélité les solides piliers du prussianisme, c'est-à-dire « *tous les fonctionnaires de l'Empire allemand et de la Prusse, de même que tous les officiers, sous-officiers et soldats de la marine et de l'armée prussienne et des contingents des Etats confédérés* ».

Il attendait d'eux qu'ils aident ceux qui détiennent effectivement le pouvoir en Allemagne à protéger le peuple contre les dangers menaçants de l'anarchie, de la famine et de la domination étrangère.

Aux yeux du Kaiser, le véritable détenteur du pouvoir était le maréchal prussien Hindenburg, commandant de l'armée impériale. Le pouvoir exécutif était alors vacillant.

Si le grand duc Maximilien de Bade n'était plus chancelier depuis le 8 novembre 1918, date de sa démission, un gouvernement provisoire, présidé par la socialiste Ebert, était en place.

L

a Reichswehr a été sérieusement atteinte dans son organisme central, le grand Etat-major, création prussienne. L'article 160 du Traité de Versailles stipulait notamment que le grand Etat-major, l'Ecole des Cadets et autres services, seront dissous et ne pourront être reconstitués sous aucune forme.

Il importe de souligner le pouvoir exorbitant investi, selon Benoist-Méchin, d'une quadruple dictature<sup>39</sup>. Direction militaire, intérieure, économique et politique. Dans ce dernier domaine, il suffit de se rappeler le jugement du Chancelier Bethmann-Hollweg pour en être convaincu, « *il n'y a guère de question politique, dans laquelle Ludendorff et la Direction Suprême de l'Armée ne tinssent, non seulement à dire un mot, mais à imposer leur direction à leurs sentiments de discipline et d'honneur. Leur respect de la tradition prussienne survécut aux événements* ».

Il est établi que la Reichswehr aida le gouvernement Ebert à vaincre la révolution spartakiste, les mutineries dans l'armée et la marine. L'intervention des « *corps francs* » et de « *la Reichswehr provisoire* », empêche la dislocation du pays. Le prussianisme n'était pas encore mort, ses valeurs avaient permis de sauver l'Etat.

---

<sup>39</sup> BENOIST MECHIN, « Histoire de l'armée allemande » – T2 l'Effondrement – pages 30-48-320



Ainsi, suite à la disparition de la Prusse en 1871 en tant qu'Etat souverain, en 1919 en tant que province, le pays continue d'exister en tant que Land. L'image d'une Prusse réelle a fait place à l'image d'une Prusse mythique. Mais le prussianisme a continué à se faire sentir «*étant transféré du champ territorial à celui des représentations*»<sup>40</sup>. Les conservateurs allemands nostalgiques y trouvaient leur raison d'exister. L'aristocratie «*Herrenclub*» réunissant noblesse foncière, église et milieux politiques, hauts fonctionnaires, était un des refuges des nostalgiques de la Prusse. L'exaltation du «*prussianisme*» est une manifestation essentielle au sein «*de la Révolution Conservatrice*», définie par le germaniste Louis Dupeux comme «*le préfascisme*» intellectuel allemand<sup>41</sup>, et qui en fait fut l'idéologie dominante en Allemagne pendant la période weimarienne (1919 – 1933).

La permanence de cet état d'esprit prussien diffusé par la volonté des dirigeants prussiens, par l'école, par l'université, par la presse et autres moyens a influencé l'action des gouvernements de l'entre deux guerres mondiales.

Face à la Révolution, le gouvernement présidé par le social-démocrate Ebert a eu recours, pour rétablir l'ordre, à la bureaucratie et au corps des officiers restés à la tête des leviers de commande.

De ce fait, la République de Weimar ne pouvait faire triompher un parlementarisme libéral, comme elle en avait l'intention.

L'élection en 1925 comme Président du II<sup>ème</sup> Reich du maréchal Hindenburg en est une des conséquences. Le vieil officier, issu de la classe des «*Junker*» incarnait l'ancien Empire impérial et la Prusse militaire et personnifiait la guerre que l'Allemagne impériale avait menée, pendant plus de quatre années.

Sa mort en août 1934 provoquait notamment les réflexions de Georges Bidault, professeur d'histoire. Sous le titre «*Autour d'une agonie*», cet universitaire écrivait dans le quotidien *L'Aube* «*le nain vert et la fée, les lutins et les génies ont déserté le vieux pays, la Prusse*». Il n'y a plus place aujourd'hui que pour les dieux sanglants du germanisme et pour les sorciers du Brocken<sup>42</sup>.

<sup>40</sup> Yves LACOSTE «*le Dictionnaire géopolitique* », page 1249.

<sup>41</sup> Louis DUPEUX «*Le prussianisme et la révolution conservatrice allemande* » (1919-1933) – *Revue d'Allemagne*.

<sup>42</sup> *Le Brocken est le point culminant du Massif du Harz. L'imagination populaire, puisant dans les sources de la mythologie germanique y place la réunion des sorciers pendant la nuit du Walpurgis du 30 avril*

« Ce sont eux qui veillent dans l'ombre au chevet du maréchal et qui préparent à ce luthérien fidèle de sinistres funérailles au pays de la violence et de la terreur ; quand Hindenburg abandonna Brüning, il choisissait, sans le savoir, dans le Walhalla son exécuteur testamentaire ». Georges Bidault admettait cependant qu'Hindenburg, même affaibli par l'âge, même submergé par la marée du nazisme représentait « la dernière force morale subsistante » dans une Allemagne face à toutes les détresses et qu'après lui « il n'y avait plus que la mystique hitlérienne faite de haines et de violences ». L'expression « de la dernière force morale » paraît des plus exagérées du fait qu'Hindenburg avait avalisé notamment la nuit des longs couteaux du 30 juin 1934, contribuant à l'élimination physique par Hitler de ses adversaires.

Wilhelm Stapel, auteur d'un opuscule écrit en 1932 « *la Prusse doit vivre* » et en 1936 constatant dans le « *Deutsches Volkstum* » « qu'il n'y avait ni Prusse, ni esprit prussien et que si l'on voulait honorer l'esprit prussien mort, il fallait le faire en silence »<sup>43</sup> - <sup>44</sup> .

Stapel omettait de dire que le prussianisme était perçu inconsciemment dans l'âme allemande : les valeurs prussiennes vantées déjà par Droysen Sybel et von Treitschke restaient toujours à l'ordre du jour.

Oswald Spengler, il n'était pas le seul, ne concevait pas la régénération allemande sans retour aux sources prussiennes de la Tradition. Il voyait dans le prussianisme un solidarisme disciplinaire, un ensemble de dispositions corporelles et de qualités intellectuelles.

Dans le même registre Moëller van den Brück (1876-1925), auteur du « *III<sup>ème</sup> Reich* », qui entrevoyait prophétiquement le Nazisme, voulait à la fois la restauration de ce style prussien que l'Allemagne lui paraît avoir perdu de 1871 à 1918 et « ce

---

au 1er mai. Quant au Walhala, il était le séjour éternel des guerriers morts en héros.

<sup>43</sup> Wilhelm STAPEL « *Der Preussische Staat* », *Deutsche Volkstum*, 1936, pages 748 - 754

<sup>44</sup> J. BARIETY et J. DROZ – *République de Weimar et régime hitlérien* – Hatier 1972.

*tourbillon* » sacré qui s'emparera de la masse allemande et qui assurera la résurrection du « *Volkstum* » au « *Volksgeist* » (incarnation de l'Esprit historique)<sup>45</sup>.

Si Oswald Spengler (1880-1936), tout en étant très réservé à l'égard du nazisme, put constater la réalité d'une partie de ses prévisions, Moëller van den Brück, qui, entre temps avait mis fin à ses jours, n'attendit pas l'arrivée du régime de ses rêves.

Ces deux doctrinaires de la pensée révolutionnaire allemande, qui ont exalté le rôle primordial joué par la Prusse dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine n'ont pas été les seuls. A l'opposé, Walther Rathenau, grand industriel prussien d'origine juive, patriote et bref ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar a été une exception pour avoir stigmatisé le rôle néfaste de la Prusse. Dans un écrit rédigé en 1919 « *l'Etat nouveau* » (*Der neue Staat*), Walther Rathenau insiste certes sur l'individualité historique de la Prusse, tout en exprimant ses réserves « *Malgré son rôle dirigeant et sa remarquable cohésion, la Prusse monarchique resta intellectuellement et politiquement un Etat étranger à l'Allemagne, fait pour des conquêtes extérieures et non intérieures* ». Dans un deuxième écrit « *Sélections politiques. La sélection dans la diplomatie* », paru en 1912 dans la « *Neue Freie Presse* » de Vienne, Walther Rathenau redouble ses attaques contre le mauvais fonctionnement des institutions prussiennes, en raison du partage inégal des charges monopolisées par l'aristocratie et l'administration, d'où la nécessité de l'instauration d'une méritocratie authentique, sans autres éléments de discrimination que le talent et le mérite. Walther Rathenau s'attira la haine des nationalistes pour être assassiné en 1922.<sup>46</sup>

Cet abrégé de l'Histoire de la Prusse a permis de situer le Prussianisme dans le temps et d'en tracer les grandes lignes.

Un moment crucial de l'histoire prussienne se situe au 18<sup>ème</sup> siècle, date à laquelle la Prusse se place après la guerre de sept ans (1756-1763) au rang de grande puissance européenne et apparaîtra comme le défenseur des libertés germaniques contre les prétentions hégémoniques de Joseph II.

---

<sup>45</sup> Edmond VERMEIL « *Les doctrinaires de la pensée révolutionnaire allemande* » (1918-1938), Sorlot 1938, pages 155-159.

<sup>46</sup> Paul LETOURNEAU « *Walther Rathenau* » (1867-1922), PUF Strasbourg 1995, Naamon Sherbrooke, Quebec page 86

La Prusse du 18<sup>ème</sup> siècle prendra une dimension d'importance dans le domaine culturel avec le dynamisme de Frédéric II. Elevé par une gouvernante, puis un précepteur français, ce roi s'initie à la culture française. Méprisant la langue allemande, il ne voudra qu'écrire en français. On comprendra ainsi que Voltaire et les philosophes français l'admireront et contribueront à accréditer la réputation de ce « roi philosophe », préoccupé de forger une Prusse forte et civilisée.<sup>47</sup> Un autre aspect souvent occulté est la tradition intellectuelle de gauche, qui présida, dans la continuité, les destinées du dernier gouvernement de la Prusse dirigé en 1932 par le social démocrate Otto Braun et qui échoua dans sa tentative de démocratisation. Un tel gouvernement ne pouvait se maintenir dans une structure fédérale à côté d'un gouvernement du Reich dirigé par des nationaux allemands ou des nationaux socialistes. La Prusse de cette époque constituait d'ailleurs « *le dernier bastion* » de la République allemande.

Après cet exposé, la difficulté est de déterminer et de dater la fin du prussianisme. L'historien allemand Rudolf von Thadden estimait qu' « *après la préhistoire de la Prusse* » quatre dates marqueront la période contemporaine : 1871, date de création du nouveau Reich impérial allemand, 1918, année de la chute de la monarchie Hohenzollern, 1932, date du coup d'état de Von Papen contre le gouvernement de la Prusse et préliminaire de l'ascension d'Hitler au pouvoir, 1947 année de dissolution de l'Etat prussien par décision du Conseil du contrôle allié.<sup>48</sup>



Il résulte de cet exposé que le prussianisme authentique est la Prusse de l'accueil et de la réforme, la terre des lumières et de la philosophie, le lieu de naissance des universités et plus près de nous de la social-démocratie.

Ce prussianisme n'a donc rien de comparable avec le prussianisme « dévoyé » visible à partir de Guillaume II, qui s'appuyant sur le pangermanisme va conduire au nazisme.

<sup>47</sup>

Jean-Paul BLED « Frédéric le Grand », Fayard, 2004, pages 43-44

<sup>48</sup>

Rudolf von THADDEN « La Prusse en question », Actes du Sud, 1985, pages 25 - 87

## Section II – Le regard des intellectuels français aux 18 et 19<sup>ème</sup> siècles

### *De la fascination à la diabolisation*

---

De Voltaire à Georges Dumesnil, les sentiments ambivalents à l'égard de l'Allemagne marquent les esprits : la fascination, l'attirance ou à l'opposé la diabolisation, le rejet de ce pays.

**Dans une première phase**, des rapports culturels franco-allemands. Le « *mirage allemand* » pour employer l'expression de Jean-Marie Carre a produit des effets profonds sur l'esprit des intellectuels français. L'écrivain Fontanes ne déclarait-il pas « *la Prusse est le pays de l'avenir* »<sup>49</sup>, Madame de Staël, hostile à la tyrannie napoléonienne, ne proclamait-elle pas que « *l'Allemagne était terre de liberté, de candeur et d'enthousiasme* »

**Dans une deuxième phase**, qui est le contexte d'une Allemagne victorieuse et d'une France blessée, humiliée, on assiste à un revirement des opinions. Chacun s'est cru autorisé à analyser les effets du désastre de 1870 et leur position à l'égard du prussianisme.

Il apparaît que la guerre de 1870, le désastre de Sedan et la capitulation de Paris ont été des événements majeurs, qui ont constitué « *une véritable coupure* » dans les esprits des intellectuels français.

Il n'en demeure pas moins vrai que la pensée française, malgré les vicissitudes des événements de l'histoire, s'est imprégnée progressivement par la pensée allemande. Les historiens ont donné de multiples exemples de « *ces transferts d'idées* » pour emprunter l'expression du germaniste Michel Espagne<sup>50</sup>.

La mission de l'historien étant « *d'expliquer l'étude du passé comme l'enchaînement logique des faits* », comme l'a écrit Fustel de Coulanges, il est important d'interroger les historiens, qui se sont penchés sur le prussianisme avant l'apparition du nazisme.

La Prusse a été longtemps au XVIII<sup>ème</sup> siècle et jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle l'image idéale de la monarchie éclairée, dont Voltaire et les encyclopédistes vantaient les mérites associés à la personnalité de Frédéric le Grand. Germaine de Staël, à la même époque, plaidait la cause de la Prusse en faveur de l'âme et de la culture germanique, sources de poésie, opposant préjugé simpliste, la France du rationnel et

---

<sup>49</sup>

Rudolf von THADDEN « *La Prusse en question* », Actes Sud, 1985, op. cit. page 53

<sup>50</sup>

Michel ESPAGNE « *Les transferts culturels franco-allemands* », PUF 1999

l'Allemagne de l'irrationnel. L'Allemagne « *terre de liberté, de candeur et d'enthousiasme* » était un sentiment partagé par les poètes de la Restauration. Cette vision romantique de l'Allemagne subissait une évolution, la mémoire collective retiendra les poèmes de Victor Hugo et d'Alfred de Musset sur les caractères de la nation allemande et l'importance sentimentale et stratégique du Rhin. Victor Hugo, après avoir exalté en 1841 l'Allemagne « *sainte patrie de tous les penseurs* » et la Prusse « *nation jeune, vivace, énergique, spirituelle, chevaleresque* » les stigmatisait en décembre 1870 en s'adressant aux princes allemands<sup>51</sup>.

Aussi va-t'il préconisé la guerre après la paix dans « *Actes et paroles* », faisant appel depuis l'exil à la résistance par tous les moyens<sup>52</sup>.

Selon Victor Hugo, le conflit entre la France et l'Allemagne ne pourra prendre fin qu'après la levée de deux obstacles, les défiances des européens à l'égard de notre pays et un obstacle matériel, la Prusse qui présente deux insuffisances : le défaut d'homogénéité et le morcellement du pays pour pouvoir devenir un Etat fort. « *La plaie faite à notre flanc en 1815 par l'attribution de la rive gauche du Rhin permettrait d'abolir tout motif de haine entre les deux pays* ».

Le chercheur retrouve chez les historiens de l'époque 1830 à 1870 la même tonalité.

---

<sup>51</sup> Victor HUGO « *Œuvres complètes -, les voyages – Lettre à un ami* », juillet 1841. Ed. Robert Laffont 1987, page 203

<sup>52</sup> Alfred de MUSSET « *Poésies complètes* », Ed. Gallimard, La Pléiade, 1957, réponse à Becker page 403

## De 1830 à 1870

---

Jules Michelet - Edgar Quinet - Ernest Renan  
Hippolyte Tainé - Fustel de Coulanges - Ernest Lavisse

---

La défaite de 1870 a été un échec pour la France de nature à susciter humiliation, haine, esprit de revanche, et d'autre part une victoire pour l'Allemagne. Aussi, les intellectuels français se sont posés des questions sur le prussianisme et sur les causes de la défaite, ce qui les a conduit à émettre des jugements comparatifs sur la France et l'Allemagne.

### *Présentation*

L'Allemagne a été le centre de leurs préoccupations intellectuelles et les opinions ont varié, comme l'historien Claude Digeon l'a souligné dans sa thèse « *La Crise allemande de la Pensée Française* »<sup>53</sup>. Celui-ci est amené à distinguer trois générations d'historiens, la **génération de 1830** avec Jules Michelet et Edgar Quinet, dont les âges atteindront les 60-70 ans en 1870, la **génération de 1850** groupant les historiens nés entre 1820 et 1830 comme Ernest Renan, Hippolyte Taine, Fustel de Coulanges, la **génération de 1870**, celle qui aura entre 20 et 30 ans 1870 avec Ernest Lavisse.

#### La génération de 1830

**Jules Michelet** (1798 – 1874), face au prussianisme a fait connaître son point de vue d'abord dans ses « *Ecrits de jeunesse* », qui sont en réalité un mémoire sur sa vie. Il tient ainsi un journal correspondant à la période 1870-1874<sup>54</sup>. Le lecteur est cependant frappé par le laconisme affiché par Michelet face à la déclaration de guerre en 1870.

Jules Michelet ne cache d'ailleurs pas son admiration « *pour la grande sœur de la France* » et comme d'autres intellectuels français, il avoue son attirance pour « *son génie originaire, son accent, la vibration de sa langue antique, sa sagesse populaire dans ce qui resté de ses « Weissthümer », des juges qui sous l'orme et le tilleul ont trouvé tant de choses humaines* ». Il s'inscrit dans la tradition romantique inaugurée par Madame de Staël.

---

<sup>53</sup> Claude DIGEON « *La Crise allemande de la pensée française* », PUF 1959, op. cit. page 221  
<sup>54</sup> Jules MICHELET « *Extrait de Pièces diverses* », 1871, pages 91-94

Son admiration conduit Michelet à passer aux actes. Il traduit « *Les Antiquités du droit allemand* », livre de l'écrivain et linguiste allemand Jacob Grimm (1785-1863). Lors de la fête du 4 mars 1848, place de la Madeleine, il salue le drapeau de l'Allemagne « *noir, rouge et or, celui de Luther, Kant, Fichte, Schiller et Beethoven et appelle de ses vœux l'unité de ce peuple* ».

Après avoir placé son espoir dans la bonne Allemagne, il fait part en 1870 de son hostilité à son égard. Il confie « *son fameux rêve* » apparu le 19 mars 1871, où il entrevoyait une procession d'esclaves slaves et leur résurrection grâce à la Russie pour affronter « *l'Allemagne formaliste* ».

Jules Michelet dans sa sympathie pour la culture allemande est rejoint par Edgar Quinet son collègue au Collège de France.

**Edgar Quinet** (1803 – 1875), à travers les écrits de Madame de Staël, s'est passionné pour notre voisin d'Outre-Rhin, dont il est devenu un spécialiste.

Un séjour de deux années à l'Université d'Heidelberg en 1827 – 1828, placé sous le signe du philologue Creuzer, est décisif pour Edgar Quinet, qui focalise son esprit sur « *la philosophie de l'histoire de l'humanité* » de Herder, dont il publie une traduction en 1827. Edgar Quinet veut se démarquer du fatalisme d'Herder : « *l'Histoire du commencement de l'humanité comme de sa fin est* », écrit Edgar Quinet, « *le spectacle de la liberté, l'affranchissement de l'esprit, le règne de l'âme* ».

Son ouvrage « *De l'Allemagne et de la révolution* » paru en 1832 constitue la source la plus proche des préoccupations du chercheur.<sup>55</sup>

### La génération de 1850

**Ernest Renan, Hippolyte Taine, Fustel de Coulanges**, représentants de la génération de 1850, pour être nés entre 1820 et 1830, présentent plusieurs points communs. Ils appartiennent tous trois à l'Université : Ernest Renan (1823 – 1892) professeur au Collège de France. Hippolyte Taine (1828 – 1893) et Fustel de Coulanges (1830 – 1889) respectivement professeur de philosophie à la Sorbonne.

**Un deuxième point de convergence les réunit** : l'attrance pour la culture allemande qu'ils entendent approfondir **par des études et par des voyages outre-Rhin**. L'intérêt des historiens de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle pour l'Allemagne se manifeste ainsi avec Ernest Renan pour DF Strauss, auteur de « *La Vie de Jésus* », paru en 1839, avec Edgar

---

<sup>55</sup> Edgar QUINET « *Mélanges de politique* », « *De l'Allemagne et de la Révolution* », Editions Pourlin Paris, 1832



Quinet pour Herder et « *sa philosophie de l'histoire de l'humanité* », Hippolyte Taine pour le système idéologique d'Hegel.<sup>56</sup>

**Ernest Renan**, conquis lors de sa première année d'études supérieures à Paris par la littérature romantique et la philosophie allemande, découvre en 1850 l'Allemagne et Berlin, où il rejoint sa sœur qui lui vante « *la patrie de la bonne et loyale nature* ». **Hippolyte Taine** écrit ses « *Notes de voyage* » qu'il publie en 1920<sup>57</sup>. Tous deux sont actifs après la défaite de 1871.

### La génération de 1870

Avec **Ernest Lavisse** (1842 – 1922) l'on observe que l'intérêt porté par les historiens français n'est pas démenti. Son œuvre est constituée par plusieurs ouvrages consacrés à la personnalité de Frédéric II : « *la jeunesse du grand Frédéric* » et « *le grand Frédéric avant l'avènement* » publiés respectivement en 1891 et 1893. On lui doit également « *ses études sur l'Histoire de la Prusse* » et « *ses essais sur l'Allemagne impériale* » parus respectivement en 1890 et 1909, ses réflexions ont d'autant plus d'intérêt qu'elles sont étayées par des enquêtes effectuées dans l'Allemagne réelle.

\* o \*

### *Leur regard*

Dans une brochure à accent patriotique écrite en février 1871 « *la France devant l'Europe* »<sup>58</sup>, **Jules Michelet** (1798 – 1874) stigmatise le prussianisme et notamment son militarisme qu'il qualifie « *de fléau du siècle* », à l'origine de tous les maux et des guerres qu'on reproche à la France<sup>59</sup>. Au sujet de la question polonaise et de son règlement, il désigne la Prusse comme responsable de son démembrement « *avant de démembrer la France, qu'elle a d'ailleurs envahi en 1792* ». *L'influence militaire prussienne s'est manifestée, selon lui, dans plusieurs domaines : le vocabulaire guerrier, les costumes, les uniformes que Louis XVI a cherché à imiter maladroitement. Dans l'exercice de la guerre, la puissance prussienne a utilisé certes la « Landwehr citoyenne » mais surtout son armée permanente constituée « par une caste vouée à la*

<sup>56</sup> Claude DIGEON « *La Crise allemande de la pensée française* », 1870 – 1914, thèse en Sorbonne, PUF 1959

<sup>57</sup> Hippolyte TAINÉ « *Notes de voyage* », *Revue de Paris* 1/12/1920, pages 449 - 490

<sup>58</sup> Jules MICHELET « *Ecrits de jeunesse* », *Journal 1870-1874, thèse complémentaire*, Paris Lettres 1957, page 24

<sup>59</sup> Jules MICHELET « *La France devant l'Europe* », extrait des « *Pièces diverses* », février 1871, Florence, Lyon et Bordeaux, pages 1, 19 et 127.

*guerre, les corps des armes spéciales habilement organisées, enfin sa grande machine, qui, plus qu'aucune autre, représente le militarisme en Europe »<sup>60</sup>.*

Très apprécié pour son culte de l'humanisme et son espoir d'une fraternité universelle, Jules Michelet s'interrogeait sur les réactions du peuple allemand face aux ambitions guerrières de ses gouvernants. Il avance plusieurs arguments d'ordre psychologique : une grande docilité des gouvernés, qui les dispose naturellement au respect et à un culte pour l'autorité, quitte même à supporter des paroles dures, des mauvais traitements de leurs supérieurs, en bref « une discipline dont d'autres hommes seraient avides ».

Un tel comportement, précise Michelet, n'est pas instinctif, mais acquis depuis l'époque des tribus germaniques, où le patriarcat dominait les rapports de ses sujets.

Deuxième argument, le facteur de haine entretenu par la Prusse notamment contre son ennemi la France. Cette haine a pour origine principale les guerres napoléoniennes et en filigrane la défaite prussienne à venger.

Bismarck est la cible préférée de Jules Michelet, non seulement parce qu'il entretient dans ses manifestes la haine éternelle entre les deux nations, qui a pour point de départ le revers d'Iéna mais également pour d'autres motifs.

Le premier motif invoqué est que Bismarck est à la tête *« d'une sanglante dictature »* qui s'est manifestée pendant cinq années. Jules Michelet lui dessine un portrait au vitriol.

*« Flatteur grotesque, habile de la passion populaire, il se vantait d'entrer dans Paris armé et coiffé du casque pointu, vu comme le casque d'Arminius et même celui d'Attila, compte tenu de l'alliance prusso-russe »*.

La mise en cause de cette alliance n'est pas une première, elle a déjà été évoquée par cet écrivain pour avoir eu comme résultat le partage de la Pologne entre Prusse et Russie.

Comme deuxième motif, à l'encontre de Bismarck, Jules Michelet évoque ses méthodes *« par le fer et le feu »* qui ont pour effet *« de réveiller les vertus des français »*, mais aussi par la méthode sournoise : l'espionnage pratiqué selon lui depuis Sadowa consistant à s'introduire dans un pays aux fins de guerre<sup>61</sup>.

Les revendications de Bismarck exprimées le 19 septembre 1870 lors de l'entrevue de Ferrières entre lui et Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, constituent le troisième volet du réquisitoire de Jules Michelet, dès lors que la

<sup>60</sup> Jules MICHELET *« la France devant l'Europe »*, extrait des *« Pièces diverses »* 1871, pages 7, 71 et

<sup>61</sup> Jules MICHELET *« La France devant l'Europe »*, extrait de *« Pièces diverses »*, 1871, pages 70-71

capitulation de Paris, la restitution de l'Alsace et de la Lorraine, qui doivent « *malgré elles devenir allemandes* », sont réclamées.

Michelet souligne que des idées nouvelles germent dans l'esprit des gouvernants prussiens : « *la supériorité de la race germanique sur les races latines, qui usées ont marqué le passé* »<sup>62</sup>.

Une question se pose alors à Jules Michelet. En fait que représente la Prusse, notre adversaire ? A-t-elle une identité ? non répond l'historien. Si peu allemande, elle est surtout un Etat slave, que l'on peut considérer « comme une avant-garde russe ». Son argumentation s'appuie d'abord sur les patronymes, les prussiens portant pour la plupart des noms slaves, suédois, danois, suisses, français. Jules Michelet a à ce sujet une image saisissante, comparant la Prusse « *à un estomac avec des griffes, comme le poulpe et point de corps* ». Sur sa diversité, Michelet ne manque pas d'en citer des exemples parmi les gouvernants ; Stein, ministre d'Etat en 1804, originaire de Rhénanie, Hardenberg, chancelier d'Etat en 1810, von Gneisenau, originaire de Saxe, Gerhard von Scharnhorst, instructeur de l'armée prussienne, originaire de Hanovre, Karl von Clausewitz descendant d'une famille polonaise, chef de l'Etat-major prussien de 1815-1818.

Autre argument invoqué par Jules Michelet : le sang versé utilisé par les Prussiens dans les conflits et la guerre de 1870, les Polonais de Posen à Woerth et à Gravelotte, les Bavares dans les affrontements sur la Loire<sup>63</sup>.

Michelet est toutefois contraint dans son raisonnement d'englober sous l'étiquette prussienne tous ses habitants, dès lors que la Prusse est fondateur de l'Unité allemande, qui à ses yeux est factice. Conséquence des traités conclu entre Prusse et Etats souverains d'Allemagne « *elle n'est pas à son regret une unité vraie et consentie, mais une unité sauvage, violente, indignement forcée* ». Il s'agit d'un événement devant lequel les Allemands de diverses origines ont assisté à « la défaite éternelle des libertés allemandes ».

Comment les Allemands, s'interroge Michelet, ont-ils pu produire ce phénomène dans un pays où prédominait l'idéalisme avec son « Gemuth » ?

Mais Jules Michelet revient à la réalité pour conclure :

Pour faire face au péril prussien, qui est l'ennemi, « l'âme invincible » de la France, se manifeste, en 1871, par la résistance du gouvernement de Paris.

<sup>62</sup>

Jules MICHELET « *La France devant l'Europe* », extrait de « *Pièces diverses* », 1871, pages 70-71

<sup>63</sup>

Jules MICHELET « *Extrait de Pièces diverses* », 1871, pages 91-94

Les positions d'Edgar Quinet (1803 – 1875) -qui occupait la chaire des Littératures du Midi de l'Europe au Collège de France, où il avait rejoint en 1841 son ami Michelet- évoluent au cours du temps. A l'image de Michelet, Edgar Quinet fait d'abord l'éloge de l'Allemagne qui a pour elle « *son bonheur domestique, ses préoccupations de famille, un reste de vieilles mœurs, peu de soucis, moins de désirs, une vie religieuse qui lui a suffi longtemps, une science mieux répandue, plus vivante, plus libérale, dans laquelle elle a consenti jusqu'à ce jour son ambition et son génie novateur* ». Ce plaidoyer va être suivi d'un réquisitoire par des observations, Edgar Quinet relève ainsi que depuis la fin du Moyen-âge, la force et l'initiative des Etats germaniques s'amplifie et se développe inexorablement. Il en signale le danger depuis que la Prusse est devenue l'agent de ce mouvement au lieu de l'Empire d'Autriche.

Le système germanique exerce de toute manière une attraction sur les populations de même langue et de même origine « *qui ont été détachées par la force et qu'il ne s'arrêtera pas qu'il ne les ait reprises* ». Les traités de Westphalie de 1648 et la cession de l'Alsace Lorraine sont comme des plaies dans le cœur de l'Allemagne autant que pour nous le Traité de Vienne de 1815. Ces plaies, entretenues par le souvenir, se trouvent, selon Edgar Quinet « *autant dans tous les projets de l'Allemagne que dans ses rancunes d'hier* »<sup>64</sup>. Edgar Quinet résume « toutes les rancunes d'hier » par un réquisitoire violent ainsi exprimé : « *L'Allemagne veut nous infliger un retour à la barbarie vandale et une injure à la raison de tous, elle n'aboutit qu'à la théologie du meurtre, à cette philosophie du vol, à cette diplomatie du pillage, à cette métaphysique du crime, à ce défi à la justice et au droit à l'humanité* ».<sup>65</sup>

Edgar Quinet résume « toutes les rancunes d'hier » par un réquisitoire violent ainsi exprimé : « *L'Allemagne veut nous infliger un retour à la barbarie vandale et une injure à la raison de tous, elle n'aboutit qu'à la théologie du meurtre, à cette philosophie du vol, à cette diplomatie du pillage, à cette métaphysique du crime, à ce défi à la justice et au droit à l'humanité* ».<sup>66</sup>

Comme il se doit, le problème de l'unité allemande est traité amplement par Edgar Quinet qui y voit l'aboutissement de tout un processus annoncé par le mouvement philosophique et littéraire de l'Allemagne à l'abri de toutes influences étrangères. Les Allemands ont, selon cet historien, pris conscience que leur développement dans tous les domaines ne peut se dessiner que dans le cadre de cette unité qui « n'est pas une idée

<sup>64</sup> Edgar QUINET « *De l'Allemagne et de la révolution* », Imprimerie Paulin, 1832, pages 3-16-19-25

<sup>65</sup> Edgar QUINET « *Le siège de Paris et la défense nationale* », Paris Librairie internationale, 1871, page 35

<sup>66</sup> Edgar QUINET « *Le siège de Paris et la défense nationale* », Paris, Librairie internationale, page 35

temporaire mais « *une pensée profonde, continue, nécessaire et irrévocable* ». Religion, droit, commerce, liberté, despotisme convergent vers cette solution<sup>67</sup>.

Edgar Quinet n'avait qu'une crainte, celle de voir au travers de cette unité une fusion des peuples rhénans opérée « au profit du despotisme prussien »<sup>68</sup>, d'où crainte de la menace prussienne et du triomphe de la race germanique<sup>69</sup>. La guerre de 1870 a apporté la confirmation de ses craintes.

Sur la responsabilité de la guerre de 1870.

**Ernest Renan** sépare la Prusse de l'Allemagne, accusant l'étroitesse d'esprit et la brutalité des féodaux prussiens<sup>70</sup>, mais il garde l'espoir que « la Prusse passera et que l'Allemagne restera ». **Taine** partage le même sentiment en opposant « l'animal germanique brutal, dur, despotique, barbare à l'animal allemand de plus en plus économe et grappilleur<sup>71</sup> ».

Cette critique est tempérée toutefois par des louanges adressées à la supériorité allemande autant militaire qu'intellectuelle. La force de la noblesse prussienne proche du sol et des hommes ainsi que l'indépendance des universités allemandes expliquent le génie germanique<sup>72</sup>.

Quant à **Fustel de Coulanges** (1830 – 1889), admirant les institutions allemandes, il y voit la nécessité de les imiter, afin de se placer sur le même terrain que l'Allemagne dans le but de la vaincre. Par réaction patriotique et anti-germanisé, il entend briser le mythe de la Germanie « primitive, pure et libre »<sup>73</sup> pour lui substituer l'idée d'une Germanie sans originalité<sup>74</sup>.

Fustel de Coulanges note sur un autre plan que Français et Allemands n'ont pas la même conception de l'écriture de l'Histoire depuis cinquante ans, et sont en opposition totale. Alors que les Allemands ont le culte du « *Vaterland, de la terra patrum, de la terre des ancêtres* » « *et en parlent comme d'une chose sainte* », les Français à l'inverse, regardent « *leur passé d'un œil haineux* ». Cet historien en tire un enseignement « *l'érudition en France est libre, en Allemagne elle est patriote* »<sup>75</sup>

---

<sup>67</sup> Edgar QUINET « *De l'Allemagne et de la Révolution* », Imprimerie Paulin, 1832, pages 19-26

<sup>68</sup> Claude DIGEON « *La crise allemande de la pensée française* », PUF 1959, op. cit. Edgar Quinet, page 26

<sup>69</sup> Edgar QUINET « *France Allemagne* », page 7, Paris, Librairie internationale, 1867, op. citation Claude Digeon, page 27

<sup>70</sup> Ernest RENAN « *Œuvres complètes* », pages 432-433

<sup>71</sup> Claude DIGEON « *La crise allemande de la pensée française* », PUF 1959, op. cit. page 221

<sup>72</sup> Claude DIGEON, op. cit. Taine « *Régime moderne* », Tome 1, pages 179-180-189

<sup>73</sup> Claude DIGEON, op. cit. Fustel de Coulanges, *Revue des Deux mondes*, 15 mai 1872, page 243

<sup>74</sup> Jean-Edouard SPENLE « *Esquisses allemandes, les Universités allemandes* », op. cit.

<sup>75</sup> Fustel de COULANGES « *L'Erudition française contre la Science allemande* », *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1872

Dans son premier ouvrage « *Histoire de la Prusse* », **Ernest Lavisse** (1842 – 1922), explique que la spécificité de la Prusse est d’être à l’origine un Etat allemand fondé « *hors de ses frontières et sans contours déterminés* ». L’unité allemande s’est avérée nécessaire pour réunir les parties disséminées en une seule communauté ayant des intérêts généraux. Trois conséquences en ont résulté : le Souverain était dépositaire de la puissance publique, toutes les forces sont disciplinées au service de l’Etat. L’Eglise catholique s’y soumet comme après la réforme des Eglises nouvelles. Le roi est traité comme un Dieu, l’Etat est l’objet d’un culte. Or Roi et Etat sont confondus, ce qui faisait dire à Frédéric Guillaume 1<sup>er</sup> « *Je suis le ministre de la Guerre et des Finances du roi de Prusse* ».

Ernest Lavisse analyse le processus qui a conduit la Prusse à devenir un Etat, et en retrace les grandes lignes :

**Après colonisation de la Prusse et du Brandebourg** par des pionniers venus de tous les cantons d’Allemagne, **il y a eu la constitution d’Etat**, avec la réunion du margraviat de Brandebourg-Prusse puis du Hanovre en 1866, dans un contexte géographique hostile, avec des voisins agressifs. Le Slave est ainsi devenu ennemi du german. **Dans une troisième phase**, en réaction à l’effondrement de l’Etat prussien après Iéna, des réformes sont intervenues avec la création notamment de l’Université de Berlin. Absolutisme et tolérance se sont accordées, ce qui permettait à Ernest Lavisse de dire « **toute l’intelligence prussienne était requise pour le service public, mais l’esprit n’était pas discipliné à la prussienne** ».

L’effort déployé par la Prusse au lendemain de sa défaite d’Iéna en vue de son redressement a frappé l’esprit de l’historien, à tel point qu’il le cite en exemple dans son fameux rapport remis en 1875 au Président de la République, en exhortant la France vaincue à Sedan de s’inspirer de cette leçon. « *La nouvelle Sorbonne pourrait se souvenir, écrivait-il, du premier acte de la Prusse en 1810 : la fondation de l’Université de Berlin par von Humbolt* ». <sup>76</sup>

En conclusion, il apparaît, selon Ernest Lavisse, que l’alliance de la force militaire et de l’esprit national allemand a eu pour conséquences le relèvement de la Prusse et les victoires de la Prusse sur l’Autriche en 1866 et sur la France en 1870. Il apparaît en seconde analyse que l’Allemagne menacée de toutes parts en l’absence de frontières naturelles a deux ennemis, non seulement le slave mais le français d’où nécessité de poursuivre sa pénétration d’Est en Ouest.

---

<sup>76</sup> Ernest LAVISSE « *Etudes sur l’Histoire de la Prusse* », Hachette, 1890, avant-propos, pages 4-6-10-16-23-212. Ces études ont fait l’objet d’une réunion par la Revue des Deux Mondes

Dans son deuxième ouvrage « *Essai sur l'Allemagne impériale* » paru en 1909, Ernest Lavissee fait part de ses réflexions sur « *l'Allemagne impériale* » qui l'amènent à souligner son caractère essentiellement militaire. « *Elle vient de la guerre et va vers la guerre* » (*a bello ad bellum*) du fait que la Prusse, née sur le champ de bataille aux bords de l'Elbe, a créé « une machine terrible » par des mécanismes « qui vivent les yeux et l'esprit fixés sur leur travail et qui n'entendent même pas les bruits du dehors ». L'armée est ainsi toujours présente au cours de l'histoire allemande. Elle a permis à Frédéric II de triompher sur ses ennemis, au régime prussien de survivre après sa défaite à Iéna, à telle enseigne qu'Ernest Lavissee affirme que même en temps de paix « l'esprit militaire est le meilleur des soldats de la Prusse »<sup>77</sup>.

Cet historien exprime ainsi une vision pessimiste de l'avenir d'autant plus que « *le peuple allemand est enclin par ses instincts à la guerre préventive, dupe de la fable de l'encerclement de l'Allemagne, il se complait dans l'exaltation patriotique* ».

Mais pour suivre ses dirigeants, il était indispensable aux habitants de l'Allemagne de garder du passé obéissance, habitude et respect, ce qui les mettait en conflit dans leurs dispositions naturelles. La joie de vivre résultant du « *Gemüth* » « *sich bequem machen* » (se mettre à son aise) et l'esprit prussien plein de rigueur et de discipline. L'esprit prussien a finalement triomphé constate Ernest Lavissee. Ici l'on ne raisonne pas (*nicht raisonniren*) était la devise du roi sergent<sup>78</sup>.

C'est ainsi qu'habitué à se laisser gouverner et à croire ses maîtres, le peuple allemand répondit joyeusement à leur appel. Il partit en guerre avec la conviction de rapporter un prodigieux butin<sup>79</sup> avec la perspective de se voir un jour « le maître du monde ». Le déclenchement de la guerre de 1870 était ainsi interprété et Ernest Lavissee observa comme préliminaires des exécutions sommaires, des pillages, des incendies et des déportations. Cette image négative de la Prusse devait rester dans les esprits, avec la Première Guerre mondiale. Il suffit de se rappeler les qualificatifs utilisés à l'encontre de l'Allemagne impériale par un autre enseignant **Georges Dumesnil** dans son ouvrage publié en 1917<sup>80</sup> « *Ce qu'est le germanisme* ». Il évoque tour à tour la Germanie barbare et l'Allemagne qualifiée d'orgueilleuse, d'impuissante, de divinisée et de brutale. Comme Louis Bertrand l'explique, il s'agit « *d'un tableau poussé au noir* » peint par Dumesnil après une mission d'études en Allemagne, d'une dénonciation sur le plan philosophique « des survivances, du kantisme et de l'idéalisme hégélien ». L'Etat

<sup>77</sup> Ernest LAVISSEE « *Essais sur l'Allemagne impériale* », Hachette, 1909, avant-propos page VI

<sup>78</sup> Ernest LAVISSEE « *Histoire contemporaine de la France* », page 66

<sup>79</sup> Ernest LAVISSEE « *Essais sur l'histoire de la Prusse* », Hachette 1890, page 245

<sup>80</sup> Georges DUMESNIL « *Ce qu'est le germanisme* », recueil d'un cours de pédagogie », Renaissance du Livre 1917, préface de Louis BERTRAND, pages 108-109-113-121

prussien est-il en fait l'incarnation de Dieu, devant qui « *doit plier toute volonté humaine et s'anéantir toute personnalité* », d'où l'idée que l'Allemagne croît poursuivre une mission divine et s'entend dire par son empereur qu'elle est le peuple élu. En poussant, le raisonnement, on en arrive à affirmer que « le peuple allemand n'a pas besoin d'apprendre la vertu, puisqu'il est le Dieu sur terre ».

Cette recherche d'absolu s'étend, écrit Dumesnil, à tous les domaines jusqu'à celui de la guerre. Pour les apôtres de la guerre tout principe de modération est absurdité.

Dumesnil observe que la codification des lois de la guerre n'est pas à l'ordre du jour, à telle enseigne qu'on voit toutes opinions confondues, le catholique Erzberger, le juif Harden, les protestants Dryander et Deismann « tous bons nietzschéens demander qu'on brûle Londres, s'applaudir qu'on ait massacré l'innocente population de Louvain, qu'on ait bombardé les cathédrales de Reims et de Paris, qu'on ait torpillé le Lusitania etc...<sup>81</sup>.

En fait, on assiste à la faillite du germanisme qui conduit « *au néant* » ou « *à l'avortement* » à moins qu'il ne soit « *fécondé par la civilisation latine* ».

Le réquisitoire de Georges Dumesnil laisse son lecteur sur une perspective d'avenir sombre. Il est pour lui difficile « *d'empêcher l'Allemagne d'empester l'Europe par sa décomposition interne comme elle l'infecte depuis 40 ans par son expansion extérieure, ethnique intellectuelle et armée* ».

### La génération de l'après-guerre

Au sortir de la première guerre mondiale, Jacques Rivière, revenant de captivité, faisait état d'observations sur la psychologie de l'Allemand « *extraordinairement indifférent et indifférencié, ni haineux ni sadique, mais apte à tous les possibles. C'est d'abord quelqu'un à qui c'est égal (es ist mir gleich) et qu'une insuffisante détermination psychologique rend capable à la fois de tous supporter et de tout faire* »<sup>82</sup> ;

Comme le signifiait Jean-Baptiste Duroselle, peu d'écrivains français s'intéressent à l'Allemagne contemporaine. Parmi eux deux noms s'en détachent, Jean Giraudoux et Romain Rolland prônent le rapprochement avec l'Allemagne.

En 1934 parurent deux ouvrages favorables à ce mouvement comme « *Hitler* » de Louis Bertrand et « *le Couple France-Allemagne* » de Jules Romains. Cet écrivain effectue de nombreux voyages et conférences Outre-Rhin, n'hésitant pas à converser

<sup>81</sup>

Robert MINDER « *Leçon inaugurale au Collège de France* » du 24 janvier 1958

<sup>82</sup>

Jacques RIVIERE (1886-1925) « *L'Allemand* », Plon 1963, pages 740-804



avec Goebbels et Rosenberg. Jules Romains rédige une série d'articles réunis en un recueil pour la période du 22 novembre 1933 au 5 décembre 1934. Passant du domaine des idées à celui des actes, il va jusqu'à les exposer lui-même devant les étudiants de l'Université de Berlin, lesquels le saluent bras tendu <sup>83</sup>. Jules Romains voit venir le spectre de la guerre, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre ses efforts, dans l'espoir d'une réconciliation franco-allemande. Les intellectuels engagés comme André Gide (1869-1951) et Jean Giono (1895-1970) lui emboîtant le pas sur la voie du pacifisme sans pour cela se compromettre.



---

<sup>83</sup>

Jean-Marie CARRE « Les Ecrivains français et le mirage allemand », pages 196-197

## HAPITRE 2 – Le national-socialisme

---

Par analogie avec le prussianisme sur le plan des définitions, ne pourrait-on pas considérer le nazisme, non pas seulement comme une doctrine, mais également l'ensemble des caractères, des comportements censés définir l'Etat nazi.

Plusieurs questions viennent à l'esprit : s'agit-il de caractères susceptibles d'entraîner de nouveaux comportements ? Les dirigeants nazis prennent-ils en compte l'héritage prussien avec ses valeurs. Ou, au contraire, vont-ils les rejeter par la substitution à la prussianité, au prussianisme des concepts, du Führertum (sens du chef), de la « Totale Mobilmachung » (mobilisation totale), du « Volkstaat » (l'état du peuple) ?

Dans les faits, les années 1933 et 1934 ont été marquées par deux événements, qui doivent être rapprochés dans le cadre de la thèse. Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler était nommé Chancelier du Reich par le Président von Hindenburg. Le 2 août 1934, le Maréchal-Président von Hindenburg disparaissait, alors qu'il constituait le dernier bastion de l'impérialisme prussien.

Dans ses mémoires « Aus Meinen Leben » écrites en 1920, Hindenburg affirmait que « le service des armes pour le roi et pour la patrie était une vieille tradition de la famille. Il n'admettait pas qu'il y eut meilleur mode d'éducation que le système prussien ». A sa mort, un pan du prussianisme, ainsi que le dernier obstacle vers le pouvoir absolu, s'effondrait.

Dans son testament du 11 mai 1934, il ne cachait pas sa satisfaction sur l'arrivée du National-Socialisme en écrivant : « *Mon Chancelier Adolf Hitler a contribué puissamment au travail d'unification du peuple allemand et a réalisé sans distinction de*

*classe une entité homogène. Je sais qu'il reste encore beaucoup à faire et je souhaite ardemment que derrière le grand mouvement populaire qu'est le National-Socialisme s'accomplisse le suprême acte de réconciliation de tout le peuple allemand. Je quitte mon peuple dans le ferme espoir, que j'ai désiré en 1919 et qui aboutit peu à peu au 30 janvier 1933, mûrira jusqu'à ce que la mission historique de notre peuple soit pleinement accomplie. Dans cette ferme croyance en l'avenir de notre patrie, je puis tranquillement fermer les yeux ».*

Dans un deuxième testament, qui n'a jamais été publié, Hindenburg recommandait à Hitler de rétablir la monarchie, dès que les circonstances le permettraient. Hindenburg dévoilait ainsi ses préférences pour un régime du passé « monarchique, autoritaire, d'esprit féodal et militaire ».

Le nazisme, phénomène nouveau, allait-il modifier les données du prussianisme ou l'adapter dans une situation toujours mouvante ?

Le gouvernement français se posait la question sur la représentativité des nazis. Interrogeant nos ambassadeurs à l'étranger, il recueillait des avis divers. Il convenait de recueillir deux d'entre eux émanant d'intellectuels.

Paul Claudel, alors Ambassadeur à Bruxelles adressait, le 16 novembre 1933 à Philippe Berthelot, Secrétaire Général au Quai d'Orsay, la dépêche suivante : « la crise actuelle est à la fois une crise de procédure résultant d'une désolante politique de retardement .... Nous ne sommes pas menacés.... Il est probable que l'Allemagne, entraînée par le dynamisme déchaîné, conduite par des médiocres et des énergumènes, enivrée par ses succès, commettra de nouvelles bourdes, qui entraîneront, mieux que toutes les SDN, la réunion dans la crainte et dans un intérêt commun de toute l'Europe ». Ces propos, à bien des égards trop optimistes, ont été démentis par les faits<sup>84</sup>.

---

<sup>84</sup> Archives Ministère des Affaires Etrangères : correspondance diplomatique, annuaire 1935 Belgique. Idem dépêche n° 276 du 22.3.1933. André FRANÇOIS-PONCET, à Ministre Politique intérieure – Dossier général.

Pour André François-Poncet, Ambassadeur à Berlin, qui était à mieux de décrire la situation, il ne s'agit pas d'un phénomène épisodique, mais « on doit renoncer à tenir le fascisme allemand pour une manifestation sans lendemain . Il pourra évoluer, modifier les formes et aspects, qu'il revêt aujourd'hui ». « Il semble avoir jeté, dès maintenant, dans la masse des racines assez fortes, pour qu'on soit en droit de lui attribuer une existence probable d'une certaine durée ».

En conclusion, André François-Poncet qualifiait le nazisme *« d'entreprise qui supprime toute liberté, établit le régime de l'arbitraire et de la violence et se donne pour tâche d'exciter systématiquement un nationalisme brutal et inquiétant »*.

Il convient d'examiner le nazisme sous ses aspects multiples, mais essentiels avant d'apprécier le regard des intellectuels français à l'égard de ce phénomène pendant la période 1933-1940. Pour ne pas paraître incomplet dans cette analyse, le chercheur sera amené à déborder exceptionnellement le cadre prescrit.

---

## **La doctrine**

---

Une première approche du nazisme, en tant que doctrine et parti à vocation gouvernementale, doit être faite par l'examen de son programme initial, adopté le 24.02.1920 sous l'étiquette du Deutsch Arbeiterpartei (D.A.P.), devenu le N.S.D.A.P. (National Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei).

Le programme pourrait se résumer en trois dominantes : **ein Reich, ein Volk, ein Führer**, et «des exigences » dans tous les domaines.

**Ein Reich** n'était pas une idée nouvelle pour les Allemands, il avait une valeur de symbole. Signifiant originellement l'Etat quel qu'en fut le régime et toutes ses formes. Même la République de Weimar (1919-1933), qui cherchait à s'en dégager, n'en continuait pas moins à user de ce concept, dans le seul but de marquer la continuité.

### **Ein Volk**

En son point 1, le programme, se fondant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, exigeait la réunion de tous les Allemands en « une grande Allemagne ».

A cette fin, il réclamait (point 2) l'abrogation du « Diktat » de Versailles et du Traité de Saint Germain. L'intégrité de la Prusse et le régime de l'Autriche étaient ainsi remis en cause. Il n'était plus question de reconstituer « une Prusse prolongée », réalisation de Bismarck, mais de donner au Reich une dimension pangermaniste. L'engagement de refuser d'endosser la responsabilité de la Première Guerre mondiale était reprise sous la formule « Diktat de Versailles avec ses contraintes ».

Le point 3 évoquait la revendication de nouveaux territoires, afin d'assurer la nourriture du peuple et l'établissement de son excédent de population. Le concept « du Lebensraum » (espace vital) était mis en avant. Cette prétention n'était pas une nouveauté, pour avoir été exprimée au long de l'histoire contemporaine par des dirigeants. Bismarck au lendemain de Sadowa en 1866, victoire sur l'Autriche-Hongrie, déclarait « notre Droit, c'est le droit de la Nation allemande d'exister, de respirer de s'unir, c'est le droit et le devoir de la Prusse de donner à la Nation allemande la base nécessaire de son existence ».

Les points 4 et 5 donnaient à ce programme une dimension raciale, soubassement de la « Weltanschauung » (vision du monde) pensée d'Hitler et des théoriciens du nazisme.

La loi du sang dictait que, seuls les citoyens allemands, quelle que soit leur confession, faisaient partie du peuple (Volk), à l'exception « des juifs ». En cas d'impossibilité de nourrir l'ensemble de la population, il y avait lieu à expulser « des ressortissants des nations étrangères ».

Le point 9 prônait l'instauration d'une société égalitaire, où « tous les citoyens » devaient avoir des droits égaux et des devoirs égaux, et d'où seraient bannis tous privilèges d'une classe déterminée. Nous sommes ainsi aux antipodes de la société prussienne des trois classes avec domination des « Junkers ». Pour Hitler, l'intérêt général devait primer l'intérêt particulier. Il estimait que l'Etat n'était pas à diviniser comme Hegel le décrétait, mais était un moyen, qui permettait un but, la vie du peuple<sup>85</sup>. Sous la même optique, il entendait donner une primauté du politique sur l'économique, il déclarait le 21 mars 1934, devant le Reichstag, un an après son installation au pouvoir

---

<sup>85</sup> *Marlis STEINERT « Hitler », Fayard 1991, pages 207-208-209*

que « le peuple n'était pas là pour l'économie ou l'économie pour le capital mais que le capital devait servir à l'économie et celle-ci le peuple ».

Le point 13 réclamait l'étatisation de toutes les entreprises déjà groupées en trusts. Il ne s'agissait là que d'exigences. En effet, le pouvoir de l'argent subsistera sous le régime Hitlérien. Les Krupp, Thyssen, Hugo Stinnes, Paul Reusch, Albert Vögler, Fritz Springorum subventionneront le Parti des élections de septembre 1930. Bien au contraire, ils bénéficieront plus tard de subventions pour la recherche. On assistera à une concentration importante de groupes financiers, IG Farben, Thyssen, Krupp, Goering<sup>86</sup>.

Le point 15 exigeait la création et le maintien d'une classe moyenne « saine », après expropriation des grands magasins et faveurs accordées aux petits fournisseurs en cas de commandes de l'Etat, des états et des communes.

Le point 17, exigeait une réforme agraire, prévoyait l'expropriation, sans indemnité, du sol, pour les besoins d'intérêt général, la suppression des hypothèques sur biens, fonds et interdiction de spéculation sur les terrains.

Observons que ce point ne mentionne que des besoins d'intérêt général. Les rédacteurs n'y voyaient-ils pas de sous-entendus. Darre, ministre de l'Agriculture nazi convaincu, considérait tous les problèmes sous des points de vue biologiques et racistes. N'était-il pas l'auteur d'ouvrages à thèse notamment « Autour du sang et du sol », paru en 1929 et « La nouvelle aristocratie du sang et du sol », publié en 1930<sup>87</sup>.

Le point 22 concernait la création d'une armée nationale et d'une presse purement allemande.

---

<sup>86</sup>

Marlis STEINERT « Hitler » Fayard 1991, page 234

<sup>87</sup>

Marlis STEINERT « Hitler » page 277

Sur la liberté de penser, la nouvelle loi (points 23 et 24) devait assurer la liberté de toutes les confessions religieuses de l'Etat, sous extrême condition, « qu'elles ne mettent pas en danger son existence, ni ne heurtent le sentiment ou la morale de la race allemande ». Le deuxième alinéa du point 24 donnait, toutefois, sa préférence « à un christianisme positif », qui aurait, pour vocation, de combattre « l'esprit judéo-matérialiste ». La dimension antisémite était à nouveau soulignée.

Le point suivant (25) du programme nazi mettait l'accent sur la nécessité « *d'un pouvoir central fort* », aux fins de réaliser les prétentions du parti et de vaincre toutes les résistances intérieures.

Il résulte de cet ensemble que trois éléments importants peuvent être dégagés : un aspect national, la perspective d'une grande Allemagne dans laquelle le racisme est le soubassement et la clé de voûte de la Communauté (Gemeinschaft), un aspect social (articles 7-10-11-12), enfin un aspect politique (articles 23-25).

La doctrine nazie n'offre pas une grande originalité, l'idéal du grand Reich allemand est emprunté aux pangermanistes, celle de la supériorité de la race germanique, idée empruntée à Gobineau, auteur de l' « *Essai sur l'inégalité des races humaines* » 1853-1855 et à H.S. Chamberlain, auteur des « *Fondements du XIXème siècle* », paru en 1899.

Cette idée de supériorité se renforce de la notion de surhomme développée par Nietzsche.



## SCHEMA DE L'IDEOLOGIE NATIONAL-SOCIALISTE

### Nationalisme

#### Reinheit der Rasse

Pureté de la race  
Biologie de l'hérédité  
Sélection des chefs

#### Erziehung zur Volksgemeinschaft

L'éducation doit donner l'idée de la  
Communauté  
L'idée d'autorité

#### Volksheer statt Berufsheer

Armée populaire et non de métier  
Nouvelle noblesse d'épée

#### Deutsches Recht

Droit allemand sur des bases germaniques et  
non romaines

#### Reform von Kunst und Kultur

Réforme de l'art et de la culture  
Affirmation du particularisme allemand  
Noblesse de l'esprit

#### Deutsches Christentum

Christianisme allemand. C'est notre nation  
qui donne un sens à notre vie terrestre

### Socialisme

#### Staendestaat

L'état est corporatif  
Pas de droits sans devoirs

#### Bauernreform

Réforme agraire  
Nouvelle noblesse fondée sur le sang et la  
terre

#### Deutscher Sozialismus (socialisme allemand)

Le travail est anobli par l'idée de la  
performance

#### Politik Bestimmt die Wirtschaft

La politique détermine l'économie nationale  
Le bien public prime l'avantage particulier

---

*Extrait de l'article de Bernhard Birkefeld « Le National-Socialisme « les Idées et les Hommes »,  
Revue de l'Allemagne, 1933, page 965, traduction de L. Sauzin*



## Comment concevoir un pouvoir central fort ? - ein Führer

Le Führerprinzip n'était pas encore évoqué. L'appellation du Führer serait due<sup>88</sup> à Rudolf Hess, compagnon de captivité d'Hitler après le putsch raté de 1923 à Munich. Hess aurait souligné que le concept de Führer figurait déjà dans le 8<sup>ème</sup> Discours à la Nation Allemande de Johann Fichte, où ce philosophe tenait les propos suivants : « imaginez que X se croie fermement une de ces natures extraordinaires appelée à diriger l'obscur et vulgaire humanité ». L'image d'un guide infaillible du « Volk », chef d'un parti unique, chef de gouvernement d'un Etat totalitaire, autoritaire et centraliste, maître de la diplomatie, de la conduite des armées et de la guerre, était ainsi né. Le Führerprinzip est un dérivé du principe éminemment démocratique de la souveraineté populaire. C'est du peuple que le Führer détient le pouvoir. Dans son application, une décision du chef ne se discute pas. Selon François-Georges Dreyfus, « le Führerprinzip tient en peu de mots ''le chef a toujours raison'' ».

La réalisation de cette ambition devait être inscrite dans les faits. Hitler, en mars 1933, obtenait les pleins pouvoirs, qu'il se voyait renouveler en 1937. Il cumulait les fonctions de Reichsführer de Kanzler, et à partir de 1937, Commandant Suprême de la Wehrmacht. Le guide suprême, sur le plan légal, acquérait une double légitimité non seulement du fait des plébiscites, il y en a eu quatre au total 1933-1934-1936-1938, mais par le serment de fidélité personnel exigé de tous les corps de l'Etat (administration, justice, armée et parti). Ce qui fait que le Führer, une fois le plébiscite acquis, n'était soumis à aucun contrôle pour exercer ses pouvoirs.

Il n'est pas inintéressant d'observer que le programme nazi, s'il exigeait la création d'un pouvoir central fort, réclamait également « l'autorité absolue du parlement politique sur l'ensemble du Reich et sur toutes les organisations ». Comme on l'observera, cette exigence deviendra lettre morte lors du passage de l'intention à l'acte.

<sup>88</sup> François-Georges DREYFUS, *le III<sup>ème</sup> Reich*, page 147, citation Olivier DUHAMEL et Yves MENY. *Dictionnaire constitutionnaire*, PUF 1992, op.cit, page 455.

Il ne faut pas ignorer que, vis-à-vis du pouvoir législatif, les théoriciens nazis notamment Hitler, marquaient leur hostilité vers tout régime parlementaire. Hitler n'écrivait-il pas<sup>89</sup> dans *Mein Kampf*: « la démocratie parlementaire est l'un des symptômes les plus nets de la décadence de l'Humanité ». Aussi ajoutait-il « l'Etat volkisch », depuis la commune jusqu'au gouvernement, ne possédera aucun corps représentatif, qui décide quoi que ce soit par voie de majorité. Il n'y a pas de décisions de la majorité .... Mais la décision est le fait d'un seul ». Le pouvoir d'Hitler a été très discuté, compte tenu de l'existence d'une polycratie dans l'état nazi et de domaines réservés. Goebbels à la tête du nouveau ministère d'Etat, celui de l'information et de la propagande, Frick puis Himmler comme ministre de l'intérieur et de la police, Schacht aux finances, Goering responsable du plan de quatre ans, destiné à accélérer la préparation économique de la guerre, von Ribbentrop nommé à la place de von Neurath comme ministre des affaires étrangères.

En raison de cette complexité, les décisions émanaient de plusieurs dirigeants, mais un fait est constant : si Hitler ne tenait pas à gérer le quotidien dans un domaine spécifique, il pesait de tout son poids pour prendre une décision, qui lui paraissait importante<sup>90</sup>. Un exemple, l'attaque de la Pologne en 1939, qu'il a décidé malgré les oppositions du commandant de la Wehrmacht, de Göering, chef de la Luftwaffe et d'Halder, chef d'Etat-major de l'O.K.H.<sup>91</sup>

Qui dit pouvoir fort ne pense pas nécessairement absolu. Or, le pouvoir nazi avait cette qualification pour n'être soumis à aucun contrôle, Hitler agissait en maître incontesté. Trois éléments lui étaient indispensables : **une justice complaisante, des lois d'exception et une police efficace à sa dévotion.**

Une justice complaisante impliquait au départ la nazification de la justice, avec pénétration des institutions traditionnelles de l'Etat par des nazis. Sous la fêrule de Frantz Gürtner<sup>92</sup>, ancien ministre de la Justice de Bavière en 1922, sympathisant nazi, il procéda à cette opération de renouvellement des cadres de ce département. Ainsi, selon

---

<sup>89</sup> A. HITLER « *Mein Kampf* », page 345

<sup>90</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », Fayard 1991, pages 312-313

<sup>91</sup> Philippe MASSON « *Histoire de l'armée allemande 1939-1945* » - Perrin 1994

<sup>92</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », pages 277-278

les recommandations des Gauleiter, les hauts postes de la hiérarchie furent pourvus de telle manière qu'à la mort de Gürtner, en 1941, sur 69 présidents de Cour d'appel (Oberlandsgericht) des Länder et procureurs généraux, seuls trois n'étaient pas membres du NDSAP, 18 l'étaient, dès 1933, et les hésitants avaient suivi.

Aux côtés des juridictions traditionnelles, des juridictions d'exception furent créées : le tribunal du peuple (Volksgerichtshof), le tribunal spécial (Sondergericht) auprès de chaque cour d'appel. Le « Sondergericht » avait pour compétence, par application du décret-loi du 28 février 1933, les crimes de haute trahison, la diffusion d'informations publiées à l'étranger et de nature « à mettre en péril la sûreté du Reich ».<sup>93</sup>

L'une des sanctions prononcées par le « Sondergericht » était l'envoi du condamné en camp de concentration.

Selon Martin Broszat<sup>94</sup>, il y eut 1.698 condamnations pour haute trahison, 4.087 pour violation de la loi de « protection du peuple » et 3.744 pour « commérages délictueux ».

Selon François-Georges Dreyfus, la justice pénale fit preuve de plus en plus de sévérité : 23 condamnations à mort en 1938, 220 en 1939, 4.438 en 1943 ! !

C'est l'incendie volontaire du Reichstag par les nazis, fait survenu dans la nuit du 27 février 1933, qui a provoqué la promulgation de lois d'exception avec l'abolition des libertés garanties par la Constitution de Weimar. De ce fait, un régime de détention à long terme des opposants politiques était créé.

Deuxième élément du pouvoir absolu nazi : l'organisation de sa police. A cette fin, la S.S. avait pour mission d'assurer la sécurité du Reich. Un service central (Reichssicherheitshauptamt) était créé, afin d'englober le S.D. (Sicherheitsdienst) service de sécurité et S.S. Service d'Etat et service du parti arriveront à une fusion avec les décrets de 1936. La police secrète « la Gestapo » (Geheime Staatspolizei), créé à l'origine par Goëring, alors ministre de l'Intérieur de Prusse, deviendra un organisme

<sup>93</sup>

François-Georges DREYFUS « le IIIème Reich », page 171

<sup>94</sup>

Martin BROSZAT « l'Etat hitlérien », Fayard 1970, p. 477, cité par François-Georges Dreyfus

redoutable. Chargée de surveiller les agissements des opposants au régime, la Gestapo disposera de pouvoirs illimités, sans aucun contrôle juridique.

Ses attributions ne se limiteront pas à la recherche d'opposants mais de tous ceux qui ne répondent pas à la conception de la « race pure », ce qui entraînerait l'arrestation, l'exclusion puis l'extermination par euthanasie notamment « des éléments nuisibles : homosexuels, porteurs de tares héréditaires, de maladies mentales, et êtres inférieurs comme juifs, tziganes et slaves, victimes de l'idéologie nazie.

Il est significatif que la fondation des premiers camps de concentration placés sous l'autorité directe et incontestée de la police politique se situe dans la fourchette 1933-1940. Sept pouvaient être dénombrés. Dachau en 1933 ; Buchenwald -1937, Mauthausen -1938, Neuengamme -1938, Flössenburg -1938, Gross-Rosen -1940, Auschwitz -1940<sup>95</sup>. Il est à relever que l'un des premiers crématoriums a été édifié en 1940 au camp de Buchenwald, en Thuringe.

Le germaniste François-Georges Dreyfus a souligné le caractère irrationnel du système concentrationnaire nazi, où deux tendances s'affrontaient, d'une part les instructions données aux fins de l'extermination des juifs et d'autre part certains aménagements pour les conserver.<sup>96</sup>

C'est ainsi que deux politiques s'affrontaient, celle menée par Albert Speer, Haut fonctionnaire, ministre de l'Armement et de la Production de guerre, plus soucieux d'accroître l'efficacité de l'effort de guerre du III<sup>ème</sup> Reich, et celle menée parallèlement par Himmler, profiteur capitaliste, à la tête d'un « Konzern » économique édifié avec l'aide de la main d'œuvre juive et des autres déportés des camps de concentration.<sup>97</sup>

Le régime nazi est ainsi engagé dans une guerre totale, avant que celle-ci ne soit annoncée par Goebbels le 18 février 1943. La productivité des usines d'armement est portée à son régime maximum sous l'impulsion de Fritz Todt, nommé en mars 1940 ministre de l'Armement puis d'Albert Speer, son successeur. Selon les statistiques

<sup>95</sup> Wolfgang SOFSKY, professeur à l'Université de Göttingen « L'organisation de la terreur », Calmann-Levy 1995

<sup>96</sup> François-Georges DREYFUS « Le III<sup>ème</sup> Reich », Ed. de Fallois, 1998, pages 172, 310  
Op. cit. Albert SPEER « L'Empire SS », Ed. Robert Laffont, 1982, page 297

<sup>97</sup> Albert SPEER « L'Empire SS », 1982, pages 26 et suivantes

reproduites par Jean-Paul Bled, la production de blindés est multipliée par cinq, entre janvier-février 1942 et juillet 1944, celle d'armes et de munitions triplée, celle d'avions doublée.<sup>98</sup>

Confrontée à un grave problème de main d'œuvre, du fait du départ de beaucoup d'ouvriers allemands sur le front et de la réticence à mobiliser les femmes allemandes retenues par leur foyer, le régime nazi est contraint d'avoir recours soit à une main d'œuvre supplémentaire trouvée dans les pays vaincus, parmi les prisonniers de guerre et les travailleurs étrangers, estimée globalement à 10 millions, soit à une main d'œuvre recrutée de force.<sup>99</sup>

---

## Un parti

---

Allemand de naissance, Marlis Steinert, professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, fournit, dans son ouvrage « *Hitler* » des précisions sur la naissance du Parti. *Dans un premier temps, écrit-il, fut fondé le Parti ouvrier allemand « Deutsche Arbeiter Partei » (D.A.P.), le 15 janvier 1919.* L'initiative en revenait à Anton Drexler, un serrurier et à un journaliste sportif Karl Harrer. Ces deux hommes avaient créé à l'instigation de la société « *Thule* » (*Thulegesellschaft*) pour laisser place le 18 janvier 1919 à une association ouvrière allemande (*Deutscher Arbeitsverein*) appelée à remplacer le Parti en cas de besoin à l'époque les soviets régissaient en maître en Bavière. L'objectif était d'attacher les ouvriers à la cause nationale et de les soustraire à l'internationalisme.

Il apparaît qu'Hitler aurait intégré le mouvement pour figurer au cinquième rang du Comité directeur, avec mission du recrutement et de la propagande. Il est intéressant de noter qu'au sein de la société de « *Thule* » se côtoyaient Karl Haushofer, père de la géopolitique, théoricien du « *Lebensraum* », Gottfried Feder, Hans Frank (futur gouverneur général de Pologne), Rudolf Hess, Heinrich Himmler et Alfred Rosenberg.

---

<sup>98</sup> Albert SPEER « *L'Empire SS* », 1982, pages 26 et suivantes

<sup>99</sup> Dominique BARJOT (sous sa direction) « *Les sociétés, la guerre et la paix* », Sedes, Paris 2003.  
Article Jean-Paul Bled « *Guerre totale et guerre des races*, pages 200-203, op. cit.

La diffusion de leurs idées était alors assurée par un journal « *Völkischer Beobachter* ». C'est ainsi que le 24 février 1920, jour d'adoption du programme, le D.A.P. devient le *N.S.D.A.P. (Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei)*.

Le Parti, du fait de la suppression de tout parti concurrent constituait ainsi une force incontournable, qui devait lui servir à l'encadrement de la masse puis à la conquête du pouvoir. L'échec de la tentative de putsch en 1923 à Munich avait fait comprendre à Hitler que « *l'accès au pouvoir ne pouvait être fait que par les voies légales, mais on ne doit pas hésiter à recourir à des moyens illégaux, si l'oppresseur les emploie* ». Aussi les dirigeants nazis comptaient sur « *l'influence d'un parti nourri des idées susvisées et portant en lui le germe de l'Etat futur* »<sup>100</sup>.

Le parti nazi devait montrer son efficacité, grâce à une organisation très structurée et pyramidale ; dotée de sa propre subdivision territoriale – 32 Gau dirigés par des Gauleiter, et d'une hiérarchie du Gau au Block 2 (au niveau du quartier), avec existence d'une double administration –la première contrôlant la deuxième et ainsi de suite-. Par ses multiples organismes annexes<sup>101</sup> : Hitlerjugend, N.S. Deutscher Studenten Bund, N.S. Frauenschaft, Schutzstaffel, le parti nazi supervisait l'ensemble de la société du III<sup>ème</sup> Reich. La création, en 1923, d'une garde prétorienne d'Hitler, la S.S. (Schutzstaffel), section de protection, acheva l'évolution du parti pour devenir un Etat dans l'Etat avec son armée, sa hiérarchie et son école de formation.

Les S.S., considérés par Himmler comme « les chevaliers teutoniques des temps modernes », étaient, suivant la définition de Louis Dupeux, l'incarnation du mythe et de l'idéal « *völkisch* » de type dur.

Avec la prise du pouvoir, le 30 janvier 1933, le sociologue Michaël Kater chiffrait<sup>102</sup> à cette date à moins de 600.000 adhérents au parti, en juillet 1933, à un million, pour atteindre trois millions le 31 décembre 1934 et 8 millions, en 1939. Ces chiffres ne peuvent qu'attester le succès du parti, qui va rassembler, en 1934, toutes les

<sup>100</sup> Marlis STEINERT « *Hitler Mon Kampf* », Fayard 1991, pages 448-450

<sup>101</sup> François-Georges DREYFUS, *le III<sup>ème</sup> Reich*, Editions de Fallois 1998, pages 95-100

<sup>102</sup> Michaël KATER, « *The nazi party Oxford Blackwel* », 1983

couches sociales, 32 % d'ouvriers, 25 % d'employés, 20 % de commerçants, industriels et hauts fonctionnaires et 10 % de paysans.

Il est intéressant de noter, comme Georgette Mouton, auteur d'une thèse « *Jeunesse et genèse du nazisme* »<sup>103</sup>, le poids de la jeunesse dans la composition du parti nazi : 37 % des adhérents ont moins de 30 ans et les moins de 40 ans constituaient 65 % des membres du parti, ce qui pouvait s'expliquer par l'incidence de la guerre 1914-1918 sur la démographie allemande.

L'intérêt pour la jeunesse par le régime hitlérien est à souligner. L'objectif était d'aligner les individus, grâce au parti et aux structures de l'Etat, sur un modèle conforme, grâce au monopole exercé sur l'information, sur la propagande, la formation, la jeunesse.

Si l'on se réfère à *Mein Kampf*, l'enseignement à valeur d'exemple<sup>104</sup>, « *l'administration, qu'importe à toute grande action doctrinale, doit tourner en orgueil pour l'heureux enfant de la race, qui l'a accomplie. Il faut choisir dans la foule des grands noms de l'histoire allemande, qui sont les plus grands noms, les mettre particulièrement en lumière et apporter sur eux l'attention de la jeunesse avec assez d'insistance, pour qu'ils deviennent les piliers d'un inébranlable sentiment national* ».

Un appel du Docteur Goebbels, ministre de la Propagande, à la jeunesse allemande va dans le même sens<sup>105</sup> « Soyez braves, mais modestes et respectueux ..... Rien ne naît du néant. Ce n'est pas sur des mots et des fanfares que l'on établit un Etat. L'histoire ne commence pas avec vous. Elle attend seulement que vous la continuiez. **Vous avez pour devoir de puiser dans l'admiration des valeurs du passé la force de venir à bout des problèmes du présent et de gagner la bataille de demain** ». (fin de citation).

---

<sup>103</sup> Georgette MOUTON « *Jeunesse et genèse du nazisme* ». Thèse Paris IV, 1997

<sup>104</sup> « *Mein Kampf* », page 54

<sup>105</sup> Archives du Quai d'Orsay – documents diplomatiques, page 122. Dépêche n° 1563 du 1<sup>er</sup> novembre 1934, Ambassadeur André FRANÇOIS-PONCET à Président du Conseil Pierre Laval.

L'hitlérisme faisait ainsi appel à la tradition, bien qu'il marquât son mépris pour les classes dirigeantes historiques considérées « comme une noblesse d'almanach, et appelait « à rejeter les dégénérés de la vieille aristocratie, lesquels n'ont plus qu'une seule tâche de mourir en héros »<sup>106</sup>.

Grâce à la propagande, orale ou écrite, grâce à son organe de presse « le Völkischer Beobachter », à ses réunions de masse, le parti nazi développa son emprise et son audience. A ce sujet, ses dirigeants manquaient de scrupules. Hitler ne déclarait-il pas dans *Mein Kampf* « Il faut savoir représenter le ciel comme un enfer et l'enfer comme le ciel ».

Le *Horst Wessellied* devint l'hymne du Parti, immortalisant l'assassinat d'un militaire Horst Wessel par un proxénète communiste<sup>107</sup> ; une svastika noire dans un cercle blanc sur fond rouge fut adopté comme drapeau, le bras tendu comme salut.

Les élections de mars 1933, même s'ils n'apportèrent pas le succès espéré par Hitler, en seront une démonstration de la montée du parti : 44 % de suffrages pour le Parti, qui ne dépassait la majorité absolue qu'avec l'aide du D.N.V.P. droite nationale. Le KPD communiste totalisait 12,4 % en accusant une perte de plus de 1 million d'électeurs, le S.P.D. 18,4 % et le Zentrum, parti catholique 15,1 %.

La voie du pouvoir lui était ouverte, mais des obstacles étaient à surmonter : à l'intérieur du Parti son aile gauche, représentée par les frères Strasser et le capitaine Röhm, responsable des S.A., à l'extérieur le dernier bastion « prussien » incarné par le maréchal Président von Hindenburg et par la Wehrmacht, autre pilier incontournable du régime.



Trois événements démontrèrent que ces obstacles ont été écartés par l'élimination des adversaires, au cours de la nuit des longs couteaux du 30 juin 1934, la mort d'Hindenburg survenue le 2 août 1934 et l'affaire von Blomberg.

---

<sup>106</sup> Hermann RAUSCHNING « Hitler m'a dit », page 55 et 60, *Coopération Paris 1939*, traduit par Albert Lehmann.

<sup>107</sup> Marlis STEINERT « Hitler » page 239



## La personnalité et les idées d'Hitler

Le national-socialisme étant indissociable d'Adolf Hitler, il importe de dégager quelques traits de sa personnalité.

Adolf Hitler, issu d'une famille de paysans autrichiens, est né le 20 avril 1889 à Braunau à la frontière entre le Reich allemand et l'Empire des Habsbourg. Marqué par le catholicisme, il poursuit des études primaires jusqu'au Gymnasium de Lenz pour obtenir le certificat de fin d'études 1<sup>er</sup> cycle. Il échoua en 1907 à l'admission du concours d'entrée à l'Académie des Beaux Arts de Vienne. En mai 1913, il quitte Vienne pour Munich, fuyant le risque d'une arrestation comme déserteur. Arrêté à la demande des autorités autrichiennes, il est envoyé au centre d'incorporation de Salzbourg, où il est réformé. Cependant, il contracte un engagement au début de la Grande Guerre dans l'armée bavaroise, unité, où il poursuit une carrière militaire marquée par deux blessures et par l'attribution de la Croix de fer. En 1918, il rejoint Munich où étant toujours militaire, il est confronté avec les révolutions de Munich. Il apprend la défaite suivie de l'abdication de l'Empereur et, selon ses dires, il se mit à pleurer et « *décida de faire de la politique* »<sup>108</sup>. Il convient d'admettre que certains intellectuels français ont été fascinés par la personnalité d'Hitler : l'académicien Louis Bertrand (1866-1941) avec la publication d'un ouvrage intitulé « *Hitler* », Alphonse de Chateaubriant (1877-1951) avec l'éloge délirant quasi divin d'Hitler, qui traite de la prétendue mission « *Si Hitler a une main qui salue, qui s'étend vers les masses de la façon que l'on sait, son autre main, dans l'invisible, ne cesse d'étreindre fidèlement la main de celui qui s'appelle Dieu* »<sup>109</sup>.

Ces commentaires s'avèrent infimes par rapport à l'opinion générale et négative des intellectuels français.

Les thèmes de l'antisémitisme, du nationalisme et du germanisme domineront ses idées et son action. Adolf Hitler « *produit de la culture ambiante* »<sup>110</sup> « *qu'il a absorbé*

<sup>108</sup> Charles APPUHN « *Hitler par lui-même* », d'après son livre « *Mein Kampf* ». Ed. Jacques Haumont et Cie, Paris 1933

<sup>109</sup> Alphonse de CHATEAUBRIANT « *La Gerbe des forces* », Paris – Grasset, 1937, page 136

<sup>110</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », Fayard 1991, op. cit. p. 35

*comme une éponge* », éprouve une inimitié profonde envers l'empire des Habsbourg<sup>111</sup> et sa politique proslave. L'Autriche Hongrie est décrit comme un état fantoche incapable de protéger la population allemande contre « *le poison* » du mélange avec les autres nationalités<sup>112</sup>.

Tous les historiens sont tombés d'accord pour affirmer que les idées d'Hitler n'avaient rien d'originales. Pour André François-Poncet, diplomate à Berlin et germaniste confirmé<sup>113</sup>, l'ensemble était comparé à un « habit d'arlequin, un pot pourri ». Bien qu'aucune source n'ait été citée dans les écrits d'Hitler, on peut y deviner des emprunts à Fichte, Clausewitz, Darwin, Gobineau, H.S. Chamberlain, Bernhardi, Kjellen, aux historiens von Treitschke et Lamprecht, aux anthropologues Günther et Woltmann.

François-Georges Dreyfus<sup>114</sup>, pour sa part, parlait « d'un conglomerat d'idées, qui traînent dans une bonne partie de l'intelligentsia de droite et de la classe politique allemande de Weimar, et qui ont été puisées dans le fonds commun de la Révolution conservatrice ». Pour mémoire, il convient de citer quelques noms cités dans son ouvrage par Edmond Vermeil : W. Rathenau, Keyserling, Thomas Mann, G. Spengler, Moeller van den Brück, le groupe de la revue « La Tat », qui seront cités au cours de l'exposé. L'ultraracisme d'Hitler ne doit, cependant, rien à ces auteurs.

Les idées d'Hitler ont trouvé « un terrain » favorable, grâce à un concours de circonstances ayant pour théâtre la République de Weimar, qui présidait les destinées de l'Allemagne après la défaite de 1919.

### **La situation politique**

Le régime de Weimar, issu de la défaite, est très fragilisé par la constitution de 1919 avec le maintien d'une trentaine d'Etats dépouillés en grande partie de leurs prérogatives et le système d'élection à la proportionnelle des membres du Reichstag, ce qui empêche la constitution d'une majorité solide. Le Président, élu au suffrage universel pour 7 ans, dispose d'un droit de dissolution et d'un droit de veto. En cas de

---

<sup>111</sup> Charles APPUHN « Hitler par lui-même », op. cit. *Mein Kampf*, pages 30-40

<sup>112</sup> Marlis STEINERT « Hitler »

<sup>113</sup> André FRANÇOIS-PONCET « Souvenirs d'une ambassade à Berlin », Flammarion 1946, page 84

<sup>114</sup> François-Georges DREYFUS « Le IIIème Reich », Editions de Fallois 1998, page 141

crise, le système devient semi-autoritaire ; avec l'accession de Brüning à la Chancellerie, le régime appelle la démocratie autoritaire, ouvrant ainsi la voie au nazisme. Du 11 février 1919 au 28 janvier 1933, dix-sept gouvernements se sont ainsi succédés. Parallèlement, les troubles insurrectionnels se multiplient à Berlin et à Munich : 1919, révolution spartakiste, 1920 tentative de putsch nationaliste Kapp-Luttwitz, 1923, tentative de putsch de surenchère nationaliste, fomentée par Ludendorff et Hitler.

### **La crise économique**

La situation catastrophique va favoriser les desseins des nazis. Avec la crise de 1929, on assiste de 1929 à 1932 à la chute de la production industrielle, d'un tiers, et à l'augmentation du nombre des chômeurs, 6 millions pour une population active de 25 millions. L'inflation atteint des sommets, en juillet 1922 un dollar vaut 450 marks, en décembre, il en vaut 8.000 ; Le mark or, qui valait 4.280 mark papier en janvier, en vaut 6 milliards en octobre 1923, c'est l'époque du billet de 1 milliard de marks.

Un faux redressement, de 1924 à 1929, entretenu par les crédits américains et les exportations, fait apparaître une prospérité trompeuse ; le mark devient fort. Enfin, une crise terrible éclate, provoqué par le krach mondial, de 1929 à 1933<sup>115</sup>.

### **La crise sociale**

L'inflation a pour conséquence de créer des victimes ? notamment dans la classe moyenne (*Mittelstand*). Les gagnants représentent le grand capitalisme, lequel spéculé sur l'achat à crédit des matières premières. Le fait que les bénéficiaires, du moins certains, sont des financiers et entrepreneurs juifs, renforçait l'antisémitisme.

### **Le climat psychologique**

L'exacerbation du nationalisme se développe par les ligues, notamment la ligue pangermaniste, la ligue coloniale, la ligue maritime.

Autres éléments qui peuvent expliquer le succès du nazisme :

- le refus de la société libérale rendue responsable de la crise économique,

---

<sup>115</sup>

Jacques BARIETY et J. DROZ « La République de Weimar et le régime hitlérien » - Hatier 1972

- la volonté de rassembler tous les Allemands autour d'un chef et dans le cadre d'un Etat totalitaire,
- l'idéalisation de la germanité et la propagation de l'antisémitisme
- l'anti-bolchévisme<sup>116</sup>,

autant d'éléments constituant un mélange explosif, d'où émergeront Hitler et le nazisme.

Les idées d'Hitler ont été d'autant mieux diffusées qu'il disposait de dons oratoires indiscutables et d'un prestige immense sur les foules<sup>117</sup>. Rien n'était épargné grâce à un système de propagande, dont Goebbels était le maître incontesté : glorification du Führer, mise en scène avec effets scéniques et de lumière, défilés, cérémonies aux flambeaux, évocations du passé, retransmissions par la T.S.F.

Des extraits des discours prononcés par Hitler, ou autres dirigeants nazis, seront présentés autour des thèmes phares : l'espace vital, le culte de la race, du sang et de l'antisémitisme, que l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie qualifiait « de quadriloge d'invectives, une nouvelle idéologie en soi et pour soi ».

---

## L'Etat hitlérien

---

Il est apparu qu'à la fin de l'année 1934, à la suite de « *la nuit des longs couteaux* », Hitler entendait se présenter non comme un homme de parti, mais « *comme un arbitre entre les forces traditionnelles et les forces totalitaires au sein du régime* »<sup>118</sup>.

Martin Broszat

observait une symbiose des forces chrétiennes, conservatrices, sociales, révolutionnaires, jeunes conservateurs et des nationaux-socialistes<sup>119</sup>.

A partir de 1937, la plupart des historiens observait une nouvelle orientation du régime à la suite des changements profonds dans le commandement de l'armée et de la diplomatie, la disparition du docteur Schacht, ministre de l'Economie, de la scène

---

<sup>116</sup> François-Georges DREYFUS « *Le III<sup>ème</sup> Reich* », pages 68-69

<sup>117</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », Fayard 1991, page 121

<sup>118</sup> Jacques DROZ et Jacques BARIETY « *La République de Weimar et le régime hitlérien 1918 – 1945* », Hatier université, page 138

<sup>119</sup> Martin BROSZAT « *L'Etat hitlérien* » 1985, page 12

politique, les persécutions croissantes contre les juifs, « *l'Etat à forme semi-autoritaire et semi-fasciste* », est ainsi passé au stade d'Etat du Führer, par application du « *Führerprinzip* » avec prédominance du Parti et création d'un pouvoir parallèle, l'Etat SS avec attribution des services de police et du système concentrationnaire.

L'affirmation des pouvoirs illimités du Führer, qui exprime la volonté du peuple allemand, contraste avec l'anarchie due à la polycratie des administrations, ce qui entraîne des conflits permanents de compétence. Broszat constatait que « *l'Etat hitlérien n'avait jamais été un Etat structuré* » mais « *une pyramide chancelante de clientèles et de dépendances* »<sup>120</sup>.

J. Droz et J. Bariety y voyaient la pratique d'Hitler « *diviser pour régner* » face à la confusion des empires privés et à la création d'une anarchie féodale, mais en fait, l'autorité du führer restait la puissance dominante et dirigeante du mouvement et du régime national-socialiste.

Les méthodes gouvernementales d'Hitler étaient d'ailleurs définies dans *Mein Kampf*, « *Celui qui établit le programme d'un mouvement doit en établir le but, tandis que l'homme politique doit en poursuivre la réalisation. Donc le premier sera orienté dans sa pensée par l'éternelle vérité, tandis que l'action de l'autre doit en poursuivre la réalisation* »<sup>121</sup>.

---

## **L'espace vital, le pangermanisme**

---

Déjà au XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'économiste anglais Thomas Malthus estimait que la cause essentielle de l'accroissement des pauvres dans la société anglaise résidait dans le fait que la population croissait plus vite que la production. Le problème de la surpopulation survenant ainsi, comment pouvait-on le résoudre ? Bien que la réalité de ce phénomène n'a pu être vérifié par la suite, il importait pour le Reich d'adapter une véritable politique de population aux exigences du pays.

Le général géographe allemand Friederich Ratzel, auteur de la formule « *Lebensraum* »<sup>122</sup>, soutenait à l'appui de sa théorie « que la capacité de maîtriser

---

<sup>120</sup> Martin BROSZAT « *L'Etat hitlérien* » 1985, pages 8-13-14

<sup>121</sup> HITLER « *Mein Kampf* », page 209, op. cit. Marlis STEINERT « *Hitler* », page 313

<sup>122</sup> Friederich RATZEL (1844-1904) « *La Géographie politique* » publié en 1897 (traduction Pierre Rusch) - Editions Régionales Européennes 1988, pages 129, 288, 290

l'espace, privilège des dominateurs et des organisateurs nés, ne permet un élargissement durable de l'espace politique que si elle trouve un répondant au sein du peuple. Elle stimulera l'activité économique et l'économie mondiale ira de pair avec la politique mondiale ».

Sous le titre de la conquête, il écrivait « la population grandit, en ce sens que son nombre augmente ; le pays grandit dans la mesure où sa superficie augmente et comme le peuple en croissance a besoin de sol supplémentaire, le peuple s'accroît au-delà des limites du pays » (fin de citation).

Une telle théorie a été diffusée par le général Haushofer (1869-1946). Titulaire d'une chaire à l'Université de Munich et fondateur de la revue spécialisée « Zeitschrift für Geopolitik » il s'est d'ailleurs fait l'ardent défenseur de la théorie nazie sur la géographie des frontières, avec pour objectif d'éviter l'encerclement de l'Allemagne, ne déclarait-il pas « *Avec Ratzel, l'Allemagne a appris à respirer, avec Hitler elle réalisera concrètement un idéal* ». <sup>123</sup>

Cette idée géopolitique « d'encerclement » n'est pas une vue imaginaire, mais réelle tant côté Français que côté Allemand. Le germaniste Robert Minder explique ainsi que pour « *le Français moyen, les guerres 1813 - 1870 – 1914 - 1940 apparaissent comme quatre vagues d'agressions successives et préméditées, alors que l'Allemagne n'y voit que des répliques et comme des sorties hors d'une forteresse assiégée* ».

Robert Minder cite en référence **1813**, « *réaction légitime pour chasser Napoléon I<sup>er</sup> venu exécuter le testament de Richelieu en écrasant la Prusse*. **1870** « *réaction non moins légitime pour empêcher Napoléon III de reprendre l'œuvre néfaste de son prédécesseur*. **1914 et 1940**, « *apparaissent, enfin, comme des tentatives désespérées pour rompre ce nouveau encerclement mis en œuvre par des ennemis jaloux* » <sup>124</sup>

---

<sup>123</sup> Michel KORINMAN « *Quand l'Allemagne pensait le monde* », Fayard 1990, pages 32, 274. *Op. cit.* Karl Haushofer *Atemweite, Lebensraum und Gleichberechtigung auf Erden* (Horizon, espace vital et justice. ZfG 1934 n° 1, pages 1-14

<sup>124</sup> Robert MINDER « *Manuels d'histoire et inconscient collectif* », Editions Perrin, 1952, page 5

Dans le cas concret de l'Allemagne, Hitler confiait ses préoccupations à ce sujet<sup>125</sup> : « nous comptons aujourd'hui 80 millions d'allemands en Europe ; on ne pourra considérer notre politique étrangère comme bien conduite que, si en moins de 100 ans, 250 millions d'allemands peuvent vivre sur ce continent, non pas entassés comme des serfs, qui travaillent dans la fabrication d'un nouveau monde, mais en paysans, ouvriers, qui assurent réciproquement leur existence par leur labeur ».

En conséquence, Hitler et le nazisme se croyaient être en droit de réclamer tout territoire nécessaire à l'expansion démographique et aux besoins économiques de l'Allemagne.

Dans un discours prononcé à Nuremberg, en septembre 1936, il tenait des propos identiques, avec exemple à l'appui, en soulignant que le peuple allemand « a par tête d'habitant, dix-huit fois moins de territoire que le peuple russe », ajoutant « nous ne sommes pas dans la situation heureuse de ces juifs-bolchévistes, qui ont trop de terres. L'Oural, avec ses immenses trésors de matières premières, la Sibérie, avec ses riches forêts et l'Ukraine, avec ses grandes plaines de céréales se trouveraient en Allemagne que celle-ci, sous le gouvernement national-socialiste, nagerait dans l'opulence » (in fine).

Les débouchés du monde actuel n'étant pas illimités, Hitler ne croyait pas à une expansion économique pacifique et pensait que l'acquisition d'un espace vital nouveau permettrait de compenser les inégalités sociales. C'est pour cela, proclamait-il, « *qu'il faut qu'un peuple ait des armes. La conquête de la terre est liée à la violence* ».

Les visées d'expansion « Drang nach Osten » n'étaient pas innocentes pour l'avenir. Les dirigeants nazis allaient ainsi adopter une politique impérialiste, qui tendait à placer certaines populations et certains états sous la dépendance politique et économique du III<sup>ème</sup> Reich. Ils ne faisaient que suivre la politique étrangère de leurs prédécesseurs. Si Bismarck, prudent, avait observé une pause dans l'expansion prussienne, il n'en avait pas moins fini, sous la pression des milieux nationalistes et

---

<sup>125</sup>

HITLER « *Mein Kampf* », Editions E.L. Michel 1938, pages 66 et 67

industriels, de favoriser « la Mitteleuropa » et la « Mittelfrika ». La « Mitteleuropa » signifiant en langue allemande « Europe du milieu » était le nom donné, entre 1879 et 1918, au système politique, qui visait à unir Allemagne et Autriche en un seul bloc économique et à y inféoder à l'est comme zone d'influence la Turquie et en général les Etats situés entre la mer du Nord et le Golfe Persique. Il s'agit d'une conception présentée, en programme, dans un livre du Docteur Friedrich Naumann publié en 1914. La « Mittelfrika » impliquait des visées impérialistes en Afrique orientale et dans les archipels de l'Océanie.<sup>126</sup>

Quant à la « Weltpolitik », lancée par Guillaume II, elle différait dans son principe et son rayon d'action. L'Allemagne ne pouvait demeurer une nation continentale. Des facteurs divers : essor démographique, expansion industrielle, commerciale et financière, traditions lui imposaient d'élargir son horizon, à l'image de l'Angleterre impériale.

Hitler avait d'abord pour premier objectif le Sud par « le retour de l'Autriche allemande à la grande-mère, patrie allemande..... Sang commun, qui suppose commun empire », puis un changement d'orientation « Nous, le national-socialisme, faisons délibérément une croix sur la politique extérieure que l'Allemagne pratiquait avant la guerre. Nous arrêtons l'éternelle poussée des germains vers le Sud et l'Ouest de l'Europe et nous portons nos regards vers les pays de l'Est »<sup>127</sup>.

Cette vision n'était pas un rêve, mais allait devenir une réalité de 1933 à 1940. Après récupération des territoires enlevés à l'Allemagne, plébiscite sarrois du 13 janvier 1935, remilitarisation de la rive gauche du Rhin le 7 mars 1936, l'Anschluss du 11 mars 1938, le régime hitlérien s'emparait, après la crise des Sudètes et les accords de Munich du 30 septembre 1938, de la Tchécoslovaquie, la Pologne le 1<sup>er</sup> Septembre 1939, Yougoslavie et Grèce étaient emportés dans ce tourbillon. En août 1942, la Wehrmacht atteignait le Caucase. Le 2 février 1943 marquait avec Stalingrad l'arrêt définitif de la poussée « Drang nach osten » qui n'avait pas été envisagée aussi loin en Russie par d'autres.

---

<sup>126</sup> Docteur Friedrich NAUMANN (1860 – 1919), ordonné pasteur en 1886, auteur en octobre 1915 de « Mitteleuropa », inspirateur du futur président Heuss, qui fut son secrétaire, et du parti libéral allemand (F.D.P.). Il a fondé en 1896 le parti national-social alliant nationalisme et socialisme aux convictions religieuses

<sup>127</sup> HITLER « Mein Kampf », pages 742.



Cette « Weltanschauung » n'est en rien une idée d'Hitler, mais celle du programme du pangermanisme, dont la naissance remonte aux années 1890, à l'époque Wilhemienne.

Ce programme, publié en 1895<sup>128</sup>, entrevoyait « un ensemble abritant 86 milliards d'habitants et le territoire économique soumis à son action directe et exclusive. Il sera habité par 131 millions de consommateurs. Des Allemands ne peuplent pas seulement le nouvel empire allemand, mais seuls ils gouvernent, seuls ils exercent les droits politiques, seuls ils servent dans la marine, l'armée. Seuls ils sauront acquérir la terre. Ils auront le sentiment d'être peuple de maîtres comme au moyen âge. Toutefois, ils condescendront à ce que les travaux inférieurs soient exercés par des étrangers soumis à leur domination (in fine). »

Le pangermanisme allemand, à la différence des impérialismes occidentaux, n'a pas seulement une dimension territoriale, mais également ethnique à tendance raciale.

Dans *Mein Kampf* et dans le « Deuxième tome », Hitler développait le même thème sous une autre forme : parlant de l'épée qui « précède la charrue », il écrivait « lorsqu'on veut parler du droit des hommes, la guerre représente dans ce cas le droit essentiel ; elle a donné à un peuple la terre qu'il va travailler activement et honnêtement afin que ses enfants puissent obtenir leur part de nourriture quotidienne »<sup>129</sup>. L'apologie de la guerre et de la violence, le culte de la force est ainsi prôné pour devenir une « institution » de l'Etat.

---

<sup>128</sup> « Le programme pangermaniste », page 99, volume *L'Europe et la question autrichienne* - Paris Plon 1901 (transcrit par le journal *l'Ordre* du 8 septembre 1939).

<sup>129</sup> Citation de Marlis STEINERT dans « Hitler », Fayard 1991, page 186

## Le Racisme – la vision du monde

Le présent et le futur de l'Allemagne n'étaient conçus qu'en fonction de ce concept et autour de la volonté farouche de bâtir un Reich pour 1000 ans, qui en constituait indubitablement le soubassement de la « *Weltanschauung* ».

Cette vision du monde révélait chez Hitler une personnalité mégalomaniacale. Son projet dépassait les frontières même de la grande Allemagne et tendait à la domination mondiale. Dans un monologue, qui lui était habituel, il ne cachait pas ses intentions au quartier général « *Berlin deviendra un jour la capitale du monde (.....). Celui qui pénètre dans la chancellerie du Reich doit avoir le sentiment de se présenter aux maîtres du monde (.....), car une fois maîtres de l'Europe, nous occuperons une position dominantes dans le monde. Avec les autres Etats de l'Europe, nous arriverons à un total de 400 millions d'hommes (dont 230 millions d'habitants). Avec une telle population, nous affronterons 130 millions d'Américains* ». <sup>130</sup>

Selon la

croyance des Allemands à une mission providentielle, à une prédestination particulière, dont leur nation était chargée » <sup>131</sup>, il importait, pour eux, d'établir l'hégémonie sur le continent pour procurer à l'Allemagne le « Lebensraum », dont elle avait besoin et où pourrait s'épanouir le « Übermensch » (le surhomme). Le mythe d'une nouvelle noblesse du sang et du sol était ainsi né. Rappelons à ce sujet les propos d'Hitler rapportés par Herman Rauschning, son confident « *Celui qui ne comprend le national-socialisme que comme un mouvement politique n'en sait pas grand chose. Le national-socialisme est plus qu'une religion, c'est la volonté de créer un surhomme* ».

<sup>130</sup> Albert SPEER « *l'Empire S.S.* », Robert LAFFON 1982, page 96, extrait de *Adolf Hitler's monologue im Führer haupt quartier*, Hambourg 1980.

<sup>131</sup> Edmond VERMEIL, tome 1, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*.

La théorie « de la race pure élue » devait présider les destinées du Reich et du monde, ce qui conduirait à l'élimination des races inférieures, incurables et non aryennes.

La presse française<sup>132</sup>, le quotidien « *Le Temps* » y voyait un mirage, par lequel on essaye de consoler un grand peuple de sa détresse, de sa faillite frauduleuse, de son isolement moral et politique.

Hitler inscrit le règlement de la question juive dans les priorités de ses buts de guerre, comme il le déclara dans son discours du 30 janvier 1939 devant le Reichstag « *La destruction de la race juive comptera parmi les conséquences de la guerre future* ».

De 1933, on assiste à une succession de mesures : boycottage, exclusions de l'administration et d'autres secteurs de l'activité aboutissant aux lois de Nuremberg de septembre 1935, à la Nuit de Cristal du 9 au 10 novembre 1938, aux actions préparant la voie à la « *solution finale* » (Entlösung).

Le choix de l'extermination physique des Juifs s'imposa au tournant des années 1941-1942 et la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 ne laisse pas apparaître la décision de l'extermination des onze millions de juifs européens, mais en examine les modalités d'application.<sup>133</sup>

---

## **L'anti-bolchevisme**

---

Cette idée constitue le corollaire du racisme et de l'antisémitisme. Hitler n'aurait théoriquement jamais envisagé une alliance avec la Russie pour deux motifs : la lutte se déroulerait en territoire allemand, sans que l'Allemagne puisse recevoir, compte tenu des distances sous-entendues, un secours tant soit peu efficace ; en second lieu par

---

<sup>132</sup> « *Le Temps* » du 18 juin 1934. *Bulletin du jour, la manœuvre allemande.*

<sup>133</sup> Dominique BARJOT (sous sa direction) „*Les sociétés, la guerre, la paix*“ 1911-1946. Jean-Paul BLED *l'Allemagne « Guerre totale » et « guerre des races »*, pages 197 à 201

l'existence entre l'Allemagne et la Russie de l'Etat polonais, qui était complètement « aux mains de la France ».

Hitler était très hostile à l'égard du pouvoir bolchevique, qualifiant ses dirigeants « de vulgaires criminels tous souillés de sang, soulignant que « le danger auquel la Russie a succombé menacera toujours l'Allemagne .... Nous devons voir dans le bolchevisme russe la tentative des juifs au XX<sup>ème</sup> siècle pour conquérir la domination mondiale »<sup>134</sup>.

Marlis Steinert précise que l'équation « bolchevik égal juif » apparaît depuis le 13 août 1920, date à laquelle Hitler aurait prononcé un discours-fleuve intitulé « Pourquoi sommes-nous antisémites ? ». Comme réponse, il prétendait que 300.000 russes ont été assassinés dans leur pays, mais qu'aucun juif ne se trouvait parmi eux, tandis que 90 % des chefs révolutionnaires étaient juifs. Le 22 octobre 1922, il déclarait que « la bolchévisation de l'Allemagne signifierait la destruction de toute la culture occidentale chrétienne, le meilleur exemple étant donné par la Russie ».

Il n'en demeure pas moins vrai que le 23 août 1939, l'Allemagne et l'U.R.S.S. signaient un pacte de non-agression dans « *le but de consolider la paix entre les deux pays* » avec un protocole secret, prévoyant le partage de la Pologne en cas de changements territorial ou politique ainsi que la limitation des zones d'influence respectives. Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, Hitler passait aux actes en ordonnant à la Wehrmacht d'envahir la Pologne de concert avec son ennemi juré, et le sort de la Pologne fut scellé à partir du 17 septembre, date choisie par l'Armée rouge, pour franchir la frontière à l'Est.

---

## **La conquête du pouvoir**

---

La conquête du pouvoir par le parti nazi et Hitler s'est opérée en deux étapes.

Dans un premier temps, le National-Socialisme fait table rase du passé.

---

<sup>134</sup> HITLER « *Mein Kampf* », pages 657-659-660.

Il importait à Hitler de résoudre le problème du dualisme Reich-Prusse au sein d'un état unitaire, afin d'absorber le plus grand Etat allemand, dont la population s'élevait à 60 % de la population de l'Allemagne.

Mais la manœuvre était difficile, en raison des résistances dues au particularisme prussien. Notons que la Bavière et le Wurtemberg opposaient au pouvoir de Berlin des résistances identiques avec un contexte différent.

Le « Preussenschlag » (mainmise sur la Prusse), déjà entamé par le gouvernement von Schleicher en 1932, avait ouvert une brèche dans le bastion prussien. Von Papen, envoyé par Hindenburg comme commissaire du Reich pour la Prusse, avait réussi à triompher des instances locales, en relevant de leurs fonctions Otto Braun, ministre-président, depuis 1920 et Karl Severing, ministre de l'Intérieur, l'un et l'autre sociaux démocrates. Le Landtag était devenu ingouvernable, avec prédominance du parti nazi de Hans Kerrl.

La proclamation de l'état de siège à Berlin et dans le Brandebourg devait donner le pouvoir exécutif à von Runstedt, commandant de la 3<sup>ème</sup> région militaire.

Alors qu'

Hitler n'était que Chancelier, von Papen était remplacé par Goering, qui recevait les pleins pouvoirs. Les réformes national-socialistes devaient voir le jour.

Le 8.02.1933 était publiée la nomination du député nazi Kurt Daluge, comme contrôleur général du personnel de la police prussienne<sup>135</sup>.

Dans un deuxième temps, qualifié « la mise au pas », Hitler légalisait son pouvoir par l'adoption de trois fondamentales.

La loi du 23.03.1933, intitulée « sur la suppression de la misère du peuple et du Reich » fut le point de départ d'un train de mesures. Elle accordait les pleins pouvoirs au gouvernement du Reich, pour une durée de 4 ans, ce qui lui permettait de promulguer des lois sans coopération du Reichstag.

---

<sup>135</sup> L'ingénieur Kurt DALUEGE (1897-1940), nazi depuis 1922, il occupe des postes importants dans la S.A et les SS. Député au Reichstag en 1933, il est aussi chef des polices prussiennes puis de la police interne du IIIème Reich. Protecteur de Bohême-Moravie par intérim en juin 1942, il participe aux sanglantes représailles de Sidico. Jugé et pendu à Prague en 1946.

Deux autres lois du 30.01.1934 et du 14.02.1934 devaient suivre. La première concernant le remembrement du Reich, en ravalant les Etats au rang de circonscriptions administratives subalternes du Reich, par suppression des Parlements des Etats et attribution au Reich des droits de souveraineté de ces derniers. La seconde promulguait la dissolution du Reichsrat, lequel incarnait le caractère fédéral du Reich.

Hitler faisait œuvre nouvelle en faisant exploser toutes les structures du système fédéral, pour lui substituer l'Etat national-socialiste. « Les Länder » de la République de Weimar étaient supprimés, pour être remplacés par des « Gau ».

« La mise au pas » politique s'opérera, en vertu de la loi des pleins pouvoirs par la liquidation des partis et syndicats. A gauche, le parti marxiste, le KPD sera interdit de fait et ses dirigeants arrêtés et proscrits. Leurs biens furent confisqués par la loi du 26 mai 1933. La parution à Prague du journal « Le Neuer Vorwärts », qui appelait au renversement du gouvernement d'Hitler, servit à ce dernier de prétexte pour interdire le parti S.P.D. dans tout le Reich. Les partis « libéraux de gauche » Staatspartei et de droite, le parti national du Peuple Allemand –D.N.V.P.- Deutsche Volkspartei – qui ne jouait aucun rôle, était absorbé par le parti nazi.

Quant au Zentrum, parti catholique, il bénéficiera d'un sursis jusqu'au 5 juillet 1933, avant la signature par Hitler et le Vatican d'un concordat et éclatera en raison du ralliement de nombreux catholiques au parti nazi. L'on assistera ainsi au nivellement politique avec émergence du parti unique de gouvernement.

Le pouvoir nazi, une fois installé, a cherché à conquérir les masses populaires grâce à une propagande et une politique culturelle soutenue. Tradition et modernité s'y trouvaient mêlées<sup>136</sup>. Rien n'y manquait, rappel de la mythologie germanique, célébration des grandes figures de l'Histoire allemande, mises en scène organisées par Goebbels, responsable de la propagande et par Albert Speer, en tant qu'architecte. Les

---

<sup>136</sup>

François-Georges DREYFUS « le IIIème Reich », Editions de Fallois 1998, pages 219 à 242

congrès du Parti à Nuremberg, les diverses manifestations étaient l'occasion de défilés, manifestations de masse, retraites aux torches.

La modernité se manifestait dans tous les domaines, social, urbanisme. Le pouvoir s'était engagé à améliorer les niveaux de vie des allemands, classes moyennes et ouvrières, réduire le taux de chômage. Il y a dans l'ensemble réussi.

Autant d'éléments qui peuvent expliquer le sentiment de fascination qu'exerçait le régime nazi tant sur la masse allemande qu'à l'étranger.

L'extrême droite française en a particulièrement souffert pour son engagement important auprès des nazis après la défaite de 1940 et pendant l'occupation. Robert Brasillach, Drieu la Rochelle, Louis-Ferdinand Celine en seront des exemples. Mais ce sentiment de fascination se trouvait, chez nous, très souvent ambigu, du fait que la diabolisation y avait également une part importante et même prépondérante.

François-Georges Dreyfus mettait d'ailleurs en garde le spectateur en qualifiant le nazisme « de mélange de violence et d'enjolivement, qui débouche « sur une religiosité laïque »<sup>137</sup>.

Le trait essentiel de ce phénomène résidait, selon cet historien, dans la terreur, qui lui a permis d'exercer sa domination mais également dans « *l'esthétisation* », terme employé par l'historien allemand Peter Rechel, lequel y discernait une stratégie utilisant « *des moyens symboliques, chorégraphiques, architecturaux ou de techniques de communication de masses* ». Le tout constituait « *une mise en scène permanente d'une réalité permanente* », élément indispensable à la stabilisation du régime<sup>138</sup>.

<sup>137</sup>

François-Georges DREYFUS « le IIIème Reich », Editions de Fallois 1998, page 219

<sup>138</sup>

Peter RECHEL « Fascination du nazisme », février 1993, pages 8-37

## L'armée

Quand Hitler prend le pouvoir, l'armée appelée « la *Reichswehr* » de 1921 à 1935 est le bras armé de la République de Weimar, même si les valeurs prussiennes y sont encore fortes. Aussi Hitler ne pouvait innover dans ce domaine du moins en profondeur.

En 1936, on disait « *l'armée de terre est républicaine, la marine est monarchiste et l'armée de l'air est national socialiste* ». Hitler éprouvait à l'égard des généraux des sentiments mitigés d'admiration et de méfiance ; mais il était contraint de les accepter tels qu'ils étaient dans la rigidité et dans la rigueur prussienne. Les officiers du Haut Commandement avaient suivi, sauf exception, le même cursus de l'école des cadets, à l'Ecole supérieure de guerre (Kriegsakademie) pour achever leur carrière au Grand Etat major général ; qui même interdit par le Traité de Versailles avait survécu sous une forme camouflée "Truppenamt". Au niveau du Haut commandement des conceptions opposées et des conflits y régnaient.

Le Général Werner von Fritsch, nommé Commandant Suprême de l'armée à l'occasion de la réorganisation de 1935, représentait la mentalité prussienne. Il avait diffusé une directive, où il qualifiait l'officier d'exemple pour la nation et il lui donnait conscience d'appartenir à une élite.

Von Blomberg, ministre de la Guerre, dans un sens rénovateur, entendait créer un esprit de camaraderie et de volonté commune entre militaires et représentants d'organisations nazies<sup>139</sup>. Les affaires de von Blomberg et Fritsch, tombés en disgrâce et éliminés de l'armée, permirent à Hitler d'insuffler un nouvel esprit à la Reichswehr. L'influence des traditionalistes avait alors baissée avec l'introduction de la conscription et la mise sur pied d'une nouvelle arme : l'aviation.

S'inspirant de plans visant à l'unification du commandement, Hitler créa le commandement suprême de la Wehrmacht (O.K.W.), dont il prenait la tête, avec comme

<sup>139</sup> Marlis STEINERT "Hitler", page 299



collaborateurs immédiats deux officiers de la vieille école, issus de l'Etat-major général. Il coiffait alors l'O.K.H. - « Oberkommando des Heeres » (Haut Commandement de l'armée de terre), la « Luftwaffe » et la « Kriegsmarine ».

La nomination comme Commandant Suprême de l'armée de von Brauchitsch, issu d'une famille d'officiers prussiens, acheva ce train de réformes.

Le 30 mai 1938 avait lieu la Conférence de « Jüterborg », où Hitler communiqua les grandes lignes du "plan vert" d'attaque contre la Tchécoslovaquie. Juillet et août voyaient la fronde des généraux. Le 31 août, Beck était remplacé par Halder, comme chef d'état-major de l'O.K.H. (armée de terre)<sup>140</sup>.

Les réserves émises par le Haut Commandement étaient d'autant plus vives qu'elles obéissaient à la tradition impériale prussienne, où le grand état-major général a non seulement droit de regard sur la politique étrangère, mais également le devoir de se prononcer sur les chances de succès d'une opération militaire éventuelle. Cette tradition s'effondrera, dès lors qu'Hitler interdira à ses généraux toute incursion en politique. Beck, ancien commandant à l'état-major du Kronprinz pendant le 1<sup>er</sup> conflit mondial, puis chef du « Truppenamt », démissionnera suite à son désaccord avec Hitler sur l'exécution du "plan vert" susvisé.

A l'inverse, l'histoire relèvera que certains généraux d'origine et de formation prussienne, classés réformateurs par leurs collègues, s'avéreront d'ardents soutiens du régime nazi, comme le général Guderian et le maréchal von Reichenau.

Les recherches ont permis de noter qu'Hitler aura recours à diverses occasions aux mêmes généraux qu'il avait mis la veille en disgrâce ou à la retraite. L'élément militaire prussien était, de ce fait, incontournable.

Malgré les purges, l'armée restait la seule épée de l'Etat, suivant l'expression utilisée par le Docteur Goebbels dans une de ses directives de propagande<sup>141</sup>. Goebbels entendait confirmer le rôle primordial de la Wehrmacht et la différencier des S.A., des

---

<sup>140</sup> Philippe MASSON *"Histoire de l'armée allemande" 1939-1945, page 47*

<sup>141</sup> Directives de GOEBBELS à la presse allemande communiquées par dépêche du 2.11.1934 d'André FRANÇOIS-PONCET à Pierre Laval, ministre des Affaires Etrangères.

S.S. et de l'Arbeitfront" (front du travail) *"qui avaient leur propre mission difficile et austère, qui consiste dans l'éducation du peuple, dans l'esprit du national-socialisme"*.

Le discours d'Hitler prononcé le 13.9.1938 au Congrès de Nuremberg s'adressait explicitement à l'armée :

*"Vous avez, par votre action, acquis l'amour et la confiance du peuple allemand, vous avez les meilleurs armes existantes actuellement, vous recevez la meilleure instruction, vous avez aussi le caractère le plus ferme, vous appartenez à la meilleure tradition du soldat allemand."*

Il se trouve que ces déclarations ne faisaient que confirmer celles prononcées cinq ans auparavant, le 16 janvier 1933, par le chancelier von Schleicher à l'occasion du 62<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de l'empire allemand. *"Le Reich devait son existence aux exploits de son armée vaillante et unie. Cette armée qui, pendant quatre ans, a maintenu l'ennemi loin des frontières allemandes n'a jamais rien ressenti d'aussi humiliant d'immérité, de déshonorant et contraire à l'esprit chevaleresque, que l'interdiction ennemie de lui voir porter les armes"*.

L'armée était toujours une constante de l'Etat indépendamment du régime. Mais elle était sujet à des réformes et surtout à concurrence. Après la neutralisation de la S.A. dirigée par le capitaine Röhm, elle était perturbée dans son fonctionnement traditionnel par le corps parallèle des S.S. et du parti.

Mais de telles réformes, de tels bouleversements ne pouvaient triompher qu'avec un totalitarisme sans limites, un système éliminant toute trace de la démocratie libérale et de ses valeurs. Aussi, afin de vaincre les résistances politiques, religieuses, économiques, une force au service du pouvoir était nécessaire. Au 1<sup>er</sup> septembre 1939, lors du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, l'armée allemande disposait effectivement de 2,8 millions d'hommes répartis en 102 divisions et d'au moins 252 généraux, il est intéressant de noter qu'elle comptait alors dans ses rangs 600.000 hommes environ de plus que l'armée du Kaiser en 1914.<sup>142</sup>

<sup>142</sup>

Benoît LEMAY « Erich von Manstein, le stratège d'Hitler », Perrin 2006, page 35

La « S.S. » (Schutzstaffeln / section de protection), citée précédemment, constituait l'instrument « le bras armé » du régime. Ses cadres triés sur le volet : 30 % d'akademiker, 20 % d'aristocrates devaient répondre aux critères de race exigés - type physique nordique, avec exclusion des races dites inférieures. Sur le plan moral, virilité, bravoure, énergie, efficacité. Leur insigne à tête de mort symbolisait la faculté de ses membres d'accepter et de donner la mort<sup>143</sup>. « *Ces chevaliers teutoniques des temps modernes* », dira d'eux leur chef Himmler, auront pour mission d'assurer l'éducation et l'encadrement de la masse allemande.

Dans cette milice, on pouvait distinguer, d'une part, les « Allgemeine SS » (ordinaires), dont les membres exerçant une profession, étaient soumis à des exercices sportifs et militaires, et d'autre part, les « Waffen SS », qui voulaient remplir leurs obligations militaires au sein d'une unité d'élite, en concurrence directe et permanente avec la Wehrmacht. L'ensemble totalisera un million d'hommes à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Outre le domaine de la police, la S.S. avait plusieurs activités, notamment elle était chargée de la garde des camps de concentration, où elle se signala par sa cruauté. Le bilan de la « S.S. » dépassera en horreur tout l'imaginable.

Bien que le sujet se limite à une période donnée, l'on ne peut passer sous silence les crimes commis au nom du nouvel ordre nouveau depuis la nuit des longs couteaux de juin 1934, la nuit de Cristal de novembre 1938 jusqu'à la répression impitoyable après la conjuration du 20 juillet 1944, jusqu'à la solution finale.

La S.S., enfin, était l'exécuteur des basses œuvres du régime hitlérien pour avoir le droit exorbitant de vie et de mort sur tous les internés des camps « en vue de la solution finale ». Les chiffres officiels publiés, après chaque événements, traduisent le degré de violence et de sauvagerie. Ainsi, la « *Saint-Barthélemy nazie* » du 30 juin 1934 a coûté la vie à 89 personnes, le même jour une loi légalisa toutes les mesures prises

---

<sup>143</sup>

Marlis STEINERT « Hitler », page 288

pour la défense de l'Etat<sup>144</sup>. Le meurtre fut légitimé. « La nuit de Cristal » survenue le 10 novembre 1938<sup>145</sup>, sur laquelle nous nous sommes précédemment étendus, sera une nouvelle illustration du déchaînement et de la sauvagerie des S.S.

Les opposants au régime, résistants de gauche comme de droite, ne furent pas moins épargnés. 32.500 exécutions et près de 50.000 victimes de la faim ou de mauvais traitements seront dénombrés. Les réseaux de « l'Orchestre rouge », « la Rose Blanche », le Cercle de « Kreisau » du comte von Moltke fondé en 1940 et de Goerdeler, seront ainsi décapités et leurs membres assassinés.

Quant à la conjuration du 20 juillet 1944 contre Hitler, elle entraînera des conséquences sanglantes : 7.000 arrestations, 5.684 exécutions par pendaison, 5.000 internés en camps de concentration. Il s'agissait non d'une simple révolution de palais, mais d'un complot dont l'âme était Claus Schenk von Stauffenberg réunissant 21 généraux, 33 colonels et lieutenants-colonels, 2 ambassadeurs, 7 diplomates de rang élevé, 1 ministre d'Etat, 3 secrétaires d'Etat, le Comte Helldorf, chef de la police criminelle<sup>146</sup>. Les nazis ne se contenteront pas de s'en prendre aux conjurés, mais aussi à leur famille qui seront poursuivies, arrêtées, emprisonnées au titre de cette loi du sang, qui fait retomber le châtiment sur tous les proches. Ainsi, au cours de la répression qui suivit la conjuration du 20 juillet 1944, Himmler donna des instructions strictes aux Gauleiter réunis à Posen, pour que les familles des conjurés soient poursuivies, agissant ainsi en accord avec les traditions de « *vendetta* » (Blutrache), de l'ancien droit germanique et ce dans le but d'éliminer « *le sang de la sédition* » dans le clan des traites. Ainsi, la famille de Graff Stauffenberg sera exterminée jusqu'au dernier de ses membres.<sup>147</sup> Le génocide juif et tsigane achèveront l'œuvre de mort perpétrée par le régime nazi. Jean-Paul Bled en fournit les statistiques. Entre mars 1942 et octobre 1943, 1.750.000 juifs sont gazés dans les camps de Pologne. Dans le seul camp d'Auschwitz, un million de juifs est exterminé. Le total des victimes se monte à 6 millions. Un autre

---

<sup>144</sup> Marlis STEINERT « Hitler », Fayard 1991, page 270

<sup>145</sup> François-Georges DREYFUS « Le IIIème Reich », Editions de Fallois 1998, page 189

<sup>146</sup> François-Georges DREYFUS « le IIIème Reich », page 243

<sup>147</sup> Ian KERSHAW « Hitler », page 988

groupe a été victime de l'extermination, celui des tziganes toujours dans le seul but de purifier « le Volk » de ses éléments étrangers.<sup>148</sup>

---

## Réalisation du programme nazi

---

Le programme nazi étant connu et comportant des principes incontestablement nouveaux, sa réalisation impliquait au départ un changement d'hommes dirigeants.

Pour mettre à exécution le programme national-socialisme, Hitler avait besoin de cadres, qui lui soient fidèles. Va-t-il puiser dans le creuset prussien pour les obtenir ?

S'il a invoqué à plusieurs reprises la tradition prussienne, il restait très méfiant vis-à-vis de tout ce qui était prussien. Il admirait le militarisme prussien et ses représentants, mais son admiration avait des limites dans le choix de ses collaborateurs immédiats et des dignitaires du régime.

Une brève enquête révèle que le choix d'Hitler s'est porté sur des Allemands de toutes origines :

Il a été ainsi noté que : de Bavière étaient issus Goering, Himmler, Streicher, Jodl ; de Rhénanie-Westphalie : Goebbels, von Ribbentrop, von Papen ; de Franconie : Roeder, Sauckel, Kesselring ; de Schleswig-Holstein : Schacht ; du Anhalt : Keitel ; du Wurtemberg : von Neurath ; de la Prusse-Brandebourg : Funk, Doenitz ; de l'extérieur de l'Allemagne : Hess, Kaltenbruner. Darré.

Il apparaît que peu de prussiens figuraient dans l'entourage d'Hitler et que les personnages cités n'ont pas eu une formation universitaire et professionnelle prussienne. On

---

<sup>148</sup> Jean-Paul BLED « L'Allemagne guerre totale et guerre des races », extrait de « Les sociétés, la guerre et la paix », sous la direction de Dominique Barjot, Paris 2003, page 205, op. cit.

sait que Guillaume II, empereur d'Allemagne et roi de Prusse de 1888 à 1918 sera contraint d'abdiquer après la défaite, pour aller se réfugier à Dorn (Hollande), qu'il ne quittera pas jusqu'à sa mort en 1941. Sa descendance, forte de sept enfants, laissa émerger Guillaume (le Kronprinz, prince héritier 1882-1951) qui, à son tour, laissa six enfants, dont Guillaume 1906-1940 et Louis-Ferdinand (1907), tous deux princes de Prusse.

Le Kronprinz, bien qu'il ait renoncé, en 1918 à ses droits de succession, caressa l'espoir chimérique d'une restauration impériale en Allemagne, ce qui peut expliquer amplement sa complicité avec Hitler et les dirigeants nazis. Il n'était pas le seul, un de ses proches parents Auguste-Wilhelm, « Auwi », qui entre au parti nazi en 1930, devint officier supérieur dans la S.A. Leur présence à toutes les manifestations nazies en font foi. Ainsi, la mise en scène de Potsdam, qualifiée par certains « de comédie », le vit paraître à ce grand événement : la réunion de l'Assemblée d'Empire régulièrement convoquée pour le 21 mars 1933 par le Président Goëring. Comme elle ne pouvait se réunir en son lieu habituel (le Reichstag) incendié, ses représentants tiendront leur première séance à Potsdam dans l'église de la garnison où repose le grand Frédéric.

Maurice Pernod, éditorialiste de *La Revue des Deux Mondes*, avait observé<sup>149</sup> que paraissent côte à côte les enseignes casquées de l'ancienne Allemagne, le maréchal-président Hindenburg, le Kronprinz, le maréchal von Mackensen. Les nostalgiques de l'époque prussienne pouvaient interpréter ce spectacle comme le retour de la Prusse. Les deux discours échangés entre Hindenburg et le chancelier Hitler donnaient la portée de cet événement, symbole de l'alliance de la révolution et de la tradition, l'esprit de Potsdam dont a parlé la presse « à la fois prussien, allemand et pangermaniste ». Hindenburg faisait appel à l'esprit de la vieille Prusse, en évoquant toute l'histoire, dont ces lieux furent les témoins, « puisse le vieil esprit animer les générations », achevait-il. Quant à Hitler, il observait que « *la guerre, dont l'Allemagne et son empire sont innocents, a amené la catastrophe de 1918, l'Allemagne avait perdu sa foi dans la nation et dans ses traditions. Le gouvernement national vient les lui rendre* ».

---

<sup>149</sup>

Maurice PERNOD, « *Revue des deux Mondes* » 2e tome, 1933, pages 637 et 714

« L'Observateur raciste », organe du Parti nazi, écrivait dans ses colonnes :  
*« l'Allemagne a aboli le marxisme et les divisions et particulièrement les survivances du Moyen-Age. Elle renoue la tradition, qui avait assuré sa grandeur et pour laquelle sont morts 2 millions d'allemands ».*

Les espoirs ressentis par les Hohenzollern furent de courte durée, ses représentants disparurent progressivement de la scène officielle nazie.

Il n'est pas inintéressant de noter qu'un des enfants du Kronprinz, Louis-Ferdinand, prince de Prusse, réussit à ne pas se compromettre avec le régime nazi et à ses sollicitations. Il prit des distances à cet égard en allant s'installer aux Etats-Unis. A son retour, il continua à marquer sa différence et son hostilité pour le régime nazi, à telle enseigne qu'il était recherché par la Gestapo, qui entendait s'assurer de sa personne.

Peut-on en déduire que les cadres prussiens étaient écartés des responsabilités des hauts postes ? Il convient d'être réservé dans la réponse. Des membres des familles les plus illustres de la Prusse des Hohenzollern, von Kleist, Bülow, Arnim, Riedesel, Katte n'ont-ils pas cautionnés le régime hitlérien en revêtant l'uniforme des S.A. et des S.S.

Il est intéressant de noter que, dès 1937, 86 % des fonctionnaires prussiens étaient membres du parti nazi, 63 % dans le reste de l'Allemagne<sup>150</sup>. Un amalgame s'est donc opéré, afin que le phénomène national-socialiste apparaisse comme un phénomène nouveau.

---

## Politique étrangère

---

Les nazis ont la volonté de rendre à l'Allemagne son statut de grande puissance et de la libérer des contraintes du Traité de Versailles, de s'inscrire ainsi dans la continuité de la politique révisionniste des derniers gouvernements de Weimar.

Après leur prise du pouvoir, les dirigeants nazis ont manifesté des intentions pacifistes afin de tromper les Chancelleries occidentales et l'opinion internationale. En

---

<sup>150</sup>

Jacques BARIETY et Jean DROZ "Fondation de la République de Weimar"

vérité, ils d'engagent dans une politique belliciste, qui se traduit par la préparation du peuple allemand à la guerre et à la mobilisation des forces économiques à des fins militaires.

Dans une première phase, ils entendent retrouver la liberté d'action de l'Allemagne. Sous cette optique, ils décident de la sortie du Reich de la Conférence du désarmement et de la Société des Nations en octobre 1934, de la dénonciation des clauses militaires du Traité de Versailles, de la réintroduction du service militaire obligatoire et en mars 1936 de la réoccupation de la rive gauche du Rhin.

Dès le 3 février 1933, Hitler présente son programme à un cercle restreint de généraux et d'amiraux, lequel programme présente deux volets. Premier volet, l'élimination des ennemis à l'intérieur du Reich, deuxième volet la lutte contre le « Diktat » de Versailles. « *La violence intérieure* », exercée ainsi n'est que l'autre face du « bellicisme du régime »<sup>151</sup>.

La marche à la guerre (1936 – 1939) avec pour objectif la conquête d'un nouvel *espace vital* à l'Est et de sa germanisation nécessite un programme accompagné de la militarisation de la société allemande et de son économie.

Le plan quadriennal, confié en 1936 à Goering, ne fait que prendre le relais du « *Nouveau Plan* », élaboré en 1934 par Hjalmar Schacht à la fois ministre de l'Economie et directeur de la Reichsbank. Hitler en a fixé le calendrier dans un mémoire d'août 1936, « *Dans quatre ans, écrit-il, l'armée allemande doit pouvoir être opérationnelle ; dans quatre ans l'économie doit pouvoir soutenir une guerre* ».

Contrairement aux prévisions d'Hitler, les tensions subies par l'économie allemande et l'insuffisante préparation de la Wehrmacht l'obligent à déclarer la guerre en 1939, « *guerre qui, selon Goering, devait être la grande guerre des races, mais qui en fait fut la Seconde guerre mondiale* ».

Sous ce titre, le contentieux direct Allemagne-Français est seul à l'ordre du jour. Les deux pays étaient l'objet de passions exacerbées réciproques et de stéréotypes fondés sur la haine. 1870, avec la perte de l'Alsace-Lorraine pour la France, 1914-1918 avec la défaite de l'empire Wilhelmien, l'occupation en exécution du traité de Versailles par les alliés de la rive gauche du Rhin, entretenaient les rancunes.

---

<sup>151</sup> Dominique BARJOT (sous sa direction). « *Les sociétés, la guerre, la paix* » (1911 – 1946) articles Jean-Paul Bled, pages 61, 163, 197, op. cit.



Avec l'arrivée du nazisme au pouvoir, un rapprochement franco-allemand était envisagé par certains intellectuels. Mais comme Jean-Baptiste Duroselle l'a écrit<sup>152</sup> « *les Français dans leur majorité n'avaient pas lu Mein Kampf* », la bible d'Hitler. Paul Reynaud avait affirmé pourtant chaque chapitre de la guerre nous a été annoncé en noir sur blanc : « Hitler a écrit *Mein Kampf* pendant ses années de prison et dans *Mein Kampf* il y a toute l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ».

Ne lisait-on pas dans cet ouvrage<sup>153</sup> « l'ennemi mortel de notre pays, la France, tombera dans l'isolement, il faut enfin qu'on se rende compte d'un fait. L'ennemi mortel, l'ennemi impitoyable du peuple allemand est et reste la France .... La France, soit dit en passant, nous a volé l'Alsace-Lorraine.

A une autre page, Hitler ne cachait pas ses projets « *Tant que l'éternel conflit, mettant aux prises l'Allemagne et la France, consistera dans la défensive allemande contre l'agression française, il n'interviendra jamais de décision, mais l'Allemagne perdra de siècle en siècle de nouvelles positions ; on n'a qu'à étudier les fluctuations du front linguistique allemand depuis le XII<sup>ème</sup> siècle jusqu'à nos jours et l'on pourra difficilement compter ensuite sur l'heureuse issue d'une processus qui nous a été jusqu'à présent funeste* ».

Déjà à l'époque de l'empire allemand, le contentieux France-Allemagne sur l'Alsace-Lorraine n'a cessé d'empoisonner les rapports entre les deux pays. L'idée constante de revanche en était imprégné profondément. Hanotau, ministre des Affaires étrangères sous la III<sup>ème</sup> République ne cachait pas ses vues à ce sujet « *Si la France veut vivre en paix avec l'Allemagne, elle ne peut envisager l'idée d'un rapprochement* » tant que la question, qui nous tient le plus à cœur, celle de l'Alsace-Lorraine n'aura pas été réglée<sup>154</sup>.

---

<sup>152</sup> J.B. DUROSELLE « *La Décadence* », page 197, la politique étrangère de la France 1871-1969

<sup>153</sup> HITLER « *Mein Kampf* », page 19 et traduction Ets Michel, pages 66-67-765

<sup>154</sup> Pierre GUILLEN « *l'Expansion 1881-1898* », page 440, citation de propos tenus à **Lobonov**, ministre russe des Affaires Etrangères en automne 1885.

Côté allemand, on retrouvait la même tonalité<sup>155</sup> « *En France*, écrivait le 1<sup>er</sup> juillet 1906 le Chancelier von Bülow au ministre de la guerre von Einem, *l'idée de revanche n'est pas éteinte, l'idée de reprendre l'Alsace-Lorraine, de se venger des défaites d'il y a cinquante ans, de reconquérir l'hégémonie en Europe, que la France a possédée de Henri IV à Napoléon III, pendant deux cent soixante dix ans* ».

Deuxième problème, qui a empoisonné le climat franco-allemand, était l'occupation de territoires allemands par les alliés, après la signature du Traité de Versailles de 1919.

En remontant aux origines lointaines du conflit, le Congrès de Vienne avait donné à la Prusse les territoires de la Sarre et de la rive gauche du Rhin, pour des raisons géostratégiques, afin que les troupes prussiennes montent la garde sur les frontières françaises et empêchent ainsi toute agression de la France.

En 1919, le Maréchal Foch, généralissime des armées alliées, estimait à l'inverse sur un plan géostratégique que les territoires de langue allemande sur la rive gauche du Rhin constituaient une base d'attaque, d'où la nécessité d'empêcher l'installation de la Reichswehr à l'Ouest. 1870-1914 et 1940 en ont été les démonstrations.

A cette fin, le Traité de Versailles, afin de garantir l'exécution de ses clauses par l'Allemagne, décidait de détacher la Sarre du Reich, pour une période de 15 ans maximum (articles 45-50) et de la démembrer en plusieurs districts.

Deuxième mesure, la rive gauche du Rhin était évacuée par l'armée impériale et trois têtes de pont (Cologne, Coblenze et Mayence étaient occupées par les alliés par une durée de 15 ans (articles 428-432). Quant à la Rhénanie, elle était démilitarisée jusqu'à 50 km à l'est du fleuve.

Le peu d'empressement manifesté par l'Allemagne à exécuter les clauses des réparations prévues par le Traité de Versailles conduit la France d'accord avec la Belgique à occuper le 8.03.1921, à titre de gages, Düsseldorf, Arnsberg et partie des

---

<sup>155</sup> « *Mémoires du Chancelier Prince BÜLOW* » traduction française – Plon, Paris 1930, tome II, pages 231-233 « *l'encerclement de l'Allemagne* »

districts de Munster et Detmold. La suite des événements révéla que ces garanties devaient être abandonnées progressivement par suite de la mésentente des puissances alliées. Les manquements allemands au paiement des réparations provoquèrent le 11 janvier 1923 l'occupation des principaux centres miniers de la Ruhr par les troupes franco-belges et le gouvernement français n'accepta d'évacuer la zone de Cologne qu'avec un an de retard, le 31 janvier 1926, et dans le cadre des accords de Locarno de 1925, par lesquels l'Allemagne et ses voisins se garantissaient mutuellement leurs frontières communes. Après acceptation du Plan Young du 7 juin 1929 arbitrant le problème des réparations, la France évacuait définitivement la zone de Mayence le 30 juin 1930 avec quatre ans d'anticipation.

Ces mesures aggravant la défaite allemande et les souffrances qui l'ont accompagnées, ainsi que les mesures séparatistes encouragées par la France, alimenteront la mystique nazie, qui y trouvera son premier ferment.

L'écrivain Roger Martin du Gard (1881-1958), prix Nobel 1937, abondait d'ailleurs dans ce sens, « *Faute d'avoir tenu leurs engagements de Versailles, faute d'avoir bien exigé le désarmement de l'Allemagne et d'avoir eux-mêmes désarmé progressivement comme ils l'avaient promis, les Alliés et spécialement la France, ne semblent mener l'Europe à sa perte. Car de cette faute criminelle, tout le reste découle : redressement de l'Allemagne, pouvoir d'Hitler, réarmement insolent* »<sup>156</sup>.

Cette étude s'est cantonnée aux problèmes directs existant entre l'Allemagne et la France. Mais ils n'étaient pas les seuls. Par le Traité de Versailles, l'Allemagne s'engageait à ne jamais réaliser l'Anschluss en Autriche (article 80), enfin l'Allemagne se voyait à l'Est amputée de Dantzig, principal port de la Baltique, centre de la Poméranie supérieure pour devenir le centre « d'une ville libre » dotée d'un statut international. Sa souveraineté était limitée par l'accord de Varsovie du 24 octobre 1921 au profit de la Pologne, qui l'englobait dans sa frontière douanière, assurait sa défense et utilisait son port et les moyens de communications qui lui permettait le libre accès à la mer (articles 27 à 87, 100, 108). Le Traité de Locarno de 1925 gardait le silence sur la

<sup>156</sup>

Roger MARTIN du GARD (1881-1958) « *Journal* » 1919-1936, Gallimard 1993, page 1126

garantie de ses frontières. Or, de 1919 à 1939, la question « du corridor de Dantzig » sera la source de conflits permanents entre l'Allemagne et la Pologne, avec répercussions diplomatiques sur la France et ses alliés liés par des contrats d'assistance mutuelle.

La Pologne pensait se garantir contre toute agression extérieure, d'abord avec ses proches voisins avec l'Allemagne par le Traité de 1934, avec l'U.R.S.S. par le Traité de 1932. Le premier sera dénoncé en avril 1939. Puis avec ses alliés éloignés, la Grande-Bretagne, en mars 1939, et avec la France par la convention militaire du 19 février 1921 et un Traité signé à Locarno en 1925, aux termes desquels les deux partenaires s'engageaient à se prêter immédiatement aide et assistance, si elles étaient victimes d'une agression armée non provoquée<sup>157</sup>.

Mais la suite des événements démontra que la Pologne n'était pas à l'abri d'une agression. La menace nazie devenait réelle. Sous la forme d'une guerre éclair « Blitzkrieg », la Pologne fut, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la première victime de la Deuxième Guerre mondiale.

En l'espace de 27 jours, la Wehrmacht remporte une éclatante victoire, qui redonne à l'armée allemande la prétention d'être invincible à l'image de son aînée l'armée prussienne.

La déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et de la France, décidés à respecter leurs engagements à l'égard de la Pologne fit dire à Hitler<sup>158</sup> : « *Tout est déterminé, par le fait que l'heure nous est favorable. Dans six mois, tout peut avoir changé. Et comme dernier facteur, je dois en toute modestie citer ma propre personne : irremplaçable.... Ma décision est irrévocable. J'attaquerai la France au moment le plus favorable et le plus tôt possible* ».

Depuis son écrit *Mein Kampf*, Hitler concrétisait son projet d'anéantissement de la France en obtenant sur elle une victoire non moins éclatante que la précédente sur la Pologne.

---

<sup>157</sup> Jean DOISE et Maurice VAISE, Edition Imprimerie Nationale 1987, *Diplomatie et Outil militaire (1871-1969)*, page 272

<sup>158</sup> Philippe MASSON « *Histoire de l'armée allemande* », 1939-1945, Perrin 1994, page 87, Citation « Wheeler-Bennett S.W., page 398

Le régime nazi, s'assurant ainsi une position géostratégique dominante en Europe, se lançait alors dans une spirale, un tourbillon qui devait finir en apocalypse où victimes et peuple allemand, seront entraînés.

Hitler, devant l'alternative d'une victoire et d'une destruction avait choisi : « *Le problème n'est pas la destinée de l'Allemagne national-socialiste, mais la personnalité de celui qui dominera l'Europe à l'avenir, je choisis la victoire* », avait-il déclaré.

A l'heure fatidique du nazisme et à sa destruction, Goebbels confiait en avril 1945 « *Si nous devons quitter la scène, nous fermerons la porte hermétiquement, de sorte qu'aucun autre gouvernement ne la rouvrira jamais* ».

Le nihilisme n'était donc pas exempt de la pensée des dirigeants nazis, Hitler et Goebbels, en 1945, en firent la démonstration par suicide collectif.

A l'époque des victoires nazies, un résistant Hans Scholl, membre du réseau « la Rose blanche »<sup>159</sup> et exécuté en 1943, conservait tous ses espoirs. N'écrivait-il pas dans ses dernières heures « *le nihilisme intellectuel constituait un grand danger pour la civilisation européenne. Mais à l'instant même où il connaît son dernier retentissement, c'est-à-dire la guerre totale, que finalement nous subissons aujourd'hui, il disparaît déjà, semblable ainsi à une mer de nuages gris qui disparaîtrait après avoir couvert la voûte azurée. Il n'y a plus rien après le néant. Mais il doit bien y avoir quelque chose, car il n'est pas possible que toutes les valeurs soient détruites dans tous les êtres humains, il restera toujours des gardiens, qui attiseront le feu et passeront le flambeau de main en main, jusqu'à ce qu'une vague de renouveau submerge le pays* ».



L'étude abrégée du prussianisme et du nazisme, ainsi que de leur parallélisme, pose la question de savoir si l'avènement du nazisme fut l'aboutissement d'une voie particulière (Sonderweg) empruntée par l'Allemagne dans son histoire.

---

<sup>159</sup> Mémorial de la Résistance allemande, Gedenkstätte Deutscher Widerstand, page 16 – Hans SCHOLL – 09-081942, Druck : Helmich KG Berlin, 1 Auflage 1990

Les intellectuels allemands se sont penchés certes sur ce problème, sur les rapports entre les phénomènes du prussianisme et du nazisme, mais les intellectuels français n'ont pas manqué d'apporter leur contribution dans des essais d'explication à ce débat, qui retiendra l'attention du chercheur.

## Deuxième partie

LE REGARD DES INTELLECTUELS FRANÇAIS SUR LE DUALISME  
PRUSSIANISME - NAZISME  
1933-1940

## ***LES JURISTES FRANÇAIS***

---

Jacques Bardoux - Joseph Barthélemy - René Capitant

Marcel Prelot - Roger Bonnard -

– René Cassin - Robert Redslob

Henri Donnedieu de Vabres - François Perroux - Henry Laufenbürger

---



Il faut admettre que la pensée française a été décontenancée dans son ensemble par le phénomène national-socialiste, qualifiée par les uns de révolutionnaire et par les autres de contre-révolutionnaire.

Face à ce mouvement qui affichait son irrationalisme, il appartenait aux intellectuels et surtout aux juristes de donner une réponse rationnelle à cette doctrine.

L'histoire de l'Allemagne a révélé une évolution juridique significative que les spécialistes du Droit ne pouvaient négliger.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, la monarchie absolue de droit divin incarnée par la Prusse tendait à absorber la société dans l'Etat puis progressivement cette société inspirée par le libéralisme de l'Occident a pris des distances avec l'Etat. Dans une première phase, la révolution de 1848 a poussé le Roi Frédéric-Guillaume IV à réformer les institutions et à donner au pays une « *octroyierte Verfassung* » (constitution octroyée). Cette constitution renforçait à la fois les pouvoirs du roi et limitait les pouvoirs des deux Chambres : la Chambre des Seigneurs (Herrenhaus) et la Chambre basse (Landtag).

En créant le Parlement, c'est-à-dire une assemblée disposant du pouvoir législatif à charge par elle de contrôler le pouvoir exécutif, Bismarck, au travers de la Constitution impériale de 1871, pensait se servir des représentants du peuple pour asseoir l'unité allemande et pour lutter contre les tendances d'indépendance émanant des dynasties des diverses provinces. Mais ses calculs furent déjoués, car le Parlement réclamait des pouvoirs toujours grandissants, de nature à entamer le pouvoir personnel du roi de Prusse.





La constitution impériale de 1871 posait divers problèmes et la grande question débattue par les juristes allemands fut celle des rapports entre la Prusse et l'Empire. Assistait-on à la prussianisation du Reich ou à la dilution de la Prusse dans le Reich. Il conviendra de débattre ultérieurement de l'absorption de la Prusse par le nazisme.

Si on examine la situation sur le plan des principes juridiques, on est le témoin d'une évolution qu'a observé le juriste français Carré de Malberg (1861 – 1935). Dans un ouvrage fondamental de droit public « Contribution à la théorie générale de l'Etat », ce juriste a expliqué que le concept de « l'Etat de droit » a trouvé son origine dans le système monarchique prussien et que tous les droits prussiens de l'Etat résidaient en principe dans le roi, puis les constitutions successives ont « substitué la **monarchie limitée à la monarchie absolue** », du fait que le Prince a été conduit à restreindre ses pouvoirs en les concédant en partie à ses sujets<sup>160</sup>.

Les juristes français, pour leur part, n'ont découvert l'Etat que tardivement par référence à la philosophie allemande du « **Rechtsstaat** » (l'Etat de Droit) née au début du 19<sup>ème</sup> siècle et influencée par la philosophie d'Hegel (1770 - 1831). L'Etat de droit dans sa définition, implique un Etat, dans lequel les pouvoirs publics sont effectivement soumis au respect de la légalité par voie du contrôle juridictionnel.

Ces mêmes juristes ont été amenés par la suite à adapter le concept de l'Etat de droit à la réalité de l'Etat nation. Carré de Malberg observait que pour les juristes allemands, l'Etat de droit « l'Obrigkeitsstaat » (Etat tout puissant) était une fin, pour les juristes français, il n'était qu'un moyen.

Dans sa démonstration, Carré de Malberg a opposé l'Etat de droit à « l'Etat policier ».

Le premier, expression de l'idéal démocratique, est soumis au même titre que les individus, au respect du droit positif, qui régit les civilisations occidentales.

A l'opposé, l'Etat policier, expression des Etats totalitaires est affranchi de l'obligation de respecter le Droit. La conception de l'Etat national-socialiste figure dans cette dernière catégorie. Mais cet Etat de droit où trouve-t-il sa source ?

---

<sup>160</sup>

Didier BOUTET « Vers l'Etat de Droit », 1991, l'Harmattan, Paris, op. cit. Carré de Malberg

**Savigny** (1779 - 1861), Ministre de Prusse en 1842 chargé de la révision du droit prussien, a élaboré une philosophie originale du droit, dès lors qu'il prétendait que les règles de droit étaient toutes faites dans l'esprit du peuple et que le rôle du législateur était une œuvre de création<sup>161</sup>.

Les constitutionnalistes français Duguit et Le Fur ont été amenés à comparer les théories voisines de celle de Savigny avec la doctrine national-socialiste.<sup>162</sup>

Pour Duguit, le rôle du législateur est un rôle de simple constatation des règles de droit dont « les consciences individuelles sont les supports ». A l'opposé la doctrine national-socialiste considère que, si l'esprit du peuple ne contient que les raisons des règles de droit, c'est au Führer « à faire œuvre créatrice »<sup>163</sup>.

Sur le plan de la réforme, le national-socialisme a pour objectif « *de remplacer le Droit romain, qui servait antérieurement au maintien de l'ordre matériel, par un Droit spécifiquement allemand* » (point n° 19 du programme national-socialiste). Le célèbre juriste Carl Schmitt en traduisait l'esprit au nom de la raison d'Etat pour légitimer notamment le massacre du 30 juin 1934 ordonné par Hitler pour vaincre ses adversaires du moment. « *Le Droit du Führer trouve sa source dans celle même où naît le Droit de chaque peuple. Tout droit dérive du droit existentiel d'un peuple .... L'action du Führer n'est pas soumise à la justice, elle est en elle-même la plus haute justice* ».



Des lignes qui précèdent, il apparaît qu'une rupture s'est produite entre le droit prussien et le droit nazi. Es-ce que les juristes français confrontés au dualisme prussianisme-nazisme ont observé cette discontinuité ?

**Mais qui sont-ils ?** Il importe de les présenter avant de connaître leurs ouvrages, qui ont abordé le sujet de cette étude. Leurs noms sont connus, certains ont appartenu au monde politique. Dans un souci de clarté, un classement par spécialité s'avère nécessaire.

Citons *parmi les publicistes* choisis : Joseph Barthélemy, Jacques Bardoux, René Capitant, Marcel Prelot, Roger Bonnard ; *parmi les privatistes* : Henri Donnedieu de Vabres ; *parmi les internationalistes* : Robert Redslob , René Cassin; *parmi les économistes* : François Perroux, Henry Laufenbürger.

<sup>161</sup> Roger BONNARD « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », 1936, pages 84-85, *op. cit.* Duguit, *Droit constitutionnel* 3, ed. I, pages 105 et 154 et Le Fur : *le Droit naturel et le Droit rationnel*, *Revue Droit international*, 1927, tirage p. 4 et 37.

<sup>162</sup> Louis LEFUR et Georges CHKLAVER, *Recueil de droit international public*, Paris Dalloz 1934. Léon DUGUIT, *Traité de droit constitutionnel*, 3<sup>e</sup> édition, 1927

<sup>163</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », 1991, page 271, *op. cit.* « *Karl Schmitt* » « *Der Führer schützt das recht* » (*le Führer protège le droit*)



C

## CHAPITRE 1 – Le regard des juristes

---

## Présentation

### I - Les publicistes

**Joseph Barthélemy** (1874 – 1945), premier jurisconsulte pris en référence, est considéré comme le théoricien de la Démocratie, et un des maîtres du Droit public. Très écouté par le gouvernement, il figure en mars 1935, aux côtés de Jacques Bardoux, parmi les fondateurs du Comité technique pour la réforme de l'Etat<sup>164</sup>. Dépeint comme un homme sans caractère, mais bon juriste, il pense juste « selon ses contemporains »<sup>165</sup>.

Il n'est pas question d'aborder ici la période de ses activités ministérielles au sein du gouvernement de Vichy, ce qui serait hors propos, mais de connaître ses idées « *sur les Crises de la liberté politique, les pleins pouvoirs et la dictature* » diffusées dans son cours de doctorat professé à l'Université de Paris en 1933 – 1934.

Il prend pour base de départ « *la dernière dictature venue* », celle d'Hitler.<sup>166</sup>

**Jacques Bardoux** (1874 – 1959), publiciste de formation, est partisan d'une réforme des institutions de la République par un renforcement du pouvoir exécutif avec remise en question du régime parlementaire<sup>167</sup>. Il diffuse ses idées auprès d'organismes prestigieux ; l'Académie des Sciences morales et politiques, dont il était membre, l'Ecole supérieure de guerre où il dispensait des cours, la Commission des Affaires étrangères où il siégeait comme sénateur.

Deux écrits ont retenu l'attention du chercheur : « *l'Ordre nouveau face au communisme et au racisme* »<sup>168</sup> paru en 1939 et un article « Quo-Vadis Europa »<sup>169</sup>, écrit en 1938. Jacques Bardoux y dénonce l'existence de deux dangers : le nazisme et le soviétisme. Ces ouvrages se situent dans la période des années 1930 où des intellectuels sensibilisés par la guerre d'Espagne et la victoire du Front populaire entendaient réformer les structures de la République française. Il était fait grief à Jacques Bardoux, auteur de plusieurs pamphlets et de nombreux articles, de donner la priorité à la lutte

<sup>164</sup> Jean-Marie MAYEUR « *La vie politique sous la IIIème République* », Edition du Seuil, 1985

<sup>165</sup> Archives du Ministère des Affaires Etrangères « *les papiers de René Cassin* », page 4 de l'interview n° 122

<sup>166</sup> Joseph BARTHELEMY, cours de Doctorat, années 1933-1934. « *Les principes de Droit public : sur les crises de la liberté politique, les pleins pouvoirs et la dictature* », Bibliothèque Cujas

<sup>167</sup> Jean-Marie MAYEUR « *La vie politique sous la IIIème République* » (1870-1940), Ed. du Seuil, 1984, page 336

<sup>168</sup> Jacques BARDOUX « *l'Ordre nouveau face au communisme et au racisme* », Paris 1939, pages 223 et suivantes

<sup>169</sup> Jacques BARDOUX « *Quo-Vadis Europa* », Journal Le Temps du 20 juillet 1938

anti-communiste. Pour l'ensemble de ses écrits, Jacques Bardoux a reçu les encouragements d'Henri Bergson pour son œuvre non seulement d'historien mais également de philosophe.

L'Université de Paris n'a pas été la seule à fournir des éléments de recherche. La Faculté de Droit de Strasbourg avec ses publicistes, René Capitant, Marcel Prelot et Robert Redslob a constitué également un pôle de recherches très riche.

**René Capitant** (1901 – 1970), professeur à la Faculté de droit et au Centre d'Etudes germaniques de Strasbourg. En 1933-1934, il obtient une bourse de voyage de la Fondation Rockefeller pour étudier en Allemagne la montée du nazisme, d'où plusieurs études sur « l'idéologie national-socialiste ».

Dans son analyse sur le nazisme de 1934 à 1939, René Capitant a abordé l'étude du III<sup>ème</sup> Reich par une série d'articles consacrés à l'Etat nazi et parus entre décembre 1934 et mars 1935 dans « *Le Bulletin jaune* », dont la publication mensuelle précède celle de « *l'Allemagne contemporaine* ». Trois articles majeurs pour la thèse peuvent en être extraits « *l'Idéologie national-socialiste* »<sup>170</sup>, « *Thomas Hobbes et le III<sup>ème</sup> Reich* »<sup>171</sup> et « *Hobbes et l'Etat totalitaire* »<sup>172</sup>.

Un dernier article écrit par René Capitant en 1935 mérite son intérêt, car il permet d'aborder le problème du racisme hitlérien sous le titre des « *Lois de Nuremberg* » paru dans la Revue politique et parlementaire<sup>173</sup>.

Il proposait comme méthode, pour comprendre l'idéologie nazie, « *de l'aborder du dehors, sans la proposer soi-même, sans s'être laissé saisir par elle, sans l'avoir éprouvé comme une expérience intime, comme un « Erlebnis direct » (un événement vécu), sans être soi même national-socialiste* ».

En 1940, René Capitant participe à la résistance contre les nazis dans le même réseau de résistance que les juristes démocrates chrétiens repliés à Clermont-Ferrand, F. de Menthon, Georges Bidault, P.H. Teitgen et Marcel Prelot<sup>174</sup>. D'autres juristes, Michel Debré, les frères Costes-Floret, Pierre-Henri Teitgen, agiront dans le même sens à Montpellier et Lyon.

<sup>170</sup> René CAPITANT « *l'Idéologie national-socialiste* » Revue « *l'Année politique et étrangère* », octobre 1935, page 177

<sup>171</sup> René CAPITANT « *Thomas Hobbes et le III<sup>ème</sup> Reich* », *l'Allemagne Contemporaine* du 20 avril 1936, page 55

<sup>172</sup> René CAPITANT « *Hobbes et l'Etat totalitaire* », *Archives philosophie du droit* (1/2/1936)

<sup>173</sup> René CAPITANT « *Les lois de Nuremberg* », *Revue politique et parlementaire*, 1935, pages 283 à 293

<sup>174</sup> François-Georges DREYFUS « *Histoire de la résistance* », Editions de Fallois, 1996, page 584

**Marcel Prelot** (1898 – 1972), professeur de droit et de sciences politiques, a fait partie du groupe « Esprit », qui diffusait les thèmes porteurs du spiritualisme et du personnalisme. Suivant les traces du juriste Carre de Malberg, Marcel Prelot préconisait dans le projet de réforme de l'Etat le recours au référendum. Ainsi était fondée la démocratie de participation dont Prelot édifiait la théorie.<sup>175</sup>

Un article écrit de sa main paru fin 1931 dans la revue « *Mélanges* » expose les oppositions existantes entre les concepts du libéralisme et ceux du fascisme vu sous ses variantes – fascisme italien et hitlérisme.<sup>176</sup>

L'interprétation du nazisme a été poussée plus profondément par **Roger Bonnard** (1903 – 1944). Doyen à la Faculté de Droit de Bordeaux, son ouvrage « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », publié en 1936, constitue son œuvre majeure. A partir de sources allemandes, les publications des Professeurs Reinhard Höhn et Ulrich Scheuner des universités de Berlin et de Iéna, Roger Bonnard entend se limiter « *au point de vue théorique du nazisme et aux transformations dogmatiques introduites dans la théorie du droit et de l'Etat* ».

\* \*

Le Droit public n'est pas le seul à avoir été l'objet de réformes par le régime nazi. Le Droit privé, ensemble des règles qui régissent les rapports des individus entre eux, a suivi le même destin en ses branches multiples : droit civil, droit pénal, droit commercial et droit international.

**Albert Rivaud** (1876 – 1956) n'est certes pas un juriste. Professeur à la Sorbonne, il est historien de la philosophie et en cette qualité il a suivi dans sa globalité « *le Relèvement de l'Allemagne* » titre de son ouvrage paru en 1938. A ce titre, il a fourni au chercheur des éléments sur la réforme national-socialiste dans le domaine de la justice et notamment en matière de droit privé.

## **II - Les internationalistes**

**Robert Redslob** (1882 – 1962), spécialiste de droit international, présente une particularité, celle d'avoir été en 1909 le premier alsacien dans la fonction de « Privatdocent » (chargé de cours) de droit pénal et de philosophie du droit puis de droit constitutionnel à l'Université impériale de Strasbourg. De 1913 à 1918, il fut professeur

<sup>175</sup>

Marcel PRELOT « *Démocratie populaire et réforme de l'Etat* », *Revue des vivants*, 1932

<sup>176</sup>

Marcel PRELOT « *Mélanges – la théorie de l'Etat dans le Droit fasciste* », *Recueil Sirey*, 1933

ordinaire de droit public à l'Université de Rostock en Mecklembourg – Schwerin. Il s'enfuit de Rostock avec sa famille pendant les événements révolutionnaires de 1918 et préféra attendre à Strasbourg l'arrivée des Français. Titulaire de la chaire de droit international public, il illustra cette discipline avec des ouvrages spécialisés. Dans plusieurs lettres au « Temps » de 1928 à 1933, il chercha à expliquer le phénomène de l'autonomisme en Alsace, démentant la version officielle, selon laquelle l'Alsace était restée française pendant la période allemande.<sup>177</sup> L'autonomie trouverait ses origines dans les difficultés de la génération sacrifiée, les maladresses des revenants et les injustices des commissions de triage (dixit). Robert Redslob estimait à ce sujet qu'il ne fallait pas prendre les choses au tragique car « la mélodie de l'Alsace était toujours française ».

De 1939 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il enseigna à la Faculté de droit de Strasbourg l'Histoire des traités et devint titulaire de la chaire de droit international public.

Ses ouvrages sont de deux ordres, autobiographique et technique, « *Entre la France et l'Allemagne, souvenirs d'un alsacien* » publié en 1933. Cet ouvrage renseigne sur l'intégration et ses difficultés dans l'Allemagne impériale et d'autre part sur ses réflexions sur le nazisme au travers d'un article écrit en octobre 1934 dans le « *Mercure de France* » et consacré à « *Hitler et la psychologie allemande* ». Dans le domaine technique, deux documents ont retenu l'attention du chercheur : « *Les principes du droit des gens modernes* » publié en 1937, et « *La question de Memel* » exposée dans la Revue politique et parlementaire de 1935.<sup>178</sup>

Au travers de ses ouvrages et notamment autobiographiques, il entendait manifester ses états d'âme. Sous le prussianisme, il voulait rester « Français de conviction, s'adapter avec un effort de correction, mais sans un esprit de fidélité à la domination étrangère, travailler aux côtés de l'ennemi sans lui vendre son âme et en conservant sa foi ».<sup>179</sup>

Il confiait que s'il se sentait heureux après la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, au cours de ses voyages en Europe, cette impression disparaissait en Allemagne, que si en 1871, ajoutait-il « *on voulait séparer l'Alsace de la France, il fallait nous annexer à d'autres pays, peut être au Japon, mais pas à la Prusse* ».

Le rejet inconditionnel de la Prusse est illustré par cette réflexion.

---

<sup>177</sup> Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne (N.D.B.A.), op. cit. Robert REDSLOB, pages 3113-3114-3115

<sup>178</sup> Robert REDSLOB « *Les principes du droit des gens moderne* », Editions Rousseau, 1937

<sup>179</sup> Robert REDSLOB « *Hitler et la psychologie allemande* ». Le *Mercure de France* d'octobre 1934



**René Cassin** (1887 – 1976), juriste engagé, semble le mieux répondre à la qualification de l'intellectuel défini par Pascal Ory et Jules F. Sirinelli « homme de culture créateur mis en situation du politique producteur d'idéologie ». Surnommé « Le fantassin des Droits de l'Homme », il en a été le défenseur et le propagateur<sup>180</sup>.

Son témoignage peut être précieux, d'autant plus qu'il a participé aux deux conflits mondiaux. Son parcours est suffisamment évocateur. Grièvement blessé en 1914, il est réformé en 1915. Marc Agi dit de lui que « *c'est dans le sang des tranchées qu'il découvre au plus profond de son être sa haine de la haine* ». Son engagement lui vaut de devenir l'un des leaders de l'Union Fédérale des Anciens Combattants (UFR) forte de 925.000 adhérents, qui appelle à la réforme de la République, si elle ne veut pas mourir comme ses voisins, la République de Weimar y est sous-entendue.

Ses compétences de spécialiste de droit international lui valent d'être nommé Délégué de la France à la S.D.N. par Aristide Briand. Il milite très tôt en faveur d'une union européenne avec l'esprit d'intégration de l'Allemagne et de la restauration de la paix.

Marc Agi, Directeur de la Fondation Internationale des Droits de l'Homme admet que René Cassin n'a rien inventé mais qu'« *il s'est efforcé avec ses moyens de faire triompher la réalisation de son projet d'unité sur l'avenir de l'homme ; aider l'humanité à devenir majeure* ».

**1940** voit René Cassin, Professeur de Droit, Conseiller juridique à la Délégation de l'Information auprès de Jean Giraudoux, ministre du gouvernement de Vichy<sup>181</sup>, donner sa démission pour s'engager, suite à l'appel du 18 juin du Général de Gaulle, au service de la France libre dans le combat contre l'Allemagne.

Face aux phénomènes prussianisme et nazisme, il se montre farouchement hostile et déploie une action militante. Quelle représentation René Cassin se faisait du prussianisme avant l'arrivée du nazisme ? A l'arrivée de ce phénomène y voit-il une résurgence du passé et « des vieux démons » ? Sa motivation est d'autant plus forte que dans le combat contre l'Allemagne, sa famille a payé déjà un lourd tribut : lors de la guerre 1914-1918 « vingt-huit parents mobilisés dont les deux cinquièmes triés ou mobilisés. La guerre de 1939-1945 entraînant la perte de vingt sept des siens morts en France ou en déportation »<sup>182</sup>.

---

<sup>180</sup> Marc AGI – René CASSIN « *Le fantassin des Droits de l'Homme*, 1987 – Editions F. Lalou 1972.

Introduction

<sup>181</sup> Jean-Baptiste DUROSELLE « *L'Abîme* » (1939-1944), page 305, Imprimerie Nationale Paris, 1986

<sup>182</sup> René CASSIN « *les hommes partis de rien, réveil de la France abattue* » (1940-1941), Plon 1974, page 38

Dans sa lutte permanente, René Cassin a utilisé la voie médiatique. Ainsi, il a traité dans une série d'émissions radiophoniques avant 1939 avec pour thème « *la conception hitlérienne du Droit et des causes de l'hostilité allemande à tout ce qui est international* »<sup>183</sup>.

### **III - Les privatistes**

**Henri Donnedieu de Vabres** (1880 – 1952) a occupé la chaire de professeur de Droit criminel et de législation pénale comparée à la Faculté de Droit de Paris de 1924 à sa mort. Spécialiste du droit pénal, il a fondé en 1933 la « *Revue des Sciences criminelles* ». Ses compétences l'amenèrent à traiter du problème des crimes de guerre à travers l'Histoire du dualisme prussianisme – nazisme, sujet de son cours de doctorat<sup>184</sup>.

Donnedieu de Vabres a permis aussi de connaître « *La Politique criminelle des Etats autoritaires* », objet d'une série de conférences faites à l'Université de Damas de 1937 à septembre 1938.<sup>185</sup>

### **IV - Les économistes**

**François Perroux** (1903 – 1987), économiste, a été Professeur aux Facultés de droit de Lyon puis de Paris en 1935. Il est auteur en particulier de deux ouvrages l'un étranger à l'économie « *Des mythes hitlériens à l'Europe allemande* », publié en 1935, puis en 1940, le deuxième consacré à « *L'autarcie et l'expansion, Empire et Empires* », paru le 2 avril 1940.

Dans son approche du phénomène nazi, il expose sa méthode dans l'avant-propos du premier ouvrage. Il convient d'en extraire les passages significatifs.

« *Le respect et l'amour de l'homme de tous les êtres qui appartiennent à notre espèce, quel que soit le ton de leur plainte et le coût de leur rêve, nous commandent de mettre à jour ce qu'il y a d'humain dans la doctrine la plus hermétique et la plus brutale .... Nous n'avons pas de prédilection spéciale pour les fanions et uniformes du Parti, pour les héroïsmes chantés et les bénédictions de poignards, en un mot pour le grand opéra de la politique. Nous avons appris à tendre la main plus qu'à serrer les poings* ».

---

<sup>183</sup> René CASSIN « *Les hommes partis de rien (1940-1941)*, pages 26-224-468-469

<sup>184</sup> Henri DONNEDIEU DE VABRES « *Cours de doctorat* » 1946 – 1947, Faculté de Droit de Paris, Bibliothèque Cujas, pages 1 à 20

<sup>185</sup> Henri DONNEDIEU DE VABRES « *Politique criminelle des Etats autoritaires* », Librairie de droit et de jurisprudence, 1937-1938

Sa méthode d'approche du phénomène hitlérien tend à se rapprocher de celle exposée par René Capitant, avec cette différence que Capitant ne marque aucune sympathie à l'égard du nazisme, alors que Perroux se montre plus ouvert.

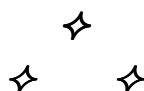
« Cette intelligence de l'allure proprement germanique de l'expérience hitlérienne ne s'acquiert, selon François Perroux, ni par la connaissance brute des faits, ni par l'étude à la loupe de l'imprimerie, **mais par impressions immédiates par contacts directs, par imprégnation lente** ». <sup>186</sup>

René Capitant parlait d'une expérience intime, nous retrouvons la même technique d'investigation.

**Henry Laufenbürger** (1897 – 1965) a, de 1925 à 1939, enseigné à Strasbourg, d'abord comme chargé de cours des finances à la Faculté de Droit puis comme Professeur d'une chaire d'économie politique. L'intérêt s'est porté sur une de ses œuvres « *La Nouvelle Structure économique du Reich* », publié en 1938 en collaboration avec P. Pflimlin. <sup>187</sup>

Que ce soit en tant que directeur de revues ou comme collaborateur, Laufenbürger a donné de nombreuses chroniques durant sa période strasbourgeoise à « *la Revue d'Economie politique* » et a très souvent abordé des questions portant sur l'évolution financière de l'Allemagne. <sup>188</sup>

Ces présentations étant faites, il convient de connaître leur jugement face au phénomène nazi, y ont-ils vu des liens avec le prussianisme ?



## **I – Le regard des publicistes**

Dans son ouvrage « *L'Ordre nouveau, face au communisme et au racisme* », **Jacques Bardoux** (1874 – 1959), fait le rapprochement entre le phénomène prussianisme et le national-socialisme. Il expose que « par deux plébiscites des 30 juillet et 6 novembre 1932 », « *Hitler recueille l'héritage du Chancelier de fer dans l'œuvre d'unification et d'expansion* » et ajoute que le 30 janvier 1933, date de l'arrivée d'Hitler au pouvoir est « le point de départ d'une nouvelle oscillation du corps germanique ». <sup>189</sup>

<sup>186</sup> François PERROUX « Des mythes hitlériens à l'Europe allemande. Pichon 1935

<sup>187</sup> « Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne », Henry LAUFFENBURGER, pages 2233, 2234

<sup>188</sup> Henry LAUFENBURGER et P. PFLIMLIN « *La Nouvelle Structure économique du Reich* », Paul Hartmann, Editeur, Paris 1938

<sup>189</sup> Jacques BARDOUX « *L'Ordre nouveau, face au communisme et au racisme* », Paris 1939, p. 15, op. cit. *Mein Kampf*, pages 227-280-388

Jacques Bardoux souligne que l'idéologie nazie repose non seulement sur le programme du Parti mais également sur la pensée du Führer exprimée dans *Mein Kampf* considéré comme la « Bible d'une religion, celle de l'Armée et celle de la Race ».

L'héritage prussien est évoqué et en référence un discours d'Hitler, cité intégralement par Jacques Bardoux « *Les victoires allemandes remportées contre l'univers ne sont dues (selon Hitler) qu'à la supériorité du commandement. L'organisation et la direction allemande ont été ce que la terre a eu jusqu'à présent de plus grand. Cette admiration s'étend au corps incomparable des fonctionnaires de l'ancien Empire, à la merveilleuse solidité de cet organisme et à l'honorable et incorruptible mentalité de ceux qui la composaient. Cette bureaucratie prussienne fit l'unité de l'Allemagne, elle restera le cadre du nouveau Reich* ».

Avec la glorification du passé par Hitler et l'invocation du prussianisme, le régime nazi cherche à s'insérer dans la continuité de l'histoire prussienne et impériale.

A cette religion de l'armée est jointe la religion du sang « *dans lequel réside la force ou la faiblesse d'un homme* »<sup>190</sup>, religion que condamne Jacques Bardoux, « *ce paganisme, qui ne sera jamais la religion des peuples de France, plutôt mourir* », écrit-il. Comme publiciste, il ne manque pas d'aborder les institutions de l'Allemagne hitlérienne. Jacques Bardoux décrit le régime national-socialiste « comme une démocratie dictatoriale, par opposition aux démocraties parlementaires »<sup>191</sup>. Il convient de noter que René Capitant avait exprimé un jugement similaire. Pourquoi « démocratie dictatoriale » ? ce juriste répond que la participation des masses confirme le caractère du régime fondé « *non sur la personnalité humaine mais un bloc de communautés grégaires* », le tout coiffé par le Führer. On assiste ainsi à « *une standardisation des pensées et des vies* », comme d'ailleurs, ajoute-t'il en régime soviétique.

La parenté des deux régimes est pour Bardoux flagrante du fait de traits communs. Il n'est pas question de les énumérer compte tenu de la limitation du sujet. Il importe de s'en tenir à la réalité « *la vision d'une foule grégaire, uniformisée en caserne, pétrie et silencieuse, qui manœuvre et vit par masses, apprend à penser et à crier par ordre* » et à ses objectifs « *la domination avec toutes les licences celles de voler, mentir et tuer* ».

<sup>190</sup> Jacques BARDOUX « *L'Ordre nouveau, face au communisme et au racisme* », Paris 1939, p. 15, op. cit. *Mein Kampf*, pages 227-280-388

<sup>191</sup> Jacques BARDOUX « *la France de demain, ni communisme, ni hitlérisme* », Sirey 1937, page 105.

Jacques Bardoux s'oppose à de tels régimes et propose pour les centrer « un Ordre nouveau » ni communiste ni hitlérien, afin d'assurer « le redressement des institutions, la libération de l'individu et la revalorisation de son capital spirituel ».<sup>192</sup>

Dans le domaine de la politique extérieure du III<sup>ème</sup> Reich. Ce juriste-historien compare la machine expansionniste allemande à « un rouleau compresseur » qui, après avoir fait abstraction des traités signés, avance inexorablement vers ses objectifs. Elle n'est qu'une manifestation du pangermanisme sous son aspect géopolitique.

Les deux conflits 1914-1918 et 1939-1945 n'ont constitué « qu'une seule et même guerre dans ce plan d'hégémonie ». Le philosophe Henri Bergson partageait le même avis. L'Autriche présentait un obstacle à cette progression, compte tenu de sa position géographique « *enfermée au centre d'une Allemagne prussianisée et de la péninsule slave* ». Une fois que ce verrou saute, l'Allemagne nazie pouvait atteindre « les céréales hongroises, les minerais serbes et le pétrole romain, matières premières indispensables pour créer le Grand Reich ».<sup>193</sup>

Les méthodes pratiquées à cet effet tant par l'Allemagne impérialiste que par l'Allemagne hitlérienne sont identiques tant par la négation des traités que par leur inhumanité. Pour illustrer son propos, Jacques Bardoux cite une déclaration faite en 1914 par le Docteur Baumgarten, professeur à la Faculté de Théologie de Berlin, qui soulignait ainsi le caractère impitoyable de la guerre, « quelque sympathique élucubration, quelque pitié que l'on puisse éprouver pour d'innocentes victimes, celui qui n'est pas préparé à rejeter ses sentiments naturels pour se livrer à la noble joie de la force, n'est pas un Allemand véritable ».<sup>194</sup>

L'agressivité de l'Allemagne hitlérienne constitue « *un risque mortel* » pour l'avenir. Jacques Bardoux craint que l'année 1940 ne voie le III<sup>ème</sup> Reich, maître de l'Europe centrale, assuré de son ravitaillement en matières premières, refluer vers l'Occident pour balayer l'espace jusqu'à la mer et « *réaliser enfin le programme de 1914* », de manière à régner depuis les rives de la Mer Noire jusqu'à celles de la Manche.<sup>195</sup>

Il apparaît ainsi de l'ensemble des réflexions de Jacques Bardoux que la Prusse royale et impériale et l'Allemagne national-socialiste ont présenté une certaine

---

<sup>192</sup> Jacques BARDOUX « *la France de demain, ni communisme, ni hitlérisme* », Sirey 1937, page 105

<sup>193</sup> Jacques BARDOUX « *Quo vadis Europa* », article du 20 juillet 1938, extrait du journal « *Le Temps* ».

<sup>194</sup> Jacques BARDOUX « *La paix était en suspens du temps* », bulletin du jour du 9 septembre 1938 op. cit.

<sup>195</sup> Jacques BARDOUX « *L'Ordre nouveau face au communisme et à l'hitlérisme* », Paris 1939, page

continuité du moins sur le plan de l'impérialisme pangermaniste et sur la méthode utilisée.

\*

**Joseph Barthélemy** (1874 - 1945) appartient à la même génération que Jacques Bardoux. Son jugement sur le dualisme prussienisme national-socialisme est connu grâce aux cours de doctorat donnés aux étudiants de la Faculté de droit de Paris pendant les années 1933-1934. Ce cours avait pour sujet : « *sur les crises, de la liberté politique, les pleins pouvoirs et la dictature* ».

Ce juriste prend pour base de départ « *la dernière dictature venue* », celle d'Hitler. Examinant la période antérieure, il oppose « *l'Allemagne de Potsdam à celle de Weimar* ». L'Allemagne de Potsdam représente à ses yeux l'esprit prussien, militariste, l'incarnation de la force, celle de Weimar, celui des penseurs, des philosophes, des penseurs et des musiciens. Weimar était l'image « de la ville sainte de l'Allemagne idéaliste et pacifique ».

Joseph Barthélemy, se penchant sur le dualisme prussienisme-nazisme souligne que l'unification du III<sup>ème</sup> Reich ne s'est pas déroulée sans résistance et cite le cas de la résistance la plus forte, celle de la Prusse, où le parti socialiste était au pouvoir local. Göering, Ministre - Président de Prusse en 1933 constatait la disparition de la Prusse en tant que Land et en même temps le particularisme prussien, qui lui paraissait essentiel. Lors de l'installation du « *Bürgermeister* » le 10 mars 1933 à Potsdam, Göering se plaignait de ce que l'Empire allemand de Bismarck était « *uni à l'extérieur mais gangrené à l'intérieur par ses luttes intestines* ». Il pensait toutefois que la Prusse avait rempli sa mission de 1866 à 1870, mais qu'elle n'était pas achevée.<sup>196</sup>

Elle constituait à ses yeux « *une grande muraille, support de l'idée du Reich, afin de forger par l'esprit prussien les grandes régions qu'à l'avenir tenues ensemble par le gouvernement central pourront être la fierté et la grandeur de l'Allemagne* » (sic).

L'idée du centralisme hitlérien était ainsi évoqué : l'Etat nazi était perçu par Joseph Barthélemy « comme une dictature essentiellement démocratique du fait de son assise populaire et légèrement démagogique, qui constitue notamment toute une entreprise contre les libertés sous un dénominateur commun, la mise au pas (Gleichschaltung)<sup>197</sup>. Le terme de dictature démocratique a été souvent employé par les jurisconsultes, René Capitant, Jacques Bardoux notamment. Ce concept sera débattu ultérieurement.

<sup>196</sup> Joseph BARTHÉLEMY, cours de doctorat, années 1933 – 1934, « les principes de Droit public », pages 417 et suivantes

<sup>197</sup> Joseph BARTHÉLEMY, cours de doctorat, années 1933-1934, « Les principes de Droit public », Bibliothèque Cujas, pages 417 et suivantes, op. cit.

Joseph Barthélemy est en accord unanime avec ses pairs pour dire qu'Hitler est devenu maître de l'Allemagne par les voies légales, dès lors que le Reichstag, par la loi du 21.3.1933, s'est ajourné « sine die » pour accorder les pleins pouvoirs au Cabinet d'Hitler par 441 voix sur 94 avec le vote négatif des sociaux-démocrates. Avec les pouvoirs exorbitants ainsi accordés, Hitler et son gouvernement seront en mesure d'élaborer, promulguer et publier des lois sans intervention du Reichstag et du Reichsrat. C'est ainsi que deux textes importants sont introduits : la loi du 20.7.1933 sur le plébiscite et le décret du 16.7.1933 instituant en Allemagne un parti unique, le parti national-socialiste.

Le libellé du bulletin du plébiscite est ainsi énoncé : « *Approuves-tu homme allemand et toi femme allemande la politique de ton gouvernement du Reich ? Es-tu prêt à l'identifier avec l'expression de ta propre opinion ?* »<sup>198</sup>

Le résultat de ce plébiscite fut des plus concluants, puisque sur 45 millions d'électeurs, 40.500.000 ont répondu par l'affirmative.

La lecture du cours de Joseph Barthélemy a révélé l'importance qu'il donnait aux libertés individuelles et aux violations commises par le parti nazi à leur égard dans tous les domaines<sup>199</sup>. Il convient d'en retenir deux qui méritent développement en matière judiciaire et en matière religieuse. En matière judiciaire, deux cas ont été cités en exemple. La juridiction de Leipzig eut à statuer sur le cas d'un jeune sympathisant, communiste hollandais, Marinus Van der Lubbe, accusé d'être l'auteur de l'incendie du Reichstag commis le 27 février 1933<sup>200</sup>. L'intéressé a été condamné à la peine de mort par une loi promulguée postérieurement à la date de son crime, et ce en violation du principe sacro-saint de la non rétro-activité des lois.

Deuxième cas cité, celui du maintien en détention de plusieurs personnes bénéficiant toutefois d'un acquittement. Goering présent à l'audience les avait prévenus de cette éventualité. On assiste ainsi à la violation du principe de la détention préventive ou provisoire, qui stipule expressément que cette mesure s'opposait à la présomption d'innocence, dont bénéficie tout individu, qui n'a pas été encore jugé.

Après le problème judiciaire, est abordé la question religieuse, où les nazis accentuent les vexations et entraves infligées à l'égard des Eglises. Goering, chef du courant anti-catholique fait la chasse « *au gibier noir* », englobant tous les opposants des catholiques aux marxistes et les désigne à la vindicte publique.

<sup>198</sup> Joseph BARTHÉLEMY « *Les principes de droit public* », cours de doctorat, années 1933-1934, Bibliothèque Cujas, pages 417 et suivantes, op. cit.

<sup>199</sup> Joseph BARTHÉLEMY « *Les principes de Droit public* », 1933-1934, page 425

<sup>200</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », Fayard 1991, pages 250-251

Joseph Barthélemy note dans ces commentaires que l'antisémitisme a même pénétré dans l'Eglise. Son organisation est devenue autoritaire par la nomination d'un évêque d'empire Müller comme chef de l'Eglise évangélique, qui se croyait protégée par le régime. Une clause aryenne a été votée, selon laquelle un juif ne peut occuper un emploi quelconque dans un temple, pasteur ou concierge.

Il est à noter qu'aucun lien entre le nazisme et le prussianisme n'a été relevé dans les conclusions du cours de ce juriste. Joseph Barthélemy, qui est lui aussi troublé par le malaise politique en France, préconise pour le résoudre « *une solution à la française, ajoutant qu'on ne peut recevoir de leçon, ni de la croix gammée, ni du faisceau italien* », en un mot des dictatures.

**René Capitant** (1901 – 1970) a, pour sa part, entrepris plusieurs études « sur l'Idéologie nazie » qu'il interprétait en 1935 « *comme une manifestation nouvelle de ce grand mouvement de réaction anti-démocratique* », qui a pris naissance dans les doctrines du positivisme mises à jour par Saint-Simon et Auguste Comte<sup>201</sup>. René Capitant avait parfaitement conscience de l'impact de la révolution nazie sur l'organisation de la société par l'intermédiaire du pouvoir politique. Aussi en a-t-il mesurer les effets.

La nature du national-socialisme est, selon ce juriste, non empirique mais essentiellement idéologique avec une dimension mystique, religieuse autant que politique. Hitler, avant d'être chef d'Etat, est le prophète d'une religion avec une vision nouvelle du monde (Weltanschauung), ce qui est capital. Cela laisse entendre qu'il n'établit pas de lien avec la tradition prussienne.

Le national-socialisme s'est défini lui-même, écrit René Capitant, comme « *la synthèse du national et du social* ». Son essence réside dans l'idée de Volk-peuple, ou nation conçue « *comme une réalité organique supra-individuelle* » qui dépasse ainsi l'individu.

René Capitant condamne le Volk, concept organiciste du national-socialisme pour être « une idole assoiffée de tyrannie et de sang » qui prétend concentrer en elle toute réalité humaine<sup>202</sup>. Il apparaît que National et social dans leur expression absolue découlent de « *la Volkische Gedanke* » (la pensée raciste), norme suprême d'action et de jugement.

Le sentiment national est primordial pour se situer avant toute justice morale et toute religion. Il en découle que « *Tous les autres points de vue politiques, religieux,*

<sup>201</sup> René CAPITANT « Bulletin mensuel jaune » du 20 février 1935, page 34

<sup>202</sup> René CAPITANT « L'idéologie nazie », pages 181-184



*humains quels qu'ils soient, sont éliminés* »<sup>203</sup>. Le nationalisme allemand ne peut être statique et se limiter à l'intérieur du Reich, il est nécessairement expansif avec soit de conquêtes extérieures, grâce à une technique de puissance tendant à la mobilisation totale et permanente du peuple allemand au service de la politique extérieure du Reich.

La théorie pangermaniste lui sert à la fois de support et de levier, en vue de la domination de la race supérieure « un peuple est grand qu'autant il se laisse assujettir par la race nordique. Elle est la race des conquérants, des maîtres. « *La mission aryenne est à la fois civilisatrice et conquérante* » estimait Hitler<sup>204</sup>.

Le deuxième volet de la doctrine est d'ordre social, le mot socialisme, résultant notamment de déclarations faites par Hitler au Congrès de Nuremberg en 1933 « le socialisme ne peut signifier qu'une chose imposée à chacun, en vue de la sauvegarde de l'ensemble, la tâche qui répond à ses dispositions naturelles et par là même à sa valeur.

Est-ce n'importe quel socialisme ? Celui profondément imprégné d'individualisme, continuateur des principes de la révolution française ; non, répond René Capitant : le national-socialisme est d'ailleurs « *l'antithèse même de l'individualisme* », il retire à l'homme son autonomie pour le livrer à Léviathan, « *l'être collectif, dont les individus constituent certes la chair, mais dont l'esprit et les fins sont radicalement étrangers* »<sup>205</sup>.

Léviathan, monstre de la mythologie phénicienne est la fiction, par laquelle Thomas Hobbes décrit en 1651 le système social : l'Etat et les rapports avec ses membres. René Capitant en reprend le thème dans un ouvrage spécifique qui lui est consacré<sup>206</sup>. Thomas Hobbes, dans son ouvrage « *De Live et le Leviathan* », avait imaginé qu'à l'origine l'homme, bien que mu par l'instinct, disposait toutefois de raison. Compte tenu de la guerre perpétuelle avec ses semblables, il avait envisagé, pour y mettre fin, une sorte de pacte avec renonciation à ses droits naturels. Théorie séduisante, qui voyait un monarque ou autre autorité se substituer à la volonté de chacun.. Mais l'important était de connaître les limites d'un tel contrat. Devait-on laisser l'Etat se comporter comme un Leviathan, à l'image de cet animal mythique imaginé par les phéniciens, et qui dévorait tout sur son passage. L'idée d'un Etat tout puissant (Obrigkeitsstaat), objet à divinisation, était ainsi prôné.

Le Leviathan d'Hobbes et le Leviathan national-socialiste ont-ils des points communs ? René Capitant répond par la négative. Le Leviathan d'Hobbes débouche sur le despotisme éclairé, mélange d'absolutisme et d'un certain libéralisme. Il s'agit d'une

<sup>203</sup> *Mein Kampf*, p. 686

<sup>204</sup> *Mein Kampf*, p. 322 à 324

<sup>205</sup> René CAPITANT « *L'Idéologie nazie* », octobre 1935, p. 181-184

<sup>206</sup> René CAPITANT « *Hobbes et l'Etat totalitaire* », *Archives philosophie du droit* (1/2/1936)

fiction juridique issue d'un pacte, à la différence du Leviathan national socialiste dans lequel « *l'Etat nouveau s'enfle démesurément, absorbe la société, la subordonne entièrement à ses fins et à sa domination* ».

Cet Etat est, selon ce juriste, incarné par le parti national-socialiste, qui à la tête de l'Allemagne, rassemble la race nordique, mais le défaut d'homogénéité raciale du peuple allemand conduit le national-socialisme à avoir recours au principe aristocratique, pour constituer une élite régnante « *une Führerschicht, une herrschende Schicht* », au même titre que l'aristocratie prussienne, dont il recueille l'héritage<sup>207</sup>.

Le premier devoir du parti est d'achever l'œuvre de Bismarck, qui en 1867 et 1871 n'a unifié que la petite Allemagne (Kleindeutschland) et de réaliser l'unité de la grande Allemagne (Grossdeutschland), en fondant l'Etat germanique de la nation allemande « *der Germanische Staat deutscher Nation* ».

René Capitant s'en tient-il à ces constatations pour taire toute allusion sur le prussianisme ? La réflexion le pousse à qualifier ce social nazi d'"essentiellement militaire". Ce caractère rappelle le discours de Goebbels à Berlin le 15 décembre 1933 au Sport-Palast devant les étudiants allemands, « *le social, tel que nous l'entendons, est le meilleur héritage de la Prusse, c'est un socialisme soldatique, social prussien* », tel que le voyait Oswald Spengler.

René Capitant souligne d'ailleurs l'importance de la Prusse dans la glorification du passé. Il s'agit là d'un travail de récupération par les dirigeants nazis. L'opinion du ministre de la propagande n'est pas isolée, elle est partagée avec les autres dirigeants du régime : Goering ne déclare-t-il pas à Potsdam le 10 mars 1934 que « *la Prusse cesse d'être une notion géographique, elle n'en reste pas moins une notion morale, elle se survit dans l'esprit militaire* » (le soldatischer Geist) qui anime le parti national-socialiste. Ainsi, la Prusse peut disparaître de la carte d'Allemagne, elle n'en restera pas moins comme en 1866 et en 1870 « *le fondement puissant du Reich* ». Le 19 juin 1934, Goering surabondait par une boutade « *je ne connais pas de plus prussien que le Führer* »<sup>208</sup>.

Pour un peu, le parti national-social, selon Capitant, incarnerait la Prusse, non celle à qui Bismarck aurait inoculé une dose mortelle de libéralisme, non la Prusse socialiste sous la République de Weimar, mais celle qu'on tient à conserver « *la Prusse autoritaire, militaire, aristocratique et pour ainsi dire nordique* ».<sup>209</sup>

<sup>207</sup> René CAPITANT « *l'Idéologie nazie* », p. 190-193-198. *Mein Kampf*, p. 361, op. cit. René Capitant

<sup>208</sup> René CAPITANT « *l'idéologie nazie* », octobre 1935, op. cit. pages 184 - 193

<sup>209</sup> René CAPITANT « *l'idéologie nazie* », revue *Année politique et étrangère*, octobre 1935, page 193

Quant à la politique étrangère du III<sup>ème</sup> Reich, René Capitant ne la passe pas sous silence. Il souligne ainsi son importance dans la pensée national-socialiste, dès lors qu'elle réside dans l'expansionnisme raciste et pas seulement dans le révisionnisme du traité de Versailles<sup>210</sup>. Si la Prusse a été une conquête des Chevaliers teutoniques « le Deutschtum » peut se développer demain avec pour objectif la création d'un Empire englobant les pays de langue germanique.

René Capitant met en garde ses lecteurs en observant qu'Hitler a réalisé son premier objectif « *la destruction de l'ordre Versaillais* » et que pour l'avenir « *la porte est désormais ouverte à la conquête de l'espace vital* ». <sup>211</sup>

René Capitant n'est pas le seul juriste à condamner le totalitarisme et l'expansionnisme nazi, il est rejoint par un de ses collègues de la Faculté de Droit de Strasbourg, il s'agit de **Marcel Prelot** (1898 – 1972), professeur de Sciences Politiques.

Un article écrit de sa main paru fin 1931 dans la revue « *Mélanges* » expose les oppositions existantes entre les concepts du libéralisme et ceux du fascisme vu sous ses variantes – fascisme italien et hitlérisme. Aux divers concepts de l'Etat patrimonial, de la souveraineté nationale issue de la Révolution française, de l'Etat de droit, de l'Etat vu sous l'angle socialiste en tant qu'administration des choses, de l'Etat populaire, il observe qu'après rejet de tous ces concepts, le fascisme leur oppose un système original, celui « *d'un Etat souverain, maître des hommes et qui entend ne rien connaître au-dessus de lui ou en dehors de lui* ». <sup>212</sup>

Pour Marcel Prelot, le sentiment de l'Etat atteint son sommet, dès lors qu'il est menacé. C'est à ce moment bien précis que les doctrinaires fascistes quittent le domaine de la réalité pour rejoindre celui de la croyance et des mythes. Ce type d'Etat n'est pas « *illusion mais croyance et foi, source de passions et mobile d'action. Il est la réalité suprême et exclusive, sa souveraineté résultera de la puissance de commandement exclusive, indéfiniment extensive et expansive* ».

Marcel Prelot définit l'Etat fasciste comme un « *Etat-parti* », c'est-à-dire né d'un parti et reposant sur lui, « *sa volonté double en quelque sorte l'Etat réel d'un Etat virtuel se réalisant en lui* ». Cette idée rejoint celle de René Capitant qui voit dans le

<sup>210</sup> René CAPITANT « Bulletin mensuel jaune » du 20 mars 1935, page 15b

<sup>211</sup> René CAPITANT « L'Allemagne contemporaine » décembre 1938. La signification et les conséquences de l'accord de Munich, page 237 et suivantes

<sup>212</sup> Marcel PRELOT « Mélanges », Recueil Sirey 1933 « La théorie de l'Etat dans le droit fasciste », pages 433 à 457

parti national-socialiste « *une aristocratie régnante* »<sup>213</sup>. En fait, le Führer reste maître de tout.

Il convient d'indiquer que dans son analyse Marcel Prelot ne fait aucune référence ni sous entendu au prussianisme, il s'en tient au phénomène spécifique du fascisme. Il en est autrement de François Perroux, spécialiste de l'Economie politique, mais qui s'intéresse toutefois à la doctrine nazie.

**François Perroux** dépeint la nouvelle Allemagne nazie sous un aspect sombre. Dans son appréciation « *Le Reich n'est pas devenu le royaume de la justice et de l'organisation, du progrès matériel et moral. Il s'est agrandi par la fourberie, la rapine et le mépris de la foi jurée. Il est une menace pour l'Europe libre et civilisée. Le soldat politique n'a pas tourné ses forces vers la reconstruction de la Cité. Il porte les armes à l'extérieur* ».

François Perroux cherche à avertir son lecteur, contrairement à ses préjugés, de ne pas voir dans le nazisme un retour « *aux manières de voir du IIème Reich et au programme des Hohenzollern. Loin de préparer une restauration, dirigeants et documents du nouveau régime l'interdisent sans équivoque* ».<sup>214</sup>

Ses doctrinaires condamnent en effet la politique impériale en raison de ses compromis avec les socialistes et ses faiblesses comme le mot d'ordre lancé par le régime « *Enrichissez-vous* » formule peu valorisante empruntée à Guizot dans le cadre de la France de Louis Philippe, ou comme encore sa politique de colonisation à l'égard de peuples non germains aux dépens de la race germanique. Selon François Perroux, qui reprend les remarques de Roberto Michels, économiste italien d'origine allemande, l'Allemagne impériale se présentait économiquement comme un pays industriel, capitaliste conservant toutefois « *à un haut degré la frappe féodale et aristocratique* », quant à sa forme de gouvernement, d'esprit politique, des usages et des mœurs. Cette Allemagne se situait dans une phase « *pré-capitaliste* », la bourgeoisie cédant le pas à la classe foncière et aux « *Junkers* ».<sup>215</sup>

Avec l'ère hitlérienne, le capitalisme subsistait avec cette particularité sur le plan sociologique qu'on assistait à une relève partielle des anciennes classes dirigeantes par la classe moyenne.

---

<sup>213</sup> René CAPITANT « *L'Ideologie nazie* », *année politique et étrangère*, octobre 1935, pages 191 – 193.

<sup>214</sup> François PERROUX « *Des mythes hitlériens à l'Europe allemande* ». Imp. Pichon et Durand, 1940, pages 15-27

<sup>215</sup> François PERROUX « *Des mythes hitlériens à l'Europe allemande* ». Editions Pichon et Leuzias, 1935, pages 27, 76 - 205

Un autre changement a été souligné par François Perroux dans le domaine de la politique agricole. En Prusse, dans la 2<sup>ème</sup> moitié du 17<sup>ème</sup> siècle, le progrès dans la méthode de culture intensive et de grandes propriétés s'était fait au préjudice de la paysannerie (Bauernlegen). Or, la politique agricole nazie serait, selon François Perroux, le terme d'un processus historique « avec le système de la réagrarisation » au bénéfice de la paysannerie. Des plans particuliers permettront cette réforme.

François Perroux aborde alors le thème central de son ouvrage, pour vanter la vertu des mythes, car « *un homme est très fort quand il entre en lice, armé d'un mythe, représentation motrice de la vie, il est voisin de l'expérience religieuse, il se compose d'affermissement immédiat au nom d'un absolu, il s'accompagne d'impératifs qu'on en discute pas* ». Mais selon François Perroux, il s'agit de nourritures assimilables et terrifiantes qui pénètrent l'âme allemande.<sup>216</sup> « *Ils sont plus souples et moins gênants qu'une doctrine, autour d'eux se rassemblent le meilleur et le pire, le dévouement et la rancune, les énergies et les faiblesses du peuple allemand* ».

Il ne faut cependant pas commettre l'erreur de réduire le nazisme à un ensemble de mythes et de suivre François Perroux dans cette schématisation. Il est plus complexe du fait qu'il est un mélange de mythes, mais également de modernité. Et il en était ainsi encore plus dangereux. L'armement, dont était doté la Wehrmacht en panzer et en avions de combat performants, en était l'illustration parmi tant d'autres, explication des premiers succès militaires en 1939 et 1940.<sup>217</sup>

François Perroux énumère les principaux mythes, assise de l'idéologie nazie : le mythe de la race, le mythe du soldat politique, le mythe du socialisme allemand, le mythe du Reich avec cette particularité que chacun de ces mythes semblait « *des chances d'évolution opposées et la possibilité de libérer ou le bien ou le mal* ».

**Le mythe de la race** se présentait ainsi sous un aspect manichéen avec division du monde en aryens et non aryens. La France est classée « *nation type de l'impureté de la race* ». Mais en vérité, les Allemands comprennent le concept de race comme nous celle du peuple. Le mythe de la race est d'ailleurs tourné en dérision par François Perroux, avec la critique de son théoricien Alfred Rosenberg<sup>218</sup>. Contestant l'originalité des civilisations grecque et latine, A. Rosenberg affirme que la civilisation grecque a hérité des hautes vertus et qualités de l'espèce d'invasions germaniques très anciennes. La grandeur de Rome et de la civilisation française s'expliquent par l'influence

<sup>216</sup> François PERROUX « Des mythes hitlériens », à l'Europe allemande – 1903 – 1987, page 34 et suivantes

<sup>217</sup> François-Georges DREYFUS « le III<sup>ème</sup> Reich », Editions de Fallois, 1998, page 219

<sup>218</sup> Alfred ROSENBERG « Le mythe du XX<sup>ème</sup> siècle », op. Cit. François Perroux

germanique, « *Douterez-vous*, écrit Alfred Rosenberg, *que la Grèce est nordique, quand vous aurez en mémoire que « l'Athena » d'Homère avait les yeux bleus* ».

**Le deuxième mythe**, original dans sa définition, est celui du « soldat politique », fusion chez ceux qui l'acceptent et l'accueillent « la fusion de l'Idéal prussien et de l'idéal social ». François Perroux constate « qu'après l'humanité, l'honnête homme, le soldat de la liberté, fresques de l'histoire humaine, l'esprit nazi découvre le soldat-politique, qui n'est pas n'importe quelle croyance ». Sous sa face négative, le mythe du soldat politique traduit un militarisme agressif et brutal et sous sa face positive, le culte du courage de la jeunesse, de l'esprit de dévouement et du sacrifice.

Ce juriste incorpore dans la définition du soldat politique l'idéal prussien. Il s'agit d'un héritage incontournable. L'ombre de Frédéric Guillaume 1<sup>er</sup>, le roi sergent, et celles de ses successeurs sont toujours omniprésentes pour avoir forgé l'armée, instrument essentiel de la puissance prussienne.

Prussianisme et nazisme, tradition et modernité, se retrouvent une nouvelle fois mais nouveauté, les enseignements de la vieille Prusse sont retenus pour être mis au service non du souverain, mais du peuple. La nation donne ainsi l'image d'une armée où chaque allemand est mobilisé. Déjà élevé dans le culte de la tradition militaire dans le cadre de la famille, de l'école et de l'université, le service militaire ne serait, selon François Perroux, que « l'achèvement de cette éducation progressive ». René Capitant avait déjà développé le même thème sur l'esprit militaire de la nation allemande.

**Le troisième mythe** implique que les citoyens de race allemande évoluent dans une société qui transforme et modèle le socialisme allemand.

« *Le socialisme d'Etat* » n'est pas une idée nouvelle, pour avoir inspiré la politique réformiste de Bismarck, avec pour objectif et calcul politique de détacher les ouvriers de la Social-Démocratie, qui a influencé le chancelier de fer dans ce domaine bien précis. Certainement, Bismarck subit l'influence du milieu de sa formation : le monde des Junkers en l'occurrence et qui est marqué par la tradition paternaliste : le seigneur est tenu par un devoir de protection et d'assurance envers ses paysans.

En fait, l'individu est tributaire d'une « *Gemeinschaft* » (communauté), qui abolit tous les antagonismes. Dans le secteur du travail, plusieurs exemples sont cités pour en faire la démonstration : élimination des syndicats et du système d'élection.

**Cet ensemble mythique ne peut que se concevoir**, selon François Perroux, **dans le cadre d'un Reich totalitaire**, dernier élément du puzzle.

Le concept du Reich évoque à la fois empire et règne, quelle que soit l'autorité qui est au pouvoir. Avec les Hohenzollern, Dieu en était la source et le soutien

permanent. Avec les nazis, Hitler en serait le prophète. François Perroux<sup>219</sup> a une formule à la fois choc et réductrice avec le nouveau Reich, « c'est l'avènement de l'Allemagne conçu comme coïncidant avec l'avènement de la Vérité, de la Bonté et de la Beauté dans le monde ». Wilhem Stapel, nazi convaincu, résumait le mythe du Reich dans l'image de l'Allemagne conçue dans l'univers comme « le peuple Parsifal »<sup>220</sup>. La musique de Richard Wagner semble accompagner cette vision.

Le Reich est justifié par le besoin d'expansion, d'une race jeune, prolifique et forte. Paradoxalement, il ne connaît pas de limites ni géographiques, ni morales. Ses avocats se persuadent que ce mythe n'a rien à voir avec l'impérialisme. Le Reich n'entend pas en effet assimiler les nations absorbées, mais de les unir, « l'Europe nouvelle » pensée par les nazis en aurait été le cadre. La priorité est de donner le maximum de potentiel au « *Deutschum* » (la germanité).

François Perroux cite comme **mythe moteur** du national-socialisme « *la Weltanschauung* » (vision du monde) « *fondée, d'après Hitler, comme une perception sélective de l'histoire en devenir. Celle-ci étant la représentation des conjonctures que rencontre un peuple dans sa lutte pour la vie* »<sup>221</sup>

Ce juriste fournit sa propre définition, qui a le mérite de faire une synthèse. La « *Weltanschauung* » correspondrait « *à un ensemble de valeurs préparant l'acte en partie déterminée par des conditions biologiques et historiques, en partie valorisée par une prise de conscience active, qui rend compte de l'originalité essentielle et du dynamisme* ».

En comparant l'âme française et l'âme allemande, François Perroux constate que « *chaque mythe contient de terribles dangers et menaces redoutables, mais qu'en même temps, chacun d'eux laisse ouvert des possibilités de collaboration* ». Deux méthodes à prospecter : tirer parti du caractère de plasticité, dont est pourvu l'allemand, et de son besoin de mythe en rectifiant leur direction. Il suggère de lui susciter d'autres mythes, l'Europe par exemple.

De l'ensemble de l'ouvrage de François Perroux, il apparaît que le prussianisme n'est pas absent de la réflexion de son auteur.

**Roger Bonnard.** Ce juriste fait ressortir que la doctrine national-socialiste a engendré une théorie nouvelle de l'Etat et du Droit. S'ajoutant aux théories

<sup>219</sup> François PERROUX « Des mythes hitlériens à l'Europe allemande », page 45

<sup>220</sup> François PERROUX « Des mythes hitlériens à l'Europe allemande », 1940. Op. Citation Wilhem Stapel, pages 43 et suivantes

<sup>221</sup> François PERROUX « Des mythes hitlériens à l'Europe allemande » ; pages 76-77. Op. Citation, traduction française l'expansion du IIIème Reich, Paris Plon 1963 (Hitlers zweite Buch)

préexistantes allemande et française, Roger Bonnard les oppose dès lors que la théorie allemande, valant aussi bien pour l'Etat monarchique que pour l'Etat démocratique, part du principe que l'Etat en tant que personne juridique « *veut et agit* » au moyen de ses organes, le monarque ou le peuple à l'inverse, la théorie française développée notamment par René Capitant pose que l'Etat identifié à l'Etat nation est titulaire de la souveraineté.

Avec l'Etat national-socialiste, on aboutit à l'exclusion de la personnalité juridique et de la souveraineté de l'Etat au profit d'une nouvelle organisation politique avec l'introduction de nouveaux concepts. Roger Bonnard fait ainsi état d'éléments à base mythique : le « *Volksgemeinschaft* » (le peuple en tant que communauté), source originaire du droit du Reich. Deuxième élément un « *Führer* » (un guide) qui assure la « *Führung* » (la direction), aidé du Parti, créateur du « *Bewegung* » (le mouvement d'idées).<sup>222</sup>

Le régime nazi suppose en outre une communion d'âmes, une symbiose entre le « *Führer* » et sa « *Gefolgschaft* » (sa suite).

« *Führer* » et « *Gefolgschaft* » doivent être avant tout exercées en conformité avec le « *Volksgeist* » (l'esprit du peuple).

Roger Bonnard souligne ainsi que les législateurs du III<sup>ème</sup> Reich « *ont poursuivi l'élimination de tous les éléments de conception individualiste du droit et de l'Etat pour substituer une conception communautaire* », avec préférence de la communauté sur l'individu.

S'agissant d'un pouvoir essentiellement personnel comme appartenant à un seul individu « *le Führer* », trois caractères peuvent en être dégagés : « *l'originaire, l'autonomie, le totalitarisme* », distinctions qui permettent de se poser des questions.

**Le caractère originaire**, découle du fait que le Führer possède le pouvoir du seul fait qu'il est Führer. Il est ainsi exclu qu'il tienne le pouvoir du peuple ou d'une autorité étatique. Roger Bonnard distingue ainsi « la Führung » de la « *Regierung* » (le gouvernement) et de « la Leitung » (la direction).

**Le caractère autonome** de la « Führung » suppose que le « Führer » n'est soumis à aucune autorité, ce qui implique la suppression et la subordination de tous les organes susceptibles d'entraver son action. Roger Bonnard indique ainsi que l'autonomie de « la Führung » limitait les pouvoirs du Parlement dans un rôle consultatif, lors de l'examen des projets de loi présentés à l'initiative du Führer.

---

<sup>222</sup> Roger BONNARD « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1936, pages 4-5-9



On peut s'interroger si le pouvoir du Führer est comparable ou non à celui d'un souverain de droit divin, un dictateur, ou un représentant du peuple, titulaire d'un mandat de Président de la République ? Roger Bonnard apporte dans sa démonstration une réponse négative avec les précisions qui s'imposent à nouveau : la souveraineté d'un monarque est un concept individualiste, qui n'existe qu'en elle et pour elle, en dehors de toute communauté ; « *le Führer n'est pas de toute manière investi par la providence d'une mission à la fois temporelle et spirituelle* ». Est-ce alors un dictateur qui est, selon la définition communément admise en France, celui qui, après s'être emparé du pouvoir, l'exerce sans contrôle ? Pas davantage, « *le dictateur ne s'impose que par sa seule force, alors que le Führer est en symbiose interne avec le peuple* » ; mais Bonnard ajoute que « *si le Führer n'est pas un dictateur, il peut le devenir, dès lors qu'il n'est plus en conformité avec l'esprit du peuple (Volksgeist)* ». Doit-on alors voir dans le Führer un représentant du peuple comme dans un régime démocratique ? non pour deux motifs. « *Le représentant du peuple n'exerce pas son mandat par sa propre volonté, mais celle du représenté* ». « *Le Guide, qui assure la Führung, doit être choisi parmi les plus qualifiés, en parfaite symbiose avec le Volk. Il est avant tout une personnalité communautaire* ». <sup>223</sup>

**Son caractère autoritaire.** Ce caractère, selon Roger Bonnard, se manifeste « *par le fait que le système exerce sa mainmise sur la totalité des activités individuelles, tout en excluant le pluralisme politique et le pluralisme fonctionnel comme la séparation des pouvoirs* ».

Il est et doit être totalitaire, pour exercer le monopole du pouvoir et la totalité des fonctions étatiques. A cette fin, il convenait pour réaliser la « Führung » de neutraliser les pouvoirs détenus par les Etats résultant du particularisme politique de l'Allemagne et de transférer le Reich fédéral en Reich unitaire, ce qu'a réalisé le national-socialisme. La République de Weimar avait fait une première brèche dans le système, mais sans y parvenir. En effet, la constitution du 11 août 1919 avait créé dix sept Länder qui avaient conservé leurs ambitions et leurs gouvernements. Mais comme ils étaient représentés au Reichstag au prorata de leur population, la Prusse maintenait son rôle prépondérant au sein de l'Etat.

L'unification nazie a débuté avec la loi du 31 mars 1933 sur « l'harmonisation des pays et du Reich et par la loi du 7 avril 1933 sur les Statthalter », placés comme agents du gouvernement du Reich.

<sup>223</sup> Roger BONNARD « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », Paris 1936, pages 47-60-61-65-89

Un autre exemple d'unification est celui réalisé pour les tribunaux judiciaires par la loi du 16 février 1934, qui a rattaché au Reich les tribunaux, qui dépendaient des Länder. Dans le principe, la justice n'appartenait alors au Reich que par « le Reichsgericht » de Leipzig.

Roger Bonnard observe par ailleurs que la doctrine nazie imprégnée du « Volksgeist » et du « Führer », interprète privilégié du « Volksgeist » avait un caractère mythique avec un aspect de façade sans valeur pratique. Mais paradoxalement l'aspect mythique donnait de la force au national-socialisme. Le culte continu de cette croyance ne faisait que la renforcer.<sup>224</sup>

Entrant dans les comparaisons, il estime que l'Etat hitlérien avait l'avantage sur la IIIème République de sacrifier l'individu au social. La France de l'après-guerre souffrait, selon lui, d'un débordement d'individualisme, ce qui a eut pour effet le développement d'une idéologie solidariste prônée d'ailleurs par les sociologues. Léon Bourgeois, Durkheim et Duguit. Robert Bonnard estime que dès lors la contradiction entre national socialisme et démocratie est absolue.

**Son caractère totalitaire.** Le caractère totalitaire du national-socialisme et l'omnipotence du Führer ne conduisent-ils pas, pour le raisonnement, à voir le Führer comme l'organe juridique de l'Etat ? Pour Roger Bonnard, cette hypothèse est à rejeter en raison du caractère personnel du Führer. Si on envisageait le contraire, la personnalité du Führer serait alors absorbée par celle de l'Etat. Il n'y a donc pas d'identification comme sous la monarchie prussienne où le roi pouvait déclarer « l'Etat c'est moi », pour employer la formule abrégée de Louis XIV.

La théorie de l'Etat subit un grand changement avec le système nazi. L'Etat n'est plus l'élément premier, il ne possède plus de « Herrschaft » (souveraineté), puisqu'il est supplanté par le peuple et par son guide suprême le Führer.

Roger Bonnard résume cette idée dans cette formule « le peuple devient cause, objet et but ». Mais le « Volk » n'est pas n'importe lequel, c'est alors qu'intervient une notion qui n'est plus juridique, mais ethnique basée sur l'idée de race.

René Bonnard ne fait que confirmer les conclusions faites par François Perroux sur l'importance des mythes dans l'idéologie national-socialiste.

**Sur la dimension raciale du nazisme.** Robert Bonnard, se basant sur *Mein Kampf*<sup>225</sup> développe une idée originale, celle du caractère contradictoire de la théorie raciste. Il conclut qu'en fait, celle-ci se réduirait à l'antisémitisme, à l'imitation du

<sup>224</sup> Roger BONNARD « Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste », Paris 1936, pages 93 -

175  
<sup>225</sup> *Mein Kampf*, p. 317 Trad . française p. 289 et suivantes

racisme nord-américain, qui se ramenait à l'exclusion des nègres de la communauté américaine.

Deux conceptions s'offraient, aux théoriciens nazis, soit l'unité de race comme élément déterminant, soit dans une autre hypothèse, la pluralité de races, avec possibilité de métissage. Mais il est regrettable qu'il ne renseigne pas sur l'historique de ces conceptions et éventuellement sur leur application. Il importe de combler cette lacune.

**La première conception, l'unité de race**, s'avérait irréalisable, était du domaine de l'utopique. Comme une communauté de sang, biologiquement parlant n'était que chimère, on était contraint d'admettre le principe de l'inégalité des races aussi différentes par leurs traits physiques que par leurs aptitudes mentales avec classification races supérieures (Übermenschen) et races inférieures (Untermenschen).

La supériorité, selon la doctrine nazie, est un facteur déterminant susceptible de recevoir la culture et de développer la civilisation. Les conséquences sont immédiates, il convient de maintenir la pureté de la race élue et au besoin mélanger les sangs des deux races. Il en existe une, la race aryenne et plus spécialement les nordiques, qui constitueraient l'élément de base.

Roger Bonnard, à l'appui de sa démonstration<sup>226</sup> oppose Houston Stewart Chamberlain à Gobineau. Le premier soutenait que c'est dans le peuple allemand qu'il avait situé la plus forte proportion d'aryens, alors que son prédécesseur affirmait que cette proportion se retrouvait plus particulièrement en Angleterre en raison de son insularité.

**La deuxième conception** en vint à concevoir **une pluralité de races**, compte tenu des difficultés d'attribuer ou refuser à certains la qualité d'aryen.

Pourquoi ? la simple observation révélait que le peuple allemand, lui, était constitué de plusieurs races, où la race nordique y était minoritaire. On en vint à admettre que les peuples présentant la même composition raciale et le même sang que le peuple allemand puissent s'allier. Il est toutefois exclu que sang juif et même sang nègre pouvaient se mélanger au sang allemand.

Deuxième difficulté, le choix du critère de sélection.

L'idée de race se superpose sans d'ailleurs la supprimer, l'idée de mélange étant inconcevable pour les puristes.

Entre ces deux conceptions, l'intégration des juifs dans la Communauté allemande s'avérait difficile, compte tenu de l'hostilité marquée à leur égard, tant par la population que par les gouvernants de Prusse puis d'Allemagne. C'est la montée du

<sup>226</sup> Roger BONNARD, *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste*, page 17. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1936

mouvement nazi entraînant celle de l'antisémitisme, élément central de l'idéologie du parti, qui a vu triompher la conception de l'unité de race au travers des lois racistes de 1933, énumérées par Roger Bonnard.

D'abord, elle a professé l'unité, preuves en sont les lois racistes de 1933, qu'il importe de rappeler pour connaître leur contenu :

- Loi du 4 octobre 1933 pour la profession de journaliste
- Loi du 7 août 1933 pour la profession d'avocat
- Lois des 22 avril, 19 mai, 23 juin 1933 sur certains emplois des assurances sociales.

Ensuite, la conception d'une certaine pluralité de race avec prédominance de la race aryenne a triomphé. Les lois de Nuremberg du 15 septembre 1935 en étaient l'expression.

La différence entre la législation de 1933 et celle de 1935 est marquante. Dans la première, il n'était question que « de race aryenne ou d'origine aryenne » ; quant à la seconde, elle était plus souple si l'on peut dire : « Est citoyen le national allemand, qui est de sang allemand ou apparenté ».

Les observations présentées par Roger Bonnard peuvent être rapprochées de celles développées sur le même sujet par **René Capitant**, alors professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg. Ce juriste a fait l'exégèse des « *Lois de Nuremberg de 1935* »<sup>227</sup> en présentant trois remarques concernant des sujets divers : le nouveau drapeau du IIIème Reich, « *Reichsbürgergesetz* » (la citoyenneté allemande), « *Gesetz zum Schutze des deutschen Blutes und der deutschen Ehre* » (la protection du sang et de l'honneur allemand).

- Le premier texte consacre, selon René Capitant, la victoire de la croix gammée sur le vieux drapeau noir-blanc-rouge représentant « le pavillon des forces conservatrices ». Il comporte certes une concession aux nostalgiques conservateurs en décrétant que les couleurs nationales demeurent noir-blanc-rouge. Mais la nouveauté est de faire figurer sur le fond rouge dans un cercle blanc la croix gammée, emblème du Parti nazi.

Hitler, prenant la parole devant le Reichstag pour présenter la loi, déclare que le IIIème Reich est l'antithèse de la République de Weimar, qui symbolise à ses yeux les forces destructives individualisme, marxisme et judaïsme. Il n'en rend pas moins hommage au contraire aux traditions prussiennes, qui constituent l'armature la plus

---

<sup>227</sup> René CAPITANT « Les lois de Nuremberg » article paru dans la Revue politique et parlementaire, 1935, pages 283 à 293

solide du IIIème Reich. Il prétend en recueillir l'héritage et en faire un des principes de ce social militaire que cherche à réaliser le régime<sup>228</sup>.

Goering, Président du Reichstag cherchait à justifier le changement du drapeau en proclamant « la dualité des emblèmes avait fourni à la réaction un signe de ralliement. Avec indignation, nous avons constaté que lâcheté et mollesse dissimulaient leurs véritables sentiments à l'égard du nouvel Etat. Le soldat hitlérien les a retirées de la boue pour les rendre à son peuple ».

Seul Hitler est en droit d'invoquer un passé que, seul, il a ressuscité pour l'intégrer dans un passé plus large, plus pur encore : « l'unité d'emblème doit traduire l'unité politique de l'Allemagne hitlérienne ».

- La deuxième loi renforce la dimension raciste, fondement de la doctrine nazie. Elle abolit en effet le principe d'égalité politique, qui s'appliquait dans le Reich depuis la constitution de 1871 avec la distinction de deux catégories, les citoyens (Reichsbürger) et les simples ressortissants (Staatsangehörige), le IIIème Reich crée, selon René Capitant, une division qui fait penser à celle que les autres pays européens réservaient à leur colonies. Cette classification n'était que la stricte application du programme du Parti national-socialiste de 1920 « Ne peut être citoyen que celui qui fait partie du peuple, quelle que soit sa confession » (celui qui n'est pas citoyen ne peut vivre en Allemagne que comme hôte (article 4) et doit être soumis à la législation applicable aux étrangers (article 5). Le principe d'égalité est maintenu mais seulement au niveau des citoyens.

Le critère de la citoyenneté allemande implique deux conditions, la race et la condition politique.

Ne peut être citoyen qui n'est pas de sang allemand (deutschen Blutes), avec une extension au sang d'une même famille : juifs, tziganes sont exclus. A défaut de critère scientifique impossible à déterminer, le législateur introduit le concept de religion, non pas des intéressés mais de ses grands-parents, considéré comme une présomption, c'est donc le nombre des grands-parents appartenant à la religion israélite, qui détermine la proportion de sang juif qu'il convient d'attribuer à un individu. Les demi-juifs « (les Mischlinge) » métissés, admis en principe à la citoyenneté, en sont exclus, du fait qu'ils réunissaient quatre conditions :

L'intéressé appartient à la confession juive au moment de la promulgation de la loi ; 2<sup>ème</sup> condition : s'il est marié avec un juif ou a épousé un juif depuis ; 3<sup>ème</sup> condition :

<sup>228</sup>

René CAPITANT « L'idéologie nazie », revue l'année politique et étrangère, octobre 1935

l'enfant légitimé dont le mariage a été célébré après la même date ; 4<sup>ème</sup> condition : l'enfant d'un juif, né après le 31 juillet 1936.

La condition de race pour obtenir la citoyenneté doit être accompagnée de la condition d'ordre politique. Soumis à un examen des autorités cas par cas, il convient de vérifier si l'intéressé est capable d'être le serviteur fidèle et non contestataire de l'Etat allemand. Les conséquences de la perte de la citoyenneté sont graves du fait qu'elle entraîne la suppression du droit de vote, du droit d'accèsion aux emplois publics, aux professions d'avocat ou liquidateur judiciaire.

Cette législation implacable à l'égard des juifs va poser problèmes aux autorités supérieures nazies<sup>229</sup>. Un exemple, Erhard Milch, Secrétaire d'Etat à l'aviation, cofondateur puis directeur général de la Société Civile Lufthansa, était demi-juif. Goering persuada sa mère de signer une déclaration affirmant qu'il était d'ascendance aryenne, donc le fruit d'un adultère. Son ascension ne s'en trouva pas ralentie : inspecteur général de l'armée de l'air en 1938, général d'armée en 1939 et Feldmarschall en 1940.

- La troisième loi de Nuremberg, intitulée « loi pour la protection du sang et de l'honneur allemand » a un préambule significatif souligné par René Capitant « Pénétré de la conviction que la pureté du sang allemand est condition de la permanence du peuple allemand et anime la volonté inflexible d'assurer à jamais la vie de la nation allemande », le Reichstag a voté à l'unanimité la présente loi.

La haine mêlée au fanatisme couronne ce troisième texte, qui domine encore plus fortement l'idéologie raciste du IIIème Reich. Il suffit d'avoir en mémoire les déclarations de Goering pour s'en convaincre, *« le péché contre la race est le péché originel du peuple allemand. Mais Dieu nous a envoyé à la dernière heure le Führer pour nous racheter et nous sauver de notre chute »*.

Mais les nazis étaient contraints de tenir compte des réalités et d'admettre la cohabitation de plusieurs races dans le IIIème Reich. C'est l'idée de la race élue « *la race germanique* » qui venait fort à propos pour contourner l'obstacle. Sa mission avait pour objectif final de combattre l'influence juive par la lutte à l'intérieur contre le communisme et à l'extérieur contre l'U.R.S.S.

De ces observations, Roger Bonnard tire quelques enseignements : **comme premier enseignement**, l'idée national-socialiste de l'Etat s'avère en contradiction avec l'idée de l'Etat élaborée par l'ancienne doctrine allemande, qui concevait l'Etat comme une entité centrale du système, donc en contradiction avec la tradition prussienne.

<sup>229</sup>

Marlis STEINERT « Hitler », page 300

Le national-socialisme, du fait qu'il ne pouvait plus identifier l'Etat avec le monarque ou avec le peuple était amené à construire le système politique avec « un Etat placé en dehors et au-dessus du prince et du peuple ». **Comme deuxième enseignement**, la Doctrine national-socialiste est en opposition complète avec les idées libérales et individualistes avec exclusion de toute démocratie en raison du pouvoir personnel du Führer avec pour conséquence la suppression des partis politiques et le rejet de tout libéralisme<sup>230</sup>.

Il convient de noter que si le prussianisme est absent des réflexions de Roger Bonnard, lequel s'est limité au cas spécifique du nazisme et à sa dimension raciale, il n'en est pas moins vrai que la réflexion à la Prusse est implicite.

Dans la problématique, il sera nécessaire de combler cette lacune, en faisant ressortir l'existence ou non de certains liens du nazisme et du prussianisme dans le domaine du racisme.



## **II – Le regard des internationalistes**

Les Etats ont entre eux des relations nécessitant l'institution de règles de droit particuliers, qui trouvent leurs sources d'une part dans les traités et d'autre part dans des conventions internationales.

Robert Redslob développe dans ses grandes lignes « *les Principes des droits des gens modernes* » en citant des exemples de violation de ces droits fondamentaux **par l'expansion et la guerre**.

Le juriste Jacques Ranchin renseigne l'historien sur les justifications données par les nazis lors de leurs interventions en Europe.

Quant au professeur Chklaver, il traite des relations internationales quant à la valeur des traités.

La question qui se pose est de savoir si ces juristes aborderont dans leurs explications le dualisme prussianisme-nazisme, et trouveront des points de convergence entre ces deux phénomènes ?

**Le regard de Robert Redslob** (1882 – 1962) face au dualisme prussianisme-nazisme comporte deux aspects, le premier d'ordre psychologique sur « *Hitler et la psychologie allemande* » et le second plus technique dans sa spécialité « *sur les Principes du Droit des gens modernes* ».

### **La psychologie allemande**

<sup>230</sup>

Roger BONNARD « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », pages 167-168

Fort de son expérience à l'Ecole, à l'Université de l'Empire allemand, il fait l'analyse psychologique de l'Allemand, qui présenterait, selon lui, deux traits pathologiques la folie des grandeurs et la folie persécutrice. Celui-ci a la conviction d'avoir une mission éducatrice dans le monde (An deutschen Wesez soll die Welt genesen). La divinisation de la race germanique inculquée à l'Ecole et à l'Université explique comment les Allemands devront s'assurer de la domination en Europe<sup>231</sup>.

Robert Redslob évoque le rôle prépondérant de la Prusse dans l'histoire allemande. Son esprit se confinait au 18<sup>ème</sup> siècle dans le monde de la philosophie et des arts. Bien qu'étant « *antipode dans l'âme germanique* », « *elle est venue arracher l'Allemagne à elle-même, pour lui insuffler un sang nouveau, lui donner l'unité* ».

La folie de la persécution résultait de l'échec de l'Allemagne sur tous les fronts. Venue trop tardivement au partage du monde « *elle était battue mais non vaincue* » (geschlagen aber nicht besiegt). Hitler, à l'image d'un grand prophète de l'Ancien Testament, est apparu pour proclamer que « *la civilisation allemande sera reconstruite dans son authenticité* ». Citation d'un de ses discours est donnée en référence.

Hitler « étant messie », est roi également : pour son avenir deux hypothèses peuvent être avancées, soviétisme ou monarchie.

Hitler identifié avec l'Etat n'est pas éternel, de plus il est faillible à sa tâche. La solution soviétique n'est pas envisageable comme contraire au tempérament de la Nation. Aussi Robert Redslob voit dans le régime hitlérien une introduction à la voie monarchique qui « *faute de têtes couronnées, s'est portée sur le Führer* ».

Robert Redslob constate que l'auréole d'Hitler apparaît plus resplendissante que celle de ses prédécesseurs. « *Entouré d'un culte quasi-religieux, son pouvoir immense dépasse de loin celui d'un Bismarck et à fortiori celui d'un Guillaume I* ». Ce n'est pas un dictateur romain mais au contraire **un dictateur irresponsable et institué sans limite de temps** ».<sup>232</sup>

#### Les principes du Droit des gens modernes

Lors d'une analyse de la situation européenne à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, **Robert Redslob** faisait deux observations : première observation, l'Allemagne présentait une certaine vulnérabilité sur tous les points de sa périphérie. Cette vulnérabilité pouvait expliquer sa politique étrangère et les changements constants d'orientation vers l'Italie, la France, la Suède, la Russie pour s'en prendre finalement à l'Autriche qui devait lui ouvrir la route des Balkans, de la Turquie et de Bagdad. Deuxième observation, aucun pays ne songeait à agresser l'Allemagne pour s'emparer de terres et que de ce fait on

<sup>231</sup> Robert REDSLOB « Hitler et la psychologie allemande », *Mercure de France*, 1934, pages 449 à 464  
<sup>232</sup> Robert REDSLOB « Hitler et la psychologie allemande », *Mercure de France*, 1934, page 449 à 464



pouvait dire que ce pays « *par la seule psychologie des peuples, qui l'entouraient, incarnait le type classique de la Sécurité* »<sup>233</sup>.

Il apparaît que la Sécurité internationale est garantie, comme encore aujourd'hui, par « *les Principes du Droit des gens modernes* », ouvrage publié en 1937<sup>234</sup>, inspiré, précisait-il, dans une large mesure de la Déclaration des grands principes du Droit international moderne rédigé par Alejandro Alvarez, approuvé par l'Académie de Droit international.

« Ce Droit des gens » en quoi consiste-t-il ? Quelle est son utilité sociale ?

Le Droit des gens est défini par Robert Redslob comme le Droit contracté entre les Etats né de la volonté concordante des parties. Suivant une formule heureuse empruntée à son auteur, le Droit des gens est « à vivre et à être respecté ». Il se distingue du Droit interne, comme dans l'expression le Traité se distingue par la loi. La loi est ainsi observée parce qu'elle « trouve des positions à l'obéissance de ceux qu'elle prétend régir ». Son caractère impératif en découle.

Le Traité au contraire « est observé parce que les parties qu'il entend obligées, l'ont établi de leur chef et ont conscience de s'être liés par lui ». Son caractère obligatoire procède donc de notre conscience. L'axiome « la promesse lie, l'engagement est sacré ». Pour Kant, le devoir de tenir la promesse donnée est « un impératif catégorique ».<sup>235</sup>

Une fois les principes nazis exposés, il convient d'examiner des cas particuliers présentés par Robert Redslob autour de deux thèmes, le droit d'expansion et la guerre.

### *Le nazisme et le Droit des gens*

Les principes du Droit des gens ont été bouleversés par les dirigeants et juristes nazis. Une thèse soutenue en 1938 par Jacques Fournier devant la Faculté de droit de Paris sur « *la Conception national-socialiste du Droit des gens* », souligne les changements apportés par les juristes du III<sup>ème</sup> Reich. En accord avec les théoriciens du Parti, ceux-ci affirment que *la Weltanschauung*, la vision du monde, doit imprégner toutes les sciences humaines y compris le Droit. Ainsi, l'importance accordée à la notion de race (*la Volksgemeinschaft*) caractérise le système allemand moderne. L'Etat nazi souverain ne reconnaît aucune règle de droit susceptible de limiter son activité en politique internationale. L'honneur va ainsi être un des fondements du droit des gens

<sup>233</sup> Robert REDSLOB « *la Sécurité internationale* ». *Comptes-rendus des séances de l'Académie diplomatique internationale*, 1935

<sup>234</sup> Robert REDSLOB « *Les principes du Droit des gens modernes* », de l'antiquité à 1914 et de 1914 à nos jours. Imprimerie Rousseau, 1937, pages 5-6

<sup>235</sup> Robert REDSLOB « *Les principes du Droit des gens modernes* » - 1937, pages 163-164

hitlériens, dès qu'il sera mis en cause, l'Allemagne réagira. Des critiques sur la sécurité collective et les institutions internationales en découlent.

*« Le national-socialisme, système mystique, qui a substitué à la démocratie de Weimar un nouvel impérialisme idéologique, est spécifiquement allemand et répond à certaines exigences de l'âme germanique et à sa conception du droit des gens, ne peut être internationale ».*

### Le droit d'expansion

Ce droit correspond à la conception du général allemand Bernhardt, explicitée dans son ouvrage « L'Allemagne et la guerre à venir », paru en 1912, mais toujours valable pour avoir été adopté par les dirigeants nazis.

Pour Redslob, il s'agit d'un prétendu droit. Droit d'expansion, droit d'accès à la mer, droit de la première occupation ont perdu leur valeur, car ils sont en contradiction flagrante avec la justice.

La conception de Bernhardt était en effet contraire à toute idée de justice. N'écrivait-il pas *« Pendant des siècles, le trop plein de la force allemande s'est déversé dans les pays lointains en pure perte pour notre patrie. Cette force a été absorbée par les nations étrangères et imprégnée de sentiments étranges. Même aujourd'hui l'empire allemand ne possède aucun territoire colonial ou excédentaire où sa population puisse trouver un travail ou une manière de vivre allemande »*.

Bernhardt en concluait que l'Allemagne ne pouvait se satisfaire d'une telle situation, qui ne correspondait pas *« à la grandeur du peuple allemand et à sa valeur intellectuelle »* et prédisait *« une conflagration, inévitable, parce que l'Allemagne a besoin de déboucher pour son industrie et de terres pour ses 65 millions d'habitants »*.

Hitler, dans son mémorandum du 7 mars 1936, reprenait le même thème : le manque d'espace vital et l'égalité des droits notamment en matière coloniale, revendication qu'il réaffirmait dans son plan de paix du 31 mars. Puis le Führer réclamait l'accès à la mer de Pologne *« qui se fait par un territoire autrefois allemand »*. La politique national-socialiste considère cette situation, écrit-il, *« comme déraisonnable parce qu'il est impossible de refuser à un peuple de 33 millions d'habitants l'accès à la mer »*<sup>236</sup>.

Il se trouve que les problèmes du corridor de Dantzig et de Memel étaient ainsi évoqués. Robert Redslob a d'ailleurs traité du problème de Memel dans un article spécifique.

<sup>236</sup>

Robert REDSLOB « Le conflit de Memel », Revue politique et parlementaire du 10 février 1935

### Le droit à la guerre

Robert Redslob évoquait plusieurs cas de figure et notamment celui de **la guerre préventive**. Ainsi pour éviter les dangers qui menaçaient la Prusse, ses souverains estimaient qu'il était nécessaire de se jeter dans l'action, afin de devancer l'adversaire potentiel.

Frédéric II préconisait cette méthode dans son « Anti-Machiavel » ; « *Il y a, écrivait-il, des guerres de précaution que les princes font sagement d'entreprendre. Elles sont offensives à la vérité mais elles n'en sont pas moins justes* ».<sup>237</sup>

Bismarck mettait en garde Guillaume I contre une telle pratique, et ce pour des motifs non de justice mais de prudence politique. « *Aujourd'hui, aussi peu qu'en 1867 sur la question du Luxembourg, je n'engagerai votre majesté à faire une guerre immédiate par le seul motif que l'adversaire pourrait être mieux préparé plus tard : on ne peut en pareille matière prévoir avec assez de certitude les voies de la providence divine* » (Lettre du 13.08.1875 à Guillaume I).<sup>238</sup>

Il convient de rappeler que Bismarck n'a pas tenu ce discours notamment en 1870, où il a eu recours à la guerre. Si l'attaque partit de la France, elle fut provoquée par la dépêche d'Ems, excuse de provocation qui enlevait à l'agression son caractère illégal.

Un autre cas de figure est présenté par Robert Redslob : « **la doctrine en cas de nécessité** ». L'exemple cité concernait l'entrée des armées allemandes en Belgique le 2 août 1914. Précédé par le mot du Chancelier Bethmann-Hollweg « Notkennt kein Gebot » (la nécessité ne connaît aucune loi), la note diplomatique en donnait une prétendue justification. La traduction n'était pas ambiguë. L'Allemagne Wilhelmiennne entendait invoquer le droit de défendre ses propres frontières pour répondre à une agression ennemie.<sup>239</sup>

Robert Redslob estimait qu'il s'agissait d'une fausse motivation. L'Allemagne, loin d'être menacée, disposait de moyens pacifiques. Elle ne prétend pas se contenter de certains points définis, mais elle veut exercer son pouvoir militaire sur tout le pays, et

<sup>237</sup> Robert REDSLOB « *Les principes du droit des gens modernes* », 1937, pages 265-266

<sup>238</sup> Robert REDSLOB « *La Sécurité* », compte-rendu à l'Académie diplomatique internationale, Recueil Sirey, 1935, page 63

<sup>239</sup> Robert REDSLOB « *Les principes du droit des gens modernes* », 1937, citation page 124, traduction du texte allemand « *Es ist ein Gebot der Selbsterhaltung für Deutschland, dem feindlichen Angriff zuvorzukommen* ».

donc porter atteinte à la liberté du peuple belge. Redslob n'envisageait pas une répétition des faits dans le futur.

Robert Redslob dégagait ainsi la continuité entre la politique de Guillaume II et celle d'Hitler, en opposant à la prétendue loi d'expansion son exception sur le plan des principes. Il écrivait « la loi d'expansion n'est pas un principe du « Droit des gens », on ne découvre pas dans les institutions réelles, dans l'histoire de l'ordre international, de données tangibles permettant de conclure par induction à une idée supérieure, à une inspiration exigeant le partage du monde, d'après les forces vitales des peuples »<sup>240</sup>.

### Les fondements de l'intervention nazie

Dans ses explications, le juriste **Jacques Ranchin**, fournissait des précisions sur ses fondements, les justifications tant de l'annexion que de l'intervention. L'intérêt juridique résidait dans l'application des deux principes justificatifs de ses agressions et développés dans le discours tenu au Reichstag du 18 mars 1938 par Hitler.

**Principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** étaient donc les vecteurs de la politique expansionniste nazie. Hitler définissait le principe des nationalités « **comme la coïncidence de la forme étatique avec la volonté nationale d'un peuple** »<sup>241</sup>. Le commentateur critiquait cette définition, ne voyant aucune coïncidence du cadre étatique avec la coexistence d'éléments de faits divers indépendants de la volonté.

La comparaison des arguments pour et contre l'Anschluss révélait cette diversité. Ses partisans invoquaient l'affinité des Autrichiens avec les Allemands par la communauté de la langue germanique et de la religion protestante. Ses adversaires soutenaient à l'opposé l'existence en Autriche d'une communauté à majorité catholique de culture et de tradition héritée du Saint Empire germanique.

En réalité, sur le plan de la race, l'Autriche représentait une population « hybride sur fond slave avec incorporation de magyars et de germains, et martinés de juifs surtout à Vienne. Quant à la religion, le Reich ne pouvait ignorer que les Autrichiens étaient en grande majorité de religion catholique.

L'argument de communauté de culture et de tradition invoqué par les publicistes allemands et autrichiens n'est pas pertinent, selon Jacques Ranchin. Preuve en est l'opposition de l'Autriche aux manœuvres de germanisation opérées par la Prusse. En

<sup>240</sup> Robert REDSLOB « *Les principes du Droit des gens modernes* », pages 210-215

<sup>241</sup> Jacques RANCHIN. *Op. citation du Völkerfund, Revue de droit international « l'Anschluss »* n° 11-12, mai 1938

effet, de 1273 date d'élection de Rodolphe de Habsbourg comme roi de Germanie, à 1748 date du Traité d'Aix La Chapelle, la lutte entre l'Autriche et la Prusse a commencé sous Frédéric II en 1740. Marie-Thérèse se résigna à traiter avec Frédéric II et à lui confirmer la possession de la Silésie.

1866, date de la victoire de la Prusse, consacra l'exclusion de l'Autriche de l'Allemagne.<sup>242</sup>

Le régime nazi invoquait plusieurs arguments en faveur de l'Anschluss, dont certains, il faut l'admettre, n'étaient pas dénués de valeur. Il en était ainsi pour le droit d'autodétermination des peuples, devenu de droit positif par son incorporation aux 14 points du programme Wilson en vue du rétablissement de la paix mondiale. Application en avait d'ailleurs été faite au profit de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

Or l'article 88 du Traité de St Germain interdisait toute possibilité de ce droit.

Enfin, argument de fait, avancé par les nazis Autrichiens qui avaient multiplié les manifestations en faveur du rattachement de leur pays au Reich allemand. L'organisation en 1921 de deux plébiscites au Tyrol et à Salzburg s'était traduite par un pourcentage de 98 % et de 93 % en faveur de l'Anschluss.

Jacques Ranchin faisait l'objection juste que si la réalisation de l'Anschluss correspondait à la volonté d'une majorité du peuple autrichien, elle pouvait se réaliser juridiquement par l'accord des gouvernements concernés et non par l'annexion « suite à un ultimatum », (Machtprobe) (l'épreuve de force) en violation des accords du 11 juillet 1936.

Une conséquence en découlait pour le juriste, la disparition par la voie brutale d'un membre de la société des Etats avec bouleversement de l'équilibre européen.

L'affaire de l'Anschluss sur le plan plus général a été un exemple parmi tant d'autres de l'usage de la force brutale par les nazis dans leurs rapports avec les nations qu'ils convoitaient pour réaliser le grand Reich.

L'auteur de l'article considérait comme une circonstance aggravante les déclarations d'Hitler, qui faisait grief à certains peuples d'avoir mis à profit le principe des nationalités, but suprême de leur guerre, alors que l'Allemagne en avait été privé. Ne déclarait-il pas ! « *En violant les Traités de Versailles et de Saint Germain je n'ai pas violé le droit, ne n'ai fait que le rétablir* » ! !

### Les relations internationales

<sup>242</sup>

Jacques RANCHIN « l'Anschluss », *Revue du droit international* n° 21, mai 1938, pages 317 à 338

**Le professeur Georges Chklaver de l'Institut des Hautes Etudes internationales** a traité de ce problème dans le cas spécifique de l'hitlérisme « l'Hitlérisme et le Droit des gens »<sup>243</sup>. Il examine à ce propos la doctrine national-socialiste sur le plan des relations internationales.

Dans son exposé, Chklaver cite la thèse originale du juriste allemand Rogge, qui a rattaché des traits de la doctrine nazie à la métaphysique de Kant<sup>244</sup>, imprégné, selon certains, d'esprit prussien. Dans son projet de paix perpétuelle, ce philosophe écrivait : *« On ne regarde pas comme valide tout traité de paix, d'où l'on se réserve tacitement la matière d'une nouvelle guerre. Or rien ne saurait mieux servir de prétextes à de nouvelles guerres que la condition morale ou juridique de l'adversaire »*.

Cette conception, qui paraît pour le moins machiavélique entraîne, selon Chklaver, quatre observations :

*Pour la première*, la foi des traités ne serait due qu'aux traités honnêtes qui sont censés être conclus entre des parties, qui ont la même conception de l'homme et qui ont un respect mutuel. *Deuxième observation* : dans la doctrine nazie, à côté de l'honneur national, figure « le droit fondamental à la Défense nationale », ce qui donne le droit à chaque peuple d'adopter toutes les mesures jugées nécessaires à sa défense en pleine liberté et indépendance en harmonie avec les exigences de sa situation géographique et politique. *Troisième observation* : le droit de légitime défense peut être interprété et régularisé en fonction de la définition donnée à l'agresseur. *Quatrième et dernière observation* : aux pactes plurilatéraux sont substitués dans le système nazi les pactes de sécurité et de non agression. Jadis, les rapports étaient de monarque à monarque, actuellement « d'homme à homme », formule dont se prévalait Hitler.

Chklaver fait ressortir l'extrême fragilité d'un tel système dans le jeu diplomatique. Les régimes totalitaires soumis à une direction unique et sans partage sont amenés à souscrire des engagements précaires, compte tenu des conditions de leur accession et de leur maintien au pouvoir.

Dans son analyse, ce juriste s'abstient de faire un rapprochement quelconque avec le système diplomatique bismarckien ou wilhelmien quant à la valeur des traités.

### **Le regard de René Cassin**

<sup>243</sup> Professeur CHKLAVER « L'Hitlérisme et le Droit des gens », *Revue de droit international*, tome 17, janvier-juin 1936, pages 560 à 564

<sup>244</sup> Emmanuel KANT « La métaphysique des mœurs » 1 paragraphe 858. *Op. Citation de Rogge*

L'ouvrage de Marc Agi « René Cassin, fantassin des droits de l'Homme », paru certes en 1987, permet au chercheur une approche de ce juriste au travers de conférences données et d'écrits parus dans les années 1930.

Certains des textes retenus se situent à la charnière de l'année 1940, mais ils ne peuvent être détachés de l'ensemble de la question principale « Le nazisme est-il le prolongement du prussianisme ? ».

Le regard de René Cassin se présente sous un aspect réactionnel face à l'actualité et sous un aspect critique.

L'année 1933 représente dans son esprit « les flammes qui montent du III<sup>ème</sup> Reich avec des images multiples, celles du nazisme « pur et dur » : la grande parade de Potsdam du 21 mars 1933, « **où resurgissent les traditions militaires prussiennes et le clinquant grandiose national-socialisme** », l'octroi des pleins pouvoirs à Hitler, le premier avril les persécutions juives et le 10 mai l'autodafé « où l'on brûle quelques progrès de la culture occidentale ». Cet ensemble hypnotise le regard et annihile à jamais la pensée critique.

De retour d'Israël, René Cassin multiplie « ses avertissements salutaires » auprès des associations d'anciens combattants au sein de l'U.F.A.C. et de l'opinion publique<sup>245</sup>, pour dénoncer le pangermanisme et sa renaissance.

René Cassin met ainsi en parallèle les conflits de 1914 et de 1939 en soulignant que le deuxième conflit n'a plus grand chose à avoir avec les traditionnelles batailles du passé « **en raison du caractère volontairement meurtrier du nazisme** ».

Il ajoute que la guerre n'est plus la solution d'un conflit d'intérêt, de dynasties et de frontières, mais sa nature apparaît comme différente dans la mesure où « une puissance impériale la choisit comme un moyen d'étendre son hégémonie ».<sup>246</sup>

Le rapprochement du prussianisme et du nazisme est donc évoqué. Les deux phénomènes poursuivaient, selon lui, le même objectif. René Cassin déclarait le 8 septembre 1940, anniversaire de la bataille de la Marne.

La cause des deux guerres est unique, elle consiste « *dans l'expansion de l'impérialisme pangermaniste désirant asservir le monde. Dans les deux cas la France éternelle, porteuse du message humain, subit le choc le plus lourd* »<sup>247</sup>.

Dans ce jugement, il rejoignait le philosophe Henri Bergson.

---

<sup>245</sup> René CASSIN « Avertissements salutaires », *Cahiers de l'UFAC*, 1938, article reproduit dans « *La Pensée et l'Action*, pages 55-58

<sup>246</sup> René CASSIN, article dans le journal « *France* » du 28/10/1940, *op. cit.* Marc Agi « René Cassin », *fantassin des Droits de l'Homme* (1979)

<sup>247</sup> René CASSIN « *Journal de la France* », numéros des 28 octobre 1940 et 11 novembre 1940

En abordant les causes des deux conflits, René Cassin estime que « c'est la fatalité ». Elle a voulu qu'à l'origine, le romantisme allemand du 18<sup>ème</sup> siècle orienta l'idée nationale *« vers des aspirations mystiques irrationnelles basées sur une communauté de langue et de race, et a fourni en Prusse, à Frédéric II et aux froids organisateurs de la machine militaire prussienne, basée sur le service obligatoire, des adjuvants à une puissance explosive redoutable »*.<sup>248</sup>

Cette puissance explosive évoquée par ce juriste devait prendre de l'ampleur avec l'Unité allemande, à laquelle des penseurs pensaient comme Hegel, qui donnait priorité à l'Etat prussien sur les individus ou comme Fichte dans son « Discours à la Nation allemande », « bible du pangermanisme érigé en sauveur du monde ».

Cette Unité s'est réalisé « *par le fer et le feu* » au moyen de guerres d'annexion pour le triomphe de l'hégémonie prussienne. L'Allemagne de Bismarck s'est présentée dans le concert des grandes puissances « *comme la plus militariste* » de toutes.

**Dans son appréciation sur la national-socialisme**, René Cassin l'interprète comme un phénomène nouveau « *résultant de la concentration de forces matérielles et psychologiques la plus dangereuse* ».

Il crie son inquiétude en 1938 en présence de dynamismes nouveaux stimulés par la crise économique, « l'urgence de solutions positives et immédiats même réduites sur le plan général ou dans certaines régions dangereuses »<sup>249</sup>.

En 1938, il en signale le péril<sup>250</sup> dans ses manifestations « le réarmement allemand, la mystique raciste tendant à comprendre dans le Reich 100 millions d'hommes, les visées sur la Lituanie et sur la Russie, enfin la doctrine de la défense par ses seules forces en contradiction avec les principes de sécurité et d'entraide collective ». « Il faut, ajoute-t-il, éviter la panique, qui ferait le jeu du terrorisme international ».

L'objectif de l'Allemagne nazie est clair pour se résumer, écrit ce juriste, au révisionnisme anti-Versaillais et la fondation du Grand Reich.

René Cassin s'incline devant les victimes du nazisme, comme « la pieuse Autriche et la démocratique Tchécoslovaquie » accusées de ne pas avoir entendu « l'appel de la race et du sang » et qui sont venues rejoindre les juifs et les marxistes dans le cimetière terroriste.

Ce juriste met l'accent sur le respect loyal des Traités et condamne l'attitude et le reniement de la France vis-à-vis de la Tchécoslovaquie lors des accords de Munich de

<sup>248</sup> René CASSIN « Intervention du 8/09/1940, anniversaire de la bataille de la Marne, op. citation Marc Agi « René Cassin », 1979

<sup>249</sup> René CASSIN « La Pensée et l'Action », Editions Lalou 1972, pages 57, 59, 66, 69

<sup>250</sup> René CASSIN « La Pensée et l'Action », Editions Lalou 1972, pages 57, 59, 66, 69



1938. Il donne en exemple la France d'alors, qui a religieusement respecté le Traité de Francfort et qui s'est relevée « par un effort admirable des désastres de 1870-1871 ».

Ces évènements ne sont pas particulièrement propres au pangermanisme et à l'impérialisme russe mais au-delà. « Elle constituent les symptômes d'un phénomène redoutable de notre époque : **l'épanouissement d'Etats Léviathan, qui, grâce à une politique de viol et de méthode terroriste appliquée sur une vaste échelle, prétendent réaliser une œuvre doublement dangereuse** ».

Le grand danger pour l'avenir, c'est « **que les Etats Léviathan entendent transformer les êtres humains en instruments, en esclaves qui appartiennent tous entiers à une communauté** ». Celle-ci à son tour réduira à l'esclavage, sinon même à la mort les hommes appartenant à d'autres groupes, ou occupant d'autres territoires. Par ce phénomène décrit en détail par René Cassin, la société verra l'émergence d'empires autarciques, dont l'un d'eux triomphera avec l'objectif de la maîtrise du monde.<sup>251</sup>

Cette invasion progressive aura pour principal effet de « supprimer chez tous ces peuples opprimés toutes les libertés individuelles avec le plus total mépris pour la dignité de la personne humaine ».

Un pareil tableau n'était pas un pur produit de l'imagination, mais correspondait à l'actualité et à ses développements, entre 1933 et 1940.

### **III - Le regard des privatistes**

**Henri Donnedieu de Vabres** (1880 – 1952) a traité « *la Politique criminelle des Etats autoritaires* », titre de son ouvrage<sup>252</sup>. Ce juriste répond à la question :

Est-ce que la législation antérieure prussienne et de Weimar ont été conservées ou reléguées par le Droit national-socialiste en matière criminelle ?

Donnedieu de Vabres qualifie le nouveau Droit de « *volontaire et de populaire* ». Une telle qualification n'est pas surprenante. L'Etat nazi impose sa loi, d'où son caractère volontaire (*Recht der Willenkraft*). Il prend peu en compte le passé juridique de l'Allemagne et face à une législation diversifiée des divers états de la fédération, il entend substituer au concept de l'Etat et au particularisme de ses composantes, celle du peuple et de la race, qui deviennent dès lors le fondement du droit public et du droit pénal nouveau.

<sup>251</sup> René CASSIN « *L'Etat Léviathan contre l'homme et la communauté humaine* » publié en avril 1940 – *Revue des nouveaux cahiers*, texte repris dans *La pensée et l'action*, pages 63-71

<sup>252</sup> Henri DONNEDIEU DE VABRES « *Politique criminelle des Etats autoritaires* » Sirey 1937, série de conférences faites à l'Université de Damas de 1937 à septembre 1938, *Librairie de Droit et de jurisprudence*, page 84

L'essence du peuple « le Volkstum » est primordiale pour prendre le pas sur l'Etat. Cette connotation mystique se manifeste par un sentiment collectif de la Communauté allemande. Pour la défense de ses intérêts et de la race aryenne, l'objectif premier du Législateur est « *de réaliser par la menace et au besoin, par l'application de la peine, l'épuration de la race* ».

Donnedieu de Vabres présente trois objections de poids au programme national-socialiste. Il crée en premier une inégalité entre « Staatsbürger » (les citoyens) avec plénitude de droits et les « Staatsgehörige » (les simples sujets), distinction déjà évoquée. Le critère de ce choix a pour base non celui de la richesse, mais celui de la pureté de sang. La deuxième observation est que le concept de lien du sang découle de la notion du peuple, différent de la notion de l'Etat, déjà relevé chez d'autres juristes. La synthèse de la Communauté de sang et du sol (Blut und Boden) est l'aboutissement du programme nazi.

Dans le domaine de la répression, des sanctions sont prévues contre les auteurs d'infractions, coupables d'avoir enfreint ces deux notions.

Donnedieu de Vabres précise qu'en l'absence du mot « Strafe » (la sanction) tant dans les écrits d'Hitler que de Gobineau (sic), Alfred Rosenberg<sup>253</sup>, théoricien du racisme nazi, en a défini les directives pour le régime. Dans l'application de la peine, il convient d'écarter toutes idées de pitié et de pardon « fruits du Christ corrompu, les principes individuels et matériels du droit romain qui appartiennent à une autre race et le droit pénal ancien », notamment le droit prussien. Dans son principe, la peine doit avoir pour finalité « non la vengeance mais tout élément étranger à la Communauté allemande ». Suivant la gravité des cas, étaient préconisés « les sanctions d'emprisonnement, de réclusion et de mort contre tout Allemand et tout étranger vivant en Allemagne, qui par parole, écrits et actes s'est rendu coupable d'offenses envers le peuple allemand » (sic).

Donnedieu de Vabres présente un document, qui lui paraît essentiel dans le compréhension de l'évolution de la Législation allemande de Guillaume II à Hitler. Il s'agit « *du mémoire prussien* » élaboré au sein de la Commission officielle et de la Section spéciale en 1933 par des fonctionnaires du ministre de la Justice de Prusse sous la direction de leur chef, le Doktor Hans Karl, dont les rapports sont réunis dans un seul ouvrage « *Das kommende deutsche Strafrecht* » (le nouveau droit pénal allemand). Il résulte de l'ensemble, précise Donnedieu de Vabres que « le Willenstrafrecht » ne creuse pas de fossé avec le Droit pénal en vigueur sous Guillaume II, qui était marqué

<sup>253</sup>

Alfred ROSENBERG « *Le Mythe du XX<sup>ème</sup> siècle, Chapitre IV, pages 563 et suivantes.*

par son autoritarisme et qui insistait sur l'élément psychologique de l'infraction. Rappelons que le criminaliste Franz von Liszt (1851 – 1919), très estimé à ce sujet, considérait le criminel comme un malade et préconisait une peine adaptée à la personnalité du délinquant. Depuis le Code pénal allemand de 1871, le législateur aurait substitué le critère de la normalité du sujet au critère de la dangerosité du sujet.

Le projet nouveau du Code de procédure pénale élaboré par la Commission de 1933 accentuait en fait l'orientation centraliste et autoritaire qui a été évoquée ci-dessus.

Après s'être étendu sur le caractère volontaire du droit pénal national-socialiste, Donnedieu de Vabres analyse son deuxième aspect, l'aspect populaire « le Volkstrafrecht »<sup>254</sup>.

Cet aspect est capital pour ses conséquences. Il conditionne toutes les causes de non culpabilité inhérentes à la personnalité du délinquant (jeunesse, démence, contrainte) ainsi que les causes objectives (légitime défense, ordre de la loi et commandement de l'autorité légitime, état de nécessité).

La loi du 15 septembre 1935, dans son préambule, exprime cet état d'esprit. Il est intitulé « pour la protection du sang allemand et de son honneur : *« pénétré du fait que la pureté du sang allemand et animé de la volonté indomptable d'affermir pour un avenir illimité la nation allemande, le Reichstag a adopté à l'unanimité la loi précitée »* ».

En examinant d'ailleurs l'échelle des peines, on peut observer que la sanction frappe en priorité les crimes de trahison et de haute trahison envers la force armée de l'Etat, toutes atteintes à la force, à la santé du peuple ainsi que le mouvement national-socialiste (11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> articles). Emprisonnement, réclusion et peine de mort sont les pénalités prévues pour chaque cas, après administration de la preuve.

C'est ainsi que l'analyse de Donnedieu de Vabres conduit à préciser le rôle du Ministère public (le *Staatanwalt*), qui requiert au nom de la Communauté allemande, au nom du Reich, la peine encourue. Le nouveau système implique des impératifs comme dans la procédure française encore en vigueur, il appartient au ministère public, dans la recherche de la vérité, de donner à la procédure une direction saine du juge d'instruction ou classement en cas d'absence ou d'insuffisance de preuves. Il bénéficie en outre du droit de communication du dossier au cours de toute l'information, alors que ce même droit est limité pour le défenseur du délinquant, qui n'y sera autorisé qu'en fin d'information (paragraphe 374). Il en découle que le Führer est toujours présent au cours de la procédure, dès lors qu'il a délégué son pouvoir au « *Staatanwalt* » et qu'il

<sup>254</sup>

Henri DONNEDIEU DE VABRES « La politique criminelle des Etats autoritaires », page 113, *op. cit.*

peut le lui reprendre à tout moment. Il est non seulement présent, mais ses pouvoirs sont étendus. Par ailleurs, Donnedieu de Vabres se réfère à la loi du 6 février 1935 élargissant l'exercice du droit de grâce et lui donnant le pouvoir exorbitant d'interdire ou d'interrompre toute poursuite en cours.

Ce juriste énumère les innovations apportées par le législateur nazi.

Au stade de la constitution de l'infraction, la nouvelle loi n'évoque plus l'acte préparatoire avec commencement d'exécution pour définir la tentative. Une entreprise criminelle (Unternehmen) suffit pour constituer l'infraction.

Deuxième innovation, au stade de la juridiction de jugement, la loi du 28 juin 1935 stipule dans son préambule *« quiconque commet un acte que la loi a déclarée punissable ou qui d'après la loi fondamentale de la loi pénale et d'après la saine souveraineté du peuple mérite d'être puni »*.

Le problème d'appréciation et d'interprétation du juge devient ainsi plus difficile.

Troisième innovation, le juge unique (Amtsrichter) voit ses pouvoirs étendus. Sur initiative du Ministère public, il peut être saisi au lieu du tribunal d'échevins, vieille institution répondant à l'époque prussienne et impériale à la tradition allemande, qui voulait que la justice pénale traduise le sentiment populaire (le Volkstum).

L'échevinage n'est pas pour cela banni, il est représenté à tous les degrés de la hiérarchie des juridictions correctionnelles (Schöffengericht) et même depuis la loi du 4 janvier 1924 dans les juridictions criminelles.

Comme dans tout régime totalitaire, on assiste à la création de juridictions d'exception, comme le tribunal populaire (Volksgerichtshof) pour connaître des crimes de trahison (Hochverrat et Landesverrat) qui relevaient antérieurement du tribunal supérieur du Reich, composé comme les tribunaux ordinaires de juges professionnels et d'échevins. La loi national-socialiste du 24 avril 1934 (page 139) sert de passerelle entre le passé et le présent. Que doit-on retenir de l'ensemble de ces réformes ?

L'organisation et le fonctionnement de la machine judiciaire nazie et notamment criminelle fait ressortir une accentuation « centraliste et autoritaire » du nouveau système. Chaque magistrat, tant du Ministère public que du siège, est décideur à son stade, par application du « Führerprinzip » mais en fait le pouvoir central prédomine.

L'indépendance du pouvoir judiciaire est pour ainsi dire inexistante. Il en découle qu'avec le national-socialisme, dans le domaine tant de Droit pénal que de la procédure, l'Allemagne a été l'objet d'un bouleversement, qui s'est traduit par le passage radical de particularismes dus au système fédératif à un centralisme sans

précédents pour aboutir à une unité juridique. On ne peut donc parler d'une continuité avec la tradition prussienne.

Le premier effort de l'Etat nazi a certes porté sur la répression, dès lors qu'il avait besoin d'appliquer d'urgence des mesures énergiques. *Le domaine civil et commercial* n'en a pas moins fait l'objet de textes nouveaux.

**Albert Rivaud**, dans son ouvrage « *le Relèvement de l'Allemagne* » paru en 1938, en fait état au titre de la Justice et de la Police. Il met l'accent sur le fait que la réforme nazie fait peu référence au droit classique et même à l'ancien droit allemand caractérisé par son formalisme.<sup>255</sup>

Dans le principe, le juge n'est pas lié par le texte de la loi : sa décision doit essentiellement prendre en compte « *le sentiment normal* » du peuple allemand. C'est au magistrat de déterminer « *le jugement conforme à l'équité, sans oublier le bon sens populaire* ».

Selon Albert Rivaud, la nouvelle législation en matière civile et commerciale est réaliste. A titre d'exemple, il cite les lois du 5 juillet et du 9 octobre 1934 destinés à accroître la responsabilité des conseils d'administration des sociétés anonymes, alors que l'ancien système s'en tenait à l'irresponsabilité des administrateurs délégués.

Autre exemple, le maintien dans les lieux des locataires insolvables est confirmé, en cas d'expulsion et par ailleurs l'esprit du droit nouveau s'exprime par la loi du 9 mai 1936 sur les brevets. Toute invention s'avère utile à la communauté nationale et si le brevet présente un intérêt national, l'Etat peut obliger l'inventeur à le céder à la communauté.

Albert Rivaud fait toutefois des réserves sur la novation de la législation en ce sens que les juristes, qui l'ont élaboré, se réfèrent souvent aux vieilles coutumes germaniques à l'encontre des textes que le droit romain ou le code Napoléon avaient modifié.

L'application de la législation nazie impliquait un personnel au service du régime. Le docteur Franck, président de « l'Académie de Droit allemand » donne des directions dans ce sens. « Les concepts de race, de conducteur, d'autorité, de croyance, de sol national, de défense de la collectivité allemande, d'idéalisme devront être continuellement présents dans l'esprit du juge », déclarait le docteur Franck<sup>256</sup>.

A cet effet, l'éducation des futurs magistrats doit être modifiée. La simple formation ne suffit pas, elle doit être précédée ou accompagnée d'un stage dans « un camp de travail » et d'une participation aux exercices de S.A.

<sup>255</sup> Albert RIVAUD « *Le relèvement de l'Allemagne* », Colin 1938, pages 254, 255, 256  
<sup>256</sup> Albert RIVAUD « *Le relèvement de l'Allemagne* », 1936, page 255

« *La Fédération des juristes nationaux-socialistes* », à laquelle doivent adhérer obligatoirement les nouveaux juges, a un rôle primordial, selon Albert Rivaud, dès lors qu'elle contribuera à normaliser la justice. Un dossier est ouvert pour chacun d'eux afin de suivre l'intéressé dans sa carrière et de vérifier s'il présente le profil d'un Führer.

La réforme de la justice ne peut s'instaurer sans celle de la police. Un abrégé en dix articles rédigé par le ministre de l'Intérieur Frick est remis à chaque policier, à qui les devoirs fondamentaux du national-socialisme sont rappelés.

#### **IV - Le regard des économistes**

Les investigations s'avèreraient incomplètes si elles ne portaient pas sur les économistes, face au dualisme prussianisme-nazisme.

Il a été pris en référence **Henry Laufenbürger**, professeur à la Faculté de Strasbourg, spécialiste des problèmes économiques et plus spécialement de ceux de l'Allemagne. On lui doit « *les Aspects de la reprise allemande, méthodes et résultats* » (1938), « *l'Intervention de l'Etat en matière économique* » (1939).

Le choix s'est porté sur l'ouvrage qui peut se rapprocher le mieux du sujet « *les Nouvelles structures de l'Economie du Reich* ». Paru en 1938, il renseigne sur le national-socialisme économique, sans occulter l'historique. L'avocat Pierre Pflimlin s'est associé à l'élaboration de ce livre<sup>257</sup>.

La vie économique allemande sous Bismarck et sous l'empire Wilhelminien est marquée par la création du Zollverein prussien (1815 – 1823) et du Zollverein allemand (1828 – 1834) avec pour objectif de créer un marché commun de 25 millions d'habitants et une protection douanière unique. L'économiste Friederich List (1789-1846) a d'ailleurs joué un grand rôle pour avoir été un des premiers défenseurs de l'idée de l'union douanière, prélude à la formation de l'unité allemande. Dans son ouvrage *Le système national d'économie politique*, paru en 1841, il s'opposait en libre échange pour devenir la personnalité la plus marquante du protectionnisme.

Henry Laufenbürger et Pierre Pflimlin, après enquête sur place en 1937, ont apporté des éléments de réponse à la question : **le Nazisme a-t-il maintenu ou bouleversé l'ordre économique de l'Allemagne hérité de l'époque Bismarckienne et Wilhelminienne**, quant aux structures, à leur fonctionnement et à la politique adoptée dans le domaine économique.

#### **Quant aux structures**

---

<sup>257</sup> Henry LAUFENBÜRGER et Pierre PFLIMLIN « *La nouvelle structure économique du Reich* », Paul Hartmann éditeur, Paris 1938

Le trait dominant de l'Economie du II<sup>ème</sup> Reich résidait, à partir de 1850, dans la concentration capitaliste horizontale « **des cartels** » et verticale « **des Konzern** », où s'unissent les entreprises concourant à la fabrication d'un même produit Krupp ; Mannesmann, Thyssen en furent l'illustration pour maintenir leur emprise jusqu'en 1933 et même au-delà.

Face à ce système, la doctrine nazie était de l'avis des économistes cités, à la fois « **critique et destructive** », en ce sens qu'elle rejetait capitalisme et socialisme, supprimant les groupes chargés de la défense des intérêts patronaux comme elle supprimait parallèlement les syndicats ouvriers<sup>258</sup>.

Néanmoins, la liberté de la propriété individuelle était maintenue ainsi que le droit d'initiative laissé au chef de l'entreprise, confirmé dans son rôle, « *dès lors qu'il possède le privilège naturel de l'efficience, de la réalisation (Leistung) que peuvent et doivent faire valoir tous ceux qui se sont élevés au-dessus des autres par leurs propres forces* ».

Sur le plan structurel, les bases du nouveau système jetées par la loi du 27 février 1934 donnaient les pleins pouvoirs au Ministre de l'Economie du Reich avec un double objectif : la suppression complète des « *Arbeitgeberverbände* », groupements chargés de défendre les intérêts du patronat à l'encontre des employés et des ouvriers. La deuxième mesure à envisager était l'exclusion du marché « des cartels » de l'Organisation de l'économie, sauf exceptions. « *A la formule égoïste des cartels était ainsi préférée la conception désintéressée du groupe représentant l'intérêt national dans chacun des aspects privés de la vie économique* ». <sup>259</sup>

Si les cartels sont menacés d'exclusion, il n'en est pas de même pour « les Konzern » de l'ancien système, lesquels subsisteront avec un regroupement par branches d'activités à partir de juillet 1933.

Sous le régime nazi, la concentration industrielle va s'accroître avec « les Konzern », qui obtiennent le remembrement des houillères et qui étendent leurs puissances sur l'exploitation des minerais. Si 1925 avait vu sous le régime de Weimar la création à Francfort de l'I.G. Farben, trois Konzern prédominant sous le régime nazi : Mannesmann, Flick et surtout « la Reichswerke Herman Goering » établis au sud de Brunswick, qui possèdent des entreprises dispersées dans toute l'Allemagne et en Autriche annexée en 1938.

#### Quant à leur fonctionnement

<sup>258</sup> Henry LAUFENBÜRGER et Pierre PFLIMLIN « *La nouvelle structure économique du Reich* », 1938, avant-propos, pages 19, 22 à 25, 29

<sup>259</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », 1991, Fayard, page 297

Le programme du Parti national-socialiste en ses articles 13 et 14 avait deux exigences « l'étatisation de toutes les entreprises déjà groupées en trusts et la participation de tous aux bénéfices des grandes entreprises ».

Laufenbürger et Pflimlin ont soutenu que la doctrine nazie par rapport au passé ajouterions-nous, était « critique et destructive » à la fois. Elle rejetait capitalisme et socialisme, supprimait les groupes chargés de la défense des intérêts patronaux comme elle supprimait parallèlement les syndicats ouvriers. Mais la propriété privée était sauvegardée.

La motivation économique des dirigeants nazis est bien claire. En octobre 1934, Bernard Koehler, directeur de l'Office de la Politique économique du Parti déclarait « *Il est de l'essence du mouvement national-socialiste qu'il considère les intérêts économiques comme entièrement subordonnés aux devoirs politiques du peuple* »<sup>260</sup>

Ce haut fonctionnaire ne faisait que se conformer aux idées du Führer, lequel avait exposé devant le Reichstag, le 30 janvier 1934, que « *le peuple n'était pas là pour l'économie ou l'économie pour le capital* » mais que « *le capital devait servir l'économie et celle-ci le peuple* »<sup>261</sup>.

Pour insuffler au secteur économique un élan nouveau, les dirigeants nazis avaient imaginé de nouvelles structures, tout en utilisant les anciennes. Les juristes expliquent que dans le cadre des réformes instaurées en 1934 par le ministre de l'Economie Schacht, un organigramme est dressé pour se présenter sous deux aspects l'un vertical constitué par six Reichsgruppen, l'autre horizontal à base régionale dix huit chambres économiques (Wirtschaftskammer) et au sommet la Chambre économique d'Empire (Reichswirtschaftskammer), qui englobe les chambres économiques, groupes d'empire et chambres artisanales. Il apparaît que les dirigeants des comités de branches sont ceux des grands konzerns.

La création de ces groupes est obligatoire, à leur tête le culte du chef « le Führerprinzip » est à l'ordre du jour. Ce n'est pas les assemblées qui décident en toute liberté mais le chef (leiter) qui est en droit d'infliger des sanctions aux contrevenants « pour manquements à l'honneur professionnel et infractions aux conventions et usages d'une entreprise honorable » par application de la loi du 29 janvier 1937.

Les membres des groupes et ceux du Parti sont là pour surveiller les déviations du système.

---

<sup>260</sup> Henry LAUFENBÜRGER et Pierre PFLIMLIN « *La nouvelle structure économique du Reich* », Paris 1938, pages 20, 21, 24, 25, 29 .

<sup>261</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », Fayard 1991, op. citation page 180



Il apparaît en conclusion pour Henry Laufenbürger et Pierre Pflimlin que l'Etat nazi s'est écarté de son programme, d'autres juristes avaient fait la même observation.

Les cartels et trust à l'honneur sous l'empire Wilhelminien restent toujours en place. Les grandes entreprises, seules capables de réguler les prix, sont favorisées. Revers de la médaille, la classe ouvrière est sacrifiée, agriculteurs compris. En clair, l'Etat nazi ne mérite pas l'étiquette socialiste.

L'Allemagne nazie a adopté en matière économique et sociale « une formule qui lui est propre » autarcique, rigide, contraignante. Elle manifeste « un dynamisme extraordinaire » conformément aux orientations de ses dirigeants.

Il convient de souligner que ni Henry Laufenbürger, ni Pierre Pflimlin ne notent expressément un lien quelconque du système économique nazi avec le système bismarkien ou wilhelmien. Ces économistes relèvent néanmoins que les responsables des anciennes structures sont maintenus en place.

**Le système autarcique nazi** a été mis en valeur par François Perroux à l'appui de son ouvrage « *Autarcie et expansion, impérialisme ou impérialismes* » paru le 8 avril 1940, peu de temps avant l'armistice. Cet économiste soutient que l'autarcie, correspondant à une politique de repliement à l'état pur, n'est pas une réalité et qu'en régime fasciste, on assiste à un schéma contraire « qui tendrait à la puissance, à la sécurité nationale, tout en prétendant à l'accroissement du bien être, de la richesse et au partage, au dynamisme moderne ».<sup>262</sup>

En fait, l'autarcie est, selon François Perroux, « *un impérialisme qui signe ou mieux voudrait s'ignorer et se laisser ignorer* ». Moeller van den Brück avait préconisé pour le IIIème Reich futur deux voies pour la valorisation de l'économie allemande, la fermeté et l'expansion.

Es-ce que François Perroux fait le lien entre l'économie impérialiste prussienne et l'économie nazie aux périodes de crise ?

Cet économiste observe que durant la Première Guerre mondiale, le Reich a été condamné certes à l'autarcie pour durer, mais a dû compléter par la conquête militaire son approvisionnement intérieur. Sa politique du « Mitteleuropa » en a été la manifestation.

La politique nazie n'a pas d'autre objectif que « rendre l'Allemagne indépendante du marché afin d'augmenter sa puissance défensive ou offensive et d'éliminer le chômage. Citation est faite par François Perroux, du discours d'Hitler en 1936 au Congrès de Nuremberg où il est constaté un renforcement de la politique

<sup>262</sup> François PERROUX « *Autarcie et expansion, impérialisme et impérialismes* », Ed. Librairie de Médecis, le 2 avril 1940, pages 19, 21, 33

hitlérienne par le passage de la « *Planwirtschaft* à la *Wehrwirtschaft* » puis à la « *Kriegswirtschaft* » (de l'économie planifiée à l'économie militarisée, et à l'économie de guerre).

Le parallélisme entre la politique économique impériale et la politique nazie écarte tout point de liaison, François Perroux observe toutefois que les deux ont bénéficié d'une puissante organisation appliquée par une structure « *forgée depuis longtemps* » et que l'autarcie dans son double contenu de repliement et d'expansion va à l'encontre du postulat de l'université des échanges internationaux.<sup>263</sup>

\* \* \*

L'économie, comme les autres domaines du droit nazi se trouvent régis et dominés par une idée « *la Weltanschauung* », national-socialiste, avec un caractère volontairement subjectif.

Toutes les disciplines y sont donc soumises avec deux apports inédits et d'importance « *les notions de race et d'honneur, éléments fondamentaux du Volk* ».

La notion de race, caractère essentiellement mythique, a été concrétisée par deux types de mesures, la première mesure tendant à assurer aux aryens allemands la domination incontestée de l'Etat, la seconde, conduisant à l'eugénisme avec la croyance de la supériorité de la race germanique. René Capitant et Roger Bonnard notamment en ont souligné l'importance.

Quant à la notion de l'honneur, évoquée par peu de juristes français, elle occupe une grande place dans l'idéologie comme le juriste Marcel Cot a cherché à le démontrer dans sa thèse « *La conception hitlérienne du droit* », publiée en 1937 ;

Le mémoire du Ministre prussien de la Justice sur le projet du nouveau Code Pénal ne mentionnait-il pas dans son préambule que « *le plus grand bien de chaque allemand, conscient de sa race, c'est son honneur, car seules l'inviolabilité et l'intégrité de l'honneur assurent la valeur et la considération de la Collectivité* »<sup>264</sup>.

Ainsi le Droit pénal s'appuie totalement sur cette notion, tant d'ordre social que d'ordre individuel pour assurer sa protection. En adoptant la tradition germanique, ce sens de l'honneur prône le principe de fidélité due au Führer par tout membre de la « *Gefolgschaft* ». L'ordre moral nazi doit ainsi sanctionner sous forme de « *Vergeltung* » (la loi du talion) toute déviation de l'individu.

Il apparaît que les conséquences des doctrines nazies se révèlent non seulement en droit pénal, mais également dans les autres domaines du droit comme

<sup>263</sup> François PERROUX « *Autarcie et expansion, impérialisme et impérialismes* », avril 1940, pages 19 –

62

<sup>264</sup> Marcel COT « *La conception hitlérienne du droit* », thèse de doctorat, Faculté de Toulouse, pages 90 à 94

H. Mankiewicz, spécialiste du droit comparé, n'a pas manqué de le faire valoir. Mettant en parallèle le système libéral et le système nazi, ce juriste conclue que dans le premier, le droit subjectif est une prétention individuelle et le droit objectif un ordre de contrainte abstrait.

A l'opposé, le système nazi conçoit le droit objectif comme l'ordre de vie national (*völkische Lebensordnung*) et le droit subjectif comme la position juridique de l'individu dans cet ordre (*Hechtsstellung der Einzelnen*)<sup>265</sup>.

Il en découle que le national-socialisme prononce *en droit public* la suppression de la notion du droit subjectif comme celle de la personnalité *en droit privé*. Le système nazi met en concurrence le droit et le devoir (*Pflicht*), de manière à protéger « *la gemeinschaft* ». Si l'individu n'est pas privé de droit, sa personnalité est liée avant tout au groupe.

*Le domaine administratif nazi* est également atteint par la réforme. Mais si ses théoriciens se voient dans la nécessité de limiter les droits des administrés au profit de l'Etat national-socialiste, ils se prononcent pour le maintien des juridictions administratives héritées du XIX<sup>ème</sup> siècle (*Länder*), avec cette différence essentielle que le contrôle hiérarchique en application du « *Führerprinzip* » se substitue au contrôle juridictionnel ancien.

L'ensemble de ces réformes conduit Marcel Cot à constater que « *le nazisme gouverne ainsi une nation irréaliste et utopique, qu'il se crée en mutilant la vie allemande* », ce qui a pour effets en droit interne de justifier l'absence de contrôle politique de la nation et de supprimer l'individu du système juridique et en droit international à l'anarchie. Il apparaît de l'ensemble des recherches que les juristes ont, en majorité, été peu sensibilisés par la problématique du dualisme prussianisme-nazisme. Comme prisonniers des événements et de leurs retombées, ils se sont limités soit à exprimer leurs opinions personnelles au travers de mémoires ou conférences, soit à donner sereinement leurs avis de techniciens du Droit sur les structures et caractères de l'Etat national-socialiste, sans toutefois à de rares exceptions près évoquer le passé prussien de l'Allemagne. La doctrine national-socialiste est considérée par la plupart des juristes comme étant en contradiction totale avec les idées politiques et constitutionnelles inhérentes à la Démocratie. L'idée de l'Etat en tant qu'entité, le libéralisme et l'individualisme, la démocratie représentative sont ainsi écartés du système politique nazi. Le pouvoir personnel du Führer a pour effet la suppression de tous les partis politiques et l'anti-libéralisme. La législation nouvelle, qui a entraîné des

<sup>265</sup> H. MANKIEWICZ « *Le National-Socialisme, ses doctrines et leurs réalisations* », 1937, pages 173 -

bouleversements, avait pour objectif final d'aboutir à l'unité juridique avec prédominance de l'Etat.

Les juristes, qui se sont penchés exceptionnellement sur le dualisme prussianisme-nazisme, sont tous unanimes pour dire que ces deux phénomènes ont un point commun et une politique commune, celle de la conquête.

La problématique permettra à l'historien d'apprécier les éléments de réponse fournis par les juristes français à la question centrale « le nazisme est-il le prolongement du prussianisme ? »

Les principes juridiques régissant les Etats démocratiques ne peuvent avoir, de l'avis des juristes français, aucun point commun avec ceux régissant l'Etat totalitaire nazi. Un fossé infranchissable les oppose, à telle enseigne qu'une proposition faite au Congrès des juristes allemands, tenu sous la présidence de Carl Schmitt, théoricien du régime nazi, avait pour objet de supprimer la notion juridique de l'homme. Selon l'intervenant, cette notion, au sens de l'article 1 du Code Civil allemand, obscurcit et fausse les différences qui désignent les termes compatriote, citoyen, étranger, juif. « Ces abstractions scientifiques n'ont rien à voir avec la vie réelle ; il faut s'habituer à penser dans la concrétisation : à voir comme pareil ce qui est pareil, dissemblable ce qui est dissemblable.<sup>266</sup> Si ce projet ne paraît pas avoir eu de suite, il n'en demeure pas moins vrai que le régime hitlérien avait la volonté de créer un nouveau droit sur des bases authentiquement allemandes à base de race et de « Volkstum » en opposition à la vieille civilisation occidentale. L'Etat est totalitaire et dès lors il ne reconnaît aucune règle limitative à son activité tant en matière de politique intérieure qu'en matière de politique étrangère. En droit des gens, le national-socialisme rejette tout système de garantie universelle ou de solidarité internationale. S'il tolère l'ordre international, il ne l'admet que dans la mesure où « *ses données sont d'accord avec celle de l'honneur et de l'égalité des droits de l'Etat allemand* »<sup>267</sup>.

<sup>266</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », Paris 1936, page 265 *op. cit.*

<sup>267</sup> Jacques FOURNIER « *La conception national-socialiste du droit des gens* », thèse de doctorat, Paris, A. Pedone, 1938, *op. cit.*, page 53

# C

## HAPITRE 2 – Le regard des philosophes

---

L'aspect doctrinal du nazisme a interrogé les philosophes et essayistes français. Articles et ouvrages ont abondé dans les années 1933, leurs auteurs cherchant à donner une image objective et assez convaincante de ce phénomène. « *La nouvelle Revue Française* » (NRF), considérée comme « l'Organe de la République des lettres » a publié en janvier 1933 une « *Documentation sur le national socialisme* ».

Afin d'écarter les idées fausses qui se propageaient à l'époque, ses rédacteurs Brice Parain et Georges Blumberg faisaient des mises au point sur le sujet, à savoir que le nazisme, loin d'être issu d'un mouvement d'idées était « *un refus et un dégoût de réprouvés* » « *soldats et aristocrates déracinés* ». <sup>268</sup> Le désespoir devant l'écroulement des valeurs de l'ancien régime et le refus de celles offertes par l'Allemagne de Versailles et celle de Weimar expliquaient leur état d'esprit. Non seulement, le sentiment de la Nation les inspirait mais également un élément spirituel et biologique, l'appartenance à la race allemande. Le racisme, selon les rédacteurs de l'article, aurait été reçu en héritage de la tradition familiale et de l'éducation.

« *La Nouvelle Revue française* » ouvrait en janvier 1934 ses colonnes à toutes les sensibilités politiques. Ainsi, elle offrait à ses lecteurs le fameux texte de Trotski « **Qu'est-ce que le national-socialisme** », qui était qualifié de « *concentration forcée de toutes les forces et moyens du peuple dans l'intérêt de l'impérialisme, qui est la véritable mission historique de la dictature fasciste* », impliquant la préparation de la guerre <sup>269</sup>, ainsi que deux prises de position sur le IIIème Reich. L'écrivain **Drieu la Rochelle**, au terme d'un voyage Outre-Rhin citait en exemple la nouvelle Allemagne qui se présentait **comme le dernier élan d'un socialisme à bout de souffle** ». A l'opposé, le penseur **André Suarès** <sup>270</sup> se lançait dans une critique violente de l'Allemagne « *qui, depuis 2000 ans, est la plaie ouverte de l'Europe* ». Elle s'obstine

---

<sup>268</sup> Ernst SALOMON « *Les réprouvés* », récit d'aventures sur les corps francs dans les pays baltes, Paris, Plon 1931

<sup>269</sup> Lev Davidovitch TROSKI « *Comment vaincre le fascisme* », écrits sur l'Allemagne 1930-1933, Editions de la Passion 1993, page 231

<sup>270</sup> *La Nouvelle Revue française* « *Documentation sur le national-socialisme* », bulletin de janvier 1933, page 235

dans l'idée que le continent doit être sous sa domination. Or, la race allemande, puisque race il y a, est l'iniquité même<sup>271</sup>.

Cette divergence de vue traduit le climat tensionnel entre les intellectuels de cette époque. En était-il de même chez les philosophes retenus dans la présente étude ?

---

## LES MAÎTRES A PENSER

---

---

*Henri Bergson - Charles Maurras - Emile Alain - Paul Valéry - Emmanuel Mounier*

---

Dans cette approche des philosophes français, il convenait de donner la parole ou la plume à certains d'entre eux qui, de par leur audience et de par l'importance de leur doctrine, ont marqué durablement la pensée française. Il s'agit de cinq intellectuels situés par les politologues de part et d'autre de l'échiquier politique et que l'on peut qualifier de maîtres à penser : Charles Maurras, théoricien de la droite nationaliste et monarchiste ; Paul Valéry ; Henri Bergson et Emmanuel Mounier, tous deux spiritualistes de tendance chrétienne ; enfin, Emile Alain, apôtre de l'humanisme et du pacifisme, inscrit dans la tradition radicale.

- Qui sont ces intellectuels ?
- Quel est leur regard face au dualisme prussianisme-nazisme ?

### *Présentation*

**Henri Bergson** (1859 – 1941). Après avoir été reçu au concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure, en même temps que Jean Jaurès et Emile Dürkheim, son premier livre publié en 1889 « *Essai sur les données immédiates de la conscience* », le rendit célèbre. Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, il fut élu au Collège de France et reçut en 1928 le Prix Nobel de littérature. Son parcours tant universitaire que politique est d'autant plus riche en enseignement qu'il embrasse trois conflits 1870, 1914, 1939.

Henri Bergson fût chargé par le gouvernement français de plusieurs missions en Espagne et aux Etats-Unis de 1914 à 1918. Une de ses missions avait pour objet d'intervenir auprès du Président Wilson afin d'inciter les américains à entrer en guerre aux côtés des Alliés. Ses écrits témoignent de l'importance de son activité. Il eut l'occasion de faire part de ses réflexions sur l'actualité de l'époque et notamment sur le

---

<sup>271</sup>

André SUARES « *Vues sur l'Europe* », NRF 2<sup>ème</sup> semestre 1934, page 641

dualisme prussianisme-nazisme lors d'entretiens accordés à un de ses disciples Jacques Chevalier, Professeur à la Faculté des lettres de Grenoble.

Juif d'origine, il mourut en 1941, alors que les nazis occupaient la France.

**Charles Maurras** (1868 – 1952) a exposé d'une manière précise ses conceptions philosophiques, politiques et littéraires entre 1889 et 1900.

L'influence de Maurice Barres le conduit au nationalisme et à se ranger dans le camp des anti-dreyfusards. A partir de 1908, il est co-directeur de « L'Action française », organe monarchiste, où il se révèle être un journaliste et un polémiste dangereux marqué par le nationalisme, l'antisémitisme et l'anti-parlementarisme, thèmes développés dans une chronique quotidienne de « *L'Action Française* ». Son « *Dictionnaire politique et critique* », paru en 1934, constitue le recueil de ses articles.

Avant 1914, comme durant la Première Guerre mondiale, Charles Maurras dénonce les pacifistes Jean Jaurès par exemple comme autant de défaitistes et d'agents d'Allemagne.

Peu favorable à Hitler, Maurras s'enthousiasme pour Mussolini. Ses idées inspirent au Portugal le mouvement de Salazar. En juillet 1940, il est surpris par l'arrivée au pouvoir de Pétain et certaines de ses idées se retrouvent dans le programme de « la Révolution nationale ». Pendant l'occupation, il marque son hostilité aux ultra-collaborateurs de Paris, tout en continuant son combat contre ses ennemis juifs, francs-maçons, marxistes.

Son œuvre littéraire est abondante et la pensée de Charles Maurras est donc à prendre en compte dans la réflexion. Son opinion est d'autant plus intéressante qu'il a tenu une place importante dans l'histoire intellectuelle de fin du 19<sup>ème</sup> siècle et du 20<sup>ème</sup> siècle. Son regard sur le dualisme prussianisme-nazisme nous paraît incontournable.

**Emile Chartier, dit Alain** (1868 – 1951). Elève de l'Ecole Normale Supérieure, il embrasse la carrière universitaire, Professeur dans plusieurs établissements, il exerce une profonde influence sur l'esprit des futurs normaliens et étudiants de plusieurs générations.

Il s'engage en août 1914 pour être démobilisé en octobre 1917. La guerre lui apparaît comme le déchaînement de toutes les forces et passions, d'où ses convictions pacifistes et son militantisme au sein du Comité d'action et de vigilance antifasciste fondé en mars 1934 aux côtés de Paul Rivet, ethnologue, membre du parti socialiste SFIO, et de Paul Langevin, physicien et sympathisant communiste.

Parallèlement à sa carrière universitaire, il se fait connaître dès 1903 par ses Propos publiés par voie de presse.

Parmi les ouvrages qui intéressent le sujet, il convient de mentionner « *Les Propos de politique* » (1934), « *Les Dieux* » (1934), « *Mars ou la guerre jugée* » (1936), « *Minerve ou la sagesse* » (1939).

**Paul Valéry** (1871 – 1945). Ecrivain français, fils d'un fonctionnaire des Douanes et d'une Italienne. A 15 ans, il rêve de « *jouer sans fin de son propre cerveau* » et croit trouver en 1892 la solution pendant « *la fameuse nuit de Gènes* ». En critiquant « *l'étroitesse de vue de ceux qui nous enclosent de force en un pays* », il estime que la Patrie n'est pas sous les plis d'un drapeau ni une terre limitée, en proclamant que la patrie est pour lui « *ses idées, ses rêves* »<sup>272</sup>.

En 1896, Paul Valéry attend que le ministère de la Guerre veuille lui donner un emploi de rédacteur, ce qu'il obtient. En 1914, il se met à la disposition du commandant de recrutement sans succès, dès lors que sa classe d'âge n'est pas appelée sous les drapeaux. Sa pensée est alors à Verdun. 1931 le voit participer à la coopération intellectuelle des Nations, ce qui suppose, écrit-il, *Une société des Esprits* » appelée à se comprendre, afin qu'ils puissent éviter, le cas échéant, une nouvelle guerre mondiale.

Sous cette optique, Paul Valéry organise des « *Entretiens* » de 1932 à 1937 où se retrouvent écrivains et intellectuels de toutes sensibilités et nationalités. Il assiste à six d'entre elles et en préside trois. Les sujets débattus sont divers : Francfort sur le Main -1932- « *Comment je vois Goethe* » ; Madrid – 1933- « *L'avenir de la culture* » ; Paris -1933- « *L'avenir de l'esprit européen* » ; Nice -1935- « *La formation de l'homme moderne* » ; Budapest -1936- « *La recherche d'un nouvel humanisme* » ; Paris -1937- « *Notre Destin et les Lettres* ». Le 12 septembre 1939, Paul Valéry prononce une allocution radiodiffusée en sa qualité de membre de la commission des Lettres du conseil de la Radio. En 1940, il refuse d'adhérer à la politique de collaboration franco-allemande. A la Libération, il lui est reconnu, par le Comité National des Ecrivains, sa qualité de « *Résistant* », malgré un bel hommage rendu en 1942 au chef de l'Etat français.

**Emmanuel Mounier** (1905 – 1950) a été universitaire puis journaliste. Il est saisi par la pensée de Charles Peguy, auquel il consacre son premier essai en 1931. A l'instar de Peguy, il quitte « la machine universitaire » pour fonder en 1932 une revue

<sup>272</sup>

Paul VALÉRY « *Lettres à quelques-uns* », Gallimard 1952, page 11



« *Esprit* » qui est l'organe d'un mouvement de pensée visant à une rénovation de la civilisation. Il était déjà convaincu au lendemain de la crise économique de 1929, que le monde occidental courait à sa perte, aussi voulait-il procéder à une révision radicale des valeurs de la Société « *possessive et oppressive* ». Il affirme à travers le personnalisme « *le primat de la personne humaine sur les nécessités matérielles et sur les appareils collectifs qui soutiennent son développement* ».

La précipitation des événements radicalise son engagement chrétien. Il se dresse contre les fascismes conquérants, contre Munich. Malgré son attitude favorable en 1940 au régime de Vichy qu'il explique par un refus de l'ordre républicain traditionnel, Emmanuel Mounier est emprisonné pendant l'occupation, alors qu'il reprend sa lutte contre tous les totalitarismes.<sup>273</sup>

◊ \* ◊ \* ◊

## Leur regard

### Henri Bergson

Se confiant à un de ses disciples Jacques Chevalier<sup>274</sup>, Henri Bergson reconnaissait que, contrairement à ses condisciples, il avait échappé à la culture allemande et notamment à la philosophie de Kant, imprégnée selon lui **d'influence prussienne**. Il soulignait que « *l'Allemagne avait été matérialisée par la Prusse et qu'une longue rééducation lui sera indispensable pour retrouver la civilisation morale* ».

Henri Bergson voyait dans l'Histoire de l'Europe depuis l'apparition de Bismarck « *le déroulement d'une seule grande phrase – 1866, 1870 – 1914 – se présentant vue de haut comme la suprême révolte du principe de force contre celui du Droit, le principe de la force étant incarné dans la Prusse et l'esprit prussien depuis Bismarck* »<sup>275</sup>.

Les trois dates évoquent dans la mémoire collective l'agressivité de la Prusse. Si elles sont connues, elles n'en demeurent pas moins des étapes significatives dans le parcours de la Prusse.

**1866** marque le conflit entre la Prusse et l'Autriche. Voulu et longuement préparé par Bismarck, il avait pour objet de contraindre l'Autriche à renoncer au profit de la Prusse à sa position de puissance dominante (Machtstellung) en Allemagne.

<sup>273</sup> François-Georges DREYFUS « *Histoire de la Résistance* », Editions de Fallois 1996, page 74 - 180

<sup>274</sup> Entretiens Jacques CHEVALIER - Henri BERGSON – Plon 1959

<sup>275</sup> Henri BERGSON – Discours de réception en 1918 à l'Académie Française, extrait des discours de guerre, ensemble des écrits ou prononcés entre le 2 août 1914 et la signature du Traité de Versailles – Mélanges Paris PUF 1972, pages 1105-1106

L'Autriche est de ce fait exclue du corps germanique.

**1870** rappelle le conflit qui dans le cadre de la lutte menée par Bismarck pour rétablir l'unité allemande groupa sous direction prussienne la totalité des Etats allemands contre la France.

**1914** Guillaume II pousse l'Autriche – Hongrie à déclarer la guerre à la Serbie. Plusieurs facteurs expliquent l'intervention de l'Allemagne impériale qu'il convient de mémoriser pour faire des rapprochements avec les conflits postérieurs : la politique mondiale de l'Allemagne « le Drang nach Osten », l'antagonisme germano-slave dans les Balkans, la course aux armements.

Henri Bergson croît y voir la continuité d'une politique, puisqu'il écrit : « *la responsabilité de la guerre de la Première Guerre mondiale est confirmée par la guerre prussienne de 1870* » avec pour dénominateur commun la force en tant que droit. Il convient donc « *de juger Guillaume II à travers Guillaume I<sup>er</sup>* »<sup>276</sup>.

Ces observations sont d'ailleurs consignées dans un de ses « *Discours de guerre* » intitulé « *la force qui s'use et celle qui ne s'use pas* », qu'on lui a reproché et auquel Bergson tenait particulièrement pour l'avoir fait rééditer en 1939<sup>277</sup>. Cette réédition n'était pas innocente, ce philosophe entendant lier les dates de 1914 et 1939. D'ailleurs, il n'en cachait pas les raisons dans une lettre écrite en Décembre 1939 à l'écrivain Jacques Chastenet, co-directeur du « *Temps* ».

Henri Bergson constatait que la situation politique en 1939 était similaire à celle de 1914, affirmant que l'hitlérisme n'était pas un accident de l'histoire, contrairement à certains commentaires. En réalité l'Allemagne de 1939 est identique dans son essence à celle de 1914, dès lors que « *l'Allemagne a été convertie par Bismarck depuis 1871 à un matérialisme brutal et sans scrupule* ».

Henri Bergson observe donc l'existence d'une succession de faits entre 1870 et 1939, dont les maillons sont constitués par Guillaume I<sup>er</sup> à l'ombre de Bismarck, Guillaume II et Hitler. Il faut dire que nul philosophe moins que Bergson ne fut surpris de la montée et de la victoire provisoire du nazisme. Il s'en est d'ailleurs expliqué dans son ouvrage « *Les deux Sources de la morale et de la religion* » publié en 1932<sup>278</sup>.

Lors d'une confidence rapportée par son disciple Jacques Chevalier, Henri Bergson lui disait que cet ouvrage était la démonstration de sa thèse sur l'hitlérisme et que les dirigeants nazis auraient dû s'en inspirer<sup>279</sup>. « ***La morale close*** » (dont le type

<sup>276</sup> Henri BERGSON « *Mélanges* », pages 1105-1106, Paris PUF

<sup>277</sup> Henri BERGSON « *Mélanges* », pages 1501, lettre à J. Chastenet, repris par le quotidien *Le Temps* des 8 janvier et 13 janvier 1940

<sup>278</sup> Henri BERGSON « *Les deux sources de la morale et de la religion* » - PUF 1932

<sup>279</sup> Entretiens Jacques CHEVALIER – Henri Bergson – Plon 1959

est celle exprimée par le national – socialisme) est, selon lui, liée à une conception païenne du monde et des choses et à une résurrection du culte de Wotan. A l'opposé, se situe « *la morale ouverte* » de la Cité à l'humanité, à l'image du christianisme, qui enseigne l'amour entre les hommes et par dessus les frontières. Dans sa démonstration, il est fait référence à Wotan pour rappeler la mythologie germanique et le Dieu de la guerre qui, ironie, est également le Dieu de la sagesse et de la poésie. Il se trouve que l'Allemagne, placée face à une alternative, la sagesse et la guerre, a fait le mauvais choix. Henri Bergson nous explique que « *longtemps l'Allemagne s'était adonnée à la poésie, à l'art, à la métaphysique* », elle était faite pour la pensée et la réforme, laquelle lui a permis la création d'une bonne administration « *pour supprimer l'ordre sans supprimer la liberté* ».

Puis dans une deuxième phase, elle est devenue « *un peuple chez lequel toutes choses tendaient au mécanisme, tant par la conquête de territoires pour former la Prusse, par le fonctionnement d'une administration soumise à un rythme de régularité comme une machine bien montée* », enfin par la création d'une armée organisée soigneusement par les Hohenzollern.

Henri Bergson y trouve trois explications : le dressage du peuple allemand pendant des siècles, l'instinct élémentaire de conquêtes et de rapines, la formation du caractère prussien, avec des visions de brutalité, de raideur, d'automatisme comme si tout y fut mécanique du geste de ses rois au pas de ses soldats <sup>280</sup>.

Il apparaît que cet automatisme se retrouve sous le régime hitlérien, ce qui confirme l'idée de continuité émise par Henri Bergson.

### **Mais en fait quel est son regard sur le national – socialisme ?**

Il qualifie le nazisme de « *rétrogradation* », d'abaissement de l'Europe, pour rejoindre le niveau des empires asiatiques, citant en exemple l'Assyrie connu dans l'antiquité pour sa barbarie.

Il a suffi, écrit-il, « *qu'une force centraliste cesse de s'exercer pour que l'instinct primitif redevienne agissant* »<sup>281</sup>.

Cet instinct primitif se manifeste dans la société oligarchique telle qu'elle est définie par Bergson et où on cultive le sentiment d'appartenir à une race supérieure. « Si cette société doit son origine à la guerre, elle croira et fera croire aux vertus militaires qui congénitales sont transmissibles par l'hérédité ».

<sup>280</sup> Henri BERGSON « *Mélanges* », page 1086-114

<sup>281</sup> Philippe SOULEZ « *Henri Bergson politique* », pages 304, 306, 307, op. citation lettre du 28.05.1939 d'Henri BERGSON à l'écrivain André SUARES

La séparation des maîtres et des esclaves, idée avancée par Nietzsche est « *une réalité qui se maintient grâce à la discipline et aux mesures qu'elle prend pour empêcher la classe inférieure de s'organiser à son tour* ».

Abordant les caractères du mysticisme et du racisme cultivés par la doctrine national – socialiste, il en fait le procès pour traiter « *le mysticisme nazi de contrefaçon du mysticisme vrai et de masque de l'impérialisme* ».

Quant au **racisme**, Bergson estime « qu'il est la chose du monde la plus répandue. Il est l'envers du refus de connaître l'autre, c'est-à-dire de le reconnaître. En biologisant la différence, il ouvre la voie à l'extermination, dont il envisageait l'éventualité dans un message adressé au Congrès Mondial juif de 1934.<sup>282</sup>

L'antisémitisme est un sujet d'autant plus sensible pour Bergson qu'il en a été une des victimes. Pour Bergson, Hitler a démontré la vérité « des deux sources » dès lors que le retour au paganisme passe par le nazisme et suit toujours l'appel à la haine. Le Christ seul a proclamé le devoir de l'homme envers l'homme. Ce philosophe mourra en janvier 1941 après avoir laissé un testament spirituel : « *Mes réflexions m'ont amené au plus près du catholicisme, où je vois l'achèvement complet du judaïsme. Je me serai converti si je n'avais pas vu se préparer la formidable vague d'antisémitisme qui va déferler sur le monde* » [...]<sup>283</sup>.

Sur l'actualité de l'époque, il donne une opinion d'ensemble à **Jacques Chevalier** dans sa lettre du 25 septembre 1939. Bien avant l'affaire tchécoslovaque et depuis la remilitarisation de la Rhénanie, il estimait inévitable la guerre, sentiment qui devenait chez lui une certitude du fait que « le régime hitlérien l'obligeait à aller de succès en succès, d'abord par simple menace, puis le jour où elle ne suffirait pas par la guerre elle-même<sup>284</sup>. L'impérialisme hitlérien en était l'explication.

Il apparaît de l'ensemble de ces observations, hormis le problème racial, qu'Henri Bergson, confronté au dualisme nazisme–prussianisme, y constatait une certaine continuité -1870–1914–1940- qui étaient pour lui indissociables. Le problème du racisme paraît n'avoir fait l'objet de la part de ce philosophe, sauf omission, d'aucun rapprochement entre les deux phénomènes. Henri Bergson n'est d'ailleurs pas le seul à avoir cette opinion, qu'il partage notamment avec Charles Maurras.

<sup>282</sup> Henri BERGSON « *Les deux sources de la morale et de la religion* », pages 296-298

<sup>283</sup> Jean-Paul COINTET « *Henri Bergson* », op. cit. p. 94

<sup>284</sup> Philippe SOULEZ « *Henri Bergson politique* », pages 309-312

Charles Maurras n'a cessé de dénoncer avant 1914 et jusqu'en 1940 le terrible danger de l'impérialisme, sous son aspect Wilhelminien, puis sous son aspect hitlérien.

Sa germanophobie l'amenait à mettre toujours en cause dès l'origine la Prusse, mère du germanisme moderne. « Les Discours de Fichte ne sont pas les seuls à en faire foi et la Prusse est aussi la mère de la réalisation bismarckienne .... Il ne suffit pas de prétendre en avoir fini avec la Prusse, pour que la question allemande soit réglée. On en aura réglé un grand point, mais le tout est fort loin de la réalité »<sup>285</sup>.

« *L'Action Française* », dont Charles Maurras est l'animateur, dénonce avec clairvoyance le péril hitlérien, et appelle la France à s'armer pour résister à l'Allemagne, mais en même temps dénonce avec une violence quasi-obsessionnelle la complicité de la République « la conspiration judéo-maçonnique qui pousse à la guerre pour faire le jeu des Soviets. Charles Maurras, en 1938, lors de la crise de Munich comme en 1939 ne cesse de répéter « **non pour une guerre de doctrine, tout pour la défense de notre sol sacré** ».

La dangerosité de l'Allemagne est, pour lui, certaine. Pour l'expliquer, il fait remonter son existence à l'époque de son unification entreprise par la Prusse bismarckienne. N'écrivait-il pas "*Mais voyons l'Allemagne, sa valeur, sa floraison intellectuelle du temps, où elle était partagée en une infinité de petits pays. L'unification ne lui a rien valu. Elle est devenue un vaste désert d'hommes nombreux, armés, violents mais chez qui ni la cervelle, ni le système nerveux ne valaient la musculature. Elle a fabriqué des canons, des athlètes en série. Elle a raréfié son rendement en vrai produit humain*".<sup>286</sup>

Dans le numéro de « *l'Action Française* » du 7 février 1933, il signalait à nouveau le danger de la "bête germanique", dès lors où il existait en Europe un peuple en marche, désireux de s'approprier les positions des peuples assis. « *Telle est, ajoutait-il, la nouvelle Allemagne, qui défile, Allemagne d'aujourd'hui, de demain. Mais voulez-vous en revoir une autre, l'Allemagne de 1914 et de l'empereur* ».

La cérémonie de Potsdam du 21 mars 1933 a amené les rédacteurs de l'Action Française à s'interroger sur sa signification. Ils y ont vu la confirmation de la continuité de la politique allemande, en rapprochant les dates du 21 mars 1871, jour où le

<sup>285</sup>

Charles MAURRAS « *L'Action française* » du 23 novembre 1940

<sup>286</sup>

Charles MAURRAS « *Dictionnaire politique et critique* », *Petits Etats et démocraties*, page 155

Reichstag impérial a célébré la victoire sur la France, et le 21 mars 1933, 60 ans plus tard, date où le Reichstag hitlérien s'est réuni pour la première fois.

Combien était donc symbolique ce dernier événement, dès lors qu'il a été célébré en l'Eglise de la garnison de Potsdam, lieu de sépulture des souverains prussiens Frédéric Guillaume 1<sup>er</sup> et Frédéric le Grand, au-dessus desquels étaient déployés les drapeaux pris aux français de 1813 à 1815 et en 1870-71. Goebbels a mis à profit cette cérémonie dans un appel « Aux Allemands » pour rappeler que Potsdam est la ville « où le prussien éternel (der Ewig Preussentum) a jeté les fondements de la grande Allemagne ». Au mot d'ordre des réformateurs « *Allemagne éveille-toi !* », « *l'Allemagne est éveillée* », leur répond Goebbels, qui cherche ainsi à incarner la tradition, et ranimer le vieil instinct en exaltant le passé pour préparer l'avenir<sup>287</sup>. Dans une large mesure, il s'agit de récupérer la tradition prussienne

La crainte du retour de l'Allemagne impériale et prussienne était persistante dans l'esprit de ce polémiste.

Que présageait-il pour l'avenir ?

Maurras souhaitait que l'Allemagne trouvât son régime normal, "*un milieu entre la dictature frénétique, que représentait le régime nazi et la démocratie impossible*", le point d'équilibre ne se rencontrera peut être pas. « *S'il se rencontre, écrivait-il, ce sera la monarchie* ». Sur ce point bien précis, il commettait une erreur, l'idée monarchique n'a pas eu de suite dans les faits, quant au régime nazi, une fois installé, il était vu par Maurras comme "*étant cent fois plus hiérarchisé, plus antidémocratique que sous Guillaume II et sous la Constitution de Weimar, mais disposant de plus d'atouts qu'en 1897 et en 1921, pour avoir restauré les notions de patriotisme, d'ordre, de discipline sociale et d'esprit civique* ». Quant à son programme, qui combine les concepts du national et du social, il présente un assemblage de trois forces, dont aucune n'est hostile à la République : patriotisme, socialisme et dictature. Charles Maurras y relève une imbrication du fait « *qu'avec brutalité, la dictature boche a escamoté le socialisme pour exciter le patriotisme et pour tout envahir* ».

Sur le plan des idées, hormis la personnalité d'Hitler, à qui il voue une haine et une crainte solide, Charles Maurras paraît se consoler en écrivant : "heureusement pour nous que **l'œuvre de l'ennemi n° 1 est impure et boiteuse**". Son germanisme exaspère, pire encore que son stupide racisme, découvre et expose toutes ses conquêtes<sup>288</sup>.

<sup>287</sup>

AF du 21.9.1933, article DELEBECQUE, rédacteur en chef de ce quotidien

<sup>288</sup>

Charles MAURRAS "L'Action française" – Rubrique politique des 2 juillet 1934 et du 23 juillet 1938.

On est obligé d'admettre que la position de Charles Maurras à l'égard de l'Allemagne a toujours été constante.

Dans « *l'Action Française* » du 11 janvier 1937, n'écrivait-il pas : « *Il n'en est pas un qui ignore ou puisse ignorer que l'ennemi n° 1 de leur pays est l'Allemagne* ». En 1938, comme en 1939, il ne cesse de répéter que tous nos efforts doivent converger « non pour une guerre de doctrine, mais pour la défense de notre sol sacré ». Mais dans le cas concret de la crise de Munich, toute la première page de « *l'Action française* », le 27 septembre 1938, est remplie par le titre « A bas la guerre ».

Maurras, apôtre de la monarchie et "du nationalisme intégral", ne pouvait qu'être amené à comparer sa doctrine avec le national-socialisme.

Pour Charles Maurras<sup>289</sup>, le nationalisme français n'est "ni outré, ni fanatique, ni compris à rebours, à l'encontre du nationalisme hitlérien". Ainsi ce dernier tend à revendiquer l'attribution au Reich de tous les territoires de langue allemande et de tous les hommes de sang allemand : la Bourgogne à cause des Burgondes, la Franche-Comté à cause de Charles Quint, l'Alsace-Lorraine pour son dialecte, la Suisse à cause des Alamans. Charles Maurras souligne le caractère excessif de telles revendications et en fait ressortir le paradoxe, étant surpris qu'il ne s'y ajoute pas le canton de Vaud, la Wallonie, les îles anglo-normandes.

Le nazisme ne présente pour lui aucune originalité, il conteste même son identité. Il n'a pu naître, selon lui, « *qu'avec le concours de la vieille Allemagne, dans la mesure où il crée encore une fois de la force au bénéfice de la nation allemande* » ; cette vieille Allemagne incarnée par la Prusse, dont « il faut abattre les masques ». « *Sous Hitler, il y a à la fois Guillaume II, Bismarck, Fichte et l'Allemagne éternelle* »<sup>290</sup>.

Le rapprochement fait entre les personnalités de Guillaume II et d'Hitler continue à obséder Charles Maurras, qui l'évoque encore en 1940 à la veille de la bataille de France.

---

<sup>289</sup> Charles MAURRAS "Dictionnaire politique et critique" tome III, fascicule 14, sous le titre "petits états et démocratie", pages 15 et suivantes. Nouvelle librairie nationale – 1930 à 1932 (5 volumes)

<sup>290</sup> Charles MAURRAS « *L'Action française* » des 15 septembre 1939, 10 juillet et 15 août 1939

*« L'agresseur n'a pas changé, Hitler est un Guillaume II plus astucieux, moins infortuné, mais plus pénétré du dogme germaniste, profondément imbu de la défaite de 1918.*

Les objectifs nazis lui paraissaient évidents, en ce sens que *« c'est par sa politique étrangère hors d'Allemagne que ce dictateur allait chercher le centre de gravité de l'esprit public allemand, encore et toujours comme Bismarck, afin de créer par le fer et par le feu un nouveau « Reichsland » à la fois territorial, moral, idéal, économique et social »*, rêve certainement mais réalité destinée à constituer un exutoire propice à conjurer la faim, la soif, l'ambition, l'orgueil et *« toutes les autres vertus germaniques et nordiques de ce peuple de maîtres et de seigneurs »*.

Sur l'évolution de la politique allemande, Charles Maurras était persuadé que le monde germanique continuerait à suivre une route différente de la nôtre, contraste relevé après 1871 et aboutissant à la Première Guerre mondiale. La coexistence d'une Allemagne autoritaire et militaire avec une France démocratique présageait un conflit à venir. **« Cette Allemagne, en retrouvant sa force exerçait déjà l'attraction et la répulsion**, qui sont funestes pour la paix »<sup>291</sup>, concluait en 1933 ce philosophe.

Il est un chapitre sur lequel il convient de se pencher, c'est la réflexion de Charles Maurras sur un problème sensible **« l'Antisémitisme »**. Dans ses écrits, il adopte une certaine évolution masquée, notamment par ses articles de fond publiés dans l'Action française. Dans le numéro du 2 mars 1933, il relevait que si le phénomène de l'antisémitisme existait certes sous Guillaume II, roi empereur de Prusse, il ne se traduisait que par des affronts, alors qu'avec Hitler, il menaçait de tourner aux pogroms. Suivons l'évolution déjà annoncée. Dans le numéro du même journal daté du 2 juillet 1938, son rédacteur constatait que l'Allemagne méprisait les juifs mais ne manquait pas de les utiliser. C'était déjà la méthode que Bismarck préconisait pour le commerce et l'espionnage. Il s'agissait là d'une simple affirmation, qui n'était étayée par aucun document.

Il importe, pour connaître le fond de sa pensée sur ce grave problème, d'avoir recours à son ouvrage *« Le Dictionnaire politique et critique »*, recueil de ses nombreux articles écrits dans l'Action française<sup>292</sup>. *« La question juive ne se confond pas, écrit-il, tout à fait avec celle des métèques, bien qu'elle y confine, qu'on ne crie pas au pogrome*

<sup>291</sup>

Charles MAURRAS *« L'Action française »* rubrique *« la politique »* des 6 et 22 février 1933

<sup>292</sup>

Charles MAURRAS *« Dictionnaire politique et critique »* 1934, complément n° 2 EY, page 351



*ni au crématoire, ni à la castration légale, ni aux lois de Mendel* ». Charles Maurras se reconnaît antisémite mais prétend qu'en dehors d'un antisémitisme de peau qu'il ne veut soutenir, les juifs ont droit à la vie. Il leur fait grief d'être en trop grand nombre en France. De là son idée de reprendre les postes indûment occupés par eux, tout en admettant « *que ceux qui ont rendu d'importants services de paix ou de guerre n'en soient pas frustrés* ».

En suivant ce raisonnement, on aboutit ainsi à une ségrégation sociale et psychologique, ségrégation sociale ? où le juif n'a pas le droit d'exercer un certain nombre de professions, ségrégation psychologique : on fait du juif un paria, avec perspective d'un ghetto pour l'avenir.

Ce discours tenu par Charles Maurras n'est pas une surprise, il reflète la pensée, du périodique « *L'Action française* », né en France au moment de l'affaire Dreyfus en juillet 1899, et qui donna une nouvelle impulsion à l'antisémitisme français.

L'antisémitisme de Charles Maurras est certes bien antérieur à celui des nazis. Il puise à d'autres sources et notamment dans la publication d'un violent pamphlet « *la France juive* », essai d'histoire contemporaine publié en 1886 dont l'auteur était un journaliste Edouard Drumont (1844 – 1917). Cet ouvrage, un des succès de librairie de la fin du siècle, sera un réquisitoire contre les familles israélites, et contre les dangereuses puissances d'argent, qui corrompent les traditions nationales.

L'affaire Dreyfus sera l'occasion de relancer l'antisémitisme.<sup>293</sup>

Bien qu'adversaire du nazisme, Charles Maurras ne soulèvera d'ailleurs aucune protestation à l'égard des lois antisémites du 3 octobre 1940, ordonnées par le gouvernement de Vichy, copies plus ou moins fidèles des lois nazies de Nuremberg du 15 septembre 1935. Ses contradictions apparentes ne s'arrêtent pas là. Etant apologiste du nationalisme intégral, il n'en continua pas moins en 1939 et 1940 à maintenir ses positions politiques dans « *l'Action Française* » et à condamner par la plume tous ceux qui résistaient à l'occupant nazi.

Après avoir condamné le prussianisme toute sa vie, Charles Maurras rejetait le nazisme tout en soulignant les liens existant entre les deux phénomènes. En 1937, dans l'avant-propos de son livre « *Devant l'Allemagne éternelle* », Maurras écrivait un texte prophétique pour dénoncer les dangers du germanisme « *Fort de sa mission de Messie du genre humain, ce peuple de seigneurs, cette race de maîtres, s'entraîne déjà à*

<sup>293</sup> Jean-Marie MAYEUR « *La vie politique sous la 3<sup>ème</sup> République* » (1870 – 1940). Editions du Seuil, 1984, page 176

*compter quelles légitimes violences devront être imposées aux mâles des peuples vaincus et quelles hontes pèseront sur leurs femmes et leurs enfants. Un statut nouveau de l'humanité se prépare, un droit particulier est élaboré ; le racisme hitlérien nous fera assister au régime tout-puissant de sa horde ».*

### Emile Alain

Deux idées maîtresses dominent l'œuvre d'**Emile Alain** : l'humanisme et le pacifisme, deux concepts qui sont complémentaires. Dans ces deux concepts développés par ce philosophe, le prussianisme et le nazisme sont-ils évoqués ?

**L'humanisme** implique une prise de position, qui met l'homme et les valeurs humaines au-dessus de toutes les autres valeurs, y compris celle de l'Etat.

Se refusant à admettre que la politique puisse négliger l'homme, **Emile Alain** est résolument hostile à l'idée du groupe, du collectif « *la bête malfaisante, qui multiplie la puissance de l'irrationnel et accouche de toutes les formes d'oppression* ». Il rejette l'idée d'un pouvoir fut-il d'origine populaire pour réformer la Société et surtout « l'Etat Léviathan » qualificatif utilisé par Hobbes et repris par bon nombre d'intellectuels. Le juriste René Capitant étant l'un d'eux.

Pourquoi ? parce qu'un tel Etat réunit tous les éléments de nature à préjudicier l'homme dans le sens le plus large dû à Hobbes « Léviathan, c'est l'association, le bureau et le président.... C'est la statistique, c'est l'ordre et la discipline, c'est l'imitation de tous par tous, c'est le stérile esprit de commandement et d'obéissance, c'est le rapport extérieur qui, de tout homme, fait une chose ».

Léviathan, c'est en fait l'anti-pouvoir, c'est une personne qui ne contrôle pas la raison. Dans cette énumération on trouve tous les ingrédients du national-socialisme.

Or, Emile Alain oppose un refus obstiné à ce type de société qu'il distingue « chez nos terribles voisins »<sup>294</sup>, et qui est source de menaces de guerre, conquête, revanche, massacre et ruine.

Cette tyrannie est, selon lui, exercée par un pouvoir permanent et sans contrôle et qui fait obligation à tous « de ce qui lui semble utile à l'Etat ».

« *Vouloir que la Société soit le Dieu, c'est une idée de sauvage* »<sup>295</sup>, conclut Emile Alain au cours de sa diatribe contre l'Etat Léviathan.

Son regard sur le nazisme l'absorbe, écartant ainsi toute réflexion sur le prussianisme. Le 25 juin 1933, dans ses « Libres propos », il se dit disposé en pacifiste convaincu à comprendre les Allemands. Soupçonné d'insensibilité à l'égard des persécutions allemandes, il s'en défend pour reconnaître avoir faiblement réagi devant la crise hitlérienne. L'Allemand lui a été représenté dès son enfance « comme un être allégorique, qui menaçait, rusait, mentait, torturait et qui se gorgeait de bière et de

<sup>294</sup> Emile ALAIN « Propos de politique », 1934, pages 30 – 200 – 246 – 261 - 264

<sup>295</sup> Emile ALAIN « Propos de politique », 1934, Editions Rieder, réponse à une enquête du 9 juillet 1933 sur le fascisme, page 30

refrains », mais ce philosophe n'a pas cru cette fable. Souhaitant que ses dirigeants le libèrent de cette image, il prétend avoir reconnu dans chaque Allemand « un homme, non partout bon mais encore suffisant pour un rapport en société »<sup>296</sup>.

Confronté au nazisme, il aborde le problème sous ses divers aspects, son origine, son explication, sa définition et sa politique.

*L'éclosion du national-socialisme lui a paru compréhensible, dès lors que l'Allemagne impérialiste souffrait, depuis sa défaite de 1918, « d'une humiliation remâchée » : on peut perdre la guerre ..... Mais une révolution, il faut la gagner*<sup>297</sup>.

Le traumatisme résultant de la défaite est comparable à celui ressenti par la France de Déroulède, lequel écrivain et homme politique (1846 – 1914), acteur de la guerre de 1870, exprima dans son œuvre un nationalisme revanchard et cocardier. « Les Chants du Soldat », publiés en 1872, en étaient une des expressions. Le règlement de la paix n'a pas été, selon lui, heureux, « la Ruhr fut bel et bien un coup de trop à un ennemi désarmé »<sup>298</sup>. Commentant le nazisme lui-même, il voit mal son introduction en France, elle lui paraît improbable compte tenu des échecs du boulangisme et du mouvement anti-Dreyfus.

Le mouvement « du nouveau Chancelier de fer », qui l'anime ne lui paraît pas sérieux d'autant plus qu'il aspire à une démocratie, qui ne fut jamais et « qui ne sera jamais ».<sup>299</sup>

La définition du nazisme dans le domaine économique lui paraît évidente, dès lors que cette doctrine ne reconnaît pas la suprématie des droits de la propriété privée sur les intérêts de la collectivité<sup>300</sup>.

Quant à la structure du régime, Emile Alain la conçoit « *comme un ordre militaire prolongé dans la paix* »<sup>272</sup> dont la politique extérieure n'est qu'un moyen de la politique intérieure. Et Emile Alain de s'interroger « *Comment tenir tout un peuple en camp retranché, si l'on n'a point d'ennemis* ». <sup>272</sup>

**La dimension antisémite** de la même doctrine lui paraît intolérable et même « **injurieuse** ». En défense, Emile Alain plaide la valeur du concept de l'égalité par les différences qu'il se refuse à juger.

---

<sup>296</sup> Emile ALAIN « *Libres propos de politique* », 1934, Editions Rieder Paris, propos du 25 juin 1933

<sup>297</sup> Emile ALAIN « *Propos de politique* », 1934, pages 30 – 200 – 246 – 261 - 264

<sup>298</sup> Emile ALAIN « *Libres propos, journal d'Alain* » (1934-1936), réponse à une enquête du 9 juillet 1933 sur le fascisme, pages 30 – 38 et 61.

<sup>299</sup> Emile ALAIN « *Libres propos de politique* », 1934, page 261

<sup>300</sup> Emile ALAIN « *Libres propos de politique* », 1934, pages 551, 621, 242

En fait, il achève sa réflexion par une note optimiste et lucide « *à mesure que le génie de l'homme l'emporte sur la puissance physique, tout s'égalise, sans que les différences s'effacent* »<sup>301</sup>

Sur le front antifasciste, Emile Alain est rejoint par Emmanuel Mounier.

**Paul Valéry** a suivi tout un cheminement à ce sujet. Philippe-Jean Quillien en a suivi toutes les étapes<sup>302</sup>. En 1896, il présente son « *premier essai d'étude politique* », afin d'établir une correspondance entre l'organisation militaire allemande et l'économique. S'appuyant notamment sur l'ouvrage de Maurice Schwob intitulé « *Le Danger allemand. Etudes sur le développement industriel et commercial de l'Allemagne* », paru chez l'éditeur Flammarion en 1897, et sur un livre lu en 1886-1887 « *Au pays de la revanche* » du docteur Rommel.

Paul Valéry fait paraître, le 1<sup>er</sup> janvier 1897, dans le « *New Review* », un article intitulé en français « *La conquête allemande* ». Il en explique le succès par l'application d'un système qui constitue pour la France un exemple : « *discipline, méthode, direction* ». Le maréchal von Moltke, qui personnifie la méthode, mérite, écrit Paul Valéry, « *un enthousiasme spécial* »<sup>303</sup>. Etant à Londres vers 1900, il découvre la ferveur patriotique, écrit-il, en prenant conscience du danger allemand. Paul Valéry, dans son allocution radio diffusée du 12 Septembre 1939, différencie dans l'Europe, l'Allemagne qui n'est pas libre et les pays qui le sont. Il ne peut concevoir qu'un peuple « *l'un des plus instruits qui soient et des plus réfléchis, se soumette à l'autorité monstrueuse d'un solitaire et le suive en silence au-delà de toute raison* ». Il constate avec amertume que « *Eglises, universités, presse, tribune, toutes les voix ont dû se taire* » et que « *tous les adversaires de l'intérieur ont été abbatus : juifs, catholiques, protestants, intellectuels, communistes, jusqu'aux chefs du grand état major de l'armée* ». En 1940, cet écrivain observe que les Allemands « *donnent l'impression de ne pouvoir vivre qu'en discipline* ». « *L'individu devient instantanément l'automate, l'instrument prêt à servir et interchangeable* ».<sup>304</sup>

Par ailleurs, Paul Valéry souligne que ce « *joueur effréné qu'est Hitler* » n'a cessé de gagner et que la guerre est inévitable tout en étant particulière : « *guerre de la raison contre la démence, guerre du respect des engagements contre le mépris de la foi jurée, guerre de l'esprit contre l'oppression de toute pensée* ». Dans ses

<sup>301</sup> Emile ALAIN « *Minerve ou la sagesse* », 1939, Paul Hartmann, Edition Paris, chapitre l'égalité par les différences, page 90

<sup>302</sup> Philippe-Jean QUILLIEN « *Paul Valéry et l'Allemagne* », pages 51 à 127

<sup>303</sup> Paul VALÉRY, *Mémoires-Essais quasi politiques*, page 977

<sup>304</sup> Paul VALÉRY « *Les Cahiers* », Gallimard (La Pléiade) 1973-1974, pages 1515-1516

« Cahiers », l'écrivain regrette que la France soit « *victime de ce que nous sommes* », que nous n'avons pas depuis 1870 tenu compte de l'évidence de la supériorité de l'Allemagne sur nous, que nous avons négligé l'enseignement tiré de la guerre de 1914. Paul Valéry voit par ailleurs une continuité dans le culte « *de la méthode* » systématique qui se retrouve jusque dans l'organisation socialiste de l'Allemagne moderne<sup>305</sup>.

### **Emmanuel Mounier**

Face aux fascismes conquérants, Emmanuel Mounier entend libérer l'esprit par une révolution « *la révolution sera spirituelle ou ne sera pas* » déclarait-il.

Sous cette optique, Emmanuel Mounier se penchant sur « *les pseudo valeurs spirituelles fascistes* »<sup>306</sup>, entend les écarter de ses projets. Il s'attache à la définition du fascisme dans son sens le plus large, y compris fascisme mussolinien et nazisme.

**Il voit dans le fascisme** tant sur le plan politique, social, économique **comme une réaction de défense du capitalisme**, qui a plusieurs objectifs :

- 
- Abandon du libéralisme par le capital d'Etat, mais sans révision de ses assises fondées sur la primauté du profit, la rentabilité de l'argent et la puissance de l'oligarchie économique,
- intégration du mouvement ouvrier dans le gouvernement de l'Etat, mais sous la coupe du pouvoir autoritaire, et par lui du capitalisme, qu'il n'a pas fait céder,
- enfin, « soulever le pays concerné dans une mystique vitale de salut public (dans ses débuts notamment), et de grandeur nationale, l'un et l'autre incarnés dans la mystique d'un homme chef de parti, incarnation de l'Etat, revêtue de l'autorité totalitaire, **au nom de l'Etat parti**, exerçant par elle le gouvernement des hommes avec l'appui d'une autorité spirituelle ».

Emmanuel Mounier, développant le thème de son article, le fascisme, nazisme compris, dénonce « l'attitude humaine, la plus dangereuse, dès lors qu'il se présente comme un pseudo humanisme, un pseudo-spiritualisme, qui courbe l'homme sous la tyrannie des spiritualités les plus lourdes et des mystiques les plus ambiguës : race, nation, Etat, volonté de puissance, discipline anonyme du chef », tout en admettant les réussites dans le sport et les conquêtes économiques.

<sup>305</sup>

Paul VALÉRY « *Essais quasi politiques* », page 981

<sup>306</sup>

Revue « *Esprit* » du 1<sup>er</sup> janvier 1934, pages 533-535.

« *Il s'agit en fait* », écrit Emmanuel Mounier, « *d'un nouveau matérialisme, qui a pour but de réduire et asservir sous tous les plans le supérieur à l'inférieur* ».<sup>307</sup>

Il condamne cet état policier pour qui « *tout est dans l'Etat et rien d'humain et où ni de spirituel n'existe et a fortiori n'a de valeur en dehors de l'Etat* »<sup>308</sup>.

Les notions d'ordre, de discipline et d'autorité ne lui sont pourtant pas étrangers. Il en voit la nécessité pour répondre aux déviations de la démocratie, sans pour cela abdiquer sa qualité d'homme.

La mystique du chef qui tend à supplanter la mystique démocratique, a pour effet la démission volontaire par chaque homme de sa qualité d'homme. Elle est d'autant plus trompeuse que le plébiscite, qui porte le chef au pouvoir « *est celui de la misère utilisant la misère pour duper la misère* ».

Allusion faite à la situation catastrophique vécue par l'Allemagne sous la République de Weimar. Notons que le passé prussien de l'Allemagne n'est pas évoqué, même en filigrane par l'auteur, qui s'attache à l'identité nazie.

Face à l'actualité, dans un ouvrage daté de 1940, intitulé « *Pacifistes ou Bellicistes* »<sup>309</sup>, Emmanuel Mounier traite du cas du « chrétien devant le problème de la paix, et de sa prise de conscience après les accords de Munich de 1938. Il souligne que Munich, appelé paix, n'est qu'un leurre. Il correspond à un silence couronné de haine ou comme le dit Clausewitz « une continuation de la guerre par d'autres moyens ». Cette citation émanant de l'historien philosophe prussien est riche d'enseignement.

La paix chrétienne ne peut ainsi accepter de qualifier de paix Munich, « en tant qu'absence de guerre ou de sang versé ». Elle n'est pas séparable des principes qu'elle défend, condamnant tous les critères de la doctrine nazie aboutissant à la purification raciale basée sur une différence biologique erronée et à la domination du monde par une nouvelle classe, celle des maîtres inaccessibles à la morale de pitié.

---

<sup>307</sup> Revue « *Esprit* » n° 8, mai 1933, page 153

<sup>308</sup> Op. citation discours Mussolini.

<sup>309</sup> Emmanuel MOUNIER « *Pacifistes et Bellicistes* ». Edition du Cerf 1940, pages 8 à 11.

## LES NON-CONFORMISTES

### *Présentation*

Il est constant que l'entre-deux guerres a été caractérisé par une instabilité chronique des gouvernements de la III<sup>ème</sup> République et par une crise économique tardive, résultant de celle de 1929. Il était donc propice à l'éclosion et à la diffusion d'idées caractérisées, d'une part à quelques exceptions près par le refus doctrinal sans équivoque des idéologies et d'autre part par une certaine fascination devant le dynamisme de l'Italie et de l'Allemagne et de leurs jeunesses.

C'est ainsi que dans les années 1930, de jeunes intellectuels, se refusant au désordre ambiant, aspiraient à "une révolution spirituelle", dont la France devait être le champion, par opposition "aux révolutions établies" : communisme, fascisme et nazisme. Les valeurs et idées établies jusqu'alors étaient remises en cause par ce mouvement qui, selon l'un d'eux, Emmanuel Mounier, était le "sens et la vocation de leurs vingt cinq ans".<sup>310-311</sup>

Il importe d'étudier l'attitude des « non-conformistes », qui va sans dire, ne représentaient pas tous les intellectuels de l'époque et à analyser leur jugement sur les fascismes et plus spécialement sur la montée du national-socialisme.

Presque toutes les opinions politiques s'y dessinaient. Certaines étaient influencées par « *l'Action Française* », d'autres par la gauche pacifiste. Il convient de constater que le parti communiste s'était mis à l'écart du débat.

Un de ses porte-parole Gabriel Péri, responsable de la politique étrangère à « *L'Humanité* », organe du Parti, n'en exprimait pas moins des griefs à l'encontre de « von Papen et les hobereaux du Herrenclub, incapables d'avoir maîtrisé la colère populaire, pour les inviter à céder leurs places à la Reichswehr, aux grands propriétaires, aux industriels, aux organes de la Vieille Allemagne prussienne ».

---

<sup>310</sup> Jean-Louis LOUBET del BAYLE « *Les non-conformistes des années 1930* » - Le Seuil, 1969  
<sup>311</sup> François-Georges DREYFUS « *Histoire de Vichy* » - Perrin, 1990, pages 27 à 44



Les communistes voyaient donc dans le nazisme un prolongement du prussianisme.<sup>312</sup>

Les politologues distinguaient dans ce mouvement le courant de « **la jeune droite** », sous la bannière de laquelle s'étaient rangés les transfuges de *l'Action Française* de l'historien Pierre Gaxotte à Thierry Maulnier en désaccord avec leur maître à penser Charles Maurras, **le courant « *Ordre nouveau* »**, nom de la revue avec des références comme Robert Aron, Arnaud Dandieu, Alexandre Marc, qui faisaient preuve de mesure dans leur jugement sur la révolution hitlérienne. **Enfin, le courant de la revue « *Esprit* »**, dirigé par Emmanuel Mounier.

Le grief adressé à ses rédacteurs était d'avoir manqué d'objectivité et de clairvoyance dans l'approche du phénomène nazi. Ayant toujours en mémoire « la bonne Allemagne » des penseurs et des musiciens chère aux milieux pacifistes, les mêmes intellectuels avaient trop tendance à sous-estimer le phénomène national-socialiste, le qualifiant parfois de « bluff » du siècle pour des motifs divers : manque de personnalité de son chef, noyautage par les communistes, jalousie de ses lieutenants, faible implantation du parti.

Cette sous-estimation valait également en matière internationale, où la crise de Munich en 1938 n'avait pas été appréciée à sa juste valeur. Jusqu'à cette date, les rédacteurs d'« *Esprit* » prônaient la conciliation et le rapprochement avec l'Allemagne<sup>313</sup>.

Pour être complet, **un dernier groupe** se dessinait autour de la revue « **Plans** » dirigée par Philippe Lamour, qui constatait en décembre 1931 « *que la révolution allemande était commencée et qu'Hitler était virtuellement le chef du pouvoir en Allemagne* »<sup>314</sup>.

Il convient de reprendre chacun de ses courants et de voir comment ses intellectuels ont appréhendé le dualisme prussianisme-nazisme ou l'un de ses phénomènes.

---

<sup>312</sup> « *L'Humanité* » du 2.7.1934, *Chronique étrangère de Gabriel Péri*.

<sup>313</sup> Robert ARON et Arnaud DANDIEU « *La Révolution nécessaire* », Bernard Grasset, 1933

<sup>314</sup> Philippe LAMOUR « *Plans* », n° 10 – décembre 1931, page 15

## ✧ Le regard de la jeune Droite

Un nom émerge, **celui de Thierry Maulnier**, essayiste-philosophe (1909-1988), diplômé de l'Ecole Normale Supérieure (promotion 1928), fortement imprégné par la doctrine du nationalisme intégral, avec une certaine méfiance à l'égard de l'Allemagne et de son nationalisme, comme Charles Maurras l'exprimait avec vigueur. On doit à Thierry Maulnier des essais politiques et littéraires notamment « *Nietzsche* » et « *Au-delà du nationalisme* » publiés respectivement en 1933 et 1937.

Dans son ouvrage « *Au-delà du nationalisme* »<sup>315</sup>, ce philosophe explique que « *face aux problèmes du monde, le culte de la nation ne constitue pas en lui-même **une réponse, mais un refuge, une effusion mystificatrice ou pis encore une redoutable diversion*** ».

« *Le peuple dispose ainsi du moyen d'affirmer sa prédominance en faisant triompher son armée, sa structure sociale, sa forme de civilisation, ses modes de vie et de pensée* ».

Cette réflexion peut s'appliquer tant à la Prusse qu'à l'Allemagne. Thierry Maulnier définit d'ailleurs le nationalisme moderne comme « *un recours à l'action, à la race, au sang, au chef prédestiné, à la mission supérieure d'un peuple* ». Prussianisme et nazisme peuvent retrouver chacun leur marque dans cette réflexion.

Dans son approche du pangermanisme, forme exacerbée du nationalisme allemand, le même philosophe en vient à critiquer une logique qui tend à se rapprocher de celle du pangermanisme.

**Premier exemple**, s'il n'est pas légitime que les français soit privés d'une partie de leurs terres (allusion faite à l'Alsace-Lorraine) où ils ont établi la race, la tradition et la culture ; il n'est pas davantage légitime que 60 millions d'allemands soient placés dans une situation inférieure et bornés à un territoire, où ils étouffent. Les idées chères aux politiques allemandes de l'« *Einkreisung* » (l'encerclement) et du « *Lebensraum* » (espace vital) sont ainsi évoquées.

**Deuxième exemple**, les Allemands, en tant que race supérieure, entendent asservir les races inférieures. Et que faisons-nous dans notre comportement à l'égard de nos colonies ?

<sup>315</sup>

Thierry MAULNIER « *Au-delà du nationalisme* », 1937, Fonds Barres BNF 1938, pages 7-33-35-84

Le regard de Thierry Maulnier s'est fixé notamment sur le nazisme indépendamment de toute considération sur son lien avec le prussianisme. Il convient de suivre l'évolution de sa pensée pendant la période 1933-1940.

En 1933, il fait le commentaire suivant, lors de l'arrivée au pouvoir d'Hitler « *Le régime hitlérien n'était ni plus absurde, ni plus odieux, ni plus ridicule que notre propre régime. Il possède assurément plus de dignité, plus de spiritualité, plus de grandeur* ».<sup>316</sup>

L'approche du nazisme par Thierry Maulnier, prend une dimension supplémentaire, dès lors qu'il cautionne par une préface l'ouvrage d'un des doctrinaires de la « Révolution conservatrice allemande » idéologie nationaliste et moderniste, qui rejetait à la fois le libéralisme mercantile, le capitalisme, la démocratie occidentale et le marxisme au profit d'un Etat populaire et national (Volkstaat ). Il s'agit de Moeller van den Brück, auteur du « IIIème Reich ».

Thierry Maulnier ne fait aucune allusion directe à la Prusse, se limitant à évoquer le passé de l'Allemagne et notamment des valeurs traditionnelles.

Il occulte ainsi la pensée profonde de Moeller van den Brück, lequel, au même titre qu'Oswald Spengler, autre doctrinaire, exalte la Prusse et le prussianisme (Preussentum) considéré à la fois comme un système d'organisation socio-politique, un état d'esprit et même « un style ».

Moeller van den Brück se suicida en 1925 non pour l'honneur et l'Allemagne, à entendre Thierry Maulnier, mais pour le troisième Reich et le programme qu'il avait tracé « **afin de susciter une multitude de réalisateurs enthousiastes** »<sup>317</sup>.

Prenant le cas particulier du national-socialisme et plus généralement du fascisme, ce philosophe leur reconnaît des avantages pour posséder « *une valeur historique plus grande, une prise sur le réel plus solide, au niveau de l'affectivité et de l'énergie instinctive qu'au niveau de l'intelligence claire* ».

Le mérite de Thierry Maulnier a été de chercher à comprendre ses adversaires. Certes, il marque parfois ses préférences à tel point *qu'il se sent plus proche et plus aisément compris d'un national-socialiste allemand que d'un pacifiste français*<sup>318</sup>, dès lors qu'il partage avec le premier le dédain du bonheur, la grandeur du sacrifice et la condamnation de valeurs désuètes.

---

<sup>316</sup> Thierry MAULNIER « *Revue du Siècle* », n° 2, mai 1933, page 11

<sup>317</sup> Thierry MAULNIER « *Préface au III<sup>ème</sup> Reich* » de Moeller van den Brück, *Revue Française*, Paris,

1933

<sup>318</sup> Thierry MAULNIER « *Préface au III<sup>ème</sup> Reich* », page 16

Dans le même temps, Thierry Maulnier porte à l'égard du nazisme des jugements sévères et sans appel<sup>319</sup>.

Sur la doctrine elle-même, il dit « *n'avoir aucune sympathie doctrinale particulière* », tout en dénonçant les travers sur plusieurs points.

- Il y voit le « *signe d'une religion plébéienne* » à l'image du système politique russe ou du fascisme italien « *faite pour la masse, sinon par elle et fatale à tout ce que la masse ne comprend ou ne respecte pas* », aboutissant à un « *triomphe grégaire et vulgaire ou se rejoignent la défiance à l'égard de l'esprit, le culte d'une sentimentalité instinctive, la primauté du collectif sur les hautes conquêtes de l'humanisme civilisé ainsi qu'une grossière démagogie* ».
- Une telle philosophie lui paraît étrangère, pour contenir « un germanisme spécifique » avec la volonté de créer un type différent du type humain occidental. En ce sens, le national-socialisme lui paraît « anti-français ».

Aussi, Thierry Maulnier dénonce les périls que ce phénomène fait courir à la France, pour ce qui le concerne, il veut éviter toute équivoque. Par sa préface, il n'a voulu affirmer « *ni la moindre alliance de fait, ni la moindre communauté doctrinale avec le nazisme* ».

Durant sa vie, Thierry Maulnier s'en tiendra à cette position négative à l'égard du nazisme. Il n'apparaît pas qu'il ait dévié de cette voie et qu'il ait cautionné en 1940 la politique de collaboration prônée par le gouvernement de Vichy. Comme tous les esprits libres, il déconcerte ses partisans. Il ne figurera pas dans « le *Dictionnaire de la collaboration française* », ni dans la liste des écrivains interdits établie en 1945 par le Comité National des Ecrivains.

#### ↳ **Le regard de la revue « *Ordre nouveau* »**

Certes, ses rédacteurs, Robert Aron et Arnaud Dandieu, partisans d'une troisième voie intellectuelle entre le fascisme et le communisme, admettent les victoires du national-socialisme qui, selon eux, auraient mis fin « *aux mensonges de la Démocratie libérale, régime qui ne correspondait plus à rien* ». Ils prétendaient en outre que cette doctrine avait introduit dans son fondement « *une authentique grandeur par l'héroïsme et le sacrifice qu'elle enseignait* ». S'ils reconnaissent aux nazis le

<sup>319</sup>

Thierry MAULNIER « Préface au III<sup>ème</sup> Reich », pages 12, 13 – 14 - 16

mérite d'avoir circonscrit la crise du chômage, ils leur reprochent d'avoir ménagé les industriels, après les avoir condamnés officiellement. Mais un de leurs responsables, Robert Aron, soulignait « *qu'entre la mentalité fasciste et l'esprit « Ordre nouveau » il y avait quelque chose d'irréductible* »<sup>320</sup>.

### ✦ Le regard de la revue « Esprit »

Par leurs prises de position, les rédacteurs d'« *Ordre Nouveau* », critiques impitoyables de la démocratie parlementaire et capitaliste, se défendent toutefois d'une parenté avec le fascisme. Mais leurs idées provoquèrent les réactions des philosophes groupés au sein de la revue « *Esprit* », créée en octobre 1932 par Emmanuel Mounier (1905-1950). Cette publication, bien qu'ouverte à toutes les tendances, était en fait l'expression d'un catholicisme d'avant-garde autour d'une philosophie qualifiée de personnaliste. Interdite en avril 1941, elle réapparaissait en décembre 1944.

La conception du personnalisme ne pouvait avoir l'aval moral des autorités allemandes, qui concevaient mal que la personne humaine devait être la priorité par rapport aux contraintes matérielles et par rapport à certaines institutions déshumanisantes, ce qui faisait notamment penser au nazisme en tant que système de gouvernement.

La simple lecture de certains numéros de la revue « *Esprit* »<sup>321</sup> permet de connaître le regard de certains de ces intellectuels, qui estimaient que « l'enthousiasme des jeunes hitlériens et la volonté des nazis dans leur lutte contre les démocraties et capitalistes n'était pas contestable mais que la doctrine nazie devenait inassimilable dès lors qu'elle prenait appui sur un nationalisme exacerbé, un étatisme, collectiviste totalitaire à caractère dictatorial ».

Le même article stigmatisait la dimension raciste du nazisme, en faisant état des premières persécutions antisémites en Allemagne. Il avait valeur d'avertissement en signalant le danger immédiat. Son rédacteur s'exprimait ainsi : « *Il s'agit d'une nouvelle et foudroyante invasion de la tyrannie, état de la barbarie toute proche de l'homme civilisé, si proche qu'elle semble gagner comme le feu* ».<sup>322</sup>

<sup>320</sup>

Robert ARON, revue « *Ordre nouveau* » n° 18, février 1935, page 25

<sup>321</sup>

« *Esprit* » n° 8, mai 1933, p. 153.

<sup>322</sup>

« *Esprit* » n° 8, mai 1933, p. 153

La synthèse du nazisme avec brève allusion sur le passé de l'Allemagne nous semble complète dans un écrit "*Lettre ouverte à Monsieur Hitler*" publié en 1933 par la revue "*Ordre nouveau*". Si l'article concerné a le défaut d'être anonyme, il ne présente pas moins une force indéniable avec un certain retentissement dans l'opinion publique<sup>323</sup>.

Son caractère prétendument équivoque a été mis en évidence par la revue concurrente "*Esprit*", qui lui reprochait son indulgence envers le nazisme. Le lecteur y trouve une synthèse "*des victoires et des défaites du national-socialisme*", en dehors de "*toute caricature dessinée par les chancelleries et les rédacteurs de journaux qui voient dans ce phénomène un déchaînement d'instincts barbares et un exhibitionnisme puéril*", alors qu'il correspond en réalité à un sursaut de révolte de "*millions de jeunes hommes disciplinés et résolus*".

La première partie de "*La Lettre à Monsieur Hitler*" fait état des prétendues victoires du nazisme sur la démocratie parlementaire, la dictature de l'économie, la primauté de la "*collectivité organique riche de fraternité et d'amour face à l'individualité desséchante*".

Son auteur admet que le national socialisme possédait dans son fondement "une authentique grandeur faite d'héroïsme, de sacrifice et d'abnégation, constituant une protestation contre le matérialisme".

Dans une deuxième partie, "*Ordre nouveau*" rassure sur ses intentions. Il tient à marquer son hostilité au système et relève les défauts du nazisme, qui lui paraissent fondamentaux à savoir la fausse référence à la primauté du spirituel dans la doctrine, d'où une erreur sur la nature et la conception de l'homme intégral.

Dans le domaine des structures, le même périodique condamne l'instauration d'un régime "centralisateur, totalitaire et destructeur", dès lors que la destruction de provinces allemandes fortes de leur diversité et de leurs coutumes a contribué en fait à l'appauvrissement de l'Allemagne.

---

<sup>323</sup> Raymond ARON et Arnaud DANDIEU "*La Révolution nécessaire*", page 308, op. cit. numéro 5 d'« *Ordre nouveau* » de novembre 1933, pages 6 et 22.

La conclusion de la "*Lettre à Monsieur Hitler*" est claire, loin de toute ambiguïté.

Elle fait grief au dictateur "d'avoir choisi la voie la plus facile et d'être ainsi **condamné à descendre la pente qui mène du nationalisme à l'étatisme, de l'étatisme à l'autarcie, de l'autarcie à la guerre, à la guerre qui vient, appelée à l'avance boucherie**".

L'absurdité du racisme fondée sur la théorie de la race conçue par "les sous-Gobineau en chemises brunes" y est solennellement dénoncée. « Elle éveillait en 1933 horreur et risée ».

#### ✦ Le regard de la revue « Plans »

Ce dernier courant des non-conformistes reprend les mêmes thèmes que les précédents intellectuels sur la nécessité impérieuse de réformer la société de l'époque, afin « *de rendre aimable la civilisation la plus révoltante du monde* » suivant l'expression propre à Paul Yves Nizan<sup>324</sup>. Aussi la tentation est forte de jeter un regard sur les expériences italienne et allemande susceptibles d'être imitées. C'est sous cette optique que Philippe Lamour, directeur de la Revue « *Plans* » a été amené à constater dès 1931 les premiers signes du nazisme et à consacrer en 1933 un numéro spécial « *l'Allemagne fasciste* ». <sup>325</sup>

Dans une première approche, son auteur écarte tout rapprochement d'Hitler et du général Boulanger, observant que le premier a pour référence une doctrine, ce qui n'est pas le cas pour le second, il écarte également toute comparaison d'Hitler avec Bismarck, dès lors qu'Hitler ne doit son existence qu'à la défaite de l'Allemagne sur laquelle « *il a poussé comme un champignon* ». Dans une deuxième approche, Philippe Lamour examine l'origine, l'évolution et la synthèse du nazisme.

Les succès d'Hitler s'expliquent, selon lui, par la conjugaison de deux sentiments « *qui coexistent au cœur de tout Allemand : le réflexe patriotique, de l'amour propre national humilié, et le désir profond d'un nouvel ordre du nationalisme moins illogique que l'ancien* » <sup>326</sup>.

---

<sup>324</sup> Paul Yves NIZAN « *Chronique des Idées et des Faits, un certain Front unique* », Revue Europe, page 139

<sup>325</sup> Philippe LAMOUR « *Plans* », édition 1931, page 129

<sup>326</sup> Philippe LAMOUR « *Plans* », édition 1931, page 18

La Révolution sociale allemande a le mérite, ajoute le journaliste, « *non de détruire le sens national, mais au contraire de le conforter et de l'unifier* » avec un objectif celui de constituer un ensemble cohérent des peuples de langue allemande. Le concept « *Deutsche Volk* », auquel « *aucun Allemand n'est étranger prendra une valeur nouvelle et considérable* »<sup>327</sup>.

En mars 1933, Philippe Lamour ne paraît pas surpris par l'arrivée du nazisme, lequel « *dans l'immense désordre du monde n'est qu'un incident : l'expression allemande de la crise de civilisation et qui prend toute son importance du caractère de rigueur et de puissance, dont l'Allemagne sait donner à toute choses* »<sup>328</sup>.

Dans sa réflexion, le directeur de la Revue « *Plans* » rejoint les autres partisans non conformistes, qui ont su discerner dans la France des années 1920-1930 non seulement une crise du régime en place mais plus encore une crise de la civilisation occidentale.

Philippe Lamour synthétise l'hitlérisme « *en proie à un délire collectif* » et pouvant se définir « *comme un fascisme, plus l'antisémitisme* ». <sup>329</sup>

Face au nazisme, tous ces mouvements : « *l'Ordre nouveau* », « *Esprit* », et le groupe du XX<sup>ème</sup> siècle au nom de J. de Fabregues et Thierry Maulnier adoptaient une position d'ensemble négative. Robert Aron la définissait par une formule significative le refus « d'une attitude d'adhésion » et le refus « d'une attitude purement critique et dédaigneuse ». <sup>330</sup>

Quant au prussianisme, il est à observer que ce phénomène a été absent des préoccupations des non conformistes, lesquels souvent oublieux du passé prussien de l'Allemagne s'en tenaient à une actualité brûlante et absorbante.



<sup>327</sup> Philippe LAMOUR « *Plans* », édition 1931, page 22

<sup>328</sup> Philippe LAMOUR « *Plans* », mars 1933, pages 1 et 2

<sup>329</sup> Philippe LAMOUR « *Plans* », mars 1933, pages 2-14

<sup>330</sup> Robert ARON et Arnaud DANDIEU « *La Révolution nécessaire* », page 307, op. cit.



## **- LES UNIVERSITAIRES - LA SORBONNE et L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE**

*Albert Rivaud - Léon Blum - Jean Giraudoux - Jean Guéhenno  
Marcel Déat - Pierre Brossolette - Jean Cavaillès - Raymond Aron  
Jean-Paul Sartre - Paul Yves Nizan - Robert Brasillach*

Les institutions de la Sorbonne et de l'Ecole Normale Supérieure ont constitué un véritable vivier de formation et d'enseignement de la culture allemande. 1904 est, selon Michel Espagne, la date de naissance « d'une germanistique française institutionnelle ». Charles Andler fut l'un de ses premiers représentants et titulaire d'une chaire de langue et littérature allemande.<sup>331</sup>

Plusieurs germanistes ont honoré la Sorbonne, comme successeurs de Charles Andler : Henri Lichtenberger, nommé à cette institution, la dota, en 1929, de l'Institut d'Etudes germaniques, Charles Robert Minder, qui intégra la Sorbonne, en 1951, puis Edmond Vermeil. Un chapitre est consacré à ces spécialistes de la civilisation allemande. Albert Rivaud les précédera dans cette étude.

Pour sa part, l'Ecole Normale Supérieure verra des difficultés sérieuses à trouver des élèves attirés par cette discipline. Une lettre écrite par son responsable au Recteur de l'Université de Paris fera état de ces problèmes.<sup>332</sup>

**La situation est grave et la vie difficile surtout pour les étudiants allemands qui ne trouvent que très exceptionnellement des sympathies dans le pays** ». Aussi Jean-François SIRINELLI observe que les rares élèves de la rue d'Ulm, qui se rendent outre-Rhin, font figure « de pionniers ».<sup>333</sup> Les premières rencontres universitaires franco-allemandes de Davos (Suisse) se situent aux vacances de Pâques de 1928. Lucien Levy Brühl, Marcel Mauss, Victor Basch, Jean Cavaillès, Henri Lichtenberger, Jean-Marie Carre y côtoient Gottfried Salomon et autres intellectuels allemands. Il faudra attendre 1930, pour que soit fondé l'Institut français de Berlin.

<sup>331</sup> Michel ESPAGNE « Les transferts culturels franco-allemands ». PUF 1999

<sup>332</sup> Jean-François SIRINELLI « Génération intellectuelle : Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux guerres », Paris Fayard 1988, pages 540. Lettre d'octobre 1927. Directeur Ecole Normale Supérieure à Recteur de l'Académie de Paris sur le taux des boursiers séjournant à l'étranger et sur le problème des élèves linguistes « la situation est grave et la vie difficile, surtout pour les étudiants d'allemand, qui ne trouvent que très exceptionnellement des sympathies dans le pays, surtout dans les milieux universitaires et qui jusqu'ici n'ont guère pu compter y obtenir quelques occupations rémunérées »

<sup>333</sup> Jean-François SIRINELLI « Génération intellectuelle : Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux guerres », Paris Fayard 1988, pages 340 - 341

Plusieurs courants de pensée sont représentés à l'Ecole Normale Supérieure. S'y côtoient des apolitiques, comme Jean-Paul Sartre, qui marquent leur absence d'intérêt pour les débats politiques, des militants de gauche comme Emile Alain, Léon Blum, Marcel Déat, Pierre Brossolette, des militants de droite dissidents maurrassiens, comme Thierry Maulnier et Robert Brasillach.

## *Présentation*

**Albert Rivaud** (1876 – 1956), Professeur à la Sorbonne depuis 1927, et à l'Ecole des Sciences politiques, il s'est spécialisé dans l'histoire de la philosophie par des études sur Platon, Leibniz et Spinoza. A l'égard du problème allemand, il a fait connaître ses impressions après un retour de voyage dans ce pays. Auteur d'un ouvrage « *Le Relèvement de l'Allemagne* » paru en 1938, il y développera ses idées dans des conférences et articles parus notamment dans *La Revue des deux mondes* et *Les Cahiers du Redressement français*.

En 1939, Albert Rivaud préfacera le livre de Jacques Bainville « L'Allemagne »

Entré en politique, il sera choisi en sa qualité de technicien comme Ministre de l'Education Nationale par le gouvernement de Vichy du 12 juin au 12 juillet 1940.

**Léon Blum** (1872 – 1950) figure avec Emile Alain (1868 – 1951) parmi les normaliens les plus anciens de la période 1933 - 1940. Il rejoint le monde politique pour adhérer au Parti Socialiste de Jean Jaurès et pour collaborer comme rédacteur au journal « L'Humanité » puis à partir de 1904 au « *Populaire* ». Devenu chef incontesté du Parti Socialiste, il préside le gouvernement du Front Populaire de juin 1936 à juin 1937 : Face au nazisme, il combat la remilitarisation de la Rhénanie, l'intervention des puissances de l'axe dans la guerre d'Espagne, puis les accords de Munich. En 1939, Léon Blum est de ceux qui refusent de voter les pleins pouvoirs à Pétain. Adversaire de l'armistice, il rejoint les rangs de la Résistance pour être livré aux autorités nazies et pour être déporté aux camps de Dachau et de Buchenwald, d'où il sera libéré.

L'action de cet intellectuel engagé sera marquée par son attachement aux principes démocratiques. Son socialisme militant idéaliste et universaliste opposé au matérialisme historique est inspiré par le sens de la justice, par sa volonté de changer la société et d'établir dans le monde une moralité universelle. Aussi, peut-on comprendre sa position politique qui sera celle du Parti Socialiste d'avoir balancé entre le pacifisme et un anti-fascisme actif pour participer à la lutte contre le nazisme.

**Jean Giraudoux** (1882 – 1944). Entré à l'Ecole normale supérieure en 1903, Jean Giraudoux, élève de Charles Andler, se découvre une vocation de germaniste pour obtenir une bourse de voyage en Allemagne en préparant un mémoire de diplôme d'études supérieures sur un sujet de littérature allemande. Son séjour se déroulera à Berlin, puis à Munich qu'il décrira dans son premier « *Siegfried* ». Il fut pendant quelque temps le précepteur d'un prince de Saxe Meinigen. Jean Giraudoux est nommé, en 1906, lecteur à l'Université de Harvard. Mobilisé à la déclaration de guerre en 1918, il sera blessé à deux reprises et cité avec le grade d'officier. Rendu à la vie civile, Giraudoux prépare en 1919 le concours d'admission aux carrières diplomatiques. Après avoir exercé les fonctions de vice-consul, il refusera toute affectation à l'étranger, préférant partir en mission dans les cinq continents avec pour port d'attache le Quai d'Orsay. De 1936 à 1939, il exercera les fonctions d'Inspecteur des postes diplomatiques et consulaires. Il sera nommé en 1939 Commissaire à l'Information.

La victoire de 1918 ouvre la seconde carrière de Giraudoux, celle d'écrivain, qui se traduit par des romans et des pièces de théâtre. Les romans de Giraudoux plongeront dans l'exotisme et le voyage pour expérience, de l'Allemagne au Pacifique, du Limousin au Niagara. La carrière théâtrale la plus brillante s'ouvre par un coup d'éclat : la générale de « *Siegfried* », pièce tirée en 1928 du roman de 1922 ; traitant de problèmes éternels de l'amour, de la condition humaine et de la guerre, Giraudoux reprendra de vieux thèmes imprégnés d'anachronismes : « *Amphitryon 38* » en 1929, « *Judith* » en 1931, « *Electre* » en 1937, « *Ondine* » en 1939, et créera de nouveaux mythes avec *Siegfried* et « *Intermezzo* » en 1934.

L'intérêt de ces écrits est qu'au travers de personnages de la mythologie, l'actualité de l'époque est reconnaissable. La guerre de 1939 rend illusoire son programme d'urbanisme et de salubrité. L'occupation allemande marque la fin d'un monde qu'il décrit comme la fin du monde dans « *Sodome et Gomorrhe* » écrit en 1943.

Il n'a pas été donné à Giraudoux, mort en janvier 1944, de voir la libération de Paris.

**Jean Guéhenno** (1890 – 1978). Issu de l'Ecole Normale Supérieure de la Rue d'Ulm, participe à la Première Guerre mondiale, où il est blessé en mars 1915. Il fut, avant le deuxième conflit, le directeur de la revue « Europe » fondée en 1923 par Romain Rolland et un groupe d'écrivains de gauche, puis co-directeur avec Antoine Chamson du journal « Vendredi ».

Avec la crise et la montée du nazisme, il adresse un avertissement « Le fantôme allemand réapparaît », ce qu'il traduit par ses réflexions « la guerre monte et je sens la même épouvante, la même écrasante fatigue, nous ne sommes pas nés pour cela »<sup>334</sup>.

Le 14 juillet 1935, Jean Guéhenno élabore avec André Chamson un manifeste pour sceller l'unité de la gauche et pour prêter le serment de « rester unis, pour défendre la démocratie, pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses pour nos libertés hors d'atteinte du fascisme »<sup>335</sup>.

François-Georges Dreyfus cite Jean Guéhenno pour avoir participé en 1940 aux côtés de Chamson, Aragon, Eluard à la « Résistance intellectuelle contre l'occupant nazi »<sup>336</sup>.

En introduction à son premier ouvrage « Le Journal d'un homme de 40 ans », paru en 1934, Jean Guéhenno propose « **un dernier voyage aux magiques domaines de notre passé vers ces années durant lesquelles la violence du monde fit de nous ses esclaves et peut être des criminels et où un terrible amour de la vie ne nous aida qu'à affronter la mort** ».<sup>337</sup>

**Marcel Déat** (1895 – 1955), agrégé de philosophie, diplômé de l'Ecole Normale Supérieure promotion 1914, appartient à une génération de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Valeureux combattant en 1914–1918, comme beaucoup d'hommes de sa génération, ayant eu la même expérience, il a la phobie de la guerre et ne veut à aucun prix revoir un affrontement entre la France et l'Allemagne. Marcel Déat effectue un bref voyage outre-Rhin en 1931. Dissident socialiste, il devient Député, puis Ministre en 1936.

En juin 1940, il prend la direction du quotidien « *L'Oeuvre* » où il développe une active propagande en faveur de l'Allemagne et de la collaboration. Un an plus tard, après avoir échoué dans la création d'un parti unique, il lancera un mouvement « le rassemblement national populaire, totalement rallié à l'idéologie national-socialiste ».<sup>338</sup>

Les instruments de travail le concernant sont de natures diverses depuis son « journal de guerre » et ses écrits politiques de militant socialiste jusqu'à ses éditoriaux et articles publiés dans le quotidien « *L'Oeuvre* », fondé en 1902 avec une orientation à la fin de la Première Guerre mondiale vers la gauche radical-socialiste, anticléricale.

<sup>334</sup> Jean GUEHENNO « *Revue Europe* » du 15 novembre 1934

<sup>335</sup> Jean-Marie MAYEUR « *La vie politique sous la Troisième République 1870-1940, op. cit. page 348*

<sup>336</sup> François-Georges DREYFUS « *Histoire de la Résistance* », 1996, page 425

<sup>337</sup> Jean GUEHENNO « *Journal d'un homme de 40 ans* », 1890-1978, Bernard Grasset, 1934, introduction.

<sup>338</sup> Jean-Paul COINTAT « *Marcel Déat du socialisme au national-socialisme. Librairie académique Perrin 1998*

Le nom de **Pierre Brossolette** (1903 – 1944) paraît lié à celui de Léon Blum. Agrégé d'Histoire, normalien, promotion 1922, Pierre Brossolette n'a pas emprunté la voie universitaire pour s'orienter vers le journalisme, qui pouvait satisfaire son envie de participer aux débats de la Cité.

Chroniqueur de politique étrangère à la Radio Diffusion Française de 1936 à 1939 et au quotidien socialiste « *Le Populaire* ». Élément essentiel de la politique de paix européenne d'Aristide Briand, le rapprochement franco-allemand trouva en Pierre Brossolette un défenseur. La France devait, selon ses vœux, être prête à risquer « *un juste règlement avec l'Allemagne et faire à l'Allemagne et à la paix de justes concessions* », ouvrant ainsi le débat sur les réparations réclamées par les alliés à l'Allemagne.

Les recherches ne doivent pas se limiter au groupe d'affinité Raymond Aron, Paul-Yves Nizan, Jean-Paul Sartre. Elles doivent être étendues à d'autres condisciples de la rue d'Ulm, en l'occurrence Jean Cavaillès, Marcel Déat, Robert Brasillach.

**Jean Cavaillès** (1903-1944), mathématicien et philosophe est connu pour sa thèse "*La Philosophie des sciences*", présentée en 1938. Sa personnalité a été mise à jour par Georges Canguilhem, lequel a pris le relais de mémoire à la sœur du disparu Gabrielle Ferrières<sup>339</sup>. Camarade d'études, suppléant puis successeur de Jean Cavaillès à la chaire de philosophie à la Faculté des Lettres de Strasbourg, Georges Canguilhem était à même d'entretenir la flamme du souvenir. Il s'en est acquitté lors d'hommages divers rendus à Jean Cavaillès. Son ouvrage "*Vie et mort de Jean Cavaillès*" a permis de collecter de multiples renseignements sur sa personnalité et son regard sur le nazisme.

Né en 1903, fils d'Officier, issu d'un milieu protestant, il entre à l'Ecole Normale Supérieure en 1923 et il obtient l'agrégation de philosophie en 1927. Sa connaissance de l'Allemagne lui a été facilitée par l'octroi d'une bourse de la Fondation Rockefeller et en Allemagne séjourné à plusieurs reprises en poursuivant des travaux tant dans les universités de Berlin, Hambourg, Göttingen, Munich et Fribourg. Les mouvements de jeunesse ont attiré son intérêt.

En 1934, Jean Cavaillès avait lu *Mein Kampf* et en 1936 il avait rencontré des opposants au gouvernement nazi. Mobilisé en 1939 comme officier affecté aux corps

---

<sup>339</sup> Georges CANGUILHEM "*Vie et mort de Jean Cavaillès*" – *Les carnets de Baudasser* 1976, pages 22-36 – Référence page 193 du livre "*Philosophe et combattant de Gabrielle Ferrières*."

francs puis au service du chiffre, il se familiarise avec les codes secrets. La défaite de 1940 le voit désarmé, prisonnier par les Allemands, il s'évade.

Revenu en octobre à l'Université de Strasbourg, il est affecté à l'Université de Clermont-Ferrand. En 1941, il crée le réseau de résistance "Cohors" puis devient co-fondateur du mouvement de résistance Libération Sud.

En décembre 1942, arrêté par la police de Vichy, il s'évade mais est repris par le contre-espionnage allemand. Il est révoqué et en 1944 il sera fusillé par les Allemands et enterré dans la citadelle d'Arras. Lors de son procès, Jean Cavaillès a justifié sa conduite par une triple motivation par la mort tragique de René Parodi, par tradition familiale et par sa vocation philosophique, en se référant à Kant et non à Spinoza.

Un tel parcours couronné par son sacrifice interroge pour connaître l'opinion de Jean Cavaillès sur l'Allemagne et éventuellement sur le dualisme prussianisme-nazisme.

C'est un article de la revue « *Esprit* » intitulé « *Lettre ouverte d'un jeune français à l'Allemagne* » daté de janvier 1933<sup>340</sup>, qui met le chercheur sur les traces de **Raymond Aron** (1905 – 1983). La bibliographie de cet auteur, à

la fois philosophe, sociologue et économiste, rassemble notamment de nombreux ouvrages sur l'Allemagne écrits de 1928 à 1940.

Ne revendiquant aucune étiquette politique, Raymond Aron prétendait être devenu nationaliste français « peut être par réaction au nationalisme allemand ». Il présageait que l'Allemagne allait être gouvernée par les partis de droite, il ne se trompait pas. Il y soutenait « *que les dialogues sur les cultures contraires des deux peuples (l'ordre contre le dynamisme, la raison contre la ferveur), n'avaient plus de sens, que l'invocation aux idéaux, aux principes moraux étaient devenue hypocrisie d'un côté et de l'autre* ». Comme solution, il préconisait des accords d'intérêt entre la France et notre voisin d'Outre-Rhin.<sup>341</sup>

Il apparaît qu'il a eu une position privilégiée dans sa perception du nazisme. Il a même été le spectateur de l'agonie de la République de Weimar et de la montée de ce phénomène<sup>342</sup>. Dans son analyse du phénomène national-socialiste, il entendait faire preuve d'objectivité et manifester « *un effort d'honnêteté par consentement au réel* ».

<sup>340</sup> Raymond ARON « *Mémoires* », Julliard 1983, pages 67 - 102

<sup>341</sup> Raymond ARON « *Mémoires* », page 68

<sup>342</sup> Raymond ARON, revue « *Esprit* », *Lettre ouverte d'un jeune français à l'Allemagne. Ses mémoires*, Julliard 1983, pages 67-102-774.

Au printemps de 1930, par l'intermédiaire du service des œuvres françaises à l'étranger, installé au Quai d'Orsay, il obtenait un poste d'assistant de français à l'Université de Cologne auprès d'un professeur en renom, Léo Spitzer, puis à l'Université de Berlin.

Sa découverte de l'Allemagne, partie du titre d'une de ses œuvres était motivée, selon lui, par un triple intérêt, l'obsession pacifiste héritée d'Alain, la séduction de la culture allemande, la conviction historique, suivant laquelle les destins de l'Europe et de l'Allemagne étaient indissociables « bon gré mal gré »<sup>343</sup>.

Dans cette expérience, le parcours de Raymond Aron se croise avec celui de son condisciple Jean-Paul Sartre dans la période de 1930 à 1934.

**Jean-Paul Sartre** (1905 – 1980) est à la fois écrivain et philosophe. En 1924, il est reçu à l'Ecole Normale Supérieure promotion 1924.

Son parcours le met en contact avec la civilisation allemande. En septembre 1933, étant agrégé de philosophie, il obtient une bourse à l'Institut français de Berlin où il succède à Raymond Aron et où il découvre Edmund Husserl et le « Phénoménologie » définie par ce philosophe « *comme étant la conscience d'être conscience de quelque chose* ». En 1934, Jean-Paul Sartre entreprend des voyages en Europe et notamment en Allemagne.

Mobilisé dès le début de la seconde guerre mondiale, il est fait prisonnier par les troupes nazies pour être interné au Stalag XIID à Trèves. Libéré en 1941, en se faisant passer pour un civil, Sartre est de retour en France, il participe à la Résistance en fondant le réseau « *Socialisme et Liberté* », qui n'eut qu'une existence brève et en étant membre du Comité National des Ecrivains.

A la fin de la guerre, Sartre abandonne l'enseignement et fonde les « *Temps modernes* » en 1945 qui deviendra une revue importante de la gauche intellectuelle dont le contenu sera essentiellement politique.

L'œuvre philosophique la plus célèbre de Sartre est constituée par « *l'Etre et le néant* » paru en 1943, qui est une réflexion sur les rapports entre la conscience et la liberté. Sartre élabore ses thèses en procédant à une réélaboration des pensées de Hegel, Husserl et Heidegger.

<sup>343</sup>

Raymond ARON, « *Essai sur la théorie de l'histoire contemporaine* », Vorin 1938, page 81

Sa philosophie exprimée notamment par deux de ses ouvrages « *l'Etre et le néant* » (1943) et « *l'Existentialisme est un humanisme* » doctrine qui met l'accent sur le vécu humain plutôt que sur l'être mais « *qui pose le primat de l'existence sur l'essence* ». Pour Jean-Paul Sartre, il n'existe ni Dieu, ni prédestination, nous créons notre destin par notre volonté libre. La loi, le règlement, l'usage vient de l'autre. Si en fait, l'homme est, il en est autrement dans le groupe où il combat, quel qu'en soit l'ennemi de l'époque, le roi, le prussien, le Versaillais, la Wehrmacht.<sup>344</sup>

**Paul Yves Nizan (1905-1940), condisciple de Raymond Aron, avait une formation d'enseignant.**

Agrégé de philosophie, il se lança dans le journalisme, où il se distingua comme spécialiste en politique étrangère, de juillet 1935 à octobre 1937, au quotidien « *L'Humanité* », organe du Parti Communiste, puis au journal « *Ce soir* ».

Accrédité à la Société des Nations, il était à même de donner ses impressions sur l'actualité de l'époque et d'un tournant déterminant de l'Histoire contemporaine et plus exactement de la crise de Munich de septembre 1938, occasion pour lui d'écrire « *Sa Chronique de septembre* » publiée le 20 mars 1939<sup>345</sup>. Il devait être tué à Coëtlogon le 23 mai 1940 pendant la retraite de Dunkerque.

Nizan, dans l'introduction de l'ouvrage « *Chronique de Septembre*, se targuait d'être à la fois journaliste et historien dans la mesure où tous deux « *saisissent l'immédiat de la dernière journée ou de la dernière nuit* ». Il n'entendait pas résoudre les question posées mais les examiner ponctuellement.

Sur le plan des idées, Nizan, journaliste engagé, n'a jamais renié le marxisme stalinien, face aux deux totalitarismes, nazisme et communiste, son choix était fait. Il est vrai qu'il démissionnera brutalement du Parti Communiste Français après la signature le 23 août 1939 du Pacte de non-agression germano-soviétique.

**Robert Brasillach (1909 – 1945).** Contrairement à Drieu la Rochelle (1893 – 1945) son aîné, il appartient à une jeunesse qui ne fut touchée par la guerre 1914 – 1918 que par un père ou un frère interposé. Il entre en 1928 à l'Ecole Normale Supérieure en même temps que Thierry Maulnier.

Deux dates ont marqué sa vie, février 1934, manifestation populaire et politique pour protester contre le scandale Stavisky et 1937, date de son voyage en Allemagne comme journaliste au journal d'extrême droite *Je suis partout*. Comme rédacteur en

<sup>344</sup>

Encyclopédia Universalis – Jean-Paul SARTRE, op. cit. page 683

<sup>345</sup>

Paul Yves NIZAN « *Chronique de Septembre* » - Gallimard 1939



chef à cette publication, il quitte la mouvance royaliste pour jouer un rôle de premier plan dans la propagande nazie.

Plusieurs ouvrages sont à retenir, comme sources : « *Notre avant-guerre* » commencé en septembre 1939 et achevé le 6 février 1940 ; « *Les sept couleurs* » paru en 1939<sup>346</sup>.

○ \* ○ \* ○

### Leur regard

Certains intellectuels parlent indifféremment du III<sup>ème</sup> Reich ou de l'hitlérisme. Ils estiment que le nazisme peut s'expliquer en partie par la psychologie d'Hitler. Ils partent du constat que le national-socialisme est indissociable d'Adolf Hitler et du principe que le III<sup>ème</sup> Reich est né et a disparu avec Hitler et qu'il a été dominé par lui de 1933 à 1945.

**Albert Rivaud** paraît être un de ceux là. Aussi, qualifie-t-il l'hitlérisme « *de prédication systématique, méthodique, volontaire de la revanche calculée et préparée par des gens qui savent ce qu'ils font* »<sup>347</sup>.

La révision du « Diktat de Versailles » figurait d'ailleurs en tête du programme du Parti national-socialiste.

Albert Rivaud voit dans le phénomène du nazisme comme « *une lame de fond, qui vient des profondeurs de l'Allemagne, lame qui se préparait depuis longtemps avant 1914 et qui et peut être la cause de la Première Guerre mondiale* »<sup>348</sup>.

**Plusieurs aspects peuvent être dégagés de l'analyse entreprise par Albert Rivaud sur ce nouveau phénomène : la doctrine, les réformes, les dirigeants, leur psychologie.**

#### ***La doctrine***

Pour comprendre le secret de la nouvelle Allemagne « après 7 ans de domination et de dressage », il est nécessaire, écrit-il, de se référer à la philosophie. Or, celle-ci n'est ni une doctrine, pas davantage une philosophie, pas davantage une Weltanschauung (une vision du monde), mais plutôt un mouvement, comme le mouvement communiste, qui a pour trait essentiel « le mépris raisonné de la pensée ».

---

<sup>346</sup> Robert BRASILLACH, Nath Imbert, *Dictionnaire national contemporain*, 1936

<sup>347</sup> Albert RIVAUD « *l'Obsession de guerre en Allemagne* ». Conférence. *Les Cahiers du redressement français* », 1934, imprimerie de Vaugirard, page 32

<sup>348</sup> Albert RIVAUD « *l'Allemagne sous la dictature d'Hitler* ». Conférence. *Les Cahiers du redressement français* », 1934, pages 1 à 71

En fait le nazisme est « **un dogme sans dogme** », qui par son caractère intransigeant et impératif se réduirait à la volonté de dominer. On entend le chef, on est tenu de le croire et de répéter mutuellement ses mots d'ordre. L'esprit de critique est ainsi banni du raisonnement. Les nazis cultivés prétendent même y retrouver l'autonomie du vouloir Kantien et la soumission à la loi.

### ***Les réformes***

Albert Rivaud écrit que la première tâche du IIIème Reich a été d'unifier l'administration de l'Etat et de réaliser l'uniformité que le régime impérial n'avait pas été capable d'imposer. Le nouveau régime trouve à son arrivée une organisation et un personnel, qui doit être adapté à l'ordre nouveau.<sup>349</sup>

On va ainsi assister dans le domaine des institutions à une concentration de pouvoirs et une certaine analogie. Le Chancelier du Reich est comme le Chancelier impérial, le chef de toutes les administrations. Le pouvoir exécutif est ensuite transmis au Président du Conseil prussien, aux onze Statthalter (gouverneurs de province) et aux présidents des provinces prussiennes..

L'unification ainsi réalisée avait pour but de faire disparaître « le dangereux dualisme prussianisme et Reich, cause de conflits sous la République de Weimar. Conséquence : les Landtage (assemblées des Länder), les délégations provinciales sont supprimés. Le 1<sup>er</sup> janvier 1935, le ministère prussien de l'Agriculture, celui du Travail, celui des Transports se fondront avec les nouveaux ministères du Reich. Il y a donc rupture entre les deux phénomènes « prussianisme-nazisme ».

Pour cela l'Allemagne a-t-elle changé d'esprit ? Albert Rivaud répond par la négative : « *Les maîtres d'aujourd'hui ont retrouvé, appliqué avec une logique rigoureuse, les mêmes principes, les méthodes qui ont inspiré l'œuvre de tous les conquérants et de tous les organisateurs* »<sup>350</sup>.

Mais ces chefs nazis qui sont-ils ? Selon le même observateur, il s'agit « *d'une bande de malfaiteurs, d'aventuriers, de rêveurs chimériques qui tiennent la nation allemande à la gorge. Son pouvoir est dû au mensonge et à la violence* »<sup>351</sup>

### ***La psychologie des dirigeants et le modèle nazi***

<sup>349</sup> Albert RIVAUD « La Révolution allemande et la guerre », *Revue des Deux mondes*, n° 39, novembre et décembre 1939, page 140

<sup>350</sup> Albert RIVAUD « Le relèvement de l'Allemagne », pages 238-239

<sup>351</sup> Albert RIVAUD « La Révolution allemande et la guerre », 1939, page 152

Sur le plan psychologique, Albert Rivaud décrit un portrait saisissant de leur chef suprême Hitler, « réunissant à la fois l'imagination, le goût de l'absurde et de la démesure, vaniteux, méfiant en permanence, par moment sujet à des crises de fureur pendant lesquelles il se démenait l'écume de la bouche, suivies d'attendrissements enfantins ». Le même philosophe insiste sur la dimension psychiatrique du personnage : « un malade, un dément, un mélange de ruse diabolique, d'épouvante, de haine, de rêveries déchirantes ». En outre, il s'agit d'un personnage terne et sans rayonnement « artisan principal de l'étonnante duperie dont le peuple allemand a été la victime »<sup>352</sup>.

La duperie, dont il est question, se traduit par l'endoctrinement programmé et progressif de l'individu depuis l'école jusqu'à la caserne, pour aboutir à la création du modèle nazi.

Albert Rivaud en dessine le profil<sup>353</sup> : tout en signalant ses imperfections, « **le nazi le meilleur, le plus sincère, le plus brave reste un homme incomplet, auquel il manque le sens des plus nobles valeurs humaines** ». Il ajoute : « L'âme du nazi n'est pas une belle âme, c'est l'âme primitive ».

Le résultat débouche sur un peuple détaché de toute croyance religieuse et morale devenu matérialiste, de quoi épouvanter le monde. « Son idéal, contraire au nôtre, est celui de la race du peuple élu, d'une conquête indéfinie, d'une hégémonie sur l'annexion avec des abus de violence et les hypocrisies de la propagande »<sup>354</sup>

Sa force traditionnelle, illustrée par des philosophes, par des savants et par des militaires !! est en voie de destruction par le fait du phénomène nazi.

Frédéric II et Bismarck étaient de l'avis d'Albert Rivaud, « de terribles réalistes, mais non des monstres, parce qu'il leur restait un reste de culture, de discipline, leur instinct. ».

Aussi ce même philosophe se pose la question dans ses lignes : « qui chassera le poison injecté au peuple allemand ? Comment distinguer les âmes radicalement viciées de celles qui peuvent être sauvées. Les frontières ne sont moins nettes entre le criminel et l'honnête homme ».<sup>355</sup>

Que pensait Albert Rivaud du prussianisme ? Estimait-il que le nazisme en est le prolongement ?

<sup>352</sup> Albert RIVAUD « L'Âme du nazi », Revue des Deux Mondes, pages 195 à 213 – vol. 56 – articles du 10 mars 1940.

<sup>353</sup> Albert RIVAUD « Le relèvement de l'Allemagne » 1918-1938, – Colin 1938, pages 410-412.

<sup>354</sup> Albert RIVAUD « L'Âme du nazi », pages 209-212

<sup>355</sup> Albert RIVAUD « La Révolution allemande et la guerre », Revue des Deux Mondes, numéro 39, novembre et décembre 1939, page 137

Dans un article intitulé « *la Révolution allemande et la guerre* », publié par *La Revue des Deux mondes* de décembre 1939, Albert Rivaud souligne les différences entre le prussianisme et le nouveau phénomène<sup>356</sup>. Il fait **trois observations** : chez les officiers et les diplomates allemands d'avant 1914, on pouvait relever la coexistence d'un réalisme farouche et une part d'idéal : dévouement à la dynastie, le sens du devoir militaire, le courage personnel, l'estime pour l'ennemi ; la valeur des vertus familiales et parfois dans les rapports d'homme à homme quelque loyauté. Albert Rivaud cite en exemples Bismarck, Kiderlen-Wächter et le vieil Hindenburg. L'aventure démagogique révolutionnaire du III<sup>ème</sup> Reich changera l'échelle de ces valeurs.

**La deuxième observation** résulte de l'opposition entre deux conceptions communiste et nazie confondues et celle de l'ancien Etat major prussien. Ainsi le militaire de métier pense à faire une guerre effective avec toutes ses conséquences, alors que les nazis ont le concept « *d'une guerre de théâtre* » où il suffit de se montrer pour vaincre. Or, l'Empire allemand a mis 40 ans pour former une armée qui a été vaincue. En quatre ans, le III<sup>ème</sup> Reich veut acquérir une armée plus forte pour la conquête.

**La troisième observation** porte sur le choix de l'encadrement, une distinction est à faire entre les officiers de l'époque impériale et ceux du régime nazi, « *A l'ère impériale « on ne trichait pas, c'était le plus courageux et le plus fort en réalité qui remportait la victoire. Dans la nouvelle Allemagne, l'arbitraire et le favoritisme président dans le choix des officiers* ».

Il en découle, selon Albert Rivaud, une fracture entre les plus de 40 ans, anciens combattants de la guerre de 1914 « plus civilisés, plus humains, plus libres » et la jeunesse élevée « dans la prison national-socialiste loin de toute vérité ».

Dans une dernière diatribe, Albert Rivaud est amené à comparer les régimes nazi et soviétique. Il pensait que l'Allemagne de 1939 devait être l'antithèse de l'U.R.S.S., or il observe que le régime hitlérien n'est que « **le décalque amélioré par les survivances de la technique prussienne, de l'esprit militaire et du travail allemand** ».<sup>357</sup>

La civilisation occidentale est donc prise, actuellement, « *entre la barbarie communiste qui arrache à l'homme toutes les raisons de vivre et la barbarie nazie, qui le mutile et l'appauvrit pour le préserver du communisme* ».

Après la Sorbonne, avec Albert Rivaud, l'Ecole Normale Supérieure a retenu la curiosité du chercheur, qui devait trouver un ordre dans l'énumération de ses

<sup>356</sup> Albert RIVAUD « *La Révolution allemande et la guerre* », *Revue des Deux Mondes*, numéro 39, novembre et décembre 1939, pages 140-148

<sup>357</sup> Albert RIVAUD « *Le relèvement de l'Allemagne* », pages 408 et 412

représentants. A cette fin, grâce à l'ouvrage de François Sirinelli<sup>358</sup> « *Génération intellectuelle : Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux guerres* ». il a été tenu compte de trois éléments, la classe d'âge, les affinités et les dates de promotion dans cette institution. Dans cette optique, on rapprochera Léon Blum (promotion Lettres 1890), Jean Guehenno (promotion 1911), Pierre Brossolette (promotion 1922), Jean Cavaillès (promotion 1923) avec le groupe de la promotion 1924 : Paul-Yves Nizan, Raymond Aron, Jean-Paul Sartre, pour clore par Robert Brasillach (promotion 1928).

### **Léon Blum**

A propos des articles dans « *Le Populaire* » écrit par **Léon Blum** sur les causes du nazisme et ses relations avec le prussianisme. Il a été utile d'extraire de ses éditoriaux les plus significatifs de 1933 à 1940 en respectant leur intégralité.<sup>359</sup>

Déjà **le 3 août 1932**, après les élections allemandes du 31 juillet, où semble se dessiner le reflux du parti nazi, Léon Blum établit un parallèle entre von Papen, von Schleicher et Hitler.

Les deux premiers incarnent à ses yeux « *la vieille Allemagne d'avant 1914 dont la révolution victorieuse a par un irréparable malheur laissé subsister les fondations et les cadres de l'Allemagne impériale, féodale, patronale, piétiste avec son sens massif de la discipline, de l'orgueil collectif, sa conception à la fois scientifique et religieuse à la civilisation* ».

Quant à Hitler, il symbolise pour Léon Blum « *un esprit de changement, de rénovation, de révolution* ».

Léon Blum tire de son analyse la conclusion que « *dans le Creuset du racisme hitlérien bouillonnent confusément à côté de certaines traditions de la vieille Allemagne tous les intérêts contradictoires, toutes les angoisses, toutes les misères, toutes les révoltes de l'Allemagne nouvelle* » (sic).

Léon Blum, après la disparition du Président von Hindenburg, commente l'événement **le 24 novembre 1934** sous la manchette « *la colère s'accélère* », « *l'Allemagne hitlérienne est aujourd'hui pour nous un danger plus redoutable que l'Allemagne impériale. Hélas, nous sommes fixés sur le travail de la dictature hitlérienne en Allemagne* ».

Parmi les articles publiés **en Septembre 1938**, Léon Blum reconnaissait que la paix dépendait beaucoup d'Hitler chez lequel « *la force l'emportait sur la raison* ».

---

<sup>358</sup> François SIRINELLI « *Génération intellectuelle : Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux guerres* », Paris – Fayard 1988

<sup>359</sup> Léon BLUM « *Essai des nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann* » (1901)

Le 22 septembre, Léon Blum reprenait le même thème ; il éprouvait la crainte de voir « l'Allemagne grisée par les succès, accentuer encore ses exigences appuyées par la force. N'écrivait-il pas « il est en fait certain que des concentrations de troupes allemandes estimées à 25 divisions n'ont cessé de croître ! Cette observation était suivie de la réflexion du commentateur *« Ne soyez pas Monsieur Hitler plus Bismarckien que Bismarck »*.

L'invasion de la Pologne en 1939 par le III<sup>ème</sup> Reich lui rappelle le passé avec une certaine continuité. Hitler n'a fait, selon Léon Blum, que reprendre les plans et les visées de Guillaume II, c'est-à-dire de la grande industrie en quête de débouchés et de matières premières. Léon Blum craint que l'opinion publique ne persiste dans l'erreur d'opposer le militarisme allemand de Guillaume II et de ses junkers à la nation allemande.

Reprenant le thème maintes fois développé et repris par l'écrivain allemand **Thomas Mann**, Léon Blum concluait *« il n'y a pas de bonne et de mauvaise Allemagne », « l'Allemagne a voulu Hitler »*.

L'ensemble des réflexions de Léon Blum laisse penser que cet intellectuel était d'avis que le phénomène nazisme trouvait son prolongement dans le prussianisme.

### **Jean Giraudoux**

Avec Paul Claudel et Paul Morand, Jean Giraudoux a été l'un des trois écrivains du « *Quai d'Orsay* » ainsi dénommé par Jean-Baptiste Duroselle.

Dans ses écrits, deux souvenirs resteront gravés dans son esprit, l'Allemagne vue à travers son regard d'adolescent et d'adulte pendant la guerre de 1914-1918.

Dans une lettre à son ami Paul Morand, il évoque ses rêves, *où il lui arrivait d'entendre encore les Prussiens bombarder de nuit Fougères, comme ils bombardaient sa tranchée* »<sup>360</sup>. « *Lecture pour une ombre* » écrit en 1917 traduira notamment ses impressions de guerre.

La deuxième guerre mondiale lui rappellera celle de 1918 en évoquant *« le premier tué, lequel prend la suite du soldat inconnu »*.

A plusieurs reprises Jean Giraudoux aura maintes fois l'occasion d'exposer ses idées sur l'Allemand et l'Allemagne avec d'autant plus de clarté et d'objectivité qu'il tire grand profit de l'observation faite par lui dans les universités, villes et campagnes allemandes. Dans une conférence donnée en 1906 à Harvard, il traite du problème de la discipline au travers de la société Wilhelminienne. Il observe que celle-ci est « *dirigée*

<sup>360</sup>

Jean GIRAUDOUX « *Lecture pour une ombre* »

*par une caste, celle des officiers considérés par le peuple comme des êtres sacrés* ». On y développe ainsi non seulement « *la peur et les coups mais également la persuasion qu'il y a une partie des hommes destinés par leur naissance à commander ou à obéir* ». <sup>361</sup>

Pour Giraudoux, l'image de l'Allemagne est idyllique jusqu'en 1937, où il qualifie encore le système hitlérien comme « *un régime de salut public* ». Il est vrai qu'à cette date le régime n'a pas encore montré ce qu'il était <sup>362</sup>.

S'il condamne dans leur ensemble les Etats totalitaires et en priorité la Russie, puis l'Allemagne et l'Italie, pour « *leur tyrannique et leur rythme moral forcené* », Jean Giraudoux ne cache pas qu'il y découvre des avantages. Ne dévoile-t'il pas un certain esprit antisémite lorsqu'il exprime dans *Le Figaro* du 3 juin 1935 « *son accord avec Hitler qui proclame qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale* », pensée lui rappelant la pensée de Colbert ou de Richelieu. Il cherche à atténuer son propos en observant que le problème est « *plus nuancé et plus difficile* » en France qu'en Allemagne. L'objectif à atteindre est d'obtenir non pas « *un type physique primitif mais de constituer, au besoin avec des apports étrangers, un type moral et culturel* ».

Autres éloges adressées au régime hitlérien : l'exécution de grands travaux à l'image également de la Russie et de l'Italie. L'idéal est de « *convier la nation à une fête gigantesque du travail* », et enfin l'urbanisme, sujet qui tient à cœur à l'écrivain. Dans ce domaine, il constate avec amertume l'édification de magnifiques et inombrables monuments, alors que « *la France s'est couverte de 36.000 monuments aux morts* » <sup>363</sup>

Mais les éloges de Jean Giraudoux s'arrêtent là. Après les accords de Munich, il prend conscience des réalités en même temps que Georges Duhamel, lequel, dans son « *Mémorial de la guerre blanche* » met en garde les français contre leurs divisions. Jean Giraudoux manifeste alors une inquiétude pour leur lancer un avertissement similaire « *Notre confiance fut aveugle, nous n'avons pas voulu douter que l'humanité fut humaine. Dorénavant l'Allemagne se met en dehors de l'humanité* ».

En sa qualité de Commissaire général à l'Information en 1939, il est chargé de soutenir le moral de la Nation. Son allocution radiodiffusée répond à la question « *Pourquoi nous faisons la guerre et pourquoi nous ne la faisons pas* ». <sup>364</sup>

---

<sup>361</sup> Jean GIRAUDOUX « *Messages du Continental* », allocutions radiodiffusées du Commissariat général à l'Information 1939-1940, Grasset 1987

<sup>362</sup> *Body OC*, page 386

<sup>363</sup> « *Marianne* » du 6 septembre 1933 « *Pleins pouvoirs* » pages 94-95

<sup>364</sup> Jean GIRAUDOUX « *Messages du Continental* » 1939-1940, Grasset 1987

Il entend détruire la fable répandue par les dirigeants allemands, selon laquelle la lutte oppose des nations possédantes à des nations comme l'Allemagne. En vérité, il s'agit d'un combat entre des nations stables et une nation instable.

Giraudoux fait référence aux conflits successifs entre les deux nations voisines avec deux conceptions distinctes : « *la France se satisfait de l'état présent, parfois celui d'une puissance vaincue de 1814 et de 1870, alors que l'Allemagne ne s'est jamais satisfait du présent, même du plus glorieux* ».

Le but du Reich hitlérien étant de donner à la nation son espace vital, la mission des nations adversaires se résume « *à enlever à l'Allemagne son âme de soumission pour lui rendre sa vraie nature, à lui interdire de se faire le complice du mal, (...), de remplacer son livre de haines, de mensonges, d'orgueil par ses lectures d'autrefois, en un mot de substituer à « Mein Kampf » par « Mein Freiden » (la paix)*<sup>365</sup>.

### **Jean Guéhenno**

Quelle représentation se faisait Jean Guéhenno du prussianisme avant l'arrivée du nazisme ?

Cet intellectuel fait part déjà de son angoisse en 1905 lors de l'affaire de Tanger et d'Agadir. A la même époque, où Charles Péguy éprouvait le même sentiment<sup>366</sup>, Guéhenno marque son hostilité à l'égard du voisin d'Outre-Rhin. N'écrivait-il pas vers 1905 « notre cœur peut enfin connaître le repos ». Tanger-Agadir avaient fixé sa haine, nous n'avons plus cessé d'aimer les Anglais et les Russes, ni de détester l'Allemagne.

Avant 1914, Guéhenno « *raille avec tout le monde ce manchot de Guillaume II et la Germania, cette catin à soldats*<sup>367</sup> ; et en 1918, il pose le problème politique à la veille du Traité de Versailles, avec la nécessité de rendormir un monstre, qui peut être réveillé ».

L'arrivée du nazisme amène Jean Guéhenno à relater l'actualité du 30 juin 1934 constituée de faits divers sanglants, où les militants nazis, qui ont « *le goût du sang et de la mort* », sont mis en cause. Un rêve le conduit à la vision comparative et caricaturale de Guillaume II et d'Hitler pourvu « d'une ridicule moustache aussi courte que celle de Guillaume était longue parmi les drapeaux noirs aux croix gammées d'argent ».

Sans s'intéresser au domaine doctrinal du nazisme, Jean Guéhenno s'attache au comportement des Allemands, qu'il qualifie de « *moutons, qui ne se demandent même*

<sup>365</sup> Jean-Marie CARRE « *Les écrivains français et le mirage allemand* », page 205

<sup>366</sup> Charles PEGUY « *Les cahiers de la quinzaine* », op. cit. Jean-Marie Mayeur « *La vie politique de la troisième République* », page 224

<sup>367</sup> Jean GUEHENNO « *Le journal d'un homme de 40 ans* », 1934, pages 88, 154, 159, 209



*pas ce qu'est le berger, un tyran ou un imbécile, ni où il les mène au pacage ou à la boucherie*<sup>368</sup> ». Ce grief a été d'ailleurs évoqué à maintes reprises par les intellectuels français.

Le même intellectuel méditant sur « la mort inutile » attend qu'on lui montre en cette belle année de 1933 celui qui « *a gagné à la guerre* »<sup>369</sup>, évoquant le souvenir des « douze millions de morts pour rien » de la Première Guerre mondiale.

Le 27 septembre 1940, la lecture du livre de Rauschning « *la Révolution du nihilisme* » explication de « *ces temps maudits* » *laisse peu d'espérances à Guéhenno quant à l'avenir immédiat, il va falloir vivre et penser parmi et contre les barbares* ».

Jean Guéhenno explique que « *la maladie de l'Allemagne* », victime d'un retard sur l'Europe de deux ou trois siècles, est de s'être mal constituée en nation « *sans conscience politique encore et toute instinctive* », alors que l'Angleterre et la France ont déjà jeté par le monde les fondements d'une civilisation et d'un droit commun ».

### **Pierre Brossolette**

S'il ne paraît pas avoir abordé le problème du prussianisme et de ses rapports avec le nazisme, **Pierre Brossolette** entendait militer après 1918 pour « *la cicatrisation des blessures de guerre* » et le rapprochement franco-allemand, tout en observant les fluctuations de la politique intérieure du Reich. Il considérait que le regard de la France devait se tourner vers l'Allemagne « *parce que l'axe de la paix passait par les deux capitales des souffrances de la guerre par Paris et par Berlin* ».<sup>370</sup>

Sous cette optique, il oeuvra au sein des groupes des jeunes favorables à ce rapprochement et fut l'un des cent quatre vingt six intellectuels signataires d'un Manifeste contre les excès du nationalisme pour l'Europe et pour le rapprochement franco-allemand que la publication « Notre Temps » publia le 18 janvier 1931<sup>371</sup>.

Marquant son aversion *envers le nationalisme et le pacifisme d'avant-guerre, qui avait fait faillite le 2 août 1914*, il entendait œuvrer pour un pacifisme constructif afin d'adopter ensuite une politique de résistance basée sur une croyance persistante dans « *le droit international, la morale internationale et la justice internationale* ».

Léon Blum, ainsi que le juriste René Cassin participaient au même combat.

Pierre Brossolette ne pouvait, au fil des événements entre 1933 à 1940, qu'être édifié dans tous les domaines. Dans un premier temps, il pensait que les nazis ne

<sup>368</sup> Jean GUEHENNO « *Le Journal d'un homme de 40 ans* », 1934, pages 155 - 195

<sup>369</sup> Jean GUEHENNO « *Le Journal des années noires* » (1940-1944), Gallimard, 1944, page 44

<sup>370</sup> Guillaume PIKETTY « *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance* », Editions Odile Jacob 1998, op. citation, pages 37 et 62

<sup>371</sup> Guillaume PIKETTY « *Pierre Brossolette* », Paris 1998, page 62

parviendraient pas à établir un régime fasciste mais contribueraient à « *restaurer un régime à poigne et à rétablir les Hohenzollern sur le trône dont les avait chassés la révolution de 1918*<sup>372</sup>, et qu'avec Hitler « la conservation sociale s'installait au pouvoir en Allemagne ».

Cette erreur d'appréciation ne l'empêchait pas de garder sa lucidité puisque en été 1933 il condamnait « *les atroces violences des bandes hitlériennes* » et « *l'ignominie qui poussait le racisme allemand à supprimer tout vestige de justice et de liberté, à massacrer les innocents et à jeter pêle-mêle au bûcher les livres et le droit* ».

C'est ainsi que Pierre Brossolette fut amené à modifier sa position à l'égard de l'Allemagne, où il assistait au déchaînement de « *la plus violente et la plus décourageante des frénésies nationalistes* », menée par un gouvernement qui « par sa haine, sa sauvagerie, son impérialisme de race était le type des gouvernements dont on pouvait tout attendre y compris la guerre ».<sup>373</sup>

La question de Dantzig fut, en 1939, l'occasion pour Pierre Brossolette de faire connaître son point de vue. Convaincu que tous les éléments d'un coup de force sur Dantzig étaient réunis. Il écrit « *Un éventuel emploi de la force par l'Allemagne devrait se heurter à la résolution de refus polonaise de céder ainsi qu'à celle de ses garants et de toutes les nations résolues à ne plus tolérer l'agression et le recours à la violence pour le règlement des différends internationaux* ».

La défense des droits de l'homme et la lutte contre le fascisme, entreprise de déshumanisation furent la priorité de l'action de Pierre Brossolette. Le patriotisme, valeur essentielle de la Résistance face à l'occupant nazi s'y ajouta, ce qui explique sa décision de rejoindre en 1940 un des premiers réseaux, celui du « *Musée de l'Homme* ». Il entendait ainsi ne pas rester inactif dans cette « *guerre de trente ans* »<sup>374</sup>.

Arrêté alors qu'il devait regagner l'Angleterre, il devait mettre fin à ses jours pour garder le silence.

Ainsi, par guerre de « *Trente ans* », Pierre Brossolette entrevoyait une certaine continuité dans les conflits successifs nous opposant à l'Allemagne. En était-il de même pour Marcel Déat également membre de la S.F.I.O. ?

Marcel Déat, son adversaire en politique, concevait-il une telle évolution ?

---

<sup>372</sup> Guillaume PIKETTY « *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance* », 1998, op. citation, pages 64-65. Pierre Brossolette, *la pensée socialiste et l'Allemagne de Hitler* », Révolte n°18, Paris juillet 1933, pages 17-23

<sup>373</sup> Pierre BROSSOLETTE « *La Populaire*, Paris 4 mai 1939 « *Le seul problème à Dantzig* »

<sup>374</sup> Guillaume PIKETTY « *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance* », page 161, op. cit. lettre à son épouse, 7 juillet 1940

## **Marcel Déat**

Marcel Déat, promotion 1914 de l'Ecole Normale Supérieure, faisait figure d'ancien pour les promotions suivantes, notamment pour ceux de la promotion 1924, parmi lesquels trois noms se détachent : Raymond Aron, Jean-Paul Sartre, Paul-Yves Nizan unis par de solides liens d'amitié (1924 – 1928). Humanistes, athées, pacifistes, socialisants pour les deux premiers, communiste militant pour le troisième. Aron et Sartre effectuent chacun un séjour en Allemagne de 1930 à 1934. Mais abordant l'Allemagne avec une culture universitaire commune, ils n'auront pas le même type relationnel avec ce pays. Raymond Aron, par ses contacts avec les étudiants de Cologne et de Berlin, conservera « *une impression durable, une sorte d'amitié pour les Allemands* »<sup>375</sup>. Quant à Jean-Paul Sartre qui souffre du manque de maîtrise de la langue, il vit replié sur la « *Französische Akademiker Haus* ». Mais leur séjour s'avèrera bénéfique pour Aron en découvrant la réflexion philosophique, sociologique, politique du nazisme, pour Jean-Paul Sartre une métaphysique et le métier d'écrivain (« *La Nausée* » est rédigée en partie à Berlin).

L'approche de Marcel Déat permet de dégager deux aspects de sa personnalité : **ses idées et son regard sur le dualisme prussianisme-nazisme.**

### **o Ses idées**

- Marcel Déat se définissait de par sa formation philosophique comme un idéaliste, un universaliste et un humaniste.
- Ses idées politiques se résumaient sous forme d'un triptyque : l'ordre, l'antithèse de l'anarchie capitaliste ; l'autorité faite de compétence et de technicité de la part de l'Etat, qui ne prend pas le rôle de gendarme ; quant à la nation, il convient de la tenir pour une réalité, sans tomber pour cela dans le nationalisme.

Il ne cachait pas qu'il était partisan pour la France d'un Etat fort, indépendant à l'exclusion de toute influence occulte de caractère international. Son idéal était « une France résolument socialiste, qui se relèvera ou se regroupera (.....), par un socialisme profondément national, d'esprit hautement communautaire (.....). Le socialisme national appelait une hiérarchie, une discipline, mais il exigeait une justice, une vraie liberté ».<sup>376</sup>

---

<sup>375</sup> Hans Manfred BOCK et Michel TREBISCH « *Les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930* », CNRS 1993, page 466

<sup>376</sup> Marcel DÉAT – op. citation François Georges DREYFUS « *Histoire de Vichy*, Librairie Perrin – 1990, page 264

Comme méthode de gouvernement, Marcel Déat proposait en 1938 « le Planisme ». Il s'en est d'ailleurs expliqué lors d'une communication faite à une séance de la Société française de philosophie du 5 mars 1938<sup>377</sup>. Le planisme est défini, selon lui, comme un mouvement d'idées, à caractère politique et social né « *d'une réflexion sur nature du fascisme et d'un effort en fonction des caractères nouveaux de l'adversaire, la tactique traditionnelle du socialisme* ». Si certains y voient un succédané du fascisme, ils se trompent selon Marcel Déat. D'ailleurs, cette méthode a été appliquée, selon lui, par l'américain Roosevelt et le belge Van Zeeland. Répondant à deux contradicteurs éminents, il réplique au premier, William Oualid (1880–1942), qu'une direction économique de l'Etat n'implique pas obligatoirement une direction politique, le tout est de dissocier le libéralisme et la politique.

Il fait la même réponse au second, Célestin Bouglé (1870 – 1940), disciple de Durkheim et défenseur des idées démocratiques et laïques, lequel voit dans le planisme une méthode rappelant les idées contenues dans le livre de Marcel Déat "*Ordre, autorité, nation*".

Il est vrai que la formule de Marcel Déat peut être appliquée par tout gouvernement, le tout est d'éviter toute dérive à l'image du régime nazi.

Hitler marquait d'ailleurs un intérêt grandissant pour la planification, tout en donnant une primauté au politique sur l'économique<sup>378</sup>. Le nouveau secrétaire d'Etat national-socialiste aux finances, Reinhardt décida, dès son installation, un nouveau plan avec effet le 1<sup>er</sup> juin 1933 en vue de créations d'emplois et d'avantages octroyés à l'industrie privée. Deux autres plans devaient suivre dans la même année, et notamment le plan quadrennal de 1936 confié pour son exécution à Goering.

Dans le domaine des libertés, Marcel Déat souhaite un régime protecteur des libertés et non destiné à les absorber ou les étouffer. Mais contradiction sur le problème juif. Il prétend n'avoir jamais été antisémite, mais il estime que le pouvoir doit réguler la capacité d'absorber les israélites.

Le domaine social attirait une partie de son attention. Sous le titre "*Perspectives socialistes*" paru en 1930, il récusait toute causalité mécanique et il proposait de rallier au parti la classe moyenne pour construire avec la classe ouvrière un front unique<sup>379</sup>. Il se démarquait ainsi de la ligne officielle de la S.F.I.O., sans pour cela être un nazi.

Il est vrai que les nazis n'avaient pas d'autres ambitions que de créer un Etat centré sur la toute puissance du parti-Etat, émanation de la nation communautaire.

<sup>377</sup> Communication de Marcel DÉAT à la Société française de philosophie du 5 mars 1938 (Bulletin 1938 – 1940), Librairie Armand Colin 1987, pages 43 à 47

<sup>378</sup> Marlis STEINERT "Hitler" – Fayard 1991, pages 290-291

<sup>379</sup> Marcel DÉAT "*Perspectives socialistes*", Librairie Valois, 1930.

### ○ Son regard

Dans un ouvrage écrit après 1940, Marcel Déat soulignait l'importance du mouvement nazi dans l'histoire allemande « *en qui l'unité nationale allemande s'est achevée en lui et par lui. Le vieil Etat prussien n'a été qu'un instrument pour servir à la reconstruction sociale* »<sup>380</sup>.

Au travers de ses articles du quotidien « l'Oeuvre », il suit l'évolution de l'Allemagne depuis 1932 jusqu'en 1940. En 1932, il observe que les dirigeants actuels du Reich von Papen et von Schleicher incarnent la vieille Allemagne d'avant 1914 « *une Allemagne impériale, féodale, patronale et piétiste* », dans le creuset duquel bouillonnent conjointement le racisme et certaines traditions nationales. Marcel Déat relève également que le régime s'appuie sur la Reichswehr pour résister aux barricades mais quant à l'avenir, il le voit sombre « la victoire de Schleicher lui paraissant « *encore plus décevante et désolante* » que la victoire d'Hitler. Cette victoire constitue pour Marcel Déat une menace pour la paix et cause de l'effondrement du parti socialiste allemand, dès lors qu'Hitler disposerait du pouvoir légal<sup>381</sup>.

L'installation du régime hitlérien en 1933 n'est que la conséquence de « la paix manquée de Versailles et de l'autarcie imposée au III<sup>ème</sup> Reich. Marcel Déat y trouve l'explication dans « *le besoin impérieux qu'a ce régime de trouver les matières premières et les denrées alimentaires qui lui font défaut* ». La pénétration allemande vers l'Est, vers les ressources danubiennes en est la démonstration. Pour l'Allemagne, il n'y avait pas d'autre solution, écrit Marcel Déat « *malgré l'ersatz et l'organisation la plus poussée de fabriquer des armes et tenter de s'en servir pour rompre le cercle où chacun s'était enfermé* ». « *Fascisme et nazisme ne sont que la traduction politique de cette situation pathologique* »<sup>382</sup>.

En un mot, « *l'Allemagne, avec ses 60 millions d'habitants, était condamnée à inventer et construire le national-socialisme* »

Dans ce commentaire, Marcel Déat ne fait aucune allusion, aucun rapprochement au passé prussien.

## Jean Cavaillès

A Hambourg, Jean Cavaillès a été frappé par l'attitude des socialistes allemands de la ville libre unis dans un même hommage à Bismarck, fondateur du 1<sup>er</sup> empire et

<sup>380</sup> Marcel DEAT « *Pensée allemande et pensée française* », 1944

<sup>381</sup> Marcel DEAT « *Le Populaire* », 1932, op. cit. Jean-Paul Cointet « Marcel Déat 1998 et « *La vie socialiste* » du 12 mars 1932

<sup>382</sup> Marcel DEAT « *L'œuvre* » des 10/09/1938, 28/12/1938 et 16/02/1939

Ebert, conservateur du 2<sup>ème</sup> Reich. A Munich, il a entendu des démagogues bottés clamer dans les brasseries.

Après la lecture de *Mein Kampf* en 1934, il confiait à sa sœur Gabrielle Ferrière son sentiment sur l'Allemagne nazie : *"C'est caractéristique pour ce peuple, qu'avant même d'être au pouvoir ou en retraite comme Napoléon, son chef ait éprouvé le besoin de pondre six cent pages serrées, tout finit par la pseudo-philosophie, plus justement la contre-philosophie", dans la mesure où le principe de systématisation improvisée aux fins d'un conditionnement collectif, consistait dans la haine et le refus de l'universel »*.

Ces quelques lignes ne suffisent certes pas à définir le nazisme, mais en expliquent le rôle moteur. Aussi peut-on comprendre dans quelles dispositions d'esprit Jean Cavaillès se trouvait pour joindre l'action à l'écrit. Il est devenu résistant par simple logique. Pour ce philosophe *"le nazisme était inacceptable dans la mesure où il était la négation sauvage plutôt qu'une savante universalité et dans la mesure où il annonçait et où il recherchait la fin de la philosophie rationnelle. La lutte contre l'inacceptable était inévitable"*.

Les investigations ont permis de trouver trois écrits de Jean Cavaillès à l'Allemagne de son temps. En 1932, il étudie, d'une part, le mouvement de jeunesse en Allemagne, et d'autre part, l'Allemagne et le Reichstag. L'année suivante, année de l'ascension d'Hitler au pouvoir, pose le problème de la coexistence du protestantisme et de l'hitlérisme<sup>383</sup>.

Le premier article sur la jeunesse allemande révélait la pensée de Jean Cavaillès sur l'évolution psychologique de cette tranche d'âge. Il enregistrait un "Bewegung" mouvement nouveau, traversé de plusieurs courants nationalistes ou confessionnels. Sur le plan du nationalisme, une théorie se serait développée en 1919-1922 avec le découragement de la défaite. On faisait croire aux jeunes que "Kant et Luther avait perdu la guerre" d'où la recherche d'un sauveur. Le christianisme, religion des faibles ne pouvait être le tremplin de la résurrection de l'Allemagne. Les dirigeants nazis ne tenaient pas un discours différent. Le retour aux sources germaniques de Wodan et Irmin devait être l'ultime recours de la nouvelle génération.

Jean Cavaillès citait à ce propos les termes du manifeste rédigé par le poète Wilhem Schäfer précisant que ce recours devait faire appel *"aux seules puissances divines éternellement créatrices, c'est à dire au Dieu allemand, avec une seule foi possible, la foi dans la race"*. Cette volonté de renouvellement était perceptible dans toutes les confessions protestante ou catholique. Le mouvement de la jeunesse

<sup>383</sup>

Jean CAVAILLÈS "Un mouvement de jeunesse en Allemagne" 1932, *Annales de l'Université de Paris*

(Jugendbewegung) d'avant 1914 ne se préoccupait pas des problèmes de la foi. Il s'en remettait aux autorités des Etats, les souverains étaient également chefs d'Eglise. Avec les réformes du ministre de l'Instruction Publique prussien Severing, la notion de jeunesse a pris une signification différente dans la mesure où elle est devenue *"une réalité indépendante soumise à ses lois propres et non plus soumise à la réduction humiliée des adultes"*.

Cette « Bewegung » aurait favorisé les communautés de travail et les manifestations de groupes, voyages, vie dans la nature, dans le "Volkstum". "La Hitlerjugend" n'a fait qu'adopter et accentuer la formation d'organisations conçues dans le même état d'esprit. Le point de rupture entre les générations d'avant 1914 et de ceux nés entre 1905 et 1912, qui atteindront en moyenne l'âge de 20 ans en 1933, se serait accentué avec la crise économique de 1929.

*Jeunesses socialistes et jeunesses hitlériennes présentaient des analogies sous les signes extérieurs du vêtement et du vocabulaire, mais elles présentaient une psychologie commune à savoir "die neue Sachlichkeit" (goût du terre à terre, de la réalité des choses). Elles étaient plus intéressées par la technique et l'argent, le programme d'un parti plus qu'une théologie. Ils ne marquaient aucun intérêt pour l'humain. Enfin, la déchéance quotidienne de l'Etat, fragilisé par des insurrections et mouvements sociaux ne pouvait qu'accroître l'aspiration des jeunes à un renouveau, à un Etat fort, qui trouvera sa réalisation dans le pouvoir nazi.*

Jean Cavaillès attribuait à cette nouvelle jeunesse le qualificatif de "radicalisée". « Pleine de désillusion, elle se croit un droit de destructeurs, parce qu'à ses yeux, il y va de leur vie ». Ce philosophe reconnaît *"dans ces troupes malheureusement menées un accent de sincérité difficilement contestable et au-delà la recherche d'une valeur plus profonde, qui sera peut être un jour libératrice du joug qu'elles se sont donné"*<sup>384</sup>.

Ces commentaires mettent en mémoire les réflexions d'un germaniste de renom Jean-Edouard Spenle sur les Universités allemandes. Réflexions qui seront évoquées ultérieurement.

La deuxième réflexion de Jean Cavaillès portait sur des institutions du Reich<sup>385</sup> et plus spécialement sur les élections du 31 juillet 1932 des députés au Reichstag.

Jean Cavaillès en soulignait les caractères, à savoir la disparition à peu près complète des hommes derrière les partis, et l'uniformité dans tous les domaines :

<sup>384</sup> Jean CAVAILLÈS "Un mouvement de jeunesse en Allemagne" 1932, *Annales de l'Université de Paris*, pages 156-163-170-174

<sup>385</sup> Jean CAVAILLÈS "L'Allemagne et le Reichstag", *chronique de la revue n° 29 "la paix par le droit" (1893 à mai 1940)*

- Uniformité de la campagne électorale à telle enseigne que le paysan de la forêt noire, du Schleswig-Holstein ou de Silésie a entendu les mêmes orateurs développer les mêmes thèmes. Une démagogie spéciale s'adressait tant à l'agriculteur qu'à l'ouvrier de la Ruhr, de Halle ou de Berlin avec cette particularité que *"tous ont joui du même quart d'heure Hitler avec l'invective contre les trente partis qui déchirent l'Allemagne"* ;
- uniformité à l'intérieur des partis et entre les partis où l'on assistait à "un type standard" de réunions publiques où les troupes défilaient en uniforme avec étendards et musique. Il n'est pas inintéressant de noter que les communistes adversaires des nazis adoptaient le même comportement.

Cette uniformité rendait donc le choix de l'électeur des plus difficiles. Jean Cavaillès soulignait ainsi la confusion politique, il n'y avait plus de distinction entre gouvernement et opposition, les questions posées ne facilitaient pas le choix.

Sur les sujets traités, ne voyait-on pas le Chancelier Brüning et le parti SPD répudier les accords de Lausanne décidant de l'asservissement de l'Allemagne, auxquels ils n'auraient jamais consenti.

Cet ensemble se dessinait sur fond de crise, avec un climat de guerre civile. Toutes les couches sociales étaient concernées et beaucoup d'Allemands pensaient aux solutions extrêmes pour sortir de cette situation. Les jeunes atteints par le chômage souffraient matériellement et moralement au même titre que les classes moyennes lésées dans leur traitement, leur pensions et leurs revenus.

À droite et à gauche, le gouvernement du Général von Schleicher était critiqué, mais, toutes tendances confondues, on manifestait le même mépris de la Constitution de Weimar et du régime parlementaire. La voie au nazisme était grande ouverte *"Wie sie lügen"* (comment ils mentent) étaient le thème répété dans les tracts de propagande diffusés par les contestataires.

Jean Cavaillès<sup>386</sup>, dans ses commentaires, mettait l'accent *"sur le poids écrasant de la propagande ; de telle sorte que pas un coin de l'Allemagne, pas un corps de métier qui n'ait reçu autant et plus de tracts du national-socialisme que de tous les partis réunis"*. La machine du docteur Goebbels fonctionnait à plein.

Il s'agissait là d'une propagande massive propres à entraîner les adorateurs de la force, possible grâce à de puissantes aides financières". Dans leurs slogans, *"les nationaux socialistes rejettent systématiquement le rationnel, ce sont là jeux de juifs ou d'étrangers"*, les boucs émissaires de tous les malheurs de l'Allemagne étaient ainsi

<sup>386</sup>

Jean CAVAILLÈS *"Le Reichstag et l'Allemagne"*, pages 392-396



dénoncés. Jean Cavaillès poursuivait son analyse en rappelant la solution adoptée par les nazis *"le vrai germain a recours au cœur, aux profondes intuitions de la race : traduction grossière d'un mouvement philosophique puissant, cet anti-intellectualisme facilite singulièrement la diffusion et permettant de donner son pain à chaque groupe"*.

Jean Cavaillès tirait les conclusions du vote du 30 juillet 1932, annonciateur de l'arrivée des nazis au pouvoir. Il distinguait trois courants qui peuvent le lendemain devenir antagonistes. D'abord, un courant révolutionnaire, le plus voisin du fascisme, sœur ennemie du communisme, "aussi hardie dans ses réformes sociales", Goebbels serait l'un des pivots.

En deuxième lieu se dessinait une force représentée par l'élément bourgeois constituée par une minorité importante "d'industriels craintifs, chômeurs, boutiquiers, fonctionnaires". La formule hitlérienne aurait eu pour effet de canaliser leur exaspération. Mais le respect de l'Etat et l'amour de l'ordre restent intacts chez ces contestataires, pour qui les boucs émissaires du désordre seront marxisme, juifs, étrangers. Aux éléments révolutionnaires et bourgeois s'était joint le mouvement paysan, que le nazisme a réussi à se concilier par la promesse de moins d'impôts, ce qui expliquerait le succès remporté par les nazis en Prusse orientale, Poméranie, Schleswig-Holstein, Poméranie.

Jean Cavaillès voyait dans ces élections la traduction *"parfois puérile d'un sentiment agaçant, l'effort du peuple allemand de se ressaisir lui-même dans la débâcle. Qu'il divinise alors son énergie, qu'il s'adore lui-même dans son passé, ce sont la conséquence de l'essentiel, « le sursaut de volonté contre la mort »*.

Il aurait été surprenant que Jean Cavaillès, de confession et d'éducation protestante, n'aborde pas le problème sensible du protestantisme allemand face au nazisme<sup>387</sup>. L'Eglise protestante était un des piliers de la monarchie prussienne et de l'empire wilhelminien.

Dans un article publié en novembre 1933 dans la Revue *"Esprit"*, ce philosophe décrit objectivement la situation avec ses conséquences pour la religion et les fidèles.

Il apparaît que le pouvoir nazi, en juillet 1933, a procédé à une refonte structurelle de l'Eglise par la création "d'un service d'actions de grâces et une cérémonie expiatoire" ordonnée par les surintendants généraux, nouveaux responsables du culte. Conséquence immédiate : les pasteurs furent déliés de leur serment d'obéissance à l'Etat.

<sup>387</sup>

Jean CAVAILLÈS *"Protestantisme et hitlérisme"*, Revue *l'Esprit* de novembre 1933, pages 306 à 316

Pour faire éclater l'édifice de l'Eglise protestante, les nazis ne pouvaient pas mieux agir, mais Jean Cavaillès voyait là un paradoxe entre ces réformes et le fait que l'Eglise protestante, accusée généralement de chauvinisme, était acquise au régime dans sa grande majorité.

Le programme nazi ne pouvait d'ailleurs pas prescrire, dans les textes, le remplacement de la religion protestante par une nouvelle religion. Le 24<sup>ème</sup> paragraphe soulignait l'existence et l'appui du parti à "un christianisme positif".

Ce "*christianisme positif*" devait s'interpréter, selon le message du Führer non "*comme une tolérance maussade mais comme une vivante adhésion au nouveau régime et ce en retour du service qu'il leur rend en les délivrant du danger communiste*"<sup>388</sup>. Il est significatif que la question de la révision du dogme n'était pas à l'ordre du jour. De toute manière, la consultation des conseils paroissiens était le passage obligé en pareil cas.

Il convient de souligner que les opposants à ces réformes se refusaient à subir "*une Gleichschaltung*" (mise au pas), mais cette opposition est apparue comme négligeable au regard du succès remporté par la Conférence des pasteurs et laïcs aux élections paroissiales.

Cet ensemble était une émanation plus ou moins avancée du parti nazi. Mais quel était le contenu des dites réformes ? Il avait été développé dans un écrit, dont les lignes directrices avaient été approuvées par la Conférence d'Empire du 3-4 avril 1932 et reproduite en tête d'une brochure de propagande "*unser Kampf*" (notre combat). Le programme ainsi exposé comportait 10 points, dont on pouvait dégager quatre revendications concernant la structure et la hiérarchie de l'Eglise, son rapport avec la nation, son enseignement moral.

Jean Cavaillès prenait des distances pour la critique, ce qui était logique pour un étranger à l'Allemagne, il prenait la précaution de mentionner les objections présentées par Barth, auteur d'une étude "*Theologische Existenz Heute*".

- **Sur le premier point** – la constitution et la hiérarchie ; l'idée d'une "Eglise d'empire", rêve de Fichte et de Jahn en vue de consolider l'unité allemande, prenait une certaine dimension. Ainsi, à l'intérieur des synodes, il était répété que le parlementarisme, système en vigueur dans l'Eglise protestante, était dépassé pour faire place au système du chef (Führergedanke), la pensée du chef.

<sup>388</sup> Jean CAVAILLÈS "Le protestantisme allemand face au nazisme". Revue "L'Esprit" de novembre 1933, page 307 – appel radiodiffusé aux électeurs des conseils de paroisses du 22 juillet 1933, page 308, les lignes directrices du programme des chrétiens allemands.

Barth y voyait une contradiction. Il était mal venu de modifier la hiérarchie de l'Eglise protestante, alors qu'il était communément reproché aux catholiques d'être soumis sans réserve à Rome, griefs que les protestants adressaient aux catholiques subordonnés à la domination romaine. Il y avait danger à créer des Führer religieux, susceptibles d'un jour à l'autre de statuer sur le dogme et sur la discipline des pasteurs placés sous leurs ordres.

- **Sur le deuxième point** – l'idée de la subordination de l'Eglise à l'Etat devait être la règle. La ligne directrice n° 7 rappelle cette obligation en des termes non équivoques *"nous voyons dans race, culture populaire (Volkstum) et nation, des ordres vitaux, dons de Dieu confiés à notre soin, les conserver doit être pour nous loi divine"*. *"Les fins sont donc les nations, les moyens leurs églises"*, commente Jean Cavaillès.
- **Sur le troisième point**, il en résulte que la nation doit *"garder la race pure .... A l'opposé, la foi chrétienne ne détruit pas la race mais l'approfondit et la sanctifie"*.

Une conclusion s'impose : on retrouve dans le programme des chrétiens allemands tous les ingrédients et les thèmes chers à l'idéologie nazie : le chef, la nation, la race.

Les conditions de la mise en application de ce programme sont bien définies. Il convient pour l'Eglise protestante d'avoir dans ses rangs des chrétiens allemands devenus de véritables S.A. (Sections d'Assaut), déterminés à lutter contre les ennemis, boucs émissaires traditionnels du régime nazi, mamonisme, capitalisme, marxisme et libéralisme<sup>389</sup>.

Dans ce combat, qui doit être mené en liaison étroite avec les organisations nationales, S.A., Hitler, il est bien spécifié que la simple pitié doit être bannie car elle amollit le peuple. Nous savons ce que signifient devoir chrétien et amour des malheureux, mais nous réclamons aussi *"la protection du peuple contre les incapables et les minus"*.

Il importe de noter au passage la critique de la religion catholique responsable notamment de la défaite allemande ainsi que l'exclusion de certains éléments de la communauté allemande. L'idée nazie, de l'élimination des éléments nuisibles à la société allemande fait inexorablement son chemin, avec pour objectif une doctrine sociale, évangélique et nationale *"Volkstumlich"*, où la dimension raciale est omniprésente.

<sup>389</sup>

Citation de Jean CAVAILLÈS, page 310. *Evangile social des chrétiens allemands du 25 juin 1933*

Une question vient à l'esprit : quel est l'impact de ces réformes sur la masse du peuple allemand ? Cavaillès ne peut répondre, compte tenu de divers paramètres indiscernables. Il est indubitable que les protestants allemands apportèrent leur soutien aux réformistes. Le résultat officiel du vote du 23 juillet des paroisses évangéliques en témoignait (les deux tiers des votants).

Jean Cavaillès admet qu'il est difficile d'en mesurer exactement la portée, mais il reste affirmatif sur le résultat : la rupture de l'Eglise allemande avec le passé et l'enthousiasme soulevé chez les protestants par la Révolution nazie. Il donne la priorité à la jeunesse allemande, seule capable de créer "une Bewegung". Tout en évoquant le passé germanique, elle n'en conserve pas moins une puissance dans l'élan, une unité intérieure et l'effort pour vaincre son destin. Mais il ne fait aucun lien avec la tradition protestante allemande.

Jean Cavaillès s'interrogeait pour savoir si cet élan n'était pas dans l'immédiat une ébauche de religion.<sup>390</sup>

### **Jean-Paul Sartre**

Le regard de Jean-Paul Sartre sur l'Allemagne a été marqué par son séjour de 1930 à 1934, comme boursier à la « *Französisches Akademiker* » de Berlin, « bien décidé à connaître l'amour des Allemandes »<sup>391</sup>, il a des difficultés d'adaptation dès lors qu'il n'a pas la maîtrise de la langue. Selon Simone de Beauvoir « *il aimait beaucoup Berlin* » où « *La Nausée* » est en grande partie rédigée. L'apolitisme et l'indifférence de Jean-Paul Sartre à l'égard de l'actualité contrastent avec son éducation politique et sa curiosité intellectuelle. Jean-Paul Sartre concède n'avoir attribué qu'une importance relative à la portée politique de l'hitlérisme. Les éléments de sa personnalité peuvent expliquer en partie ce détachement. Ne se définissait-il pas comme un pacifiste, disciple d'Alain et un antimilitariste parce qu'intellectuel ? 1939 et l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne l'incitent à porter ce jugement « *mon antifacisme, mon antinazisme, fruits de l'époque n'étaient que pour fournir un prétexte commode à me battre, alors que mon refus de la guerre était un refus de 1914, non de celle de 1939* ».

**Il lui est difficile, dans un premier temps, de qualifier le nazisme** « Est-ce *Mein Kampf*, est-ce Rosenberg (théoricien de cette doctrine), partisans d'un empire nordique, sous la férule du Reich, ou est-ce Ribbentrop, ministre des Affaires Etrangères ? A ses yeux, une incertitude demeure sur le caractère idéologique de la

<sup>390</sup> Jean CAVAILLÈS "Protestantisme et nazisme", page 316

<sup>391</sup> Hans Manfred BOCK et Michel TREBISCH, « *Entre Locarno et Vichy – les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930* », CNRS &çç », page 466, op. cit.

guerre. On ne peut ainsi expliquer comment la France, qui est entrée en hostilité pour défendre la Pologne attaquée, s'en prend seulement à l'Allemagne (qui a pris pour elle la moitié de la Pologne), et non à la Russie, qui a pris l'autre moitié.

Une chose était certaine, l'objectif final des dirigeants nazis était non pas de créer l'Etat allemand, idée première de Bismarck, mais surtout d'exalter la supériorité germanique en faisant du Reich un modèle pour l'Europe et le monde.

**Le concept du pangermanisme** était toujours dans leur esprit avec l'idée permanente non pas de le propager mais d'en appliquer le programme. Aussi Jean-Paul Sartre ne pouvait-il l'occulter dans ses propos. Il aborde le sujet dans un de ses carnets « De la drôle de guerre » cité plus haut. Marquant de l'intérêt pour le livre d'Emil Ludwig sur « *Guillaume II* » (Paris – Payot 1930), il soutient<sup>392</sup> qu'en tant que fait historique, la guerre de 1914 a eu pour cause la rivalité des impérialismes russe et allemand et que le pangermanisme propagé par la caste des junkers militaires, qui cherchaient à étendre l'hégémonie de la Prusse, n'était « *que la tendance de l'Allemagne à achever son unification commencée par Bismarck* ».

Jean-Paul Sartre en vient ainsi à analyser le phénomène du nazisme<sup>393</sup>, se plaçant dans l'esprit de l'historien, obligé de voir dans « *cette prétendue idéologie décadente, l'expression des contradictions du capitalisme contemporain, qui conduit à la guerre et ne peut la faire* », interprétation qui se veut marxiste. Se référant ainsi à l'époque de 1938-1939, il craint le succès de cette idéologie, du fait que « *la victoire serait donnée au plus riche et non au plus brave* » et que certains pourraient voir dans le nazisme « *un facteur de progrès* »<sup>394</sup>.

Son inquiétude est d'autant plus forte qu'en tant « qu'être en guerre » expression de sa philosophie, il se pose la question : l'avenir, en cas de succès du nazisme, n'aboutira-t'il pas à l'abrutissement de l'individu ou à des événements gravissimes (défaite, apparition d'une idéologie et d'événements sociaux) ? S'en prenant à l'écrivain Drieu La Rochelle, il évoque la même idée pour lui faire grief dans « *Lendemain de guerre* » d'avoir rêvé du fascisme pour une société pourrie et d'avoir voulu anéantir l'humain en lui et chez les autres, en transformant les sociétés humaines en fourmilières ». Pour ce pessimiste, l'avènement du fascisme correspondait au fond au suicide de l'humanité. Le fascisme s'étendait par extension à toute dictature, y compris nazie.

<sup>392</sup> Jean-Paul SARTRE « Carnets de la drôle de guerre », pages 536-539.

<sup>393</sup> Jean-Paul SARTRE « Carnets de la drôle de guerre », pages 23-87-536-542.

<sup>394</sup> Jean-Paul SARTRE « Situation III lendemain de guerre », Gallimard, page 59

Dans un cas concret, celui de l'année 1938-1939, Jean-Paul Sartre relate ses impressions face au nazisme en action. Il dit avoir tremblé au moment de l'Anschluss et en mai 1938 lors des événements de Tchécoslovaquie, craignant que la réalité de la guerre ne provoquât la rupture de sa vie, l'arrêt de ses écrits et surtout le bombardement de Paris. Il avouait « *n'avoir pas pu prendre parti pour les munichois bourgeois et lâches, craignant pour leurs peaux et pour leurs capitaux et les anti-munichois effrayants parce qu'ils voulaient la guerre* ». En mars 1939, il écrivait « *l'hitlérisme me fournit une raison de me battre* ». Sa position évolue en septembre 1939, où il ne veut plus se battre pour dire « *je subis et j'accepte la guerre comme un choléra* ».

Il signale la difficulté pour les décideurs soucieux de maintenir la paix de tenir compte de trois exigences. Il convient pour eux de triompher de l'incertitude. Loin de s'en prendre au nazisme, cause indirecte, il importe de combattre Hitler et ses lieutenants, diffuseurs de cette idéologie.

Hitler doit-il être considéré comme un usurpateur, bénéficiaire d'une situation donnée "en profitant du désarroi d'une population vaincue et qui se maintient par la terreur ou comme l'émanation de la nation allemande, expression parfaite et adéquate des désirs et besoins germaniques, incarnation de ce peuple ou encore l'instrument d'une évolution économique"<sup>395</sup>. Pour Jean-Paul Sartre, il est difficile de répondre affirmativement. Il n'en demeure pas moins que, comme facteur de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Jean-Paul Sartre retient notamment le pangermanisme.

Jean-Paul Sartre s'en prend à la thèse du germaniste Edmond Vermeil sur son essai d'explications du phénomène du nationalisme allemand. Celui-ci avançait que "*le caractère malsain et exalté, donc dangereux dans le nationalisme allemand dans son rêve éperdu d'une communauté religieuse et raciale destiné à exercer une hégémonie absolue sur le vieux continent*", s'expliquerait en partie par le morcellement territorial de jadis et par le pluralisme institutionnel, qui lui a succédé dans le cadre de l'empire de Bismarck et de la constitution de Weimar.

Si Jean-Paul Sartre ne trouve rien à redire sur cette thèse, il en conteste avec une subtilité excessive le contenu à savoir que le morcellement des Allemagnes n'a pu produire de lui-même le phénomène du pangermanisme, il convient d'y introduire la dimension humaine ; il y a pangermanisme parce qu'il y a des pangermanistes. Concept et adoption sont deux éléments qu'on peut isoler.

Comme le racisme tient dans la doctrine nazie une place prépondérante, Jean-Paul Sartre ne pouvait laisser dans l'ombre **le problème juif**.

<sup>395</sup>

Jean-Paul SARTRE "Carnets de la drôle de guerre", pages 542-581

Il a traité de ce sujet dans plusieurs de ses écrits, dont le plus connu a été édité en 1946 sous le titre « *Réflexions sur la question juive* ». Compte tenu de sa date, il convient de l'écarter. Michel Cointat et Michel Rybalka, auteurs d'une bibliographie de Jean-Paul Sartre, font état d'une interview accordée en été 1939 à un correspondant de « La Revue juive » de Genève. L'interruption de cette revue pendant la guerre expliquait le retard apporté à la publication de ces déclarations<sup>396</sup>. En 1939, Jean-Paul Sartre répondait que l'antisémitisme était un phénomène normal comme le crime selon Durkheim et qu'il avait atteint son point culminant en Allemagne, ce qui pouvait provoquer « une scission entre les chefs et la population ». Dans un domaine plus général, Jean-Paul Sartre se refusait à voir dans le nazisme quelque chose de durable, il y voyait « *une manifestation éruptive et provisoire, tout en ne croyant pas à l'avenir de l'homme nazi* ».

### **Raymond Aron**

Alors que Jean-Paul Sartre paraît être victime « *de cécité* » au regard de la situation politique allemande, Raymond Aron, après avoir été « *un observateur un peu abstrait et philosophique à Cologne, participe à la vie publique à Berlin, où il assiste à des réunions nazies et antinazies* »<sup>397</sup>.

De lettres aux articles publiés dans des revues françaises (Libres-propos, Europe Esprit), il en vient à analyser en profondeur le nationalisme et le nazisme. Dans ce contexte, ses convictions politiques subissent une évolution « *du pacifisme au patriotisme et du moralisme au réalisme* ». En 1933, il critique le pacifisme d'Alain et les prétentions d'idéal d'Emmanuel Mounier « une bonne politique se définit par son efficacité non par sa vertu »<sup>398</sup>.

**Raymond Aron** développe ses réflexions sur l'Allemagne dans un article de la revue littéraire et politique « Europe » du 15 septembre 1933. Sous le titre « *La Révolution nationale en Allemagne* », des points de repère sont fixés en amont et en aval : depuis l'incendie du Reichstag jusqu'aux cérémonies glorifiant Schlageter exécuté le 26 mai 1923 pour sabotage par les autorités françaises d'occupation et jusqu'à la journée de Potsdam.

Sur les huit points qui résument l'œuvre accomplie, trois intéressent le sujet : l'épuration de l'administration qui écarte des postes les hommes de l'ancien système ;

<sup>396</sup> COINTAT et RYBALKA « *Les Ecrits de Jean-Paul Sartre* », Gallimard 1970, pages 167-168, *op. cit.*  
« *Revue juive* » de Genève n°6-7 de juin-juillet 1947

<sup>397</sup> Raymond ARON, « *Le Spectateur engagé* », *op. cit.* pages 31-32

<sup>398</sup> Raymond ARON « *Réflexions sur le pacifisme intégral* », *Libres-Propos*, janvier 1933, page 99, *mémoires op. cit.* page 55

dès lors le régime ne s'appuie plus sur l'armée et la noblesse, mais sur le Parti qui étend son organisation dans le pays tout entier. Deuxième point, cette révolution achève l'unité politique de l'Allemagne par la suppression du fédéralisme, « *qui fait dire à Raymond Aron qu'Hitler peut se vanter d'avoir mis le point final à l'œuvre de Bismarck* ». Troisième point, l'unité morale soutient cette unité politique, ce qui apparaît comme un présage de grandeur<sup>399</sup>.

Raymond Aron souligne les réformes qui en résultent : la disparition des partis d'opposition, la fin du rôle politique que l'Eglise catholique jouait en Allemagne depuis « *le Kulturkampf* », et « *la Gleichschaltung* » (la mise au pas) qui s'étend à tous les domaines politique, administratif, artistique, sportif.

Quant aux circonstances de l'arrivée des nazis au pouvoir, elle n'a été possible, affirme Raymond Aron, « *qu'à l'ombre des banques pour qu'un ambitieux médiocre et démagogue scelle un accord Vieille Allemagne – IIIème Reich* »<sup>400</sup>, et avec la complicité des junkers « *clique de nobles hors d'usage, de réactionnaires bornés qui espèrent sauver leur intérêt de caste* ». Raymond Aron attendra 1935, date de sa conférence au Centre de documentation sociale de l'Ecole Normale Supérieure pour donner une vision d'ensemble du nazisme sur ses caractères, ses causes et son idéologie.<sup>401</sup>

**Raymond Aron s'interroge d'abord pour savoir si cette révolution est prolétarienne à l'image de la révolution de 1917 ?**<sup>402</sup>

A cet effet, il dépeint un tableau sociologique de l'Allemagne de 1933.

Ecartant toute confusion entre prolétariat et peuple, il cherche à démontrer, par un raisonnement convaincant, que la classe sociale, productrice de valeurs, ne représentait qu'un minorité limitée à 16 % des travailleurs créés par le capitalisme, qualifiés par l'auteur « de prolétaires en col dur et de prolétaires intellectuels détenteurs de diplômes sans usage, le tout constituant une masse flottante à la merci du parti nazi ». Les intéressés ne pouvaient rejoindre le camp prolétaire malgré leur appellation. Ne pouvant se résoudre à la fatalité du prolétariat, ils étaient peu sensibles aux discours des partis socialiste et communiste dévalorisés par leur position inconfortable pour avoir été écartés du pouvoir politique et par les scandales, dans lesquels ils étaient impliqués.

<sup>399</sup> Raymond ARON « *La Révolution nationale en Allemagne* », *Revue Europe* du 15 septembre 1933, pages 128- 129

<sup>400</sup> Raymond ARON « *Idéologie et réalité du national-socialisme* », *Inventaire T Paris Alcan* 1936, page 53

<sup>401</sup> Raymond ARON « *Lettre d'Allemagne* », *Libres propos*, juin 1932, page 314

<sup>402</sup> Raymond ARON « *Une révolution anti-prolétarienne : idéologie et réalité du national-socialisme* », *Inventaires I Paris Alcan* 1936, pages 24 à 55



Le parti nazi a réussi ainsi à grouper tous les mécontentements issus de la crise latente et du climat révolutionnaire, dont souffrait la République de Weimar.

Raymond Aron recherche alors ce que chaque classe sociale a obtenu du régime nazi ? Il définit cette révolution comme une révolution de petits bourgeois et davantage celle « *de jeunes contre les vieux* ». <sup>403</sup> Les jeunes gens, surtout militants, ont trouvé des emplois en grand nombre soit dans l'administration du parti ou administrations nouvelles, soit dans les camps de travail, où on voulait leur apprendre le goût de l'effort et de la vie collective.

Les artisans, petits commerçants, employés ont vu leur situation moralement et matériellement améliorée.

Les paysans possédants ont eu l'impression d'être libérés du joug de l'intérêt par arrêt des poursuites intentées aux débiteurs malheureux ou réduction du taux des prêts.

Quant aux propriétaires terriens, le droit sur leurs domaines est déclaré inaliénable, mais il est pris à leur encontre des dispositions restreignant leurs possibilités d'emprunts et surtout une loi, instituant un héritier privilégié en cas de partage d'un patrimoine familial. Cette réforme, applicable à environ 845.000 domaines étalés sur 17,2 millions d'hectares, provoquait les mécontentements des propriétaires concernés.

Mais l'autosatisfaction affichée par les dignitaires nazis et les bénéficiaires de ces avantages tendait à dissimuler le côté négatif du programme nazi. Raymond Aron énumère tous les points, où le nazisme n'a pas tenu ses promesses

*« ni les grandes propriétés de Prusse orientale n'ont été partagés, ni les grands cartels supprimés, ni les grands magasins interdits ».*

Sur le recul manifeste du chômage réduit de 50 %, Raymond Aron l'explique, non par les caractéristiques du national-socialisme, mais par une politique appropriée avec l'entreprise de grands travaux, comme la construction d'autostrades, bien que non rentables, mais surtout par le réarmement constant de l'Allemagne.

En vérité, le label « socialiste » donné au programme nazi paraît être une tromperie. Ce régime est « *aussi peu socialiste que le national-socialisme où les différences de classe continuent à subsister, pour avoir été supprimées ou réduites* ».

<sup>403</sup>

Raymond ARON « *La révolution nationale allemande* », Revue Europe, Septembre 1933, page 136

Ces observations s'avèrent d'autant plus pertinentes que le même régime a laissé libre cours à l'initiative privée et a renforcé l'autorité de l'employeur, qui est devenu « Führer » dans son secteur, mais dans le cadre du plan de 1936, cette liberté d'action est réduite. Quant aux salaires, il importe de constater, sous le contrôle de Raymond Aron, que, si en 1933 ils ont enregistré une faible augmentation, la courbe a marqué une baisse depuis cette date, alors que les revenus des grandes entreprises n'ont jamais été aussi prospères.

Pour éviter une critique, les nazis ne parlent plus d'égalité et de liberté mais de fraternité dans le cadre de la communauté allemande.

Si les principes d'égalité et de liberté sont absents, comment Raymond Aron définit-il le système de gouvernement nazi ? Il le qualifie de « **Démocratie autoritaire et plébiscitaire** ».

Cette formule mérite un développement en raison de ces contradictions apparentes. Le concept de Démocratie implique que l'autorité émane du peuple, qui est consulté périodiquement pour désigner ses représentants. Dans le cas d'une Démocratie plébiscitaire, on assiste à une déviation du système, dès lors que le peuple a à se prononcer, par plébiscite, pour donner sa confiance à un homme, ce qui a été le cas lorsque Louis Napoléon Bonaparte fut ainsi plébiscité par le peuple français après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Pour ce qui est d'Hitler, il s'est vu accorder la confiance du peuple allemand pour devenir Président du Reich à 88 % des voix par le plébiscite d'août 1934. On aboutit ainsi à un aménagement du pouvoir politique alliant autoritarisme et démocratie. L'homme providentiel et légitimé par l'appel au peuple exerce alors sans partage l'autorité.

Le système politique (Gleichschaltung) installé par Hitler et le national-socialisme se définissait comme un totalitarisme, dès lors que l'Etat, au nom de l'idéologie nazie, exerçait une main mise sur la totalité des activités individuelles.

Sur un plan général, Raymond Aron ne cachait pas son hostilité à l'égard des totalitarismes, dès lors « qu'ils favorisent l'épanouissement des vices, dont les germes se dissimulaient dans les profondeurs de la nature humaine et qu'ils suppriment toute liberté ».

Le parallèle entre **les états démocratiques et les états totalitaires** a d'ailleurs été abordé par Raymond Aron lors d'un colloque organisé le 17 juin 1939 dans le cadre de la Société Française de Philosophie<sup>404</sup>. En préalable, ce philosophe présentait deux observations : la nature des régimes autoritaires et totalitaires dépendait essentiellement de l'élite au pouvoir et du caractère révolutionnaire que cette élite donne à ces régimes. En second lieu, il traitait de l'idéologie du III<sup>ème</sup> Reich et de l'économie.

**Sur le premier point**, Raymond Aron déclare qu'on assiste à une relève par une nouvelle élite constituée notamment par la petite bourgeoisie et la classe ouvrière. Elite qui se substitue aux anciennes classes dirigeantes. Mais il n'empêche que la vieille aristocratie, les hauts fonctionnaires, les financiers et propriétaires fonciers en Prusse orientale se maintiennent encore aux leviers de commande. Le nazisme est fondé en théorie « *sur la masse et sur le mépris de la masse, édifiés par des élites violentes, qui ont posé en principe que les démocraties bourgeoises étaient tellement lâches que l'on pouvait contre elles tout entreprendre sans courir de risque* ».

Raymond Aron, en parfait libéral, mettait en garde ses auditeurs sur le principe de la souveraineté populaire qui peut aussi bien conduire au despotisme qu'à la liberté, lorsque la majorité populaire abuse de sa puissance.

**Sur le deuxième point**, Raymond Aron souligne que l'idéologie et l'économie sont subordonnées aux ambitions politiques.

Le régime nazi est d'ailleurs caractérisé par le fait que l'Allemagne est soumise à une autorité poussée à l'extrême et suspendue à la vocation du Führer, avec une autorité rationnelle de la bureaucratie technique, qui ne peut se passer de la magie du Führer. Cet autoritarisme se retrouve dans le domaine économique, dès lors que l'entrepreneur, devenu un véritable fonctionnaire, perd son pouvoir d'initiative. L'entrepreneur capitaliste est donc protégé par le régime.

Dans l'ordre des idées, on assiste au rejet de toutes les vertus anciennes, tels que le respect de la personne, de l'esprit, de l'autonomie personnelle, valeurs que la Prusse tolérante entretenait. Comme une société ne peut se passer de vertus, la doctrine nazie privilégie les vertus de caractère militaire, l'action, le sacrifice, l'abnégation.

---

<sup>404</sup> Raymond ARON « *Etats démocratiques et états totalitaires* », séance du samedi 17 juin 1939. Bulletin de la Société Française de Philosophie, année 1938-1940, pages 42 à 92.

Une question subsidiaire est soulevée sur les ambitions impérialistes des régimes totalitaires. Sont-elles limitées ou sans mesure ? La réponse ne peut être que pour la deuxième option, même minimum, elles ne peuvent être acceptées par les démocraties.

Dans les rapports entre régimes totalitaires et régimes démocratiques, les premiers ont tendance à projeter leur dynamisme en dehors de leurs frontières. Sous cette optique, Raymond Aron admet que le peuple allemand était pleinement consentant pour suivre son Führer pour le réarmement du pays, puis pour les opérations extérieures, « l'Anschluss » par exemple.

Il ne faut donc pas séparer les dirigeants actuels du Reich et le peuple allemand, mais, pour l'avenir, il sera nécessaire d'envisager une entente entre l'Allemagne et les nations occidentales.

C'est dans deux articles spécifiques que Raymond Aron concentre son attention sur les caractères du national-socialisme, en tant que doctrine et système de gouvernement.<sup>405</sup>

Ce phénomène lui apparaît dans l'histoire comme la résultante de facteurs divers déjà relevés par d'autres commentateurs et qu'il est bon d'évoquer à nouveau la succession des espoirs, des déceptions, des désastres, des misères correspondantes soumettant à épreuve « *un peuple à la fois orgueilleux et toujours prêt à se considérer comme martyr* ».

Aussi, l'attente d'un renouveau et même d'un homme providentiel devenait le sentiment commun des Allemands exprimé par ces mots « *Esmuss etwas geschehen* ».

Il apparaît que cet espoir s'est trouvé concrétisé par le national-socialisme et par son incarnation. La masse, la jeunesse en particulier, a été galvanisée par la révolution national-socialiste, dans une ferveur religieuse collective<sup>406</sup>, Raymond Aron pensait que, depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir, « *l'Allemagne devenue impossible à gouverner de manière démocratique, avait acquis un gouvernement détestable à coup sûr, mais stable et fort* ».

Les thèmes idéologiques, qui frappaient l'esprit, étaient réunis dans une synthèse maintes fois relevée par d'autres intellectuels, mais qu'il est utile de rappeler pour la compréhension de la doctrine national-socialiste : « en politique, le primat de la nation fondée sur la terre, sur l'histoire germanique et sur le sang, en philosophie, le primat de

<sup>405</sup> Raymond ARON « Une révolution anti-prolétarienne : idéologie et réalité du national-socialisme », *Inventaires I*, Paris Alcan 1936, pages 38 et suivantes

<sup>406</sup> Raymond ARON « Mémoires », pages 60-79

la volonté sur la raison, de la totalité sur l'élément, le principe d'autorité contre la liberté, le principe de la solidarité et de la fraternité contre l'égalité »<sup>407</sup>.

Raymond Aron aborde, dans « Une lettre ouverte d'un jeune français à l'Allemagne »<sup>408</sup>, l'aspect idéologique du nazisme sans référence au passé de ce pays. Il observe que ce phénomène tend « *vers un humanisme nouveau où l'individu serait plus riche et la vie collective plus intense* ». Les nazis ne parlent plus d'égalité et de liberté, mais de fraternité dans le cadre de la communauté allemande.

Par « *humanisme nouveau* » Hitler entendait faire évoluer la personne humaine sur une base raciale avec la perspective d'une renaissance de l'humanité entière par l'Allemagne. Dans ce contexte, chaque individu abandonnerait une partie de sa liberté dans l'intérêt de la collectivité. Raymond Aron ne faisait que rappeler les confidences faites par Hitler à deux de ses collaborateurs Otto Wagener, chef de la section économique du Parti et à Gottfried Feder, responsable des finances<sup>409</sup>.

L'objectif final serait de créer un nouveau type d'homme allemand à façonner en vue de fins précises, héroïsme et conquête comme le germaniste Henri Lichtenberger l'observait<sup>410</sup>.

Dans le domaine des idées, et de ce type de société communautaire se confond l'amour spontané du groupe, le goût de la camaraderie sportive, l'idée apprise de la patrie allemande et enfin la nostalgie de la vie militaire.

Sous un autre angle, Raymond Aron ouvre ensuite le dossier des « rancœurs » nous opposant à l'Allemagne. Les Allemands évoquent pour leur part la dévastation du Palatinat commise pendant la guerre de trente ans et les années 1673-1674 et 1689, « la destruction en 1923 des hangars de la Rhénanie, en passant par les nègres et l'invasion de la Ruhr ». Quant aux Français, ils font état des invasions subies par notre pays en 1815, 1870, 1914 et les atrocités commises par l'armée prussienne.

---

<sup>407</sup> Raymond ARON « *La Révolution nationale en Allemagne* », *Revue Europe*, 1933, page 136 ;  
« *Mémoires* », pages 60-79

<sup>408</sup> Raymond ARON « *Lettre ouverte d'un jeune français à l'Allemagne* », « *Esprit* », février 1933, pages 735 à 743

<sup>409</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* » 1991, page 174. Otto Wagener, *op. cit.* pages 148 - 149

<sup>410</sup> Henri LICHTENBERGER « *l'Allemagne nouvelle* ». *La Nouvelle Revue Littéraire*. Janvier 1937, page

Raymond Aron invite notre voisin d'Outre Rhin à mettre un terme à ce contentieux et à cesser de se poser en martyr, il importe pour les Allemands de taire leur sentiment de frustration vis-à-vis de problèmes dus au hasard ou à des difficultés intérieures : le fait pour l'Allemagne d'être arrivé en retard au partage du monde et de ne pas avoir résolu les problèmes agraires de l'Est prussien.

Ce philosophe proposait « aux Allemands de Droite » une égalité effective et progressive entre nos deux pays dans le règlement des problèmes, des armements, du corridor et des colonies, problèmes sensibles de l'entre-deux guerres.

L'opposition entre l'Allemagne et la France réside fondamentalement, sous tous les régimes, dans les objectifs diamétralement opposés, la France préfère le système européen, alors que notre voisin reste attaché à l'absolue souveraineté nationale.

L'un des thèmes du national-socialisme –le primat de la nation avec idée de la supériorité de la race aryenne sur les races inférieures- a pour corollaire l'élimination systématique de la « race juive ». Raymond Aron exprime les difficultés de sa tâche dans l'examen de la question juive. Sa judéité pouvait en effet le « paralyser » dans ses appréciations. Certains commentateurs comme Serge Quadrupani<sup>411</sup> lui ont reproché sa tiédeur, c'est ainsi qu'il lui a été reproché une chronique écrite dans « Europe » du 15 septembre 1933, où il faisait état des violences et de l'antisémitisme commises en Allemagne nazie.<sup>412</sup>

Il prétendait que les premières n'avaient probablement qu'un caractère individuel ; le pouvoir les réprimait. Certes, des cruautés étaient à déplorer, mais « *il ne faudrait pas se laisser embaucher dans une croisade morale (et patriotique) contre la barbarie allemande* » ! Le déchaînement de haine contre les Juifs était-il tellement surprenant ? « Ils étaient prédestinés à être haïs par les petits bourgeois ruinés et les étudiants aigris ». Au demeurant, « à coup sûr, les Juifs ont manqué de prudence. On les remarquait trop. Une réaction était vraisemblable ».

Il répondait à ses détracteurs que ses remarques avaient été faites dans les premiers mois du régime et qu'il ne les reproduirait pas actuellement. Il voyait en ces

---

<sup>411</sup> Serge QUADRUPANI « Les infortunes de la vérité », 1981.

<sup>412</sup> Raymond ARON « La révolution nationale en Allemagne », *Revue Europe* 1933, pages 130-131

« monstres » les persécuteurs de ses frères, mais il écrivait que « *son esprit oscillait entre celui qui veut tout comprendre et celui qui ne veut pas tout excuser* ». <sup>413</sup>

Le regard de Raymond Aron sur l'antisémitisme nazi voulait être également objectif. Au printemps 1933, avant les lois de Nuremberg, il prétendait que la volonté du national-socialisme ne tendrait qu'à la prolétarianisation des juifs, par suppression de leur puissance économique et politique et l'interdiction de les voir exercer des fonctions officielles, des fonctions libérales de la presse. Mais il se défendait d'avoir un seul instant imaginé en 1933 « l'Endlösung » (la solution finale). De cet ensemble, Raymond Aron écrit qu'il est prématuré de porter un jugement de valeur sur la révolution nazie. Il s'agit d'une révolution « *déjà nationale, mais pas encore socialiste, sur laquelle il dresse un constat mitigé : si Hitler n'a apporté ni de travail ni de pain à ces soixante cinq millions serrés sur un sol trop étroit, dévorés de ressentiments, abreuvés d'humiliations, il leur a, par un usage combiné de la force et de l'idéologie, appris à obéir* ». <sup>414</sup>

Par cette réflexion, Raymond Aron entend dénoncer l'absence de libéralisme à toutes les étapes de l'histoire contemporaine de l'Allemagne, que ce soit la liberté politique, la liberté économique, la liberté intellectuelle.

Un commentaire, qui se veut récapitulatif, mettra un terme à cette étude sur Raymond Aron à l'égard du dualisme prussianisme-nazisme. N'écrivait-il pas : « *La pensée anti-démocratique et anti-occidentale qui triomphe aujourd'hui est depuis un siècle la plus caractéristique de l'Allemagne* <sup>415</sup>, bien implicite avec le passé prussien. Mais globalement, Raymond Aron étudie le phénomène nazi en tant que tel.

### **Paul Yves Nizan**

Dans son analyse des événements, Paul Yves Nizan n'opère aucun rapprochement avec le prussianisme. Il s'en tient au problème du nazisme en France dans toutes ses manifestations.

Il s'attache au problème du nazisme en France dans ses premières manifestations.

Commentant le « Cahier des revendications » de la N.R.F. dans le contexte du courant non réformiste des années 1930, il écrivait : « *Cette série d'offensives encore*

<sup>413</sup> Raymond ARON « Mémoires », Julliard 1983, pages 64, 65, 67

<sup>414</sup> Raymond ARON « La révolution nationale en Allemagne », Revue Europe 1933, pages 130-131

<sup>415</sup> Raymond ARON « Idéologie et réalité du national-socialisme » Inventaire I, Alcan, 1936, Introduction

*modestes, encore contradictoires, superficielles et, en somme, d'une qualité assez médiocre, annonce l'avènement d'une position philosophique fasciste en France (...). Nos nazis naissent à peine dans les revues littéraires. Qu'on ne nous dise pas que ces groupes ne sont rien, qu'on perd son temps à les combattre : petit fasciste peut grandir. Ils manquent de base sociale, ils ne sont pas accordés au retard de l'économie française, mais les événements marchent d'un pas assez vif pour que les troupes les suivent demain ».*<sup>416</sup>

Paul Yves Nizan, tout en relativant le danger immédiat du phénomène du fascisme, entendu comme un terme collectif, en englobant fascisme italien et nazisme, manifestait une grande inquiétude à son égard. Il voyait ainsi se dessiner face au fascisme « *une nouvelle révolution* » qui, selon ses termes, sera « *personnaliste* » en affirmant « *le primat de nous mêmes* ». Face au collectivisme et au capitalisme, ses partisans tiennent le même discours qu'Hitler dans son rejet du capitalisme et du monde bourgeois, mais ils ne sont pas pour cela partisans d'une révolution prolétarienne. En Allemagne, Paul Yves Nizan discernait un combat réel entre la révolution prolétarienne et le troisième Reich des nazis ».

En tant que spécialiste de politique étrangère, Paul Yves Nizan était amené à s'intéresser aux faits saillants de l'actualité dans la période 1933-1940.

**Le drame rhénan** a fait l'objet de deux de ses commentaires parus dans le quotidien « *l'Humanité* » des 2 février et 8 mars 1936. Il s'agissait pour Paul Nizan de stigmatiser **la politique expansionniste nazie**, illustrée par le coup de force hitlérien sur la zone démilitarisée de la Rhénanie – rive gauche du Rhin et une bande de 50 kilomètres sur la rive droite, en violation des traités de Versailles et de Locarno.

N'écrivait-il pas « *Hitler a répété encore une fois que l'Allemagne étouffe sur un sol restreint et stérile, que le peuple allemand a le droit de légitimer ses exigences par son honneur et par ses dons. Où va le monde si ce raisonnement justifie ses conquêtes ?* ». La théorie du « *Lebensraum* » (l'espace vital) est encore une fois évoquée.

Dans ce monde « *sans lois* » Nizan pronostiquait une attaque nazie contre l'U.R.S.S. avec abstention des puissances occidentales.

Dans cette hypothèse, il lui était impossible « *d'envisager une paix occidentale, qui prépare une guerre orientale* ». Il comprenait mal que l'opinion publique ne voit pas que « *l'hitlérisme se retournerait ensuite contre l'Ouest, contre la France, que*

<sup>416</sup>

Paul Yves NIZAN « *Europe* », 'Sur un certain front unique », janvier 1933, pages 140 et 146



*Sedan succéderait encore une fois à Sadowa* », idée sous-jacente d'une continuité historique.

Deux idées étaient exprimées dans ce texte : la pénétration allemande (Drang nach Osten) et l'antagonisme franco-allemand avec rappel de la guerre de 1870 et du conflit austro-allemand, qui l'a précédé quatorze ans auparavant.

Paul Yves Nizan en tirera de nouveaux arguments dans les chroniques suivantes.



La question des Sudètes et de la minorité allemande au sein de la République tchécoslovaque devait également susciter les réflexions de Paul Yves Nizan. Ce fut pour lui l'occasion de rendre compte de la situation politique, au cours du mois de septembre 1938. Les 13-14 septembre il écrivait dans la chronique étrangère du quotidien indépendant *« Ce soir »*, *« que les contraintes de la paix doivent être plus puissantes que les tentations de la guerre »* et que la France, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. ont commencé d'organiser la vigilance de l'Europe pacifique.

Les 17 et 18 septembre, il posait la question de savoir « si les 480 Kms tchécoslovaques du fameux axe eurasiatique « de la théorie » Drang nach Osten de Hambourg à Basra (en Irak) seront cédés à Hitler. Il en soulignait l'intérêt stratégique pour l'Allemagne, en rappelant le mot de Bismarck *« Qui tient la Bohême, tient l'Europe »*. L'obstacle tchécoslovaque doit être franchi par Hitler. Pourquoi ? L'explication est double : c'est la continuité de la vieille politique pangermaniste « Drang nach Osten » et la force éruptive et contagieuse de la nouvelle religion national-socialiste. Paul Yves Nizan cite pour son argumentation un article récent de *« l'Hamburger Freudenblatt »* dont le rédacteur attirait l'attention de ses lecteurs : *« il s'agit de comprendre l'action éternelle de l'Histoire au cours de laquelle il y a bien eu pendant 20 ans une république tchécoslovaque mais aussi pendant 1000 ans un empire germanique dont les frontières presque dès le début ont englobé la Bohême »*.<sup>417</sup>

Nizan, en rappelant les discours d'Hitler prononcés à l'époque, faisait état des revendications nazies et de leurs fondements juridiques. Le 8 septembre, Hitler avait soutenu et exigé dans le discours de clôture de Nuremberg l'exercice du droit de la libre disposition « Selbstbestimmung », au profit des Allemands des Sudètes <sup>418</sup>, thème exploité par la diplomatie nazie. *« Je n'ai pas revendiqué, déclarait Hitler, que l'Allemagne ait le droit d'opprimer 3 millions et demi de Français ou que 3 millions et demi d'Anglais soient livrés à l'Allemagne pour être opprimés, mais je revendique la*

<sup>417</sup>

Paul Yves NIZAN, *Quotidien « Ce Soir »*, éditorial politique étrangère, du 21 septembre 1938

<sup>418</sup>

Paul NIZAN « *Chronique de Septembre* », page 47

*cessation de l'oppression des 3 millions et demi d'Allemands en Tchécoslovaquie et demande qu'elle fasse place au droit de libre disposition ».*

Dans un deuxième discours prononcé au Palais des Sports à Berlin, Hitler<sup>419</sup> renouvelait ses revendications, en prétendant que les Sudètes étaient pour l'Allemagne nazie « *le dernier problème qui doit être résolu et qui sera résolu* ». « *C'est la dernière revendication territoriale que j'ai à formuler en Europe, mais c'est une revendication dont je ne m'écarterai pas et que je réaliserai s'il plait à Dieu* ». Cet engagement ne devait pas avoir de suite puisque Hitler attaquait la Pologne en septembre 1940.

Les engagements nazis n'avaient pas, selon les observateurs, plus de valeur que « des chiffons de papier », expression utilisée en 1914 par le Chancelier impérial Bethmann-Hollweg pour qualifier le Traité de 1839 garantissant la neutralité belge.

**Robert Brasillach** (1909 – 1945) à l'égard de l'Allemagne a subi une évolution. Dans son ouvrage « Notre avant-guerre » paru en 1940, il décrit son cheminement. Appartenant à la promotion de 1928 de l'Ecole Normale Supérieure. Maurrassien de conviction, il a été élevé dans la défiance de l'Allemagne tout en étant ignorant de la culture. Malgré quelques fautes susceptibles d'être reprochées à ce pays, l'Allemagne reste « *un grand pays au centre de l'Europe, dont les qualités éminentes nous ont été définitivement révélées au milieu de ses défauts* ».

Robert Brasillach pense certes à la bonne Allemagne de Goethe et de Madame de Staël, mais « *les fleurs n'empêchent point d'autres réalités* »<sup>420</sup>. Aussi est-il préoccupé à ce jour de la coexistence du fascisme avec les autres Nations.

### **Mais quelle définition donne-t'il du fascisme ?**

Robert Brasillach prétend ne pouvoir le définir dans son essence ; considéré comme « *notre mal du siècle* », il ne le voit pas comme une doctrine politique ni comme une doctrine économique ; il traduit un esprit anti-conformiste, d'abord anti-bourgeois.

Le fascisme ressemble à « *une énorme planète, qui se place au centre du ciel avec un rayonnement d'incendie* ». Quant à son idéologie, Brasillach la perçoit comme « *un astre naissant qui demande à être reconnu par tous comme lumineux et brûlant* ». Toujours admiratif, il est frappé « *par la renaissance du peuple allemand, de ses*

<sup>419</sup> Paul NIZAN « Chronique de Septembre », page 115

<sup>420</sup> Robert BRASILLACH « Notre avant-guerre », Paris 1940, réédition 1992, pages 120-121

*mythes, par la poésie du national-socialiste avec ses fêtes géantes et son romantisme wagnérien ».*

Il considère comme extravagante « l'hostilité manifestée par les adversaires du fascisme qui méconnaissent « **la joie fasciste** » ressentie par ses adhérents « une joie qu'on peut critiquer, qu'on peut déclarer abominable et infernale, si cela vous chante, mais une joie ».

La connaissance par Brasillach du phénomène nazi n'est pas seulement livresque mais également acquise lors d'un voyage en Allemagne à l'époque des Congrès de Nuremberg de septembre 1937. Brasillach est enthousiasmé par Nuremberg, « *lieu sacré du mystère national allemand dans le cadre d'un spectacle prodigieux* »<sup>421</sup> et par Hitler doué « *d'une instinctive sensibilité à l'humeur des foules* ». Il est fasciné par « l'enchantement musical, qui accompagne les manifestations, sans lequel l'Allemagne ne peut concevoir ni religion, ni patrie, ni guerre, ni politique, ni sacrifices.

Cet enthousiasme n'est toutefois sans bornes, pour être tempéré par des considérations sur la politique extérieure de l'Allemagne nazie. Dans un article du journal fascisant *Je suis partout* du 9 septembre 1938 lors des accords de Munich, Brasillach ne cache pas que « *l'impérialisme allemand ne doit pas être oublié* » dans la recherche des responsabilités. La Paix française, selon lui, fait grief notamment à l'Allemagne « *de s'être donnée à Hitler, après s'être donnée à Guillaume II et de s'être donnée à Guillaume II après s'être donnée à Bismarck* »<sup>422</sup>

Dans cette réflexion, le prussianisme et le nazisme sont associés.

**Sur le chapitre du racisme**, sans lequel le nazisme ne peut être étudié, Brasillach rappelle que l'antisémitisme, plus particulièrement, n'avait jamais été plus fort depuis l'affaire Dreyfus. Avec l'arrivée du ministère de Léon Blum en juin 1936, ce courant se serait amplifié pour en arriver à interdire notamment aux aryens des secteurs de l'activité culturelle radio-cinéma. Le journal *Je suis partout*, dont il était le rédacteur en chef et qui joue un rôle de premier plan dans la propagande nazie, publie en avril 1938 un numéro spécial sur « les juifs du monde » et un deuxième numéro en février 1939<sup>423</sup>. L'antisémitisme trouve ainsi un de ses prophètes.

L'impression qui se dégage de l'ensemble des écrits de Robert Brasillach, intellectuel engagé jusqu'au péril de sa vie, est comparable à celle ressentie par Jacques Bainville, converti à la monarchie de l'Allemagne d'avant guerre . Brasillach de retour

<sup>421</sup> Robert BRASILLACH « Notre avant-garde », 1940, pages 232-233-235-290

<sup>422</sup> Robert BRASILLACH « Je suis partout », article du 15.9.1939

<sup>423</sup> Robert BRASILLACH « Notre avant-guerre », 1940, page 197

de l'Allemagne moderne, reste persuadé que la France pourrait « faire aussi bien que nos voisins tout en restaurant certaines vertus »<sup>424</sup>.

Pour l'avenir, Brasillach reste convaincu que si une réconciliation franco-allemande est difficilement concevable compte tenu de l'incompréhension entre les deux peuples, « *cette réconciliation manquée par la génération de 1918, puis celle de 1940, est la tâche de la paix* ».

Robert Brasillach acquis ainsi aux idées national-socialiste, incarne après 1940 la dérive collaborationniste au profit du III<sup>ème</sup> Reich. Il se situe dans le même courant de pensée que **Drieu La Rochelle** (1893-1945) tout en présentant des différences. Drieu La Rochelle « appartient à la jeunesse qui ne fut touchée par la guerre de 1914 que par père ou frère interposé. Drieu de la Rochelle, qui ambitionne la diplomatie, n'a atteint dans le domaine universitaire que les classes préparatoires aux grandes Ecoles. Mais sur le plan des idées, ils se retrouvent comme son cadet Brasillach, Drieu La Rochelle « **respire fasciste** »<sup>425</sup> face à la décadence des démocraties : aussi appelle-t-il de ses vœux la révolution fasciste « *Au regard impuissant, la passivité bourgeoise, notre morale de minidette, l'Allemagne nous révèle des valeurs salvatrices, le sens d'un ordre nouveau, le goût de l'héroïsme, l'exigence de la grandeur* ».<sup>426</sup>

A travers des critiques acerbes de la bourgeoisie, Drieu La Rochelle est partisan d'une politique à base de social, d'autorité et d'internationalisme européen, qui l'amènèrent à tourner au fascisme et après 1940, à souscrire sans réserve à la politique de collaboration avec l'autorité nazie<sup>427</sup>.

Drieu La Rochelle et Robert Brasillach se retrouvent par leur engagement politique sur la même ligne dans le même sacrifice au nazisme.



Face au nazisme, en grande partie silencieux sur les liens avec le prussianisme, les Normaliens ainsi que les Enseignants en Sorbonne ont, à de rares exceptions près, marqué leur hostilité et leur répulsion à l'égard de ce phénomène. René Maheu traduisait cet état d'esprit. Recevant en 1973 « *Le prix Montaigne* », haute distinction d'une Fondation allemande, il rappelait dans son allocution qu'étant lecteur d'octobre 1931 à juin 1933 à l'Université de Cologne, « *il était terrifié par la misère et les*

<sup>424</sup> Robert BRASILLACH « *Les sept couleurs* », Paris 1939, page 106

<sup>425</sup> Jean-Pierre RIOUX « *Histoire culturelle de la France, le temps des masses* », Editions du Seuil, 1998, page 204

<sup>426</sup> Jean-Marie CARRE « *Les Ecrivains français et le mirage allemand* » (1800 – 1940), Boivin et Cie, 1947, op. cit.

<sup>427</sup> Pierre DRIEU LA ROCHELLE « *Le socialisme fasciste* », Paris 1934

*violences du présent, mais aussi par celles dont il devinait le fatal enchaînement à venir aux derniers soubresauts et suprêmes abdications de la République de Weimar »*<sup>428</sup>

---

<sup>428</sup> Jean-François SIRINELLI « Génération intellectuelle : Kagneux et Normaliens des années 1920 », page 14

## C HAPITRE 3 – LES SOCIOLOGUES

---

La prépondérance des Sciences sociales dans les discours des premiers germanistes « institutionnels », comme Charles Andler et Ernest Lichtenberger<sup>429</sup>, tient au fait que la naissance de cette discipline coïncide avec l'apparition des sciences sociales en France<sup>430</sup>.

Vers 1900, **Emile Durkheim** (1858 – 1917), fonde la sociologie française après avoir été le témoin du développement des sciences sociales à l'Université de Leipzig où il consacrait deux articles sur le sujet : « *La Science positive de la morale en Allemagne* » et « *La Philosophie dans les Universités allemandes* ».

D'autres sociologues français ont suivi ses traces et ont ainsi entretenu des liens culturels avec l'Allemagne à l'image des maillons d'une chaîne. Durkheim ne fut pas le seul parti Outre-Rhin et le seul à s'intéresser à la sociologie allemande. **Lucien Levy Brühl** (1857 – 1939), **Célestin Bouglé** (1870 – 1940) et **Marcel Mauss** (1872 – 1950). Des comptes-rendus de voyage Outre-Rhin ou des ouvrages marqueront leurs parcours. Tous ces sociologues, à l'exception d'Emile Durkheim, témoins des conflits de 1870 et de 1914, l'ont été également de la Deuxième Guerre mondiale. Leur regard sur l'Allemagne sera pour le sujet d'un apport appréciable. Si Emile Durkheim a disparu bien avant l'arrivée du nazisme, il ne peut être écarté de la présente étude, compte tenu de sa situation dans la lignée des sociologues et de ses réflexions sur le phénomène du prussianisme.



### Présentation

#### **Emile Durkheim** (1858 – 1917)

Fils d'un rabbin d'Epinal, élevé à l'Ecole Normale Supérieure, agrégé de philosophie, sensible à la culture allemande, il effectue un long séjour à l'Université de Leipzig. Au terme de ce voyage, Durkheim publia deux articles sur l'état de sciences sociales en Allemagne. Il occupe en 1902 la chaire de « *La Science de l'Education* » à la

---

<sup>429</sup> Ernest LICHTENBERGER (1847 – 1913), Professeur de littérature et de langue allemande à la Sorbonne, auteur d'*Etudes sur Goethe* 1882, *Théâtre de Goethe* 1882, *Faust de Goethe critiques* 1911. Aucune confusion n'est à faire avec son homonyme, autre germanist, Henri Lichtenberger (1864-1941).

<sup>430</sup> Michel ESPAGNE « Les transferts culturels franco-allemands, PUF 1999, pages 59 et suivantes

Sorbonne. Il pose les bases d'une méthode qui lui permet d'appliquer au groupe social une analyse semblable à un diagnostic médical avec distinction du normal et du pathologique. Il écrit notamment au cours de la Première Guerre mondiale un opuscule « *L'Allemagne au dessus de tout* » « *qui veut dépeindre l'Allemagne telle que la guerre nous l'a révélée* »<sup>431</sup>.

### **Lucien Levy Brühl** (1857 – 1939)

Entre en 1876 à l'Ecole Normale Supérieure, il obtient le diplôme d'agrégation de philosophie, en même temps que son ami Jean Jaurès. Il se voit confier, dès 1886, par le directeur de l'Ecole libre des sciences politiques, le cours d'« *Histoire des idées politiques et de l'esprit public en Allemagne* » cours professé jusqu'en juin 1914. Auparavant, en 1907, Levy Brühl devient titulaire de la chaire de « *Philosophie moderne* » à la Sorbonne. De novembre 1914 à janvier 1916, il collabore au « *Bulletin de guerre* » de l'Alliance française. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1917, il exercera les fonctions de directeur de « *La Revue philosophique* ». La même année, il est élu membre de l'Institut pour contribuer à la fondation de l'Institut d'Ethnographie.

Avant de s'occuper d'ethnologie, Levy Brühl avait publié deux livres sur l'histoire intellectuelle de l'Allemagne. En 1894, il fit publier un ouvrage sur « *La philosophie de Jacobi* » (Friederich Heinrich) connu pour sa critique de Kant, et quatre ans auparavant un second livre paru concernant l'histoire intellectuelle de l'Allemagne sous le titre « *L'Allemagne depuis Leibnitz. Essai sur le développement de la conscience nationale en Allemagne* » (1700–1848). A partir de l'affaire Dreyfus, Levy Brühl « *semble être un autre homme. Durkheim a fait de lui un positiviste, un sociologue. Herr et Jaurès l'ont acheminé vers le socialisme* »<sup>432</sup>.

Levy Brühl a écrit « *Ses carnets* » de janvier 1938 à février 1939, seuls retrouvés par ses héritiers. En sa qualité de directeur depuis 1917 de la « *Revue philosophique de la France et de l'Etranger* » il a participé à sa gestion.

Selon son biographe, les années qui ont précédé la guerre de 1939 l'ont attristé « *Il voyait le spectacle hideux de la misère, de la méchanceté et la sottise des hommes, qui n'ont pas tardé à déclencher la catastrophe à quelques mois après sa mort* ».

<sup>431</sup> Emile DURKHEIM « *La science positive de la morale en Allemagne* » in *Revue de philosophie* XXIV, pages 33-58-112-142-267-284  
« *La Philosophie dans les Universités allemandes* », in *Revue internationale de l'enseignement* 13-1887, pages 313-338 et 423-440

<sup>432</sup> Henri SEROUYA « *Hommage à Lucien Levy Brühl* », extrait de la *Revue de synthèse*, 3<sup>ème</sup> série, n° 8 octobre-décembre 1957.

### **Célestin Bouglé** (1870 – 1940)

Disciple d'Emile Durkheim, il fut nommé Professeur de sociologie à la Sorbonne (1901), et Directeur de l'Ecole Normale Supérieure en 1935.

Sous le pseudonyme de Jean Breton, Bouglé publia une sorte de journal de voyage « *Notes d'un étudiant français en Allemagne* » où il relatait ses expériences scientifiques dans les Universités d'Heidelberg, Berlin, Munich et Leipzig. Dans les années 1930, Bouglé a écrit « *Les Socialistes français* » (1933), « *Humanisme, Sociologie, Philosophie* » (1938), ouvrages où il s'est fait le défenseur des idées démocratiques et laïques et s'est intéressé aux formes sociales qui les favorisent.

### **Marcel Mauss** (1872 – 1950)

Né après la défaite de 1870, neveu et également disciple d'Emile Durkheim, il se porte volontaire pour participer au premier conflit mondial. Il estime que sa qualité d'homme de science ne doit pas l'empêcher d'intervenir dans la vie publique. Joignant la parole aux actes, il devient militant pacifiste dans des causes diverses dans le camp Dreyfusard : il fait connaître ses points de vue non seulement sur les problèmes sociaux mais surtout, sur les questions relatives à la paix, à la Société des Nations, au désarmement en diffusant ses idées en tant que rédacteur au journal "*L'Humanité*" avant 1920, puis au journal socialiste "*Le Populaire*".

Il est nommé en 1901 à la chaire « *L'Histoire des religions des peuples non civilisés* » à l'Ecole pratique des Hautes Etudes et en 1931, il devient professeur au Collège de France. Parallèlement, il collabore à la Revue « *L'année sociologique* » dès sa fondation en 1898.

Victime lui-même en 1942 de la répression antisémite, il s'est plié avec fierté à l'obligation faite par le régime de Vichy de porter sur les vêtements des juifs le signe distinctif de l'étoile jaune.<sup>433</sup>

De ses œuvres éparses, il a été constitué un recueil sous le titre « *Ecrits politiques* » (1914 – 1942).

### **André Siegfried** (1875 – 1959)

Géographe historien et sociologue français, fut nommé Professeur au Collège de France, il fut un des fondateurs de la Science politique moderne. Auteur d'ouvrages sur le Canada, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En outre, il a procédé notamment à une

<sup>433</sup>

Marcel MAUSS "Ecrits politiques", réunis par Marcel Fournier – Fayard 1997, pages 29, 49, 51.



étude approfondie sur la géographie économique de l'Allemagne, vue de 1871 à 1939, objet d'un cours spécifique à l'Ecole libre de Sciences politiques à Paris.



### Leur regard

Si le philosophe a pour mission de sonder l'âme humaine et de tirer des leçons de ses réflexions, le champ d'investigations du sociologue est plus large, car il amène à étudier le cadre de la Société, du groupe dans lequel l'individu est censé évoluer.

Ainsi **Emile Durkheim** (1858 – 1917), qui a donné ses lettres de noblesse à la Sociologie, pour qu'elle devienne une science positive, ne pouvait être ignoré au regard des recherches. Il est incontournable du fait qu'il est l'auteur d'un ouvrage important : *l'Allemagne au-dessus de tout, la Mentalité allemande et la guerre*, qui illustre une des faces du prussianisme. Empruntant à Heinrich von Treitschke (1834-1896) la formule « *Der Staat ist Macht* » (l'Etat est la force), Durkheim en fait le fil conducteur de son opuscule. Treitschke n'est pas un inconnu pour avoir été l'ami de Bismarck, qui le fit nommer à l'Université de Berlin, grand admirateur de Guillaume II, et surtout l'un des plus fougueux apôtres de la politique impérialiste allemande. Cinq idées peuvent être dégagées de l'œuvre de Durkheim. L'Etat est au-dessus des lois internationales et de la morale, ce qui lui permet d'avoir recours à la guerre. Deux corollaires s'y greffent, le devoir de l'Etat est d'être fort et la fin justifie les moyens.<sup>434</sup>

Deuxième idée, l'Etat est au-dessus de la société civile (Bürgerliche Gesellschaft), il est « la stabilité opposée au kaléidoscope mouvant qu'est la société civile ». L'Etat prussien est pour Treitschke l'Etat idéal. Les besoins d'unité, d'ordre et d'organisation ont priorité sur les intérêts individuels.

Troisième idée, plusieurs faits de guerre corroborent cette mentalité allemande : la violation de la neutralité belge et des conventions de La Haye ; le torpillage du « Lusitania » par un sous-marin allemand le 7 mai 1915 près des côtes d'Irlande. D'ailleurs, Durkheim a écrit « *La mentalité allemande et la guerre* », le jour même de ce fait.

---

<sup>434</sup> Emile DURKHEIM « *L'Allemagne au-dessus de tout, la Mentalité allemande et la guerre* », Armand Colin 1991, préface - page 82, op.cit.

Quatrième idée, le principe des lois de la guerre y est développé avec cette règle adoptée par le grand Etat major allemand que tout doit être subordonné aux nécessités militaires. Les guerres de 1870 et de 1914 en ont été les exemples. Pour frapper l'ennemi dans ses centre névralgiques, les armes les plus terribles sont permises.

Cinquième idée, « Une hégémonie universelle est, pour un Etat, la limite idéale vers laquelle il doit tendre ».

L'argumentation d'Emile Durkheim s'achève par cette observation « *le caractère morbide de cette mentalité, loin d'être matérialiste, condamne ce matérialisme. La paix devient comme un danger moral tendant à la satisfaction de la vie facile et douce* ».

Si Emile Durkheim n'a pu connaître le phénomène du national-socialisme, il n'en a pas été de même de l'un de ses collègues, **Lucien Lévy Brühl** (1857 – 1939), ce sociologue écrivait « *Les évènements n'existent que dans la mesure où ils sont sentis et représentés par le corps social, la façon dont ils se sont réellement passés étant secondaires et presque indifférents* »<sup>435</sup>.

Lucien Lévy Brühl s'est intéressé particulièrement au problème allemand dans un essai "*l'Allemagne depuis Leibniz*" publié en 1890 et réédité. Cet ouvrage permet de connaître le développement de la conscience allemande de 1700 à 1848. Le baron von Stein est considéré comme le réformateur de la Prusse après la défaite d'Iéna par l'armée napoléonienne. Il est un de ceux qui lança l'idée d'une Allemagne politique nouvelle, et à cet effet, il prépara un plan de réformes « **le Mémoire de Nassau** » qu'il réalise en partie après le remplacement de Karl Hardenberg comme Chancelier de Prusse. Il développe l'esprit de revanche après Tilsitt. Dans le domaine de la politique intérieure, il inspire l'Edit d'Octobre 1807, qui abolit progressivement le servage et permet aux paysans et bourgeois d'acquérir la terre. Ayant convoqué les Etats de Prusse, il leur fait voter la création de la Landwehr. Les réformes sociales engagées par Stein suite à celles de son prédécesseur Hardenburg reflètent l'aspect social de la Prusse et de ses réformes.

Ce sociologue estimait que "plus l'unité de l'Allemagne rencontrait des obstacles, plus on se persuadait qu'avant d'être une nation, ce pays devrait être un Etat, tel qu'il avait été imaginé par Hegel. C'est sous la plume de Lévy Brühl que l'on trouve l'image

de la Prusse et qui s'imposera auprès des germanistes : prédominance de l'Etat, un Etat fortement militarisé rendu nécessaire par les conditions géo-politiques dans lesquelles est né et a grandi la Prusse : « *les finances et l'armée sont les deux organes essentiels de cet Etat, qui réalise assez bien le type appelé par Spencer guerrier ou déprédateur* »<sup>436</sup>. Les rêveurs pensaient que "*la Prusse remplissait les conditions pour constituer une Allemagne capable d'un grand effort militaire et d'une large expansion*". Le futur devait concrétiser cette vue de l'esprit. Certes l'essai « *L'Allemagne depuis Leibnitz* » est écrit bien avant l'apparition du nazisme, néanmoins il n'en présente pas moins un certain intérêt par les réflexions de l'auteur sur les structures de la Prusse, à charge de vérifier si ces commentaires resteront valables pour l'avenir.

### **Célestin Bouglé**

Edmond Vermeil, dans son ouvrage « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* » paru en 1938, soulignait l'importance de la propagande dans le système politique hitlérienne et le rôle essentiel joué par le ministre Goebbels « *dans l'art de manier les foules allemandes* » son organisme représentant à lui seul un domaine immense englobant « *eine Unsumme von Kenntnissen, Wissen und Erfahrungen* » (un ensemble de connaissances, de savoir et d'expérience). Il était logique que les sociologues français se penchent sur la psychologie des masses dans le cadre du nazisme. La propagande n'était-elle pas la forme suprême de l'activité politique « *grâce au pouvoir de la parole dans un climat et une atmosphère de crise face à un public plus réceptif à la fois politique qu'à une argumentation raisonnée* »<sup>437</sup>.

Lors de débats échangés à la séance du 1<sup>er</sup> février 1936 à la « *Société française de philosophie* » sur l'ouvrage de Max Hermant « *l'Humanisme intégral* », il était question de l'organisation rationnelle du système hitlérien. Célestin Bouglé intervenant, était convaincu que la part de rationalisme était faible mais que « *par dessus tout était omniprésente une propagande, un mécanisme bien monté, un cas de psychologie sociale avec aliénation. Il n'y a rien de rationnel, il y a beaucoup de passionnel* »<sup>438</sup>.

Un autre sociologue, G. Friedmann, se ralliait à ce point de vue en faisant remarquer que si Max Hermant veut se servir de l'exemple allemand pour prouver l'échec des formules d'organisation rationnelle de la société « *l'entreprise hitlérienne doit être largement considérée comme imprégnée d'irrationalisme* ».

<sup>436</sup> Lucien LÉVY BRÜHL. *Essai "l'Allemagne depuis Leibniz"* – Librairie Hachette 1890, pages 287-423.

<sup>437</sup> Ian KERSHAW « *Hitler* » tome 1, Flammarion 1998

<sup>438</sup> Célesin BOUGLE, intervention à la « *Société de philosophie française* », séance du 1/2/1936, bulletin année 1936

Célestin Bouglé, qualifiant la propagande nazie de mécanisme bien monté, développait l'idée en exposant le processus psychologique « *L'individu, perdu dans la foule, crée et condense l'énergie individuelle, mais au contact de la masse, sa joie devient triomphe, enthousiasme, extase. Le caractère statique de l'émotion se transforme dans la foule et par la foule en un dynamisme avec pour conséquences l'émotion individuelle alimente la passion collective, mais s'active en elle* »<sup>439</sup>.

Célestin Bouglé ne donne pas d'exemple à l'appui de son argumentation, mais s'exprime par sous-entendus. Certes, il n'est pas le seul à évoquer dans le système nazi les effets de la psychologie collective. Il est rejoint sous cet angle par le germaniste Robert d'Harcourt, lequel en 1936 dans « *L'Evangile de la force* » évoquait l'influence énorme dans le système de pensée hitlérien du « *Vermassung* », difficile à traduire et qui veut dire à peu près la transformation de l'âme individuelle en âme de masse.

**André Siegfried** (1875 – 1959) a, pour sa part, procédé à une étude sur la géographie économique de l'Allemagne<sup>440</sup> vue de 1871 à 1939. Ce parcours est précédé de considérations indispensables à la compréhension des phénomènes du prussianisme et du nazisme. La position interne et extérieure de l'Allemagne est expliquée par métaphore : l'Angleterre est qualifiée de portier de l'Europe, alors que l'Allemagne occupe l'appartement du centre avec fenêtre sur l'Est et sur le Sud-Est.

L'Allemagne acquiert, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, un grand prestige dans le monde, ce qui fait dire à André Siegfried "*qu'il est impossible de construire en Europe contre ou sans elle*".

Cette pénétration se traduit de 1890 à 1940, et au-delà par la recherche de territoires et marchés nouveaux, politique illustrée par les slogans successifs "*Drang nach Osten, la Weltpolitik, puis le Lebensraum*".

Ces données historiques sont connues mais elles sont reprises par André Siegfried pour les commenter. Mettant en parallèle les personnalités et les politiques de Bismarck, de Guillaume II et d'Hitler, André Siegfried relève dans son analyse des points de concordance et de discordance. Contrairement aux idées reçues, Bismarck n'est pas l'homme de la transformation allemande de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, ni le précurseur du XX<sup>ème</sup> siècle.

André Siegfried décrit les traits dominants du Chancelier de fer considéré comme « *politique et militaire plus qu'il n'est économique* ». Ses conceptions

<sup>439</sup> Célestin BOUGLE et Y. Feldmann « *Sociologie et Psychologie* », *Annales sociologiques*, année 1936, pages 100 et suivantes

<sup>440</sup> André SIEGFRIED "*Cours de géographie économique*". *Ecole libre des sciences politiques – année universitaire 1940-1941. Bibliothèque Institut des sciences politiques – B 33 bis*

économiques néanmoins existent. Bismarck, influencé par le milieu Junker se veut « *protectionniste et étatiste* ».

La politique extérieure de Bismarck s'avère limitée dans le temps et dans l'espace. Bismarck est « *européen et même continental plus que mondial* », à l'opposé de Guillaume II<sup>441</sup>.

La diplomatie menée par son gouvernement ne se limite t'il pas au quadrilatère Paris – Londres – Saint Pétersbourg – Vienne ? Dans le contexte de l'Allemagne, Bismarck est partisan d'une petite Allemagne « *Kleindeutsch* » et « *Fredericien* » plus que d'une grande Allemagne « *Grossdeutschen* » à la différence de Guillaume II et à l'opposé d'Hitler, craignant que la formation d'une coalition européenne ravirait à l'Allemagne le bénéfice de la victoire de 1870<sup>442</sup>.

De Guillaume I<sup>er</sup> à son petit-fils Guillaume II, on assiste, écrit André Siegfried, au passage d'une Allemagne "*économe et fragile*" à une Allemagne nouvelle, caractérisée par une industrialisation progressive et une soif d'expansion. Cette transformation est notée par André Siegfried qui écrit « *L'Allemagne traditionnellement rurale, militaire, intellectuelle, gemütlich (à l'aise) en restant essentiellement militaire, devient industrielle, commerçante, exportatrice, économiquement expansionniste, mondiale dans ses ambitions* ».

Une nouvelle orientation (*der neue Kurs*) est ainsi donnée à la politique, qui est moins celle d'un homme que le développement logique d'une situation.

L'empire n'est plus un corps politique enfermé dans d'étroites limites territoriales. « *Il est une puissance agissante* » dans l'Univers, il est partout où les intérêts allemands étendent, économiquement, leurs tentacules : « *il est tentaculaire* ».

Ses forces économiques doivent être mises en marche, comme l'armée et la flotte, qui sont les instruments de l'expansion nationale. "*L'armée et la marine, c'est leur force, sont un machinisme guerrier créé par le capitalisme*".<sup>443</sup>

L'ambition économique et l'ambition militaire se trouvent associées avec des atouts « *essentiellement durables* » à l'Allemagne de l'époque : « *la psychologie de discipline et d'ordre, le rythme et le dynamisme inhérents à ses activités multiples* ».

---

<sup>441</sup> André SIEGFRIED "La géographie économique de l'Allemagne", 1940-1941. Cours professé à l'Ecole libre des Sciences politiques, page 203

<sup>442</sup> André SIEGFRIED "Cours de géographie économique" année universitaire 1940 – 1941. pages 197-203-208.

<sup>443</sup> André SIEGFRIED "Cours de géographie économique" année universitaire 1940 – 1941. Op. Citation page 208

A la veille de la guerre de 1914, sous l'empire Wilhemien, l'Allemagne arrive à constituer *"un foyer d'industrialisation et agressif de modernisation"*, ce qui permet, ajoute-t-il, *« d'oublier la vieille Allemagne romantique »*.

André Siegfried, suivant le déroulement de l'Histoire, souligne que la défaite et le Traité de Versailles ont eu pour conséquences des pertes de diverses natures : la perte de population, 8.000.000 d'habitants dénombrés ainsi, 6.500.000 d'habitants au titre de pertes territoriales et 2.200.000 d'habitants pour les morts et disparus du conflit, dont il faudrait déduire les excédents de naissance pendant la même période. L'ensemble de ces pertes est donc atténué, ce qui permettra à l'Allemagne de totaliser en 1919 60.312.000 d'habitants.

En commentaire, André Siegfried fait observer que l'Allemagne a perdu globalement 13 % de son territoire et 12 % de sa population et que malgré des amputations, elle conserve 20 millions d'habitants de plus que la France. Ces statistiques permettent d'apprécier le facteur démographique de l'Allemagne lors du passage de l'ère Wilhelminienne à l'ère hitlérienne au travers du régime transitoire de Weimar.

Parmi les pertes territoriales, certaines paraissent *« les plus sensibles »* à l'Allemagne, le couloir polonais, qui démembre l'Est prussien avec isolement de la Prusse orientale et coupe en deux de la Haute Silésie, situation que le régime hitlérien ne pourra admettre.

André Siegfried observe que *« si l'équilibre d'avant 1914 était précaire, cet handicap a augmenté après 1919 dans une Allemagne démembrée, qui cependant demeure densément peuplée »*. *« Certes l'Allemagne ne sombre pas complètement dans le désordre, en dépit de cinq ans d'anarchie larvée, mais elle est toutefois comme labourée politiquement, économiquement, socialement, moralement »*<sup>444</sup>.

Le régime hitlérien aura pour mission de redresser cette situation catastrophique par des réformes tendant à un rééquilibre. Son programme est *« de faire vivre l'Allemagne sur elle-même »* par un système autarchique. Pour persuader ses habitants, *« on exaltera son orgueil national, on fera appel à son esprit de sacrifice et on l'entretiendra dans un état d'enthousiasme »*<sup>408</sup>. Le commentaire d'André Siegfried souligne que le caractère allemand se prête à un tel système, impliquant ainsi une continuité dans la psychologie allemande.

---

<sup>444</sup> André SIEGFRIED *"Cours de géographie économique" année universitaire 1940 – 1941, pages 210-211-213-224-230*

André Siegfried décrit l'avènement du national socialisme avec Hitler sous la forme *"d'une conscience nationale, sentimentale, exaltée, presque frénétique, sous le signe anti-marxiste et anti-juif, comme une réaction contre la défaite et le régime de la défaite"*.<sup>408</sup>

Si Hitler et le régime nazi rendent au peuple allemand "courage, espoir, confiance en lui-même, enthousiasme", le prix à payer pour ce résultat est très cher. Il aboutit *"au sacrifice de l'individu à un idéal national et social, et au sacrifice de la culture, en tant que fondée sur la liberté"* », le régime hitlérien met en avant d'autres valeurs. Leur programme donnait pour priorité la suppression de toute trace du diktat de Versailles. Il prévoyait la reconstitution de la structure territoriale de l'empire Wilhelminien, et la récupération des territoires perdus et notamment ceux de l'ancienne Prusse, et bien au-delà pour acquérir « *l'espace vital* » indispensable au besoin du peuple allemand.

Sur ce plan, les nazis entendaient effacer les effets néfastes de la défaite de l'Allemagne et assurer une passerelle, une continuité avec le prussiannisme.

En ce sens, le régime hitlérien a pu réaliser soit la récupération soit l'acquisition de territoires avant la Deuxième Guerre mondiale. Le bilan constaté par André Siegfried, a été positif avec trois étapes :

**La Sarre**, en 1935, après un plébiscite qui a rendu à l'Allemagne une superficie de 2.000 Km<sup>2</sup>, une population de 768.000 habitants et surtout un potentiel économique de poids (charbon, métallurgie du fer).

**L'Autriche**, après l'Anschluss en 1938, apportant au III<sup>ème</sup> Reich un territoire de 84.000 Km<sup>2</sup>, une population de 6.760.000 habitants, et une puissance économique appréciable avec l'existence de minerais de fer.

**La Tchécoslovaquie**, illustrée par les accords de Munich et la prise de possession de Prague en mars 1939, apporte à l'Allemagne un territoire de 140.000 Km<sup>2</sup> et une population de 15 millions d'âmes sans compter un apport économique, houille notamment, et une industrie très évoluée.

Ces acquisitions ont apporté à l'Allemagne nazie la puissance qu'elle avait perdue avec la chute de l'empire Wilhelminien. Fort d'un bloc de 88 millions, elle domine le centre

de l'Europe avec des bases de départ, prévues par ses géopolitiques vers l'Est et le Sud-Est.

Mais ce tableau présente des failles du fait "*d'un manque d'homogénéité*" de l'Allemagne et de la fragilité de son équilibre économique par suite de la surproduction d'armements non productifs en eux mêmes et de la nécessité impérieuse d'importer des produits et d'exporter ce qu'elle a en excédent, ce qui est difficile dans un système d'autarcie que le régime cherche à appliquer à ses associés.<sup>445</sup>

Dans le domaine économique, le III<sup>ème</sup> Reich avait le choix entre la conception économique libérale et internationale, *cherchant à faire entrer l'Allemagne dans un système d'échanges internationaux, conformément à la tradition du XIX<sup>ème</sup> siècle*<sup>446</sup>, à laquelle s'était ralliée l'Allemagne impériale ou le système autarcique imposé par l'Allemagne nazie.

## **Marcel Mauss**

L'arrivée d'Hitler au pouvoir l'inquiète du jour où l'Allemagne devient une menace pour la paix. Comme ancien combattant, il cherche, comme le juriste René Cassin, à éviter une nouvelle guerre à l'Humanité "*Le pacifisme est chez lui comme un réflexe*", né de l'expérience vécue. Il concrétise son engagement par son inscription à un mouvement anti-fasciste constitué pour venir en aide aux victimes de l'hitlérisme, puis par son adhésion au "*Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes* ». Agacé par la lecture du livre de Roger Caillois "*Le Mythe et l'Homme*", il s'insurge contre "*le déraillement général, l'espace d'irrationalisme*" dont son élève est victime. Marcel Mauss y dénonce l'œuvre néfaste de Martin Heidegger (1889 – 1976), philosophe allemand, auteur de "*de l'Etre et du Temps*", publié en 1927, le qualifiant de "*Bergsonien attardé, légitimant l'hitlérisme, entiché d'irrationnalisme*"<sup>447</sup>. Sa dénonciation est suivie d'une lettre très critique adressée à son auteur. *l'hitlérisme, entiché d'irrationalism* Il n'est pas inintéressant de rappeler que les événements politiques de 1933 ont conduit Heidegger à adhérer au parti nazi et à accepter le Rectorat de l'Université de Fribourg, puis dans un deuxième temps, compte tenu des excès du régime, à refuser la politique antisémite dans l'enceinte de l'université pour démissionner de ses fonctions en 1934.

---

<sup>445</sup> André SIEGFRIED, *Ibidem*, pages 213 - 232

<sup>446</sup> André SIEGFRIED, *Ibidem*, page 232

<sup>447</sup> Marcel MAUSS "Lettre à Roger Caillois" du 22 juin 1938 – Fonds Hubert-Mauas – Archives du Collège de France. Fonds Hubert Mauss, archives du Collège de France, voir Marcel Fournier « Marcel Mauss et Heidegger », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 84 septembre 1990, page 87



Pour définir le nazisme,

Marcel Mauss trouve l'occasion,

lors d'un vif débat devant la Société Française de Philosophie, le 28 novembre 1936, où Elie Halévy (1870 – 1937) Professeur à l'Ecole des sciences politiques y dénonçait « *l'Ere des tyrannies* ». Cette ère, selon ce philosophe, daterait d'août 1914, moment où les nations adoptaient un régime bien défini dans deux domaines : **l'économie**, où on assistait à l'étatisation de tous les moyens de production, de distribution et d'échanges et **au point de vue intellectuel** avec l'étatisation de la pensée sous deux formes, l'une négative avec la suppression de toutes opinions contraires à l'intérêt national, l'autre positive suite à l'anarchie et à la disparition de l'Etat, on a vu un groupe d'hommes s'emparer du pouvoir pour décréter « *qu'il était l'Etat* ».

Autorité, arbitraire et violence donnaient aussi naissance au fascisme. C'est sur ce concept que s'est engagé un débat sur la définition des tyrannies avec comparaison des systèmes fascistes et communistes. Pour Elie Halevy, ces régimes se ressemblent par leur structure et leur méthode, du fait qu'il s'agit « *du gouvernement d'un pays par une secte armée, qui s'impose au nom de l'intérêt présumé d'un pays tout entier et qui a la force de s'imposer, parce qu'elle se sent animée d'une foi commune* ».

L'intervention aux débats de Marcel Mauss donnait plus de poids à l'argumentation d'Elie Halevy pour dénoncer lui aussi « le parti communiste resté campé au milieu de la Russie, tout comme le parti hitlérien campe sans artillerie et sans flotte mais avec tout l'appareil policier.<sup>448</sup>

En spectateur avisé de l'évolution européenne, Marcel Mauss observe qu'on assiste "à un retour au primitif" par suppression des valeurs, ce qui est, pour lui, la démonstration éclatante de toutes ses prévisions. Ce retour au primitif à l'époque nazie peut être constaté, écrit-il, dans les manifestations de foule.

La nouvelle solidarité, que met en exergue le fascisme, apparaît de l'avis de ce sociologue, « *encore pire que les maux, auxquels elle prétend remédier* ». En fait, intolérance et violence en sont les expressions.

Il ne fait aucune différence entre les idéologies "fascisme et bolchevisme", réunis dans son esprit dans le même opprobre. Dans leurs manifestations, elles ne sauraient

---

<sup>448</sup> Marcel MAUSS - Intervention devant la Société Française de Philosophie le 28 novembre 1936, *Bulletin* année 1936

être que le fait de minorités agissantes et *"d'épisodes politiques de la vie de peuples encore inéduqués politiquement"*.<sup>449</sup> *« Ces mêmes idéologies sont empreintes selon lui d'un nationalisme condamnable, générateur de maladie des consciences »*.

Mauss en souligne l'importance dans la société moderne et l'émergence de "nombreuses individualités nationales", qui croient à leur langue, à leur civilisation, à leurs mœurs, à ses arts industriels et culturels. A tel point que *"chaque nation a le fétichisme de son caractère et presque toujours l'illusion d'être la première"*. Dans ce discours, il n'est nullement question du prussianisme. Seul le nazisme est l'objet de l'intérêt de Charles Mauss.

Marcel Mauss, disciple de Durkheim, faisait connaître en 1936 son point de vue sur le bien fondé de la théorie de l'autorité de la représentation collective, soutenant que l'être humain pouvait trouver dans l'esprit collectif *« la base et l'aliment à sa liberté, à son indépendance, à sa personnalité et à sa critique »*<sup>450</sup>.

Or, ce sociologue constate que l'actualité de l'époque marquée par les déchirements du peuple allemand et par la montée du nazisme apporte un démenti sérieux à cette thèse, qui n'est pas vérifiée par le bien, mais par le mal qui utilise *« d'extraordinaires moyens nouveaux »* en l'espèce *« les transes de la collectivité, les flammes des torches et les rassemblements de milliers de jeunes allemands adorant leur propre communauté et leur Führer »* font penser aux manifestations de foules des primitifs Australiens.

Robert Brasillach et d'autres observateurs du Congrès de Nuremberg et des Jeux Olympiques de 1936 avaient été d'ailleurs sensibilisés par les démonstrations de masses du régime hitlérien qui n'avaient d'ailleurs aucune commune mesure avec les manifestations et défilés de l'époque impériale, sur lesquels aucun sous-entendu n'est formulé.

Il apparaît, de cet ensemble, que les sociologues français cités se sont penchés partiellement sur le dualisme prussianisme-nazisme, à l'exception d'André Siegfried, et d'une manière plus étendue sur le deuxième phénomène partie de leur vécu.

<sup>449</sup> Marcel MAUSS *"Ecrits politiques"* (1914 – 1942), réunis par Marcel Fournier – Fayard 1997, pages 29, 49, 51, 53, 509, 599.

<sup>450</sup> Raymond ARON *« Mémoires »*, Julliard 1983, page 71, op.cit.

Dans une lettre datée du 6 novembre 1936 à un collègue danois, S. Ranulf, Marcel Mauss écrit les lignes suivantes : *« Durkheim, et après lui, nous autres, nous sommes, je le crois, les fondateurs de la théorie de l'autorité de la représentation collective. Que de grandes sociétés modernes, plus ou moins sorties du Moyen Age d'ailleurs, puissent être suggestionnées comme des Australiens le sont par leurs danses, et mises en branle comme une ronde d'enfants, c'est une chose qu'au fond nous n'avions pas prévue. Ce retour au primitif n'avait pas été l'objet de nos réflexions. Nous nous contentions de quelques allusions aux états de foules, alors qu'il s'agit de bien autre chose.*

*Nous nous contentions aussi de prouver que c'était dans l'esprit collectif que l'individu pouvait trouver base et aliment à sa liberté, à son indépendance, à sa personnalité et à sa critique. Au fond, nous avons compté sans les extraordinaires moyens nouveaux ».*

Dans une autre lettre, du 8 mai 1939, il autorisait la publication de la lettre précédente. Il ajoutait : *« Je crois que tout ceci est une tragédie pour nous, une vérification trop forte de choses que nous avons indiquées et la preuve que nous aurions dû attendre cette vérification par le mal plutôt qu'une vérification par le bien. »*

Néanmoins, une réflexion de Célestin Bouglé exposée dans un opuscule écrit en 1938 dans le cadre de travaux effectués à l'Ecole normale supérieure permettra de tirer un enseignement. Il exposait notamment que les conflits de 1870 et de 1914 avaient amené les intellectuels à adopter des solutions en vue du redressement du pays fondées « *non sur l'esprit d'autorité mais sur l'esprit de vérité* ». Ces solutions allaient donc à l'encontre de celles adoptées par l'Allemagne « *d'aujourd'hui* » (1938). Régime totalitaire où « *les valeurs, qui nous paraissent sacrées deviennent sataniques et qui tendent à déprécier l'intelligence devant les instincts de la race et la discipline militaire* ». <sup>451</sup>

Célestin Bouglé terminait cet opuscule par une note d'optimisme en constatant qu'il ne connaissait pas de philosophes, qui se soient « *laissés séduire par le réalisme belliciste pas plus que par le naturalisme raciste* ».



---

<sup>451</sup>

Célestin BOUGLÉ « *Humanisme, sociologie, philosophie* », Paris Hermann et cie, 1938, pages 22-59

## Conclusion

Le parcours des philosophes a révélé l'importance accordée au phénomène nazi par ces intellectuels. Il est à observer que l'aspect philosophique du nazisme était primordial tant dans les domaines doctrinal, sociologique et psychologique.

Mais il est apparu que le dualisme prussienisme-nazisme n'a été abordé qu'exceptionnellement. A

bsorbés par l'actualité du moment, les philosophes ont pris des distances avec le passé prussien de l'Allemagne.

Face au nazisme, ils ont été déconcertés, surpris par l'arrivée de cette idéologie et par son triomphe.

Parmi les philosophes choisis, nombre d'entre eux étaient politiquement engagés dans des organisations de droite ou à l'opposé militaient au parti communiste ou dans des organisations pacifistes, comme « *le Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes* » aux côtés d'Emile Alain, de Paul Langevin de l'Institut de France et de Paul Rivet du Musée de l'Homme.

Souvent acteurs ou observateurs de la Première Guerre mondiale, ils étaient blessés dans leurs esprits et même dans leurs chairs. Aussi aspiraient-ils à la paix et se réfugiaient-ils dans un pacifisme plus ou moins actif comme Emile Alain, Henri Bergson, Jean-Paul Sartre.

Leurs convictions libérales et démocratiques les conduisaient à stigmatiser le national-socialisme. Face à cette majorité, une minorité se révélait avec toutes les nuances : de Thierry Maulnier qui, tout en condamnant sans réserve le nazisme, lui trouvait des avantages, jusqu'à Marcel Déat, qui approuvait en inconditionnel cette doctrine et son application.

Une partie de l'intérêt du chercheur s'est focalisée sur les témoignages des philosophes très imprégnés par la culture allemande et très sensibilisés par de longs séjours Outre-Rhin.

Cette objectivité s'est traduite au travers de leurs œuvres où dans le cadre de cours universitaires : Raymond Aron, André Siegfried pour ne citer que ces exemples.

La plupart de ces intellectuels s'en est tenu à la spécificité nazie. Ils ont cherché à fournir une interprétation rationnelle à un mouvement affichant son irrationalisme, sans trop vouloir en approfondir les origines, les causes et les rapports.

Dans le cas où ces mêmes philosophes ont abordé le dualisme prussianisme-nazisme, ils ont procédé soit par touches ou jugements lapidaires, soit par analyse approfondie.

Pour imager leurs propos, ils ont eu recours à des comparaisons entre les personnalités, qui ont émaillé l'histoire allemande : Frédéric-Guillaume, Frédéric le Grand, Bismarck, Guillaume II et Hitler.

Les thèmes choisis étaient invariables et variés, parmi lesquels la discipline soldatesque, l'efficacité de l'armée et de l'administration, l'esprit de tolérance manifesté notamment à l'égard des huguenots.

En matière de politique étrangère, la continuité entre les deux phénomènes prussianisme et nazisme est soulignée par la majorité des philosophes : si ce n'est la soif toujours plus grande de l'expansion germanique : Bismarck à l'intérieur de la Confédération allemande du Nord avant l'unification, Guillaume II par sa « Weltpolitik », Hitler par la recherche toujours exigeante du « Lebensraum ».

Tous les philosophes sont toutefois tombés d'accord sur la spécificité du nazisme, estimant qu'il s'agissait d'une exception dans l'histoire allemande.

Ces intellectuels ont retenu que ce régime avait bénéficié de l'adhésion quasi-unanime du peuple allemand lequel, après avoir vécu une période intermédiaire sans espoir sous la république de Weimar, était à la recherche d'une forme de vie nouvelle destinée à satisfaire ses aspirations matérielles et morales.

Il n'empêche que les dirigeants nazis, malgré le bouleversement du système existant, ont cherché à sauvegarder un élément incontournable, celui de la tradition, facteur de continuité avec le passé prussien de l'Allemagne.

Lors de leur arrivée au pouvoir, ils ont trouvé des structures issues de la monarchie prussienne et du III<sup>ème</sup> Reich. Ils ont surtout bénéficié de l'outil redoutable de l'armée, dont les contraintes de Versailles n'avaient pas réussi à affaiblir la structure et l'esprit. Tous les philosophes ont souligné la puissance guerrière de l'Allemagne à travers tous les régimes politiques successifs.

Dans le domaine philosophique, ils ont fait ressortir dans leur condamnation quasi unanime l'anti-humanisme du national-socialisme, dès lors qu'il est caractérisé par le mépris et la soumission de l'homme au système.

Tous les grands principes de la civilisation occidentale ont été ainsi bafoués et violés. Ainsi les philosophes français ont tiré cette leçon de l'expérience nazie.



## HAPITRE 4 – LES HISTORIENS APRES 1914

---

**C** Après les générations d'historiens de la période 1870-1914, il importait d'orienter la présente étude sur les historiens d'après la Première Guerre mondiale appartenant à des milieux différents et à diverses sensibilités politiques. Deux, Pierre Benaerts et Pierre Renouvin sont des universitaires aux côtés de deux journalistes Jacques Bainville et Pierre Gaxotte, d'un militaire Charles de Gaulle et d'un essayiste Daniel Guérin.

### *Présentation*

**Pierre Benaerts**, né en 1868, diplômé de l'Ecole Normale Supérieure, a exercé plusieurs fonctions : inspecteur d'académie à Paris en 1922, puis nommé Directeur de l'Office du Baccalauréat en 1930. Né deux ans avant le conflit franco-allemand de 1870, il a vécu les deux guerres mondiales. Son ouvrage central « *l'Unité allemande* »<sup>452</sup>, paru en 1939, a le mérite de couvrir une large période de l'histoire allemande depuis la victoire napoléonienne d'Iéna jusqu'aux accords de Munich.

**Jacques Bainville** (1879 – 1936). Cet historien s'était signalé en 1900 par la biographie de « *Louis II de Bavière* », écrite à l'âge de 20 ans. Un diplomate, Dominique Decerf, qui retrace l'itinéraire intellectuel de Bainville en présentant son journal partiellement inédit de 1914 – 1915, note que « *sauf l'histoire Bainville avait tout sacrifié au journalisme* ».

Compagnon de Maurras et de Léon Daudet à « *l'Action française* », organe du parti royaliste, il s'en distingue par le style préférant à la philosophie et à la polémique « *la démonstration froide* ».

Jacques Bainville relate les impressions de son voyage en 1898 en Allemagne dans des articles écrits dans « *la Gazette de France* », réunis en un volume « *Bismarck et la France* » (1907).

Après 1918, le Traité de Versailles ampute l'Allemagne et lui impose de lourdes réparations, « *Diktat* » clament les nationalistes allemands. « *Une paix trop douce pour*

---

<sup>452</sup>

Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande (1806 – 1938)* », Colin 1939

ce qu'elle a de dur et trop dure pour ce qu'elle a de doux » estime Jacques Bainville<sup>453</sup>. Le 7 mai 1919 n'a pas effacé la date du 18 janvier 1871, « *L'Unité allemande est consacrée à Versailles* »<sup>454</sup>.

Dans un livre prophétique paru en 1920 « *Les Conséquences politiques de la paix* », l'historien devient visionnaire en prévoyant l'enchaînement des événements, qui mèneraient à la Seconde Guerre mondiale : l'arrivée au pouvoir d'un dictateur en Allemagne, l'annexion de l'Autriche et de la Bohême par le III<sup>ème</sup> Reich, et l'agression à l'encontre de la Pologne.

De 1920 à 1936, date de son décès, l'intérêt de Jacques Bainville pour l'Allemagne est toujours marqué par la publication de nouveaux ouvrages : « *Les Dictateurs* » (1935), « *L'Allemagne* » (1939) et « *L'Histoire des deux peuples* » 1916-1933 paru en 1940. Le problème allemand étudié par Jacques Bainville devait non seulement sensibiliser sa génération mais les suivantes.

Celle à laquelle appartenait **Charles de Gaulle** (1890-1970) a subi l'influence de l'auteur de « *L'Histoire des deux peuples* ». Si le nom de Bainville ne figure pas dans « *Le Dictionnaire commenté de l'œuvre de Charles de Gaulle* »<sup>455</sup>, il n'empêche que cet historien exercera une influence notable sur Charles de Gaulle. Ces affinités électives avec la politique de Jacques Bainville se retrouvent d'ailleurs dans plusieurs écrits « *Vers l'armée de métier* » et « *La France et son armée* », parus respectivement en 1934 et 1938. Charles de Gaulle se présente sous des aspects indissociables, le militaire, le politique et le littéraire. Les deux premières qualités ne doivent pas laisser occulter celle de l'historien doublé d'un pédagogue.

La pensée de Charles de Gaulle était claire. Bien qu'il ait eu des propos très durs à l'égard de l'Allemagne, il n'était pas pour cela germanophobe. Les recherches ont révélé que De Gaulle avait dans sa famille une branche allemande « **les Kolb** », dont le berceau était à Rastadt et dont un de ses membres, ancien militaire étranger au service de Louis XVI avait fait souche à Lille, où d'ailleurs le Général est né <sup>456</sup>.

Son intérêt pour l'Allemagne est dû à plusieurs facteurs. Le contexte politique imprégné par l'esprit de revanche dans la rivalité franco-allemande, l'éducation familiale et le parcours suivi par De Gaulle, officier de carrière pendant la Première

---

<sup>453</sup> Claude DIGEON « *La crise allemande de la pensée française* », 1870-1914. PUF 1959, page 472, op. cit.

<sup>454</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », tome 2, Plon, Paris 1939, page 30-32

<sup>455</sup> Dictionnaire national contemporain, *Qui est-ce ?* Nath Imbert 1936 page 48-278-279

<sup>456</sup> Jacques BARIETY « *Le marché commun* », séminaire Doctorat Sorbonne Paris IV du 24 janvier 1996



Guerre mondiale avec sa captivité en Allemagne de 1916 à 1918, durant laquelle il approfondira ses connaissances dans la culture allemande.<sup>457</sup>

**Pierre Renouvin** (1893 – 1974), a subi un double choc dans sa chair, jeune officier très grièvement blessé en avril 1917, amputé du bras gauche. il a été choisi dès 1919 pour assister Camille Bloch dans l'organisation d'une bibliothèque et d'un musée de la guerre. Entre la fin des années 1930 et des années 1950, la haute stature du Professeur Pierre Renouvin domine les enseignements d'Histoire contemporaine à la Sorbonne où il occupait la chaire de cette institution dès 1933, ainsi qu'à l'Ecole libre des sciences politiques.

Pierre Renouvin se consacre aux « *Origines immédiates de la guerre de 1914-1918* », paru en 1925, sujet dont il a étudié les causes et le déroulement notamment dans la « *Revue de la guerre mondiale* », qu'il dirigeait et dont il rédigea de 1926 à 1939 dix sept volumes. Comme ouvrage de référence, l'intérêt s'est porté sur « *L'Histoire des relations internationales* », de 1871 à 1945, paru en 1994. Dans ces tâches, Pierre Renouvin fut secondé par son assistant Jean-Baptiste Duroselle, qui devint titulaire de sa chaire à la Sorbonne.

**Pierre Gaxotte** (1895 – 1982), est né en Lorraine dans une famille de tradition républicaine. Elève de l'Ecole Normale supérieure, il obtient le diplôme d'agrégation d'histoire et de géographie, non pour entreprendre une carrière d'enseignant mais pour s'orienter vers le journalisme. Collaborateur, rédacteur en chef de l'hebdomadaire politique et littéraire « *Candide* », il est chargé ensuite de la direction du journal d'extrême-droite *Je suis partout* jusqu'en 1937.

Séduit par les idées de Charles Maurras à l'instar de son ami Georges Dumesnil, il s'emploie à rétablir les perspectives de l'Histoire. Ainsi se succéderont avant 1939 les fresques qui le rendront célèbre « *La Révolution française* », « *Le siècle de Louis XV* » (1933), « *Frédéric II* » constamment réimprimé depuis 1933, et après la guerre parurent « *La France de Louis XIV* » (1946) « *l'Histoire des Français* » (1954) et « *L'Histoire de l'Allemagne* » (1963).

Pierre Gaxotte se situant à l'extrême droite de l'échiquier politique après la Première Guerre mondiale, il est opportun de se pencher sur un historien de l'extrême

<sup>457</sup>

Michel BLANCHET « *De Gaulle et l'Allemagne, 1905–1958* », thèse 1986

gauche. **Daniel Guérin** (1904 – 1988), membre de la Gauche révolutionnaire socialiste à l'époque du Front Populaire. Proche des milieux libertaires, il a écrit des essais sur des problèmes politiques contemporains et notamment dans le domaine de la recherche. Un voyage en Allemagne l'a incité à faire un reportage sur les débuts du régime nazi édité en 1933, « *La Piste brune a passé par là* » a parue dans le quotidien « Le Populaire » du 23 juin au 13 juillet 1933. En 1936, Daniel Guérin fera paraître un ouvrage « *La Facisme et le Grand Capital* ».

◦ \* ◦ \* ◦

### *Leur regard*

Les données de la formation de « *L'Unité allemande* » sont connues et ont été commentées par un grand nombre d'historiens. Pierre Benaerts en a fait une synthèse dans un ouvrage spécifique publié en 1939. Il écrit que l'unité allemande est « *une victoire d'individualités fortes sur l'anarchie, la désunion et l'apathie des peuples allemands sur la Kleinstaaterei* » (le morcellement en petits Etats)<sup>458</sup>.

Des volontés individuelles comme un Stein, un Motz, un Bismarck, un Hitler et l'existence d'une communauté allemande, qui a persisté avec continuité au travers des vicissitudes politiques ont été des éléments porteurs de l'Unité allemande. A l'origine conception d'intellectuels, elle est devenue réalité avec Bismarck, avec quelques réserves émises par l'historien.

**Pierre Benaerts** était présenté par Jean-Baptiste Duroselle comme un des rares historiens à s'intéresser à l'Allemagne contemporaine « *à l'époque où ce pays peu connu des Français venait en tête de leurs préoccupations* ».<sup>459</sup>

Son ouvrage essentiel « *L'Unité allemande* » (1806-1938) paru en 1939 a fait l'objet d'une critique sévère dans l'avant-propos « *pour avoir, par suite des circonstances, servi les intérêts germaniques plus que l'intérêt de la France ... Un cruel paradoxe a voulu qu'il ait constitué les fondations de l'unité allemande dans des conditions qui ont coûté si cher à la France et au monde* ».<sup>460</sup>

Deux questions se posaient à l'historien, quels étaient les caractères de l'Unité allemande ? Cette unité était-elle achevée en 1939 ?

---

<sup>458</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », Armand Colin, 1939 , pages 213-214  
<sup>459</sup> Jean-Baptiste DUROSELLE « *La Décadence* » (1932-1939), Paris 1985, page 197  
<sup>460</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », Paris 1939, page 7

A la première question, Pierre Benaerts écrit que l'Unité allemande ne présente aucun traits communs avec les autres unités nationales comme l'unité française faite par ses conquêtes sur l'étranger et l'ascendant de ses institutions ou comme l'unité italienne réalisée grâce à un élan populaire, et l'aide de la France notamment. A l'inverse, l'Unité allemande n'est pas « *l'œuvre d'un enthousiasme populaire, ni l'aboutissement d'une continuité dynastique, mais le produit conjugué de la force économique et militaire de l'Allemagne et de la faiblesse d'autres pays du continent européen* »<sup>461</sup>.

Un Etat, « *quelques individualités fortes* » et un instrument l'Armée étaient nécessaires dans la réalisation de l'unification. L'existence d'une communauté allemande de langue et de culture, qui a persisté avec continuité au cours des diverses périodes de l'Histoire allemande, ne pourrait que la favoriser. Mais cette « *unité naturelle de la race était érigé sous le régime hitlérien en dogme et en mystique* »<sup>462</sup>.

La Prusse était de « *par son territoire, sa population, son organisation administrative, solide et son armée apparaissait comme l'Etat désigné pour accomplir l'unité allemande* »<sup>463</sup>. L'Allemagne prussienne ne pouvait atteindre ses objectifs qu'après avoir triomphé du particularisme des Etats allemands et de l'opposition autrichienne, ce qui traduit la réflexion de Pierre Benaerts dans ces lignes « *Le particularisme allemand a été résorbé matériellement par la formation du Zollverein, politiquement par le Reich bismarckien, territorialement et constitutionnellement par la Gleichschaltung (alignement) national-socialiste* »<sup>464</sup>.

Il n'est pas superflu d'indiquer sur ce dernier point qu'à la mort de la République de Weimar, la Constitution abrogée de fait, ne fut pas remplacée par une nouvelle mais par une série de « *lois fondamentales* » créant une organisation intérieure adaptée à la notion d'Etat « *unitaire, autoritaire et populaire* » inspirée de la doctrine du Parti. Pierre Benaerts explique que l'œuvre de l'unification « *grandiose et déconcertante, forgée à coups de canon est une éclatante victoire de la Force* », dès lors qu'à toutes les étapes, l'armée y était étroitement associé. N'est-ce pas l'intervention des armes qui en 1849 a mis fin au mouvement favorable à la Grande Allemagne qui a tenu l'Autriche à distance du « *Zollverein* » (union douanière), qui en 1866 a détruit la Confédération germanique, qui en 1870 a scellé l'Empire bismarckien, qui en 1919 a sauvé le régime de Weimar des mouvements révolutionnaires ?

---

<sup>461</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », 1938 , page 217

<sup>462</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », 1938 , page 213

<sup>463</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », 1938 , page 41

<sup>464</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », 1939, page 215

C'est bien la même « *Reichswehr* », puis la « *Wehrmacht* » qui ont secondé la révolution national-socialiste, pour imposer à partir de 1935 la « *Gleichschaltung* » (l'alignement), et à l'extérieur pour procéder aux conquêtes. C'est sous sa menace que les accords de Munich ont été signés au préjudice de la Tchécoslovaquie. Sans des « *volontés individuelles* » un Stein, un Moltke, un Bismarck, un Hitler, cette unité n'aurait pu prendre corps.

La deuxième question posée à Pierre Benaerts concernait la réalité de cette unité ? L'historien répond qu'elle n'est « *qu'apparente* », laissant *une impression de précarité et d'incertitude*. Certes, des acquisitions de nouveaux territoires ont été réalisées sous le deuxième Reich l'Alsace Lorraine, le Sleswig, la Posnanie, la Haute-Silésie, sous le troisième Reich l'Autriche, mais il n'en demeure pas moins vrai que derrière cette façade « *économiquement puissante* », il reste « *un peuple famélique qui n'est pas rassasié par ces réalisations* ».

La réflexion conduit l'historien à douter d'une unité immuable et à constater « *le destin tragique d'une Allemagne, que n'a pas assouvie l'Unité allemande* ».

### **Jacques Bainville (1879 – 1936)**

Le spectacle de l'Allemagne impériale a été une découverte pour Jacques Bainville, qui est frappé par « *les nouvelles conditions d'existence, des institutions fortes, l'unité réalisée pour la première fois, qui ont fait de l'Allemagne une nation ambitieuse et conquérante* ». Ce voyageur s'aperçoit que ce pays est « *organisé uniquement pour la conquête et qu'elle accouple les deux mots guerre et industrie : industrie de la guerre et guerre pour l'industrie, telle pourrait être sa devise* »<sup>465</sup>. L'esprit de l'historien est partagé entre la fascination et la diabolisation, devant le danger qui développe chez lui un sursaut nationaliste rejoignant dans ses réflexions le nationalisme maurassien. Ce danger est, pour Jacques Bainville, permanent dès lors que « *les Allemands pensent depuis quarante ans la même chose que depuis Bismarck, les victoires et l'Empire, qu'ils sont les plus forts, qu'ils détiennent le droit de la force et que leur intérêt commande faire valoir ce droit* »<sup>466</sup> ;

La déclaration de guerre le 3 août 1914 renforce les convictions de cet historien qui qualifie la politique prussienne « *d'abominable* » et l'Allemagne de « *bête germanique à une tête qui est la Prusse et qu'il sera nécessaire mais suffisant de*

<sup>465</sup>

Jacques BAINVILLE « *Journal 1901 – 1908* », Paris, Plon 1948, page 45

<sup>466</sup>

Claude DIGEON « *La crise allemande de la pensée française*, PUF 1959, pages 440-441-473, op.cit. *Journal de Bainville* page 20

*frapper pour que le monstre redevienne inoffensif*»<sup>467</sup>. La crainte de Jacques Bainville en 1919 est de voir qu'au terme de l'occupation « *un Siegfried ne vienne réveiller l'Allemagne* », « *Le réveil de la Walkyrie* » devait être d'ailleurs le titre de son chapitre sur l'époque hitlérienne.<sup>468</sup>

Aussi les débuts de la révolution nazie n'ont pas étonné Jacques Bainville, qui y voyait une suite logique du passé avec le retour « *d'une grande Germania* » qui obéira tôt ou tard aux lois de son histoire et de la nature.

Il considérait la révolution nazie comme « *une seconde réforme et une seconde exaltation de l'homme allemand* », qui ne pouvait pas s'expliquer, « *sans la collaboration de tout un peuple et du peuple le plus soumis aux puissances obscures de l'instinct et de la poésie pour la nature* ». <sup>469</sup>

Jacques Bainville faisait ainsi référence à la religiosité luthérienne qui avait amené les Allemands à abandonner l'action politique à la puissance politique de chaque territoire (l'Obrigkeit). La liberté qui en résultait « *les incitait, selon Edmond Vermeil, à se complaire dans une sorte de quiétisme religieux ou à s'évader dans le monde des rêves* ». <sup>470</sup>

L'arrivée d'Hitler au pouvoir a eu, à ses yeux, pour résultat l'installation d'un Etat totalitaire, à l'image de ceux créés à Rome et à Moscou. Les nazis représentent une minorité disposant de tous les pouvoirs sur une masse de citoyens passifs, il va sans dire que par l'épuration, les opposants sont réduits au silence. L'Allemagne passe alors « *du stade de l'unité politique à l'unité morale* » accompagnée du sacrifice des libertés<sup>471</sup>, et de la tolérance. « *Alors que l'antisémitisme sous Guillaume II ne se traduisait que par des affronts, il menaçait avec Hitler de tourner aux pogroms* ». Si le concept de liberté est banni du vocabulaire nazi en matière de politique intérieure, le régime entend bénéficier d'une liberté de mouvements en politique extérieure.<sup>472</sup>

Dans le domaine de la politique extérieure du III<sup>ème</sup> Reich, le même historien fait le parallèle entre la Prusse du XIX<sup>ème</sup> siècle et l'Allemagne hitlérienne « *qui ne peut rien faire en Europe sans l'effacement ou le consentement de la France* ».

Il pense que la solution de l'effacement triomphera. Pourquoi ? « *parce que la démocratie française à l'image de la démocratie impériale en 1866 laissera passer un*

<sup>467</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », tome I, Plon 1939, pages 27-102-104

<sup>468</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », tome II, page 45, AF 4.9.1919

<sup>469</sup> Jacques BAINVILLE « *Les Dictateurs* », Denoel et Stoele, 1935, page 291

<sup>470</sup> Edmond Vermeil « *L'Allemagne contemporaine* », pages 130-131

<sup>471</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Action française* » du 11 janvier 1936

<sup>472</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », tome II, pages 185 - 191

*Sadowa sans intervenir* »<sup>473</sup>. Jacques Bainville laisse ainsi transparaître dans cette réflexion ses opinions antidémocratiques, rejoignant en ce sens la pensée maurrassienne.

Poursuivant la comparaison entre Bismarck et Hitler, l'historien devient visionnaire. Comme le Chancelier de fer eut recours à la guerre pour triompher de l'Autriche, il n'est pas invraisemblable que la même idée ne germe dans l'esprit d'Hitler avec pour objectif une victoire sur la France « *après la réalisation de l'Anschluss, la dislocation de la Tchécoslovaquie, la reprise de territoires sur les Polonais* »<sup>474</sup>

Jacques Bainville, mort le 9 février 1936, n'a pu être le témoin de l'entrée des troupes allemandes dans la zone démilitarisée de la Rhénanie, mais il a eu le temps de voir se dessiner l'objectif tant de Guillaume II que d'Hitler. Le pangermanisme étant selon lui le dénominateur commun de leur politique, le concept allemand de nation a évolué. Il n'est pas le lien formé par les mœurs et les souvenirs, suivant la définition d'Ernest Renan, car il n'y aurait eu à ce titre que des prussiens, des bavarois, des saxons etc... Le concept territorial s'avère dépassé pour donner la priorité au concept raciste indépendamment des frontières. Partout où il y a des germains, l'Etat allemand doit affirmer ces droits, ce qui est valable pour l'Autriche, mais également pour l'Alsace et la Tchécoslovaquie<sup>475</sup>.

Il n'en demeure pas moins que les mots d'ordre et les méthodes utilisées par Guillaume II et Hitler sont identiques. Ils tendent à réclamer « *la nécessaire place au soleil* » ou « *à se donner de l'air par l'épée* ». Leur discours « *flamboyants* » sont destinés à échauffer « *le lourd germanisme, à instiller dans l'esprit de l'allemand cette espèce de germe évoqué par Frédéric II et qu'on sème pour l'avenir* ».<sup>476</sup>

Le rapprochement entre les phénomènes prussien et nazi peut être illustré par le commentaire final de Jacques Bainville sur un fond de métaphore : « *Si l'Allemagne s'est donnée d'un si grand élan à la Prusse, si elle a tout de suite adopté Bismarck et Hitler pour ses héros, c'est que l'Allemagne s'est reconnue en eux. Elle n'a pas eu seulement de la gratitude. La fière et pudique Germania s'est jetée par passion à peu près comme la vierge Brunehild entre les bras du vigoureux protecteur prussien* »<sup>477</sup>.

---

<sup>473</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », tome II, page 193. AF 17-10-1933

<sup>474</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », tome II, page 193

<sup>475</sup> Jacques BAINVILLE, *l'Action française* du 6 août 1930 et du 25 novembre 1930

<sup>476</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », tome II, page 160-164

<sup>477</sup> Jacques BAINVILLE, *op. citation Action Française* du 10 juillet 1939

L'œuvre littéraire de **Charles de Gaulle** est constitué notamment par quatre ouvrages majeurs, dont les dates de parution s'étalent de 1924 à 1938 : « *Discorde chez l'ennemi* » (1924) ; « *Le fil de l'épée* » (1932) ; « *Vers l'armée de métier* » (1934) ; « *La France et son armée* » (1938), qui ont tous cette particularité de mettre l'accent sur la dangerosité de l'Allemagne.

Comme Jacques Bainville l'avait souligné auparavant, le péril germanique, selon Charles de Gaulle, est permanent au cours de l'Histoire depuis l'Antiquité jusqu'au Moyen-Age et du Moyen-Age à l'époque contemporaine avec le danger prussien.

L'ascension de l'Allemagne contemporaine remonte à Bismarck et à l'ère Wilhelmiennne, depuis l'époque où elle devient « *prolifique, industrielle, exportatrice, maritime* ». <sup>478</sup>

Charles de Gaulle rend hommage aux dirigeants de cette Allemagne, à l'énergie de ses chefs et aux efforts de ses exécutants, citant en exemple von Moltke, administrateur militaire de la Prusse et son système de commandement.

« *Le Fil de l'Epée* », ouvrage paru en 1932 est l'occasion pour De Gaulle d'adresser son hommage à Frédéric II, forgeron de l'Etat dirigeant en même temps la diplomatie et son armée <sup>479</sup>, puis à Bismarck bâtisseur de l'Unité allemande.

« Le Chancelier de fer » a eu le mérite, pour Charles de Gaulle, de diriger le gouvernement de la Prusse, tout en laissant une certaine liberté aux généraux Roon, puis à von Moltke, évitant de ce fait l'empiètement du pouvoir civil sur le militaire ou réciproquement, comme en février 1917, date à laquelle Hindenburg et Ludendorff, épousant les vues de l'amiral von Tirpitz, imposent au Chancelier Bethmann Hollweg une déclaration de la guerre sous-marine déclenchée contre les alliés <sup>480</sup>.

Le problème du primat politique sur le militaire sera d'ailleurs d'actualité à l'époque nazie.

Cette évocation de la Prusse et de l'Allemagne impériale ne se limitera pas aux ouvrages cités, mais se retrouvera dans ceux écrits par Charles de Gaulle entre 1933 et 1940 avec pour objectif d'amener les gouvernants de l'époque à créer en France une « *armée de métier* » par la professionnalisation et la modernisation de l'armée de terre.

La France, sous l'optique géopolitique, lui apparaît vouée aux invasions à l'Est, aussi faut-il doter la France « *d'un appareil répressif et préventif* » <sup>481</sup> destiné à faire face au péril allemand.

---

<sup>478</sup> Charles de GAULLE « *Trois études* », Plon 1971, page 105

<sup>479</sup> Charles de GAULLE « *Discorde chez l'ennemi* » (1924), pages 11, 13, 19

<sup>480</sup> Charles de GAULLE « *Le Fil de l'Epée* », Berger Levrault, 1932, pages 188, 192

<sup>481</sup> Charles de GAULLE « *Vers l'Armée de métier* », Plon 1934, pages 47, 70

La France doit tirer profit de l'enseignement donné par l'Histoire militaire dans le domaine du recrutement et dans le domaine des méthodes de guerre. Charles de Gaulle met ainsi l'accent sur les avantages et l'efficacité de la conscription adoptée par Napoléon I puis par Bismarck et par von Moltke, qui avaient l'ambition « *d'atteindre l'hégémonie de leur pays* ».

Il est évident pour De Gaulle que la création « **d'une armée de métier** » ne peut se concevoir sans la constitution d'une Réserve formée avec les hommes de 29 à 40 ans à l'image de « **la Landwehr et de la Landsturm** »

Pour ce qui est de l'art de la guerre, De Gaulle fait l'éloge de « *la tactique de Frédéric, de la guerre des masses inaugurée par von Moltke, de l'immense conversion réglée par Schlieffen* »<sup>482</sup>, qui provoquaient autant de coup de tonnerre.

Ce jugement mérite quelques explications. Alors que le facteur « surprise » prédominait dans la conception de Frédéric II, von Moltke, créateur de la stratégie prussienne formulait quelques principes élémentaires, « *marcher dispersés, combattre réunis* ». Pour sa part, Schlieffen, incarnation de la pensée militaire contemporaine, disciple de Clausewitz et de Moltke, avait pour principe fondamental « *de fixer et d'envelopper* » l'ennemi.

Ces idées ne pouvaient que séduire De Gaulle dans sa conception de la guerre de mouvement qui exigent « *au moyen du 'moteur' la brutalité et la soudaineté propres à créer l'événement* »<sup>483</sup>.

Sur un autre plan, il n'est pas sans intérêt que De Gaulle exige comme condition à une réforme de l'armée française une autorité « *un homme assez fort pour s'imposer, un homme assez grand pour une grande œuvre* ».<sup>484</sup>

La nature de cette réflexion ne souffre aucune ambiguïté et si des esprits malveillants cherchent à y voir un rapprochement avec la mystique du chef des pays totalitaires, cette manière de voir ne peut être suivie. Il ne s'agit pas pour l'auteur de prôner l'autoritarisme politique et la militarisation de la Société mais de trouver « *un recours et un ferment* » dans la nouvelle armée, appelée à affronter le péril germanique ».

La formation d'un Reich unitaire a transformé radicalement les données de la politique internationale. De Gaulle en avait parfaitement conscience pour écrire dans son dernier ouvrage « *la France et son armée* » : « *Dans le concert des nations, l'Allemagne s'absorbait en une immense transformation. Il lui fallait prendre*

<sup>482</sup> Charles de GAULLE « *La France et son armée* », Plon 1938, page 196

<sup>483</sup> Charles de GAULLE « *Vers l'Armée de métier* », Plon 1934, page 47

<sup>484</sup> Charles de GAULLE « *Vers l'Armée de métier* », Plon 1934, pages 248, 249, 250



*l'habitude de l'unité, sacrifier à sa suprématie prussienne des tendances centrifuges aussi vieilles que son Histoire*»<sup>485</sup>.

Charles de Gaulle perçoit notamment cette transformation sous un angle sociologique avec le transfert «aux hommes d'affaires, aux progressistes et aux libéraux» d'une partie de l'influence des hobereaux et des conservateurs. Ne constate-t'il pas ainsi que «*les chefs de l'Empire vieillissant*» se soucient de maintenir l'édifice et de se lancer dans de nouvelles aventures. Une telle attitude rappelle à l'auteur celle adoptée par le Chancelier de fer, qui craignait que «*l'Allemagne, ce rat de terre, veuille un jour s'élancer sur les eaux*», traduisant ainsi son souci de se maintenir dans le statut quo.

Avec l'arrivée du nazisme au pouvoir, Charles de Gaulle pensait à une nouvelle donnée politique. N'écrivait-il pas dans «la revue hebdomadaire du 1<sup>er</sup> juin 1935 «*Le réarmement de l'Allemagne et l'avènement à Berlin d'un régime guerrier plaçait la France devant une sorte de menace latente*». Il voyait donc dans le régime hitlérien d'abord un régime guerrier.

#### **Voyait-il dans cette menace une résurgence du prussianisme ?**

Plusieurs documents permettront de répondre à cette problématique, en suivant l'évolution de l'actualité de l'époque.

- **En janvier 1933**, De Gaulle, en fonction au Secrétariat général de la Défense Nationale, était à même d'apprécier les menaces qui pesaient sur la France. Il observait «*une Allemagne bouillonnant de la confusion passionnée qui fut pour elle le prétexte des grandes entreprises*»<sup>486</sup>.

Ne voulait-il pas par ce commentaire mettre fin aux utopies pacifistes et au courant qui persistaient depuis l'armistice de 1918.

- **Le 15 octobre 1934**, en s'adressant à un ami Jean Aubertin, De Gaulle faisait grief à un auteur Monteilhet de méconnaître au prix de son idéologie propres «*les fureurs et les ambitions allemandes, qui ne peuvent être niées, des agitations des nationalités qu'il est vraiment trop commode d'attribuer au nationalisme*».<sup>487</sup>
- **Le 7 mars 1936**, De Gaulle blâmait la réoccupation de la zone démilitarisée de la Rhénanie par l'Allemagne nazie et appréhendait l'avenir tout en étant convaincu que les méthodes utilisées par Hitler étaient basées sur la force avec ses trois composantes : «**surprise, brutalité, vitesse**»<sup>488</sup>.

<sup>485</sup> Charles de GAULLE «*La France et son armée*», Plon 1938, pages 223, 224

<sup>486</sup> Charles de GAULLE «*Articles et Ecrits*» 1933, page 267

<sup>487</sup> Charles de GAULLE «*Lettres, notes et carnets*», page 374

<sup>488</sup> Charles de GAULLE «*Lettres, notes et carnets*», page 401

Aussi n'était-il pas dupe des prétendues protestations pacifiques du Führer. Dans une lettre écrite à sa mère le 20 décembre 1936, il la mettait en garde contre toute illusion dès lors que le programme de conquêtes territoriales exposé dans *Mein Kampf* laissait entrevoir qu'Hitler voulait « *acheter la paix pour l'autoriser à faire la conquête de l'Europe centrale et de l'Ukraine, et que son principal objectif était d'écraser la France après l'avoir isolée* ». <sup>489</sup>

Il convient donc pour Charles de Gaulle de ne pas se laisser abuser « *par de belles paroles comme Napoléon III le fait par Bismarck avant Sadowa* ». <sup>490</sup>

A la nouvelle de l'entrée même d'Hitler à Vienne en mars 1938 et plus encore des accords de Munich, De Gaulle marquait son indignation dans plusieurs missives adressées à sa famille pour le fait de « *capituler sans combat devant l'insolence allemande et de livrer à l'ennemi commun nos alliés les Tchèques* ».

L'observation du chercheur conduit à saisir dans son ensemble la pensée de De Gaulle, qui voit toujours dans l'Allemagne le voisin dangereux, qu'elle fut impériale, républicaine ou nazie.

Il apparaît donc que De Gaulle n'a pas cherché à se pencher sur les causes ni sur les significations de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ni sur l'aspect idéologique du nazisme, ni à s'étendre sur les violences antidémocratiques du nouveau régime et pas davantage sur les persécutions racistes. De Gaulle s'en est tenu à mettre en garde son pays et ses dirigeants.

Sur le renouveau de la puissance militaire et expansionniste de l'ennemi héréditaire, quel que soit son régime politique, « *la pente de l'Histoire ramène toujours les Germains à lutter contre les Gaulois* », <sup>491</sup> et en 1940, la situation militaire était inchangée depuis 1914, puisque l'armée allemande occupait encore Noyon, ville occupée pendant les deux guerres mondiales. <sup>492</sup>

Comme Pierre Benaerts, **Pierre Renouvin** appartient au milieu universitaire. Tous deux abordent des sujets différents mais complémentaires « *l'Unité allemande* » et les Relations internationales pour la période 1871 – 1914 réactualisé jusqu'en 1945.

L'étude de Pierre Renouvin « *ne se propose ni d'établir des lois historiques, ni de donner des leçons, mais de comprendre le jeu complexe des causes, qui ont amené*

---

<sup>489</sup> Charles de GAULLE « *Lettres, notes et carnets* », 1919 à juin 1940, Plon 1980, page 442

<sup>490</sup> Charles de GAULLE « *Lettres, notes et carnets* », pages 447-473

<sup>491</sup> Charles de GAULLE « *Lettres, notes et carnets* », 1919 à juin 1940, Plon, page 473

<sup>492</sup> Charles de GAULLE « *La France et son armée* », 1938, page 224

les grandes transformations du monde », écrit son auteur<sup>493</sup>. A cette fin, l'historien accorde de l'importance à l'influence « *des forces profondes à caractère nouveau, qui apparaissent dans la vie économique et sociale, accompagnées d'une évolution démographique tendant à modifier la psychologie des peuples* »<sup>494</sup>. Ainsi, citant en référence l'Allemagne et les Etats-Unis, Pierre Renouvin y observe un développement industriel rapide avec des conséquences de succès la naissance « *d'un sentiment de supériorité et une forme d'orgueil, qui favorisent le nationalisme* »<sup>495</sup>. Prenant le cas particulier du Reich, il y observe une constante dans la psychologie de l'Allemand « *un patriotisme actif, un sentiment profond d'être une grande nation, un sens inné de la discipline, un esprit de sacrifice à l'intérêt de l'Etat et une vigoureuse tradition militaire* », qualités maintes fois soulignées par des intellectuels français.

Sur les événements, Pierre Renouvin est convaincu que la guerre de 1870 était souhaitée par Bismarck. Dans une conversation avec l'ambassadeur de France, le Chancelier de fer affirmait que « *cette guerre était fatale parce qu'elle répondait à la volonté de la nation allemande et que la Prusse, fut-ce au risque d'une guerre ne se déroberait pas à l'expression de cette volonté* »<sup>496</sup>.

Sur la conduite à tenir en matière d'expansion à l'époque où de grands Etats européens se lançaient dans l'aventure africaine pendant les années 1878 – 1888, les conceptions personnelles de Bismarck freinent ce mouvement. Les milieux économiques de Brème et de Hambourg en 1871 ont voulu tirer profit de la défaite de la France pour « *annexer la Cochinchine, la Martinique ou Saint Pierre Miquelon* », mais Bismarck s'y est refusé par l'argument suivant « *Je ne veux pas de colonies, cette politique coloniale serait exactement pour nous comme une pelisse de soie d'un noble polonais, qui n'a pas de chemise. Nos colonies deviendraient le butin de la France, si celle-ci faisait une guerre de revanche* »<sup>497</sup>.

Renouvin expose que les antagonismes du sentiment national et des impérialismes coloniaux ne sont pas toutefois secondaires, car ils constituent « *la toile de fond sur laquelle se dessinent les difficultés politiques en Europe* ». Bismarck, écrit l'historien, *recherche toutes les combinaisons, même une collaboration franco-allemande jusqu'à la souhaiter le 30 septembre 1874* ». Lors d'un entretien avec l'Ambassadeur de France, où il prononce le mot 'alliance' dans le but de créer un

<sup>493</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », 1871-1914, Hachette 1994, avant-propos

<sup>494</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », 1871-1914, Hachette 1994, page 114

<sup>495</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », 1871-1914, Hachette 1994, page 122

-322

<sup>496</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », tome 2, page 632

<sup>497</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », page 38

contrepoids à l'hégémonie navale anglaise « *Il faut que la Grande-Bretagne s'habitue à l'idée qu'une alliance franco-allemande n'est pas une chose impossible* ».

Bismarck n'est pas le seul à évoquer un rapprochement entre les deux pays. Guillaume II y faisait allusion en 1907 dans un entretien avec Eugène Etienne, homme politique français, qui répond dubitativement « *il faudrait refaire la France* ». L'Ambassadeur Paul Cambon partageait cette manière de voir, dès lors qu'un simple rapprochement impliquerait l'abaissement de la France devant l'Allemagne.<sup>498</sup>

1871, estime Pierre Renouvin, est une date capitale sous l'angle des relations internationales, citant en références Disrael, premier ministre anglais qui, en février 1871 devant la Chambre des communes déclarait : « *L'Unité allemande est un événement plus important que la Révolution française du siècle dernier, nous avons affaire à un monde nouveau, à des dangers inconnus* »<sup>499</sup>. On peut comprendre l'inquiétude des puissances européennes après les résultats de la guerre 1870 et les sanctions prises par le Traité de Francfort du 10 mai 1871, lesquels ont modifié la conjoncture politique, économique, psychologique qui régissait les rapports internationaux. La puissance du Nouvel empire restera dominante pendant 20 ans, observe Pierre Renouvin, pour disparaître en 1918.

L'historien analyse la situation internationale à partir de 1931-1932 pour faire la distinction entre les bénéficiaires du règlement de paix, qui peuvent s'estimer satisfaits et ceux vaincus qui s'estiment lésés entendant « *mériter, par leur puissance démographique ou par leurs besoins d'expansion économique, une place qui soit à la mesure de leur élan vital* »<sup>500</sup>.

Les Etats « *nantis* » France et Grande-Bretagne, et les Etats « *prolétaires* » Allemagne, Japon, Italie, sont ainsi opposés. Parmi les Etats « *prolétaires* », c'est l'Allemagne qui présente des revendications nombreuses, dont Hitler se fait le porte-parole et sa prise du pouvoir le 30 janvier 1933 constitue « *la menace la plus directe et la plus grave pour la paix du monde* ».

Pierre Renouvin expose que la réorganisation intérieure de l'Etat national-socialiste par « *le redressement national* » condition préalable à une politique de puissance et par l'élimination des éléments nuisibles « *à la cohésion nationale* » doit prélude à l'action extérieure, afin « *de fournir les moyens nécessaires à une politique étrangère, efficace, capable de conserver, développer et nourrir notre peuple* », écrit Hitler<sup>501</sup>.

<sup>498</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », page 52

<sup>499</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », page 634

<sup>500</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », tome III, page 613

<sup>501</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », tome III, page 614

L'historien, sans faire aucun rapprochement avec la politique extérieure de ses prédécesseurs, déploie le plan imaginé dans *Mein Kampf* : une souveraineté effective de l'Allemagne libérée des obligations imposées par le Traité de Versailles. S'agit-il de récupérer les territoires perdus en 1919, le Slesvig, la Posnanie, ou l'Alsace-Lorraine partie de l'ancien héritage prussien ? non, déclare t'il, sans que ces revendications soient abandonnées pour cela. L'idée essentielle est de réunir au Reich les populations allemandes disséminées sur le Continent et d'assurer l'espace vital nécessaire. Son objectif est dicté par Hitler « *nous arrêtons la marche éternelle des Germains vers le Sud et l'Ouest et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir* ».

Pierre Renouvin rejoint le germaniste Edmond Vermeil dans son appréciation sur le caractère incomplet et fourni de contradictions. Incomplet du fait du silence observé dans *Mein Kampf* quant à la place de la Pologne dans les relations entre l'Allemagne et la Russie et quant au rôle de l'Allemagne dans l'Europe danubienne ! Pour les contradictions, elles ne manquent pas entre la doctrine de *Main Kampf* et les discours comme Edmond Vermeil l'a établi systématiquement dans « *l'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe* » paru en 1938.

Dans son ouvrage « *Frédéric II* », paru en 1938, **Pierre Gaxotte** (1895 – 1982) trace un portrait flatteur de cette figure emblématique du prussianisme, mais cet historien n'est pas dupe pour cela.

Derrière ce personnage, il décrit la réalité d'un système fondé sur la force et les valeurs militaires et dont l'objectif final est l'intérêt de l'Etat prussien. La Prusse est ainsi définie « *comme une armée, dont les Hohenzollern sont les chefs héréditaires. Et si jamais on négligeait les troupes, c'en serait fait de ce pays-ci* ». Son souverain a, selon cet historien, le mérite d'avoir « *agrandi la Prusse et de l'avoir rendue redoutable* »<sup>502</sup> et ses successeurs dans l'Histoire prusso-allemande l'ont glorifié. Pierre Gaxotte cite ainsi la cérémonie du 21 mars 1933, à l'occasion de laquelle von Hindenburg fut couronné de lauriers d'or, après qu'Hitler eut proclamé la naissance du III<sup>ème</sup> Reich.

Car pour Pierre Gaxotte « *faire l'histoire d'Hitler, ce serait montrer comment et dans quelle mesure le torrent nazi a été endigué, dirigé, canalisé dans les voies traditionnelles de l'Etat prussien* ».<sup>503</sup>

L'annexion de l'Autriche par le III<sup>ème</sup> Reich le 13 mars 1938 a provoqué la réflexion de Gaxotte dans la « Nation Belge » - édition du 12 mars. Le titre de l'article

<sup>502</sup>

Pierre GAXOTTE « *Frédéric II* », Fayard 1938, 2<sup>ème</sup> édition, 1972, pages 327, 328, 434

<sup>503</sup>

Pierre GAXOTTE « *L'Histoire du Mark* », éditorial du 15 mai 1937 « *Je suis partout* »

« de Bismarck à Hitler » traduit cette idée de continuité. N'écrivait-il pas « *l'Allemagne redevenue forte sacrifia ses libertés à Hitler comme elle les avait sacrifiées à Bismarck et pour la même raison, la République de Weimar a préparé Hitler comme l'Assemblée de Francfort avait préparé les guerres de Bismarck et ses conquêtes* ».

Pierre Gaxotte persistait d'ailleurs dans cette même idée de continuité en écrivant lors du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale « *Le grief adressé à l'Allemagne est de s'être donnée à Hitler après s'être donnée à Guillaume II et de s'être donnée à Guillaume II après s'être donnée à Bismarck* ». <sup>504</sup>

Le regard des historiens français limités à la période 1933-1940 veut être le plus large possible, dès lors qu'il embrasse des historiens de droite comme Jacques Bainville, Pierre Gaxotte, mais également des historiens qui se situent à l'extrême gauche de l'échiquier politique.

**Daniel Guérin** (1904 – 1988) est un de ceux-là. Son témoignage se présente sous la forme d'un documentaire. Circulant à bicyclette, Guérin traverse l'Allemagne au printemps 1933, avec des contacts aussi divers que des membres de la « *Hitler jugend* », des ouvriers et des paysans.

Analysant l'hitlérisme, il le compare « *à une vague de fond surgie des profondeurs du peuple germanique* ». En réaction à la vieille Allemagne réactionnaire qui lui a cédé sa place, ce mouvement lui a paru irrésistible d'autant plus qu'il est « populaire » et qu'il rassemble non seulement la lie du peuple mais également la masse paysanne en dépression économique, la classe moyenne. Son regard s'attarde sur la « *belle et pauvre jeunesse allemande sans pain, sans travail, sans avenir, se rongant les ongles d'impatience et de fièvre* ». <sup>505</sup>

La perception de l'Allemagne nazie prend une dimension marxiste dans un ouvrage plus tardif « *Le fascisme et le grand capital* » écrit en 1936 et destiné à mettre en garde « *le public français sur les risques de fascination de la Société* ». Au cours d'une analyse sociologique sur l'Allemagne nazie, Daniel Guérin constate qu'au sein de cet Etat totalitaire, deux forces du passé ont survécu : la bourgeoisie capitaliste et l'armée. Après l'expatriation de quelques éléments, le grand capital n'a pas été englouti par « *la marée brune* », mais a donné son appui à Hitler, tout en gardant son autonomie. Le retrait de cet appui serait « *pour le fascisme le commencement de la fin* ». <sup>506</sup>

<sup>504</sup> Pierre GAXOTTE « Je suis partout » article « la guerre et la paix » paru le 15 septembre 1939

<sup>505</sup> Daniel GUERIN « La Piste brune a passé par là : sur les débuts du régime nazi », Editions L. de T. 1933

<sup>506</sup> Daniel GUERIN « Le Fascisme et le grand Capital », Editions L. de T. 1936, pages 1, 2

Quant à l'armée allemande, considérée pendant longtemps comme la classe dirigeante, elle a marqué son indépendance par son refus de nazification.

Le fascisme présente, selon Daniel Guérin, plusieurs aspects : il est avant tout « *une dictature policière avec pour objectif la centralisation à outrance* ».

Dans son origine, il correspond à un réflexe de défense de la bourgeoisie qui assiste à sa décomposition et non à sa destruction par les attaques du prolétariat. Vu sous son angle idéologique, « *le fascisme est une religion, dès lors qu'il entretient plusieurs cultes, celui de l'homme providentiel, celui de la patrie, celui des morts et de la jeunesse* ».

Le phénomène de l'antisémitisme abordé par cet historien est expliqué comme « *la transmutation de l'anti-capitalisme en antisémitisme* ». Existant potentiellement dans le subconscient de la classe moyenne, il a trouvé en Allemagne un terrain plus favorable. La population juive constituée à l'origine par un peu moins de 1 % de l'ensemble, a vu son nombre augmenté avec l'arrivée de 100.000 juifs venus de Pologne, Ukraine et Lituanie.

Le rôle considérable joué par plusieurs d'entre eux dans la vie économique a réveillé les passions et la propagande nazie s'en est emparé. Goebbels ne proclamait-il pas « Le Socialisme ne peut être accompli que contre les juifs et c'est parce que nous voulons le socialisme que nous sommes antisémites »<sup>507</sup>



Il résulte de l'ensemble de ces observations que les historiens de l'Entre deux guerres étaient persuadés que le Prussianisme avait son prolongement dans le Nazisme.

---

<sup>507</sup>

Daniel GUERIN « *Le fascisme et le grand capital* », 1936, page 12

## HAPITRE 5 – Les germanistes

---

C

---

*Victor Basch - Georges Blondel - Charles Andler - Ernest Tonnelat*  
*Henri Lichtenberger - Edmond Vermeil - Robert d'Harcourt*  
*Jean-Edouard Spenle - Robert Minder - Henri Brunschvicg*

---

La curiosité des intellectuels français pour l'Allemagne a été progressive et s'est heurtée à certains obstacles. Ainsi, **Michel Espagne** a souligné le rôle éminent joué dans les transferts culturels franco-allemands par les germanophones répartis selon lui en deux groupes celui des Alsaciens-Lorrains et celui de culture allemande.<sup>508</sup>

Il est intéressant de savoir que les premiers germanistes recrutés à partir de 1900 parmi les professeurs de littérature étrangère ont vu leurs chaires se transformer en chaires de langue et de littérature allemande. Lichtenberger et Andler, après avoir choisi de vivre en France, ont passé les concours français. Cette conversion ne s'est pas faite sans mal, Andler serait devenu germaniste « *contre son gré* » après avoir échoué à l'agrégation de philosophie. IL a marqué son hésitation en soutenant successivement deux thèses latine sur les problèmes des relations entre Celtes et Germains et une thèse française sur « les origines du socialisme d'Etat en Allemagne ».

La création en **1841** d'une chaire des langues et des littératures d'origine germanique au **Collège de France** a permis à certains des historiens de se spécialiser et d'entreprendre des essais d'explication sur le problème allemand.

C'est ainsi que depuis **Philarete Chasles** (1798 – 1873) cinq autres grands maîtres s'y sont succédé, parmi lesquels **Charles Andler**, **Ernest Tonnelat**, **Henri Lichtenberger**, **Edmond Vermeil** et **Robert Minder**.

L'année **1904** verra la naissance « d'une germanistique » française constitutionnelle par la création à **la Sorbonne** de la chaire de langue et littérature allemande, appellation due à Henri Lichtenberger.

Les germanistes cités sont présents dans plusieurs institutions et constituent plusieurs axes de réflexion, d'analyse et d'interprétation :

- L'Ecole libre des Sciences politiques avec Georges Blondel
- Le Collège de France avec Ernest Tonnelat et Robert Minder
- La Sorbonne avec Charles Andler et Henri Lichtenberger
- L'Institut catholique de Paris avec Robert d'Harcourt
- L'Université de Strasbourg et le Centre d'Etudes germaniques avec Edmond Vermeil et Jean-Edouard Spenle<sup>509</sup>

### *Présentation*



Si **Charles Andler** (1866 – 1933) n’a pu connaître le bilan de l’expérience nazie, **Henri Lichtenberger** (1864 – 1941) a disparu trop tôt, **Victor Basch** (1863 – 1944), **Jean-Edouard Spenle** (1864 – 1952), **Ernest Tonnelat** (1877 – 1948), **Edmond Vermeil** (1878 – 1964), **Robert d’Harcourt** (1881 – 1965), **Robert Minder** (1902 – 1980), **Henri Brunschvicg** (1904 – 1989) ont pu observer dans leur totalité le phénomène nazi.

Ces germanistes ont plusieurs points communs : avoir été souvent des témoins des deux guerres mondiales « moins des observateurs impartiaux, que des spectateurs engagés », pour employer une expression empruntée à un de nos germanistes actuels, G. Merlio et surtout unanimes dans leurs opinions pour prévenir leurs concitoyens du péril prusso-allemand. Trois d’entre eux seront sensibilisés par la question d’Alsace-Lorraine, dont ils étaient originaires.<sup>510</sup>

Dans un souci de clarté, il importe d’observer un ordre chronologique strict dans la présentation des germanistes choisis Charles Blondel, Henri Lichtenberger et Charles Andler sont les premiers à figurer dans cette biographie.

**Hippolyte Marie Georges Blondel**, né en 1856, devient Professeur à l’Ecole libre des Sciences politiques à Paris. Après des études à Paris et en Allemagne, il obtient une chaire à l’Université de Lyon, puis de Lille. L’intérêt pour l’Allemagne prédomine dans son œuvre littéraire « *L’Enseignement du droit dans les Universités allemandes* » (1890-1905), « *L’Ouvrier allemand* » (1899), « *Les Embarras de l’Allemagne* » (1913), « *Pour mieux juger les Allemands* » (1918), « *La Doctrine pangermaniste* » (1915).<sup>511</sup>

Auteur du « *Triomphe du germanisme* » publié en 1934, il fait connaître ses impressions sur l’Allemagne nouvelle, au retour de sa trente cinquième visite Outre-Rhin depuis l’armistice de 1918. Il a été ainsi l’observateur de la transition de la République de Weimar au III<sup>ème</sup> Reich.

Ses réflexions sont souvent à rapprocher de celles de Charles Andler sur le pangermanisme.<sup>512</sup>

<sup>509</sup> **Bock Hans MANFRED et Michel TREBISCH** « *Entre Locarno et Vichy* », « les relations culturelles franco-allemandes »

<sup>510</sup> **François-Georges DREYFUS** « *Histoire de Vichy* », Perrin 1990, page 96

<sup>511</sup> **Nath IMBERT** « *Dictionnaire national contemporain* », 1936 « *Qui est-ce, ceux dont on parle* », II 71, pages 86-87

<sup>512</sup> **Michel KORINMAN** « *Deutschland über Alles* », le pangermanisme, 1890-1945, Fayard 1999, pages 1 à 22

**Henri Lichtenberger** (1864 – 1941), est dépeint par son collègue Robert Minder « comme un alsacien, issu d'une vieille famille bourgeoise prête à suivre l'humeur combative d'Andler et du philosophe Lucien Herr, autres germanistes ». « Ses ouvrages étaient empreints de luminosité, qui envisagent de saisir l'Allemagne dans sa tonalité, dans ses musiciens, philosophes, littérateurs aussi bien que dans ses hommes politiques que ses capitaines d'industrie »<sup>513</sup>.

Lichtenberger est en effet l'auteur d'études sur l'Allemagne et sur plusieurs hommes célèbres : Nietzsche (1898), Richard Wagner, poète et penseur (1898), Heinrich Heine (1905).

En 1931, en qualité de membre du « Comité franco-allemand, d'information et de documentation » aux côtés d'Edmond Vermeil, il signe le 14 juin un appel pour la collaboration entre la France et l'Allemagne, afin de sauver la paix et la civilisation européenne.

Le 22 novembre 1935, lors de la création du Comité France – Allemagne avec la bénédiction d'Otto Abetz, futur Ambassadeur d'Allemagne à Paris de 1940 à 1944, Henri Lichtenberger figure dans le Comité d'Honneur aux côtés de Pierre Benoît et de Jules Romain, et dont il en resta membre actif jusqu'à la fin de 1938.<sup>514</sup>

Dans un discours prononcé lors d'une réunion d'études organisée par le Comité France-Allemagne en juin 1937, Henri Lichtenberger, après avoir rappelé les liens communs existant entre les cultures françaises et allemandes, met l'accent sur la nécessité d'une tolérance mutuelle permettant de surmonter les divergences du présent « nous ne parviendrons à aucune paix véritable tant que chacun voudra convertir l'autre ou lui arracher une indigne concession ». De telles déclarations étaient susceptibles d'être mal interprétées et contribuaient à légitimer le régime nazi, ainsi que la position ambivalente adoptée par la France à son égard.

Ses idées sur l'Allemagne sont mises à jour lors de la parution en 1912, période impériale de « *l'Allemagne moderne* », puis en 1936 de « *l'Allemagne nouvelle* », où il fait part de ses réflexions sur la révolution national-socialiste.

### **Victor Basch** (1863 – 1944)

---

<sup>513</sup> Robert MINDER « Leçon inaugurale » du 24 janvier 1958 au Collège de France. *Eloge de ses maîtres germanistes*

<sup>514</sup> Bock HANS MANFRED et Michel TREBISCH, 1993. Ed. C.N.R.S., page 370

Né à Budapest, est arrivé en France alors qu'il n'avait que deux ans. Il aurait voulu se présenter à l'agrégation de philosophie, mais il fut reçu à l'agrégation d'allemand. Devenu germaniste, Victor Basch prépare deux thèses sur « *L'Esthétique* » (1896) et sur « *La Poétique de Schiller* » (1897). Dans le domaine universitaire, il est successivement nommé professeur d'Université en poste à Nancy, Rennes, puis Paris.

Dès 1898, il se mêle à l'action politique menée en faveur de la révision du procès Dreyfus, qui déterminera son engagement à la « *Ligue des Droits de l'Homme* », dont il deviendra président en 1926 pour le rester jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Ses thèses le désignent pour occuper à la Sorbonne la chaire de « *L'Esthétique* » qui vient d'être créée en 1918.

Il sera un des promoteurs de la politique anti-fasciste du Front Populaire, pour être en première ligne militant devant la montée des périls, celles des fascismes, celle de la guerre d'Espagne. « *Les Accords de Munich* » apportent chez lui un soulagement mais à regret, dès lors qu'il fera passer à « *la Ligue des Droits de l'Homme* » une motion les condamnant. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages sur « *La Philosophie allemande au 19<sup>ème</sup> siècle* » (1912) et sur « *Les Doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne* » (1928)<sup>515</sup>.

Victor Basch et son épouse devaient être assassinés pendant l'occupation allemande par des miliciens.

**Jean Edouard Spenle** (1864 – 1952). Parmi les germanistes influencés par Henri Lichtenberger, Michel Espagne cite Jean Edouard Spenle<sup>516</sup>, lequel présenta en 1903 une thèse sur Friedrich Novalis. Il attendit 1910 pour consacrer un ouvrage à Rachel Varnhagen, qui tenait un salon littéraire à Berlin, où elle fit apprécier le génie de Goethe. Recteur à l'Université de Dijon, Jean Edouard Spenle traita en 1939 « *de la pensée allemande de Luther à Nietzsche* ». Par ailleurs, l'évolution de l'Université allemande du Moyen Age au IIIème Reich fera l'objet d'une étude de sa part<sup>517</sup>. Jean Edouard Spenle fut directeur du Centre d'Etudes germaniques de Strasbourg.

Lors d'une séance inaugurale le 24 janvier 1958 au Collège de France, Robert Minder évoquait le souvenir d'un de ses collègues, **Charles Andler** (1866 – 1933), alors enfant, qui avait vécu le désastre de 1870 dans Strasbourg en flammes. Charles

<sup>515</sup> Françoise BASCH, Liliane CRIPS, Pascale GRUSON « Victor Basch, un intellectuel cosmopolite », Berg International éditeurs 2000

<sup>516</sup> Michel ESPAGNE « Les Transferts culturels franco-allemands », PUF 1999, pages 70-71

<sup>517</sup> Jean Edouard SPENLE « L'Esprit nouveau de l'Université allemand », *Mercure de France* du 15 mars 1938, page 15

Andler ne s'est pas moins investi toute sa vie dans le germanisme. Il a traité de problèmes divers comme le socialisme avec une thèse sur les « *Origines du socialisme d'Etat en Allemagne* » (1897) et deux autres ouvrages sur le même sujet « *Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine* » (1918) et « *Sa Décomposition* » (1919). D'autres ouvrages ont enrichi sa bibliographie : sur « *Bismarck* » (1898) et sur « *Nietzsche* » (1922 – 1931). Une œuvre a fait autorité tant par sa densité que son contenu : « *Le pangermanisme* », publié en 1915.

Si Charles Andler a assisté à l'éclosion du nazisme dans ses premières manifestations, il n'a pu être le témoin de son arrivée au pouvoir compte tenu de sa mort prématurée en 1933.

Il apparaît que Charles Andler <sup>518</sup>n'a publié aucun texte concernant le sujet de cette étude entre 1933 et 1940. La liste chronologique de ses publications dressée en 1937 par son collègue Ernest Tonnelat n'a révélé aucun texte concernant le dualisme prussianisme-nazisme.<sup>519</sup>

**Ernest Tonnelat** (1877 – 1948). Successeur et biographe de Charles Andler au Collège de France, à la chaire de Langue et littérature d'origine germanique, il a la réputation d'un philologue remarquable, étant l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Moyen Age, il est le traducteur de « *Parzival* » du poète Wolfram von Eschenbach (1170 – 1220). Et de la *chanson des Nibelungen*.<sup>520</sup>

Son ouvrage sur « *Charles Andler, sa vie, son œuvre* » paru en 1937 permet au chercheur une approche de ce germaniste dans l'étude du « Pangermanisme ».



Jean-Baptiste Duroselle, membre de l'Institut et auteur d'une collection d'ouvrages sur la politique étrangère de la France indiquait que l'Allemagne était en tête des préoccupations de notre pays et que peu d'écrivains français dans la période 1932-1939 connaissaient l'Allemagne contemporaine à l'exception de quelques germanistes, , Edmond Vermeil, Robert d'Harcourt<sup>521</sup>.

**Edmond Vermeil** (1878 – 1964) a été en effet un des vecteurs principaux de la pensée française face à l'Allemagne nazie. Après des études en France et en Allemagne, il est nommé professeur à l'Université de Strasbourg, de **1919 à 1934**, où

<sup>518</sup> Charles ANDLER « *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne* », page 45

<sup>519</sup> Ernest TONNELAT « *Charles Andler, sa vie et son œuvre* », Paris 1937, annexe pages 319 à 326

<sup>520</sup> Robert MINDER « *Leçon inaugurale* » du 24 janvier 1958 au Collège de France

<sup>521</sup> Jean-Baptiste DUROSELLE « *La politique étrangère de la France* » (1871 – 1969), Imprimerie Nationale 1985, page 197

son collègue Robert Minder conservait le souvenir d'Edmond Vermeil, revêtu de l'uniforme bleu horizon en 1918, en train d'expliquer à ses étudiants, les œuvres de Schiller, Goethe, Keller, Nietzsche afin de les éclairer sur le contexte politique, social et religieux de l'Allemagne de l'époque.

Ses explications s'adresseront à un public de plus en plus étendu. A partir de **1919**, Edmond Vermeil édite « *Le Bulletin de presse allemande* », auquel succèdent en 1935 « *un Bulletin mensuel* » puis en 1936 une revue « *L'Allemagne contemporaine* ». Cette revue, dont le tirage est certes faible, a des collaborateurs de renom comme les journalistes Maurice Schuman, Hubert Beuve Mery, comme les juristes Robert Redslob, Charles Eisenmann, René Capitant, comme des industriels, notamment François Wendel, Président du Comité des Forges et régent de la Banque de France, et des universitaires comme Edouard Vermeil qui, à partir de 1921, participe aux travaux du Centre des Etudes germaniques de Strasbourg.

En 1923, Edmond Vermeil est appelé par le Président Raymond Poincaré pour participer en qualité de spécialiste des questions allemandes aux négociations avec Stresemann. La crise est grave dès lors que Raymond Poincaré a décidé en commun accord avec la Belgique d'occuper militairement la Ruhr, afin de garantir le paiement des arriérés de dette due par l'Allemagne au titre des réparations.

Le 14 juin 1931, Edmond Vermeil s'inscrit comme membre actif, aux côtés d'Henri Lichtenberger, au « *Comité franco-allemand d'Information et de Documentation* » et signe un appel pour la collaboration France-Allemagne, afin de sauver la paix et la civilisation européenne.

En 1937, Edmond Vermeil, membre du « *Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes* », fait entendre sa voix à la Conférence juridique internationale des 10 et 11 juillet 1937 sur « *la régression des principes de la liberté dans les réformes des Etats démocratiques* ».

Comme intellectuel engagé, il manifeste son soutien aux émigrés allemands antifascistes considérés comme indésirables au début de l'occupation allemande en 1940, mais il doit se réfugier à Londres pour échapper à la répression nazie. Il n'est pas surprenant de le retrouver en qualité de spécialiste de l'Allemagne, membre de la mission diplomatique de la France libre de 1943 à 1944.

Professeur à la Sorbonne de 1934 à 1951, sa notoriété dépassera ainsi le cadre universitaire.

**Robert d'Harcourt** (1881-1965), a un profil aussi accentué qu'Edmond Vermeil dans ses compétences de germaniste. Le Général de Gaulle, commentant sa carrière, écrivait que, au cours de ces 50 dernières années, nul mieux que lui ne comprit et ne sut mieux faire comprendre la pensée allemande sous toutes ses formes littéraire, philosophique et politique<sup>522</sup>.

Sa bibliographie fait état en effet d'une thèse sous la direction d'Henri Lichtenberger, « sur C.F. Meyer », écrivain suisse-allemand, d'études approfondies sur Schiller et Goethe. Ses travaux sur l'Allemagne politique aboutissent à « *l'Allemagne d'Adenauer à Erhard* ».

Professeur de littérature allemande pendant 37 ans à l'Institut catholique de Paris, il a su discerner les motifs historiques et sociaux, qui lui ont permis de dissocier « La bonne Allemagne » du mouvement et du régime nazi.

Son curriculum vitae révèle que les réalités allemandes ont joué un rôle déterminant comme patriote, comme résistant et comme germaniste. Il n'est pas inintéressant de noter qu'engagé volontaire en 1914, il a été grièvement blessé, qu'après la Première Guerre mondiale il a effectué de nombreux séjours en Allemagne de 1922 à 1939, où il a pris contact régulièrement avec les milieux hostiles au régime nazi.

Les investigations n'ont pas permis la découverte de ses cours : explication nous a été donnée qu'à l'image d'autres professeurs, il ne tenait pas à les publier en raison de l'évolution constante de sa pensée.

Le chercheur a retenu trois de ses ouvrages reflétant la pensée de Robert d'Harcourt : « *L'Evangile de la Force* » publié en 1936 ; « *Les Catholiques d'Allemagne* » en 1938, et « *Ambitions et méthodes allemandes* », en 1939.

**Robert Minder** (1902 – 1980), fit en 1909 des études secondaires au Gymnasium protestant, puis des études supérieures à la Faculté impériale des Lettres de Strasbourg. Il fut, de 1934 à 1939, professeur de langue et de littérature allemande à la Faculté de Lettres de Nancy puis après l'invasion allemande de 1940, professeur d'allemand à la Faculté de Lettres de Grenoble pendant toute la durée de la guerre pour, après la Libération, retrouver sa chaire à la Faculté des Lettres de Nancy.<sup>523</sup>

Son ouvrage capital, qui lui a valu une renommée internationale, est « **Allemagne et Allemands** » (1940 – 1947)<sup>524</sup>, **essai d'histoire culturelle, résultat de nombreuses lectures et des cours « faits » depuis une quinzaine d'années.**

<sup>522</sup> « Nouvelles de l'Institut catholique de Paris », numéro spécial de décembre 1981, n° 4, 2<sup>e</sup> tome, article sur Robert D'HARCOURT, pages 3 à 141

<sup>523</sup> Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne, op. cit. R. Minder, page 2664

<sup>524</sup> Robert MINDER « Allemagne et allemands », 1940 – 1947, Editions du Seuil 1948, préface

Ce germaniste écrit que la double expérience allemande - française lui a montré l'importance du « **coefficient affectif** » dans la représentation qu'une nation se fait d'elle-même.<sup>525</sup>

C'est sous cette optique que Robert Minder procède à l'examen des bases ethniques des provinces allemandes, en dressant leur tableau psychologique et moral et leur incidence sur l'évolution politique et culturelle de l'Allemagne.<sup>526</sup>

Certes les ouvrages écrits par Robert Minder sont postérieurs en date au terme choisi pour cette étude, mais on ne peut occulter son existence, ni son œuvre pleine d'intérêt.

**Henri Brunschvicg** (1904 – 1989), membre de l'Institut français de Berlin, historien de la presse, mettait ses compatriotes en garde contre le danger de rationalisation du national-socialisme, d'autant que les Allemands « *ne raisonnent pas mais sentent* », spécificité allemande<sup>527</sup> « *Il faut, écrivait-il, des années d'études et de séjours dans le pays pour comprendre qu'on ne comprend pas* ».

Cet historien a fait connaître ses impressions sur le dualisme franco-allemand dans deux documents « Un an d'hitlérisme » écrit en 1934 et « *Propos sur le prussianisme* », publié en 1948.

Henri Brunschvicg a collaboré avec M. Jourdan à une étude approfondie sur la national-socialisme publiée dans « l' *Encyclopédie française* », fondée en 1935, mise en œuvre par L. Febvre, professeur au Collège de France.

○ \* ○ \* ○

### *Leur regard*

La découverte de l'Allemagne national-socialiste s'opère sur des modes quelque peu différentes. Robert Brasillach notait dans « Les Sept Couleurs » que l'Allemagne était en 1933 « un grand pays étrange, plus loin de nous que l'Inde et que la Chine ».<sup>528</sup>

La perception de l'Allemagne par Brasillach peut être comparée à celle de **Georges Blondel**. Cet universitaire n'alléguait-il pas en 1934, au retour de sa trente-cinquième visite Outre Rhin « *La mentalité des Allemands n'a pas changé ..... Il faut se demander dans quelle mesure cette mentalité tient à une race .... Je me suis toujours*

<sup>525</sup> « *Mélanges Robert MINDER* », Paris, A. Colin 1973 – numéro spécial de la Revue d'Allemagne » T5 n° 3 juillet – septembre 1973

<sup>526</sup> F.G. DREYFUS et Robert MINDER « *Revue d'Allemagne XII* », 1980, page 440

<sup>527</sup> Henri BRUNSCHVICG « *Un an d'Hitlérisme* », *Revue des vivants* », France-Allemagne, 1934, page 286

<sup>528</sup> Robert BRASILLACH « *Les Sept Couleurs* », Plon 1939, page 124

défié des affirmations de ceux qui disaient : *Les Allemands sont après nous des hommes comme nous ! Cela n'est pas vrai à tous égards* ».<sup>529</sup>

Cette incompréhension du problème allemand par les intellectuels français n'empêche pas ces derniers de constater en 1934 « *le Triomphe du germanisme* » en Allemagne. Georges Blondel note que l'unité allemande est compromise, notamment par l'opposition de l'Allemagne méridionale où des cris « *los von Preussen, los von Berlin* » (séparons-nous de la Prusse) sont perçus dans la rue, ce qui fait dire à ce germaniste « **on n'a pas vu clair à ce moment là, que la Prusse a repris aisément son rôle de chef d'orchestre, que les Hohenzollern lui avaient donné** »<sup>530</sup>. L'erreur des alliés en novembre 1918 a été de ne pas poursuivre la destruction du militarisme prussien. Peuple allemand et militarisme doivent être confondus : la guerre a été avant tout une guerre du peuple (Volkskrieg). Aussi fallait-il empêcher par tous les moyens la prussification de l'Allemagne (Verpreussung Deutschlands).

Quant au succès d'Hitler et du nazisme, il peut s'expliquer, selon Georges Blondel, par l'état d'esprit des Allemands désorientés, dans l'attente d'un sauveur et persuadés de la supériorité de la race germanique sur les autres races. Si dans le domaine anthropologique la preuve de l'existence d'une race germanique ne peut être rapportée, il y a un état d'esprit chez l'Allemand à être persuadé de représenter une race pure et supérieure, « *un Volk* » supérieur aux peuples mêlés « *Milchvölker* »<sup>531</sup>.

Ce danger n'est pas imaginaire. Réel, il constitue un changement profond dans tous les domaines. Après des changements d'ordre politique et social, plusieurs possibilités se présentent à l'esprit. Hitler conservera t'il ses fonctions de chancelier ou sera t'il « le régent » pour préparer le retour de la monarchie. Des signes laisseraient supposer cette deuxième hypothèse, le régime nazi « *ne comble t'il pas d'honneurs les Hohenzollern* ». Georges Blondel envisage cette double option, se contentait de poser la problématique sans y répondre.

Georges Blondel cite plusieurs exemples du changement apporté par Hitler et le nazisme : **sur le plan institutionnel**, la prise en compte des « *Stände* » pour mettre fin à la lutte des classes, un « *Ständestaat* », un ensemble de métiers reliés entre eux par un organe supérieur « le commissaire du Reich ».

**Sur le plan économique**, l'organisation de l'Europe centrale, vieux rêve du « *Mitteleuropa* », but de guerre de Guillaume II.<sup>532</sup>

<sup>529</sup> Georges BLONDEL « *Le triomphe du germanisme* », Marcel Rivière 1934, pages 8, 12, 13, 118

<sup>530</sup> Georges BLONDEL « *Le triomphe du germanisme* », Marcel Rivière 1934, pages 8, 12, 13, 118

<sup>531</sup> Georges BLONDEL « *Le triomphe du germanisme* », pages 129, 134, 141

<sup>532</sup> Georges BLONDEL « *Le triomphe du germanisme* », pages 64, 67, 89



En fait, l'objectif final d'Hitler est de « *rénover l'Allemagne par la restauration de la race germanique purifiée dans tous les milieux* ». Mais Georges Blondel objecte qu'il s'agit d'une œuvre difficile, dès lors qu'il n'y a pas de race pure en Allemagne.

**Henri Lichtenberger** (1864 – 1941), en se refusant à juger l'Allemagne, selon des critères français empreints d'hostilité, prétend n'étudier le problème que « *par imprégnation directe et lente, par impressions immédiates* », rappelant ainsi la méthode préconisée par le juriste René Capitant.

Selon lui, « *le spectacle de l'évolution de l'Allemagne moderne révèle que ce peuple un peu lourd et lent, mais robuste et sain constitue avec le développement de la civilisation capitaliste un terrain exceptionnellement favorable* ».

Façonné depuis Frédéric-Guillaume I, le roi-sergent, par un sévère dressage militaire, il a acquis le sens, le goût de la discipline et de l'ordre.

Dans ce contexte, des transformations se sont manifestées en Prusse comme l'adoption d'une forme constitutionnelle pour le régime prussien. Les réformateurs étaient des apports extérieurs aux pays. Stein et Hardenberg n'étaient-ils pas originaires de Nassau en Rhénanie et du Hanovre ! On leur doit des réformes radicales comme l'affranchissement du servage des paysans, la possibilité d'accéder à la propriété privée, la suppression des corporations et l'octroi de la liberté individuelle. L'Allemagne est donc reconnaissante à Stein et à Hardenberg d'avoir liquidé le passé féodal de la Prusse. Lichtenberger observe qu'en fait la lutte pour la liberté s'est déroulée parallèlement à la lutte pour l'unité (*sic*).

Le 19<sup>ème</sup> siècle a vu dans le domaine extérieur apparaître une Allemagne unitaire et impérialiste. Les victoires de 1866 sur l'empire des Habsbourg et de 1870 sur la France n'ont fait qu'accentuer ces caractères<sup>533</sup>.

L'idée première des gouvernants de l'Allemagne à l'époque était de constituer « *le noyau solide d'un imperium pangermaniste plus étendu, de franchir l'étape pour devenir un Etat expansif* » .

Ils disposent à cette fin d'une force dont le développement s'explique, selon Lichtenberger, par deux facteurs, l'instinct de l'ordre et par le passage d'une conception **de la vie agonale à une conception solidariste**.

<sup>533</sup>

Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne moderne* », Flammarion 1912, pages 67, 82, 384, 390

**Avec la révolution hitlérienne**, Henri Lichtenberger observe qu'elle présente divers aspects : d'abord pour pallier la situation immédiate, elle se présente sous la forme d'une organisation avec mission de gagner la bataille alimentaire (Ernährungsschlacht) pour procurer aux allemands le nécessaire à leur alimentation et la bataille du travail (Arbeitschlacht), afin de résorber le chômage.

Sur le plan interne, le mouvement nazi est, aux yeux de ce germaniste, « un mouvement de régénération nationale intérieure », lequel, après élimination des éléments nuisibles, a pour objectif de réaliser l'idéal national et social déjà imaginé par « un Fichte, Arndt ou Jahn jusqu'à Richard Wagner ou un Bismarck, un Nietzsche ou un Spengler »(sic).<sup>534</sup>

Sous cette optique, les caractères du nouveau Reich sont basés sur les principes de l'autorité qui vient « d'en haut et non d'en bas » et sur l'unité de l'Etat après suppression du dualisme Prusse – Reich, ce qui entraînait nécessairement la chute du cabinet prussien Braun - Séverin et fusion des deux gouvernements.

Autre constatation : le Reich est devenu un Etat militaire à compter du 13 mars 1935, date du cumul de chef de gouvernement et de chef de l'Etat par un décret sur la Wehrmacht.

Le mouvement de régénération nationale ne paraît pas avoir un impact en politique extérieure. Les cadres de style ancien de la Wilhelmstrasse, von Neurath à leur tête, tiennent toujours les rênes de la diplomatie. Le régime est tout disposé, remarque Henri Lichtenberger, à continuer la politique étrangère de ses prédécesseurs.

Est-ce que l'Allemagne a changé avec l'arrivée des nazis au pouvoir ? Ce germaniste n'est pas catégorique à cet égard.

Comme peuvent le constater les visiteurs étrangers, « *l'Allemagne éternelle subsiste sous la chemise brune de l'hitlérisme comme elle subsistait sous le clinquant du Wilhelminisme, en d'autres termes, l'esprit allemand reste vivant et agissant sous Hitler comme il l'était sous Guillaume II* »<sup>535</sup>

D'ailleurs, les dirigeants nazis cultivent auprès des Allemands l'évocation et le regret permanent de l'époque impériale afin de les détacher de la république de Weimar,

---

<sup>534</sup> Henri LICHTENBERGER « Les répercussions internationales de l'hitlérisme », *l'Esprit international*, 1933 n° 25, page 590

<sup>535</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », 1936, pages 18-19-81-82-87

chargé de la liquidation de la guerre. Ce qui explique en partie le succès du national-socialisme.

Ce succès est observé par Henri Lichtenberger « *l'Allemagne, qui depuis tant d'années, montrait à l'étranger un visage de détresse et d'angoisse, a subi une métamorphose totale .... Tous ont l'impression qu'une grande partie des Allemands a retrouvé un courage et des espoirs nouveaux* ».

Doit-on qualifier Henri Lichtenberger d'être le plus germanophile de tous les observateurs ?

Ses explications qu'il donne laissent à penser que cet historien, dans son analyse, adopte une méthode selon laquelle « *il est impossible d'ignorer l'Allemagne quel que soit le visage qu'elle nous présente. Se raidir de méfiance est aussi dangereux que de se laisser aller à une confiance totale* »<sup>536</sup>.

Ainsi, Henri Lichtenberger reste très réservé envers le régime nazi. Il note qu'il s'en dégage une idéologie politique forte, peu rassurante pour la paix du monde et tout spécialement menaçante pour la France. Son programme dans sa globalité, a pour objectif la réunion de tous les Allemands dans une grande Allemagne, sans pour cela s'arrêter aux frontières allemandes de 1914, qui n'ont « rien de sacré, ni d'éternel ». On en vient ainsi à revendiquer les territoires perdus par le germanisme même contre la volonté de ses habitants.

Cette politique fait apparaître, après lecture de *Mein Kampf*, que « *Hitler est l'héritier de l'idéologie conquérante des pangermanistes* ».

Dans son analyse sur le nazisme, Henri Lichtenberger voit-il des rapports avec le prussianisme et des divergences ? Il attache beaucoup de prix au domaine psychologique : d'abord à l'endoctrinement puis au dressage.

L'endoctrinement de la nation allemande permet progressivement d'inculquer aux nouvelles générations les principes moraux que le prussianisme faisait valoir, « *qualités civiques, robustes et mâles, qui ont fait dans l'antiquité grecque la gloire de Sparte* » (*sic*). L'idée de continuité est ici sous-jacente.

---

<sup>536</sup> Henri LICHTENBERGER « *Les répercussions internationales de l'hitlérisme* », *Esprit international*, 1933, n° 5, Librairie Hachette, pages 600 - 607

Le spartanisme est à ses yeux essentiel, il est l'élément moteur de l'éducation d'où nécessité de l'Etat d'imposer aux jeunes notamment « un dressage » (Drill) depuis l'enfance jusqu'au service militaire afin de favoriser l'épanouissement tant corporel que moral pour former une élite. L'idéologie spartiate est inassimilable pour les Français..., mais il importe de ne pas « méconnaître sa valeur spirituelle « quelles que puissent être les réserves qu'on formule à son égard »<sup>537</sup>.

Victime peut être du mysticisme hitlérien, Henri Lichtenberger considère l'hitlérisme comme moins agressif que l'impérialisme des nationalistes allemands. En effet, il n'aspire pas à l'hégémonie du monde, il est indifférent à la mission de l'homme blanc, ce qui l'intéresse ce sont les destinées de la race<sup>538</sup>.

Les réserves d'Henri Lichtenberger ne sont pas limitées au volet psychologique du nazisme, mais à d'autres aspects tel que « le parti de l'intolérance, par l'appel qu'il fait au fanatisme des masses, par la brutalité des moyens par le terrorisme en actes avec lesquels il cherche à s'imposer ».

L'intransigeance des nazis dans la question juive lui paraît intolérable, comme dans le domaine religieux. Il ne peut admettre que, sous prétexte de différence de race, on veuille écarter d'une communauté nationale des citoyens « non coupables de délits mais désireux de se fondre dans la collectivité. Il n'admet davantage qu'on puisse concevoir un Dieu allemand et un Dieu français appelés à se combattre ».<sup>539</sup>

En conclusion, Henri Lichtenberger se fait le porte-parole des Français en marquant ses distances avec un régime et un pays, qui « subit sans révolte le traitement infligé par les nazis aux peuples vaincus ».

Il constate que l'avènement de l'hitlérisme a remis en question l'installation en Allemagne d'un régime démocratique, qui aurait permis la réconciliation entre la France et ce pays. Il n'en demeure pas moins vrai que, dans le clivage politique français, « *la confusion des esprits est totale, les sentiments sont contradictoires allant de l'horreur décidée à travers la défiance et l'inquiétude jusqu'à la curiosité mêlée de sympathie ou au regret de ce que nous n'ayons pas en France un homme fort type Hitler* »<sup>540</sup>

---

<sup>537</sup> Henri LICHTENBERGER « L'Allemagne nouvelle », 1936, pages 153 – 263 - 264

<sup>538</sup> Bock HANS MANFRED « Entre Locarno et Vichy », relations culturelles franco-allemandes des années 1930. C.N.R.S. édit. 1993, pages 83 - 280

<sup>539</sup> Henri LICHTENBERGER « L'Allemagne nouvelle », Flammarion, Bibliothèque de Philosophie scientifique, 1936, page 133

<sup>540</sup> Henri LICHTENBERGER « L'Allemagne nouvelle », page 262, 263, 268

Comme ses biographes l'ont souligné, **Victor Basch** portait en lui les contradictions de son temps : patriote et ami de l'Allemagne, socialiste dans l'ombre de son maître Jean Jaurès, belliciste et philosophe<sup>541</sup>. Ce germaniste perçoit négativement la Révolution hitlérienne qu'il qualifie « *d'explosion de bestialité et en même temps d'hypocrisie dont on aurait cru incapable une nation, à tant d'égards hautement civilisée et dont tous les hommes, en qui n'est pas éternité, toute étincelle d'humanité, demeurent inconsolables* »<sup>542</sup>. Tout en cherchant à comprendre la mentalité allemande sensibilisée par la tragédie qu'a vécu l'Allemagne depuis 1914 « *On ne peut pas, devant le spectacle que nous offre l'Allemagne d'aujourd'hui, ne pas éprouver un sentiment de répulsion, de révolte et d'horreur* », écrit-il. Les titres des deux articles écrits en 1933 et 1934 par Victor Basch au sujet des nazis sont suffisamment évocateurs pour exprimer ses sentiments « *Au ban les bourreaux* » et « *La Crise allemande, l'appel républicain* » ?

Victor Basch stigmatise sévèrement les persécutions infligées à tous les Allemands et à toutes les Allemandes, qui ne se sont pas inféodés au nazisme. Il demande à la conscience universelle de se révolter, n'écrit-il pas « *Le front unique des démocraties contre les dictatures, la mise au ban des bourreaux, qui déshonorent le monde, voilà ce que doivent réclamer les hommes qui ne peuvent pas, qui ne veulent pas se résigner à l'assassinat de la liberté* ».

La condamnation du III<sup>ème</sup> Reich qualifié par le germaniste de « *Bas Empire* » devient sans appel après « *La nuit des longs couteaux* » du 30 juin 1934, au cours de laquelle le régime hitlérien fait arrêter et liquider ses adversaires réels ou potentiels, 150 à 200 victimes au total. Victor Basch clame alors dans « *son Appel républicain* » : « *C'en est fait de la fameuse 'totalité' du nouveau Reich, de l'unisson, ...du synchronisme auquel se seraient volontairement pliés tous les Allemands, de la mise au pas de tous les sentiments, de toutes les pensées, de tous les actes de la Nation asservie* »<sup>543</sup>.

Le III<sup>ème</sup> Reich s'est constitué selon le germaniste « *sous le signe d'une grande équivoque* » ne serait-ce que le sigle NSAP (parti national socialiste ouvrier) rassemblant notamment « *des conservateurs réactionnaires à la prussienne inféodés aux hobereaux de l'Est dont l'obscurantisme têtu et la cupidité ont eu raison du génie de Bismarck, lui-même et aux magnats de l'industrie lourde du bassin de la Ruhr* ».

<sup>541</sup> Françoise BASCH, Liliane CRIPS, Pascale GRUSON « Victor Basch, un intellectuel cosmopolite », Berg International éditeurs 2000

<sup>542</sup> Victor BASCH « Cahiers des Droits de l'Homme », 10 avril 1933, pages 224-225

<sup>543</sup> Victor BASCH « La Crise allemande et l'Appel républicain », Les Cahiers des Droits de l'Homme des 30 juillet et 10 Août 1934, pages 479-482

Victor Basch constate, par ailleurs, que le mouvement nazi a été financé par la « *fine fleur* » de l'aristocratie et notamment par le richissime Duc de Cabourg et par les grandes fermes de l'Ouest, qui comptent sur les nazis pour juguler leurs ouvriers et les réduire à des salaires de famine.

Selon le même germaniste, une certaine continuité est à observer dans le maintien au pouvoir des piliers de la Prusse impériale et leur appui donné par eux au mouvement national – socialiste.

Pour ce qui est de la politique étrangère de l'Allemagne, elle reste inchangée « *depuis les S.A. jusqu'à Von Hindenburg en passant par Von Papen, tous unanimes pour un réarmement intensif jusqu'au moment où les circonstances favorables permettront l'action* »<sup>544</sup>.

On ne saurait passer sous silence le lien profond de Victor Basch avec le judaïsme, auquel il reste profondément attaché, se déclarant solidaire de ses coreligionnaires malheureux, il affirme que « *tant qu'il y aura un juif injurié, persécuté, lâchement insulté et raillé, je me livrerai et me proclamerai son frère*.

**Jean Edouard Spenle** (1864 – 1952) appartient à la même génération qu'Henri Lichtenberger. Le titre de son ouvrage principal « *La pensée allemande de Luther à Nietzsche* », écrit en 1939, a le mérite de suivre l'évolution des penseurs allemands depuis la Réforme luthérienne et le Siècle des Lumières jusqu'aux doctrines irrationnelles de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et du 20<sup>ème</sup> siècle.

Ce germaniste met en parallèle les conceptions de l'Humanisme et du germanisme pour démontrer leurs contradictions, ne serait-ce que sur les notions de raison et de liberté. L'esprit des penseurs allemands, que ce soient Luther, Kant, Nietzsche, a tourné le dos aux idées universelles. Luther a enseigné que « le salut personnel » passait avant le problème de la connaissance de la vérité et que « *la liberté chrétienne* » était l'expression « *d'une acceptation volontaire d'une discipline collective devant Dieu* ». Kant n'a-t'il pas consacré son ouvrage fondamental dans « une critique à la raison pure, Nietzsche n'a-t'il pas ironisé sur « *l'Immaculée Vérité* » !<sup>545</sup>

A la raison humaniste, Jean Edouard Spenle oppose « *l'Irrationnel créateur, comme dynamisme imprévisible, avec ses antagonismes nécessaires, ses dangers et ses risques à la fois redoutables et salutaires, ses inégalités et ses hiérarchies aristocratiques, ses disciplines guerrières dures et sévères, son besoin d'expansion, et*

<sup>544</sup> Victor BASCH « *Cahiers des Droits de l'Homme* », pages 479-484

<sup>545</sup> Jean Edouard SPENLE « *La Pensée allemande de Luther à Nietzsche* », Colin 1939, pages 179, 180, op. cit. page 188

*son instinct de domination irréfrenable* ». Bien que l'irrationnel n'est pas une valeur prussienne, ce germaniste évoque le prussianisme sans le désigner nommément. Le dynamisme cité va donc à l'encontre de l'idéal contemplatif et dogmatique du Moyen Age. La pensée est orientée vers l'action et vers le travail, ce qui peut expliquer qu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle « *le maître d'école allemand n'a pas seulement voulu gagner la bataille de Sedan, mais veut encore être victorieux dans la guerre économique mondiale* ».

Sous cette optique, l'armée prussienne avec son « Drill » (dressage) va servir de modèle à « l'homme machine » allemand pourvu de toutes ses qualités spécifiques<sup>546</sup>.

Spénle estime que cette éthique du travail doit être complétée, sur le plan doctrinal, par la mystique de la race avec deux corollaires :

- **un germanisme ferme**, visant à regrouper sous une même autorité politique les peuples d'origine germanique, avec exclusion de toutes influences étrangères ;
- et une régénération **intérieure de la race**. C'est ainsi qu'est née une nouvelle mystique raciste, d'où un conflit entre la culture du passé et la politique allemande d'aujourd'hui (nazie sous entendue).

Le nazisme est ainsi défini par Spénle comme « *une certaine formule d'unité politique s'identifiant à la Totalité, qui prétend imposer à la culture ses directions, son régime, et ses disciplines autoritaires* ».

Prussianisme et nazisme ont imprégné la jeunesse allemande, tant au stade de l'Ecole que de l'Université. Jean Edouard Spénle et Robert Redslob ont exposé leur point de vue grâce à leurs expériences personnelles.

Jean Edouard Spénle a renseigné particulièrement sur l'évolution de l'Université allemande. Il est à souligner que la plus vieille université allemande était celle de Prague, fondée en 1348, suivie par celle de Vienne en 1365, l'université prussienne de Berlin a été créée en 1810. L'université de Iena, en Saxe-Weimar, avait été fondée en 1558. Fichte, Schelling et Hegel y ont enseigné. Quant à l'université prussienne de Königsberg, elle est antérieure à celle de Berlin, puisque Emmanuel Kant y étudia de 1740 à 1745. L'université de Berlin, créée en 1810, après la défaite prussienne, a été le symbole du redressement de la Prusse. Dans ce contexte, la jeunesse universitaire allemande (Burschenschaft) aurait vu sa force révolutionnaire refoulée pendant un siècle par la renaissance de l'humanisme. Wilhelm von Humboldt, ministre de l'Instruction publique, a été ainsi préféré à Fichte, apôtre du nationalisme, pour mener la réforme,

<sup>546</sup>

Jean Edouard SPENLE « *La Pensée allemande* », 1939, pages 190, 192, 195, 197

Humboldt voulut que cette université s'intitula « Universitas litterarum » (de la pensée et des lettres). Puis, toujours selon Spenle, le mouvement de jeunes (Jugendbewegung) a pris pour cible l'enseignement traditionnel entendant substituer dans son choix au Lehrer (professeur), le type nouveau du Führer (chef de groupe), lequel devait son autorité non à ses diplômes mais à son ascendant personnel. C'est ainsi que serait né, après 1918, le culte du chef, et le mouvement aurait pris une orientation politique à la faveur d'un climat révolutionnaire. Les jeunes désorientés ont cherché des repères et se sont retrouvés au sein d'organisations para-militaires, corps francs ou Stahlhelm (casques d'acier).

La création de « l'Arbeitsdienst » (service du travail) a permis la réunion des jeunes. L'Université est devenue une communauté de travail, s'intégrant à la Communauté nationale, l'étudiant reçoit alors un enseignement politique conforme au programme national-socialiste.

Il découle de toutes ces observations, qu'en fait l'Université, de création prussienne, n'a aucun point commun avec l'Université transformée dans son esprit et dans ses structures, par le national-socialisme.

Jean Edouard Spenle admet toutefois pour l'ensemble que la tactique hitlérienne comme la tactique prussienne sont « *remarquables autant par la fertilité en créations que par la fidélité d'un esprit* ». <sup>547</sup>

Bien que publiée hors de la période 1933 – 1940, l'œuvre littéraire de **Charles Andler** (1866 – 1933) n'en constitue pas moins une source incontournable par « **sa documentation sur le pangermanisme** » considérée par les historiens Ch. Seignobos et Vidal de Lablache comme un instrument substantiel de recherche. Cette collection publiée en 1915 comprend quatre tomes. « *Les origines du pangermanisme* » (1915), « *le pangermanisme continental sous Guillaume II* » (1888 – 1914), « *le pangermanisme colonial sous Guillaume II* » (1888 – 1914), « *le pangermanisme philosophique* » (1800 – 1914).

Il ne s'agit pas là d'une œuvre de circonstance justifiée par la Première Guerre mondiale, mais d'une étude, qui se veut objective. **Andler** n'écrit-il pas « *Parmi les Allemands du passé, nous avons des alliés nous Français et il faudra les évoquer pour leur demander un jugement sur leur peuple égaré d'aujourd'hui* ».



**Edmond Vermeil** avait déjà présenté une synthèse des idées philosophiques, politiques, sociales de Charles Andler<sup>548</sup>. **Ernest Tonnelat**, auteur d'une biographie à son sujet, a pris le relais en 1937 pour faire une analyse approfondie des ouvrages sur le pangermanisme écrites par Charles Andler.<sup>549</sup>

Le problème se pose sous deux aspects :

- **le Pangermanisme est-il un produit du prussianisme, et apparaît-il sous cette forme dans le nazisme ?**

Le pangermanisme, défini par Ernest Tonnelat, correspond « à une longue tradition d'orgueil national et de prétention à l'hégémonie de l'Allemagne »<sup>550</sup>.

Dans le développement de cette idée, Ernest Tonnelat prend pour référence Charles Andler dont l'étude a montré que, de 1800 à 1914, les écrivains pangermanistes se sont nourris de « *mirages* », qui ont occupé l'imaginaire des Allemands ;

- la Prusse continuatrice de l'ordre teutonique et les Hohenzollern ne sont que les héritiers de ces colonisateurs de l'Est ;
- la grandeur militaire prussienne avec les figures emblématiques de Frédéric Guillaume I, qui forgea l'instrument : l'armée et de Frédéric II, qui s'en servit. La Prusse est restée une monarchie militaire ;
- le prestige du Saint Empire avec la fierté d'avoir eu au Moyen Age, grâce à la bourgeoisie des ville fédérées en de puissantes associations commerciales comme « la Ligue Hanséatique des villes maritimes de la Baltique » ;
- c'est la fusion de ces rêves, qui est devenue système, mais dit Andler « *il a été en germe de tout temps* ».

Il convient d'observer que le pangermanisme reprend deux traditions prussiennes.

**Edmond Vermeil** ne voyait-il pas dans la doctrine pangermaniste « *un mélange de prussianisme et de germanisme* » !

Mais Charles Andler fait une distinction entre ces deux phénomènes, en écrivant que, « *si l'esprit prussien et ses méthodes ne constituent pas l'essence du pangermanisme, ils en sont seulement le moyen d'action* ».

---

<sup>548</sup> Edmond VERMEIL « Charles Andler », *Bulletin de l'Union pour la vérité*, octobre-novembre 1935, PUF

<sup>549</sup> Ernest TONNELAT « Charles Andler, sa vie et son œuvre », Editions « Les belles lettres », Paris 1937, op . cit. page 169

<sup>550</sup> Ernest TONNELAT « Charles Andler, sa vie et son œuvre », Editions « Les belles lettres », Paris 1937. pages 169, 170 op . cit. Charles Andler *Les origines du Pangermanisme* p. XII

Charles Andler mettait en garde ses lecteurs contre l'idée que le pangermanisme date de l'époque bismarckienne. Pourquoi qualifiait-il le Chancelier de fer comme « *le plus modéré des pangermanistes* ». Il avançait trois arguments. Bismarck était résolu à ménager l'Autriche, il s'opposait à l'idée d'expansion allemande vers la Turquie, enfin il se refusait à déclencher pour la Bulgarie une guerre européenne<sup>551</sup>.

Charles Andler explique ces contradictions par la stratégie politique de Bismarck à court terme, se limitant à la conquête progressive de points d'appui.<sup>552</sup>

Pour sa part, Ernest Tonnelat explique cette attitude par le fait que, comme son contemporain l'historien Treitschke, Bismarck avait « *le mépris des petits Etats* », jugeant équitable l'écrasement militaire des petites puissances par les grandes.<sup>553</sup>

Des déclarations de Bismarck laisseraient supposer que le chancelier de fer tournait le dos au pangermanisme. Ne déclarait-il pas le 28 avril 1890, « Nous ne voulons plus rien. L'Allemagne n'a besoin ni des trois millions de hollandais, ni des provinces baltiques, ni de la Pologne, ni de quoi que ce soit, nous avons assez d'annexes ». Le 11 janvier 1885, au Reichstag, il ajoutait « En quoi la Bulgarie peut-elle nous intéresser ! ».

Il apparaît que la tradition pangermaniste a marqué une troisième étape avec le règne de Guillaume II. Dans un empire où, législation, administration et armée sont prussianisées, le Kaiser dispose de moyens d'action à sa disposition pour adopter une politique de prestige dans le cadre de la « Weltpolitik ».

Charles Andler, disparu en 1933, ne pouvait aborder la quatrième étape avec le régime hitlérien.

Dans l'hypothèse avancée par Charles Andler, où l'Allemagne entendrait intégrer la Communauté Européenne, il importerait à ce pays de satisfaire à trois conditions : répudier l'esprit prussien, renoncer à la soif de conquête après restitution des territoires conquis : l'Alsace, la Lorraine, le Slesvig, et opérer des changements dans

---

<sup>551</sup> Ernest TONNELAT « Charles Andler, sa vie et son œuvre », Paris 1937, page 171

<sup>552</sup> Charles ANDLER « Le pangermanisme », tome I, pages 165, 169. Op. cit. Poschinger « Neue Tischreden Bismarcks », nouveaux propos de table de Bismarck

<sup>553</sup> Ernest TONNELAT « Charles Andler, sa vie et son œuvre », Editions Les Belles Lettres, Paris 1937, page 171

les institutions. « *Si la bourgeoisie, si le fonctionnarisme, si la science sont corrompus par le régime prussien, il faut d'abord le briser* ». <sup>554</sup>

Il est nécessaire surtout que « *le peuple allemand arrache de lui-même jusqu'à la dernière racine du militarisme prussien jusqu'à la dernière velléité de l'impérialisme conquérant* ».

Ernest Tonnelat conclut, après avoir traduit la pensée de Charles Andler, en 1937, que les livres de ce dernier présentent un double intérêt certes historique mais actuel, observant qu'Andler a vécu assez longtemps pour voir une nouvelle génération d'Allemands bafouer le nationalisme occidental et reprendre les vieux rêves d'hégémonie allemande.

Il est regrettable que Charles Andler n'a pu abordé dans ses écrits le phénomène du Nazisme et de ses liens avec le Prussianisme. La liste chronologique des publications de ce germaniste, figurant en annexe à l'ouvrage d'Ernest Tonnelat, ne fait apparaître aucun texte de ce type entre 1920, date de la proclamation du programme du N.S.D.A.P. (National Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei) et 1933, date de la disparition de Charles Andler.

L'œuvre d'**Edmond Vermeil** (1878 – 1964) a été le vecteur principal de la pensée française face à l'Allemagne nazie. Il s'agissait pour lui de démontrer si le national-socialisme était ou non un accident ou s'il pouvait s'expliquer par le passé de l'Allemagne. Dans son approche du prussianisme, Edmond Vermeil est reconnaissant à Frédéric II d'avoir écarté la monarchie de droit divin, bien qu'il ait maintenu pour gouverner l'absolutisme. Ce roi a ainsi créé un régime « *sur generis* », dès lors qu'il a engendré « *une alliance curieuse entre les institutions prussiennes du passé luthérien et les principes de l'Aufklärung et de la Révolution française* » <sup>555</sup>.

Les institutions prussiennes forment une armature, un carcan issu d'un phénomène de « *contraction* », terme que ce germaniste utilise à maintes reprises. <sup>556</sup>

D'abord, contraction territoriale, du fait que les guerres de Frédéric II ont inauguré en Europe « la pratique prussienne de la révolution territoriale, qui se poursuivra de 1740 à 1940 pour constituer un ensemble continu du Rhin à l'Elbe de nature à bouleverser l'équilibre européen en obligeant des territoires à l'intégration au Reich.

<sup>554</sup> Ernest TONNELAT « Charles Andler, sa vie et son œuvre », page 181

<sup>555</sup> Edmond VERMEIL « L'Allemagne », essai d'explication, Paris 1940, page 153

<sup>556</sup> Edmond VERMEIL « L'hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », Paris : Comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes, 1937, pages 5 - 33

Ensuite, une « *contraction politique et sociale* » sous ses formes de soumission et de discipline.

Frédéric II, s'adressant à ses sujets, ne leur conseillait-il pas de « Räsönnsert so viel ihr wollt und vorüber ihr weltl aber gehorcht » (raisonnez autant que vous voulez et sur ce que vous voulez, mais obéissez).

Cette discipline oppressive était indispensable, nous dit Vermeil<sup>557</sup>, à l'esprit allemand fait « d'indétermination et d'éternelles incertitudes ». Le romantisme, qui en est une des composantes, doit être « organisé » afin de concilier les forces obscures et l'intelligence claire « pour participer » à un rêve racial et collectif ».

Cette soumission imposée aux sujets impliquait une discipline rigoureuse. Le militarisme hérité du roi-sergent et de Frédéric II leur servira d'enseignement et de cadre. Il n'était pas limité à l'armée, mais à l'Etat prussien, puis à la Nation allemande prise dans sa globalité : législation, administration et secteur industriel.

Edmond Vermeil, dans son analyse, assimile le prussianisme et le nazisme, dès lors que le III<sup>ème</sup> Reich a réalisé en fait l'idéal prussien de la « *Nation soldatique* » suite à cette contraction disciplinaire issue de la Prusse et qui s'est produite fatalement après l'échec de la République de Weimar. L'Allemagne a ainsi suivi un processus logique dans l'histoire allemande, processus qui devait la conduire à un régime totalitaire et autarcique. De ce fait, conclut ce germaniste, l'hégémonie prussienne, fondement de l'union de l'Etat du Nord et de la Petite Allemagne, a souffert de la synchronisation créée par le III<sup>ème</sup> Reich. Les assises de la Constitution de 1871, établissant un équilibre entre les institutions nationale et fédérative, ont disparues<sup>558</sup>.

L'arrivée d'Hitler et du nazisme au pouvoir a été pour Edmond Vermeil un événement exceptionnel. Evoquant en 1937, à une réunion internationale des juristes démocrates, cette période de crise, il déclarait : « **Ce que j'ai vu alors en Allemagne, je ne l'ai jamais décrit, parce que le phénomène m'a dépassé totalement et que j'ai gardé de tout cela le souvenir d'un spectacle terrifiant, c'est la crise qui a fait le vice où le national-socialisme s'est engouffré** ».<sup>559</sup>

Face à la Doctrine nazie, Edmond Vermeil procède à son examen dans sa forme et au fond. Elle a le défaut d'être statique, car elle n'est susceptible d'aucun développement. Pour preuve, les discours périodiques de Nuremberg qui se répètent

---

<sup>557</sup> Edmond VERMEIL « *L'Allemagne contemporaine* », page 33 ; « *Doctrinaires de la Révolution allemande* », 1938, pages 19-31,34

<sup>558</sup> Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine* », 1958, page 326

<sup>559</sup> Intervention d'Edmond VERMEIL à la Conférence juridique internationale tenue à la Sorbonne les 10-11 juillet 1937 in *Régression des principes de la liberté dans les réformes constitutionnelles des Etats démocratiques* »

invariablement dans le temps pour diffuser les slogans des hauts dignitaires du régime.<sup>560</sup>

Dans son contenu, ce germaniste la qualifie de « *grossière caricature, de forme dégénérée et décadente de la grande tradition intellectuelle, morale et religieuse que l'élite d'Outre-Rhin avait construit sous l'action de nombreux ferments étrangers, de la Réforme et du romantisme* ».

Cette réflexion mérite développement sur la nature de ces ferments. Selon Edmond Vermeil, le luthéranisme serait en grande partie responsable à l'origine des maux dont souffre l'Allemagne jusqu'à l'hitlérisme. L'obéissance absolue aux « Princes » n'était-elle pas exigée par Luther aux fidèles de l'Eglise protestante !

Pour ce qui est du deuxième ferment le romantisme, il n'est plus libre, dès lors qu'il se présente sous une « forme organisée » mais dirigée dans une mystique raciale. Par le qualificatif « organisée » Edmond Vermeil fait référence à l'armature édifiée par l'Etat prussien.<sup>561</sup>

Edmond Vermeil définit le nazisme dans une expression globale « un mélange de mysticité et l'application intégrale de la technicité et de la discipline prussienne ».<sup>562</sup>

Mais cette Révolution était-elle prévisible ?

L'ouvrage fondamental d'Edmond Vermeil « **Les Doctrinaires de la Révolution allemande** » aide à mieux comprendre l'évolution de la pensée allemande durant le 19<sup>ème</sup> et le 20<sup>ème</sup> siècle et à répondre partiellement à cette question.

Ce germaniste suit l'itinéraire idéologique des penseurs de l'entre deux guerres de Rathenau à Thomas Mann et Oswald Spengler, pour terminer par Hitler, A. Rosenberg, Darré, G. Feder, R. Ley et Goebbels.<sup>563</sup>

---

<sup>560</sup> Edmond VERMEIL « *Doctrinaires de la Révolution allemande* », pages 365-366

<sup>561</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », Sorlot 1938, page 18

<sup>562</sup> Edmond VERMEIL, intervention à la séance du 17 juin 1939 de la Société Française de philosophie, Bulletin du 17 juin 1939, page 77

<sup>563</sup> . Alfred ROSENBERG (1893-1946), théoricien nazi, rédacteur au « *Völkischer Beobachter* » en 1921, député en 1930, auteur en 1930 du « *Mythe du XX<sup>e</sup> siècle* », devient en 1933 chef du service des Affaires étrangères du parti nazi. Ministre des Territoires occupés de l'Est en 1941, condamné à mort et exécuté en 1946.

. Richard Walter DARRÉ, allemand de la République Argentine (1895 – 1953), journaliste spécialisé des questions agricoles, ministre de l'Agriculture du III<sup>e</sup> Reich de 1933 à 1942, hostile à Hitler, il est révoqué en 1942, arrêté en 1945, il est libéré en 1950.

.Gottfried FEDER, ingénieur, inscrit au parti nazi, aurait participé à l'élaboration de son programme.

. Robert LEY (1890 – 1945), affilié au parti nazi en 1925, député en 1933, président du Conseil d'Etat prussien, il supprime les syndicats pour les remplacer par le Front du Travail (*Deutsche Arbeitsfront*) qui réunit tous les salariés. Chef du S.T.O., il dirige pendant la guerre la déportation en Allemagne des ouvriers étrangers. Arrêté en 1945, il se suicide.

. Joseph GOEBBELS (1897 – 1945), soutient en 1921 une thèse de doctorat, adhère au parti nazi pour devenir chef du parti à Berlin, dirige le périodique « *Der Angriff* » (1927 – 1933). En 1933, est nommé ministre de la Propagande et de l'Information, fonction qu'il conservera jusqu'à sa mort. En juillet 1944, il est chargé de la direction de la guerre totale. S'empoisonne avec toute sa famille en 1945.

Il apparaît, selon Edmond Vermeil, que cette idéologie adverse de l'individualisme et de l'internationalisme d'Occident face au Communisme de l'Est, a pour objectif la formation « *d'une Nation hiérarchique et hiérarchisée* » à l'image de la Prusse.<sup>564</sup>

Une telle Communauté (Volksgemeinschaft) assure la combinaison de deux cultures composant l'Allemagne du Nord-Est, marquée par le respect des liens hiérarchiques, par l'esprit d'obéissance, par le culte de la force et de l'ordre et celle du Sud-Ouest, particulariste et marquée par l'esprit romain.<sup>565</sup>

Cette combinaison serait à l'origine de l'industrialisation du militarisme ou du nazisme.

Deux courants intellectuels se sont dessinés, explique ce germaniste ; d'une part, la tradition, qui s'est exprimée du 18<sup>ème</sup> siècle au 20<sup>ème</sup> siècle, de Leibniz à Nietzsche. Apanage de la classe dirigeante, ce premier courant était représenté par Keyserling, Rathenau, Thomas Mann, Oswald Spengler, Moeller van den Brück, Ernst Jünger, les rédacteurs de revue « Tat » (action).

Parallèlement s'est constitué, dès le lendemain de l'Armistice de 1918, le deuxième courant, expression du national-socialisme, véhiculant les idées de pangermanisme et d'antisémitisme, qu'on a vu naître dès la fin du 18<sup>ème</sup> siècle jusqu'au 20<sup>ème</sup> siècle, d'Herder à H.S. Chamberlain.

Edmond Vermeil, tout en soulignant les différences notables entre ces deux courants, met en lumière leurs points communs et leur inter indépendance.

Révolution « conservatrice » ainsi dénommée et national-socialisme ont poussé sur le même terreau. Conséquences essentielles de la défaite, ils ont été les produits de la réflexion tant d'intellectuels allemands de droite et de gauche allant d'Ernst Jünger, Moeller van den Brück, au nationaliste bolchevik Nieksch et au nationaliste protestant Wilhelm Stapel<sup>566</sup>.

Dans un contexte différent, ils font penser aux « non conformistes français » des années 1930, sensibilisés par la Première Guerre mondiale, ayant soif de réformes urgentes dans tous les domaines.

Les doctrinaires allemands, pour leur part, s'accordaient tous sur la nécessité « d'une régénération nationale », mais conservaient-ils la nostalgie du passé, en d'autres termes, le prussianisme était-il le sujet de leurs préoccupations ?

---

<sup>564</sup> Edmond VERMEIL « Les Doctrinaires de la Révolution allemande » (1918-1938), F. Sorlot 1938, pages 348-349

<sup>565</sup> Edmond VERMEIL « Les Doctrinaires de la Révolution allemande », pages 19 - 148

<sup>566</sup> Edmond VERMEIL « Doctrinaires de la pensée allemande » 1938, page 345

Moeller van den Brück, l'un d'eux, écrivait que le qualificatif conservateur donné à la Révolution n'était pas approprié, dès lors que le nationalisme allemand n'était pas dirigé exclusivement vers le passé, mais également vers l'avenir, du fait « *qu'il n'existe pas d'avenir qui ne soit enraciné dans le passé* »<sup>567</sup>.

Deux termes ont été intégrés par la Révolution conservatrice dans son vocabulaire, les concepts de la Nation et de socialisme.

Ce concept de Nation est, rappelons-le, né entre 1792 et 1815 pour s'opposer aux exactions françaises. La Prusse était un Etat et non une Nation. Le philosophe Fichte s'adressait en 1810 dans ses « Discours à la Nation allemande ».

Moeller van den Brück, auteur du « Droit des peuples jeunes » publié en 1919, mais surtout du « III<sup>ème</sup> Reich » a évoqué « la volonté du peuple à devenir une nation solidaire face à l'étranger, au monde de Versailles »<sup>568</sup>.

Il se trouve que le terme « Nation » n'a pas prospéré dans les esprits ; il a été remplacé par celui de « Volkstum » (peuple) à dominante raciale. Le juriste Carl Schmitt, autre doctrinaire, lui préférait le concept d'Etat. Les conservateurs révolutionnaires mettaient en avant « le Reich » (l'Empire) représentant la tendance anti-libérale, anti-parlementaire et nationaliste.

Les nationaux socialistes ont fait leur choix en adoptant l'appellation « *Völkischer Beobachter* » pour leur quotidien de presse.

Le deuxième terme intégré par la Révolution conservatrice est le « *Socialisme* ». Il ne s'agit pas là d'une nouveauté. Les liens entre socialisme et nationalisme ont été étroits, si l'on prend pour références Fichte, Hegel et Lassalle.

**Oswald Spengler**, cité par Edmond Vermeil pour son petit livre « **Prussianité et Socialisme** », met en valeur le prussianisme « comme seul capable de pouvoir réaliser le vrai socialisme, disposant à la fois d'un système d'organisation, hérité de l'ordre teutonique et commandant la libre disposition de l'individu à la Communauté »<sup>569</sup>. Le « style prussien » est approprié pour développer le sens non du succès mais du devoir.

Les preuves ne manquent pas dans l'histoire allemande, où l'on voit « la volonté des individus se diluer dans la volonté générale ». Est évoquée par Oswald Spengler l'exemple du corps des officiers, des fonctionnaires, de la classe ouvrière de Bebel et du peuple en 1813, 1870 et 1914.

C'est ainsi qu'a surgi parmi les doctrinaires l'idée de l'Allemagne « *grand modèle social* »<sup>570</sup> appelé à résoudre le problème des masses et leur intégration dans la

<sup>567</sup> Moeller van den BRÜCK "Le III<sup>ème</sup> Reich", 1933, page 301

<sup>568</sup> Moeller van den BRÜCK "Le III<sup>ème</sup> Reich", pages 310-311

<sup>569</sup> Oswald SPENGLER « Prussianité et Socialisme », 1919, pages 50-60-61

<sup>570</sup> Edmond VERMEIL « Doctrinaires de la révolution allemande », 1938, pages 161-354

Communauté. Désertion des campagnes au profit des grandes agglomérations, surpopulation et hyper-industrialisation sont les plaies de la société évoquées par tous. Il faut éviter à l'Allemagne « de devenir un peuple d'esclaves au lieu d'un peuple de maîtres », comme l'exprimait Nietzsche.

D'où l'intérêt pour l'avenir de créer un socialisme d'Etat avec à leur tête « une classe d'hommes supérieurs socialistes ».

C'est l'avis d'un autre doctrinaire, **Ernst Jünger** (1895 - 1998), qui, en prophète, publia en 1932 « *Le Travailleur* » (Der Arbeiter), en lequel il voyait non pas le prolétaire mais « un producteur d'énergie », qui met en pratique la théorie de la technique, ce qui impliquait pour l'avenir « *une mobilisation totale* » (Die totale Mobilisierung), publié en 1930.

Mais dans cet univers, Ernst Jünger croit aux valeurs de la civilisation et de la culture ainsi qu'aux vertus prussiennes. On lui a reproché son activisme belliqueux, dès lors qu'il glorifiait la « *Guerre, notre mère* », à laquelle il avait participé glorieusement.

Ce n'est pas un hasard si le national-socialisme a cherché à annexer Ernst Jünger, une des figures de proue de la révolution conservatrice. Ultra-nationaliste, il s'était mépris sur les intentions des dirigeants du nazisme, lorsqu'il faisait parvenir le 9 janvier 1926 « *Feu et sang* » (Feuer und Blut) un de ses ouvrages avec dédicace paraphée « Au guide national Adolf Hitler » (Führer). Mais par la suite, il devait se démarquer du pouvoir pour partir en exil à la campagne et marquer son hostilité par un réquisitoire anti-nazi et anti-totalitaire « *Sur les falaises de marbre* » (Auf dem Marmorklippen).

Mythe et modèle prussien, nation « Volkstum », socialisme sont donc des thèmes développés par la Révolution conservatrice allemande, et que le nazisme récupèrera pour former sa doctrine.



Le parallélisme du prussianisme et du nazisme et leur rapprochement est l'objet des réflexions de **Robert d'Harcourt** (1881 – 1965).

Une série d'articles publiés dans le quotidien « L'Epoque » pendant les années 1939 – 1940, ont permis par ailleurs de recueillir son jugement sur le sujet<sup>571</sup> en fonction de l'actualité.

---

<sup>571</sup> « Nouvelles de l'Institut catholique de Paris », article numéro spécial de décembre 1981, n° 4, 2<sup>e</sup> tome, article sur Robert D'HARCOURT, pages 3 à 141



Suite à « l'Anschluss », l'occupation de Prague par les nazis le 15 mars 1939 a amené Robert d'Harcourt à faire le rapprochement entre les politiques de Bismarck et d'Hitler, tout en observant les différences.

Lors d'un entretien donné le 14 novembre 1879, le chancelier de fer expliquait qu'après la défaite de l'Autriche à Sadowa, il s'était refusé à annexer à la Prusse les provinces allemandes autrichiennes à prédominance catholique. Il voulait ainsi éviter l'affrontement entre deux Allemagnes ennemies, papiste au Sud, huguenote au Nord.

A l'opposé, Hitler n'a pas tenu compte de ces éléments religieux par la conquête de Vienne, qu'il n'a pas gagné psychologiquement côté catholique et encore moins par celle de Prague.

Les accords de Munich des 23 et 31 septembre 1939 ont été l'occasion pour Robert d'Harcourt de faire à nouveau le parallèle entre le Reich des Hohenzollern et le Reich hitlérien à la veille d'une guerre éventuelle.<sup>572</sup>

Le premier est entré dans la guerre en possession de toutes ses forces morales et matérielles intactes, alors que le second, qui ne fait que la continuer, a ses forces déjà entamées, raison qui pousse notre historien à prévoir une fin plus rapide du système nazi.

Il convient d'ajouter que ces observations n'étaient pas inexactes, l'Allemagne nazie n'étant pas en mesure à cette date d'engager une longue guerre ni économiquement ni psychologiquement<sup>573</sup>.

Robert d'Harcourt n'arrête pas là le rapport étroit entre le prussianisme et le nazisme. Le 24 septembre 1939, il pose la question de savoir si c'est Hitler ou la Prusse qu'il faut abattre ? S'appuyant sur une lettre de correspondant, il répond que « c'est le germanisme, qu'il faut mettre en cause pour être responsable de la création, avec un certain fatalisme, d'un Hitler, un Bismarck ou un Guillaume II (*sic*). Il faut donc dissocier ces personnages du phénomène pour le combattre ».

La tactique nazie dévoilée par Goering est de proclamer « Hitler c'est l'Allemagne, l'Allemagne c'est Hitler », afin « d'enfermer pour toujours le germanisme dans le nazisme ». Pour Robert d'Harcourt de toute manière, « *le germanisme ou plus exactement le prussianisme, mène au nazisme comme à sa fin naturelle* ».

---

<sup>572</sup> Robert D'HARCOURT « Journal d'Epoque »

n° du 26.03.1939, « Hitler condamné par Bismarck »

n° du 12.09.1939, « Allemagne impériale, Allemagne hitlérienne ? »

n° du 24.09.1939, « Est-ce Hitler ou la Prusse qu'il faut abattre ? »

n° du 06.02.1940, « Une histoire de chasse, Weimar ou Postdam ? »

<sup>573</sup> Marlis STEINERT « Hitler » page 353, Fayard 1991. Mémoires de Von Weizsäcker, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et de Schwerin Von Krosigk, ministre des Finances

Ce germanisme ne peut être combattu que par la dislocation de l'Allemagne faite de ses diversités, car l'unification de ce pays aboutit, comme conséquence, inexorablement à l'invasion .

« Notre erreur a été de voir dans le national-socialisme un simple épisode alors qu'il n'est que « la sécrétion du prussianisme ».

S'en tenant au nazisme, il analyse ce phénomène comme « *une révolution du nihilisme et comme le résultat d'une psychose du désespoir* », dont se sont emparés certains intellectuels.

Il s'agit pour Robert d'Harcourt « *d'une nouvelle foi* » que propose le national-socialisme « *dans la nation, dans le führer, dans le sang et le sol* ».

Ce néo-paganisme ne peut que chercher à réduire la foi chrétienne traditionnelle et ses institutions<sup>574</sup>. La pensée de Robert d'Harcourt rejoint ainsi celle d'Henri Bergson. La faute en incomberait à la République de Weimar, à qui il fait grief « *de s'être effacé devant le militarisme prussien et d'avoir montré de la timidité devant le soldat* ».

Le déterminisme à la foi politique et moral conduit ainsi à penser, selon Robert d'Harcourt, qu'Hitler sort fatalement d'Ebert.

Cette simplification dissimule mal la complexité de la transition de Postdam à Weimar, puis à Hitler.

Mais au vu de ces divers événements évoqués par la presse française, on peut se demander qu'elles étaient au départ « *les Ambitions et les Méthodes allemandes* ». Robert d'Harcourt répond à cette question lors de la parution en 1939 d'un ouvrage concernant le sujet. Cet historien, en évoquant le discours prononcé par Hitler au Sportpalast le 26 septembre 1938, « nous ne sommes plus à l'époque de Versailles, aujourd'hui, c'est l'Allemagne qui dicte sa loi » à l'Europe, expose que **les ambitions allemandes** sont concentrées sur l'Est et le Sud-Est européen<sup>575</sup>. Cette expansion présente les caractères d'intensité et d'indéfini. Avec Bismarck, elle manifestait un temps d'arrêt, le chancelier prétendant que le Reich était arrivé à saturation, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir des visées sur l'Afrique notamment. Avec Guillaume II, la Weltpolitik prenait toute sa signification ; un chant de jeunesse l'exprimait dans ce sens « Heute gehort uns Deutschland und morgen die ganze Welt » (« aujourd'hui l'Allemagne nous appartient, demain le monde entier »).

L'hégémonie germanique sur l'Europe annonçait ainsi celle sur le monde.

---

<sup>574</sup> Bock HANS MANFRED et Michel TREBISCH « *Entre Locarno et Vichy* », relations culturelles franco-allemandes des années 1930. C.N.R.S. ed. 1993, page 378

<sup>575</sup> Robert D'HARCOURT « *Ambitions et méthodes allemandes* », Sorlot 1939, pages 1 à 46

Quant à Hitler, son appétit de conquête s'avère insatiable, à tel point qu'après chaque annexion, il affirme qu'il n'a plus de revendication à faire valoir, ce qui est démenti par les faits.

**Sur les méthodes allemandes**, Robert d'Harcourt cite celles propres au régime hitlérien : les aspirations raciales, ethniques, l'antisémitisme et l'anti-bolchevisme.

La paix hitlérienne est, selon lui, un leurre étant donné que les offres de paix, enrobées de menaces, doivent être considérées avec réserves.

*« Il s'agit là d'ailleurs de la méthode spécifiquement prussienne du gâteau d'une main et la cravache de l'autre ».*

Dans d'autres écrits, Robert d'Harcourt ne cesse de faire le rapprochement entre prussianisme et nazisme. Ainsi, sous le titre « **Paroles allemandes** », l'auteur écrit qu'après « l'explosion de la bombe rhénane » (réoccupation de la Ruhr par la Reichswehr, il y aurait beaucoup à écrire *« sur l'érotisme de la force chez le german, du moins chez le german, tel que l'a fait la Prusse et encore plus l'hitlérisme, avec cette différence que le nazisme aggrave cet état d'esprit, en y ajoutant sa note de brutalité spéciale »*.

Le concept de la force chez le german a une telle importance que ce germaniste lui consacre un ouvrage titré « **l'Evangile de la force** », publié en 1936, lequel a le mérite d'étudier le visage de la jeunesse du III<sup>ème</sup> Reich et son endoctrinement. Sa réflexion intéresse, d'autant plus qu'elle développe le problème du conflit entre générations entre l'ancien officier de l'Allemagne impériale et l'enfant de l'Hitler jugend<sup>576</sup>.

S'il y a séparation entre le porteur de la tradition et le jeune désorienté, qui est à la recherche de « substances humaines », il n'en demeure pas moins qu'un lien subsiste, celui de la nation allemande.

Avec le phénomène nazi, on a assisté à un changement de comportement du jeune allemand, lequel, détaché du foyer de ses parents (Los von Elternhausbewegung) où jusqu'alors il s'épanouissait, a déplacé son centre d'intérêts vers la rue et la vie collective, qui s'est traduit par des défilés et des camps de loisirs.

La jeunesse a évolué de telle manière que, pleine de dynamisme, elle a répondu facilement à des slogans sommaires « Blut und Boden » (le sang et le sol), « l'Ehrgeist » (sentiment de l'honneur), « Gemeinnutz geht vor Eigennutz » (priorité de l'intérêt général sur l'intérêt particulier). Le verbe « marschieren » est le mot du III<sup>ème</sup> Reich. L'univers

<sup>576</sup>

Robert D'HARCOURT « l'Evangile de la force », 1936, pages 16 - 48

mental de la jeunesse hitlérienne se traduit, selon Robert d'Harcourt, par un simplisme dans tous les domaines, l'orgueil et la virilité de la race allemande, les impératifs moraux, la conception de l'héroïsme et le classement des valeurs. Conséquence, tout sens critique est émoussé, banni. Robert d'Harcourt en vient à regretter la cordialité d'antan (*Gemütlichkeit*), qui compensait le Drill prussien (le dressage)<sup>577</sup>.

Il est certain qu'un tel état d'esprit perturbait non seulement l'adolescent mais également l'étudiant à l'intérieur de l'Université, comme a pu l'étudier Jean-Edouard Spenle<sup>578</sup>.



Le domaine religieux dans l'Allemagne nazie ne pouvait être négligé par Robert d'Harcourt dans son analyse. Ce fervent catholique s'est penché sur la situation des catholiques allemands sous le nouveau régime. Il n'est pas inutile de rappeler que parallèlement le philosophe Jean Cavaillès s'est penché sur la situation des protestants allemands. Il a été déjà fait état de ses observations.

Le regard de Robert d'Harcourt sur l'identité nazie laisse-t-il supposer que le régime hitlérien a adopté une position différente de celle adoptée antérieurement par le prussianisme dans son comportement à l'égard des catholiques allemands ? Bismarck n'avait, souvenons-nous en, aucune hostilité de principe à l'égard du catholicisme, mais il obéissait à des mobiles purement politiques. Il souhaitait délimiter le domaine religieux et le domaine civil, afin d'affirmer la souveraineté de l'Etat face aux églises. La fondation du « Zentrum », expression du catholicisme organisé en parti politique, lui parut être une menace, d'où prise de mesures répressives contre les catholiques dans le cadre de sa « Kulturkampf » (combat par la civilisation). L'accusation lancée contre eux est d'être des ennemis « Reichsfeind » du Reich et de s'être notamment déclarés après Sadowa en 1866 comme des opposants à l'union à la Prusse.

L'histoire verra Bismarck faire machine arrière pour abroger en 1886-1887 les lois promulguées en 1872 et 1873.

Si Robert d'Harcourt, dans son ouvrage, n'opère pas le rapprochement à ce sujet du prussianisme et du nazisme, il rend compte des rapports conflictuels du régime nazi à l'égard de l'église catholique.

Sous cette optique, il rend compte d'une hostilité viscérale, manifestée par les nazis. Leur dirigeant, le Général Goering, fin 1933, conjurait son auditoire de lui faire

---

<sup>577</sup> Robert D'HARCOURT « *l'Evangile de la force* », visage de la jeunesse du III<sup>ème</sup> Reich, Plon 1936, pages 221 et suivantes

<sup>578</sup> Jean-Edouard SPENLE « *Les universités allemandes* », Aubier, Paris 1942

confiance, pour empêcher de laisser grandir en Prusse « les taupes noires du catholicisme » (die schwarzen maulwürfe) et « pour taper un jour sur eux » (eines Tages ich schlage in zu).

En dehors de ce ton haineux et agressif, il convient d'en rechercher les causes plus profondes au travers des écrits d'Alfred Rosenberg, théoricien du nazisme<sup>579</sup>, lequel vient à distinguer deux christianismes, l'un positif exaltant la combativité et l'héroïsme, le second négatif allant de l'abstention, de la soumission à l'humiliation.

Il ne bannit pas le Christ en lui-même mais entend le purger de ses « toxines juives ». Le catholicisme est irréductible avec l'âme germanique. Le débat n'est pas seulement politique mais aussi doctrinal.

Il n'empêche que le fossé entre dirigeants et nazis et l'Eglise va se creuser plus profondément que sous Bismarck.

Malgré le concordat signé le 8 juillet 1933 entre les parties concernées, la rupture sera consommée en mars 1937 après la publication de l'encyclique du Pape Pie XI « mit Brennender Sorge » (avec un souci brûlant)<sup>580</sup>, qui condamne franchement le nazisme, « véritable apostasie contraire à la foi chrétienne ».

Robert d'Harcourt en rappelle les lignes générales « *Nous continuerons sans nous lasser, à être auprès des dirigeants nazis, le défenseur du droit violé et obéissant à notre conscience et à notre mission pastorale, à nous opposer à un parti pris qui cherche par l'emploi ouvert ou dissimulé de la force, à étrangler le droit garanti par les traités* ».

A la même époque, le Pape Pie XI condamne le néo-paganisme et plus précisément « celui qui prend les notions de Dieu, de la race, du peuple ou de l'Etat pour les retirer de cette échelle de valeurs, les divinise, est loin de la vraie foi en Dieu ».

Les réflexions de ce germaniste amènent à constater certaines analogies du nazisme avec le prussianisme mais moins profondes qu'on pourrait le supposer. Dans le nazisme, on doit y lire une aggravation dans la pensée et l'action et une menace constante pour la liberté des cultes par « le seul transfert de l'émotion religieuse, qui passe de Dieu à l'Allemagne de la croix gammée »<sup>581</sup> conclut Robert d'Harcourt.



<sup>579</sup> Robert D'HARCOURT « *Catholiques d'Allemagne* », Plon 1938, page 196

<sup>580</sup> Alfred ROSENBERG « *le Mythe du 20<sup>ème</sup> siècle* », op. cit. Robert d'Harcourt « *Catholiques d'Allemagne* », pages 33-323

<sup>581</sup> Robert D'HARCOURT « *Catholiques d'Allemagne* », Plon 1938, pages 9 - 323

**Henri Brunschvicg** (1904 – 1989), s’est penché à son tour sur le dualisme Prussianisme – nazisme non dans le même ouvrage mais dans deux articles séparés, le premier paru en 1934 dans « *la Revue des vivants* » sous le titre « **Un an d’hitlérisme** », puis en 1948 dans un « **Propos sur le prussianisme** », publié dans les « *Annales ; économie, société, civilisation* ».

Bien que le deuxième texte ait paru après 1940, il apparaît qu’il est indissociable du premier comme traitant du même sujet.

Dans son approche, Henri Brunschvicg mettait en garde en 1934 ses lecteurs contre le danger de rationalisation, dès lors « qu’il faut des années d’études et de séjour en Allemagne, des semaines d’illusions et de désillusions pour comprendre qu’on ne comprend pas ». <sup>582</sup>

Sous cette optique, il convient, selon lui, de rejeter toutes idées reçues, quitte à contredire le sentiment général de ses compatriotes. Ainsi, le terme « prussianisme », loin d’être péjoratif, comporterait une double signification <sup>583</sup>, une administration de type moderne, puissante et respectée par une population habituée à se laisser diriger, mais également une tolérance exceptionnelle qu’on doit garder en mémoire. La Prusse souffre certes de son image négative avec « *l’automatisme de ses soldats, l’excessive bureaucratie, et avec la grossièreté relative de la société* », elle n’en est pas moins le pays de la liberté. Les exemples ne manquent pas. N’a t’elle pas donné refuge aux Frères Moraves, religieux d’inspiration hussite, expulsés d’Autriche et aux Huguenots chassés de France ? Dans cette Prusse protestante, les catholiques pouvaient exercer librement leur culte. Le philosophe Fichte, accusé d’athéisme, s’y réfugie en 1799, sans oublier son confrère Mendelssohn, qui s’y fait respecter.

Ce germaniste fait valoir qu’en dépit de l’hostilité manifestée par les états confédérés après 1871 contre les fonctionnaires prussiens, leurs habitants n’ont jamais protesté contre l’Unité « ni en 1871, ni en 1919, ni en 1933 ».

A l’appui d’une enquête personnelle et de travaux entrepris par un chercheur Lysbeth Walker Muncy, Henri Brunschvicg a constaté que les « junker », dans l’administration prussienne sous Guillaume II, occupaient en majorité des postes supérieurs et qu’une moitié environ était originaire de l’Est de l’Elbe.

Parallèlement, la bourgeoisie évoluait ainsi que la classe du grand capitalisme formée d’industriels donnant préférence à la technique plutôt qu’à l’humanisme. Un

---

<sup>582</sup> Henri BRUNSCHVICG « Un an d’Hitlérisme », *Revue des vivants* », France – Allemagne, 1934, page 286

<sup>583</sup> Henri BRUNSCHVICG « Propos sur le prussianisme », *Annales économie, société, civilisation*, numéro janvier-mars 1948, pages 16 à 20

fossé se serait creusé entre les cadres et le peuple soumis, d'autant mieux qu'il était très sensible aux victoires militaires remportées par la Prusse.

Henri Brunschvicg prétend que le prussianisme, dans sa définition moderne, consistait « dans la conquête des cadres administratifs de l'Etat par la classe des nobles, hobereaux et capitaines d'industrie ».

La suppression du prussianisme implique donc la disparition de cette classe, « le peuple prussien n'étant pas plus belliqueux que les autres peuples ».

Le même germaniste met l'accent sur le particularisme prussien, fort de sa tradition et d'esprit civique, à telle enseigne que la Prusse a été le dernier Etat allemand à être conquis par le nazisme, dont les dirigeants étaient en majorité originaires de régions non prussiennes et que la première résistance religieuse contre Hitler émanait de l'Eglise confessionnelle après la signature du concordat en juillet 1933. Un grand nombre de pasteurs prussiens était à sa tête<sup>584</sup>.

Que pensait Henri Brunschvicg du nazisme ?

Son ouvrage « Un an d'hitlérisme » paru en 1934 permet de connaître sa pensée. Il estime que l'opportunisme doit dominer dans les rapports France-Allemagne, politique qui peut être génératrice de paix.

La possession par l'Allemagne d'une armée puissante peut expliquer par son utilité sur le plan diplomatique ou un moyen de résorber le chômage, sans que la guerre soit nécessaire. Mais pour Brunschvicg l'important est « l'arme morale », dont notre voisin d'Outre-Rhin fait usage. Par arme morale, il entend le racisme, qui fait appel « aux sentiments les plus bas pour exprimer son mépris vis-à-vis de « l'être inférieur ou moins pur ». Il stigmatise l'utilisation par le gouvernement allemand de la propagande, citant en exemple un article du 9 décembre 1933 de « l'Illustrier Beobachter », le plus grand hebdomadaire illustré du Parti nazi.<sup>585</sup>

Cet article, s'appuyant sur des photographies, veut convaincre ses lecteurs de la négrophication de la France, facteur incitant le mépris d'un voisin qui, grâce à l'aide du monde entier, a vaincu « le peuple héroïque ». Le Diktat de Versailles, responsable de tous les maux, est mis en accusation.

Un seul remède est préconisé par Brunschvicg pour rechercher un terrain d'entente avec l'Allemagne, fondé sur une solide base économique avec la perspective d'une Fédération européenne. Cessons d'être les hypocrites « n'oublions pas qu'il se

---

<sup>584</sup> Henri BRUNSCHVICG « Propos sur le prussianisme », 1948, page 20

<sup>585</sup> Henri BRUNSCHVICG, Revue des Vivants « France Allemagne , numéro spécial », « Un an d'hitlérisme », 1934, page 286

« passe tous les jours aux Etats-Unis des faits beaucoup plus scandaleux et de même ordre que ceux qui nous indignent en Allemagne »<sup>586</sup>.

L'objectivité d'Henri Brunschvicg se traduit dans ces lignes « *Le procès du Reichstag, les camps de concentration ou la question juive, appartiennent au domaine de la politique intérieure allemande. Humainement, nous pouvons les déplorer, moralement nous éprouvons le besoin de venir en aide aux persécutés, quels qu'ils soient. Mais personne ne saurait nous reprocher ce devoir. La politique ne nous regarde pas* ».

Brunschvicg surenchérit en ajoutant « qu'on ne comprendrait pas que notre pays entra en guerre *« parce que les Allemands maltraitent leurs marxistes ou leurs juifs »* ».

Une telle position politique n'est pas exceptionnelle, elle a été adoptée à l'époque par le philosophe Raymond Aron.<sup>587</sup>



<sup>586</sup>

Henri BRUNSCHVICG « *Un an d'hitlérisme* », 1934, page 293

<sup>587</sup>

Raymond ARON « *Revue Europe* » du 15 septembre 1933, op. citation François-Georges DREYFUS  
« *Histoire de Vichy* », 1990, page 74



Les germanistes français, et à un degré moindre les historiens, ont cherché à fournir des « essais d'explications » de l'Allemagne. L'intérêt était de suivre leurs méthodes d'investigation, qui consistait à remonter le cours du temps avec trois dates fatidiques et décisives 1870 – 1914 – 1939. Leurs observations et conclusions ont-elles révélé une continuité profonde entre un passé prussien et la réalité du nazisme ? Observateurs des événements, ils ont cru à une mission, celle de prévenir leurs concitoyens des dangers prusso-allemand.

La guerre de 1870 a mis fin au mirage allemand tant vanté par Madame de Staël pour laisser la place à l'esprit de revanche exprimé chez les historiens par **Jules Michelet, Edgar Quinet et Ernest Lavisse**. Ces intellectuels sont incontournables. Il est difficile de les passer sous silence, dès lors qu'ils dénoncent avec une certaine agressivité l'unité allemande et le prussianisme, causes de tous les maux. Les trois piliers de l'Allemagne bismarkienne, la grande industrie, la grande propriété foncière et les militaires demeurent toujours au pouvoir au moment de la Première Guerre mondiale.

**Georges Dumesnil**, pris pour exemple, paraît représenter la tendance revancharde extrême de nos intellectuels, pour accuser l'Allemagne germanique « d'empester l'Europe par sa décomposition interne, comme elle l'infecte depuis 40 ans par son expansion extérieure, ethnique, intellectuelle et armée ».

**Jacques Bainville**, n'a fait que prendre le relais en dénonçant le danger de « la Bête germanique, dont la tête est la Prusse », consciente de sa force, de sa supériorité, et de son besoin d'expansion, Henri Lichtenberger ne distingue guère, en 1907, Allemagne et Prusse, où « il observe que la volonté de puissance prend le pas peu à peu dans l'âme allemande sur l'aspiration à la culture »<sup>588</sup>.

Cette volonté de puissance s'exprime, selon Charles Andler, au travers du mouvement pangermanisme, particulière et même excessive.

Dans leur analyse, ni Henri Lichtenberger, ni Andler n'ont négligé les rapports entre la Prusse et la modernité de la nouvelle Allemagne, dès lors que, pour eux la transition sera facilitée grâce aux vertus prussiennes organisation, discipline et solidarisme. Certains principes du national-socialisme sont ainsi évoqués.

Edmond Vermeil, pour sa part, a soutenu que le national-socialisme n'était pas un accident mais, en fait, un aboutissement logique du pangermanisme et du prussianisme, laissant ainsi planer l'ombre d'un certain déterminisme historique. Cette

---

<sup>588</sup>

Henri LICHTENBERGER « *l'Allemagne moderne* », Paris 1907, page 386

Prusse de « *tradition libérale* » a été étouffée pour laisser libre cours à « *cette discipline prussienne et protestante qui l'appauvrit, la militarise et la retourne contre les pouvoirs extérieurs auxquels elle doit beaucoup* ». à savoir l'humanisme, le rationalisme, le socialisme à visée universelle<sup>589</sup>.

Robert d'Harcourt a emboîté le pas à Edmond Vermeil pour dénoncer les « ambitions et les méthodes » du système nazi dont il voit peu de différences si ce n'est aucunes, avec les ambitions et méthodes prussiennes.

De toute évidence, les germanistes et les historiens sont les plus sensibles à la continuité des deux phénomènes. Les thèmes communs à Jacques Bainville, Charles de Gaulle, Pierre Gaxotte notamment tournent autour des pôles de l'éternelle Allemagne, le conflit permanent entre Germains et Gaulois, le caractère bénéfique du Traité de Westphalie pour l'Allemagne et le danger que l'Unité allemande représentait pour la France. La perception de l'Allemagne nazie restait limitée pour l'essentiel au renouveau de la puissance militaire et diplomatique de l'ennemi virtuel.

Les intellectuels n'ont pas eu de mots assez durs pour stigmatiser l'agressivité de la politique extérieure prusso-allemande, agressivité qui était la véritable raison d'être d'un Etat militariste et la préfiguration de la politique étrangère national-socialiste.

Le tout était d'en trouver une explication et **Jean-Edouard Spenle** a permis d'aller plus avant dans la découverte de la pensée allemande et dans sa compréhension.

Ce germaniste a qualifié l'Allemagne « *d'être la nation éternellement inachevée* », dès lors que le peuple restait insatisfait dans ses aspirations et « *est toujours en quête d'une mystique et de l'idée qu'il se faisait de son dynamisme vital* »<sup>590</sup>.

Compte tenu de sa complexité, l'impression d'inachevé demeure chez l'Allemand. Aussi aspire-t-il à la cohésion et de ce fait à une formule d'unité tant morale que spirituelle.

La réforme de Luther et « les Discours à la nation allemande » de Fichte avaient cette ambition. Ces mêmes discours, deux idées directrices, celle de constituer un « germanisme fermé » avec exclusive. A « l'Etranger », de Fichte personnifié par la France Napoléonienne est opposé « l'Anti-race » symbolisé sous le régime hitlérien par la race juive, d'où nécessité de procéder à une « Régénération » intérieure de la Race.

---

<sup>589</sup> Edmond VERMEIL « *Doctrinaires de la Révolution allemande* », 1938, page 34

<sup>590</sup> Jean-Edouard SPENLE « *la Pensée allemande de Leibniz à Nietzsche* », 1939, pages 110-191-192-

La réforme de Luther, l'œuvre musicale de Richard Wagner, et le personnage de « Zarathoustra » de Nietzsche n'avaient pas d'autre objectif que cette « régénération ».

Il se trouve, écrit Jean-Edouard Spénum, que cette idée est passée du domaine religieux, individuel, culturel, au domaine politique, pour arriver à une formule d'unité politique, qui impose son régime et sa discipline.

Le régime national-socialiste en est la manifestation.



## Troisième partie

### **LA PROBLEMATIQUE ET SES REPONSES**

Le Nazisme est-il le prolongement  
du Prussianisme ?

# C HAPITRE 1 – La réponse affirmative : le nazisme est le prolongement

---

Face à la problématique, il était opportun, dans un souci de méthode, de dessiner, selon les auteurs, quatre phases : **une première phase**, qui se traduit par une réponse affirmative : le nazisme est le prolongement du prussianisme. Il y a continuité entre les deux phénomènes, **une deuxième phase**, correspondant à une réponse négative, dès lors qu'une rupture s'est produite entre les deux phénomènes par une révolution ou une contre-révolution, **une troisième phase** constituée par une solution médiane : tout en culpabilisant les décideurs de la Prusse impériale, le nazisme entend conserver toutes les valeurs traditionnelles, enfin **une quatrième phase**, cas où la problématique est ignorée.

Un tel classement peut paraître quelque peu rigide, trop systématique, mais il répond à un devoir de clarté. En effet, un auteur peut être appelé à exprimer deux opinions contradictoires sur le même sujet.



Le phénomène nazi et ses liens avec le prussianisme ne peuvent être perçus qu'au travers des phases d'un mouvement de pensée évolutif, qu'il conviendra d'analyser.

Dans une phase située avant et après la Deuxième Guerre mondiale, les intellectuels français ont fait connaître leur position face au dualisme nazisme-prussianisme pour apporter une réponse affirmative à la problématique de la thèse. De leur analyse, il apparaît que leurs réflexions concernent les institutions, les structures, les méthodes en matière de politique intérieure du III<sup>ème</sup> Reich.

## Les institutions

L'historien **Pierre Benaerts** décrivait le Reich bismarkien, comme étant « *un empire territorialement délimité, politiquement uni, sans être unifié et sans cesser de garder le caractère d'Etat fédéral (Bundesstaat)* ».

Pour sa naissance, il n'était que le produit conjugué de la force économique et militaire de l'Allemagne et de la faiblesse des autres pays, et en fait il n'était que la résultante de trois forces inhérentes au corps germanique : la Prusse, les Etats secondaires, l'Autriche, dont la Prusse était l'élément moteur par son dynamisme et son centralisme, « s'il ne s'est pas trouvé un seul Allemand pour parachever l'œuvre de Bismarck, c'est un Autrichien qui l'a conduit à son terme », observait le même historien.

**Une continuité politique** apparaît, dès lors que la révolution hitlérienne a accompli la dernière étape de l'unité organique du Reich par la suppression des Etats fédérés, en tant « qu'entités politiques vivantes ».

De là à faire un rapprochement entre les structures de l'Etat prussien et de l'Etat nazi, un pas restait à franchir avec la comparaison du despotisme de Frédéric II et du totalitarisme hitlérien.

**René Lauret** dans *La Revue d'Allemagne* de 1933 observait ainsi que les pouvoirs étaient concentrés entre les mains du Führer, comme si celui-ci « remplaçait à lui seul le Président de la République, le gouvernement, les Chambres, le Conseil d'Etat et même les assemblées des départements et des communes ». Pour ce chroniqueur, il s'agissait d'un retour à la tradition prussienne du 18<sup>ème</sup> siècle, symbole d'un Etat fort et avec cette différence que le pouvoir d'Hitler est plus absolu que celui du roi de Prusse depuis le grand Frédéric »<sup>591</sup>.

L'Etat national socialiste est appelé certes le troisième Reich, pour rappeler l'histoire de l'Allemagne dans son évolution politique, mais les bases du système institutionnel étaient transformées, du fait qu'elles ne s'appuyaient plus sur la dynastie des Hohenzollern, mais sur le peuple. Le système juridique nazi se caractérisait par l'abandon du parlementarisme et du constitutionnalisme par le transfert du pouvoir exécutif et législatif au gouvernement. Bismarck estimait certes que l'idéal, pour lui, était le pouvoir monarchique contrôlé par une représentation nationale indépendante, qu'il voyait corporative ou professionnelle, mais il n'en cachait pas moins son mépris pour les parlementaires<sup>592</sup> et par « *le chaos de la situation parlementaire* »<sup>593</sup>. Guillaume II et Hitler rejoignaient Bismarck dans leur rejet du Parlementarisme.

---

<sup>591</sup> René LAURET « Chronique sur l'arrivée d'Hitler au pouvoir », *Revue d'Allemagne*, année 1933, page 640

<sup>592</sup> LOTHAR GALL "Bismarck", Fayard 1984, pages 63-635, *op. cit.* Lettre à Louis de Bavière, 1/6/1880, œuvres complètes, page 917

<sup>593</sup> Edmond VERMEIL « L'Histoire de l'Allemagne contemporaine », pages 230 -232

Des juristes aux historiens, on aboutit aux mêmes constatations et à une identité de vues sur la continuité du prussianisme par le nazisme.

Le juriste **Jacques Bardoux** et l'historien **Pierre Benaerts** soulignent « *qu'Hitler a recueilli l'héritage de Bismarck dans l'œuvre d'unification et d'expansion, ainsi que les valeurs traditionnelles prussiennes* ».

**René Capitant et Jacques Bainville** complètent cette observation pour écrire qu'Hitler a achevé l'œuvre de Bismarck par la réalisation de la grande Allemagne (*Grossdeutschland*) se substituant à la petite Allemagne (*Kleindeutschland*).

### Les méthodes de gouvernement

Selon l'historien **Pierre Benaerts**, la dictature a non seulement régi le III<sup>ème</sup> Reich, mais également le II<sup>ème</sup> Reich. La dictature de Bismarck, déjà évoquée par Jules Michelet, a fait place à la dictature incohérente du Kaiser. Les chanceliers comme Caprivi (1890 – 1894) Von Hohenhole (1894 – 1900), Bethman-Holweg (1909 – 1917) n'ont été en fait que les simples exécutants de Guillaume II, partisan d'une politique personnelle. Avec Hitler, l'autoritarisme devient totalitarisme.

Dans la comparaison des méthodes de gouvernement utilisées, **Jacques Bainville** y voit une certaine continuité dans le domaine de la politique étrangère. Ainsi le terme « *nécessité* » (Not kennt kein Gebot), prononcé notamment par le Chancelier Bethmann-Holweg pour chercher à justifier la violation de la neutralité belge par l'Allemagne, a été invoqué par la suite. L'Allemagne se place sous le signe « *de la nécessité de maîtrise des événements* ». Comme Guillaume II, qui demandait « *une place au soleil au travers de discours flamboyants* », Hitler utilise la même méthode pour « *mettre l'idée dans la tête des Allemands, trop nombreux sur un sol pourri et rétréci, que c'est une de ces nécessités, auxquelles on n'échappe pas* »<sup>594</sup>. Jacques Bainville n'arrêtait pas là sa comparaison pour rapprocher Bismarck de Hitler. Le chancelier de fer ne désirait-il pas la guerre pour consolider ses résultats par une victoire sur la France, comme Hitler qui après l'Anschluss, l'éclatement de la Tchécoslovaquie et l'agression contre la Pologne a voulu renouveler la même expérience ! « *Tout Kriegsspiel (le jeu de la guerre) concluait à la nécessité de réduire la France à l'impuissance* », écrivait cet historien.<sup>595</sup>

<sup>594</sup>

Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », Plon 1939, page 160

<sup>595</sup>

idem

, page 193

Les intellectuels français de la période 1933-1940 ont ainsi observé dans leur grande majorité qu'en matière de politique extérieure, les dirigeants nazis ont suivi les mêmes méthodes dans les grandes lignes tracées par leurs prédécesseurs. Ils ont abordé deux sujets, les origines et l'exécution des traités, prétendant que les raisons profondes de certaines décisions comme le retrait de l'Allemagne de la Conférence de désarmement et de la Société des Nations « *avaient été inspirées par la Reichswehr, la grande industrie et les dirigeants de la Prusse et que de ce fait la politique extérieure de l'Allemagne avait sa continuité* »<sup>596</sup>. Quant à l'exécution des traités, l'historien Georges Bidault, en 1936, dans son éditorial de *L'Aube* du 9 mars, lançait un cri d'alarme à l'annonce de la dénonciation du Traité de Locarno de 1925, qui garantissait les frontières rhénanes et au moment de l'installation des troupes allemandes sur le Rhin : « *l'Allemagne déchire un traité, elle reprend une tradition, qui remonte assez loin dans l'histoire, la tradition des chiffons de papier* ». Frédéric II était ainsi mis en cause par cet historien. Des manquements au Droit des gens perpétrés tant par l'Allemagne impériale que par l'Allemagne hitlérienne sont ainsi soulignés.

En 1937, l'éditorialiste du *Temps* consacrait son bulletin du jour du 23 février à la neutralité de la Suisse, que Hitler s'était engagé à respecter. « *La sécurité de ce pays pion sur l'échiquier européen, écrivait-il, intéressait tout l'Occident et en premier la France* ». L'auteur de ces lignes ne pouvait s'empêcher d'ajouter « *On ne saurait oublier qu'en 1914 la neutralité de la Belgique imposée par le Traité de 1830, au bas duquel se trouvait la signature de la Prusse, était garantie elle aussi ! ! l'Allemagne ne l'aurait pas moins violée délibérément, car nécessité ne connaît pas de loi* ». Les spécialistes de droit international **Robert Redslob** et **René Cassin** ont dénoncé les manquements graves au Droit des gens et l'état de nécessité évoqué tant par Guillaume II que par Hitler pour justifier leurs agressions. La Prusse et l'Allemagne, constate-t-on, s'avèrent indissociables quant à la violation des traités internationaux garantissant la neutralité de certains pays européens.<sup>597</sup>

**Jacques Bardoux**, autre juriste et le philosophe **Henri Bergson** se sont attachés à démontrer que les guerres 1870-1914-1939 présentaient une certaine continuité, des lors qu'elles avaient un même objet, l'extension de l'Allemagne sur le continent européen.

<sup>596</sup>

René PINON « Editorial », *Revue des Deux Mondes* du 14 octobre 1933, pages 711-714

<sup>597</sup>

Robert REDSLOB « Les Principes du Droit des gens modernes », 1937, pages 163-164



Pour sa part, Albert Rivaud estimait que le phénomène du nazisme avait déjà ses racines implantées avant 1914 et que la guerre de 1914 pouvait avoir été une de ses causes.

### Les structures

Nombre d'intellectuels français ont constaté que les trois piliers du régime prussien « *le junkertum, la Reichswehr et la bureaucratie* » étaient toujours présents sous le régime hitlérien.

Le choix des officiers supérieurs de la Reichswehr en est l'illustration avec trois exemples : **Walther von Brauchitsch**, qualifié par l'historien Philippe Masson « *de pur représentant de la tradition prussienne* », nommé en 1938 commandant des troupes de terre, **Erich von Manstein**, neveu d'Hindenburg, fils de général prussien, nommé en septembre 1939 chef de groupes d'armée, **Heinz Guderian**, fils d'officier prussien, spécialisé dans l'armée blindée, appelé plusieurs fois à des postes de responsabilité au cours du deuxième conflit mondial.

Pour sa part, la diplomatie allemande assure une certaine continuité au service de l'Etat nazi. Il suffit pour s'en convaincre de se référer à l'organigramme de l'*Auswartiges Amt* » nom donné par Bismarck au Ministère prussien des Affaires étrangères lors de la création de la Confédération de l'Allemagne du Nord en 1867, qui lui est resté jusqu'à nos jours, et situé à Berlin au 76 de la Wilhelinstrasse, quartier des ministères.

On peut y lire les noms des diplomates de carrière à tous les degrés de la haute hiérarchie : *Konstantin von Neurath*, ministre des Affaires étrangères de 1932 à 1938, date à laquelle il est remplacé par von Ribbentrop. Le père de von Neurath avait servi à la Cour du roi de Wurtemberg et lui même avait été chef du cabinet civil du même souverain, avant d'être nommé ambassadeur du Reich à Ankara. Les trois secrétaires d'Etat au service du régime nazi : *Bernhard von Bulow*, fils de général en fonction de 1933 à 1938, *H. G. von Mackensen* en 1937, fils du feldmarshall von Mackensen, puis *Ernst von Weizsäcker* de 1937 à 1939.

On notera que la plupart des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères étaient incités à entrer dans le parti nazi. Marlis Steinert notait que 71 y

étaient inscrits sur 120, 11 avaient postulé, mais ne furent pas admis. Sur 9 directeurs de Département, un seul celui du service juridique Fried Gauss n'appartenait pas au parti<sup>598</sup>.

Les juristes **Henri Laufenburger** et **François Perroux** font le même constat dans le domaine économique, où les magnats de la finance et de l'industrie lourde sont restés aux postes de commande. Cette observation n'est d'ailleurs pas isolée, pour être reprise par bon nombre d'intellectuels.

Il apparaît que les intellectuels cités n'étaient pas isolés dans leur appréciation sur le dualisme prussianisme – nazisme. Pour s'en convaincre, il suffit de se référer à la Presse française de l'époque, une liberté optimum favorisant alors le développement et l'échange des idées. L'examen d'un large éventail de journaux, où chaque tendance y figurait. Ne va t'on pas assisté au travers des publications au retour du passé de l'Allemagne ou à son oubli ?

Comme si nous assistions à la projection d'un film d'actualités en fonction des évènements, le spectateur peut y voir :

**1933** : Il n'est pas contestable que la crainte de l'Allemagne impériale et prussienne était constante, même après l'arrivée des nazis au pouvoir. Dans la « *Revue des deux Mondes* » du 1<sup>er</sup> janvier 1933, le chroniqueur **René Pinon**, épilogue sur la signification symbolique de Potsdam et sur la poignée de main du président Hindenburg et du chancelier Hitler. L'on s'aperçoit, écrivait-il, que « *l'Allemagne prussianisée a repris sa figure des mauvais jours, ceux où menaçant les droits des autres, sous prétexte d'exercer les siens, elle a fini par arrêter sur elle réprobation et coalition du monde civiles. L'Allemagne réveillée se retrouve haineuse, brutale, elle frappe, tue, incendie, opprime* ».

René Pinon trouve par ailleurs une explication au retrait, le 14 octobre 1933, de l'Allemagne de la Conférence du désarmement et de la Société des Nations. Il s'agit en fait d'inspirations de la Reichswehr, de la grande industrie et des dirigeants de la Prusse. « *La politique extérieure de l'Allemagne a sa continuité* ».

**1934** : considérée par **André François-Poncet** comme « l'année cruciale », révélant la brutalité et la cruauté des nazis mettant ainsi fin aux hésitations d'Hitler, allusion faite à la nuit des longs couteaux survenue le 30 juin 1934.

Alors que *L'Echo de Paris*, de tendance droite catholique, titrait dans son édition du 1<sup>er</sup> juillet « *Hitler étouffe dans l'œuf un complot formé par l'armée brune* », son éditorialiste Pertinax était convaincu que « *les chefs de la Reichswehr, les bureaucrates, les junkers et les grands industriels, reprendront dans l'Etat leur ancienne place. Au bout de l'évolution veulent même apercevoir un Hohenzollern* ».

A l'opposé de l'échiquier politique, son confrère Gabriel Péri dans *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> juillet, partageait le même point de vue en mettant en cause « *les tenants de la vieille Allemagne prussienne* ».

L'année **1935** a été certes moins riche en événements, mais a été marquée par la promulgation des Lois de Nuremberg.

*Le Figaro* du 23 juillet dénonçait les persécutions dont étaient victimes les pratiquants de toutes les religions, signalant « *qu'à la sortie des offices, les fidèles pouvaient lire dans les journaux les thèmes qu'on infligeait aux prêtres sous le titre 'Abus de la chaire'* ». A l'époque du Kulturkampf, les mêmes thèmes avaient servi au gouvernement de Bismarck pour emprisonner des évêques et de nombreux prêtres catholiques.

Son confrère de *L'Echo de Paris* avait publié un article le 6 septembre sur l'antisémitisme, et dans son commentaire sur le Congrès de Nuremberg, avait relevé que lors de l'apparition d'Hitler à ces festivités, la musique avait exécuté *La marche de Frédéric le Grand*. Tradition et révolution se rejoignaient ainsi dans un symbole.

La menace nazie sur l'Europe n'occultait pas toutefois l'obsession de la Prusse agressive.

**Léon Daudet**, dans son éditorial du 17 septembre 1935, de *l'Action française*, ne s'interrogeait-il pas sur les desseins allemands et sur l'influence « *de la caste militaire, qui, depuis Frédéric II, décidait de la guerre et de la paix avec à sa tête le doctrinaire Von Seeckt* »<sup>599</sup>.

Leur but n'était pas douteux pour ce journaliste qui mettait en cause « *le chef du grand Etat-major, les historiens et les guides intellectuels de l'Allemagne* ».

Au seuil de l'année **1936**, l'actualité est marquée par la remilitarisation de la Rhénanie, le 7 mars, l'Allemagne nazie dénonçant unilatéralement le Traité de Locarno de 1925. Léon Daudet rappelant la violation en 1914 de la neutralité belge, constatait dans son éditorial du 10 mars « *qu'aucun pacte n'a jamais compté, 'l'Allemanité' d'abord, formule de Fichte, du baron von Stein, puis de Bismarck et de von Moltke, de Guillaume et de ses conseillers. C'est aujourd'hui celle d'Hitler aggravée par le fait*

<sup>599</sup>

Von SEECKT (1866-1936), créateur de la Reichswehr, fit campagne contre les restrictions militaires imposées par le Traité de Versailles.

*que le racisme est une religion et que l'Allemagne de 1936 est plus fanatique que celle de 1914.*

L'année **1937** a été par contre qualifiée *de pâle année* par **Jean-Baptiste Duroselle**, pour traduire l'immobilité de la diplomatie française et l'absence d'événement marquant. *Le Temps* des 2 et 31 janvier se contentait de dresser un bilan des quatre années du nazisme en concluant que « *Hitler a voulu être maître suprême du Reich allemand soucieux avant tout de lui rendre son ancienne puissance militaire, qu'il considère comme le plus sûr instrument de la grandeur de Deutschland* ».

Si l'année 1937 n'a pas été fertile en événements politiques saillants, il en est différemment pour l'année **1938**, marquée par l'Anschluss et le rattachement de l'Autriche au Reich allemand et la crise des Sudètes achevée le 30 septembre après les accords de Munich. Pourquoi les alliés n'ont-ils pas pu éviter l'aggravation de la situation internationale et plus particulièrement celle des rapports franco-allemands.

Le diplomate **Robert Coulondre**, futur ambassadeur à Berlin, avait proposé une solution « *entraver, lors du Traité de Versailles de 1919, la vocation belliqueuse de la Prusse et de lui rogner les griffes* »<sup>600</sup>. Il surenchérisait en écrivant « *La restauration d'une Allemagne fédérale, qui aurait diminué la Prusse en valeur relative, eut été la conclusion logique de la défaite allemande dans une guerre commencée un demi-siècle plus tôt par Bismarck, pour assurer 'dero et igni' l'hégémonie prussienne en Allemagne d'abord, en Europe ensuite* ».

Ce commentaire serait insuffisant s'il n'était pas suivi du grief adressé aux politiciens de s'être laissé détourné du véritable objectif : la Ruhr, la Prusse à l'est, et à ouvrir à travers son territoire le couloir polonais qui devait demeurer comme une annonce permanente de son démembrement.

Gabriel Péri dans *l'Humanité* du 7 septembre, souhaite que, devant la menace contre la paix, l'attitude des démocrates devait être exempte de toute équivoque rappelant que les hésitations des ministres anglais en juillet 1914 « *ont beaucoup contribué à encourager l'audace du Kaiser* ». Le 16 septembre, le même éditorialiste lançait un avertissement à l'appui du dernier discours de Paul Reynaud à la Chambre

<sup>600</sup>

Robert COULONDRE « *Souvenirs de deux Ambassades* », Hachette, 1950, page 191

des députés le 20 février dernier « *Lorsque sans avoir tiré des coups de feu, l'Allemagne disposera du pétrole roumain, du blé hongrois, des usines de guerre de Tchécoslovaquie, il se sera constitué cette Europe germanique, à laquelle l'Allemagne d'aujourd'hui jouerait le rôle que la Prusse a joué dans l'Europe, que se passerait-il ?* ».

*Le Populaire*, de tendance socialiste, par une analyse dans sa revue de presse du 4 septembre 1938 sur les forces passionnelles opposées à des forces rationnelles, à l'intérieur du Reich hitlérien, observe que l'influence tant du commandement de la Reichswehr que de la diplomatie de l'ancienne école prussienne qui subsiste à la Wilhelmstrasse, a diminué. Preuves en est du refus du feldmarschall von Keitel d'avaliser l'aventure tchèque et la nomination comme ministre des Affaires étrangères de von Ribbentrop « *après mise en disgrâce des fonctionnaires expérimentés prussiens d'origine et d'esprit* ».

Le 23 septembre, Jacques Bardoux constate, dans le Figaro, les réalités de l'Anschluss et du rattachement des Sudètes au Reichhitlérien et fait le rapprochement entre l'été 1914 et l'été 1938 au travers des dirigeants de l'Allemagne. Pour apprécier les discours apaisants du nouveau kaiser, il conviendrait de remplacer mentalement les noms des hommes d'Etat d'aujourd'hui par ceux d'hier et de se demander comment Guillaume II et Bethmann-Holweg eussent interprété les paroles et actes d'Hitler. « *Auraient-ils sans hésiter refermé les portes du temple de la guerre ?* ».

**1939** « *Année d'attente et d'incertitude* », selon l'historien Jean-Baptiste Duroselle, voit la parution de nombreux articles de presse sur l'actualité. Les événements se succèdent : 15 mars, occupation de Prague par les troupes allemandes, création du Protectorat de Bohême-Moravie. La Tchécoslovaquie libre est à l'agonie. Une deuxième crise survient le 28 avril provoquée par les exigences d'Hitler et sa demande en restitution de Dantzig par la Pologne. La Déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre par l'Allemagne est suivie de l'occupation de Dantzig par la Wehrmacht, la défaite de la Pologne, son dépeçage par l'Allemagne et son allié occasionnel l'U.R.S.S. devenaient réalités.

La gravité de ces faits vécus appelait les journalistes à faire des commentaires à leur sujet. La presse de gauche a été moins représentative étant alors amputée de

*L'Humanité*, organe de combat du parti communiste, préoccupée par les débats d'idéologie. Par contre, le périodique *Marianne* du 3 décembre, sous le titre « *Il faut savoir* » et la signature de Denys Amiel, observe sur le plan des relations franco-allemandes l'ignorance de certains français sur l'histoire de notre voisin, « *l'exécrant en bloc, la haïssant de toute pièce avec un conformisme, qui tenait au panurgisme à la manière allemande* ». Vu du côté français, le même éditorialiste note que des français sont loin de se rendre compte que « *la France est engagée dans un véritable procès en contestation d'existence, dont l'incubation a commencé il y a près d'un siècle, qui a fait sa première érosion en 1870, sa première crue en 1914 et qui fait en ce moment sa crise maxima* ». Cette idée de continuité dans les politiques successives de Guillaume II et d'Hitler persiste dans l'esprit des commentateurs de la presse française.

**René Pinon**, dans *La Revue des deux mondes* » de septembre-octobre 1939, constate l'invasion de la Pologne et sa disparition de la carte européenne avec une métaphore « *L'Aigle noir de Prusse, dès qu'il a eu bec et ongles, s'est rué sur l'aigle blanc. La Prusse n'a grandi que par la ruine de l'Etat polonais, Frédéric II et Catherine de Russie, deux brigands, s'associèrent pour l'assassinat d'une nation. Et les brigands sont les mêmes, l'Allemand et le Russe, que rapproche toujours cette vieille complicité dans un crime historique* ».

La presse de 1940 n'a fait que reprendre les clichés antérieurs. *Le Figaro*, dresse le bilan du demi-siècle « *25 ans après, par la faute de l'Allemagne, son affreux penchant à faire peser sur les individus ses contraintes soldatesques, tout cela s'est durci une première fois, s'est encore accru depuis 5 ans, de ses violences, de ce cruel et sanglant remue-ménage* ».

L'image de la Prusse et d'une Allemagne malfaisante est reprise par les éditorialistes de toute sensibilité politique. Après une « *drôle de guerre* », caractérisée par l'immobilisme des antagonistes, s'engage la bataille de France.

Jean-Remy Palanque, dans « *L'Aube* » du 1<sup>er</sup> avril 1940, propose une solution radicale pour réduire le potentiel agressif de l'Allemagne.

**Léon Blum**, dans un écrit du 19 juillet 1939, relève que envahissant la Pologne « *Hitler n'a fait que reprendre les plans et les visées de l'Allemagne de Guillaume II,*

*c'est-à-dire de la grande industrie allemande, en quête de débouchés et de matières premières* ». Dans la presse de droite, on ne peut que noter une tonalité identique.

Georges Goyau, de l'Académie Française, invite, le 1<sup>er</sup> septembre, à écouter « *la voix de Dantzig* », tout en faisant un retour sur le passé : « *Depuis ce jour de mai 1793, où la Prusse s'installa dans Dantzig, c'est à peine si l'orthodoxie germanique attribue encore aux vieux vestiges polonais quelque intérêt archéologique. Il semble pourtant que cette conquérante qu'était la Prusse, ne fut pas hélas bien chaleureusement accueillie* ».

Le 2 septembre, Wladimir d'Ormesson, autre commentateur du « *Figaro* », emboîtant le pas à Georges Goyau, qualifiait de criminelle l'occupation de Dantzig par les nazis, « *Hitler a attendu le dernier moment* ». La Dépêche d'Ems du prétendu plan de règlement proposé à la Pologne, allusion faite aux préliminaires de la guerre franco-prussienne de 1870. « *Nous ne connaissons qu'une Allemagne, celle qui nous a attaqués ou envahis six fois en un siècle et demi* », écrivait-il. « *Il faut donc la réduire à l'impuissance en mettant fin à son unité, à son existence en tant que nation* ».

Pour l'avenir, il serait nécessaire de jeter l'anathème « *sur l'impérialisme machiavélique successivement incarné par Bismarck, Guillaume et Hitler* ».

Abel Hernant, de l'Académie Française, dans le même quotidien du 21 janvier, intitule son article « *Intelligence* » avec la description des différentes méthodes de gouvernement « *le Führer peut procéder de Bismarck et de Guillaume II, mais Bismarck avait la manière et Guillaume II une espèce de culture romantique. C'étaient des ennemis de notre monde. Avec celui-ci, on peut se battre, mais on ne le recevait pas chez soi* ». Ce commentaire est d'autant plus intéressant qu'il émane d'un personnage qui a collaboré pendant l'occupation allemande. La Prusse est mise encore en cause fin 1939.

**René Pinon**, dans *La Revue des deux Mondes* de novembre-décembre, consacre sa chronique de la quinzaine à « *l'Allemagne de 1939* ». « *Cette Allemagne devait être l'antithèse de la Russie soviétique. Elle en est le décalque amélioré par les survivances de la technique prussienne de l'esprit militaire et du travail allemand. Comme toute démagogie, la démagogie allemande hitlérienne a joué cyniquement avec les valeurs*



*traditionnelles. Elle les a célébrées, exaltées sans répit et parfois, elle a semblé les cultiver ».*

A l'heure où s'engage la bataille de France, on peut relever deux commentaires. Le premier date du 15 janvier, écrit par Wladimir d'Ormesson dans *Le Figaro*, était titré « Le Démon ». Son auteur qualifie le présent conflit entre l'Allemagne et l'Europe ou plus exactement « de l'esprit prussien et de l'Europe », car tout cela date de Sadowa.

Second commentaire non moins significatif du 3 juin 1940 de Charles Maurras « *A quel adversaire avons-nous affaire ?* ». Sa réponse est claire « *en vérité, en face de nous c'est l'organisation, le mécanisme guerrier, c'est l'armée prussienne. Exemple en est la résistance allemande à Narvik. Sur son entraînement, le fruit du travail est plus ancien. Elle atteste la tradition, les études et l'expérience antérieurement de beaucoup à l'hitlérisme* » (sic).

Tous ces journalistes se montraient ainsi germanophobes dans l'expression, mais également dans le vocabulaire. L'opinion publique avait tendance à assimiler sous l'étiquette de « boche »<sup>601</sup> prussien et allemand. Le général Von Reichenau, haut responsable de la Reichswehr, élevait une protestation auprès du général Renondeau, attaché militaire français à Berlin. Ce militaire protestait solennellement pour l'usage du mot « boche » dans la presse française et notamment la presse militaire, mot que « *les allemands et tout spécialement les officiers de la Reichswehr ne peuvent lire encore aujourd'hui, sans éprouver un sentiment de vive indignation* »<sup>602</sup>.

Cette expression d'hostilité a même perduré au-delà de 1940 et une confusion s'est opérée entre le prussien, le boche et l'Allemand, quel que soit le maître de l'Allemagne.



La diabolisation de la Prusse et de l'Allemagne confondues n'était pas le propre de la France, mais également de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sous l'impulsion de Lord Vansittart et d'Henry Morgenthau. Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de 1930 à 1938 et conseiller diplomatique de Winston Churchill jusqu'en 1941, **Robert Lord Vansittart** a exercé son influence par une série de communications

<sup>601</sup> Dictionnaire de l'Argot – Larousse 1995 – Boche : aphérèse du mot allemand alboche ; se serait détaché de son origine pour désigner génériquement « la tête dure », puis le soldat barbare dans un contexte de guerre 1870-1914-1939

<sup>602</sup> Archives du Quai d'Orsay, Fonds « Allemagne » 1930-1940, Dépêche du 8.01.1935, communication lettre attaché militaire à Berlin à Ministre de la guerre.

radiodiffusées, rassemblées dans un fascicule « *Black Record* » et plusieurs ouvrages avec pour objectif de diaboliser l'Allemagne, l'oiseau bourreau (Beitcher-bird), symbole de cruauté et d'agressivité, responsable depuis l'unification de 1871 d'avoir menacé la paix européenne. Sur la même ligne que Lord Vansittart, **Henry Morgenthau**, secrétaire d'Etat américain au Trésor, estimait dans son ouvrage « Germany is our problem » que les allemands irrémédiablement malfaisants et belliqueux méritaient un châtement exemplaire, en soulignant que « *le désir de guerre est aussi fermement enraciné dans l'âme allemande que le désir de liberté dans l'âme américaine* ».

Leurs idées aboutissaient à une germanophobie fanatique et primaire avec le cliché présentant le nazisme comme un phénomène enraciné dans les profondeurs de l'Histoire allemande.

## HAPITRE 2 – La rupture entre les phénomènes prussianisme – nazisme

---

Dans une deuxième phase, face au dualisme Prussianisme – Nazisme, une réponse négative a été apporté par les intellectuels. Leurs arguments sont-ils suffisamment convaincants. Pour eux, le phénomène nazi constitue indéniablement une rupture dans l'évolution de l'Allemagne. Le germaniste Edmond Vermeil parle même de redoutable schisme entre le passé et le présent.<sup>603</sup>

Deux questions se posent :

- le nazisme rompt-il avec le passé prussien et avec la dynastie de Hohenzollern ?
- les institutions, dont certaines datent comme le Reichsrat, de l'époque prussienne, sont-elles modifiées ?

Les idées force comme le Reich, la Nation, l'Etat, la race font-elles l'objet d'une évolution ? Quel est le regard des intellectuels français ?

### Sur les rapports des dirigeants du national socialisme avec les Hohenzollern

Depuis l'installation de la République de Weimar, deux présidents se sont succédé au pouvoir, Ebert de 1919 à 1925 et son successeur le maréchal Hindenburg, d'origine prussienne, réélu à la tête de l'Etat le 10 avril 1932.

De novembre 1932 à janvier 1933, le général von Schleicher, d'origine prussienne remplaçait von Papen dans les fonctions de chancelier. Von Schleicher cédait sa place à A. Hitler le 30 janvier 1933 sous la menace de troubles et sur les instances de von Papen auprès du Président Hindenburg.

Déjà les gouvernants de Weimar n'avaient pas abandonné tout lien avec l'Allemagne impériale et la Prusse : Gustave Stresemann, ministre des Affaires

---

<sup>603</sup>

Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine, Aubier 1953, page 27.

étrangères du Reich ne cachait-il pas dans une lettre écrite au Kronprinz Frederic Guillaume sa sympathie et ses objectifs en matière politique étrangère<sup>604</sup>.

L'agitation permanente et révolutionnaire entretenue par les Spartakistes et en 1920 par les nationalistes de Kapp, haut fonctionnaire prussien, et du Général Luttwitz, sensibilisera à tel point les Allemands qu'ils auront la nostalgie de l'ordre prussien.

Les commentateurs de la Presse française de 1933 à 1940 ne cesseront dans leurs éditoriaux de brandir la menace du retour des Hohenzollern et de l'Allemagne impériale prussienne. Parmi les journaux parus à l'époque nous en avons retenu trois se situant de droite à gauche de l'échiquier politique :

*L'Aube* du 10 janvier 1933, où Georges Bidault écrivait : « *autour d'Hitler et von Papen au sein d'un cabinet de coalition se rangeaient les vieux prussiens : nobles, magnats de la grosse industrie, propriétaires terriens, tous ceux qui sont hostiles à la moindre réforme sociale, tous ceux qui sont enfermés dans le capitalisme et la monarchie* ».

*L'Echo de Paris* relatait le 18 janvier 1933, à l'occasion de l'anniversaire de la Fondation de l'Empire, au Landtag de Prusse, le drapeau impérial a été également hissé sur l'ordre du Président national-socialiste Kerl, lequel a tenu une profession de foi monarchiste. « *Le Reich serait resté un rêve et une utopie si la dynastie des Hohenzollern ne s'était pas faite le champion de cette idée* ». En fait, il s'agissait, pour ce dirigeant nazi, d'une récupération auprès de l'électorat prussien.

A gauche, *Le Populaire* des 1 et 9 février 1933, constatait qu'Hitler se trouvait dans une situation pleine de contradictions. « *Ne sera-t-il pas poussé à chercher dans la restauration prochaine des Hohenzollern un moyen de consolider son gouvernement* ».

Ces inquiétudes étaient-elles fondées ? Existait-il des rapports entre la dynastie des Hohenzollern et Hitler ? Edmond Vermeil renseigne à ce sujet à l'appui d'extraits de *Mein Kampf*, où Hitler critique sévèrement le II<sup>ème</sup> Reich, tout en épargnant la monarchie, la bureaucratie et l'armée prussienne. Autant il honnit les Habsbourg, autant il exalte les Hohenzollern<sup>605</sup>. Hitler observe qu'à l'image du pangermanisme autrichien, le régime Wilhelminien s'est abstenu de tout contact avec les masses et de toute éducation politique à l'égard des classes moyennes. « *La monarchie, dit Hitler, war dem*

<sup>604</sup> Pierre GAXOTTE « *Histoire de l'Allemagne* », Flammarion, 1975, page 629

<sup>605</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », Sorlot 1938, pages 242-244, op. cit. « *Mein Kampf* », pages 259-261 et encore pages 56-57 et 303-305

*breiten Volke entfremdet* » (la monarchie était éloignée du peuple dans sa majorité). Mais le Führer faisait une réserve à son propos en ajoutant « *Quand est venu le grand effondrement final en 1919, on a accusé la monarchie, les militaires et les capitalistes. On a oublié le rôle qu'ont joué les Erzberger et les Scheidmann. Pourquoi Guillaume II a-t-il tendue la main aux juifs ?* ». <sup>606</sup>

Le chercheur se doit de rappeler que Erzberger, député au Reichstag en 1903, siège au centre catholique, se déclare partisan d'une paix honorable et sans annexion.

Le 6 juillet 1917. Président de la commission d'armistice, il reçoit le 9 novembre à Rethondes, au nom du gouvernement impérial, les conditions de l'armistice le 11 novembre 1918 qu'il accepte. Il est assassiné le 26 août 1921. Quant à Philippe Scheidmann, député socialiste au Reichstag, il proclame la République pour éviter que Karl Liebknecht ne le fasse. En février 1919, il préside le premier gouvernement de la République de Weimar. <sup>607</sup>

En 1933, peu d'intellectuels français cités ont fait un retour de mémoire sur le passé prussien de l'Allemagne et encore moins sur le sort de la famille impériale sous le régime hitlérien. **Jacques Bainville**, s'adressant à « *ceux qui ont travaillé pour Hitler et à ceux pour qui Hitler travaille* », faisait grief au maréchal-président de faire ce qu'il fallait pour mettre à la tête du Reich la main munie d'un balai et après ? *Après on commencera à regretter les Hohenzollern et même à avoir besoin d'eux. Comme on peut tout faire avec des baïonnettes, excepté de s'asseoir dessus, précepte, dont l'auteur est Bismarck, il faudra bien que l'Allemagne trouve un régime normal, un milieu entre une dictature frénétique et une démocratie impossible* » <sup>608</sup>. Le même historien dans un autre ouvrage écrivait que « *l'Empire des Hohenzollern commençait en secret à être regretté dans le monde comme une forme de gouvernement libéral auprès du régime hitlérien* » <sup>609</sup>. Il fait ainsi référence au Reich de Guillaume II, qui se situait dans une ère de libéralisme et qui paraît aujourd'hui tolérant et respectueux de la personne humaine.

**Charles Blondel** renseignait, en 1934, sur le destin des Hohenzollern en indiquant que le régime hitlérien mettait à l'honneur lors des cérémonies officielles deux des fils de l'ex-Kaiser Auguste Wilhelm « Auswi » et Oscar, lesquels s'activaient

<sup>606</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », op. cit. *Mein Kampf*, pages 258-260

<sup>607</sup> Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, page 206, *Mein Kampf*, pages 224-225

<sup>608</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Allemagne* », Paris 1940, AF 2.3.1933, page 185

<sup>609</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Histoire de deux peuples* », Paris 1940, page 251

au sein du mouvement national-socialiste et figuraient notamment à la cérémonie de Potsdam<sup>610</sup>.

Le journal de l'extrême-droite *Je suis partout*, dont Pierre Gaxotte était le directeur-rédacteur, observait dans son numéro du 19 octobre 1935 que les Hohenzollern donnaient des gages au régime, « *le Kronprinz étant en coquetterie* » avec le mouvement nazi et entretenant encore les meilleures relations avec le général Goering. Le commentateur y ajoutait des réflexions incisives « *Au fond, que nous importe Prince ou manant, l'Allemagne se donner un maître, que n'a-t-elle gardé, ceux de 1918. L'Europe n'en serait pas là où elle est, si au lieu d'avoir voulu pendre le Kaiser, nous avons imposé comme pénitence à son peuple de le reprendre. D'un souverain battu, humilié, déconsidéré, nous aurions obtenu plus de docilité que d'un peuple anonyme, fier à juste titre de ses exploits.* »<sup>611</sup>

Le hasard de l'Histoire a mis en conflit, lors de l'élection présidentielle du 10 avril 1932, Hindenburg, le représentant du prussianisme, et celui du nazisme. Le premier candidat obtint, rappelons-le, au 2<sup>ème</sup> tour 53 % des suffrages et Hitler 36,8 %.

Mais qui était Hindenburg pour les intellectuels français ? Sa disparition tant attendue par les dirigeants nazis le 30 juin 1934, provoqua des réactions diverses allant du regret au soulagement. L'éditorialiste du *Temps* regrettait le 2 août 1934 de voir disparaître « *la dernière force morale subsistante dans une Allemagne face à toutes les détresses* ».

A l'inverse, l'historien **Pierre Gaxotte** y voyait un soulagement au travers d'un article virulent de l'hebdomadaire *Je suis partout* du 4 août 1934 sous le titre « *Les trois vies du maréchal Hindenburg, un portrait au vitriol sans concession* », sous forme d'accusations :

Première accusation : Hindenburg a fait la guerre en germain. Sa lourde et lente cervelle n'a reculé devant aucun moyen, si inhumain, si atroce fût-il : les torpillages sous-marins sans distinction. Pierre Gaxotte fait référence au torpillage du paquebot *Lusitania* du 7 mai 1915, au cours duquel mille deux cent civils, dont cent dix huit Américains périrent dans le naufrage. Deuxième accusation : il est responsable des vols, pillages, incendies, dévastations, atrocités commises, sous ses ordres, par ses armées

---

<sup>610</sup> Georges BLONDEL « *Le Triomphe du germanisme* ». Editions Marcel Rivière, 1934, page 67  
<sup>611</sup> Pierre GAXOTTE « *Je suis partout* », numéro du 19 octobre 1935

victorieuses ou en retraite, sans que le moindre prétexte pût justifier cette barbarie. Pierre Gaxotte évoque les faits qui ont accompagné, en 1914, l'invasion de la Belgique et du Luxembourg. Les Allemands, sous l'accusation faite aux Belges d'entretenir sous leur toit des francs-tireurs, notamment dans Liège et aux étapes de la marche sur Bruxelles, mais aussi dans le Sud du Luxembourg belge, ravagèrent lors du passage de leurs troupes des villes et des villages par des incendies, des pillages, des violences et des exécutions sommaires. La première armée allemande fut à l'origine de la mise à sac de l'Université et de la splendide bibliothèque de Louvain, qui devint « *le symbole de la barbarie allemande* ». Les méthodes de terreur utilisées en Belgique rappellent celles dont la Lorraine et la France du Nord ont été les victimes<sup>612</sup>. L'année 1918 fut le théâtre du bombardement par la « *Bertha* », canon à longue portée d'objectifs civils à Paris comme celui de l'Eglise Saint Gervais, où 91 fidèles furent tués le Vendredi-Saint. Troisième accusation : les alliés ont proclamé qu'ils ne combattaient pas l'Allemagne, mais l'impérialisme prussien et l'impérialisme german. Le Maréchal Foch, généralissime des armées alliées pendant la Première Guerre mondiale n'écrivait-il pas dans ses mémoires écrites en 1930 ? « *En 1914, l'Allemagne est prussifiée. Chez elle aux yeux de tous la Force crée le Droit pour réaliser le rôle qui lui est assigné dans le monde par la supériorité de sa race* ». En 1929, Foch rappelait que « *c'est par l'effusion de sang que la Prusse a fait l'Allemagne, l'a grandie et doit la grandir encore. Telle est la philosophie du hobereau vainqueur adoptant les fidèles sujets allemands* »<sup>613</sup>. Quatrième accusation de Pierre Gaxotte : « *dans l'écroulement, Hindenburg reste debout, émergeant d'un monde en ruines, symbole de la vieille Allemagne et de la vieille Prusse. Que lui importe pour lui Tannenberg et autres victoires, l'Allemagne dépecée, l'Europe rebâtie contre elle, les Hohenzollern en fuite, tout est fini pour lui.* ».

Du fait de la disparition du dernier grand junker suprême force du Reich traditionnel, Hitler n'avait plus à s'inquiéter des plans visant le rétablissement de la monarchie ou du remplacement par une figure emblématique de la droite traditionnelle<sup>614</sup>.

<sup>612</sup> Pierre MIQUEL « *La Grande Guerre* », Fayard 1983, pages 127-128

<sup>613</sup> Maréchal FOCH « *Mémoires* », Plon Paris 1930, préface pages 5 et 6

<sup>614</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », Fayard 1991, page 265

Le bilan laissé par les Hohenzollern provoquait cette réflexion de l'historien Pierre Benaerts « **les Hohenzollern, qui avaient mené à bien la première tâche, l'Unité, ont manqué d'être les destructeurs de leur œuvre. Il ne s'est pas trouvé un seul Allemand pour la parachever. C'est un Autrichien qui l'a empoignée pour la conduire à son terme actuel**<sup>615</sup>. »

- **L'arrivée d'Hitler et du nazisme**

Est-ce une Révolution ?

A l'opposé des partisans de la thèse de la continuité prussianisme-nazisme, un grand nombre d'intellectuels français estimait que le nazisme marquait une rupture avec le prussianisme et plus généralement avec le passé. Les dirigeants nazis en étaient convaincus. Goebbels notait dans ses « Tagebücher » (journal) le 30 janvier 1933, date de la nomination d'Hitler comme chancelier « la Révolution allemande commence », alors que dans son manuscrit non daté, il fait mention de la « Révolution des Allemands ».

Par le terme révolution, on définit un changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un Etat, pour engendrer une situation nouvelle.

Dans « *L'Allemagne nouvelle* », titre donné par **Henri Lichtenberger** à son ouvrage, la révolution s'est déroulée dans deux phases, la première l'a été par des voies légales prescrites par la Constitution de Weimar. Au cours de consultations électorales des 23 mars, novembre 1933 et 19 août 1934, 84 à 88 % d'électeurs se sont prononcés en faveur d'Hitler, quant à la seconde, elle empruntera tous les moyens.

Mais peut-on parler de « Révolution légale » ?

Léon Blum, analysant plus tard la situation du régime nazi, écrira dans un éditorial du *Populaire*, le 24 novembre 1934, sous la rubrique « *La colère s'accélère* » : « *L'Allemagne hitlérienne est aujourd'hui pour nous un danger plus redoutable que l'Allemagne impériale. Hélas, nous sommes fixés sur le travail de la dictature hitlérienne en Allemagne* ».



Après la leçon donnée par le putsch raté de 1923, Hitler a poursuivi la lutte pour le pouvoir dans le cadre tracé par la Constitution de Weimar. N'ayant pas été élu à la Présidence de la République, il était nécessaire pour lui, faute d'une majorité au Parlement d'être nommé Chef du gouvernement par Hindenburg en vertu de l'article 48 de la Constitution. Le gouvernement n'avait rien de révolutionnaire, dès lors qu'au nom de la concentration ou du redressement, y figurait une coalition de sans parti, de membres du parti national-allemand et de nazis. Il fallut un événement spectaculaire utilisé comme argument prétexte, l'incendie du Reichstag le 27 février 1933, pour provoquer un processus révolutionnaire. Les dirigeants nazis y virent le signal du déclenchement d'une révolution communiste, tirant prétexte qu'un jeune sympathisant communiste hollandais Marinus Van der Lubbe en était l'auteur présumé. Léon Blum écrivait dans *Le Populaire* du 1<sup>er</sup> mars 1933 « *Si un doute avait pu subsister sur l'origine, la culpabilité, la signification réelles, comment n'être pas convaincu par les mesures d'exploitation que le gouvernement raciste a décrétées dès le premier moment* ».

Le 28 février un décret présidentiel scella le destin de la démocratie de Weimar. Après des mesures répressives prise à l'encontre du KPD et des communistes par de nombreuses arrestations, l'interdiction de la presse communiste, et la déclaration de l'état d'urgence, de nouvelles élections eurent lieu le 5 mars 1933. Si le SPD restait au même niveau, le KPD en perdait 1,1 million. Hitler, lors du premier conseil des ministres déclarait qu'il considérait le 5 mars « *comme une révolution au terme de laquelle il n'y avait plus de marxisme en Allemagne* ».

Au vu de ces données de l'Histoire allemande, comment les juristes français de 1933 à 1940 ont-ils interprété ces faits ?

Le régime national-socialiste est parti, selon Roger Bonnard, « *d'une sorte de démocratie représentative poussée à un tel point de déformation et de décomposition qu'elle s'est résolue en un pouvoir personnel* »<sup>616</sup>.

On peut traduire que les nazis ont eu recours à la légalité dans les premiers mois de leur ascension au pouvoir, puis ont eu recours à une légitimité supérieure à toute légalité comme l'a expliqué Carl Schmitt : d'une part celle de la vraie démocratie, « *le*

<sup>616</sup>

Roger BONNARD « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », 1936, page 169

*pouvoir part du peuple* » dit la Constitution de Weimar, mais le Peuple s'incarne ici dans le Führer, qui multiplie les plébiscites, d'autre part par des mesures d'exception impliquant la violence.

**Edmond Vermeil** pour sa part, s'interrogeant sur la légalité de la révolution nazie, utilise une métaphore significative « *Le parti, fort d'une majorité parlementaire, a utilisé la démocratie comme un escabeau et des béquilles* ». « *Une fois maître du Parlement et du gouvernement, les nazis n'auront plus qu'à renvoyer l'escabeau et les béquilles et à gouverner selon l'ordre totalitaire, après avoir séduit le peuple, on le matraquera par la synchronisation et la terreur* »<sup>617</sup>.

Révolution ou contre-révolution, il convient de faire la synthèse des jugements émis par les intellectuels français et plus particulièrement les juristes, les philosophes, les historiens et les germanistes sur les points suivants : l'idéologie, la structure du nouveau régime, la politique intérieure et extérieure du III<sup>ème</sup> Reich.

### Sur l'idéologie

Pour définir le Nazisme, les intellectuels français des années 1930 avaient trois possibilités, une acception négative tendant à la critique ou à la polémique, une acception neutre, qui est une mise en forme plus ou moins rigoureuse d'une attitude à l'égard de la réalité sociale ou politique, une acception laudative ou une acception médiane.

**Raymond Aron**, dans son « *Essai sur l'âge industriel* » soulignait les difficultés sur la définition des concepts. Plusieurs définitions du nazisme ont été proposées par les intellectuels français et notamment par les juristes. **René Capitant** écrit que « *le national-socialisme est essentiellement idéologique avec une dimension mystique, religieuse autant que politique* »<sup>618</sup>. **Roger Bonnard**, abordant le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste, découvre également dans le régime nazi une base mythique avec deux éléments complémentaires le peuple allemand en tant que Communauté (*Volksgemeinschaft*) et le guide (*le Führer*) qui assure *la Führung* (la direction)<sup>619</sup>. Quant à **François Perroux**, il est beaucoup plus affirmatif sur le caractère mythique de

<sup>617</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine, page 221

<sup>618</sup> René CAPITANT « L'Idéologie nazie », Bulletin mensuel jaune, 20/02/1935, page 34

<sup>619</sup> Roger BONNARD « Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste », 1936, pages 93-95

la doctrine nazie dans sa multiplicité : le mythe de la race, le mythe du soldat politique, le mythe du socialisme, le mythe du Reich<sup>620</sup>. « *Si derrière les mythes nazis, un regard lucide distingue une idéologie indigente, grossière et intéressée, écrit **Edmond Vermeil**, cette même lucidité nous interdit d'oublier que ces mythes se proposaient à une détresse et qu'ils satisfaisaient en même temps qu'une angoisse extrême et momentanée, de vieilles aspirations abâtardies en une période de dépression, vivaces pourtant, exploitées de la plus abusive manière, mais en elles-mêmes respectables* ». <sup>621</sup>

Le commentaire d'Edmond Vermeil prend en compte l'origine des mythes hitlériens, mais également de leur usage par le Führer lequel les a cristallisé auprès du peuple allemand. La définition plus large donnée au nazisme par ce germaniste souligne le dénominateur commun « *l'idée de la supériorité de la race, qu'il nomme 'le biologisme autoritaire'* ».

Cette idéologie s'explique par plusieurs facteurs, l'industrialisme outrancier, la surpopulation, et les changements psychologiques qui s'opèrent dans toutes les couches de la Société allemande ; Le Reich ainsi « *prussifié et industrialisé* » est un ensemble de forces frustré des marchés extérieurs suite « *à la concurrence des capitalismes* » ; Il faut la guerre pour anéantir la puissance militaire de l'Allemagne qui, selon Edmond Vermeil, attribuera sa défaite « *à la disparité qui existait entre les forces mal jointes du Reich bismarckien et les ambitions qu'il avait conçues* »<sup>622</sup>.

### Sur les institutions

L'ensemble des réformes adoptées par le pouvoir nazi, dans le but de constituer un Etat unitaire, va à l'encontre de celles instaurées par Bismarck.

Le chancelier de fer ne cachait pas son rejet d'une organisation centralisatrice, marquant ainsi sa préférence pour « *le fédéralisme qui convenait mieux aux réalités allemandes* ». La centralisation était, pour lui, un coup de force, qui ne pouvait qu'enfreindre l'esprit de la constitution et s'il admettait que « *le particularisme était une cause de faiblesse, il était aussi pour lui un facteur de prospérité* ». <sup>623</sup>

---

<sup>620</sup> François PERROUX « Des mythes hitlériens à l'Europe allemande », 1935, pages 27-76-205

<sup>621</sup> Edmond VERMEIL « L'Hitlérisme devant l'Europe », 1937, page 21

<sup>622</sup> Edmond VERMEIL et Pierre GEROME « L'hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes, Paris 1937, page 9

<sup>623</sup> BISMARCK. Discours prononcé le 16 avril 1869 devant le Parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord, cité dans le Testament politique. Trad. Française Paris Correa 1937, pages 141 - 147

La grande innovation était l'octroi du suffrage universel par Bismarck à tous les Allemands de sexe masculin et certains âges pour les élections au Reichstag.

Si la constitution de 1871 ignorait le référendum et le plébiscite comme institutions, Bismarck s'employait à transformer en plébiscites les élections au Reichstag par le jeu des dissolutions et campagnes à son nom, le système relevant du même modèle bonapartiste que celui de Napoléon III<sup>624</sup>.

La filiation invoquée par Hitler avec Bismarck s'avère des plus simplistes, dès lors qu'elle ne résiste pas à deux arguments : l'octroi du suffrage universel accordé par Bismarck, ancien parlementaire ultra de 1847, réputé pour ses interventions anti-démocratiques à la Diète, est le premier argument. La liberté d'expression consentie à ses ennemis les sociaux démocrates tant au sein du Reichstag que dans les organes de presse est le deuxième argument.

Guillaume II peut-il être ensuite rapproché de Hitler comme certains intellectuels le laissaient entendre ?

Selon **Pierre Benaerts**, *« la dictature souple d'un Bismarck fait place à la dictature incohérente de l'empereur. Mais tandis que les chanceliers comme Caprivi (1890-1894) ou Hohenhole (1894-1900) ne sont plus guère que des exécutants, les autres personnages, secrétaires d'Etat ou hauts fonctionnaires ministériels naguère « rapetissés et comprimés par l'influence indiscutée de Bismarck, se gonflent maintenant comme des éponges trempées dans l'eau »*, selon l'expression de Hohenhole lui-même. Après un essai éphémère de rapprochement avec le système parlementaire, on assista à un retour à la politique personnelle du Kaiser avec le chancelier Bethmann-Holweg (1909-1919), prototype du haut fonctionnaire prussien.

Pierre Benaerts qualifie la période d'avant-guerre *« d'ère de stagnation politique intérieure masquée par la solidité de la bureaucratie et de l'armée »*. Ce n'est, conclut-il, que l'aboutissement du système bismarckien conçu pour un gouvernement monarchique, un chancelier tout puissant, un Parlement atone, mais avec des hommes nouveaux<sup>625</sup>. On sait que la politique de Bethmann-Holweg, visant à désarmer les tensions subira un échec, compte tenu de la mise en place d'un pouvoir extra-parlementaire dont l'Armée, qu'il n'arrivera pas à maîtriser. Un autre échec à mettre à

<sup>624</sup>

Joseph ROVAN *Bismarck, l'Allemagne et l'Europe*, Odile Jacob, 1998, page 72

<sup>625</sup>

Pierre BENAERTS *L'Unité allemande*, Paris 1939, page 119

son passif, Bethmann-Holweg prétendait s'attaquer au problème du mode électoral et la Diète prussienne, prétention interprétée par les conservateurs comme une véritable déclaration de guerre, proclamée par un chancelier issu du même milieu.

La première période des hostilités consacra la plénitude du pouvoir monarchique. Guillaume II voulut symboliser jusqu'à la fin de la guerre l'unité politique de l'Empire (*Reichsmonarch*). Le 4 août 1914, dans un message aux députés réunis dans la salle du trône au Palais Royal, ne déclarait-il pas « *je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands* ». En ce qui concerne les institutions, Pierre Benaerts observe que début 1914 « *le gouvernement du Reich concentrait tous les pouvoirs sans contrôle et ne dépendait que de l'Empereur, chef suprême de l'Armée* ». Quant au pouvoir législatif, « *le Reichstag s'effaça d'abord derrière le Bundesrat* », auquel il confia le pouvoir de prendre toutes les mesures pour résoudre les difficultés économiques. De ces données historiques, il apparaît que d'une part, les deux piliers de l'Etat, l'Armée et la Bureaucratie, sont toujours omniprésents pour exercer une grande influence dans tous les secteurs de la Société tant sous le régime Bismarkien que sous le régime Wilhelminien et que d'autre part le pouvoir exécutif se manifeste sans un contrôle efficace du pouvoir législatif.<sup>626</sup>

Le passage du II<sup>ème</sup> au III<sup>ème</sup> Reich entraîne-t-il alors une continuité ou une discontinuité dans le domaine institutionnel ? Assiste t'on à un phénomène identique dans le domaine de la politique extérieure ?

### **Dans le domaine de la politique intérieure de l'Allemagne, y a-t-il rupture ?**

Par la loi du 1<sup>er</sup> Août 1934, Hitler, prenant le titre de Reichsführer, devenait le chef suprême du peuple allemand. Il ne tenait de ce fait aucun compte du particularisme de l'Allemagne rejetant toute idée fédérale. Une fois Hitler au pouvoir, le problème restait la mise au pas des Länder, puis la nazification du Reich.

La loi du 23 mars 1933 suivie par celles du 30 janvier 1934 et du 14 février 1934 décidèrent de la refonte de la législation existante.

Cette refonte s'opère, écrit l'historien Pierre Benaerts, par une série de « *lois fondamentales* » créant progressivement une organisation intérieure adaptée au concept

<sup>626</sup>

Pierre BENAERTS « *L'Unité Allemande* » Paris 1939, page 125

« *d'Etat unitaire, autoritaire et populaire* ». Il s'agit **d'une œuvre d'unification brisant avec le passé, laissant derrière elle tout ce qui avait été accompli par les devanciers** ». <sup>627</sup> La qualification de totalitaire doit être substituée par celle d'autoritaire mieux adaptée au régime hitlérien.

Les droits de souveraineté des Etats disparaissaient au profit du Reich. Les gouvernements des Etats étaient éliminés par la loi du 7 avril sur « *les Statthalter* » mettant à la tête des pays des gouverneurs dotés de pouvoirs dictatoriaux et nommés par le Cabinet du Reich.

Pierre Benaerts constate ainsi que la révolution hitlérienne a créé une rupture avec le passé, dès lors qu'elle est parvenue à l'unité organique du Reich « ***ce que n'avaient réussi ni le Congrès de Vienne, ni le Parlement de Francfort, ni Bismarck, ni la République de Weimar*** ». Les S.A. l'ont réalisé en quelques jours <sup>628</sup>.

La politique de l'Allemagne nouvelle marque une rupture nette avec le passé. Elle a pour objectif le nivellement (**Gleichschaltung**) et la mainmise sur la Prusse (**Preussenschlag**).

**Par nivellement**, le pouvoir nazi entend, par la loi du 31 mars, l'unification des pays et du Reich, ce qui impliquait la soumission de toutes les composantes au principe de l'Etat totalitaire. Goebbels en dessine les lignes d'une Allemagne, « *dans laquelle il n'y aura plus qu'une seule opinion, un seul parti, une seule conviction* » <sup>629</sup>.

Dans cette perspective, le pouvoir nazi procède à la mise au pas de la Prusse et des autres Länder, la Prusse représentant en superficie les trois cinquième du territoire allemand.

**La mainmise sur la Prusse**, entamée par von Papen, vice chancelier du « *Cabinet de relèvement national* » et commissaire du Reich pour la Prusse, est accélérée par Goering, nommé en 1933 ministre-président de Prusse. Il met à profit sa position de ministre de l'Intérieur pour procéder au détachement de la police politique prussienne de l'appareil administratif (pour créer une police secrète d'Etat, la Gestapo (*die Geheime Staatspolizei*)).

---

<sup>627</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité Allemande* » Paris 1939, page 198

<sup>628</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* » 1806 –1938, Colin 1939, pages 185 - 189

<sup>629</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité Allemande* » 1806 –1938, Paris 1938, pages 112, op. cit. Marlis Steinert  
page 240

La conquête du pouvoir en Prusse s'acheva par la mainmise sur le ministère de l'Education (*Kulturministerium*) responsable « *des écoles, des universités, des théâtres* ». Hitler n'avait-il pas écrit dans une lettre privée « *celui qui possède ces deux ministères, Intérieur et Education, et exploite sans scrupules et assidûment leurs pouvoirs peut réaliser l'extraordinaire* ». <sup>630</sup>

La Prusse s'avère être le premier terrain d'expérience du nouveau système institutionnel nazi.

C'est ainsi qu'un Etat policier s'y installe. Une statistique établie fin 1935 faisait apparaître, rien qu'en Prusse, 109.000 condamnés dans les prisons alors qu'en 1932, il n'y avait, dans la même prison, que 37.000 prisonniers <sup>631</sup>. La loi interdit l'opposition sous toutes ses formes jusqu'aux simples conversations privées (*Gesetz gegen heimtückische Angriff auf Staat und Partei* du 1/12/1934). La police étant insuffisante pour exercer une surveillance, tout membre du parti et même tout Allemand a le devoir d'être espion et délateur, un des plus sinistres aspects du régime. <sup>592</sup>

Une telle politique impliquait l'octroi des pleins pouvoirs à Hitler. La loi du 23 mars 1933 pour la prévention de la détresse du peuple allemand (*Gesetz zur Behebung der not von Volk und Reich*) est révolutionnaire sur le plan législatif, dès lors qu'elle contrevient au principe sacro-saint de la séparation des trois pouvoirs. Elle décrète l'attribution du pouvoir législatif au gouvernement, se substituant au Reichstag (article 1), le retrait au président du Reich de la promulgation des lois pour transmission au chancelier (article 3) et l'attribution de la signature des traités au gouvernement (article 4).

Cette législation constitue ainsi une rupture radicale avec le libéralisme constitutionnel, caractérisé par la limitation du pouvoir législatif de l'Etat et avec le parlementarisme, mis en pratique sous le régime bismarckien <sup>632</sup>.

L'œuvre d'unification politique du Reich a commencé avec la loi du 31 mars 1933 sur l'harmonisation des Pays et du Reich et par la loi du 7 avril 1933 sur les Statthalter. La loi du 30 janvier 1934 sur la reconstruction du Reich avait pour objectif d'enlever aux pays leurs droits de souveraineté pour en faire « *des circonscriptions*

<sup>630</sup> Marlis STEINERT « Hitler », *op. Cit.* page 140

<sup>631</sup> Marcel COT « La conception hitlérienne du Droit », thèse Université de Toulouse 1938, page 80  
(*op. cit.* Billmann Amnisties AC juin 1936, page 91)

<sup>632</sup> Pierre BENAERTS "L'Unité allemande", Colin 1938, page 185

*administratives décentralisées* », avec subordination de la compétence des Pays à celle du Reich et ne laisser subsister que le droit du Reich. C'est ainsi qu'une transformation de l'administration locale a été réalisée par deux lois du 15 décembre 1933 en Prusse en vue de son adaptation au *Führerprinzip*. Sous cette optique, il est créé un président supérieur (Leiter) représentant local du gouvernement et les pouvoirs anciennement dévolus aux assemblées provinciales et autres organes collégiaux sont transférés au président supérieur, lequel est assisté d'un organe consultatif (le conseil provincial (*Provinzialrat*). Quant aux assemblées administratives locales (conseil de district, de cercle et de ville), elles ne sont maintenues qu'en tant que tribunaux administratifs.

Dans le domaine de l'administration communale, si le système de décentralisation est conservé, on peut noter qu'un certain démembrement est opéré, les pouvoirs de l'Etat étant exercés par des personnes publiques autres que l'Etat, ce qui n'est pas contraire au « *Führerprinzip* » dès lors que ce principe suppose la totalité du pouvoir non pas au profit de l'Etat mais au profit du Führer<sup>633</sup>.

De l'ensemble de ces observations, il apparaît que le III<sup>ème</sup> Reich ne s'appuie plus sur les Hohenzollern ni sur les institutions du passé (*Obrigkeitsstaat*) mais sur le principe d'autorité (*Führerstand*) avec création « d'un Etat unitaire, autoritaire et populaire », à l'inverse du pluralisme de Bismarck et de la République de Weimar<sup>634</sup>. Il en résulte que « l'Etat national-socialiste a été une création continue, qui a réalisé dans tous les domaines une œuvre d'unification accélérée brisant avec le passé, laissant loin derrière elle tout ce qui avait été accompli par les devanciers<sup>635</sup>. A la qualification autoritaire de Benaerts, il conviendrait de lui substituer la qualification totalitaire.

La révolution hitlérienne a réalisé l'unité organique du Reich par la suppression des Etats fédérés comme entités politiques.

Le 6 février 1934, une loi a supprimé la nationalité des pays allemands. Pierre Benaerts constatait « *Il n'y a maintenant plus de prussiens, de saxons, de bavares, mais des citoyens du Reich* »<sup>636</sup>.

Ces citoyens, comme l'a indiqué le juriste René Capitant, sont tributaires d'une communauté (*Gemeinschaft*). Il n'y a plus de distinction comme celle définie par la

<sup>633</sup> Roger BONNARD « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », 1936, pages 65-139  
<sup>634</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », Paris 1938, page

<sup>635</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », Colin 1938, page 185  
<sup>636</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* » (1806 – 1938), Armand Colin, 1938, page 192



Constitution de 1871 entre citoyens (*Reichsbürger*) et ressortissants (*Staatsangehörige*) mais des citoyens et non citoyens correspondant aux exclus de la communauté, juifs, tziganes notamment <sup>637</sup>.

La mise au pas des Länder ne sera pas la seule rupture avec le passé prussien de l'Allemagne : elle sera suivie de la mise au pas politique et de la liquidation des partis et des syndicats.

**Edmond Vermeil** et d'autres germanistes ont mis l'accent sur « *les compromis* », sur lesquels Bismarck avait édifié de 1871 à 1890 la construction du régime wilhelminien, avec pour objectif principal de sauver la monarchie prussienne, clé de voûte du système. Vermeil les résume : combinaison monarchie et parlementarisme, luthéranisme et catholicisme, ambitions patronales et revendications ouvrières, élan industriel et défense agricole, le tout pour former l'Empire de Guillaume 1<sup>er</sup> et de Guillaume II. <sup>638</sup>

Accorder ou plutôt octroyer l'institution parlementaire n'est-ce pas déjà un pari pour Bismarck, lequel , après avoir limité les prétentions de l'Assemblée de Francfort, construira le « *Deuxième Reich* », non seulement sur la tradition monarchique prusso-allemande mais encore sur un Parlement national le Reichstag<sup>639</sup> ? En fait, elle est très encadrée. Il s'agit d'un régime constitutionnel, et non parlementaire, le chancelier n'est responsable que devant l'Empereur.

**Avec le nazisme, il n'y a plus de « *compromis* » possible.**

Après la mise au pas des Länder, le régime hitlérien procède à la mise au pas politique et à la liquidation des partis politiques et des syndicats.

Cette opération sera d'autant plus facilitée que les *Länder* seront autorisés à promulguer les lois sans vote des Landtage. Dans un temps très court, on assista à la disparition des partis politiques et dès le 14 juillet 1933 à l'instauration d'un parti unique *le NSDAP*. Ce parti dispose d'une organisation structurée supervisée avec à leur tête des *Gauleiter*, dépendant directement du Führer au même titre que les gouverneurs de provinces (*Gauen*) déjà cités, chargés d'appliquer la politique gouvernementale.

<sup>637</sup> René CAPITANT « Les lois de Nuremberg », *Revue politique et parlementaire* 1935, pages 283 et suivantes

<sup>638</sup> Edmond VERMEIL « L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », *Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes*, Paris 1937, page 8

<sup>639</sup> Edmond VERMEIL « Du Congrès de Vienne à la révolution hitlérienne », *Edition de Cluny* 1934, page 192-193

Le pouvoir nazi procède ensuite au *modelage* de la nouvelle société, avec une réforme profonde des institutions sociales, économiques et culturelles. Les anciennes institutions sont appelées à disparaître ou à s'intégrer<sup>640</sup>. La rupture avec la période antérieure est consommée.

- C'est le cas des syndicats, qui disparaissent au profit du *Front du Travail* (DAF), qui regroupe ouvriers et patrons dans le cadre d'une *Communauté nationale*, se substituant à celle de la lutte des classes.
- C'est le cas du monde paysan, où l'on voit les associations paysannes, dont la plus importante était le *Reichslandsbund*, disparaître au profit de la *Reichsnachstand*, réalisation corporative appelée Corporation alimentaire, organisation unique présidée par Walter Darre.
- Le monde de l'industrie ne fut pas épargné avec la création d'une organisation également unique « *la Reichsstand der deutschen Industrie* ».
- Quant aux classes moyennes, censées représenter le fer de lance du régime hitlérien, elles furent groupées dans un organisme autoritaire, une « *union de combat* » (*Kampfbund für den Gewerblichen Mittelstand*) et dans des Etats généraux (*Reichsstand*).

**Il y a un domaine où le nazisme a trouvé un adversaire sérieux, c'est celui de la religion.**

Rappelons le rôle du protestantisme dans la réalité prussienne. L'Eglise protestante constituait au début du 19<sup>ème</sup> siècle un véritable service d'Etat au même titre que les autres administrations. « *Elle a été officialisée par le Roi selon la conception élaborée par le Luthéranisme* ». Ce pouvoir absolu sera utilisé en 1817 pour amener les Eglises luthériennes à fusionner avec les Eglises réformées, bien que les Hohenzollern soient calvinistes depuis le 17<sup>ème</sup> siècle.

En raison de l'impact de la Religion dans la société allemande, le nazisme y voyait un ennemi. Le caractère d'universalité des Eglises, la puissance spirituelle et temporelle de l'Eglise catholique heurtait les nazis qui dans un esprit de volonté de rupture espéraient remettre à l'honneur les cultes germaniques ancestraux pour créer un néo-paganisme. Un nouveau « *Kulturkampf* » est ainsi né. La politique nazie devient

<sup>640</sup>

Pierre BENAERTS « *l'Unité allemande* » 1806-1938, Armand Colin, 1939, pages 195-196

rapidement une véritable guerre contre l'Eglise (Kirchenkampf). Le nazisme, sur le plan idéologique par rapport à la religion, est fondamentalement un néo-paganisme dénoncé notamment par Henri Lichtenberger « *nous nous refusons à admettre qu'il y ait un Dieu allemand et un Dieu français qui pourraient éventuellement se combattre* »<sup>641</sup>

Le traitement réservé par les nazis aux Eglises n'a pas été le même. Moins directement menacée que les Eglises réformées grâce au Concordat, l'Eglise catholique paraît aux yeux de **Robert d'Harcourt** devoir être tôt ou tard soumise à une entreprise destinée non seulement à déraciner l'idée de Dieu mais surtout annexer l'idée de Dieu pour la refondre dans une religion nouvelle qui est la foi nordique. En limitant l'influence des confessions chrétiennes et en les privant de tout moyen d'action sur l'opinion publique, on refoule ainsi les Eglises « *vers un catholicisme de sacristie* » : surveillance étroite, puis suppression pure et simple de la presse confessionnelle, remplacement des écoles religieuses par le monopole exclusif de l'Etat<sup>642</sup>.

Dès la fin de 1933, la totalité de la jeunesse de l'Eglise luthérienne est intégrée aux Jeunesses Hitlériennes et à la fin de l'année 1936, cette intégration devient obligatoire pour tous. La moindre manifestation du catholicisme sur la voie publique est taxée de « *catholicisme politique* »<sup>643</sup>. Les jeunes catholiques qui restent étrangers au mouvement de la vie qui fait frissonner l'Allemagne et restent fidèles à Rome sont accusés de « *félonie envers la Nation* ». Robert d'Harcourt, catholique fidèle, est donc particulièrement sensible à cet aspect du nazisme. Il éprouve à l'égard de l'Allemagne une méfiance instinctive à la différence de compatriotes catholiques, il se rallie à la thèse des deux Allemagnes, l'Allemagne prussienne protestante centralisée et l'Allemagne catholique rhénane et bavaroise qu'il juge plus raffinée et plus proche de la civilisation latine<sup>644</sup>.

**Robert d'Harcourt** recense tous les aspects de la persécution nazie, les violations du concordat, les arrestations des ecclésiastiques et les mesures de rétorsion d'ordre matériel, mais il relève les signes d'un sursaut de la foi humiliée. N'écrit-il pas « *Nous savons que l'antichristianisme raciste entraînera le détachement et le*

---

<sup>641</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », pages 268, 269

<sup>642</sup> Robert d'HARCOURT « *Visage de la jeunesse national-socialiste*, Etudes 5 juin 1936, T. 227 – page 621

<sup>643</sup> Robert d'HARCOURT « *Destin des catholiques d'Allemagne*, Etudes 20 avril 1935, T. 223 – page 180

<sup>644</sup> Jacques PREVOTAT « *Robert d'Harcourt : un catholique devant la montée du nazisme* », Revue d'Allemagne, tome 19 – n° 4, octobre-décembre 1987

*glissement de tout ce qui dans le catholicisme allemand ne tenait que par la tradition, par l'habitude, par l'écorce. Mais il restera une admirable élite de lutteurs. Aucun idéal ne vit dans la facilité. Nous devons à l'Allemagne catholique d'aujourd'hui une illustration nouvelle d'une vieille loi ; la Croix humiliée et menacée suscitant plus de ferveurs que la Croix triomphante »*<sup>645</sup>.

Robert d'Harcourt fait référence à deux prélats allemands, Mgr Faulhaber, archevêque de Munich et Mgr von Galen, évêque de Münster. Le premier dans un sermon de l'Avent 1933 condamne le racisme et l'antisémitisme, alors que le second von Galen qualifié « *de pilote sans peur mettant résolument et en pleine tempête le cap sur l'éternel* » se signale à plusieurs reprises comme un résistant au nazisme. Après avoir condamné en 1933 l'enlèvement des crucifix dans les écoles, il critiquera plus tard, en juillet 1941, en chaire « *la politique abominable* » des dirigeants nazis sur l'euthanasie « *notre obéissance à Dieu peut nous coûter la liberté, voire la vie, mais la mort est préférable au péché* »<sup>646</sup>. Le même germaniste souligne par ailleurs la résistance de l'Eglise luthérienne à la tentative de constitution d'une Eglise des chrétiens allemands, notant que Müller, évêque des chrétiens allemands, n'a pu rassembler en février 1935 trois mille pasteurs sur seize mille, soit à peine le cinquième du clergé protestant<sup>647</sup>.

Face au pouvoir nazi, une seule attitude pour sauver le catholicisme allemand est proposée par Robert d'Harcourt : « *la franche répudiation, non seulement du néo-paganisme mais du régime qui en est le support et l'hypocrite inspirateur* ».

L'épiscopat allemand se trouve ainsi confronté « *à une situation qui, par tout le caractère de brutalité dans la résolution du Reich nouveau dépasse infiniment en pathétique les jours du « Kulturkampf bismarckien* »<sup>648</sup>.

Le philosophe **Jean Cavaillès** a pour sa part fait état de la crise du protestantisme allemand, lequel depuis l'automne 1932 est « *le signe d'une agitation susceptible d'entraîner de graves conséquences aussi bien pour elle-même que pour la*

<sup>645</sup> Robert d'HARCOURT « L'Offensive hitlérienne contre le catholicisme » *Etudes* 20 juillet 1935, T. 224 - page 203

<sup>646</sup> Robert d'HARCOURT « Bataille pour la jeunesse en Allemagne » *Etudes* 5 mars 1934, T. 218 - page 591

<sup>647</sup> Robert d'HARCOURT « Bataille pour la jeunesse en Allemagne » *Etudes* 20 octobre 1935, page 167

<sup>648</sup> Robert d'HARCOURT « Destin des catholiques d'Allemagne » *Etudes* 20 avril 1935, T. 223, page

*religion du peuple en général* ». Cet intellectuel souligne « *le paradoxe des difficultés du régime nazi avec une église accusée en général de chauvinisme et certainement favorable en gros à la révolution nationale* »<sup>649</sup>, et renseigne sur les efforts déployés par le régime sous le couvert d'une réorganisation administrative, pour asservir le protestantisme allemand.<sup>650</sup>

Une nouvelle doctrine est ainsi née avec la création du « *Mouvement religieux des chrétiens allemands* » contre laquelle Jean Cavaillès s'insurge par les lignes directrices, n'écrit-il pas « *Je dis sans condition et sans restriction non à l'esprit et à la lettre de cette doctrine, je tiens que cette doctrine ne peut trouver droit de cité dans l'église évangélique ... Je tiens qu'il vaudrait mieux pour les églises évangéliques ... retourner aux catacombes que de conclure même de loin la paix avec cette doctrine* ».

Il ne cherche pas pour cela à diminuer l'importance du vote émis par les 2/3 du peuple protestant, mais il craint que cette hérésie ne règne en maîtresse sur l'Allemagne protestante. Mais Jean Cavaillès reste confiant en l'avenir dès lors que « *si les habitudes aimées peuvent durer encore longtemps, être associées aux nouveaux triomphes et garder une place d'honneur, ce n'est pas elles que l'on consulte pour la lutte et pour créer. Peut-être même un autre traitement eût-il mieux valu pour elles : la force qui les soutient est étrangère. Un vent violent se déchaîne, comment déjà deviner si derrière lui viendra le doux et subtil devant lequel se prosternait Elie ?* »<sup>651</sup>, référence faite au prophète juif, porte-parole inspiré de la volonté divine dans les affaires publiques.

Robert d'Harcourt et Jean Cavaillès ont tous deux dénoncés les effets négatifs des réformes du nazisme dans le domaine religieux.

Edmond Vermeil, pour sa part, analysait dans sa globalité le problème de la Révolution hitlérienne pour conclure dans ces termes « *le nazisme a anéanti toutes les institutions qui, en régime démocratique, tendent à maintenir en état d'alerte la spontanéité et l'activité humaine, la vie privée, la famille, les syndicats, les partis, les Eglises, etc... sic* »<sup>652</sup>



<sup>649</sup> Jean CAVAILLÈS « Protestantisme et hitlérisme, la crise du protestantisme allemand », Revue l'Esprit, novembre 1933, page 306

<sup>650</sup> Jean CAVAILLÈS « Protestantisme et hitlérisme, la crise du protestantisme allemand », Revue l'Esprit, novembre 1933, page 307

<sup>651</sup> Jean CAVAILLÈS « Protestantisme et hitlérisme », Revue l'Esprit, novembre 1933, page 316

<sup>652</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », Aubier 1958, page 233

## La Politique étrangère de l'Allemagne

Au cœur de la problématique, **le nazisme est-il le prolongement du prussianisme dans le domaine de la politique extérieure de l'Allemagne ?**

### ❖ Bismarck

Il convient d'observer que la politique extérieure de Bismarck, essentiellement européenne, était limitée aux axes Paris – Londres – Saint Pétersbourg – Vienne <sup>653</sup>. L'Allemagne prise entre Moscou et Paris cherche à éviter l'isolement. L'idée-force des Hohenzollern était la recherche d'une alliance avec la Russie tsariste, tradition renforcée encore par les guerres de 1807 à 1815 et la Prusse, en 1850, avait accepté l'humiliation d'Olmütz, où elle capitule après l'ultimatum autrichien et renonce à ses desseins unitaires, même après le Congrès de Berlin de 1878 où les Russes furent frustrés. Bismarck n'en continua pas moins à poursuivre le rapprochement de l'Allemagne avec la Russie par le Traité de « *réassurance* » signé avec le Tsar en 1884, renouvelé en 1887 et dénoncé à son expiration par le chancelier Caprivi, le dit traité stipulant que l'Allemagne resterait neutre en cas d'agression autrichienne contre la Russie et que la Russie resterait neutre en cas d'agression française contre l'Allemagne<sup>654</sup>. Ce qui nous amène à évoquer les rapports de la politique bismarckienne à l'égard de l'Autriche et de la France. Bismarck se refuse à concevoir l'Autriche rayée de la carte, le dit pays étant destiné « *à éviter l'isolement de l'Allemagne pris en étau entre les deux plus grandes puissances militaires, la Russie et la France* ».

Après la victoire de Sadowa en 1866, son objectif n'est pas d'annexer l'Autriche, mais de la conserver comme alliée. Bien que « *semblable à une maison construite en mauvaises briques* », elle possède un ciment, la population allemande et « *tout ce qui a été accompli de bien dans cette province barbare le fut grâce à la germanisation de ses institutions* ». <sup>655</sup>

Dans l'immédiat, l'ambition du chancelier de fer est de « *forger, au moyen de l'hégémonie prussienne « la Petite Allemagne », c'est-à-dire l'union entre le grand*

---

<sup>653</sup> André SIEGFRIED « *La géographie économique de l'Allemagne* », cours année 1940, Ecole libre des Sciences politiques, page 208

<sup>654</sup> Charles ANDLER « *Le Pangermanisme sous Guillaume II* », préface pages X et XVI

<sup>655</sup> Charles ANDLER « *Le Pangermanisme* », tome 1 ses origines, pages XLIV – 174-176, op.cit. Poschinger *Neue Tischreden Bismarcks II*, pages 326-327, septembre 1867

*Etat de Prusse et un Reich restreint amputé de l'Autriche* », observe Edmond Vermeil<sup>656</sup>.

Quant à la France, Bismarck la voit comme adversaire « *menaçant et revanchard* », après l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace Lorraine. Son premier objectif est d'isoler la France, en évitant qu'elle ne trouve un allié, un partenaire, de désarmer tout conflit, qui pourrait permettre une possibilité d'ouverture à la France. Le grand mérite de Bismarck est de savoir s'arrêter à temps et de chercher à éviter les épreuves de force en Europe et les aventures en Afrique. Il fait preuve autant de prudence que d'audace, contrairement à Hitler.

## ❖ Guillaume II

Avec Guillaume II, l'Allemagne impériale, écrit **Charles Andler**, avait « *d'autres devoirs que lui imposait sa force nouvelle et le premier de ces devoirs était de s'émanciper de la Russie* »<sup>657</sup> ;

Les nouveaux responsables du Reich, après la mort de Bismarck, vont considérer que les liens avec la Russie limitent leur liberté de manœuvre et présentent un danger de gêner les relations avec Vienne. L'année 1890 voit la rupture entre la Russie et l'Allemagne suivie en 1893 par un traité d'alliance entre la France et la Russie. Cette politique était « *le renversement de l'ancienne politique prussienne. Depuis Kunersdorf, pas un roi de Prusse n'avait affronté la puissance russe* »<sup>658</sup>. Charles Andler évoquait ainsi un épisode de la guerre de Sept ans, où les Austro-Russes infligèrent à Frédéric II, le 12 août 1759, le désastre de Kunersdorf. A la suite du rapprochement franco-russe, l'Etat major allemand élabore des plans d'opération pour faire face à une éventuelle guerre sur deux fronts à partir de 1892. Le projet nouveau du général von Schlieffen envisage en 1898 une guerre préventive, privilégiant une grande offensive à l'ouest pour anéantir rapidement l'armée française et se retourner ensuite contre la Russie. Sur le plan tactique « *contenir l'armée russe lente à se mobiliser et de tenter de faire irruption dans la forteresse française sur un front Mézières – Dunkerque, le secteur Belfort – Verdun étant presque imprenable ! Dans cette manœuvre l'invasion de la Belgique industrielle et du nord de la France était une nécessité que Ludendorff, chef du grand*

<sup>656</sup>

Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine* », Aubier 1958, page 43

<sup>657</sup>

Charles ANDLER « *Le Pangermanisme sous Guillaume II* », préface page XVI

*Etat-major de l'Allemagne, justifie par l'intérêt de ne pas courir le risque pour l'armée allemande d'être prise de flanc sur son aile droite*<sup>658</sup>. Il apparaît que les grandes lignes de ce projet se concrétiseront en 1914. L'arrivée conjointe de von Bülow au secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères et du contre-amiral von Tirpitz à la Marine en juin 1897 marque les débuts de la politique mondiale (*Weltpolitik*) de l'Allemagne. Bülow favorable à une politique d'expansion mondiale, avec le besoin de protéger les nationaux allemands et les intérêts allemands à l'étranger, a trouvé une formule « *L'Allemagne sera le marteau ou l'enclume* ».

Ses discours des 13 janvier et 12 juin 1902 définissent la politique prussienne en Pologne. La Prusse se charge en l'espèce « *d'être le marteau qui frappe rudement sur l'enclume polonaise* »<sup>659</sup>. Son discours à la Diète de Prusse contient deux passages significatifs dans l'intérêt de la présente étude : premier passage « *La question de nos Marches de l'Est est non seulement l'une des question les plus essentielles de notre politique, mais même comme la question dont la solution déterminera très prochainement l'avenir de notre pays* ».

Dans le deuxième passage, Bülow prône la nécessité d'avoir recours à tous les moyens nécessaires « *au maintien de l'idée politique prussienne, au maintien intégral dans son essence de l'esprit allemand, afin que l'entière communion des provinces de l'Est avec la monarchie prussienne, en tant qu'elles font partie intégrante de cette monarchie soit assurée à tout jamais et que la lutte nationale, qui se déroule à l'Est, ne voit pas succomber l'élément allemand* ».

Ne peut-on pas rapprocher ces revendications de celles formulées par Hitler entre 1933 et 1939, revendications territoriales, qui comprenaient alors une partie de la Haute Silésie, la Posnanie prussienne, le couloir polonais et Dantzig correspondant aux pertes du fait du Traité de Versailles. Il est vrai que les réclamations hitlériennes étaient présentées sous un autre aspect. Lors de la réunion du 5 novembre 1937, objet du protocole établi sur la base des notes personnelles du colonel Hossbach de la Wehrmacht, Hitler avait déclaré aux hauts responsables militaires présents « *Ce n'est pas Dantzig qui est en jeu. Il s'agit pour nous d'étendre notre espace vital à l'Est et*

---

<sup>658</sup> Mémoires de Ludendorff, chef de l'Etat-major allemand, décembre 1912, op. cit. Edmond Preclin et Pierre Renouvin « Textes et documents d'Histoire de l'époque contemporaine » 1871 – 1914, PUF 1939, page 239, référence annexe à la thèse

<sup>659</sup> Charles ANDLER « Le Pangermanisme sous Guillaume II », pages 117-118



d'assurer nos approvisionnements alimentaires, mais aussi de résoudre le problème des pays baltes<sup>660</sup>. Il est à souligner qu'une motivation supplémentaire mais primordiale était invoquée par Hitler « *la théorie du peuple allemand sans espace* ».

## ❖ Hitler

Après la défaite de 1919, et l'arrivée au pouvoir d'Hitler, quelle est la situation internationale ? En 1933, le germaniste **Henri Lichtenberger** observe que l'idéologie qui se dégage de *Mein Kampf* « *est fort peu rassurante pour la paix du monde et tout spécialement menaçante pour la France* »<sup>661</sup>. Dans les projets hitlériens, il convient de souligner la volonté pour l'Allemagne de travailler à son relèvement futur sans pardon pour « *ses adversaires juifs, marxistes et bourgeois* », « *balayer l'ennemi intérieur, rétablir la Nation dans son intégralité, raviver en elle les colères vengeresses, la flamme sainte du patriotisme et de l'esprit militaire afin de préparer le peuple à une guerre d'indépendance* ». Henri Lichtenberger rappelle que « *dans les projets nazis, la France constitue l'ennemi, principal responsable du démembrement de l'Allemagne par la conquête de la rive gauche du Rhin et de la dislocation de l'unité allemande* ». Un autre grief contre la France est l'envoi sur la Rhin de troupes coloniales qui selon l'expression d'Henri Lichtenberger « *ont empoisonné le sang allemand* ». Quant au peuple français « *il est voué à une déchéance fatale du fait qu'il se rapproche peu à peu du niveau culturel des nègres* ». L'Allemagne doit s'appliquer à trouver des alliés en Angleterre et Italie fasciste, afin de « *briser l'hégémonie mondiale de la France* ». Dans une deuxième phase, le III<sup>ème</sup> Reich devra se retourner contre la Russie, « *ce qui constitue une rupture avec la doctrine de Bismarck et les errements traditionnels de la politique* ». Le besoin de fournir à sa race l'étendue territoriale nécessaire à sa survie doit contraindre l'Allemagne à une expansion non vers le Sud ou vers l'Ouest mais vers l'Est, pour se remettre en marche contre le monde slave, exemple donné par les chevaliers de l'Ordre teutonique en quête de terres nouvelles. Ce programme nazi soulevait les craintes de l'ensemble des germanistes français, qui adressaient des mises en garde continuelles à leurs compatriotes, « *il est en effet impossible d'ignorer l'Allemagne quel que soit le visage qu'elle présente, et combien grave ne serait-il pas*

<sup>660</sup> Ian KERSHAW « Hitler », Tome II, Flammarion 2000, op. cit. protocole Hossbach, page 302

<sup>661</sup> Henri LICHTENBERGER « Les répercussions internationales de l'Hitlérisme », Revue l'Esprit international, année 1933, n° 25, Editions Hachette, pages 590 - 607

*de conclure à une incompatibilité définitive ! Il faut savoir oser, ouvrir l'œil est indispensable, se raidir dans la méfiance est aussi dangereux que de se laisser aller à une confiance béate ».*<sup>662</sup>

Quant à la politique extérieure suivie par Hitler, elle présente, selon les intellectuels français, plusieurs aspects alternant « *stratégie de paix et stratégie de guerre* ». Il convient pour eux de relever les contradictions entre ses écrits notamment *Mein Kampf*, ses discours et ses actes.

Edmond Vermeil en souligne les divergences. Face au problème de la surpopulation de l'Allemagne, les dirigeants de l'Empire Wilhelminien ont fait, selon Hitler, un mauvais choix entre deux systèmes, l'acquisition de nouveaux territoires en Europe « **pour y pousser chaque année des millions d'habitants en surnombre** » ou s'engager dans une politique d'expansion commerciale. Ces dirigeants ont commis une grave erreur en adoptant la deuxième solution.<sup>663</sup>

Edmond Vermeil s'attache à analyser les objectifs de la politique nazie : la recherche « *d'un espace suffisant pour assurer au peuple allemand la liberté de son existence, l'expansion allemande, l'égalité des Droits* ». Il relève l'existence de contradictions entre la doctrine développée dans *Mein Kampf* et les discours d'Hitler, contradictions déjà relevées par Henri Lichtenberger<sup>664</sup>.

Première contradiction : l'ambition d'Hitler ne se limite pas aux frontières de 1914 « **sans aucune valeur pour l'avenir de la nation allemande** » mais s'étend à de nouveaux territoires à acquérir. La guerre n'est pas exclue afin « **d'éveiller chez tous les Allemands l'enthousiasme patriotique en flamme** », condition de la victoire et d'assurer en priorité l'avenir de la race pour des siècles. Or, les discours d'Hitler viennent contredire le texte, ne déclarait-il pas le 17 mai 1933 « **aucune nouvelle guerre européenne ne serait en mesure d'établir une situation meilleure à la place de la situation actuelle et satisfaisante** ».<sup>665</sup> Cela fait partie d'une campagne destinée à endormir les démocrates.

---

<sup>662</sup> Henri LICHTENBERGER « Les répercussions internationales de l'Hitlérisme », *Revue l'Esprit international*, année 1933, n° 25, Editions Hachette, pages 590 - 607

<sup>663</sup> Edmond VERMEIL « L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », *Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes 1937*, page 37, op. cit. *Mein Kampf*, page 728

<sup>664</sup> Henri LICHTENBERGER « Les répercussions internationales de l'Hitlérisme », *Revue l'Esprit international*, année 1933, n° 25, Editions Hachette, pages 600

<sup>665</sup> Edmond VERMEIL « L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », *Comité de Vigilance des intellectuels antifascistes 1937*, op. cit. pages 39-40-41.

Deuxième contradiction : *Mein Kampf* justifie l'expansion allemande par « **le droit au sol et à la terre** » d'autant plus que « **les limites des Etats sont le fait des hommes et sont modifiées par eux** ». Le discours d'Hitler du 21 mai 1935 paraît démentir le texte « **L'Allemagne est pour la paix en raison même de la conception du national-socialisme et de l'Etat ... la croyance bourgeoise à la possibilité d'une germanisation tombe** ».

Si le respect des autres peuples doit être assuré, le respect du « Volk » allemand reste une priorité pour Hitler.

Troisième contradiction observée : *Mein Kampf* excluait la théorie de l'égalité des droits entre les peuples, et il apparaît que ce thème est celui de la diplomatie allemande.

Mais en fait la diplomatie hitlérienne suit-elle les fluctuations de la pensée d'Hitler ?

Edmond Vermeil fait état des hésitations des chefs hitlériens qui tiendraient un double langage, d'une part, en agissant sur la jeunesse allemande pour une préparation totale à la guerre dans tous les domaines économique, moral et militaire, d'autre part, « *en laissant entendre aux Allemands inquiets et aux peuples européens méfiants qu'ils veulent la paix* ». Il apparaît toujours, selon le germaniste, que ces hésitations peuvent s'apparenter à celles marquées à l'époque Wilhelminienne. « *L'Allemagne hitlérienne ne recommence t'elle pas à adopter la politique menée par Guillaume II ? en tâtant sur tous les points du terrain international : à chercher des liaisons avec la Russie tout en attaquant le communisme, à flatter l'Angleterre tout en la menaçant, à distribuer aux Français à la fois compliments et injures, enfin à tourner l'occident par l'Espagne et le Maroc*<sup>666</sup>.

Ainsi, comme celle de l'ère Wilhelminienne, « *la diplomatie du IIIème Reich inquiète toutes les nations à la fois sans qu'on puisse voir ce qu'elle propose exactement*<sup>667</sup>.

Il convient d'admettre, avec les données de l'histoire, que la stratégie hitlérienne va se dessiner au cours du temps. **Pierre Renouvin** expose que « *le gouvernement hitlérien, pendant qu'il forgera le glaive, fera en sorte par l'action diplomatique de rassurer les autres puissances et d'assurer la sécurité de ses arrières par une alliance*

<sup>666</sup>

Edmond VERMEIL « Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande », page 288

<sup>667</sup>

Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales », 1871 - 1945, pages 613 et suivantes

*avec l'Italie et par un arrangement avec la Grande-Bretagne. Quant à la France, considérée comme l'ennemi mortel du peuple allemand, il convient d'envisager son anéantissement avant d'entreprendre l'expansion territoriale vers l'Est* ». L'Ambassadeur de France, Coulondre, dans un courrier, estime le 15 décembre 1938 que « *l'on voit peu à peu se dessiner les formes de la grande entreprise de l'Allemagne pour se rendre maître de l'Europe centrale, en vassalisant la Tchécoslovaquie et la Hongrie pour créer la grande Ukraine sous l'hégémonie allemande* ». <sup>668</sup>

La pénétration vers l'Est (*Drang nach Osten*) se fait inexorablement en vue d'entreprendre la conquête de l'espace vital.

Le jugement d'ensemble de Wladimir d'Ormesson (1888) diplomate français, analysant la diplomatie du III<sup>ème</sup> Reich dans *Le Temps*, résume en ces mots la pensée du national-socialisme : « *Faisons peur, on viendra à nous* », il ajoute : « *Depuis Guillaume II, cette atroce peur n'a pas changé* ». <sup>669</sup>

Le même observateur, faisant un cours d'histoire à ses lecteurs le 13 septembre 1939, soulignait que « *5 fois en 80 ans, les chefs de l'Allemagne, au moindre prétexte, procèdent à des guerres d'agression : 1864 – 1866 – 1870 – 1914 – 1940. La Prusse est désignée comme l'agresseur successif contre le Danemark, l'Autriche et la France. La conclusion vient toute seule à l'esprit : durant ces 80 ans, les procédés allemands vont d'ailleurs en se simplifiant, c'est-à-dire vers une brutalité accrue* ».

Mettant ainsi en parallèle la politique intérieure et la politique extérieure nazie, on peut constater, de l'aveu presque unanime des intellectuels français, que la première constitue une réelle rupture avec le passé prussien et que la seconde présente une certaine continuité. Mais il n'est pas évident que des similitudes peuvent être observées entre Bismarck, Guillaume II et Hitler.



<sup>668</sup> Robert COULONDRE, *Archive du Quai d'Orsay, Dépêche du 15 décembre 1938 à Ministre des Affaires Etrangères, Paris*

<sup>669</sup> Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine (1890-1950)*, Aubier Paris 1958, pages 361-362-363 – Documents -

## **C** HAPITRE 3 – La solution médiane

---

**A la question principale «le nazisme est-il le prolongement du prussianisme ? », les intellectuels français ont apporté une réponse soit affirmative, soit négative. Dans leurs appréciations, l'héritage prussien, constitué par un système politique et des traditions, a-t-il été sous-estimé ?**

### **Le système politique**

Il n'est pas inutile de rappeler les notions énumérées dans la première partie de cette étude. Le système politique de la Prusse reposait sur trois piliers : l'aristocratie (Junkertum), la bureaucratie et l'armée.

**Le nazisme a-t-il utilisé ces cadres, cette élite, pour conquérir le pouvoir et s'y maintenir ?**

**Dans l'aristocratie**, à l'époque impériale allemando-prussienne, Pierre Guillen faisait état d'une étude statistique<sup>670</sup>, qui dénombrait, de 1888 à 1914, dans l'élite Junker, titulaire d'une charge : 70 % de ministres, 62 % de diplomates, 57 % de hauts fonctionnaires et 64 % de généraux. Les junkers étaient souvent grands propriétaires terriens, le recensement effectué pendant la première période dans les sept provinces orientales de la Prusse, soit 6.454 domaines qui dépassaient 1.000 hectares, 159 d'une superficie de 5.000 hectares. Par la pratique du fidéicomis, le caractère indivisible de ces domaines était respecté, d'où impossibilité de morcellement.

Dans le domaine politique, la droite traditionnelle se regroupait, avant 1933, au sein du « Parti national du peuple allemand » (D.N.V.P.) sous la houlette d'Alfred Hugenberg, directeur chez Krupp et constituant avec le *Stahlhelm* le Front de Harzburg. Sa tactique, selon Henri Lichtenberger, jouant entre le passé glorieux et la détresse présente a préconisé comme remèdes la restauration de la monarchie ou tout au moins un pouvoir central fort.

---

<sup>670</sup>

Pierre GUILLEN « l'Empire allemand » (1871-1918), Hatier université 1970-1976, pages 109-110

Il apparaît qu'en 1933, lors de la constitution du gouvernement de « relèvement national », dirigé par le Chancelier Hitler, sous la présidence du maréchal « prussien » Hindenburg, on y trouvait des conservateurs sans parti : von Papen comme vice-chancelier (du 30 janvier 1933 à juillet 1934), le baron Lutz von Neurath aux Affaires Etrangères (du 02 juin 1932 au 4 avril 1938), pour être remplacé par Joachim von Ribbentrop, ambassadeur à Londres, le comte Schwerin von Krosigk<sup>671</sup> aux Finances (de 1932 à 1945), le baron Eltz von Rübenach aux Postes et Transports et von Blomberg à la guerre (de 1933 à 1935).

On observait ainsi que sur onze ministres, on dénombrait seulement « trois nazis, cinq porteurs de particules plus ou moins proches de l'aristocratie, un chef de grande entreprise Hugenberg et le chef du « *Stahlhelm* », groupe d'anciens combattants Seldte<sup>672</sup>. En fait, à partir de 1933 et jusqu'en 1939, leur influence diminuera progressivement. Ces milieux ne sont pas appelés à jouer un rôle majeur dans l'Etat national-socialiste pour laisser place aux dirigeants nazis.

**Le deuxième pilier du prussianisme était la bureaucratie**, qui, selon Edmond Vermeil, atteindra, sous le régime hitlérien, « *une puissance diabolique de domination* »<sup>673</sup>.

Déjà Max Weber en avait signalé le poids écrasant sous le régime wilhelmien. Cette puissance présentait sous le III<sup>ème</sup> Reich un double aspect bureaucratie des ministères du Reich, où se retrouve un nombre croissant de fonctionnaires et de militaires, bureaucratie du parti, dont les membres s'infiltrèrent en nombre dans l'administration. Henri Lichtenberger, dans son ouvrage « *L'Allemagne nouvelle* », fait état de la montée en puissance du parti nazi, Hitler décidé « *à maintenir le parti en tant qu'organisation et de lui assigner dans l'Etat à côté de l'administration et de la bureaucratie le rôle connu* ». Ce même germaniste cite en référence un article du *Völkischer Beobachter* du 30 janvier 1935, date où l'effectif SA passe de 627 standarten de 1.000 à 3.000 hommes répartis entre le service de la police politique, la surveillance des camps de concentration, etc...., et il est bien précisé que toute vie politique dans

---

<sup>671</sup> Le comte Lutz SCHWERIN von KROSIGK (1887-1977) a été ministre des Finances de 1932 à 1945 dans les gouvernements von Papen, von Schleicher et pendant tout le III<sup>ème</sup> Reich après la mort d'Hitler, il porte le titre de *Leitender Minister und Reichs aussen minister* dans le gouvernement de l'amiral Doenitz jusqu'au 23 mai 1945

<sup>672</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », Paris 1936, pages 59 – 153 et suivantes  
<sup>673</sup> Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine* », Paris 1958, pages 231-233-235

tous ses détails et manifestations est surveillée et jugée d'après les principes du national-socialisme.

Selon J. Droz et J. Bariety, dès 1937, 86 % des fonctionnaires prussiens étaient membres du Parti, 63 % dans le reste de l'Allemagne<sup>674</sup>.

**L'armée, troisième pilier du prussianisme**, est omniprésente sans discontinuité de Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> « *le roi-recruteur* » jusqu'à Hitler, avec cette différence, que sous le III<sup>ème</sup> elle a vu son influence décroître progressivement, Hitler, devenu chef suprême des armées dans les circonstances décrites dans la première partie de cette étude, donne au militarisme prussien une nouvelle orientation. Le soldat spécialisé dans le maniement des armes devient politique, mais, dans la réalité, l'armée traditionnelle (Wehrmacht) cohabite avec la S.S., l'ordre noir incarnation du mythe et de l'idéal « Volkisch ». Les chefs de la Wehrmacht, d'éducation prussienne pour la plupart, restent aux postes de responsabilité, mais n'influencent pas les choix politiques d'Hitler. A partir de 1937, l'armée est mise au pas.

**Philippe Masson**, spécialiste des questions militaires, cite plusieurs cas connus d'adhésion inconditionnelle au régime nazi. Le 1<sup>er</sup> juillet 1934, après la nuit sanglante des « Longs Couteaux », survenue le 30 juin, le général von Blomberg, ministre de la guerre, adresse un ordre du jour à l'Armée, lequel acte constitue une allégeance sans équivoque à Hitler « *le Führer a personnellement réglé leur compte aux mutins et aux traîtres avec une décision martiale et un courage exemplaire [...]. La Wehrmacht, unique force armée dans le Reich demeure au-dessus des conflits de politique intérieures, mais fait à nouveau profession de dévouement et de fidélité. Le Führer nous demande d'établir des relations cordiales avec les nouveaux S.A. Nous nous conformerons joyeusement à ce vœu, convaincus de servir par là un idéal commun* »<sup>675</sup> ;

Le général **Werner von Fritsch**, commandant en chef de l'Armée de terre en 1935, est devenu l'âme de la résurrection militaire allemande. Il est persuadé de la nécessité de gagner trois batailles pour que l'Allemagne retrouve sa puissance contre la classe ouvrière, contre l'Eglise catholique et contre les juifs, épousant ainsi l'idéologie nazie. « *Nous sommes engagés, écrit-il, dans ces trois batailles et celle qui se livre*

<sup>674</sup>  
<sup>675</sup>

J. DROZ et J. BARIETY « *la République de Weimar et le régime hitlérien* », Hatier 1973, page 140  
Philippe MASSON « *Histoire de l'Armée allemande* », 1939-1945, op. cit page 43

*contre les juifs est la plus dure. J'espère que tout le monde comprend les complications où ces trois batailles nous entraînent ».*<sup>676</sup>

En décembre 1938, le colonel-général **Walther Brauchitsch**, commandant en chef de l'Armée de terre, adresse un ordre du jour au corps des officiers dans lequel il mettait en relief la vision du monde commune à la Wehrmacht et au nazisme. Ne déclarait-il pas « *La Wehrmacht et le national-socialisme proviennent des mêmes origines intellectuelles. Ils vont accomplir de grandes choses pour la nation s'ils suivent l'exemple et les enseignements du Führer, qui incarne en sa personne le soldat et le national-socialisme authentique* »<sup>677</sup> ;

Le maréchal **Walther von Reichnau**, fils d'officier prussien, ancien adjoint de Blomberg, s'associe avec empressement à la guerre contre l'Union soviétique. N'écrit-il pas dans sa directive du 10 octobre 1941 : « *A l'Est, le soldat est non seulement un combattant selon les règles de la guerre, mais aussi l'instrument d'une conception raciale impitoyable et le vengeur de toutes les bestialités commises contre les Allemands et les peuples associés. Dans ces conditions, le soldat doit bénéficier d'une compréhension totale pour la nécessité de procéder à une tâche pénible mais juste d'expiation à l'égard de la sous-humanité juive* ».<sup>678</sup>

Se dessine dans ces lignes et auteurs divers, non le portrait de l'officier apolitique, étranger au nazisme, lequel n'aurait fait qu'accomplir son devoir de soldat, mais l'officier politique qui fait sienne l'idéologie nazie, mythe décrit par le juriste François Perroux.

Cette rupture est jugée d'ailleurs par nos intellectuels.

**Henri Lichtenberger** observe que depuis le 13 mars 1935, date du rétablissement du service militaire obligatoire et du projet de doter une armée forte de 36 divisions, le Reich est un Etat militaire car, aux yeux d'Hitler, le Parti et l'Armée sont les deux piliers de base du régime indissolublement unis, sur qui repose l'équilibre de l'Empire « *le Parti donne à l'Armée les soldats et tous deux unis ensemble donnent au Reich allemand la sécurité de la paix intérieure et la force qui lui permet de s'affirmer* »<sup>679</sup>. Cette théorie des deux piliers, qui semble garantir un statut privilégié à

---

<sup>676</sup> *Idem, op. cit page 55*

<sup>677</sup> Benoît LEMAY « *Erich von Manstein, le stratège d'Hitler* », 2006, *op. cit page 42*

<sup>678</sup> Philippe MASSON « *Histoire de l'Armée allemande* », *op. cit page 488*

<sup>679</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », Paris 1936, *page 80*



une armée soucieuse de se situer au-dessus des partis et des luttes politiques séduit d'autant plus les militaires que le Führer ne fait pas mystère de son ambition de briser les chaînes du Traité de Versailles et de réarmer l'Allemagne. Un tel projet ne peut que satisfaire les nostalgiques de la puissance impériale et impatients de préparer la guerre. Quant au Parti, le juriste **René Capitant** en soulignait l'importance pour écrire « *la dictature du parti national-socialiste c'est, pourrait-on dire, l'article 1 de la Constitution hitlérienne* ». « *Le rôle du Parti serait assez comparable, dit Capitant, à celui de l'ancienne aristocratie prussienne dans le cadre de l'ancienne monarchie* »<sup>680</sup>, mais dans un autre contexte idéologique et social, la théorie raciale étant censée justifier les prétentions de « *la nouvelle aristocratie* », concluait le juriste.

Les trois piliers du système prussien devaient, sous la pression des événements, adhérer à l'instauration d'un Etat autoritaire, ce qui provoquera un commentaire de Jacques Droz « *Du jour où Hitler a pris le pouvoir, l'Allemagne s'est faite soldatique* ». Le régime a broyé les esprits par la propagande, a formé ainsi une armée d'exécutants, dont les anciens dirigeants étaient intéressés à cette entreprise : « *- les militaires qui y voyaient une source de puissance, la bureaucratie pour flatter leur prussianisme dominateur, les industriels parce que leurs carnets se remplissaient de commandes* »<sup>681</sup>.

Sur un plan plus général « *le militarisme allemand ne pouvait se limiter à la seule armée, mais se manifester à la nation entière* ». L'Allemagne se transformait en un peuple de fabricants épris de dressage disciplinaire, de perfection technique et d'enseignement moderne réaliste<sup>682</sup>.

Il est vrai que si l'instauration d'un régime autoritaire trouvait des partisans dans les trois piliers de la structure prussienne, ils n'adhéraient pas tous à un régime totalitaire. Tel était le cas des nationaux-conservateurs lesquels ont été, selon Jacques Bainville, les perdants du pouvoir « *les mauvais marchands du front de Harzburg* » et victime de leur alliance avec les hitlériens<sup>683</sup>.



<sup>680</sup>

René CAPITANT « Bulletin jaune » du 20 décembre 1934

<sup>681</sup>

Jacques DROZ « Histoire de l'Allemagne », PUF, 1994, pages 66-67

<sup>682</sup>

Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », Aubier 1958, pages 28-222

<sup>683</sup>

Jacques BAINVILLE « L'Allemagne », Paris 1940, page 191

**Le protestantisme doit-il être considéré comme un des piliers de l'Etat prussien et quelle place le nazisme lui a-t-il accordé dans la société allemande ?**

Bien que l'Eglise protestante ait été longtemps Eglise officielle jusqu'au jour de la conversion de l'Electeur Jean Sigismond au Calvinisme en 1613, l'Eglise évangélique est restée dans l'ombre de l'Etat, cette conversion crée une situation conflictuelle dans un pays constitué par 60 % de la population, la plupart luthériens. Les réformes de Stein et d'Hardenberg et notamment le Code civil général de Prusse ont confirmé le principe de l'autorité de l'Etat sur l'Eglise et subordonné les sociétés ecclésiastiques devenues établissements d'Etat, au pouvoir de celui-ci<sup>684</sup>. A l'époque de l'abolition du Kulturkampf, Bismarck a voulu rassurer l'Eglise évangélique sur le statut des Eglises en Prusse. Pour l'Etat prussien, les deux Eglises ne sauraient être mises sur un pied d'égalité, elles ne sont pas comparables. Aussi longtemps que le Roi de Prusse sera le chef suprême de l'Eglise protestante, il ne saurait être question d'une réelle égalité entre les deux Eglises (sic)<sup>685</sup>. La religion catholique majoritaire en Rhénanie et Bavière, était fortement implantée en Posnanie, en Silésie, en Bade et dans le Wurtemberg, mais elle s'est inquiétée du phénomène de l'unification réalisée par la Prusse protestante.

**Edmond Vermeil**, de confession calviniste, juge négativement l'influence luthéro-prussienne et fait grief à Luther d'être le père d'un nationalisme aux conséquences funestes, imaginant l'existence d'une ligne droite, qui mène à Hegel, de la Réforme de l'Etat luthéro-prussien et débouchant sur Bismarck et Hitler. A l'appui de sa thèse, il prétend que le monarchisme d'Outre-Rhin, cherchant à se libérer comme de l'emprise de Rome et du Saint Empire, a créé « une relation entre gouvernants et gouvernés, entre dirigeants et peuple, entre *Obrigkeitsstaat* (Etat d'autorité) et *Volksstaat* (Etat démocratique). Bismarck aurait appliqué ce principe au deuxième Reich. Dès lors, le peuple allemand « *est un peuple conduit et dirigé* » à l'image du III<sup>ème</sup> Reich.

L'offensive allemande contre l'humanisme aurait ainsi commencé, selon Edmond Vermeil, par la Réforme et couronné par le III<sup>ème</sup> Reich<sup>686</sup>.

---

<sup>684</sup> Rudolf von THADDEN « La Prusse en question », « Histoire d'un Etat perdu », trad. de l'allemand par Hélène CUSA et Patrick CHARBONNEAU. Edit. Actes Sud 1985, page 101-110

<sup>685</sup> Discours de BISMARCK le 21 avril 1887. Mémoires de Bismarck, tome 13, page 302

<sup>686</sup> Edmond VERMEIL « Du Congrès de Vienne à la révolution hitlérienne ». Edit. de Cluny 1935, page

Il ne peut être établi aucun point commun entre Luther et Hitler. Sous le régime hitlérien, la religion protestante n'était pas davantage religion d'Etat, mais la tendance allait dans cette direction. Le ministre nazi Kerl, afin de mettre fin au schisme entre Eglise officielle et Eglise confessionnelle, publia en juillet 1936 une série d'ordonnances transformant l'Eglise en un organisme d'Etat. Dès lors, après suppression des élections au sein des synodes, des fonctionnaires religieux étaient nommés par le gouvernement et le *Führerprinzip* fut introduit dans l'organisation ecclésiastique, ce qui permettait au pouvoir hitlérien de contrôler l'Eglise protestante.

L'historien allemand Rudolf Von Thadden, de religion protestante, confirme d'ailleurs le *Kirchenkampf* (le combat) d'une partie de l'Eglise protestante de l'Union de l'ancienne Prusse contre le Troisième Reich. Les limites de cette résistance étaient soulignées, mais elles n'en étaient pas moins exprimées par l'exil du théologien Barth, par les arrestations des pasteurs Dietrich Bonhoeffer et Niemöller<sup>687</sup>. Ce conflit fut aggravé par l'exil du théologien Barth et par l'arrestation du pasteur Niemöler.

Le protestantisme ne peut donc être considéré comme un facteur du pouvoir tant avec le prussianisme qu'avec le nazisme. Certes, la relation avec le prussianisme est forte. Les nazis trouvent dans les protestants un soutien important, mais ils se servent du protestantisme, bien plus qu'ils ne le servent.

### Les traditions

La glorification du passé national de l'Allemagne est une donnée intangible de la vision de l'histoire. Des historiens au début du XIX<sup>ème</sup> siècle cherchent à opérer une osmose entre histoire et politique pour servir une idéologie.

Ainsi ceux-ci, dans la lignée de l'historicisme (historismus), prédestinaient la Prusse pour l'unité allemande. Les représentants de cette tendance dénommée « l'Ecole prussienne » (*Preussische Schule*), Johann Gustave Droysen (1808 – 1884), Heinrich

---

<sup>687</sup>

Rudolf Von THADDEN « La Prusse en question » (1981). Actes du Sud 1985, pages 127-128

von Sybel (1817 – 1885) et Heinrich von Treitschke (1834 – 1896) ont œuvré dans ce sens.

Cette osmose entre histoire et politique a atteint son point culminant à l'époque wilhelmienne, avec cette particularité que ces mêmes historiens cherchent à démontrer « scientifiquement » la supériorité de l'Allemand. René Capitant est un des intellectuels français qui a souligné l'importance de la Prusse dans la glorification du passé par le nazisme et qui le représentait comme un de ses principaux atouts.

La perception du passé de l'Allemagne s'opère par un choix des grandes dates et des grands hommes. Il est établi que l'Allemagne demeure un Reich marquant ainsi la continuité des traditions nationales. **Mais qu'entend-t-on par traditions ?**

Le germaniste Charles Andler renseigne sur leur composition. « *Quatre mirages* » dont deux étroitement prussiens et deux allemands. Les traditions prussiennes remonteraient à l'ordre teutonique refoulant le slavisme et à la grandeur militaire depuis Frédéric Guillaume 1<sup>er</sup> et Frédéric II. Quant aux traditions allemandes, elles rappelleraient le Saint Empire germanique et la protection d'un puissant monarque, le roi empereur<sup>688</sup>, auxquels on pouvait faire le grief « de n'avoir pas fait toute la grandeur légendaire de l'Allemagne médiévale ». Le rôle du peuple ne devait pas être occulté, car grâce à la bourgeoisie allemande des villes fédérées et de puissantes associations comme la Ligue hanséatique et des cités maritimes de la Baltique<sup>689</sup>, l'Allemagne s'est formée. Guillaume II, dans son discours à Hambourg prononcé le 20 juin 1911, avait déjà l'ambition « de ressusciter la Hanse qui, faute de soutien de l'Etat, avait perdu de son influence, d'où les devoirs d'une vieille tradition qu'il fallait reprendre ».

Tant sous Guillaume 1<sup>er</sup> que sous Guillaume II, des commémorations contribuent à célébrer le passé. Chaque 2 septembre, la fête de Sedan ravive le souvenir de la victoire sur la France. La bataille des nations de Leipzig est fêtée en 1863, les 18 et 19 octobre 1913, le peuple allemand assiste à l'inauguration du monument commémorant cette bataille et financé par le *Deutscher Patriotenbund* ; le Kaiser y est présent. La célébration de l'anniversaire du souverain devient tradition chaque année avec des défilés militaires.

---

<sup>688</sup> Charles ANDLER « *Les origines du Pangermanisme* », pages XII et XX, introduction, op. cit.

<sup>689</sup> Jacques DROZ « *les Doctrines politiques en Allemagne* », Paris 1968, l'Idée d'empire au Moyen Age, pages 7 à 15

Par ailleurs, les figures emblématiques du passé, de Luther à Bismarck en passant par Frédéric II, sont célébrées par les villes allemandes par des effigies ou des statues.

Jean Solchany cite comme exemple le fait qu'à partir de 1898, une centaine d'associations vouées au culte de Bismarck (Bismarckvereine) ont organisé des collectes nécessaires à l'édification de 500 monuments. En 1915, son centenaire est présenté avec un Bismarck, emblème de la « Furor teutonicus »<sup>690</sup>.

Toutes ces manifestations sont destinées à entretenir la fibre patriotique des Allemands.

**Henri Lichtenberger**, autre germaniste, évoquait dans ce domaine l'érection d'un monument au nazi Badois Schlageter, fusillé en 1923 par les troupes françaises d'occupation au bord du Rhin, pour compléter tous ceux qui jalonnent l'emprise prussienne en Rhénanie, le long du fleuve « Germania », face à Bingen en la statue équestre de Guillaume II à Coblenze, la statue équestre de Guillaume II sur le grand pont métallique de Cologne<sup>691</sup>.

L'arrivée des nazis au pouvoir n'amène pas de changement significatif dans la perception du passé. Certes l'idéologie nazie a plutôt tendance à se référer à un passé plus lointain, celui de la germanité mythologique.

Il n'en demeure pas moins vrai que le nazisme cherche à s'insérer dans la continuité de l'histoire prussienne et impériale. Comme l'a fait remarquer Edmond Vermeil, si la révolution allemande est révolutionnaire, elle est aussi conservatrice<sup>692</sup>.

Hitler estime indispensable à l'édification et au maintien du régime nazi cette glorification du passé prussien.

### **Discours et cérémonies officielles en sont des manifestations.**

Le 2 février 1933 au Reichsrat (Conseil d'Empire) : Hitler déclarait « Je suis moi-même originaire du Sud, je suis citoyen d'un Etat du sud de l'Allemagne, je vis en pensée de l'histoire de l'Allemagne et je veux respecter tout ce que les anciennes générations ont accompli dans l'espoir que les générations futures respecteront peut-être ce que nous comptons faire ».

<sup>690</sup> Jean SOLCHANY, thèse « Comment comprendre le nazisme des années zéro », 1945-1949, PUF 1997, op. cit. pages 88 à 93

<sup>691</sup> Henri LICHTENBERGER « L'Allemagne moderne », Paris 1915, page 385

<sup>692</sup> Edmond VERMEIL, Intervention à la séance du 17 juin 1939 de la Société Française de philosophie, Bulletin année 1939

Deux cérémonies, véritable « *misés en scène* » sont organisées pour marquer l'enracinement du nazisme dans la tradition allemande :

**La première** du 12 mars 1933 à l'Opéra, où Hitler, en habit et Hindenburg en grand uniforme de maréchal, saluent la mémoire des victimes de la Grande Guerre.

**La seconde**, plus célèbre, du 21 mars à Potsdam dans l'Eglise de la garnison<sup>693</sup>. André François-Poncet l'évoque dans onze pages de ses « Souvenirs d'Ambassade » pur écrire en substance « *L'Eglise de la garnison est une sorte de sanctuaire du prussianisme ....* ». « Son architecture est assez sobre pour l'époque où elle a été construite, sobre comme l'ancienne Prusse, mais harmonieuse, lumineuse comme l'ancienne garnison de l'Etat prussien. Elle n'évoque que des souvenirs de gloire et de grandeur, le souvenir de générations, qui sont venues y tremper leur âme, dans le respect de Dieu, du culte de la discipline et de la patrie » (*sic*)<sup>694</sup>.

André François-Poncet en soulignait l'importance symbolique par sa dépêche au Quai d'Orsay. Témoin officiel de cette cérémonie où le nouveau Reichstag, résultant des élections du 5 mars, s'était réuni en l'église de la garnison de Potsdam, lieu de sépulture du Roi-sergent et de Frédéric II, il évoquait « *le paradoxe de cet Hitler à moitié autrichien, qui s'était placé en grande pompe sous l'égide des rois de Prusse* ».

Les deux discours échangés entre le Président Hindenburg et le chancelier Hitler donnaient la portée de l'événement, symbole de l'alliance de la révolution et de la tradition. Hindenburg faisait appel à l'esprit de la vieille Prusse, en évoquant toute l'histoire, dont ces lieux furent les témoins, « *puisse le vieil esprit animer les générations* ».

Hitler « *la guerre, dont l'Allemagne et son empire sont innocents, a amené la catastrophe de 1918, l'Allemagne avait perdu sa foi dans la nation et dans ses traditions. Le gouvernement national vient de les lui rendre* ».

Goebbels, ministre de la Propagande, qui avait assuré les préparatifs de la cérémonie et sa retransmission radiophonique sur le territoire du Reich, notait dans son journal : « Il s'agit d'un moment historique. Sur l'écusson allemand, l'honneur est

---

<sup>693</sup> André FRANÇOIS-PONCET « Souvenirs d'une Ambassade à Berlin », Flammarion, 1946, pages 98 à 109

<sup>694</sup> Paul BONCOUR, ministre des Affaires étrangères, dépêché André François Poncet, DFF 1 III, Archives du Quai d'Orsay

rétabli .... La main invisible de Dieu bénit la cité grise de la grandeur et du devoir prussiens »<sup>695</sup>.

Face au particularisme prussien ancré depuis des siècles dans l'esprit allemand prussien confondus, il n'était pas question pour Hitler de procéder à l'éradication du prussianisme et pas davantage à l'élimination des ses représentants de la tradition. Il convenait pour lui de l'intégrer, de l'assimiler par le culte du passé, principes d'ordre et de discipline<sup>696</sup>, mais il s'agissait en fait d'une récupération par opportunisme politique.

L'ambition de l'Allemagne est portée ainsi par l'importance d'un élan national et par son développement avec les victoires. La population a ainsi de nouveaux repères et d'autres formes d'identité. On assiste ainsi à la croissance d'une véritable liturgie invoquant le passé et symbolisant le futur. Dans cet esprit, on reconstruit la forteresse de Marienburg édifée par les chevaliers teutoniques. Arminius, figure du panthéon germanique et vainqueur des légions romaines d'Auguste, est célèbre.

L'iconographie elle-même des billets de banque allemands a le même objectif, au premier plan du billet, l'observateur peut y voir une Germanie opulente appuyée sur un bouclier et tenant dans ses mains les armes de l'empire et un glaive aux armes de la Prusse, au deuxième plan, on distingue trois cuirassés en ordre de bataille. La glorification du passé ne se limite pas aux « marks ».

Dans les années qui suivirent la cérémonie de Potsdam des pièces de monnaie et des timbres à l'effigie de Frédéric II, Bismarck, Hindenburg et Hitler perpétueront le souvenir de la poignée de main entre le chancelier et le président du Reich, le maréchal von Hindenburg.

Le jour du 44<sup>ème</sup> anniversaire d'Hitler, une carte postale était éditée afin de célébrer l'événement. Elle avait cette particularité de représenter sur une file les trois figures emblématiques du Reich avec leurs mérites respectifs : **Frédéric le Grand**, personnage célèbre par ses succès guerriers, par la valeur de son armée et de son administration et qui a donné à la Prusse la puissance et les fondements du Reich allemand ; **Bismarck**, fondateur de la Confédération allemande du Nord et plus tard le Reich allemand, grâce à l'acquisition de colonies et à l'alliance de l'Allemagne avec l'Autriche et l'Italie a réussi à faire de l'Allemagne une puissance mondiale ; **Hitler**

<sup>695</sup> Marlis STEINERT « Hitler », Fayard 1991, page 256, op. cit. *Tägebücher von Goebbels*, vol. II, page 396

<sup>696</sup> Jean SOLCHANY « Comment comprendre le Nazisme dans l'Allemagne des années zéro, thèse Paris 1997

« pour avoir empêché la décomposition du Reich allemand par le Marxisme et par le Bolchevisme », « pour avoir donné de nouveaux espoirs au peuple allemand », « pour avoir ainsi ressuscité l'esprit de Potsdam et avoir achevé l'œuvre unificatrice de Bismarck ». <sup>697</sup> La propagande nazie a ainsi pour objectif avant tout de persuader chaque allemand de l'existence de ces mérites, ce qui n'empêche pas le lecteur de s'interroger sur leur exactitude.

D'autres exemples de la glorification du passé prussien de l'Allemagne peuvent être cités. Dans le quotidien *Je suis partout*, son correspondant particulier à Berlin faisait état de cérémonies à l'occasion de l'anniversaire de la création de l'armée prussienne. Une statue a été élevée à la gloire du Général Auguste Gneisenau (1760-1831) et une autre également à Karl Peters, fondateur de l'empire colonial du II<sup>ème</sup> Reich et plus particulièrement de l'Afrique orientale allemande.

Il convient de rappeler que, par décision du Führer, le drapeau noir-blanc-rouge de la Prusse impériale était de nouveau arboré, avec croix gammée il est vrai. Ce signe devait être interprété comme une concession faite aux traditionalistes.

Autre concession pour l'hymne national allemand « *Deutschland Uber Alles* », dont l'auteur était Hoffmann Von Fallersleben (1848), André François-Poncet notait que les nazis avaient maintenu la 3<sup>ème</sup> strophe, célébrant l'unité, le Droit et la Liberté, avec comme auxiliaire principal, l'accompagnement obligé de l'hymne de leur parti « *Das Horst-Wessel Lied* » <sup>698</sup>.

L'Allemagne est en infraction avec les clauses du Traité de Versailles en annonçant le rétablissement du Grand Etat-major et de la prestigieuse *Kriegsakademie*, fondée le 15 octobre par Scharnhorst. 125 ans après cette création, la réouverture de l'Ecole fait l'objet d'une grandiose cérémonie en présence du Chancelier et des hautes autorités nazies.

Imitant Guillaume II, qui entendait avoir la maîtrise des mers, Hitler, au lendemain de la signature de l'accord naval du 18 juin 1935 avec l'Angleterre, ne cachait pas sa satisfaction, qui autorisait la mise en chantier de deux cuirassés, qui étaient baptisés *Scharnhorst* et *Gneisenau*. Deux navires de lignes, le *Bismarck* et le

---

<sup>697</sup> Edward WOLFRUM « *Geschichte al Waffe* » (l'histoire comme arme) Vandenhoeck et Ruprecht Göttingen 2001

<sup>698</sup> André FRANÇOIS-PONCET – Rapport diplomatique du 21 mars 1933, page 273. Archives diplomatiques « Europe ». Ministère des Affaires Etrangères.



*Tirpitz*, ainsi que cinq croiseurs devaient les rejoindre. Leurs noms étaient évocateurs pour rappeler la Prusse et l'Allemagne prussienne à Seydlitz, *Prinz Eugen*, *Blücher*, *Admiral Hipper*.<sup>699</sup>

Par ailleurs, les exemples du seul maintien de la tradition ne manquent pas. On en citera deux autres significatifs, qui dénotent une certaine continuité dans le temps :

Lors des Jeux Olympiques d'août 1936, le correspondant du *Temps* avait observé le cadre de cette manifestation : dans le hall d'honneur une carte monumentale du peuple sans espace gravée sur le sol. L'histoire y était rappelée à grands traits, depuis l'an 1000 en passant par les traités de Westphalie jusqu'à Bismarck. Le chancelier de fer y était représenté par la porte du cachot, où il fut enfermé comme étudiant contestataire et où il grava son nom au couteau.

**Le nazisme conserve donc le prussianisme comme points de repère et d'identification.**



**Dans le domaine moral, le nazisme entend également conserver les valeurs traditionnelles du prussianisme.**

Le doctrinaire Moeller van den Bruck, qui ne peut être assimilé au nazisme, prônait dans son projet de réforme du Reich les valeurs spécifiquement prussiennes qui, à ses yeux « resteraient éternelles »<sup>700</sup>, comme le sens du devoir, la discipline et l'organisation, la hiérarchie, la fidélité au chef, la soumission au pouvoir établi, le besoin d'ordre qui, **selon l'historien Pierre Renouvin** obscurcit la nation et la liberté politique<sup>701</sup>.

Certains non-conformistes français des années 1930 restaient admiratifs devant certains aspects du nazisme, en ce qu'il respectait les valeurs traditionnelles, comme en témoignaient ses résultats. Des philosophes aux historiens français, aucun d'eux n'a occulté l'existence et le maintien de ces valeurs par le nazisme.

<sup>699</sup> Frédéric-Guillaume von SEYDLITZ (1721-1773), réformateur de la cavalerie de Frédéric II, s'est distingué dans les deux guerres de Silésie et au cours de la guerre de sept ans. Un de ses descendants, Walther von Seydlitz (1888-1976) à la tête de son corps d'armée, encerclé à Stalingrad, se rendit. En captivité, il appela à la désertion pour arrêter la guerre. Il fut condamné à mort par contumace, puis condamné par un tribunal soviétique. Libéré en 1955, il fut réhabilité en 1956 par un tribunal de la République fédérale allemande.

<sup>700</sup> Moeller van den BRUCK « Le IIIème Reich », *Revue Française*, Paris 1933, page 322

<sup>701</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des relations internationales ». Edit. Armand Colin, 1991, page 227

Dans leurs déclarations et leurs écrits, les dirigeants nazis n'ont cessé de faire référence aux emprunts prussiens en ce domaine. D'Hitler à Goebbels, on peut observer la même tonalité et une continuité de pensée. Le message d'Hitler diffusé par T.S.F. le 3 février 1933 ne faisait-il pas état de la nécessité pour la jeunesse « *de s'inspirer du grand passé de l'Allemagne et de ses vieilles grandes traditions* »<sup>702</sup>.

Le discours de Goebbels, ministre de la Propagande abondait dans le même sens à la même période : « **le national-socialisme peut avec raison proclamer qu'il est prussien, où que nous soyons en Allemagne, c'est nous qui sommes les prussiens. L'idée dont nous sommes porteur est prussienne. Les valeurs et les symboles pour lesquels nous luttons sont inspirés de l'esprit prussien et les buts que nous comptons atteindre ne sont que l'actualisation des idéaux qu'ont promu Frédéric-Guillaume 1<sup>er</sup>, le grand Frédéric et Bismarck** ».<sup>703</sup>

Il était difficile au nouveau régime de faire abstraction du modèle prussien et de ses valeurs. S'il cherchait à créer un homme nouveau en la personne du nazi, il devait transposer dans son système le principe de l'organisation de l'armée prussienne et de ses valeurs. Le fait que le régime nazi soit parvenu à obtenir l'approbation et le soutien des prussiens et des nobles notamment n'est pas étranger à l'adoption du nouveau système politique. Mais la grande question à se poser est de savoir si l'affirmation de la filiation du nazisme avec le prussianisme est sincère ou si elle répond à des soucis tactiques, hypothèse étant la plus vraisemblable.

Il apparaît de cet ensemble d'observations que l'Etat prussien et l'Empire allemand, ont été perçus par les intellectuels français comme des modèles et à l'inverse par les détracteurs comme « **les fourriers du National-socialisme** »<sup>704</sup>.

Une fois admis que le nazisme a conservé le prussianisme comme point de repère et d'identification, peut-on percevoir chez les intellectuels français à travers certaines idées-force d'autres liens entre les deux phénomènes prussianisme-nazisme ? Les sujets aussi divers que les rapports de l'exécutif et du législatif, les concepts du Nationalisme, du Socialisme, du Racisme, de l'Impérialisme, du militarisme, le

---

<sup>702</sup> L'Echo de Paris du 3 février 1933

<sup>703</sup> Ottobusch « *Das Preussenbild in der Geschichte (le tableau de la Prusse dans l'Histoire)*, Berlin, 1983, op. cit. page 248

<sup>704</sup> Jean SOLCHANY – Thèse 1938 « *Comprendre le National-socialisme* », page 20

problème des élites et des valeurs, du rapport de l'Etat et de l'Eglise, et des oppositions constitueront les grands axes de la réflexion.



# Les grands axes de la réflexion

## *Exécutif et Législatif*

### - La monarchie absolue

Montesquieu, à l'appui de son ouvrage capital « *L'Esprit des Lois* » (1757), prônait dans l'organisation de l'Etat la séparation des trois pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, dans un souci d'équilibre et de garantie des libertés.

*Les régimes successifs de la Prusse et de l'Allemagne ont-ils observé ce principe ? Une continuité ou une rupture dans l'évolution des institutions est t'elle observée par les intellectuels français ?*

Dans le cadre de la monarchie absolue et du despotisme éclairé, Frédéric Guillaume, père de Frédéric II détenait le pouvoir, dès lors qu'aucune volonté du royaume ne pouvait s'opposer à la sienne : les Etats composant la Prusse étaient sans pouvoirs, les administrateurs n'étaient que de simples exécutants de la volonté de leur maître.

Ne déclarait-il pas, en 1716, lors d'une agitation de la noblesse, « *Je vais à mon but, j'établis ma souveraineté, j'asseois la couronne aussi solidement qu'un rocher de bronze et je laisse à messieurs les hobereaux le vent du Landtag ; quand on arrive à ses fins, on laisse le vent aux gens* »<sup>705</sup>. Il marquait ainsi son mépris pour une des assemblées régissant l'Etat prussien.

### - La monarchie constitutionnelle non parlementaire

Bismarck avait le choix, au départ, de ses réformes entre le particularisme et le centralisme, entre le principe monarchique et la souveraineté du peuple, entre les intérêts prussiens et ceux de l'Etat.

Bien que partisan d'une monarchie absolue, Bismarck n'en concevait pas moins la nécessité d'une constitution, ce qu'il exprimait en quelques lignes : « *Je ne suis pas un adversaire du système constitutionnel, au contraire je le considère comme la seule forme de gouvernement possible. Mais si j'avais cru qu'une dictature, que l'absolutisme peut être plus utile pour faire avancer l'unification de l'Allemagne,*

*j'aurais choisi sans hésitation, sans remords le chemin de l'absolutisme* ». Mais entre 1862 et 1866, il a gouverné en dehors du cadre constitutionnel. Bismarck a, en d'autres termes, passé un compromis avec le libéralisme, en adoptant un régime monarchique constitutionnel mais non parlementaire.

Bismarck n'en avait pas moins ajouté « *Non, nous devons continuer sur la voie du droit constitutionnel* »<sup>706</sup>. Le choix de cette orientation dicté par l'opportunité politique ne laissait pas le chancelier de fer dans l'ignorance des difficultés éventuelles. Face « *aux antagonismes trop aigris en Prusse* » et à « *une machine parlementaire à haute pression* », Bismarck entendait utiliser le Reichstag concurremment avec la Chambre basse du Landtag prussien, afin de renverser le parlementarisme par le parlementarisme »<sup>707</sup>. Le chancelier de fer ne perd d'ailleurs jamais une occasion de répéter le conseil que l'historien Ranke avait donné de son côté au roi de Prusse, « *surtout ne laissez jamais tomber l'armée aux mains du Parlement* »<sup>708</sup>, et il agit en conséquence.

**Charles Andler**, dans son approche sur Bismarck, note les rapports difficiles du Chancelier avec le Reichstag, où notamment malgré l'obstruction de cette assemblée, il réussit à assurer le service militaire obligatoire et la législation, « *qui mettait effectifs et crédits à l'abri des fantaisies parlementaires* » et lors de son départ du pouvoir en 1890, le germaniste prétend qu'il était dans les intentions du Chancelier de fer de retirer au peuple allemand le suffrage universel octroyé en 1867 « *dans la griserie des récentes victoires* »<sup>709</sup>. En vérité, après cette concession libérale, Bismarck « *songeait à provoquer systématiquement l'émeute socialiste et comptait, par une répression brutale, parer pour toujours au péril démocratique* », ce à quoi Guillaume II avait répondu « *je ne veux pas, pour le début de mon règne, marcher dans le sang jusqu'aux chevilles* ». « *En ce cas votre majesté,* avait répliqué Bismarck, *y marchera plus tard bien plus avant* ». Un tel conseil en dit fort sur l'importance des prérogatives du Parlement, à qui l'attribution impossible de la force armée aurait donné tous les pouvoirs.

---

<sup>706</sup> Lothar GALL « Bismarck » Fayard 1984, op. cit. page 621

<sup>707</sup> « Testament politique de Bismarck », traduction française. Discours devant le Landtag de Prusse du 25 janvier 1873, Paris Correa 1937, pages 117 - 120

<sup>708</sup> Lucien LEVY BRUHL « La Théorie de l'Etat dans Hegel », Paris 1889, page 21

<sup>709</sup> Charles ANDLER « Les Origines du Pangermanisme », page 166

Guillaume II et Bismarck se séparèrent sur ce désaccord<sup>710</sup>

Edmond Vermeil, recherchant les causes de la décadence du II<sup>ème</sup> Reich, trouve une explication dans « *l'effondrement du parlementarisme, son impuissance totale, son anarchie sans issue* ». Il estime « qu'accorder ou octroyer l'institution parlementaire à un peuple dont on espère que fidèle à sa tradition psychologique et historique, il demeurera docile, grouper ses éléments représentatifs pour les mieux conduire à la baguette, c'est commettre une erreur néfaste ».<sup>711</sup> Il apparaît que ce compromis sera sanctionné avec la révolution hitlérienne, qui tournera le dos au libéralisme d'Occident.

Quant à Guillaume II, il avait l'ambition de diriger l'Allemagne après le départ du chancelier et sous l'angle du rapport des forces avec le Parlement, il voulait transformer les organes prussiens en simples exécutants de sa volonté, « tout en tenant en piètre estime les parlementaires ». Selon le Comte Lerchenfeld, ministre de Bavière à Berlin, auteur d'un rapport du 28 mars 1903, le Kaiser a du mépris à l'égard du Reichstag. « Il croît, écrivait-il, avoir la force, si les choses tournent mal avec cette Assemblée, afin de redresser rapidement la situation »<sup>712</sup>.

Ainsi, dans une déclaration prononcée en 1893, faite aux généraux chefs de corps lors de la réception du nouvel an, Guillaume II intervenait avec force pour le vote du budget militaire, en déclarant « *je ne renoncerai pas à un seul homme et à un seul mark et j'enverrai au diable ce Reichstag à moitié fou, s'il s'oppose à moi* »<sup>713</sup>.

Le jugement du diplomate Bavarois se trouve ainsi confirmé par les faits. Bismarck et Guillaume II affichent et partagent le même mépris à l'égard des institutions parlementaires, mais ils en ont usé différemment qu'Hitler.

Pour sa part, Hitler rejette tout régime parlementaire, où il décèle « *quatre vices, le principe de la majorité, l'intérêt et le pluralisme, la démocratie comme une forme du pouvoir du capital en tant qu'expression de la décadence et de la faiblesse* »<sup>714</sup>.

Au pouvoir, Hitler continua à dénigrer la démocratie parlementaire « comme l'un des symptômes les plus nets de la décadence de l'Humanité », et dans le domaine

<sup>710</sup> Charles ANDLER « *Le Pangermanisme sous Guillaume II*, page VI

<sup>711</sup> Edmond VERMEIL « *L'Allemagne, du Congrès de Vienne à la révolution hitlérienne* », Ed. de Cluny, 1934, pages 192 - 194

<sup>712</sup> Rapport du Comte Lerchenfeld, ministre de Bavière à Berlin. Berlin 28 mars 1903, op. cit. Pierre Guillen, *l'Empire allemand 1871-1918*, documents page 144

<sup>713</sup> Christian BAECHLER « *Guillaume II d'Allemagne* », Fayard 2003, pages 125 - 198

<sup>714</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », op. Cit. Pages 208 - 209

institutionnel, il proposait un Etat fort et centralisé avec un Parlement aux pouvoirs se limitant à délibérer, conseiller et informer les dirigeants, Hitler écrivait ainsi « *Ni dans les Chambres, ni au Sénat, il n'y aura le moindre vote, ce sont des organismes de travail, et non des machines à voter* ». « *Tout homme peut avoir des conseillers à ses côtés, mais la décision est le fait d'un seul* »<sup>715</sup>. Mais Hitler allait au-delà dans le domaine institutionnel en imposant un système non autoritaire mais totalitaire, système où l'Etat au nom d'une idéologie exerce une main mise sur la totalité des activités individuelles.

Le juriste **Marcel COT** observait que si « *le Reichstag* » avait été conservé par le III<sup>ème</sup> Reich, il ne jouait plus aucun rôle. Quelquefois, « *il était appelé à prêter son concours à l'œuvre législative, étant précisé que les votes n'ont lieu qu'à l'unanimité* ». Tout député, qui vote contre le gouvernement s'exclue lui-même du parti, perdant ainsi son électorat. Les pouvoirs du Reichstag se trouvent réduits. Ainsi à sa session de Nuremberg du 15 septembre 1935, le Reichstag a supprimé son droit d'initiative et décide que désormais il ne pourrait délibérer que sur les questions présentées par son président, en l'occurrence Goering nommé par le Führer . « *Dès lors les lois du Reichstag ne sont qu'une survivance d'une époque périmée* »<sup>716</sup>.

Une synthèse a été établie par un juriste français pour différencier les étapes de l'évolution du Reich dans ses structures. Il concluait en substance « *Bismarck n'était parti à résoudre le problème de l'unité qu'en fonction du maintien des dynasties. Le Reich n'était alors qu'un Etat fédéral basé sur la conservation de certains droits aux principes confédérés et aux Etats, sur lesquels il régnait. Le mouvement national-socialiste a brisé ce système en faisant table rase de tous les organes à particularisme* » : Reichsrat, Dietes locales, Conseil d'Etat prussien, gouvernements particuliers des pays de la nationalité des citoyens de ces pays et enfin de la souveraineté de ces pays<sup>717</sup>. Il s'avère que depuis 1871, aucun événement n'avait davantage influencé les structures politiques du Reich et des pays allemands que la Révolution national-socialiste. Son mouvement a constitué au départ un Etat autoritaire par opposition à la République de Weimar, avec ce caractère essentiel que la notion d'Etat basée sur le principe démocratique a laissé place à un nouveau concept avec pour fondement la

<sup>715</sup> Marlis STEINERT « Hitler », op. Cit. Pages 208 - 209

<sup>716</sup> Marcel COT « La Conception hitlérienne du Droit », thèse Université de Toulouse, 1938, page 183

<sup>717</sup> Maurice AUBRY « Revue de Droit public, bibliothèque Cujas, année 1934 /46001

volonté d'un seul homme *le Reichsführer*. Il y a donc rupture dans cette évolution. La conséquence va de soi, selon Henri Lichtenberger, le Reich, étant donc fondé sur le principe de l'autorité, se distingue de l'Etat démocratique « *en ce que l'autorité vient d'en haut et non d'en bas* »<sup>718</sup>.

« *Du fait de l'abolition de la responsabilité gouvernementale, la représentation parlementaire n'avait plus de raison d'exister* »<sup>719</sup>.

### - Le régime totalitaire hitlérien

La loi du 23 mars 1933, intitulée « pour la suppression de la misère du peuple et du Reich » confirmait le rejet de la démocratie de conception occidentale et du parlementarisme par le transfert du pouvoir législatif du Reichstag au gouvernement (article 1), l'octroi des pleins pouvoirs avec modifications éventuelles de la Constitution (article 2), la promulgation des lois transférée du Président du Reich au Chancelier (article 3), la signature des Traités au gouvernement (article 4), et enfin, la promulgation de la présente loi pour une durée de quatre années (articles 5).

Cette législation était saluée par Goebbels en ces mots « *Maintenant nous sommes maîtres du Reich constitutionnellement* »<sup>720</sup>.

Elle fut commentée par nombre de critiques étrangères et notamment par Léon Blum, dirigeant de la SFIO, dans les lignes du « *Populaire* » du 26 mars 1933. Il écrivait notamment que, si l'Histoire offrait des précédents d'assemblées chassées ou dissoutes par la force comme celles du 18 Brumaire et du Deux décembre, elle n'avait pas encore vu une Assemblée qui « *prononce elle-même sa propre annulation* ». « *Ce suicide, ce hara-kiri d'une assemblée souveraine s'immolant à peine née sur l'autel du Dictateur, qui n'aura usé de sa souveraineté que pour s'en dépouiller, qui n'aura vécu que le temps de se supprimer elle-même. Quel spectacle !* ». Ce rejet des structures démocratiques est d'ailleurs souhaité et prôné dans leurs écrits par une minorité d'intellectuels, un Marcel Déat, un Robert Brasillach ou un Drieu la Rochelle, lesquels entendent introduire dans le système juridique le triptyque modèle fasciste : un Etat fort, un parti unique et le culte du chef.

---

<sup>718</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », 1936, page 69  
<sup>719</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité Allemande* », 1939, page 100  
<sup>720</sup> GOEBBELS « *Tagebücher* », volume II, page 397



Il apparaît de l'ensemble des intellectuels français cités, que la négation de la Démocratie et du parlementarisme s'est ainsi manifestée avec une certaine continuité depuis Frédéric II jusqu'à l'époque hitlérienne. Ils ont toutefois noté que la Révolution hitlérienne avait tourné le dos au passé prussien dans le rejet du libéralisme et de ses structures.

## Le nationalisme

La Prusse était à l'origine « un Etat particulariste », elle n'est devenue Nation qu'après avoir pris conscience qu'elle représentait un ensemble d'êtres vivants, dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, de langue.

Ernest Renan, dans sa conférence en Sorbonne du 11 mars 1882 avait donné du concept Nation une définition précise « *le plébiscite de tous les jours et le legs de souvenirs* ». La tradition prussienne, depuis la colonisation de l'Est par l'ordre teutonique et l'œuvre des Hohenzollern, doit être considéré ainsi comme un legs accordé à l'Allemagne.

En 1752, Frédéric II écrivait déjà « *que pour empêcher la noblesse de son royaume de servir à l'étranger, il était nécessaire d'inspirer à la Prusse un esprit de corps et de nation (.....) pour faire passer le nom de Prussiens, pour apprendre à tous les officiers que de quelque province qu'ils fussent, ils étaient tous censés Prussiens et que toutes ces provinces, quoique entrecoupées, font un corps ensemble* »<sup>721</sup>. Bien que le mot Nation ait été écrit, le concept de nation était étranger à Frédéric II.

Cette aspiration à l'Unité sous l'hégémonie prussienne sera ressentie par une partie de l'opinion allemande comme « *la tendance à un prussianisme dominant* » susceptible de modifier l'idée de patrie qui devenait ainsi de plus en plus synonyme de patrie prussienne.<sup>722</sup>

Cette idée de nation ou de peuple prospère, d'autant plus qu'elle se situe dans le cadre de l'Europe à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, marquée par la constitution d'Etats-nations et la présence de nationalistes, qui s'estiment opprimés.

Le nationalisme allemand est une donnée culturelle qui s'est constituée par vagues successives depuis la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle. Luther, s'adressant à « *ses chers Allemands* », et rédigeant une traduction allemande de la Bible (1522-1534) entendait rendre l'Ecriture sainte accessible.

---

<sup>721</sup> 1920 Les Testaments politiques de Frédéric II (die politischen Testamente F. de G.), Imprimerie Royale

<sup>722</sup> Rudolf von THADDEN « La Prusse en question », Actes Sud 1985, op. cit., pages 66, 67, 68, *Über das Verhältniss Preussens zu Deutschland mit «Rücksicht auf die Schrift des Herrn v Bülow. Cummerow – Braunschweig, 1842, p. 33 et suivantes*

A la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, le nationalisme devient un véritable mythe souligné d'ailleurs par Wieland (1733 – 1813), dénommé « *le Voltaire allemand* ». D'ailleurs, les particularismes allemands, le rejet du catholicisme ralentiront toute tentative nationaliste. C'est après Iéna en 1806, à l'ombre de la défaite des Prussiens par Napoléon, que va fleurir le nationalisme en Allemagne<sup>723</sup>. Ce mouvement naissant à l'occasion des guerres de libération en 1813, va être raffermi par le romantisme politique de Novalis, Schlegel, Adam Müller, lesquels en réaction contre l'idéologie de la révolution française, notamment en développeront une doctrine politique contre révolutionnaire, soulignant avant Helgel la nécessité d'un Etat pris comme médiateur, d'une société hiérarchique. Jahn (1810) pour sa part définit le « *Volkstum* » allemand.<sup>724</sup>

A l'intérieur de l'Allemagne on assiste à une évolution du sentiment national. Lorsque Bismarck s'attaque avec le « *Kulturkampf* » au catholicisme, religion minoritaire, c'est qu'il lui apparaît comme une menace pour la jeune nation allemande. Ne voulant pas paraître « *Reichsfeind* » (ennemi de l'Empire), le « *Zentrum* » parti représentant les catholiques finit par participer au mouvement nationaliste.

La dimension religieuse a joué un rôle majeur dans le développement de l'idée de la Nation, de 1850 à 1920. Un débat à l'Assemblée de Francfort avait pour objet de définir l'Allemagne quant à son caractère religieux. Dans le cadre de la Petite Allemagne, l'idée de nation est proscrite sous la pression du romantisme, dans la mesure où elle était révolutionnaire et comme une menace pour l'ordre social. Le Kulturkampf de Bismarck ne pouvait être considéré que comme le moyen de défendre la nation face « *aux Chrétiens germaniques qui récusent la nation* ».

Paul de Lagarde (1827-1891) dont l'influence sur le protestantisme allemand est très importante à l'Est et comme Bismarck est favorable à l'idée nationale, placée au-dessus de l'Etat, lequel n'a qu'une fonction celle de rassembler les institutions à la vie de la nation dans la mesure où cette vie ne peut être promue et sauvegardée par les seuls individus ou par les associations d'individus.<sup>725</sup>

La critique de la Bible par Lagarde conduit ce théologien à développer ainsi une « Eglise nationale » qui pose le problème de l'Eglise d'être avant tout une question

<sup>723</sup> H. BRUNSCHWIG « *La crise de l'Etat prussien à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle et la genèse de la mentalité romantique*, thèse Paris 1947

<sup>724</sup> Jacques DROZ « *le Romantisme politique en Allemagne* » 1903

<sup>725</sup> Jean FAVRAT « *la pensée de Paul de Lagarde* », thèse d'Etat, Lille 1979, page 285

nationale, mais cette question est d'autant sensible que deux religions en Allemagne prédominaient une religion majoritaire protestante et une religion minoritaire.

Lamprecht, Langbehn, Nausmann sont favorables à la constitution « *d'une Eglise nationale* », emboîtant ainsi le pas de P. de Lagarde. Ce dernier rêvait d'une Eglise « *qui se confondrait purement et simplement avec la Nation, elle-même conçue comme une communauté de vie* »<sup>726</sup>. Lagarde prône un christianisme national.

Au moment de sa fondation, le Reich hérite d'un état d'esprit nationaliste répandu dans des milieux intellectuels, les élites, l'armée et l'administration et que renforcent après 1871 les succès et la puissance du Reich. Charles Maurras et Jacques Bainville notamment souligneront le danger du nationalisme allemand, qui passe du stade de « *Grossmachtpolitik* » de l'ère Bismarck à « *Weltmachtpolitik* » novation de « *l'ère Guillaume II* ». C'est l'époque où le chancelier Bulow (1897) définit l'orientation prise par son gouvernement de « *mettre l'accent sur la politique extérieure. Seuls des succès de politique extérieure peuvent aider à réconcilier, apaiser, rassembler, unir* ».<sup>727</sup>

L'émergence et le développement de ce nationalisme expansionniste, impérialiste, agressif trouvera sa continuité dans l'Allemagne hitlérienne, qui sera, selon Jacques Bainville, l'expression la plus extrême du nationalisme, qui ferait regretter le régime Wilhelminien sous son aspect de monarchie constitutionnelle<sup>728</sup>.

Le nationalisme allemand ne peut être approfondi sans une analyse de ses divers aspects mis en valeur par les sociologues allemands cités par Louis Dupeux dans un ouvrage paru certes en 1996, mais qui est riche d'enseignements<sup>729</sup>. Les intellectuels français de 1933 à 1940 relèveront-ils ces caractères ?

Ce nationalisme remplit, selon ces sociologues, plusieurs fonctions : **une fonction de démarcation, une fonction de regroupement et une fonction type missionnaire.**<sup>730</sup>

---

<sup>726</sup> Jean FAVRAT « *la pensée de Paul de Lagarde* », thèse d'Etat, Lille 1979

<sup>727</sup> JG RÖHL « *Deutschland ohne Bismarck Die Regierungskrise im Zweiten Kaiserreich* », 1890-1900, Tübingen 1969

<sup>728</sup> Jacques BAINVILLE « *Histoire des Deux peuples* », Editions d'Aujourd'hui 1940, page 251

<sup>729</sup> Louis DUPEUX « *Aspects du Nationalisme allemand aux XIX et XX<sup>ème</sup> siècles* », Revue Allemagne, janvier-mars 1996, tome 28-1, page 3

<sup>730</sup> Louis DUPEUX « *Aspects du Nationalisme allemand aux XIX et XX<sup>ème</sup> siècles* », Revue Allemagne, janvier-mars 1996, page 5, op. cit.

**Une fonction de démarcation** (*Abgrenzung*), par rapport à tout ce qui est étranger. La langue allemande et la religion luthérienne constituent des barrières contre les influences étrangères. Le monde dit « romain », puis « welsch » et notamment français, est considéré comme l'adversaire du monde germanique dans le domaine culturel. Cette fonction est exprimée par Luther dans son Manifeste adressé « à ses chers Allemands » face à la papauté ou par Fichte dans son « Discours à la Nation allemande » (1810).

Une nouvelle ligne de démarcation sera introduite avec la constitution de 1871 entre les citoyens (*Reichsbürger*) et les simples ressortissants (*Staatsangehörige*) et sous le régime hitlérien entre les citoyens de sang allemand (*deutschen Blutes*) et les citoyens métis (*Mischlinge*), classification observée par les juristes français de René Capitant à François Perroux.

Dans le cadre du dualisme prussianisme-nazisme, on ne peut donc parler de continuité mais d'une véritable évolution avec, pour finalité, une dimension raciale.

**René Capitant** fait même une différence entre l'ancienne idée pangermaniste « *de race allemande* » et la notion nazie « *de race nordique* » reconnaissable non à des caractères physiques mais à des critères moraux et notamment politiques. Il cite à l'appui de cette distinction une déclaration d'Hitler « *On ne peut pas conclure de la race à la capacité politique, on doit conclure à l'inverse de la capacité politique à la race* »<sup>731</sup>. Le primat de la race demeure donc omniprésent, mais un tel principe est étranger à la politique prussienne.

**Une fonction de regroupement**, de rassemblement. Le peuple allemand divisé est à la recherche de l'unité territoriale et étatique avec le choix entre deux possibilités Grande Allemagne / Petite Allemagne. Face à l'individualisme, au matérialisme, à l'esprit de classe, à l'internationalisme, le pouvoir en place propose le resserrement des liens sociaux autour de l'empereur ou du chef (*Führerprinzip*). Des exemples sont avancés par le germaniste Paul Guillen. L'Allemagne, longtemps caractérisée par l'existence d'une multitude de petits états (269 avant 1803) s'est retrouvée en 1871 sous la forme fédérale avec vingt deux Etats monarchiques et trois villes libres<sup>732</sup>. La fonction « *mobilisatrice* » du nationalisme allemand a joué dans les rapports franco-allemands

<sup>731</sup>

René CAPITANT « Bulletin jaune du 20.12.1934, page 67

<sup>732</sup>

Pierre GUILLEN « L'Empire allemand » (1871 – 1918) Hatier Université 1970 – 1976, op. cit. page 9

face aux incursions napoléoniennes et à l'esprit de « revanche » de Versailles. Elle a également joué dans la rivalité en Allemagne du Nord face à l'Autriche. Un tel thème habituel dans les esprits, compte tenu de la date récente de l'unification, et ce terme prend une signification particulière, dès lors qu'il est associé au peuple (Volk). *L'Obrigkeitsstaat* (l'Etat tout puissant) cède alors le pas en 1933 au *Volkstaat* (Etat du peuple) et au *Führerstaat* (Etat du chef). Le Volk, c'est le retour à la vieille tradition germanique, à la communauté, à la Gemeinschaft. Le caractère *völkisch* avec une connotation ethnique prend de l'importance dès 1890. L'idée du Reich se présente alors avec le nazisme, **comme un recours à l'action, à la race, au sang, au chef prédestiné, à la mission supérieure d'un peuple.**<sup>733</sup>

« *L'Allemagne nouvelle* » implique cette idée de regroupement. Le programme nazi ne prévoit-il pas « *la réunion de tous les Allemands en une grande Allemagne, où se retrouveront non seulement les 67 millions d'Allemands du Reich mais également les 30 millions répartis dans le monde* »<sup>734</sup>.

De Bismarck à Hitler, on perçoit une certaine continuité de pensée, avec quelques restrictions. Bismarck n'a jamais songé à élargir l'unité allemande aux Allemands situés hors du Reich.

Selon Charles Andler, Bismarck respectait l'institution du Saint Empire mais « *n'en conservait pas moins la conviction que l'avenir, qui s'ouvrait immédiatement devant lui, serait tel qu'il mènerait à l'unification de l'Allemagne* »<sup>735</sup>. Quant à l'Autriche allemande, il n'était pas dans les projets du Chancelier de fer de l'annexer, ne déclarait-il pas « *Nous n'avons pas besoin de la Bohême, de la Silésie, de la Moravie ou de toute autre province autrichienne. Laissez l'Autriche se fortifier et devenez notre alliée, voilà tout* ».

**Guillaume II**, écrivait Charles Andler, a des ambitions supérieures, afin de constituer une grande Allemagne. Le Kaiser déclarait que « *tous les Germains formaient une grande famille dispersée et qu'il faut réunir* » « *Wir Germanen müssen zusammen* ». Guillaume II veut dire que « *non seulement l'Austro-Allemagne doit faire bloc, mais*

---

<sup>733</sup> Thierry MAULNIER « *Au-delà du Nationalisme* », 1937, *Fonts Barres BNF* 1938, pages 7 - 33

<sup>734</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », 1936, page 87

<sup>735</sup> Charles ANDLER « *Les origines du pangermanisme* », page 166 ; *op. cit. Pensées et souvenirs de Bismarck trad. Jaegle*, pages 2-3

*également les peuples Scandinaves, les Néerlandais, les Hollandais et les Flamands devront rentrer dans l'unité germanique brisée par l'histoire et qu'il faut rétablir ».*<sup>736</sup>

Quant à l'Autriche, la politique allemande supposait son intégrité « *ne fallait-il pas empêcher son anéantissement, quand même elle eut commis la faute de recourir aux armées la première* ».

Pour Hitler, il suffisait de se remettre en mémoire le programme nazi, lequel en son article 1 exigeait en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la réunion de tous les Allemands en une grande Allemagne. Les réactions des intellectuels français sur les réalisations du gouvernement du III<sup>ème</sup> Reich accompagnent l'actualité du jour. Deux d'entre-eux peuvent être retenus, Pierre Gaxotte et Georges Bidault. Le 14 septembre 1935, **Pierre Gaxotte** dans un éditorial du journal *Je suis partout*, observe que les lois d'unification des 31 mars et 7 avril 1933 avaient le mérite d'écarter le système structurel d'une Fédération, système nuisible à certains égards. « *En l'absence d'une maison régnante à laquelle le peuple peut se sentir lié par la loyauté dynastique, il pouvait favoriser des velléités de séparatisme. Il fallait donc en finir avec le Fédéralisme, compléter l'œuvre de Bismarck, faire des Allemagnes une grande Allemagne* ».

De mars à octobre 1938, **Georges Bidault** consacre plusieurs feuilles, d'abord à l'Autriche, puis aux Sudètes traduisant le climat d'une extrême tension en Europe suivant le processus de regroupement de tous les germains. Cet historien évoque la crise autrichienne et l'Anschluss, rattachement de l'Autriche à l'Allemagne opéré le 13 mars 1938, alors qu'Hitler dans une déclaration de circonstance du 31 mai 1935 prétendait « *vouloir respecter l'indépendance de l'Autriche, ne songeant nullement y envoyer des soldats ou en faire une province prussienne* »<sup>737</sup>, on assistait ensuite, autre contradiction, à un revirement du Führer par « *la mise au pas* » de l'Autriche.

Georges Bidault poursuit son commentaire au sujet de l'Autriche, qui a été « *annexée par la force à notre barbe avec l'annonce d'un plébiscite à l'ombre des baïonnettes. L'objectif d'Hitler était visible : à l'appui du principe des nationalistes, il*

<sup>736</sup>

Charles ANDLER « *Le Pangermanisme sous Guillaume II* », pages XX - XXIV

<sup>737</sup>

Georges BIDAULT « *L'Aube* », 16-03-1938 les leçons d'un désastre ; 11-10-1938 la Grande Allemagne ; 01-10-1938 Maintenant, regardons devant nous.

*réclamait la réunion dans un seul Etat de tous les Allemands d'Europe et l'hégémonie impériale de tous les Allemands réunis »*<sup>738</sup>.

On retrouve ici les mêmes motivations avancées par Hitler pour justifier ses agressions, ce qui traduirait par sous-entendus une certaine continuité entre le prussianisme et le nazisme.

**La troisième fonction du nationalisme est une fonction type missionnaire.** L'Allemagne, quel que soit le régime politique, est chargée de remplir une mission supérieure destinée à bouleverser les données de l'histoire. Charles Andler expose que *cette doctrine du providentiel et du déterminé est la ruse la plus profonde, dont se sert la métaphysique allemande* ». Elle a pour double effet de renforcer « l'orgueil délirant » dont elle s'est faite l'auxiliaire, et d'être aussi « le narcotique » « par lequel elle compte engourdir les vellétés de résistance »<sup>739</sup>. Selon ce germaniste, tous les gouvernants allemands sont pénétrés par cette croyance. Bismarck n'avouait-il pas « que le courage de déchaîner le fléau de trois guerres lui aurait été impossible sans la conviction d'entrer dans les voies assignées à l'Allemagne par la providence ». Dans la continuité Guillaume II cité par Charles Andler, affirmait le 31 août 1907 à Brême : « *Le peuple allemand uni dans un esprit de concorde patriotique sera le bloc de granit, sur lequel notre Seigneur Dieu pourra édifier et parachever l'œuvre civilisatrice, qu'il se propose dans le monde* »<sup>740</sup>.

Le Pangermanisme philosophique qui se dégageait de ces déclarations, est ainsi qualifié par le même germaniste de doctrine religieuse et plus exactement de « *doctrine de la prédestination* »<sup>741</sup>.

Cette croyance, selon Edmond Vermeil, s'expliquerait par le fait que « *les Allemands ont cru, avec une nostalgie désespérée, que sollicitait le spectacle de leurs divisions, ou l'espoir d'une puissance invincible à une mission providentielle de leur pays* »<sup>742</sup>. Henri Lichtenberger ajoute que sous cet angle « *l'hitlérisme n'aspire pas à l'hégémonie du monde, il est indifférent à la mission de l'homme blanc ou à l'unification de l'Europe, ce qui l'intéresse ce sont les destinées de sa race* »<sup>743</sup>.

---

<sup>738</sup> Georges BIDAULT « L'Aube » du 14-08-1936

<sup>739</sup> Charles ANDLER « Le Pangermanisme philosophique » ; 4<sup>ème</sup> tome, 1915, pages C4 – C4I

<sup>740</sup> Charles ANDLER « Le Pangermanisme philosophique » ; 4<sup>ème</sup> tome, 1915, page C4I

<sup>741</sup> Charles ANDLER « Le Pangermanisme philosophique » ; Ibidem page IX. Ibidem C4II

<sup>742</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », page 217

<sup>743</sup> Henri LICHTENBERGER « L'Allemagne nouvelle », 1936, page 133



Il ressort de ces lignes que le nationalisme est en rapport direct avec le racisme dans le cadre du nazisme, alors qu'avec le prussianisme le rapprochement n'était pas envisageable dans la logique de l'Etat. Un juriste en arrivait à les confondre pour écrire « *Si le fascisme repose au nom et sur l'idée de race, il prend toujours naissance dans le nationalisme et quand tout de même il aboutit à un certain nationalisme, ce n'est qu'un socialisme national étroit borné entre les frontières d'un Etat* »<sup>744</sup>. Cette réflexion ne prend pas en compte l'objectif du nationalisme allemand sous sa forme exacerbée du nazisme, qui tend en matière de politique étrangère à la révision du « *Diktat* » de Versailles et à une expansion illimitée. Edmond Vermeil ajoute que « *l'Allemagne a oscillé au cours de son histoire entre rêve et réalité* ». La réflexion religieuse et philosophique avec la conviction de la supériorité de la culture allemande a été la première étape suivie par la réalisation sous Bismarck d'un début d'unité. Les succès tant militaires qu'économiques ont développé l'esprit de rêve et l'offensive de 1914 n'a été de l'avis de ce germaniste que le passage du rêve à l'acte.<sup>745</sup>

Avec **Guillaume II** le rêve continue, l'Etat national allemand « devient expansionniste » écrit Henri Lichtenberger, avec pour objectif, non de constituer un groupe ethnique limité à un territoire, mais d'étendre sa zone d'influence au-delà des frontières de l'Allemagne<sup>746</sup>, mais il n'en cache pas moins ses opinions sur la distinction à faire entre latins et germains. Le rêve entretenu par le Kaiser se perpétue avec le régime national-socialiste mais sous un angle nouveau, le mythe de la prédominance de race germanique<sup>747</sup>. De l'ensemble de ces observations sur le nationalisme, il apparaît que Prussianisme et Nazisme ont des points communs dans leurs objectifs de démarcation, de regroupement et de missionisme mais le rapprochement a des limites importantes. Un objectif du Nationalisme allemand, sous sa forme exacerbée du Nazisme, est dans le domaine de la politique étrangère la révision du Diktat de Versailles dans une Allemagne « *diminuée et humiliée* ». L'appel au nationalisme par Hitler a été « *un des facteurs essentiels de son succès* »<sup>748</sup>. Parmi les intellectuels,

<sup>744</sup> Robert PELLOUX « *Mélanges* », O. Scelle « *La Technique et les principes du droit public* », page 431

<sup>745</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », Sorlot Paris 1938, pages 20-31

<sup>746</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », 1936, pages 70 à 80

<sup>747</sup> François PERROUX « *Des mythes hitlériens à l'Europe allemande*, 1935, page 34

<sup>748</sup> Jacques DROZ « *Le Nationalisme allemand* », 1871-1939, Centre de documentation universitaire, Paris 1963, page 114

nombreux ont été ceux qui ont souligné cet aspect du nazisme. Le commentaire de l'un d'eux mérite d'être cité. André Gide, dans son journal (1889-1939) écrivait le 23 juillet 1934 « *Ce sont les doctrines mêmes de Maurice Barres, ce n'est pas d'hier que j'en dénonçais les dangers. Et rien ne sert de dire que les hitlériens les poussent à l'absurde ou que ces doctrines bonnes pour la France sont mauvaises pour l'étranger* ».



## Le socialisme

Cette théorie a pris naissance dans le contexte de la Révolution industrielle, qui a accompagné à partir du 18<sup>ème</sup> siècle, la transformation du monde moderne grâce au développement du capitalisme, de la technique, de la production et des communication.

Un aperçu historique dans le cadre du prussianisme et du nazisme est nécessaire pour comprendre l'évolution du socialisme.

Il s'avère que l'Allemagne, dans les premières années, qui ont suivi la fondation du Reich, en 1871, fut marquée par un « boom » par l'essor de l'activité économique et que ce développement a engendré divers phénomènes de déstabilisation : surproduction, urbanisation, chômage, baisse des salaires et du niveau de vie, une crise est née en 1873 avec la création de « *l'Association ouvrière générale allemande* », à l'origine du Parti Social Démocrate (S.P.D.), qui a vu le jour en 1875, suite à la fusion de deux courants au Congrès de Gotha. Dans ses rapports avec l'Etat prussien, le premier courant était partisan de l'Unité allemande sous l'égide de la Prusse, alors que le second, hostile à ce projet, était favorable à l'idée « d'une grande Allemagne » avec l'Autriche. Le S.P.D. se caractérisait par sa lutte contre le capitalisme et par l'affirmation de la libération des travailleurs par les travailleurs. Partisan du suffrage universel, il se voulait réformiste au travers d'un discours révolutionnaire. Les succès électoraux remportés par les socialistes et le développement de leur propagande amenèrent Bismarck à chercher des contacts avec le chef de file Ferdinand Lassalle. Plusieurs facteurs ont contribué à donner aux progressistes allemands en 1863 une image défavorable aux yeux de Bismarck.<sup>749</sup> : le refus par Bebel et Liebknecht en 1870 de voter des crédits militaires pour continuer la guerre contre la France, leur déclaration de solidarité avec la Commune de Paris, deux attentats perpétrés les 11 mai et 2 juin 1878 contre Guillaume Ier.

La pensée de Bismarck à l'égard des socialistes est de mettre le socialisme international hors d'état de nuire, en lui volant son programme de réforme. « *L'Etat doit prendre la chose en mains. Il ne fait pas une aumône, il consacre un droit, le droit à l'entretien, assure aux malheurs, que la volonté de travail trouve impuissante* ». Bismarck posait la question « *Pourquoi le militaire frappé d'incapacité de travail du*

<sup>749</sup>

Pierre GUILLEN « *L'Empire allemand* », 1871-1918, Hatier Université, 1970-1976, pages 43-44-45

*fait de la guerre, le fonctionnaire portant la même étiquette pour raison d'âge, pourraient-ils toucher une pension et serait-elle refusée au soldat du travail ? » (sic).<sup>750</sup>*

La préoccupation du Chancelier de fer était de détacher les ouvriers du socialisme au moyen d'une amélioration de leur sort. La politique sociale du IIème Reich comporte ainsi deux volets : un volet repressif, le premier destiné à poursuivre en justice les ennemis de l'Etat, de la société (*Reichsfeind*) et à interdire les associations, les réunions et les écrits socialistes ; et un volet social concrétisé par un système, unique en Europe à l'époque, de protection du social avec création des assurances maladie-accidents et retraite. Son application s'étalera de 1880 à 1889.

Bismarck a saisi ainsi le lien entre le politique et le social. **Par son expérience personnelle**, il est marqué par la tradition paternaliste prussienne, le seigneur (*junker*) a un devoir de protection et d'assurance envers ses paysans. **Par sa culture**, il est imprégné des économistes de l'Ecole Nationale Adolf Wagner (1835-1917) et Gustave Schmoller (1838-1917), partisans d'un socialisme d'Etat. **Dans le climat politique de l'époque**, un courant de catholicisme social parcourt la noblesse et parallèlement la dimension sociale sensibilise le milieu protestant.

Les élections de 1877 à 1887 traduisent déjà une progression en pourcentages des suffrages du S.P.D. Aux élections de 1903, les socialistes recueillent plus de trois millions de voix. Comme Bismarck l'avait fait, Guillaume II décide d'abandonner la répression par une série de réformes sociales de 1899 à 1907, aménagement de la journée de travail sur le plan des horaires, interdiction de travail aux mineurs de moins de seize ans, instauration des juridictions de prud'hommes<sup>751</sup>.

**Le régime Wilhelmien** se voit malgré tout condamné par les opposants pour avoir donné libre cours à une industrialisation outrancière, à l'urbanisation et à la mécanisation et dans le domaine extérieur avoir pratiqué une politique impérialiste et pangermaniste. Comme écrit Edmond Vermeil, « *la Prusse y perdra son style, sa mesure, son sens de la modération et de la règle* ». <sup>752</sup>

Charles Andler, vieux militant socialiste fait part de ses réflexions sur le socialisme à l'Ere impériale. « *Ses origines (1897), le Socialisme impérialiste dans*

<sup>750</sup>

Revue « *Les Annales* » du 10 février 1937, page 124, op. cit.

<sup>751</sup>

Pierre GUILLEN « *l'Empire allemand* » (1871-1918), Hatier 1970, page 137

<sup>752</sup>

Edmond VERMEIL « *Les doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », Sorlot 1938, page

*l'Allemagne contemporaine (1918) et la décomposition politique du Socialisme allemand (1919) »* sont ses ouvrages majeurs, dont Ernest Tonnelat a tiré les grandes lignes.

En conflit ouvert avec Jean Jaurès, leader du Parti Socialiste, Andler accuse violemment le Parti socialiste allemand dans son ensemble « *d'impérialisme* » en le rendant responsable de « *l'immobilisme et par conséquent au maintien de l'absolutisme et conservateur, qui était au pouvoir.* »<sup>753</sup>

Charles Andler fait grief au S.P.D. d'avoir voté avec régularité des crédits coloniaux et à partir de 1912 des crédits militaires, d'avoir accordé son soutien au gouvernement dans l'Affaire du Maroc, et surtout d'avoir, lors du vote du 4 août 1914, accordé les crédits de guerre que tous les députés ont voté, y compris la gauche du S.P.D. (à l'exception de Karl Liebknecht) dans le cadre de *L'Union sacrée (Burgfrieden)* de tous les Allemands. Le S.P.D. a ainsi signé « *son acte d'abdication* ».

Face à l'aggravation de la crise de 1917 en Allemagne, le S.P.D. a éclaté avec la formation d'un nouveau parti constitué de dissidents (U.S.P.D.). Le groupe distinct de l'U.S.P.D. (*Spartakusbund*) prend la révolution bolchevique pour modèle alors qu'à l'opposé, le S.P.D. jette les bases de la future coalition de la République de Weimar avec le Zentrum et les libéraux progressistes<sup>754</sup>.

Une des dernières interventions du S.P.D. se situe le 23 mars 1933 à la première séance du Reichstag, où son chef Otto Wels eut à se prononcer sur le projet de loi hitlérien « *Pour la suppression de la misère du peuple et du Reich* ». Ce vote présentait pour Hitler une grande importance. Dans ses grandes lignes, cette loi prévoyait la passation du pouvoir législatif du Reichstag au gouvernement ainsi que la promulgation des lois au Chancelier. Otto Wels, invité à se prononcer sur la position du S.P.D., contestait la légitimité de la loi, en rejetant l'idée de la fondation d'une Communauté Nationale sur la violence et l'injustice. Hitler citant les mots de Schiller dans « *les Piccolomini* » réplique à Otto Wels « *Vous venez tard, mais vous venez. Les belles théories que vous venez de développer arrivent un peu trop tard devant l'histoire du monde* »<sup>755</sup>. Hitler déniait au S.P.D. le droit de représenter les intérêts nationaux et

<sup>753</sup> Charles ANDLER « *Le Socialisme impérial dans l'Allemagne contemporaine* », Paris Editions Bossard 1918, pages 77, 81, 103, 124, 213

<sup>754</sup> Regards sur l'Histoire sous la direction de Dominique BARJOT « *Les sociétés, la guerre, la paix* » 1911-1946. Jean-Paul BLED « *L'Allemagne et l'Europe centrale* » (1911 – 1923), page 62, Sedes Paris 2003

<sup>755</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* » page 258

sociaux du peuple allemand, en célébrant les martyrs du Parti nazi pour répondre à l'accusation de persécution portée par le chef du S.P.D. Il n'est pas sans intérêt de noter que le S.P.D. « *parti vieilli qui se sclérose* » tentera de survivre, malgré l'abandon par de nombreux militants. Dans le cadre de la mise au pas politique et la liquidation des partis et syndicats, le gouvernement nazi interdit le S.P.D. pour accointances avec l'étranger, prenant pour prétexte l'émigration de la minorité du parti à Prague et le lancement d'un nouveau journal socialiste à l'étranger, le *Neuer Vorwärts*<sup>756</sup>.

Sur cette toile de fond, les intellectuels français se sont interrogés sur l'amalgame opéré par les théoriciens nazis entre le nationalisme et le socialisme, les dirigeants nazis prétendant incarner l'idéal socialiste.

Edmond Vermeil fournit une explication sur l'adjonction du socialisme et du nationalisme : « *A l'origine, deux courants de pensée, le nationalisme bourgeois formé au 19<sup>ème</sup> siècle et qui prendra la direction du pangermanisme, et le socialisme prolétarien hérité de la Révolution de 1848 et de Karl Marx. Il s'avère que leur interpénétration s'opèrera de manière violente comme en 1914 et 1933 et que leur collaboration momentanée ne pourra s'effectuer que « sous le signe d'une ivresse patriotique malsaine ou d'une dictature quasi-intolérable* »<sup>757</sup>.

Le problème politique et le problème social s'avèrent donc indissociables. Jean Edouard Spenle dans son ouvrage « *La pensée allemande de Luther à Nietzsche* » cite Oswald Spengler, qui opéra le rapprochement entre « *la Prussianité et le Socialisme* » publié en 1920. Son auteur entend démontrer dans cette brochure que le socialisme marxiste, qui se pose en héritier direct de la philosophie allemande, n'est pas « *un produit authentiquement allemand* », mais « *un produit de l'esprit occidental* » inspiré des économistes anglais Adam Smith, Malthus et Ricardo.

Aussi Oswald Spengler, auteur du *Déclin de l'Occident* paru en 1914, désireux de contribuer à la régénération de l'Allemagne, entend libérer le socialisme de sa dimension marxiste, en l'associant au prussianisme, réglé par son solidarisme disciplinaire et son éthique du travail. En outre, le peuple allemand à vocation pour l'avenir, dès lors qu'il est prédestiné au messianisme par le travail. Jean Edouard Spenle cite à ce propos Julius Schmidhauser, auteur de l'ouvrage *Der Kampf um das geistige*

<sup>756</sup>

François-Georges DREYFUS « *le IIIème Reich* », Editions de Fallois, 1998, page 125

<sup>757</sup>

Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine* », Aubier, 1953, pages 22-23

*Reich* (le combat pour l'esprit du Reich), « *Le maître d'école allemand n'a pas voulu seulement gagner la bataille de Sedan. Il veut encore être victorieux dans la guerre économique mondiale, il veut gagner la grande bataille du travail* »<sup>758</sup>.

On peut observer que dans ce commentaire d'un penseur allemand, les idées de nationalisme et d'impérialisme économique s'interpénètrent.



Le rapprochement des deux concepts socialisme et nationalisme a provoqué des réflexions diverses des intellectuels français entre 1933 et 1940.

Côté des juristes, René Capitant a qualifié le socialisme nazi « *de soldatesque social prussien* » et « *d'antithèse de l'individualisme* », dès lors qu'il donnait la priorité du collectif sur l'être humain<sup>759</sup>. Il commentait ainsi une déclaration de Goebbels du 15/12/1933 « *Ce qui pour nous n'est qu'un paradoxe, la caserne parfaite, réalisation de l'idéal communiste, devient en Allemagne la devise du régime* ».

Côté des philosophes, la Révolution hitlérienne est perçue d'une manière confuse et interrogative.

En 1934, **Charles Maurras**, voit dans le nazisme une imbrication des idées, patriotisme, socialisme, dictature avec la constatation que « **la dictature boche a escamoté le socialisme pour inciter le patriotisme et pour tout envahir** »<sup>760</sup>.

La même année, **Drieu la Rochelle**, après un séjour d'une semaine en Allemagne, y découvre une situation paradoxale présentant un point d'interrogation. Le magnat Thyssen nommé commissaire pour l'industrie lourde « *aux appointements de 100 millions par an* » et « *vaincu* » de la Première Guerre mondiale ne pourrait-il pas être comparé aux militants nazis « *qui se disent socialistes* » et qui pourraient être « *des vaincus* » ?<sup>761</sup> Il s'avère que plus tard, Drieu de la Rochelle s'avèrera moins critique et se révélera comme un admirateur du national-socialisme

**Marcel Déat**, militant néo-socialiste, critique à son tour le contenu de la doctrine et l'idéologie élémentaire, qui substitue les mots d'ordre et slogans à la libre réflexion personnelle par les lourdes disciplines collectives, par les interventions multiples de la puissance publique ». On se trouve ainsi en présence « *d'une démocratie différente plus*

<sup>758</sup> Jean Edouard SPENLE, 1939, page 188

<sup>759</sup> René CAPITANT « *L'Idéologie nazie* » 1935, pages 181-184

<sup>760</sup> Charles MAURRAS « *l'Action Française* » des 2 juillet 1934 et 23 juillet 1938.

<sup>761</sup> Drieu la ROCHELLE « *La nouvelle Revue Française* », Paris 1934

*étroitement nationale, plus profondément sociale* », ce qui a pour conséquence d'entraîner une confusion dans l'esprit « *le social s'y fait national et le national s'y fait social, voilà les deux mots redoutés accouplés qui reviennent comme un refrain* »<sup>762</sup>. Chez Déat est-ce aussi de sa part un blâme ? alors qu'il deviendra un ardent collaborateur des nazis au nom d'une solidarité idéologique.

Le même doute est partagé par les germanistes comme **Edmond Vermeil**, lequel constate que « *derrière la façade du nazisme, on voit se profiler les classes dirigeantes d'autrefois, hobereaux, grands patrons et banquiers, les classes moyennes et le prolétariat* »<sup>763</sup>.

Edmond Vermeil reste perplexe sur l'application du socialisme en s'interrogeant : « *Le national-socialisme est-il sincère quand il affirme qu'il n'y aura plus dorénavant ni Prusse, ni Etats, ni patrons, ni ouvriers mais dans un Reich uni et solidaire, des travailleurs allemands, pas autre chose que des Allemands au travail. Est-il sincère quand il soutient que sa militarisation n'a pour but que cette œuvre de justice et de paix sociale ?*

*Quant au bilan laissé par le nazisme, le germaniste Edmond Vermeil se rallie aux points de vue exprimés par l'ensemble des intellectuels pour écrire que « la révolution national-socialiste n'a fait disparaître ni le capitalisme, ni le socialisme, que le jour de son réveil serait plus proche du bolchévisme que de l'ancien social officiel et lourdement chargé ». En fait, la bourgeoisie a obtenu « la dictature impitoyable du capital monopolisateur, allié à la Reichswehr et à sa discipline », pour aboutir à la complète militarisation du pays. Le faux symbolisme « service obligatoire du travail, fête ouvrière du 1<sup>er</sup> mai, mysticisme nordique, appels à la race n'unifie pas les classes et ne fait que mal voiler la pire forme de l'impérialisme ».*<sup>764</sup>

L'objectif des dirigeants nazis paraît obscur « *où conduit-on le peuple allemand, vers la paix dans le travail ou vers la guerre, c'est-à-dire vers une catastrophe où l'Allemagne hitlérienne sombrerait aussi sûrement que l'Allemagne wilhelminienne lors de la tourmente de 1914-1918 ?*



<sup>762</sup> Marcel DEAT, journal « L'œuvre » du 11 juillet 1938, « Le Nouveau Climat »

<sup>763</sup> Edmond VERMEIL « L'Allemagne du Congrès de Vienne à la Révolution hitlérienne », Edition de Cluny, 1934, page 195

<sup>764</sup> Edmond VERMEIL « L'Essai sur les origines sociales de la Révolution hitlérienne », Revue L'Année politique et étrangère, 1935, page 78



## Le racisme

En 1909, **Ernest Lavisse**, dans un *Essai sur l'Allemagne impériale*, définissait ce pays de « *Nation de race* », réflexion qui n'impliquait pas nécessairement un sens biologique.<sup>765</sup>

De 1933 à 1940, les intellectuels français et notamment les juristes ont pris en compte dans l'appréciation du III<sup>ème</sup> Reich de nouveaux éléments apportés au concept de la race. René Capitant expliquait que « *la théorie raciale censée justifier les prétentions de la nouvelle aristocratie nazie* » fait ressortir la différence entre la vieille idée pangermaniste de « *race allemande* » et la notion nazie « *de race nordique* », identifiable autant par des critères moraux et politiques que par des caractères physiques. Ce même juriste citait Hitler à ce propos « *On ne peut pas conclure de la race à la capacité politique, on doit conclure à l'inverse de la capacité politique à la race* ». « *Nous voguons ainsi dans cette mystique, principal ressort de la prétendue démocratie germanique ou démocratie anoblie chantée par Goebbels* »<sup>766</sup>.

« *La mission du Reich allemand comme de l'Etat*, écrivait Hitler dans *Mein Kampf*, est non seulement de recueillir et de conserver dans ce peuple les éléments les plus authentiques des éléments raciaux originels, mais encore de les amener avec lenteur et sûreté à une situation dominante »<sup>767</sup>.

Le concept de racisme n'est pas une nouveauté, ni une originalité du régime nazi. Depuis la réforme, les protestants allemands étaient déjà convaincus que du fait de leur religion et de leur culture, ils constituaient un peuple supérieur aux autres, mais ce jugement était dénué à l'époque de toutes considérations racistes. **Charles Andler** a expliqué le développement et la diffusion de cette idée inspirée notamment du livre de Gobineau (1816 – 1882) sur « *L'inégalité des races humaines* » doctrine reposant sur deux postulats invérifiables, primo, les civilisations supérieures contemporaines n'existent que chez les peuples de race blanche, secundo, toute civilisation tient aux qualités de sang<sup>768</sup>.

Cette vision des rapports fondée sur l'idée de race se développera assez rapidement en Allemagne dès la fin des années 1870 pour prendre ensuite une nouvelle orientation dans la lutte contre les juifs.

---

<sup>765</sup> Ernest LAVISSE « *Essai sur l'Allemagne impériale* », Paris 1909, page 278

<sup>766</sup> René CAPITANT, BMS, 20 décembre 1934, page 67

<sup>767</sup> Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine* », op. cit *Mein Kampf*, page 439

<sup>768</sup> Charles ANDLER « *Le Pangermanisme philosophique – 4 tome – 1880 – 1914*, Paris 1916, op. cit. Etienne TONNELAT, *La vie de Charles Andler*, 1937

**Les regards de Charles Andler et d'Edmond Vermeil à l'égard du racisme** s'avèrent complémentaires, le premier embrassant les périodes bismarckiennes et wilhelminiennes, le second suivant le racisme à la période hitlérienne.

**Bismarck**, en mars 1868, en s'adressant à Bluntschli, professeur à l'Université d'Heidelberg, ne faisait que reprendre les idées de Gobineau. Divisant les peuples en mâles et femelles, il affirmait que « **les Slaves sont femelles ainsi que les Celtes** ». « **Il ne peuvent rien par eux-mêmes** ». Le Chancelier de fer surenchérisait pour souligner les composantes du « caractère du Prussien », constitué par un élément slave et un élément germain, ce qui peut expliquer le caractère docile du slave et le caractère viril des germains <sup>769</sup>. Déjà en 1880, dix ans après la défaite française, Bismarck écrivait que « **la race française est la plus forte des nations latines, grâce au sang germain qui s'est mêlé à sa race** »<sup>770</sup>. Il est indubitable cependant que Bismarck ne fonde pas sa politique sur le racisme, ce qui est fondamental.

**Guillaume II**, dans une lettre du 29 janvier 1901 au Chancelier von Bülow, ne tenait pas d'autres discours « *les signes des temps nous montrent que l'avenir appartiendra à la race slave ou à la race germanique. Les peuples latins ne font plus de progrès et ils ne décideront plus des destinées de l'Europe et du monde. C'est pourquoi il est nécessaire que la race germanique arrive à une cohésion parfaite afin de résoudre les problèmes à venir* » (sic)<sup>771</sup>.

Chez Hitler, la dimension raciale devient centrale, il s'y réfère à tout moment pour souligner que la valeur de l'Etat nazi se mesure à la race et à l'élite. Il a parfaitement conscience depuis la rédaction de *Mein Kampf* que la race pure n'est que vue de l'esprit et que pour le raisonnement il y a difficulté et impossibilité pour la réaliser. Le 7 février 1934, il admettait que « *pour éveiller les éléments raciaux, qui sommeillent dans un peuple, il ne faut pas le passer au crible des caractères physiques et visibles de ses individus, mais bien plutôt agir par un appel spirituel sur les cellules raciales que leurs dispositions conformes porteront à agir* ».

**Bismarck, Guillaume II et Hitler paraissent présenter une certaine continuité sous l'angle du racisme.** Il y a pourtant entre eux des différences de degré et même de nature. Bismarck n'était pas un antisémite, Guillaume II serait plus proche

<sup>769</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », Paris 1953, page 195

<sup>770</sup> Bluntschli Denkwürdigkeiten (mémoires), page 193. Conversation avec Bismarck 30 avril 1868, op. cit. Charles Andler « Les origines du pangermanisme », page 170

<sup>771</sup> Edmond VERMEIL, Europe nouvelle du 17 avril 1926, n° 406, page 502

d'Hitler. Il apparaît que le phénomène du racisme va prendre une orientation nouvelle avec le nazisme dans son combat contre les juifs. Pour Hitler, le modèle de l'allemand « race » l'Aryen est opposé alors au « Gegenreich » (contraire au Reich normal qui est l'Allemagne). Le concept *Volkstum* intraduisible en français, utilisé dans la terminologie nazie implique un lien biologique indépendant de celui de la langue<sup>772</sup>.

Le thème de la supériorité allemande devient un lieu commun de la littérature politique. Fichte et Hegel, qui en étaient les précurseurs, ne se plaçaient pas sur le terrain de la race.



---

<sup>772</sup>

## L'antisémitisme, corollaire du racisme

Quel va être l'attitude du pouvoir à l'égard des juifs dans le cadre du dualisme prussien – nazisme ? et quel va être le regard des intellectuels français des années 1930 à l'égard de la question juive ? Dans son testament de 1752, Frédéric II ne cachait pas ses préoccupations.

*« Les juifs sont de toutes ces sectes la plus dangereuse, à cause qu'ils font tort au négoce des chrétiens, et qu'ils sont inutiles à l'Etat. Nous avons besoin de cette nation pour faire un certain commerce en Pologne, mais il faut empêcher que leur nombre n'augmente, et les mettre, non pas à un certain nombre de familles, mais à un nombre de têtes, et resserrer leur commerce, les empêcher de faire des entreprises en gros, pour qu'ils ne soient que des détailliers. [...] »<sup>773</sup>.*

Le Siècle des Lumières fut malgré tout pour les juifs une époque de relative tranquillité. Cependant, quelque-uns des esprits les plus libres de ce temps, notamment Voltaire, manifestèrent des sentiments antijuifs assez violents. L'honneur de l'émancipation des juifs par la Révolution française revient en particulier à l'Abbé Grégoire, dont l'*Essai sur les juifs*, paru en 1787, et qui fit voter le 27 septembre 1791 la loi d'émancipation des juifs. L'antisémitisme, qui n'était donc pas une exception, avait ses adversaires.

Mais à l'époque de l'*Aufklärung*, période allemande des Lumières, il était toutefois question de l'égalité de droits entre tous les êtres humains. Christian Wilhelm Dohm, érudit et fonctionnaire prussien, auteur de *La réforme politique des juifs*, paru en 1781, soutenait le principe de l'égalité de droit à la minorité « la plus méprisée ». Le législateur prussien devait s'en inspirer par la suite.<sup>774</sup>

**Suivons le processus de l'évolution juridique**, qui tend à l'intégration progressive des juifs en Prusse.

Après le désastre militaire et politique de 1806-1807, la Prusse procéda à d'importantes réformes tendant à aplanir les disparités entre les citoyens, bourgeois, paysans et nobles et sous cette optique accorda aux juifs les droits civiques au sein des municipalités. Un édit pris le 11 mars 1812 abolit toutes les lois et ordonnances applicables aux juifs, et décréta que « les juifs résidant dans nos Etats, pourvus de privilèges, de brevets de naturalisation, de sauf-conduits et de concessions, ainsi que

<sup>773</sup> Les Testaments politiques de Frédéric II (Die politischen Testamente de F de G) en supplément à la correspondance. Imprimerie royale 1920, 9<sup>ème</sup> paragraphe

<sup>774</sup> Helmut BERLING « Histoire de l'antisémitisme en Allemagne ». Edition de la Maison des sciences de l'homme. Paris 1991, pages 19 à 36, op. citation.

*leur famille doivent être considérés comme des ressortissants du pays et des citoyens prussiens ».*

Le 27 décembre 1848, la loi sur les droits fondamentaux du peuple allemand devait lui emboîter le pas, en appliquant le même principe d'égalité de droits, sans réserve et sans limitations par la confession religieuse.

Il n'empêche que des discriminations juridiques et une pratique administrative répressive mirent un frein à ces réformes. Il fallut la loi d'émancipation du 3 juillet 1869 de la Confédération de l'Allemagne du Nord pour vaincre les résistances en Prusse.

Cette loi reprise en avril 1871 comme loi du Reich interdisait les discriminations légales entre juifs et chrétiens. « En particulier, la faculté de participer aux représentations municipales et régionales et l'exercice de fonctions publiques doivent être indépendantes de la confession religieuse »<sup>775</sup>. Cette législation a pour résultat de favoriser l'intégration sociale et l'assimilation culturelle des juifs.

Edmond Vermeil explique le processus de la recrudescence de l'antisémitisme. Son concept serait apparu pour la première fois à l'automne 1879, date de la Fondation de la *Ligue des antisémites*. Avant 1848, la population juive passe de 300 à 400.000 et ne cesse d'augmenter. Le capitalisme juif est pris pour cible par les antisémites lors du krach de 1873.

C'est l'époque où le juif Bleichröder, familier du pouvoir ouvre les yeux de Bismarck et de Guillaume I<sup>er</sup> sur les dangers d'un antisémitisme virulent.

**Bismarck** oscille à l'égard des juifs entre l'attentisme et un antisémitisme primaire. Lors de conversations avec **Moritz Busch**, son conseiller de presse, il fait « *une discrimination entre juifs riches et juifs pauvres* ». Les premiers ont cessé d'être dangereux, les seconds, qui n'ont rien et ceux qui écrivent dans les journaux, sont des gens « *dont il faut se méfier* ». Bismarck ne comprend pas la connivence des juifs avec ses adversaires progressistes, d'autant plus qu'il ne leur a fait que du bien, en leur accordant des privilèges politiques.<sup>776</sup>

**Edmond Vermeil** en tire un enseignement pour écrire que le leitmotiv de l'antisémitisme de la doctrine nazie « *a eu les racines les plus profondes dans l'Empire Bismarckien* », comme Paul Massing cité, a tenté de le prouver dans son étude « *Rehearsal for Destruction* » (1949). Bismarck a été considéré comme le responsable

<sup>775</sup>

Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », Paris 1953, pages 141-145-146

<sup>776</sup>

« Mémoires de Bismarck », tome II, recueillis par Maurice BUSCH

en raison de sa politique économique libérale en adoptant la solution du compromis : maintien des lois favorables aux juifs, tout en favorisant l'antisémitisme des conservateurs.

**Avec Guillaume II**, l'attitude du pouvoir à l'égard des juifs demeure hostile. Le Kaiser regrette publiquement l'influence grandissante des juifs dans la presse et la vie culturelle allemande. Une lecture approfondie des écrits de l'époque et de la correspondance de Guillaume II abonde dans ce sens.

Il est significatif que H.S. Chamberlain, admirateur de Guillaume II, le félicite d'avoir dit à Aix-la-Chapelle que « *l'Allemagne aryenne devrait arriver à la maîtrise spirituelle et matérielle du monde* »<sup>777</sup>. L'influence grandissante de H.S. Chamberlain sur Guillaume II est révélée par la correspondance du Kaiser.<sup>778</sup>

Dans une lettre de l'empereur à l'Amiral Hollmann du 19 février **1903**, Guillaume II, utilisant les mêmes arguments que H.S. Chamberlain, écrivait que « *la vraie révélation est aryenne et que, sous-entendu, Dieu n'a pas réservé la révélation aux seuls juifs* ». <sup>779</sup>

Guillaume II ne cessa de manifester, dans ses écrits et ses actes, un antisémitisme sans ambiguïté. Le prussianisme ne pouvait alors se targuer de la tolérance continue des Hohenzollern.

Lors d'une visite en Angleterre en **1907** s'adressant à un ministre de sa Majesté Sir Edward Grey, il s'exprime ainsi : « *Il y a beaucoup trop de juifs dans mon pays. Ils doivent être exterminés* » (*Es gibt viel zuviele juden in meinem Land. Sie müssen ausgemerzt werden*).

A la même époque, à une journaliste anglaise Susan Townley, il tenait le même langage « *les juifs sont les parasites de 'mon Reich'. La question juive est l'un de mes problèmes le plus grand et ne puis rien entreprendre, sans le résoudre* ».

En **1918**, un ancien ministre, qui rend visite à l'ex-kaiser réfugié en Hollande, est effrayé sur le dégoût profond exprimé par Guillaume II à l'égard des juifs et notamment

---

<sup>777</sup> Helmut BERLING « Histoire de l'antisémitisme en Allemagne ». Edition de la Maison des sciences de l'homme. Paris 1991

<sup>778</sup> Henri LICHTENBERGER « L'Allemagne nouvelle " 1936, page 70

<sup>779</sup> John CG ROHL, journal « Die Zeit » n° 48 du 28 novembre 1994 "Kaiserlicher untisemit, die scandalösen Ansichten Wilhelm II zur Judenfrage" (l'antisémite impérial, les idées scandaleuses de Guillaume II sur la question juive)

de la presse. L'ex-kaiser lui fait la démonstration que la guerre mondiale de 1914 a été provoquée par les loges maçonniques juives de France, d'Angleterre et d'Italie.

Au cours de l'année **1920**, l'ex-Kaiser Guillaume II réclamait la Fondation d'une Internationale Chrétienne « *einer Christlichen Internationale* », qui devrait entreprendre le combat contre la juiverie allemande<sup>780</sup>.

En **1928**, dans un article du magazine américain *Century Magazine*, Guillaume II, s'expliquant sur le sexe des peuples (*das Geschlecht der Völker*), considère les Français pour une race féminine, avec un amour inné pour le parlementarisme, alors que les Allemands sont des mâles, raison pour laquelle ils ont besoin d'un « *Führer puissant* ».<sup>781</sup>

La permanence de la pensée antisémite chez le Kaiser fait écrire à Edmond Vermeil que H.S. Chamberlain assurera la transition entre les époques de Bismarck et de Guillaume II jusqu'à Hitler « *le Kaiser avait cru en lui, Hitler suivra son enseignement et Rosenberg lui consacrera une forte brochure* ».

La révélation aryenne chez Guillaume II traduit en fait « *une mégalomanie pangermaniste servie par un antisémitisme latent, nous voici proches de l'idéologie hitlérienne* » conclut le même germaniste.<sup>782</sup>

Guillaume II, tout en mettant hors la loi les juifs dans son esprit, entend avant tout préserver le dualisme religieux opposant au fil des siècles deux Eglises, l'une « *catholique romaine* », l'autre « *évangélique luthérienne* » et se conformer à la tradition de tolérance des Hohenzollern.

A ce titre, **H. Lichtenberger** estime que Guillaume II « *se pose en représentant du germanisme, en souverain à la fois protestant et catholique* ».<sup>783</sup>

Si historiens, théologiens et philosophes ne prenaient pas au sérieux la thèse de H.S. Chamberlain sur la prédominance de la race germanique, Guillaume II, en sens inverse, ordonna néanmoins que les *Grundlagen* (les fondements) ouvrage écrit par H.S. Chamberlain deviennent un enseignement obligatoire dans les séminaires pour les enseignants prussiens.<sup>784</sup>

<sup>780</sup> Journal « *Die Zeit* » « *Kaiserlicher antisemit* . "Kaiserlicher antisemit, die scandalösen Ansichten Wilhelm II zur Judenfrage". » (7451c du 28 novembre 1994)

<sup>781</sup> John CG RÖHL "Die Zeit" n° 48 du 28 novembre 1994

<sup>782</sup> Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine* », pages 150 - 194

<sup>783</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* »

<sup>784</sup> Helmut BERLING (1930) « *Histoire de l'Antisémitisme en Allemagne* », Ed. Maison des sciences de l'homme, Paris 1991, page 155, op. cit. J. Segall *die deutschen Juden als Soldaten im Kriege 1914 - 1918*

### **Comment expliquer l'antisémitisme sous Bismarck et Guillaume II ?**

Edmond Vermeil affirme que le pouvoir avait besoin des Juifs dans le monde politique et culturel et qu'au lieu de se compléter, Allemands et Juifs donnaient l'apparence « d'un couple mal assorti, où la tension est perpétuelle ».<sup>785</sup>

La confluence judéo-allemande a été incarnée au début du XX<sup>ème</sup> siècle par le philosophe allemand Hermann Cohen (1842 – 1918), notamment dans son essai « germanité et judéité » où le judaïsme, source principale du christianisme, et la germanité, source essentielle, étaient considérés comme liés.

Cette conviction était celle de la majorité des Juifs de l'époque, qui pensaient à la résurrection du Messie sous la forme de l'esprit du peuple de l'empire allemand. En 1914 – 1918, « *les Juifs saluèrent la guerre deux fois en tant que patriotes allemands et en tant que Juifs désireux de prouver leur amour pour la patrie, leurs esprit de sacrifice et dissiper ainsi tous les doutes sur leur fiabilité* »<sup>786</sup>. Leur tribut fut l'objet d'une statistique (*Eine statistische Studie* Berlin 1921).

100.000 Juifs prirent part au conflit comme soldats, 78.000 servirent sur le front, 12.000 furent tués, 30.000 reçurent des médailles du courage, 19.000 promus dont 2.000 entrèrent dans le corps des officiers. Même Chamberlain admit le comportement des Juifs pendant la Première Guerre mondiale pour déclarer : « *ils font leurs devoir d'Allemands devant l'ennemi ou à l'arrière* ». Un poète juif allemand, Ernst Lissauer, composa un chant de haine contre l'Angleterre, qui lui valut une décoration personnelle de Guillaume II..

Avec Hitler, la prise de pouvoir et le nazisme s'accompagnèrent d'une volonté « délibérée » de persécution et d'extermination du « *Juif destructeur et parasite opposé au mythe du germano-allemand, créateur et héroïque* ».<sup>787</sup>

Il apparaît que l'Etat allemand, à l'exception du régime nazi, s'en est tenu au principe de l'égalité des droits civils et civiques de tous les Allemands garantis par la Constitution et que ni l'empereur, ni le chancelier du Reich, ni les princes, ni les gouvernements des Etats allemands, ni les partis, malgré leurs opinions personnelles, ne

<sup>785</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », page 141

<sup>786</sup> Helmut BERLING (1930) « Histoire de l'Antisémitisme en Allemagne », Ed. Maison des sciences de l'homme, Paris 1991, page 155, op. cit. J. Segall *die deutschen Juden als Soldaten im Kriege 1914 - 1918*

<sup>787</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine » Paris 1953, religiosité et antisémitisme, page 141



demandèrent l'abolition de l'émancipation des juifs. Il est significatif que cette émancipation était effective, comme l'accès par exemple de juifs à des fonctions officielles, qui leur étaient fermées ; Hugo Preuss, père de la Constitution de Weimar, Paul Hirsch, président du Conseil de Prusse de 1918 à 1920 et plus encore Walther Rathenau.

L'apogée et la faillite de l'antagonisme judéo-allemand sont comme personnifiées par la figure et le destin de Walter Rathenau né à Berlin en 1867, président de la Société Générale d'Electricité (A.E.G.), organisateur de l'économie de guerre 1914-1918 et qui fut assassiné en 1922 par des extrémistes de droite. Il représentait « *le Juif le plus prussien des Prussiens, du plus nationaliste des nationalistes* ». <sup>788</sup>

Ce qui paraît rapprocher le prussianisme du nazisme, c'est la continuité des idées avec cette différence que le premier phénomène était prélude à l'idéologie du III<sup>ème</sup> Reich, et que le passage aux actes n'était pas à l'ordre du jour dans l'empire Wilhelminien.

L'assassinat de Walther Rathenau, grand industriel juif et nationaliste, ministre de la République de Weimar, même s'il était le fait d'une minorité antisémite, traduisait le climat de l'époque.

Dans le même temps, l'antisémitisme progressait en Autriche, d'où Hitler était originaire, et ce malgré des signes marquants de tolérance de l'empereur François Joseph. Etant le premier monarque à inaugurer une synagogue, ils s'entourait d'israélites jusque dans son entourage. L'armée autrichienne leur était ouverte et leur permettait l'accès jusqu'au grade de colonel. Il n'en demeure pas moins que l'armée autrichienne a compté dans ses rangs plusieurs généraux. Le premier général juif, Armand von Nordmann (1759-1809) a été tué à la bataille de Wagram comme général de division (Feldmarschall lieutenant). Deuxième exemple, le général d'armée (Generaloberst) baron Samuel Hazai (1851-1942) a été ministre de la guerre de Hongrie de 1910 à 1917 et nommé commandant en chef des réserves de l'armée austro-hongroise jusqu'en

---

<sup>788</sup>

Philippe SIMONNOT « Juifs et Allemands », Stock 1988

novembre 1918, ce qui en faisait le deuxième personnage de l'armée impériale et royale<sup>789</sup>.

A Vienne, entre 1857 et 1880, la population juive passe de 6.217 à 72.588 soit en pourcentage une augmentation de 2,1 % à 10,06 %. Le capitalisme dit juif développait son emprise<sup>790</sup>.

Le parti nazi en avait fait l'un de ses slogans, en exigeant l'exclusion des juifs de la communauté allemande, où ils représentaient<sup>791</sup> environ 1 % de la population totale de l'Empire Wilhelminien, dont les 2/3 en Prusse. En 1914, 60 % d'entre eux vivaient dans les grandes villes (25 % à Berlin). Parmi les 100 prussiens les plus riches, 30 étaient juifs. La bonne société s'opposait à l'accès des juifs dans les hautes fonctions de l'Etat et notamment dans l'armée.<sup>792</sup>

De 1919 à 1924, le thème le plus développé par Hitler dans ses discours tendant à l'obsession et plein de mépris, de haine concernaient les juifs, leur omnipotence, leur nocivité. Leur reprochant leur internationalisme, il lançait le 31 mai 1920, l'appel « *Antisémites de tous les pays, unissez-vous* ». Il rendait les juifs responsables de tous les maux de l'humanité depuis la naissance des civilisations, de leur décadence, de la défaite de 1918 et de ses conséquences. La lutte des races se substituait à la lutte des classes.

Il prenait ainsi le relais de l'historien-prussien von Treitschke, qui proclamait la responsabilité des juifs dans le malheur de l'Allemagne.

L'évolution du problème juif en Allemagne ayant été esquissée, il convient de procéder à une synthèse des jugements portés par les intellectuels français cités à cet égard. Le dualisme prussianisme-nazisme a-t-il été pris en compte par ces observations ? Deux attitudes ont été prises : une attitude masquée par une absence d'intérêts ou plus exactement une prudence dans l'appréciation d'un problème interne à

<sup>789</sup> Jean NOUZILLE « L'antisémitisme dans l'armée austro-hongroise », *Austriaca* Université de Rouen, décembre 2003, n° 57, pages 73-106

<sup>790</sup> Jean-Paul BLED « Histoire de Vienne », Fayard 1998, pages 308-309

<sup>791</sup> Marlis STEINERT « Hitler », Fayard 1991, page 69-70. Op. citation Hans Gunther Zemarzik *Antisemitismus im Deutschen Kaiserreich, 1871-1918*.

<sup>792</sup> Marlis STEINERT « HITLER », page 70, op. cit. Hans Gunther ; Zemarzik *Antisemitismus im Deutschen Kaiserreich 1871 -1918*

l'Allemagne et une attitude partisane justifiée soit par des sentiments humanitaires soit par l'idéologie.

**Albert Rivaud** et **Raymond Aron** peuvent figurer dans le premier groupe, le premier écrivant « *nous n'avons que faire des mystiques de la race ou de leurs équivalents* »<sup>793</sup>. Le deuxième philosophe entendait *ne pas s'engager dans une croisade morale (et patriotique) contre la barbarie allemande* », ce qui ne l'empêchait pas de dénoncer dans un article publié en septembre 1933 six mois après l'arrivée d'Hitler au pouvoir « *la violence légale, la cruauté froide aussi révoltante que les pogroms* »<sup>794</sup>. Par contre, **Charles Maurras**, **Marcel Déat**, **Robert Brasillach** prennent délibérément parti contre les juifs. Maurras leur fait grief d'être des accapareurs et notamment de « *la nationalité française, alors qu'ils en ont une et indélébile qu'ils gardent toujours, en fait qu'elle leur suffise* »<sup>795</sup>.

Dans le même registre, Marcel Déat, tout en se défendant d'être antisémiste, considérait que « *la France avait une limite à sa capacité d'absorption en ce qui concerne une race particulièrement coriace et attentive à maintenir sa cohésion biologique et spirituelle* »<sup>796</sup>.

Robert Brasillach emboîtait le pas à Marcel Déat pour dénoncer le danger juif. Il se plaignait notamment de ce que « *l'arrivée de Blum au pouvoir (juin 1936 à juin 1937) l'avait amené à commenter l'événement qui suscita, selon lui, un mouvement presque inconnu en France depuis l'affaire Dreyfus* ». Brasillach faisait alors « *état de l'influence juive au gouvernement* » et de l'interdiction faite aux aryens d'accéder aux commandes de la radio et du cinéma, en ajoutant « *tout cela n'est pas polémique, mais l'Histoire* »<sup>797</sup>. Une haine raciale illimitée résulte de ces écrits.

Mais cette haine exacerbée habite Louis Ferdinand Céline (1894 – 1961), lequel n'appartient pas certes à une des catégories retenues par la présente étude, mais qui représente une personnalité intellectuelle incontournable dans le domaine antisémite. Appelé à rejoindre un régiment, lors de la première guerre mondiale, Céline est le héros d'un des premiers faits de guerre. Blessé en 1914, pour être réformé, il devient un ardent

---

<sup>793</sup> Albert RIVAUD « *Le Relèvement de l'Allemagne* », 1938, page 409

<sup>794</sup> Raymond ARON « *Revue Europe* » septembre 1933

<sup>795</sup> Charles MAURRAS « *Dictionnaire politique et critique* », complément n° 2, EY page 351

<sup>796</sup> Marcel DEAT « *Mémoires politiques* », Denoël 1989, op. cit.p. 670

<sup>797</sup> Robert BRASILLACH « *Notre Avant-Guerre* »

pacifiste. Partant avec un préjugé anti-allemand en raison d'un contentieux brûlant : affaires de Toulon et du Maroc. Céline est en Allemagne en voyage d'études, au cours duquel il observe en 1907 « *le patriotisme de la nouvelle génération allemande, beaucoup plus élevé que l'ancienne, qui a vu la guerre et ses malheurs. Aussi, ne m'épargnent-ils aucune méchanceté* »<sup>798</sup>.<sup>799</sup>

Elevé par un père antisémite, l'antisémitisme de Céline prend de l'extension dans ses écrits successifs, un véritable cycle avec « *Bagatelles pour un massacre* » publié en 1937, suivi par « *L'Ecole des cadavres* » en 1938 et « *Les beaux draps* » en 1941. A travers ce déferlement pamphlétaire, Céline donne des juifs et d'un prétendu « *pouvoir juif* » une image parfaitement gratuite. Partant notamment d'une enquête diligentée par l'Organisation mondiale de la santé, le docteur Destouches, de son vrai nom, a pu constaté, durant l'hiver 1932-1933, de la misère physiologique des Allemands avec une évolution favorable qui fera sentir ses effets aux Jeux Olympiques de Berlin en 1937.

Céline, par la suite, ne se départira pas de son venin antisémite pour fréquenter pendant l'occupation allemande l'Institut d'étude des questions juives ou pour protester contre l'absence de ses œuvres à l'exposition antisémite du Palais Berlitz.

Louis Ferdinand Céline n'est pas le seul écrivain à brandir le drapeau de l'antisémitisme. Marcel Jouhandeau, son aîné (1860-1979), qui écrit en 1937 « *Le Péril juif* », recueil de trois articles parus dans l'*Action Française*, qui lui aliène des amitiés et lui a valu son inscription en septembre 1944 sur la liste des écrivains français mis à l'index par le Comité National des Ecrivains. La réticence envers les juifs est même observable au Quai d'Orsay, où nombre des grands diplomates écrivains du XXème siècle, Paul Morand, Paul Claudel, Jean Giraudoux, alimentèrent le fonds de l'antisémitisme par certains de leurs écrits.

A l'exception des intellectuels précédents, il apparaît qu'un grand courant continu de protestation s'est élevé contre les persécutions du fait des nazis contre les juifs. Après **Henri Lichtenberger**, qui ne pouvait comprendre l'intransigeance des dirigeants hitlériens quant à la question juive, un deuxième germaniste **Robert d'Harcourt** entre en guerre contre l'intolérance hitlérienne, en citant pour exemple des extraits de *Das*

---

<sup>798</sup> Après Brasillach, CELINE « *Lettre à son père* » du 5 septembre 1907, op. cit. François Gibault « *Céline* » 1977

<sup>799</sup> Pascal ORY « *Les Collaborateurs* », Editions du Seuil 1976, page 209

*Deutsche Geschichtsbilderbuch* (le livre allemand, l'histoire par l'image), où était contée l'histoire de la pauvre Allemagne innocente et pure entre ses sœurs perverses, les nations ligüées pour sa perte « *Nez crochu* » (*Haken nase*), le juif errant, secondé par ses acolytes les Francs-Maçons et la Louve-Rome a résolu la destruction de l'Allemagne ... un spectacle de fin du monde ... contre l'effroyable péril, il n'y a qu'un remède : la force de Cœur de Flamme germanique ... Au milieu du déchaînement universel se dresse alors le Feldgrau éternel (*der ewige Feldgrau*). Mais il est trahi par Nez-crochu qui se sert du perfide poignard Trahison-du-Sang (*der Dolch Blutsverrat*)<sup>800</sup> ;

Robert d'Harcourt entend souligner les sentiments de haine exprimés contre les juifs par la littérature nazie et une réaction universelle de rejet. « *Déjà, écrit-il, l'Allemagne du Kaiser, détentrice de formidables atouts, en passe de dominer l'Europe, au lieu de consolider ses positions, a été prise jadis par l'ivresse du joueur. Les forcenés du nouveau régime la plongeront encore plus vite dans l'abîme. En attendant, mettons toujours le bon droit de notre côté...* ».

Si les intellectuels français se sont très peu appesantis sur la tolérance du prussianisme, ils ont, en revanche, condamné dans leur ensemble la politique raciale du IIIème Reich.

**Alors que prussianisme signifiait tolérance relative et tentative d'assimilation des juifs, le nazisme conduit à leur extermination, avec la réserve que, dans les années 1933-1940, il est difficile d'imaginer le scénario de l'holocauste, c'est-à-dire une donnée que les intellectuels ne peuvent prendre en compte.**



---

<sup>800</sup>

Robert D'HARCOURT « *L'Evangile de la Force* », page 238

## Le germanisme

A toutes les périodes de leur Histoire, les Allemands ont proclamé haut et fort leur appartenance à la race germanique, Bismarck, Guillaume II et Hitler se rejoignent sur ce point qui mérite un développement.

Il est communément admis que le concept même des Germains, tel qu'on l'utilisait, était essentiellement de nature linguistique, la langue germanique étant issue du rameau indo-européen.

Il faut cependant éviter de glisser du domaine linguistique au domaine anthropologique, de parler de race germanique. Par ailleurs, il ne faut évoquer qu'avec une extrême prudence l'idée d'une civilisation germanique commune ou primitive. Le nom de *Deutsche* permettait de distinguer commodément les populations non romanes de l'Etat carolingien, tout en excluant les germanins insulaires d'Angleterre, et les scandinaves. L'existence d'une civilisation germanique commune est un postulat, sur lequel ont reposé de nombreux travaux d'érudition depuis près de deux siècles.

Les intellectuels français, compte tenu de cette mise au point, ont abordé le problème germanique sous son aspect positif, les apports bénéfiques du germanisme à la civilisation universelle et son aspect négatif, l'agressivité du peuple german face aux peuples environnants.

Mais pour définir le peuple german *le Volk* n'est pas chose aisée, les travaux du germaniste P. Levy permettent d'en saisir les difficultés<sup>801</sup>.

Plusieurs critères peuvent caractériser l'Allemand : l'indigénat, la race, la langue et la volonté. Il apparaît, selon P. Levy, que la réunion de ces éléments s'avère ardue et qu'aucun d'eux ne peut constituer un critère suffisant. Seul « un dosage à quantité variable » des éléments politique, ethnique, linguistique et psychologique permet de définir l'Allemand.

P. Levy procède ainsi à une classification schématique ; un premier groupe, constitué de « l'Allemand intégral » où se retrouvent les quatre critères cités. La plupart des Allemands du Reich le composent. Un deuxième groupe, auquel manquerait l'indigénat ou la race, se concentrerait en Autriche ou à Dantzig. Puis dans leur

---

<sup>801</sup>

P. LEVY « La notion Deutsch et ses composés », *Revue germanique*, années 1933 – 1934, page 222

majorité, les intéressés ont certes la langue, la race et la volonté en l'absence de la nationalité politique. Par contre, les juifs d'Allemagne et les huguenots français possèdent l'indigénat allemand, pour être originaires du pays où ils vivent, mais l'élément racial allemand leur fait défaut.

La constitution du troisième groupe *le Deutschum* est d'autant plus difficile, dès lors que la subjectivité entre en jeu dans l'appréciation. Le germanisme des *Heimdeutsche* du Danemark ne fait aucun doute du fait de leur appartenance à la race allemande et à la volonté d'y adhérer, mais les éléments de l'indigénat et de la langue sont absents.

P. Levy cite des exemples identiques, celui des Alsaciens, dont les liens linguistiques et raciaux avec les germains sont incontestables, mais les critères de la nationalité et de la volonté leur font défaut. Autre cas de figure, celui des *Sorabes* ou Serbes de Lusace (Serbja w Nemskej), sont non seulement une minorité de langue, mais également une minorité ethnique, s'agissant de slaves qui ont réussi à échapper au génocide des Slaves de l'Est. Installés à l'origine, entre l'Elbe et la Saale, ils ont été l'objet de persécutions. La conquête germanique organisée par Wiprecht von Groitzsch, commencée en 990, avait pour objectif de les coloniser. L'année 1293 voit la première interdiction de la langue sorabe. Le premier écrit de cette langue remonte à la traduction en langue sorabe du Nouveau Testament publiée en 1548. En 1912, « la *Domowina* » (la patrie) rassemble trente et une associations sorabes regroupant les activités culturelles et de secours contre la répression avec les débuts du nazisme, la minorité sorabe est persécutée. A partir de 1948, la Constitution de la RDA les protège jusqu'à la chute du mur. Le 17 mars 1990, le gouvernement de la RFA organise leur protection. Actuellement, les Sorabes appartiennent aux 85 paroisses catholiques de la région de Bautzen à l'Est de Dresde, dans la vallée supérieure de la Sprée. En 1985, leur population était estimée à 160.000 habitants environ.<sup>802</sup> Il s'agit de Slaves qui ont réussi à échapper au génocide des Slaves de l'Est. A l'origine, installés entre l'Elbe et la Saale, ils sont constitués de deux tribus, les Lusià au nord, les Milcem au sud, contraintes au tribut en 929 par le roi de Germanie Henri I. A la mort du Saint Empire en 938, furent créés des marches : marche orientale ou de Lusace, marche de Misnie.

---

<sup>802</sup> *Die Geschichte der Sorben, ouvrage collectif s/direction Jan Brankack frido Metsc, tomes 1 à 4, 331 pp. Verlag Domowina 1974-1979 Bautzen 750/2*

Victimes de la conquête germanique commencée en 990, organisée par Wiprecht von Groitzsch, les Sorabes n'opposèrent pas une grande résistance au christianisme et survécurent au massacre. Réduits à un rang inférieur par les colons allemands, qui les ont coupés de leurs frères de Bohême en occupant d'abord les montagnes du sud, ils ne sont plus que des serfs, dont l'usage du dialecte « wendes » est interdit en 1293. La langue sorabe avait apparu en 1548, sous la forme d'une traduction du Nouveau Testament. Les Traités de 1815 donnent à la Prusse, la majeure partie des Lusaces, excepté la région de Bautzen, qui reste à la Saxe. Au 19<sup>ème</sup> siècle s'éveille une conscience nationale sorabe sous l'influence des mouvements slaves. Les premiers périodiques sorabes paraissent dans la première moitié de ce siècle. En 1912 est créée la société « *Domowina* », la patrie rassemblant les trente et une associations culturelles sorabes qui luttent contre la germanisation. A partir de 1933, les Sorabes sont persécutés et leur langue est interdite. Prêtres catholiques et enseignants sont déportés sous le régime nazi. La minorité sorabe est non seulement une minorité ethnique, mais également une minorité de langue dont les représentants parlent slaves, tout en ne pouvant évoquer leur appartenance à la race germanique.

Quant au quatrième groupe, son appartenance au germanisme serait des plus incertaines comme ne possédant qu'un seul des critères la race ou la langue ou la volonté d'y adhérer. Les juifs de l'Est entreraient dans cette catégorie.

P. Levy démontre ainsi, au travers de son étude, que la notion de *Deutsch* et de *Volk* ne peut être définie de manière absolue et qu'au contraire « qu'il n'y en a pas et qu'il ne peut y en avoir ».

Ce commentaire ne fait que rejoindre les réserves exprimées notamment par les juristes François Perroux et Robert Bonnard et développées en début de thèse sur le mythe de la race, dénominateur commun de l'idéologie nazie, qui exclut de la Communauté allemande tout individu ne présentant pas les critères cités.

Edmond Vermeil, en abordant la puissance des mythes, notamment celui de la race, en souligne le double aspect perçu par un regard lucide : « une idéologie indigente et grossière et la satisfaction d'une angoisse extrême et momentanée et de vieilles



aspirations, abâtardies en une période de dépression vivaces pourtant exploitées de la plus abusive manière mais en elles-mêmes respectables ».<sup>803</sup>

---

<sup>803</sup>

## Le pangermanisme

Pierre Renouvin expliquait le développement du nationalisme allemand par le fait qu'il procédait de la conviction « *de la supériorité indiscutable du germanisme* ». Cette impression pouvait s'expliquer par les succès remportés depuis 1850 dans les domaines militaire, économique et même culturel. La classe moyenne, jusqu'alors hostile au système militaire prussien, s'était laissée convertir par « le spectre des victoires » et par l'esprit de conquête. Sous sa forme exacerbée, le même nationalisme trouve son expression et sa diffusion grâce à « **la Ligue pangermaniste** », qui naîtra après le Traité du 1<sup>er</sup> juillet 1890 conclu entre la Grande-Bretagne et le Reich impérial signé par le chancelier von Caprivi, aux termes duquel l'île d'Heligoland annexée par Londres en 1807, revient à l'Allemagne, qui abandonne toutes ses prétentions sur Witu (nord-est de l'Afrique Orientale allemande), le protectorat de Benadir (Somalie), les îles de Zanzibar et de Pemba, l'Ouganda et Wadelai. Cet accord créa un tel désarroi parmi les enthousiastes du mouvement colonial, Carl Peters, fondateur de l'Afrique orientale allemande, s'exclamait « *Nous avons troqué la baignoire d'Heligoland contre les trois royaumes de Witu, d'Ouganda et de Zanzibar* ». <sup>804</sup>

Le pangermanisme n'est pas seulement une idéologie mais également un mouvement diffuseur du programme sus visé. Ce mouvement ne comptant en 1900 que 20.000 adhérents recrutés parmi les élites : hauts fonctionnaires, hommes d'affaires, associations en relation étroite avec les industries et les banques. Son président se trouve être le puissant directeur du syndicat charbonnier ; dans le domaine politique la ligne pangermaniste est très liée avec les Partis conservateur et national libéral, dont les journaux servent de véhicule à sa pensée.

A la fois idéologie et mouvement, **le pangermanisme** publie un programme sur ses prétentions « *l'Allemagne abritera 84 millions d'habitants et le territoire économique soumis à son action directe et exclusive sera habité par 131 millions de consommateurs. Des Allemands ne peuplent pas seulement le nouvel empire allemand, mais seuls il gouvernent, seuls ils exercent les droits politiques, seuls ils servent dans la Marine, l'Armée, seuls ils sauront acquérir la terre. Ils auront le sentiments d'être le*

*peuple des maîtres comme au Moyen Age. Toutefois, ils condescendront à ce que les travaux inférieurs soient exercés par des étrangers soumis à leur domination (sic)*<sup>805</sup>.

*Ces lignes rappelaient la pensée et les écrits d'Arndt, Jahn et Fichte, qui exaltaient d'une manière mystique la prédestination de l'Allemagne au gouvernement du monde et l'espoir de constituer « une grande Allemagne ».*

Vu sous l'angle géographique, le pangermanisme était défini par une politique d'expansion économique préconisée par Friedrich List dans plusieurs axes : par annexion des Bouches du Rhin, l'expansion coloniale, l'union douanière avec l'Autriche, par un programme politique avec la création en Europe du Centre (Mitteleuropa) d'un ensemble de pays l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la Belgique, les Flandres, l'Alsace-Lorraine, la Franche Comté, la Suisse, les Balkans et la Pologne.

On peut dire que de l'époque impériale date le changement de la politique étrangère allemande pour être strictement pangermaniste. Les données historiques en témoignent. Lors du vingt cinquième anniversaire de la fondation de l'Empire allemand le 18 janvier 1896, Guillaume II annonce que « *l'Empire allemand est devenu un empire mondial* », aussi invite t-il son auditoire « *à l'aider à attacher fermement à notre empire d'ici ce plus grand Empire allemand* ». Ce discours définit ainsi la plus grande Allemagne et la Weltpolitik, cette politique mondiale consistant à rattacher à la mère patrie les Allemands des continents lointains, sans toutefois spécifier le lien par lequel se ferait ce rattachement<sup>806</sup>. Le Chancelier von Bülow prend le relais des pangermanistes le 11 décembre 1899 au Reichstag. Au sujet du partage de la terre, il adresse l'avertissement suivant : « *Nous ne pouvons pas tolérer qu'une puissance étrangère, l'Angleterre en l'occurrence, un Jupiter géant, nous dise que faire, hélas ! le monde est partagé. Si les Anglais parlent d'une plus grande Angleterre, les Français d'une nouvelle France, si les Russes s'ouvrent, nous aussi nous avons droit à une plus grande Allemagne* ».<sup>807</sup>

---

<sup>805</sup> « *L'Europe et les questions autrichiennes* », Plon 1901, page 99, publié à titre documentaire par le quotidien « *Le Populaire* » du 9 septembre 1939 dans sa Revue de Presse.

<sup>806</sup> Charles ANDLER « *Le pangermanisme sous Guillaume II*, page 96

<sup>807</sup> Charles ANDLER « *Le pangermanisme colonial* », page XXXVIII

Il n'est pas superflu d'ajouter que cette intervention survenait pendant la guerre des Boers, le Kaiser ayant cru bon d'envoyer un télégramme d'encouragement au Président Krüger.

La démesure d'un tel programme a entraîné la réflexion de **Robert Redslob** dans une étude sur « **L'esprit politique des Allemands** » paru en 1937. Il a relevé les excès, non seulement la croyance en la supériorité absolue de l'Allemagne, l'esprit de conquête, mais également **sous Hitler** les dogmes arbitraires, ceux de l'espace vital et de la race, les excès de cruauté. Cette perpétuelle démesure, qui a conduit l'Allemagne à la ruine, s'explique, selon ce germaniste, « *par une politique allemande qualifiée de spéculative, métaphysique et romantique* ». Elle atteint un paroxysme de fureur aveugle, lorsque sa construction de pensée se heurte aux réalités de l'histoire.<sup>808</sup>

Un tel programme ne pouvait que provoquer les réactions des intellectuels français de l'époque et notamment de Maurice Barres, lequel proclamait dans *l'Echo de Paris* du 8 février 1918, en pleine guerre : « *Tous les Allemands sont pangermanistes, le pangermanisme c'est la véritable Allemagne* ».

Cette volonté d'expansion pourrait s'expliquer, selon **Pierre Renouvin** par le fait que l'Allemagne, alors dominante à cette époque, n'est pas encore une Nation et qu'elle aspire à englober toutes les nations, dont la langue est germanique<sup>809</sup>.

Mais dans le cadre du dualisme prussianisme-nazisme, une question se pose : **le pangermanisme est-il une manifestation du prussianisme ?** deux opinions d'historiens pouvaient être dégagées.

**Charles Andler**, pour sa part, assimilait le pangermanisme au prussianisme avec une même origine : « *les quatre mirages de la grandeur passée* » : l'ordre teutonique, la grandeur militaire prussienne, le Saint Empire germanique et la Hanse.

Il en voyait des manifestations au travers de Bismarck, qu'il qualifiait « *de père du pangermanisme actuel* »<sup>810</sup>. Certes, le pangermanisme ne date pas de l'époque bismarckienne, mais Charles Andler estime qu'il en est un des artisans « *le plus modéré* » en produisant trois arguments : Bismarck était résolu à conserver l'Autriche

---

<sup>808</sup> Robert REDSLOB « *De l'Esprit politique des Allemands* », Librairie de Médicis, 1947, pages 135 à 139 ; « *Hitler et la psychologie allemande* », Revue Mercure de France, octobre 1937, pages 449 à 464

<sup>809</sup> Pierre RENOUVIN « *Introduction à l'histoire des relations internationales* », Armand Colin, 1991, pages 213-227

<sup>810</sup> Charles ANDLER « *Les origines du pangermanisme* », 1915, page XLIV

dans son intégrité, il s'opposait à l'idée de l'expansion allemande vers la Turquie et se refusait à déchaîner au profit « d'une grande Bulgarie » une guerre européenne, d'où signature du Traité de Berlin du 13 juin au 13 juillet 1878 pour réviser les clauses du Traité de San Stefano par lequel l'empire ottoman avait accordé de grands avantages à la Russie victorieuse.

Il convient d'observer qu'une telle politique allait à l'encontre des objectifs « Europe du Centre » (Mitteleuropa), idée née en 1848 et développée en 1915 par Friedrich Naumann en vue de la création d'un système politique à vocation économique visant à unir l'Allemagne à l'Autriche et à intégrer notamment la Turquie.

Sous Guillaume II, le pangermanisme, sans aucun lien avec la politique prussienne, se développe avec l'impérialisme allemand<sup>811</sup>. La conquête est voulue par un système délibéré avec la construction d'une force navale dépassant ses besoins réels et destinée à rivaliser avec la puissance navale britannique.

Quant à **Edmond Vermeil**, il définissait le pangermanisme « *comme un mélange de prussianisme et de germanisme* », mais il en signalait les différences avec une métaphore significative « le pangermanisme est « *un vêtement trop ample pour son universalisme, mystique et missionnaire pour le corps trop maigre de la Prusse* ». Mais malgré cet handicap, la Prusse reste solide et susceptible de régénération comme en 1815. Aussi peut-on l'utiliser comme instrument<sup>812</sup>.

Mais de l'avis de Charles Andler, ni Bismarck, ni Guillaume II ne furent sans doute des pangermanistes au véritable sens du terme. On peut dire qu'ils firent de l'Allemagne « *le bouillon de culture, où les idées nouvelles devaient germer* ».<sup>813</sup>

### ***Le nazisme est-il une manifestation du pangermanisme ?***

Le germaniste **Hippolyte Loiseau** était convaincu que, dès 1918, les idées pangermanistes étaient aussi vivaces qu'elles ne l'ont jamais été « dès lors que l'esprit de revanche et des représailles s'y ajoutait.<sup>814</sup>

**Edmond Vermeil** estimait que « *le national-socialisme continuait en ligne directe, la tradition pangermaniste* », qui se serait déroulée par étapes. D'abord, d'ordre

<sup>811</sup> Edmond VERMEIL « *L'Allemagne contemporaine* », Aubier 1953, page 352 op. cit.

<sup>812</sup> Edmond VERMEIL « *L'Allemagne contemporaine* », Paris 1953, page 158

<sup>813</sup> Charles BLONDEL « *La Doctrine pangermaniste* », op. cit. page 32 Andler

<sup>814</sup> Hippolyte LOISEAU « *Le Pangermanisme, ce qu'il fut, ce qu'il est* », Editions Payot 1921, page 156

religieux et philosophique, le pangermanisme est l'objet *de rêve impérial* vécu d'abord par la bourgeoisie puis par la Sociale démocratie et par les syndicats ouvriers à la veille de la Première Guerre mondiale, dès lors qu'il ne peut être concrétisé dans l'espace. Malgré les succès militaires et l'essor économique, le pangermanisme est sous Bismarck en sommeil et il ne sortira de cet état que sous l'empire Wilhelminien, où le rêve passe à l'acte. L'offensive de 1914 en aurait été l'illustration : Guillaume II disposant de « *moyens d'action prussianisés* » déclare la guerre<sup>815</sup>.

**Edmond Vermeil** voyait un danger pour l'avenir dans le fait que l'Allemagne disposant « des attributs de l'Etat national grâce à l'hégémonie prussienne, d'un pouvoir central aussi efficace que belliqueux » conservait son caractère agressif et expansionniste avec pour objectif l'axe Berlin-Vienne, « *la Petite Allemagne de Bismarck et la Grande Allemagne menaçaient d'être au même titre une Prusse prolongée* » observait Edmond Vermeil.

Sur le plan des idées si le pangermanisme a pu inspirer « la Weltpolitik » de Guillaume II, il n'est pas douteux que le nazisme lui aurait emprunté plusieurs de ses idées, Hitler dès 1920 acceptera ses conceptions sur la réunion de tous les Allemands en un seul pays, exigence numéro un du programme du Parti nazi (NSDAP) formulé le 24 février au *Hofbrauhaus* de Munich.

Il n'est pas inintéressant de souligner qu'Hitler marquera sa rupture avec le pangermanisme, comme il en faisait mention dans *Hitlers Zweites Buch* pour répondre à des attaques *Völkisch*, qui lui reprochaient sa position politique pendant la campagne électorale de 1928 et notamment sa trahison sur le Tyrol méridional au bénéfice de l'Italie. En bref, Hitler faisait grief aux dirigeants de la Ligue pangermaniste de ne pas réaliser des projets positifs, mais il s'agit là d'un point mineur.<sup>816</sup> La position de Hitler sur cette question répond à un souci tactique.

Il n'en demeure pas moins que certains des objectifs de la Ligue, l'Anschluss, les Sudètes et la Pologne allaient être atteints par Hitler et le national-socialisme. Hitler, en exaltant la mystique militariste et pangermaniste, en excitant les nazis d'Autriche et de Tchécoslovaquie, ne restait-il pas fidèle à *Mein Kampf*.<sup>817</sup>

---

<sup>815</sup> Edmond VERMEIL « *L'Allemagne contemporaine* », page 26

<sup>816</sup> Michel KORINMAN ; *Deutschland über Alles – Le pangermanisme 1890-1945*, page 346

<sup>817</sup> Edmond VERMEIL « *L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe* », Paris, Comité de Vigilance des intellectuels anti-fascistes, 1937, page 77

**Pierre Benaerts** concluait son ouvrage sur « *L'Unité allemande* » que le destin tragique d'une Allemagne, qui n'a pas assouvi cette unité, s'inscrivait peut-être « *dans l'ambition effreinée de ses dirigeants, dans la politique de mirage oriental, dans le chant des Jeunesses hitlériennes ; aujourd'hui, toute l'Allemagne nous appartient, demain ce sera le monde entier, dans ses revendications coloniales, dans son désir de soumettre à sa domination et à sa conception du monde (Weltanschauung), les allemands de l'étranger, en Europe et au-delà des mers* »<sup>818</sup>.

Cette synthèse ne faisait que traduire la pensée de la majorité des intellectuels français cités qui ne pouvait imaginer qu'après 1940 l'Allemagne nazie sombrerait dans l'horreur, où le pangermanisme joua un rôle clef.



---

<sup>818</sup>

Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* » (1806-1938), Paris 1939, page 218

### Prussianisme – militarisme – soldatisme

Le triptyque « *Prussianisme, militarisme, soldatisme* »<sup>819</sup> correspond à la création de l'armée prussienne, du système politique de cet Etat, qui s'appuie sur l'armée et sur l'état d'esprit, qui a agité la culture politique et la vie quotidienne allemande de Frédéric le Grand à Hitler. Le troisième élément emprunté à Louis Dupeux, prête à critique. Les termes de soldatisme comme soldatique ne figurant ni dans le *Dictionnaire Larousse*, ni dans *Le Robert*. On y trouve que les termes de soldat et de soldatesque.

**Frédéric Guillaume I<sup>er</sup>**, le roi-sergent, écrivait à son successeur « *Il faut vous occuper vous-même et seul de vos finances et assurer vous-même et seul le commandement de votre armée et être le seul à disposer de ces deux choses essentielles* »<sup>820</sup>.

L'intérêt de Bismarck pour l'armée impériale était aussi grand. Ne déclarait-il pas : « *Nous voulons faire de l'armée allemande un organisme si puissant que nul n'ose s'y attaquer* ».<sup>821</sup>

A l'époque de **Guillaume II**, la culture et la Société ont été marquées par « *un militarisme flamboyant* », expression de Louis Dupeux, pour répondre aux nécessités techniques et aux objectifs de la caste militaire prussienne.

Cet état d'esprit s'est manifesté à cette époque sous diverses formes, dans la rue et dans la pensée allemande, au travers des discours structurés des universitaires et des intellectuels de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. De nombreuses commémorations sont destinées à enraciner dans les esprits une vision militariste et nationaliste du passé.

Le sentiment militariste antérieur n'a fait que s'exaspérer pour qu'une véritable « culture militaire voit le jour », avec la naissance de ce que E. Jünger appelle « *l'état d'esprit soldatique* » renforcé par l'expérience vécue et intime des anciens combattants (*Kriegserlebnis*) de la Première Guerre mondiale. Cet esprit cultivé, pendant la République de Weimar, va t'il se maintenir et même se développer ? Doit-on en déduire que l'extension de « *l'esprit soldatique* » implique la survivance du prussianisme ? Spengler, Hugenberg à l'époque du *Front de Harzburg* et Goebbels le prétendaient

<sup>819</sup> Louis DUPEUX « *Histoire culturelle de l'Allemagne* » 1919 – 1960, PUF 1989, page 50

<sup>820</sup> Les Testaments politiques de Frédéric le Grand (*die politische Testaments de F. de G.*), Imprimerie Royale 1920

<sup>821</sup> BISMARCK « *Discours au Reichstag* », 6/02/1888 . Documents Charles Andler "Origines du pangermanisme », page 195



donnant en modèle l'Etat prussien, avec tous les stéréotypes militarisme, accomplissement du devoir, discipline, autorité, service, honneur, tolérance.

Compte tenu de ces données historiques, les intellectuels français des années 1930 analysent l'état d'esprit des Allemands dans le cadre du triptyque « *Prussianisme, militarisme, soldatisme* ». Un juriste comme René Capitant, des germanistes comme Charles Andler, Henri Lichtenberger, Edmond Vermeil et Robert d'Harcourt lui consacrent de nombreuses pages. Parmi les germanistes français, si Charles Andler n'a pu répondre à cette question, compte tenu de sa disparition prématurée, il n'est pas sans intérêt de connaître son point de vue sur un des caractères essentiels du prussianisme :

Selon **Charles Andler**, le pangermanisme a nourri de 1800 à 1914 la pensée allemande de quatre mirages, dont la grandeur militaire prussienne, Frédéric, figure emblématique, a donné, selon Goethe, au peuple allemand « *le premier contenu d'une vie supérieure* ». Sa représentativité peut s'expliquer par des facteurs divers, ses victoires militaires sur les armées autrichienne et française, par son rôle dans la préparation de l'armée prussienne, qui pouvait gagner à Rossbach en Thuringe et Leuthen en Silésie, par la conquête de la Silésie, qui a permis d'incorporer pour la première fois des populations polonaises à la Prusse<sup>822</sup>.

Le militaire prussien, selon le même auteur, est « *un moyen d'asseoir la domination allemande au nom d'un droit supérieur, qu'il définit* ». Prenant en références les historiens allemands Langbehn et Frantz, il ne s'agit pas pour l'Allemagne nouvelle de « *se satisfaire d'un corps d'officiers et de sous-officiers, ni du bon dressage d'un corps discipliné de professeurs d'Université, ni de la diffusion étendue de connaissances secondaires et primaires, mais de promettre à l'Europe une culture supérieure pour se faire pardonner son hégémonie* ». La Prusse demeurera pour l'avenir « *l'épine dorsale* » de l'Allemagne et *l'Allemagne nouvelle a besoin de cette armure* »<sup>823</sup>.

La supériorité de l'Allemagne sur la Prusse en matière de civilisation est certes incontestable, mais il ne convient pas de se débarrasser de l'hégémonie prussienne. Il faut donner l'exemple d'une nation, qui se civilise sans perdre de sa force. Entre l'Etat

---

<sup>822</sup> Charles ANDLER « *Les origines du Pangermanisme* », 1<sup>ER</sup> tome, page XII, *idem* le *Pangermanisme philosophique*, 4 tomes

<sup>823</sup> Charles ANDLER « *Le Pangermanisme philosophique* », pages XCII, XCIII

militaire et l'Etat artiste, il n'y a pas incompatibilité, telle est l'opinion de certains historiens ou philosophes allemands.

De la lecture de certains historiens et philosophes allemands, Charles Andler tire l'enseignement que le « *militarisme prussien non seulement fait partie de la culture allemande, mais il en est la fleur la plus pure et c'est de sa généralisation, que date la régénération du peuple allemand même physique. Tant il est vrai qu'une forme de vie issue des énergies profondes de la race, améliore cette race et la fait prospérer* ». <sup>824</sup> La doctrine nazie n'avait pas d'autre objectif. L'arrivée des nazis au pouvoir n'entraîne pas de bouleversement dans ce domaine. Les défilés de la Reichswehr puis de la Wehrmacht rivalisent avec les liturgies du Congrès du Parti. L'organisation du N.S.D.A.P. prend une forme militaire tant dans ses structures que dans ses manifestations.

Le caractère militariste de la doctrine est souligné d'une manière quasi-unanime par les intellectuels français. Le juriste **René Capitant** y voit pour sa part une révolution sous l'angle philosophique, dès lors que l'homme ne s'appartient pas, il n'a pas de destinée individuelle, mais seul il est soumis à une loi sociale, à laquelle « *il doit se soumettre et se sacrifier si besoin est* ». Tel est le sens de la conférence donnée par Otto Dietrich, chef du service de presse du parti national-socialiste, prononcée le 20 février 1934 et consacrée aux fondements philosophiques du National-socialisme.

Ce document paraît révélateur à René Capitant pour attirer son commentaire « *Il s'agit d'un socialisme essentiellement militaire, ce qui est pour nous un paradoxe, la caserne, parfaite réalisation communiste, devient en Allemagne la devise du régime* ». <sup>825</sup> De ce fait, l'individu se trouve plongé dans un système de « *mobilisation et de militarisation permanente avec tous les sacrifices que cela implique* » confirme Edmond Vermeil. Ce dernier, dans un ouvrage de date postérieure, traitera de « *la Nation soldatique* » qualificatif donné à l'Etat nazi. <sup>826</sup>

Mais cette réalité sociale ne doit pas faire oublier que le National-socialisme a fait découvrir au peuple allemand un ensemble de mythes, dont le mythe du soldat-politique. Le mythe du soldat-politique rejoint et complète celui du soldat prussien <sup>827</sup>.

---

<sup>824</sup> Charles ANDLER « *Le Pangermanisme philosophique* », page XCII, CIII

<sup>825</sup> René CAPITANT « *L'Idéologie nazie* », pages 178 - 184

<sup>826</sup> Henri LICHTENBERGER « *L'Allemagne nouvelle* », page 80

<sup>827</sup> Edmond VERMEIL « *Communication à la Société française de philosophie* », Bulletin du 17 juin 1939, page 77

**Henri Lichtenberger** constate également la militarisation de la société allemande. N'écrit-il pas que cette transformation s'est opérée en mars 1935 lors du rétablissement du service militaire obligatoire accompagné de la dotation à la *Reichswehr* de trente six divisions. La tendance militaire existe chez les nationaux socialistes, pour sa part François Perroux écrit « *l'instinct de la discipline, le sens de la hiérarchie si répandu en Allemagne n'est en fait que la conséquence de l'attitude conservatrice de la nation, et où la pensée individuelle est d'une grande hardiesse* »<sup>828</sup>. Aussi est-il essentiel pour Hitler que la jeunesse s'inspire du grand passé de l'Allemagne et de ses vieilles grandes traditions, sous entendu du culte de l'armée, tel était d'ailleurs la teneur du message communiqué notamment au Reichsrat (conseil d'empire) et par TSF au peuple allemand le 2 février 1933.

**Robert d'Harcourt**, autre germaniste, a d'ailleurs souligné l'enseignement donné à la jeunesse allemande par le régime nazi, en faisant état de son endoctrinement et son enrégimentement au moyen « *d'impératifs lapidaires et de mots d'ordre clichés* ». Dans la littérature et le cinéma, la propagande nazie projette l'image « *du héros national sous l'aspect du jeune guerrier casqué et du clairon du réveil national aux lèvres, édition hitlérienne du héros schillerien, posée, revue et simplifiée avec des traits nouveaux du feldwebel* »<sup>829</sup>

Des germanistes suivis de Louis Dupeux et d'autres germanistes estimaient que le prussianisme était, à l'époque des masses, sur son déclin, pour s'effacer derrière « le *Führertum* » et la mobilisation totale (die totale Mobilisierung). L'état d'esprit « *soldatique* » personnel et collectif est indissociable de « *l'esprit guerrier* » (*Wehrhaftigkeit*). Il se trouve que le national-socialisme continue en ligne directe la tradition pangermaniste, laquelle implique non seulement l'apologie de l'armée mais également la militarisation totale. Edmond Vermeil rappelle que la guerre a déjà trouvé en Allemagne des apologistes passionnés, notamment Fichte et Hegel, pour lesquels la guerre « *classe les peuples et établit entre eux une sélection naturelle* ».<sup>830</sup> Nietzsche n'a-t-il pas ainsi défendu la sainteté de la guerre, quand il fait dire à Zarathushtra « *une bonne cause, dites-vous, sanctifie même la guerre, mais moi je vous dis : c'est une*

<sup>828</sup> François PERROUX « Des mythes hitlériens à l'Europe allemande » 1940, page 38-49

<sup>829</sup> Robert d'HARCOURT « L'Evangile de la Force », 1936, pages 48-49

<sup>830</sup> Edmond VERMEIL « Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande », Paris 1938, page

*bonne guerre, qui sanctifie toute cause. Il n'y a pas de pire vice que la pitié ou la faiblesse* ». Le Pangermanisme étant identifié avec le Militarisme, pour y avoir trouvé son plus ferme appui, il était logique que les vainqueurs de 1918 aient été décidés à extirper tous les signes assimilés au militarisme et à l'expansionnisme.

En 1934, Georges Blondel, en observant les succès du nazisme, exprimait un regret : « *Il aurait fallu, en novembre 1918, provoquer un changement. La destruction du militarisme prussien n'était-elle pas le but principal de la guerre ?* ». Le même germaniste se refuse à distinguer le peuple allemand et le militarisme allemand, au motif « *que le peuple allemand se laisse entraîner avec facilité* ». La guerre a été avant tout une guerre du peuple « *Volkskrieg* ». Georges Blondel citait qu'avant lui Edgar Quinet, dès 1832, avait observé que l'âme militaire allemande était si forte « *qu'elle étouffait peu à peu, ce qu'il avait apprécié en Allemagne de probité intellectuelle et de grandeur morale* ». <sup>831</sup> Le prolongement du prussianisme par le nazisme dans le domaine militaire s'avère, pour Georges Blondel, des plus évidents. Soulignons que cette affirmation est dénuée de tout fondement. Les données historiques démontrent au contraire que sur des centaines de généraux de l'Armée allemande, seuls quatre ont été membres du NSDAP, dont le maréchal Keitel, commandant supprimé de la Wehrmacht jusqu'en 1938, et le maréchal Ferdinand Schoerner, chef du groupe d'Armées nord, lors de la guerre contre la Russie <sup>832</sup>. Le maréchal Rommel, commandant le quartier général d'Hitler le 1<sup>er</sup> septembre 1939, et le général Eduard Dietl, spécialiste des troupes de montagne, qui se distingue à Narvik en 1940, devant les franco-anglais, étaient les plus favorables à Hitler parmi ceux qui n'étaient pas membres du parti.

<sup>831</sup>

Georges BLONDEL « *Le Triomphe du germanisme* », 1934, pages 116 - 117

<sup>832</sup>

Marlis STEINERT « *Hitler* », pages 443-554

## Les élites et les valeurs

### Les élites

Du Testament Politique de **Frédéric Guillaume I**, Le grand Electeur (1620 – 1688), il peut être extrait quelques lignes sur le métier du souverain et des conseils donnés à son fils. « *Il faut vous occuper vous-mêmes et seul de vos finances et assurer vous-mêmes et seul le commandement de votre armée ..... C'est ainsi que vous aurez autorité sur votre armée en assurant le commandement et l'amour de vos officiers et de vos serviteurs civils* ».

L'Elite prussienne présente pour seconder le souverain dans sa mission, suppose un processus historique pour son recrutement. Selon le philosophe J. Maritain, « elle implique une espèce de formation naturelle correspondant à une fonction sociale ».<sup>833</sup>

Il en va différemment dans les Etats totalitaires où le processus de recrutement est dû à la notion de parti et à la prise de pouvoir avec violence par une minorité obligée pour se maintenir d'instituer « *des sortes de haras pour dirigeants* ».

Le problème qui se pose à **la nouvelle élite minoritaire dirigeante** est celui de son recrutement et de ses rapports avec la masse populaire.

En vue de la régénération nationale de l'Allemagne, les chefs nazis ont deux ambitions : celle de « *conduire et de diriger un peuple incapable de se conduire et de se diriger lui-même* »<sup>834</sup>, et deuxième ambition de créer un pouvoir le plus en contact avec la masse, à la différence de l'ancienne monarchie, en bref de créer *un Volkstaat* « *avec un chef qui commande et ceux qui le suivent et lui obéissent* » *Führertum und Gefolgschaft*, expressions développées par le juriste Roger Bonnard, déjà cité.<sup>835</sup>

Les nazis, au lendemain de leur révolution, avaient bien prévu de faire table rase des anciens privilégiés, mais ont été contraint d'accepter un compromis, la combinaison d'anciennes classes et de l'élite nouvelle pour la construction de la société. Il apparaît toutefois que « *cette élite a pris le pas sur les vieilles classes dirigeantes par la suppression du sens de l'autorité légitime, par la suppression du respect pour la vieille*

---

<sup>833</sup> Communication de Raymond Aron sur le parallélisme « *Etats démocratiques et Etats totalitaires* », séance du 17 juin 1939 à la Société Française de Philosophie (Bulletin Sté Frse Philosophie) année 1939, page 60

<sup>834</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », Paris 1938, page 349

<sup>835</sup> Roger BONNARD « *Le Droit et l'Etat dans la doctrine national-socialiste* », Paris 1936, pages 9-95

*aristocratie et par la suppression des rapports humains à caractère féodal existant au niveau des provinces allemandes ».*

Sur le recrutement de la nouvelle Elite, il convient de recueillir les réflexions du sociologue Raymond Aron et des germanistes Henri Lichtenberger et Edmond Vermeil. Le sociologue fait remarquer que *« la nature des régimes autoritaires dépend essentiellement de l'élite qui gouverne, du caractère de cette élite et du caractère révolutionnaire que cette élite donne nécessairement à ces régimes.*

Il se trouve que *« la nature du système totalitaire est fondée à la fois sur les masses et le mépris des masses édifiées par des élites violentes ».*

**Raymond Aron**, dans l'argumentation présentée aux membres de la Société française de Philosophie, esquisse un tableau sociologique de l'Allemagne de l'époque qui révèle une élite ancienne constituée par de hauts fonctionnaires, *représentants des ploutocrates, des propriétaires fonciers* de Prusse orientale, qui ont conservé leurs propriétés *et du grand capitalisme*, qui subsiste pour conserver une grande partie de ses bénéfices et de ses positions. Face à cette élite ancienne a émergé de la Révolution nazie des individus recrutés dans la petite bourgeoisie (Mittelstand) ou dans les anciennes classes populaires, lesquels se caractérisent *« par le goût de l'autorité poussée jusqu'à la violence et qui possèdent par excellence une technique, celle de l'action sur les hommes »*<sup>836</sup>, or c'est ce groupe qui prend le dessus.

**Edmond Vermeil**, pour sa part, intervint dans le même débat sur deux sujets : le rôle du capitalisme et la formation de la pseudo-élite, dans la révolution allemande, il estime que *« l'hitlérisme, en tant que phénomène des classes moyennes, a été prévu et dirigé par l'ancienne classe dirigeante ; c'est elle qui a risqué le coup, qui déjà avant la défaite, a lancé l'anti-judaïsme et l'anti-communisme au moment où se produisait la révolution russe »*<sup>837</sup>. Le même germaniste paraissait ignorer en 1939 les liens entre la grande industrie et le nazisme. Ne déclarait-il pas : *« c'est une histoire dont nous n'avons pas encore tous les fils »*. Il n'empêche que l'ancienne classe dirigeante est mise en cause *pour avoir laissé courir l'inflation, en sachant qu'en prolétarisant les classes moyennes allemandes, cette masse prolétarisée serait entre les mains du pouvoir ».*

<sup>836</sup> Communication de Raymond Aron, séance du 17 juin 1939 à la Société Française de Philosophie, page 45

<sup>837</sup> Intervention d'Edmond Vermeil à la séance du 17 juin 1939 à la Société Française de Philosophie, Bulletin mois de juin 1939, pages 78-79

Les données de l'histoire permettent d'apporter quelques éléments de réponse :

- le 19 novembre 1932, 19 grands chefs d'entreprise, dont Fritz Thyssen ont adressé une lettre à Hindenburg, dans laquelle ils se prononçaient en faveur de la solution Hitler ;
- le 20 février 1933, lors d'une réunion rassemblant 25 industriels et financiers, dont Hjalmar Schacht et Gustave Krupp, Hitler leur annonce la fin de la démocratie parlementaire, préalable au renouveau de l'Allemagne et la liquidation des syndicats. Il est établi que la finance et la grande industrie ont collaboré avec le pouvoir tant Wilhelminien qu'Hitlérien. Une certaine continuité doit être ainsi observée dans ce domaine. Pierre Renouvin souligne d'ailleurs cet aspect du problème.<sup>838</sup>

**Henri Lichtenberger**, qui a fait l'exégèse du programme nazi, écrit qu'un des premiers devoirs du régime est la formation d'une élite nouvelle non fondée sur la richesse et la naissance, comme sous l'empire Wilhelminien, mais sur la culture et le mérite. Pour réaliser cette conception du « *Spartanisme* », il convient pour Hitler d'imposer à chaque allemand un service civil depuis la tendre enfance jusqu'au service militaire, qui doit être, selon Hitler dans *Mein Kampf*, le couronnement de l'éducation de l'individu <sup>839</sup>.

### Les valeurs

Les chefs hitlériens n'ont pas innové dans ce domaine, dès lors qu' « *ils ont copié ce que l'histoire leur présentait* ».<sup>840</sup>

En exaltant l'œuvre des ordres masculins, le corps des officiers prussiens et l'ordre teutonique assimilés au Parti, ils rejettent les valeurs anciennes de tolérance, respect de la personne, respect de l'esprit, respect de l'autonomie de la personne, telles qu'elles étaient observées en Prusse.

Par contre ils affirment que les masses ont des vertus naturelles : « *l'esprit de camaraderie, de solidarité en cas de détresse, la modestie des besoins et la capacité de*

---

<sup>838</sup> Pierre RENOUVIN « Histoire des Relations internationales », page 617

<sup>839</sup> Henri LICHTENBERGER « L'Allemagne nouvelle », 1936, page 153

<sup>840</sup> Edmond VERMEIL « L'Histoire de l'Allemagne contemporaine », page 197

*sacrifice* ». Seuls l'administration et l'armée ont été aux yeux d'Hitler l'école de la nation et ont su y entretenir les vertus nordiques<sup>841</sup>.

Ces mêmes chefs entendent rénover les valeurs existantes en prônant le sens de l'honneur et les autres qualités « *relevant de la psychologie élémentaire propre à la jeunesse* » ; « *d'où la nécessité de former le caractère, la nature et la combativité et d'avoir recours au « vitalisme », affirmé dans la mystique allemande, la réforme « le Sturm und Drang », le romantisme, Bismarck et l'hitlérisme* ».

L'histoire de l'humanité a démontré l'efficacité de ces vertus qui ont fait la grandeur de la Grèce, de Rome et de l'Inde ».<sup>842</sup>

Selon **Robert d'Harcourt**, « *jamais les hommes du III<sup>ème</sup> Reich ne parlent autant d'honneur qu'au moment où ils déchirent leur signature* ». Le mot *Ehre* revient comme un leit motiv dans leurs déclarations. Hitler ne proclame t-il pas à Karlsruhe « *Mon honneur vaut celui de n'importe quel homme d'Etat* », tandis que Goering crie à Koenigsberg « *Si nous ne pouvons pas vivre dans l'honneur, nous périrons dans l'honneur* »<sup>843</sup>.

Il ressort de l'ensemble de ces observations que les tenants du prussianisme et du nazisme divergent manifestement sur le choix des élites, mais toutefois ils s'accordent sur le maintien des valeurs traditionnelles sous certaines réserves exprimées par les dirigeants nazis.

---

<sup>841</sup> Robert d'HARCOURT « *La Psychologie hitlérienne* », *Revue des Deux Mondes* » du 15 avril 1936, page 779

<sup>842</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », pages 255–256, *op. cit. Mein Kampf*, pages 20-21-451-464-465-480

<sup>843</sup> Robert d'HARCOURT « *La psychologie hitlérienne* », *Revue des Deux Mondes*, 1.04.1936, page 779



## L'Etat et la religion

Deux aspects peuvent s'en dégager :

- *L'influence politique de la Religion*
- *Les Rapports de l'Etat et de la Religion*

### ***Sur l'influence politique de la Religion***

**Frédéric Guillaume I**, en tant que souverain, se disait « *Par la grâce de Dieu, roi de Prusse, margrave de Brandebourg, archichambellan et électeur du Saint Empire romain, etc....* ».

S'il gouvernait « sous l'œil de Dieu avec la crainte du jugement dernier, son fils, **Frédéric II**, avait retiré à la monarchie son caractère d'institution divine.<sup>844</sup>

Sur le plan des idées, **Edmond Vermeil** soutient que la déviance allemande (*Sonderweg*), qui devait conduire à Hitler, débute dès la Réforme luthérienne et il avance plusieurs arguments :

- Elle a été l'auxiliaire du prussianisme, en renforçant et en prônant l'obéissance au prince et le particularisme territorial. Le manifeste de Luther « à la noblesse chrétienne de la Nation allemande » en est l'expression.
- Elle a transformé les Allemands en peuple de théologiens « *prompts à adhérer au messianisme* ».

Edmond Vermeil fait le procès du prussianisme en ce qu'« *il a protestantisé* » la culture allemande en y diminuant les apports du dehors : l'humanisme gréco-latin, les idées romaines, le rationalisme, le démocratisme occidental, le socialisme à visée universelle, l'action de la race juive.<sup>845</sup>

Pour ce germaniste, le nazisme doit être considéré comme une offensive contre l'humanisme commencé par la Réforme et couronné par le III<sup>ème</sup> Reich. En fait, il s'agirait « *du triomphe malsain* » de l'Allemagne du Nord et de l'Est luthérien, prussien, irrationaliste et romantique mais « redoutable d'organisation et de discipline dans l'expression de son impérialisme ».

<sup>844</sup> Pierre GAXOTTE « *Frédéric II* », Fayard 1972, page 173

<sup>845</sup> Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* » (1918 – 1938), Paris 1939, page 19

### *Sur les rapports de l'Etat et de la Religion*

Dans son Testament de 1752, Frédéric II écrivait : « *Les catholiques, les luthériens, les réformés, les juifs et nombre d'autres sectes chrétiennes habitent dans cet Etat et y vivent en paix : si le souverain animé d'un zèle déplacé s'avisait de se déclarer pour l'une de ces religions, on verrait d'abord se former des partis, les disputes s'échauffer, les persécutions commencer peu à peu et enfin la religion persécutée quitter sa patrie et des milliers de sujets enrichir nos voisins de leur nombre et de leur industrie [...]* »<sup>846</sup>

C'est ainsi que les Hohenzollern furent amenés à pratiquer une politique de tolérance permettant aux Luthériens, calvinistes, catholiques et piétistes de coexister et de partager dans l'Etat les mêmes droits politiques.

Certes le *Kulturkampf* (combat pour la culture) peut faire douter de la politique de tolérance instaurée par les Hohenzollerns et des intentions de Bismarck. Entendait-il poursuivre une telle politique. L'accusation lancée par le Chancelier de fer aux catholiques d'être des ennemis du Reich *Reichsfeind* est une accusation grave de trahison. L'historien ne doit pas oublier qu'avant 1866, date de la défaite autrichienne, la majorité des catholiques, avait pris parti pour l'Autriche et qu'après Sadowa, les catholiques sont les premiers adversaires à l'union à la Prusse.

Mais le *Kulturkampf* n'est qu'un épisode dans l'histoire religieuse et politique de l'Allemagne, dès lors que Bismarck opérera la politique « des petits pas » pour effectuer un recul et pour clore ainsi ce dossier épineux.

Sous Guillaume II, l'accord entre le parti catholique, le *Zentrum*, et le pouvoir impérial devient réalité de 1888 à 1898, à telle enseigne que les catholiques votent au Reichstag les grandes mesures législatives.<sup>847</sup>

Avec le régime nazi, on assiste à un climat d'intolérance accentué. Le combat contre les Eglises (*Kirchenkampf*), aura pour objectif selon Müller, évêque du Reich, élu

---

<sup>846</sup> « Les Testaments politiques de Frédéric II » (*Die Politischen Testamente F. de G.*), Imprimerie Royale (R. Deiker) 1920

<sup>847</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine » 1958, page 140

par le Synode National du 27 septembre 1933, de « *créer une Eglise allemande libérée de Rome, un seul Etat, un seul peuple, une seule Eglise* ». <sup>848</sup>

**Robert d'Harcourt et Jean Cavallès** déjà cités dénonceront les persécutions subies du fait des nazis par les catholiques et le protestants allemands.

Un article paru en août 1934 dans *La Revue des Deux Mondes* et rédigé par **Robert d'Harcourt** rend parfaitement compte de l'atmosphère politique en Allemagne, où l'on perçoit des signes « *de désillusion et de sagesse naissante* » et où « *règne une psychose collective* » correspondant aux succès initiaux du pouvoir hitlérien. Des voix toutefois se font entendre parmi les Allemands qui « *ont conservé quelque indépendance de jugement et auxquelles les circonstances permettent de s'exprimer librement* ». La lettre d'un correspondant d'Outre-Rhin permet à Robert d'Harcourt d'être fixé sur le sort réservé aux religions par le régime nazi. Son expéditeur fait état de « *la fureur antisémite dénoncée comme un point de folie spécifique (Tollpunkt) et en même temps comme le talon d'Achille de l'Hitlérisme, la position défavorable du protestantisme par rapport au catholicisme dans la lutte contre la main mise de l'Etat* » <sup>849</sup>.

**Robert d'Harcourt**, dans un autre article « *La Psychologie hitlérienne* », cherche à détromper son lecteur sur l'apparence de l'Allemagne du 30 juin 1934, qu'on compare à « *une île de paix* ». Il convient de demander leur avis, écrit-il, sur l'idylle hitlérienne « *aux catholiques systématiquement entraînés dans la boue, traités en citoyens de deuxième zone, en criminels de devises, en traites qualifiés* » <sup>850</sup>.

Quant à **Jean Cavallès**, il dénonce la crise du protestantisme allemand, siège d'une agitation déclenchée depuis l'automne 1932 et qui n'a cessé de croître au printemps 1933, après l'avènement du national-socialisme.

Les nazis essayent de placer sous leur contrôle les Eglises évangéliques, par leur unification dès 1933, en une Eglise évangélique allemande (*Deutsche Evangelische kirche DEK*) qui devient le 11 juillet 1933 « *une corporation de droit public* ». Une telle réforme soulève une levée de protestations. Le groupe des opposants se refusent à cette *Gleichschaltung* (mise au pas) comme une caisse de retraites et craignent que « *la*

<sup>848</sup> Robert D'HARCOURT « *Catholiques d'Allemagne* », Plon 1938, page 9, op. cit. avant propos

<sup>849</sup> Robert D'HARCOURT « *Le crépuscule des Idées en Allemagne* », *La Revue des Deux Mondes* du 1<sup>er</sup> août 1934, page 761

<sup>850</sup> Robert D'HARCOURT « *La psychologie hitlérienne* », *La Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1936, pages 776-777

*liberté au culte soit en jeu au sein d'un Etat trop fort »*<sup>851</sup>. On peut ainsi affirmer, selon Pierre Benaerts, que le national-socialisme a rencontré sur sa route un obstacle sérieux : la religion chrétienne à deux titres, en raison du caractère d'universalité des Eglises et surtout à cause de l'opposition entre l'accaparement des âmes par le régime hitlérien et les institutions religieuses.<sup>852</sup>

Le parti nazi a cherché par ailleurs à implanter un néo-paganisme pour remettre à jour les vieux cultes germaniques. Pour Hitler, on devait mépriser « *le christianisme qui est une religion d'esclaves* » au point qu'en décembre 1933 le *Völkischer Beobachter*, journal du parti écrivait cyniquement « *Mein Kampf doit devenir la Bible du peuple allemand* ».

Il ressort de cet ensemble que dans le domaine culturel, prussianisme et nazisme sont antinomiques. La tolérance prussienne à l'honneur au Siècle des Lumières et le néo-paganisme nazi sont en opposition totale.



La synthèse « *des idées-force* » avec les commentaires des intellectuels français autorise t'elle le chercheur à adopter une des trois réponses à la problématique « le nazisme est-il le prolongement du nazisme ? ».

Les cas de divergence entre les deux phénomènes s'avèrent nombreux : citons l'anti-parlementarisme exprimé par les dirigeants successifs de l'Allemagne de Bismarck à Hitler, avec la différence que le chancelier de fer acceptait le principe de la séparation des trois pouvoirs et qu'Hitler procédait à la mise au pas de l'Allemagne, aux termes de laquelle il fait voter un texte transférant l'essentiel des prérogatives du Président au Chancelier, confiant au gouvernement le pouvoir législatif.

Deuxième point de discordance : si Bismarck a fait adopter par le Reichstag des réformes sociales jugées révolutionnaires pour l'époque, il agit par opportunisme politique. Si Hitler entend ouvrir la voie au socialisme, il n'a évidemment pas pour objectif « *de réaliser l'égalité et la justice sociale, mais il a pour ambition de pousser à son plus haut point de puissance la force de production de l'Allemagne et d'en diriger*

<sup>851</sup>

Jean CAVAILLÈS « Protestantisme et Hitlérisme », Revue l'Esprit, novembre 1933, pages 306-307

<sup>852</sup>

Pierre BENAERTS « L'Unité Allemande », 1938, page 195

*l'application, conformément aux besoins militaires et paramilitaires du Reich* », écrivait René Capitant.

Troisième point de discordance : à l'idéologie puisée dans le fonds commun de la Révolution conservatrice. Hitler y ajoute l'élément fondamental d'origine *Volkisch* la race, la place prééminente faite ainsi au racisme distingue le nazisme de tous les régimes politiques précédents.

Quatrième point de discordance : le pouvoir nazi entend créer une Communauté (*Gemeinschaft*) acquise sans réserve et écarter tous les opposants, y compris les Eglises. Sous cet angle, il pratique une politique systématique d'intolérance, aux antipodes de la tolérance prussienne.

De l'abondance des points de divergence entre le prussianisme et le nazisme, doit-on en conclure que les points de convergence sont inexistants ou mineurs ?

Les intellectuels français sont convaincus que l'influence prussienne est omniprésente dans l'esprit des Allemands et dans les structures de l'Etat, où l'ordre et la discipline sont des valeurs traditionnelles. Ainsi l'esprit « *militariste et soldatesque* » a imprégné la société allemande à tous les niveaux. Depuis l'époque du roi-sergent l'obéissance absolue poussée jusqu'à l'abdication était un devoir. « *Le dressage* » a abouti sous le régime totalitaire nazi « *à une mobilisation totale et permanente de l'Allemagne* », écrivait René Capitant<sup>853</sup>.

Autre point commun, nazisme et prussianisme se rejoignent. Les intellectuels français ont relevé que le pangermanisme en tant qu'idéologie et mouvement visant à regrouper sous une même autorité politique les peuples d'origine germanique avait trouvé des adeptes avec la Welpolitik de Guillaume II et la géopolitique d'Hitler. Ainsi la politique des Hohenzollern est reprise avec Hitler par un nouveau « *Drang nach Osten* » (poussée vers l'Est), afin de constituer un grand « *Lebensraum* » (espace vital) germanique.

L'existence conjuguée de points de convergence et de divergence incite à l'adoption d'une réponse médiane à la problématique de la thèse. Une conclusion générale en dégagera les éléments forts pour la récapitulation des arguments et commentaires des intellectuels des années 1930.

---

<sup>853</sup> René CAPITANT, AC 20.10.1935, page 259

Au terme de l'étude, la réponse à la question principale « *Le nazisme est-il le prolongement du prussianisme ou en rupture avec lui ?* » a-t-elle été donnée par les intellectuels français ?

Les sources de recherche paraissaient à l'origine réduites, dès lors qu'elles se limitaient à trois catégories d'intellectuels, mais ce constat s'avérait provisoire. Les juristes ne renseignent-ils pas sur leurs opinions concernant les structures des deux phénomènes prussianisme-nazisme, les philosophes sur l'esprit prussien et l'idéologie nazie, les historiens sur l'évolution historique de l'Allemagne contemporaine, sur les causes et sur les conséquences des événements, ce qui constitue un éventail assez large pour le chercheur. Certains d'entre eux ont donné à la question principale une réponse affirmative, d'autre une réponse négative ou une réponse dubitative.

Cet ouvrage a permis de faire la synthèse de leurs observations et de dégager de l'ensemble des points de convergence et de divergence.

Il apparaît que depuis l'*Aufklärung*, les intellectuels français, partagés entre la fascination du miracle prussien et la diabolisation de la Prusse, ont subi un véritable traumatisme suite à la défaite de 1871 et à la perte de l'Alsace – Lorraine, et que l'état d'esprit hostile à l'Allemagne a perduré, à telle enseigne que Jean Schlumberger écrivait dans le Figaro du 23 novembre 1939, les lignes suivantes : « *Le terme péjoratif prussien n'a pas disparu du vocabulaire. Il y a encore de la Prusse débordée sur la surface du Reich. Qu'Hitler soit né en Autriche ne change rien à ce fait. Le nazisme n'est qu'une monstrueuse dégénérescence d'un certain esprit prussien* ».

Mais ce passage du prussianisme au nazisme n'a pas été fortuit, il a suivi un processus, dont le point de départ est l'unité allemande, considérée par beaucoup de commentateurs comme la responsable de tous les malheurs subis par la France de 1870 à 1940. L'ensemble des documents consultés révèle que le prussianisme n'était pas, dans les années 1930, un sujet démodé et absent de la réflexion des intellectuels français. Lorsqu'il était abordé, ce sujet était exceptionnellement traité dans ses rapports avec le nazisme. Leurs jugements résumés en conclusion concernent les structures de l'Allemagne au fil de son histoire contemporaine, les méthodes de gouvernement, les réformes.

**Sur les méthodes de gouvernement**, Pierre Benaerts, malgré tout, y voit une certaine continuité, lorsqu'il met en parallèle « *la dictature souple d'un Bismarck* » et « *la dictature incohérente de l'Empereur* », les chanceliers comme Caprivi (1890-1894) ou de Hohenhole (1894-1900) ou de Bethman-Holweg (1909-1917) ne sont plus guère que des exécutants de la volonté du Kaiser, partisan d'une politique personnelle. Avec Hitler, l'autoritarisme devient totalitarisme.

Or, le totalitarisme implique une nouvelle méthode de gouvernement, la main mise de l'Etat sur toutes les activités individuelles y compris de la culture, d'où l'importance donnée à la propagande pour mettre en train la Révolution nationale et consolider le régime.

Il s'avère que peu de germanistes et historiens se sont intéressés à la politique culturelle, à laquelle le III<sup>ème</sup> Reich était vivement attaché. Edmond Vermeil s'est penché exceptionnellement entre 1933 et 1940 sur le problème.

## **Points de divergence**

### **Les réformes**

Les réformes adoptées par le régime nazi ont, de l'avis des juristes français, provoqué une véritable révolution dans le domaine juridique. L'objectif des juristes considérés nazis était « *de rendre à l'Allemagne un droit allemand et d'arrêter d'une main de fer les individualismes destructeurs du glorieux empire* ».

L'ancien droit éparpillé en une infinité de coutumes rurales citadines corporatives a séparé le *Volk* du Droit (*Entfremdung Zwischen Volk und Recht*)<sup>854</sup>. Aussi, la tâche du national-socialisme s'est-elle traduite par une réaction contre le contenu du droit influencé par la pensée latine, contre « *la doctrine démo-libérale* » étrangère à la nation pour avoir été importé en Allemagne par le régime de Weimar, et contre le positivisme aboutissement des influences sus-visées. L'historique du droit allemand décrit par Marcel Cot fait ressortir qu'après « *l'Aufklärung et sa théorie de droit naturel valable pour tous les temps et tous les lieux, l'esprit germanique se manifesta par des révoltes, la réforme, 'le Sturm und Drang' et enfin le national socialisme* ».

Marcel Cot cite les réflexions du ministre Frank sur les intentions des dirigeants nazis « *Nous voulons appeler à l'existence ce droit allemand, le construire et le réaliser en ayant les yeux fixés sur les nécessités vitales allemandes et sur les besoins vitaux de*

<sup>854</sup>

Marcel COT « *La conception hitlérienne du Droit* », thèse université de Toulouse 1938, page 125

notre nation et de nos nationaux mais exclusivement dans un esprit allemand et par des hommes allemands »<sup>855</sup>. En fait, il s'agissait de supprimer par la pensée tout droit intermédiaire, et se reporter aux pures origines du droit germanique, où la propriété foncière était inconnue, où le commerce était caractérisé par le formalisme (commun à tous les droits primitifs : exigence de témoins en nombre fixé par la coutume, formules consacrées, etc...), et où le droit pénal n'était pas distinct du droit civil. Il n'était pas question de réintroduire ce droit ancien dans la nouvelle législation nazie, « si les formes que trouve un droit sont liées au temps, c'est l'esprit seul qui survit »<sup>856</sup>.

Le droit étant conçu par les nationaux socialistes comme l'ordre régnant dans la communauté nationale, la loi est essentiellement l'expression d'une volonté et d'une raison organisatrice, ce que C. Schmitt traduit par la formule : « *Das Gesetz ist Plan und Wille des Führers* »<sup>857</sup>.

Le nazisme crée ainsi une pensée juridique nouvelle dès lors qu'il veut que ce soit sur la base de sa « *Weltanschauung* » que se forme l'image du droit pour l'avenir. Cette vision du monde « *déterminera le style de vie, la structure de l'Etat et la norme d'un peuple ou d'une race* »<sup>858</sup>. Cette place centrale qu'occupe ce mythe a permis de qualifier le Reich d'Etat totalitaire, où cette vision doit pénétrer tous les domaines. René Capitant, François Perroux et Henri Mankiewicz se sont penchés sur les caractères et les effets destructeurs de cette conception nationaliste du sens de la vie et du monde<sup>859</sup>.

Sauf erreur, aucun des juristes cités n'a fait le rapprochement entre la « *Weltanschauung* » nazie et la « *Weltpolitik* » de Guillaume II, qui se manifestait en particulier par une expansion remarquable du commerce et par l'exacerbation des impérialismes coloniaux. Expansion économique et expansion coloniale vont de pair, les visées étant dépourvues d'une dimension raciale.

On peut constater que les frontières du droit allemand et de la philosophie sont minces, dès lors qu'on aborde le problème de la doctrine nazie. La remise en cause de la notion d'individu au profit de la notion mystique de communauté concrétisée par le Droit nazi pose la question sur le plan philosophique. Les dirigeants du nouvel ordre en voyaient les rapports étroits de la doctrine avec cette science. **Otto Dietrich**, chef du

<sup>855</sup> Marcel COT, op. cit. page 139, H. Frank « *Die Juden in der Rechtswissenschaft* ». DR oct. 1936, page 393

<sup>856</sup> idem, page 141

<sup>857</sup> idem, page 185

<sup>858</sup> Marcel COT « *La Conception hitlérienne du Droit* », thèse de doctorat université de Toulouse, 1938, page 125

<sup>859</sup> François PERROUX « *Des Mythes hitlériens à l'Europe allemande*, 1940, pages 76-77  
Henri MANKIEWICZ « *Le National-socialisme du sens de la vie et du monde (Weltanschauung)*, Paris, R.Pichon et Durand Auzeas, 1937, page 22



service de presse du parti national-socialiste avait traité ce sujet dans une conférence prononcée le 20 février 1934 consacrée aux « *Fondements philosophiques du national-socialisme* » que René Capitant considérait comme l'un des documents les plus révélateurs du Troisième Reich. Les philosophes français des années 1930 ont abordé l'aspect philosophique du nazisme moins sereinement que les juristes. Dans quelques cas, ils ont été amenés à traiter du dualisme prussianisme–nazisme.

Parmi les maîtres à penser, **Henri Bergson** et **Charles Maurras** ont perçu un rapport étroit entre ces deux phénomènes, en ce sens que l'esprit prussien avait matérialisé l'Allemagne et que les conflits successifs 1870 – 1914 – 1939 ne seraient que « *le déroulement d'une seule grande phrase* » se présentant comme une lutte entre les principes de la force et du droit<sup>860</sup>. L'hitlérisme ne serait que la continuation des régimes antérieurs avec une explication commune, le dressage du peuple allemand pendant des siècles et le caractère prussien fait de brutalité, de raideur et d'automatisme.

Pour **Emile Alain**, il existe un lien entre la défaite de 1918 subie par l'Allemagne impériale et la revanche de 1939<sup>861</sup>.

Quant à **Emmanuel Mounier**, il paraît ne s'attacher qu'à l'image négative du nazisme sans allusion au prussianisme, en soulignant la négation par le nazisme de l'individu au bénéfice de l'Etat.

Parmi les non conformistes des années trente, **Thierry Maulnier** s'en prend aux caractères négatifs du nazisme, tout en lui reconnaissant certaines vertus et se limitant à évoquer le prussianisme porteur de ses valeurs traditionnelles.

Pour ce qui est des universitaires, d'Albert Rivaud à René Maheu, des sociologues de Lucien Levy Brühl à Marcel Mauss, des historiens de Pierre Benaerts à Daniel Guérin, des germanistes de Georges Blondel à Henri Brunschvicg, aucun d'eux ne se différencie dans ses jugements sur le dualisme prussianisme-nazisme. Dans le cas où ils se sont limités à l'étude du deuxième phénomène, ils étaient déterminés par leur héritage et par leur époque. Le prolongement du prussianisme sur le nazisme primait dans leurs jugements. Le nazisme était, selon eux, considéré non seulement comme un péril pour la liberté de l'Allemagne, mais également comme un danger pour la civilisation chrétienne et gréco-latine. Les mots de liberté et de culture n'avaient plus, de part et d'autre du Rhin, le même sens.

---

<sup>860</sup> Henri BERGSON « *Mélanges* », Paris, PUF 1972, pages 1105 - 1106  
<sup>861</sup> Emile ALAIN « *Propos de politique* », 1934, pages 242, 551, 621

**La spécificité du régime nazi et de ses méthodes de gouvernement ne doivent pas occulter les apports extérieurs de deux ordres, résultant de la tradition idéologique d'une part et ceux résultant de la tradition prussienne, d'autre part.**

Par tradition idéologique, il convient de mettre en avant celle empruntée aux théoriciens du racisme, du pangermanisme et aux doctrinaires d'un « socialisme national » et évoquée dans le Reich Wilhelmien au cours des décennies, qui ont précédé la Première Guerre mondiale. C'est sous cette optique que des points communs ont été relevés au cours de l'évolution historique de l'Allemagne. Edmond Vermeil a fourni une explication sur cette évolution. L'Allemagne, après avoir apporté à la civilisation « *des valeurs universelles de religiosité, de pensée, de littérature et de musique* », a provoqué « *un schisme entre le passé et le présent* ». <sup>862</sup>

Alors que les nations occidentales résistant à la révolution industrielle, maintenaient les grandes traditions de leur culture, l'Allemagne a connu un phénomène de rupture, qui peut s'expliquer, selon E. Vermeil, par trois facteurs : la prédominance de l'esprit prussien, le déséquilibre, qu'elle a fait naître dans l'âme de la bourgeoisie allemande et l'absence de dialogue entre le nationalisme des milieux dirigeants et les besoins légitimes du prolétariat ouvrier. Les guerres frédériciennes ont provoqué d'abord en Europe « *la pratique prussienne de la révolution territoriale* ». Parallèlement, des unités nationales se sont ainsi créées de 1740 à 1940, ce qui a engendré le déséquilibre du continent européen. Edmond Vermeil veut détromper les Français de l'idée fausse que le nazisme n'est « *qu'un épisode monstrueux* » sans liens avec l'Histoire allemande. Les données tendent à prouver le contraire.

Dans le domaine des idées, ce germaniste note qu'au long des siècles, une réaction s'est développée en Allemagne contre l'humanisme occidental « *jugé artificiel et contraire aux instincts du peuple allemand 'naturel et originel'* ». Cette opposition s'est poursuivie dans l'Allemagne médiévale, l'Allemagne divisée du Saint Empire, l'Allemagne anarchique du XV<sup>ème</sup> siècle, l'Allemagne de la Réforme.

Dans le domaine de l'espace, on assiste à une « *simplification territoriale* » dans une Allemagne morcelée des traités de Westphalie, suite aux conquêtes frédériciennes et à l'action de la France napoléonienne, « *destructrice des féodalités* ». Avec Bismarck on aboutit à la réduction du nombre des Etats avec la superposition d'un pouvoir central assurant l'hégémonie de la Prusse. Pour leur part, la Petite Allemagne de Bismarck et la

<sup>862</sup>

Edmond VERMEIL « *Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », 1938, pages 327 -

Grande Allemagne à caractère « *fatalement expansif, menaçaient d'être au même titre une Prusse prolongée* »<sup>863</sup>

Selon Edmond Vermeil, « *Le dressage disciplinaire et la mécanisation rationnelle* », dont la population a subi les effets, ont donné ensuite « *libre cours au rêve et à la délivrance de l'homme* ». On peut se demander si, durant cette période de « *dégénérescence maligne* », les deux âmes composant l'Etat prussien depuis Frédéric-Guillaume I, la bonne et la mauvaise Allemagne, clichés maintes fois répétés, n'ont pas permuté, qu'ainsi les valeurs louables, l'amour de la patrie et l'esprit de défense (*Wehrgeist*), émanation d'une prussianité authentique, n'ont pas été évincés par le nationalisme et le militarisme<sup>864</sup>.

Après la disparition de Bismarck en 1890, le nationalisme exacerbé des classes dirigeantes trouvera ses débouchés sous Guillaume II dans le militarisme, dans l'antisémitisme et dans le pangermanisme. La bourgeoisie, le prolétariat leur emboîteront le pas. Avec Hitler, « *l'Allemagne se donnait à l'expression la plus extrême du nationalisme. L'Empire des Hohenzollern commença en secret d'être regretté dans le monde comme une forme de gouvernement modéré et libéral auprès du régime hitlérien* ».

**Jacques Bainville**, poursuivant sa réflexion, comparait l'Unité à un fruit qu'Hitler consommait pour « *aller plus loin que la révolution de 1918 et que l'Assemblée de Weimar* », en supprimant les dernières traces du fédéralisme. Il mettait « *un statthalter prussien jusqu'à Munich et la Bavière protestait encore moins qu'en 1871 lorsqu'elle avait été avalée* »<sup>865</sup>.

Edmond Vermeil y verra ainsi les ingrédients du nazisme, qui commençaient à apparaître à la veille de la Première Guerre mondiale. **Prussianisme et nazisme se rejoignent-ils ainsi, par identité de vues, d'objectifs, de moyens et de résultats ?**

---

<sup>863</sup> Edmond VERMEIL « *Histoire de l'Allemagne contemporaine* », Aubier 1958, pages 27-28-29

<sup>864</sup> Thèse Jean SOLCHANY « *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro* », Strasbourg 1994, pages 93-196, op. cit. Meinecke

<sup>865</sup> Jacques BAINVILLE « *L'Histoire de Deux Peuples* », 1940, pages 250 - 251

### Identité de vues, d'objectifs

Les dirigeants prussiens et nazis partagent le culte du passé qu'ils ne cessent de donner en exemple. La cérémonie de Potsdam du 21 mars 1933 n'avait-elle pas pour triple objectif de concilier les générations, assurer un trait d'union entre elles, étayer le nouveau régime avec les structures et les valeurs prussiennes ? Le rapprochement officiel du maréchal-président et du mouvement hitlérien était interprété par bon nombre d'observateurs français comme « *l'unité de la tendance à l'ordre, à l'esprit militaire, à l'unité nationale, en un mot le retour à l'esprit prussien* ».

L'analyse comparative des politiques étrangères, suivies à l'époque du prussianisme et du nazisme conduit à y voir une certaine continuité. La **Realpolitik**, la **Weltpolitik** et la **Weltanschauung** ont un dénominateur commun plus ou moins avoué, la supériorité de la race germanique sur les races latines et slaves, la mission divine et la soif insatiable de conquête et d'expansion.

### Dans les motivations

**Bismarck** entendait éviter l'isolement de l'Allemagne impériale dans l'Europe continentale. Dans un discours au Reichstag prononcé le 6 février 1888, le Chancelier exposait que le pays était « *plus exposé qu'aucun autre peuple au danger des coalitions* » et que sa situation géographique au centre de l'Europe avec trois fronts d'attaques présentait un réel danger<sup>866</sup>.

**Guillaume II** et **Hitler** se rejoignaient sur le sentiment éprouvé par la population allemande d'être isolé et de subir un encerclement (*Einkreisung*) du fait des puissances étrangères. Parmi les historiens, Pierre Benaerts explique cette conviction de l'encerclement à partir d'éléments divers et de la détérioration extérieure aggravée par une série d'échecs de la diplomatie allemande : le rapprochement de la Russie et de la France à partir de 1890, en 1904 l'Entente cordiale entre la France et l'Angleterre et en 1905 la Triple Entente anglo-franco-russe. Malgré les efforts de l'Allemagne pour faire éclater la Triple Entente à la faveur des affaires marocaines, « *le Reich avait perdu ses chances* » « *Cet affaiblissement politique fait naître chez les Allemands l'idée de l'encerclement, qui pousse à l'augmentation sans limites des*

*armements terrestres et navals, lesquels appellent en riposte naturelle l'accroissement des forces russes, françaises et anglaises »*<sup>867</sup>.

Pour répondre à cet encerclement, Hitler procédait à la remilitarisation de la Rhénanie en 1936 à l'image de Guillaume II, qui opérait le coup de Tanger en 1905, après avoir déclaré : « *Il y a des conversations qui se tiennent sans nous, on nous tient à l'écart, on veut nous encercler. Eh bien, nous briserons ce cercle* ».

Sur la politique à adopter pour sortir de l'isolement et de l'encerclement, Bismarck, Guillaume II et Hitler différaient.

Le chancelier de fer exclut toute entreprise d'expansion. Défenseur du *statu quo* face à la France, l'Autriche, la Hongrie et la Russie, il a pour objectif de contrôler les affaires européennes et d'isoler la France. Il va soit se les allier, soit les affronter sur le théâtre des Balkans et du Sud-Est européen. Il estime que si le Reich cherche à s'élargir encore, il risque de ruiner son unité.

Mais au fond de lui-même, Bismarck est profondément nationaliste mais non pangermaniste, comme **Charles Andler** le soutenait. L'annexion de l'Alsace Lorraine suite au Traité de Francfort était pour Bismarck lui-même justifié par la perspective d'une autre guerre. Comme l'écrivait le roi Guillaume (1797 – 1888) à l'impératrice Eugénie « *il fallait enlever une base de départ à la France et la donner à l'Allemagne* ». Sous la pression des militaires, il tenait ainsi à constituer un glacis sur la face ouest de l'Allemagne impériale et à se lancer dans l'aventure coloniale, élément très secondaire de sa politique.

Il a atteint le **premier objectif** au Traité de Francfort par l'annexion à l'Allemagne de l'Alsace Lorraine. La Realpolitik triomphait à cette occasion. « Les anciens territoires du Reich occidental » profondément liés à la culture germanique étaient ainsi récupérés.

**Sur le deuxième point**, Bismarck, bien que n'était pas très convaincu d'étendre le champ d'expansion de l'Allemagne, voyait la politique coloniale en fonction de la situation en Europe et celle qui le guidait sur le plan colonial. La priorité de Bismarck restait donc l'Europe continentale.

**Avec le départ de Bismarck en 1890**, les historiens français constatent chez Guillaume II un changement d'orientation dû à plusieurs facteurs : la vitalité démographique du Reich, le dynamisme économique de l'Allemagne face à sa concurrente la Grande Bretagne. Sur un fond d'impérialisme, l'Allemagne entend

<sup>867</sup>

Jean DOISE, Maurice VAISSE, *Diplomatie et outil militaire*, Paris 1987, page 19

s'ouvrir sur le monde sur terre et sur mer, « **die Weltpolitik** », conception qui rejoint en un certain sens la politique coloniale entreprise, malgré lui, par Bismarck.

L'ambition d'une *Grande Allemagne* prend le pas sur celle d'une « Petite Allemagne », dont certains détracteurs de Bismarck lui faisaient grief. Cette idée de la Grande Allemagne animait déjà les constituants de Francfort de 1848. Elle n'avait pas encore avec Guillaume II la signification donnée par les pangermanistes et par Hitler pour une Allemagne qui s'incorpore l'Autriche.

**Mais cette ambition était-elle réalisable ?** L'historien **Pierre Benaerts** estime qu'après la disparition de Bismarck sur le plan politique, le système était fragilisé et que l'Allemagne de Guillaume II manqua ainsi ses buts diplomatiques, dès lors qu'elle provoqua la coalition des autres puissances<sup>868</sup>.

Certes Pierre Gaxotte observe que, sous le règne du Kaiser « *en dépit des revues, des uniformes impériaux fracassantes sur la poudre sèche et l'épée aiguisée, l'Allemagne demeure en paix avec le monde pendant vingt six ans, paix armée, paix orageuse, paix onéreuse, mais paix* » (sic)<sup>869</sup>.

C'est ainsi que **Pierre Benaerts** note que l'Allemagne impériale était ainsi tentée de mettre son espoir dans ses forces armées et recourir à la force dès la première occasion.

Après la défaite de 1918, autre question, est-ce que les gouvernants de Weimar adopteront une politique différente. **Pierre Gaxotte** souligne qu'une continuité de l'impérialisme allemand se manifeste de Guillaume II à Hitler en passant par Stresemann ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar. Prussianisme et nazisme se rejoignent dans le domaine de la politique extérieure.

Stresemann n'écrivait-il pas le 7 septembre 1925 au Kronprinz, fils aîné du Kaiser, pour lui faire connaître ses ambitions, à savoir :

Le règlement de la question rhénane dans un sens tolérable pour l'Allemagne et le maintien de la paix, sans quoi l'Allemagne ne pourra recouvrer ses forces, La protection de 10 à 12 millions d'allemands vivant maintenant sous le joug de l'étranger, La rectification des frontières orientales et la reprise de Dantzig et du corridor polonais ainsi que la modification du tracé frontalier de la Haute-Silésie. A plus longue échéance, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, sont les objectifs hitlériens à long terme.

---

<sup>868</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », 1939, page 123 - 124

<sup>869</sup> Pierre GAXOTTE « *Histoire de l'Allemagne* », Flammarion, 1937, pages 325-629, op. cit. 648

**De l'avis de Pierre Gaxotte**, l'arrière pensée de Stresemann était de reconstituer l'Allemagne à partir de la Prusse. Le contenu de son message était à rapprocher des revendications du programme nazi, proclamé le 24 février 1920.

**Une question se pose** dans le cadre du dualisme prussien nazisme, **est-ce qu'Hitler a suivi la voie tracée par ses prédécesseurs ?**

Le Chancelier von Bülow réclamait pour l'Allemagne « **une place au soleil** ». La politique hitlérienne recherchait, pour sa part, un espace vital (*Lebensraum*). Mais Hitler prétendait « avoir fait une croix sur la politique extérieure » que l'Allemagne pratiquait avant la guerre : dès lors qu'il entendait « arrêter l'éternelle poussée des Germains vers le Sud et l'Ouest de l'Europe et porter son regard vers les pays de l'Est »<sup>870</sup>.

Si l'on s'attache aux déclarations d'Hitler, constate-t-on une rupture avec le système diplomatique antérieur ?

**Edmond Vermeil** répond à cette question en citant Hitler dans le quatrième chapitre de *Mein Kampf*. Une critique sévère sur la diplomatie du second Reich y figure<sup>871</sup>. Le problème à résoudre était la situation démographique de l'Allemagne compte tenu de l'accroissement de la population « *qui augmentait chaque année de 900.000 âmes* ».

Trois stratégies s'offraient aux chefs de l'Empire : la restriction des naissances système adopté en France, ce qui contribuerait à conserver les plus faibles et à affaiblir la race, solution qui devait être écartée. Une deuxième solution était envisageable, l'augmentation de la production agricole de l'Allemagne par « *la colonisation intérieure* » accroissant les besoins avec un danger à long terme de la famine. De ce fait, les races qui n'auront pas la force de s'approprier des terres inutilisées ou mal exploitées seront condamnées. La recherche de « *l'espace vital* » y est sous-entendue et l'avenir de la Nation ne peut donc se concevoir sans l'acquisition de nouveaux territoires soit en Europe ou hors d'Europe.

Le tort du régime impérial est d'avoir choisi la mauvaise voie par la pratique d'une politique d'expansion commerciale et coloniale au lieu d'envisager une expansion sur le continent « *afin d'y pousser chaque année les millions d'habitants en surnombre* ». La politique la plus favorable, selon Hitler, était de rechercher l'acquisition de territoires en Europe, voie déjà tracée par les chevaliers de l'Ordre

<sup>870</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », Aubier 1958, pages 360-361, op. cit.  
<sup>871</sup> Edmond VERMEIL « L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », Paris 1937 ? Pages 37 - 38

Teutonique dans leur pénétration vers l'Est (*Drang nach osten*), afin que « *l'épée allemande assurât la glèbe à la charrue allemande et donnât ainsi à la Nation son pain quotidien* ». Un tel objectif impliquait pour sa réussite une alliance avec l'Angleterre et pour le Reich une renonciation aux colonies et à la puissance maritime. Cette politique devait échouer « *par la faute des juifs* » pour aboutir à la guerre mondiale où l'Allemagne se retrouva « *abandonnée de tous, sauf des Habsbourg, fléau héréditaire* »<sup>872</sup>.

Le programme d'expansion pensé par Hitler devait provoquer des critiques sévères d'un des spécialistes français **René Lauret**, lequel ne pouvait évidemment envisager les solutions radicales que le Reich utilisa contre ces pays et ces peuples, se plaçant dans le cadre du raisonnement hitlérien, en remarquait son absurdité. Il se trouve que les provinces russes convoitées comme l'Ukraine et la Russie blanche, les plus proches du Reich, sont les plus peuplées et que d'autre part la Pologne et la Russie comptent plus de cultivateurs sur un kilomètre carré de territoire que l'ensemble de l'Allemagne<sup>873</sup>.

De tels arguments ne pouvaient aller qu'à l'encontre du mythe nazi. La critique hitlérienne du second Reich annonçait déjà les vues d'avenir des nazis.

Un débat s'est alors institué sur la continuité ou la discontinuité de la politique hitlérienne à l'égard de la politique impériale. Les intellectuels français dans leur majorité ont retenu deux années charnières, 1933 et 1938, tant dans le domaine de la politique intérieure du IIIème Reich que dans le domaine de la politique extérieure. L'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir a été considéré comme un retour « *des vieux démons prussiens* ».

Un journaliste, Philippe Barres, traduisait cet état d'esprit partagé par ses pairs, par ces quelques lignes : « *Peu à peu, à mesure que s'usaient comme un vernis mince les gouvernements républicains de Weimar, les vaincus ressortaient de leurs trous* » et en tirait des conclusions sans ambiguïté, « *Les prétendues charges exagérées, la prétendue pauvreté de la nation allemande ne sont que des armes entre les mains des Junkers, qui ont recommencé à mener l'Allemagne* »<sup>874</sup>.

L'Allemagne de 1938 apportait un sérieux démenti à de telles allégations, qu'il convenait de relativiser. Georges Bidault décrivait un tableau sombre de l'Allemagne gouverné par Hitler, qualifié « *de croquemitaine de Berlin, catholiques, juifs et tous les*

<sup>872</sup> Edmond VERMEIL « *Les doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande* », 1938, page 344

<sup>873</sup> Edmond VERMEIL « *l'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe* », page 38, op.cit. *Mein Kampf* page 691

<sup>874</sup> Philippe BARRES « *L'Aube du 4 janvier 1938* »



*généraux prussiens n'y sont assurés de rien. La Rhénanie a été remilitarisée, une armée formidable de théoriciens déments menace la paix du monde »*<sup>875</sup>.

Les intellectuels percevaient à tort une certaine continuité dans la politique intérieure du Reich, mais discernaient progressivement une rupture entre le passé et le présent de l'Allemagne. Quant à la diplomatie du III<sup>ème</sup> Reich, elle se limitait selon certains observateurs français à ces deux dates 1933 et 1938, correspondant à la phase modérée et violente du nazisme, la première se rattachant à l'héritage des décennies précédentes, et la seconde à la prise en mains par Hitler de la politique étrangère du Reich. Le mémoire du Secrétaire d'Etat **Von Bülow** à Von Neurath, ministre des Affaires étrangères (juin 1932 à février 1938) envisageait la réalisation d'objectifs semblables à ceux des impérialistes wilhelminiens, en vue de l'acquisition de colonies, pour satisfaire les problèmes en matières premières, et résoudre les problèmes de la surpopulation.

Si on ne peut contester l'importance de l'année 1933, date de l'arrivée au pouvoir du nazisme, on peut discuter sur les années cruciales dans le calendrier de l'ère hitlérienne, l'année 1936 déterminante par la réoccupation de la rive gauche du Rhin, malgré les objections de l'Etat-major et d'autre part par la mission donnée avec le plan quadriennal à l'économie de servir d'instrument à une politique visant à préparer l'Allemagne à la guerre. La politique intérieure de l'Allemagne se trouve dès lors subordonnée à des motifs extérieurs. Goebbels proclame ainsi le primat de la politique extérieure.

Edmond Vermeil partage cet avis sur l'importance de l'année 1936. Il écrit : *« Une fois la Sarre incorporée au Reich, l'armée reconstituée, la Rhénanie réoccupée et déchirés les articles moraux du Traité de Versailles, l'Allemagne présente ou laisse entrevoir des revendications nouvelles, qui ne se bornent pas à Dantzig et Memel »*<sup>876</sup>.

Selon Pierre Benaerts, 1938 serait aussi une date essentielle dans l'histoire du III<sup>ème</sup> Reich, pour correspondre *« au début de la politique intensive vis-à-vis de l'extérieur et à l'unification de toutes les armées sous le contrôle du national-socialisme »*. Il apparaît que chaque étape conserve sa valeur, en fonction de son domaine.

Le départ de l'Allemagne de la Société des Nations, l'accord avec la Pologne et les problèmes avec l'U.R.S.S. devaient conduire à des initiatives nouvelles. L'opinion publique française observée par Henri Lichtenberger, qui ne fait que traduire celle de

<sup>875</sup>

Georges BIDAULT « *L'Aube du 8 février 1938* »

<sup>876</sup>

Pierre BENAERTS « *L'Unité allemande* », 1939, page 204

nombreux commentateurs et notamment d'intellectuels, « *est très préoccupée par une série d'incidents frontaliers en Alsace, et surtout en Autriche qui semble indiquer que l'hitlérisme manifeste une tendance à déborder le front du Reich et à préparer les voies du pangermanisme politique qui pourrait devenir inquiétant* »<sup>877</sup>

Stratégie de paix et de guerre précédée d'incidents d'agressivité devaient ensuite se succéder jusqu'au printemps 1939.

**Jacques Bardoux et Henri Bergson** observaient, pour leur part, dans les rapports franco-allemands une succession de conflits entre 1870 et 1939, dont les maillons étaient constitués par Guillaume 1<sup>er</sup> à l'ombre de Bismarck, Guillaume II et Hitler. Ces intellectuels n'étaient pas les seuls à le penser.

Prussianisme et nazisme se rejoignaient dans le rejet de la France.

**Bismarck** dans son discours du 6 février 1888 ne rappelait-il pas que « *Dieu a placé à notre côté la nation la plus belliqueuse et la plus agitée, la France* ». Aussi, la *Realpolitik* de Bismarck tendait notamment à l'isolement de la France au sein de l'Europe<sup>878</sup>.

**Hitler**, pour sa part, ne tient pas d'autre discours sur le sort de la France. « *C'est uniquement en France qu'il y a aujourd'hui plus que jamais accord intime entre les fins que poursuit la Bourse et les désirs d'une politique nationale, qu'inspire le chauvinisme. Or, cette identité de vues constitue précisément un danger pour l'Allemagne. Et voici la raison pour laquelle la France est et reste l'ennemi de beaucoup, la plus redoutable de tous* »<sup>879</sup>.

---

<sup>877</sup> Henri LICHTENBERGER « Les répercussions internationales de l'Hitlérisme », page 604

<sup>878</sup> Charles ANDLER « les origines du pangermanisme », 1915, page 188, op. cit.

<sup>879</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », 1958, page 361, op. cit.

Edmond VERMEIL et Pierre GEROME « L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », 1937, page 76

## Identité de moyens

**S'il y a identité entre le prussianisme et le nazisme dans le domaine des idées, y a-t'il identité de moyens entre les deux phénomènes ?**

On sait notamment par Christian Baechler que Guillaume II soignait son image par de nombreuses manifestations : cérémonies, serments de recrues militaires, dédicaces de couleur de régiment, revues, parades, entrées solennelles, inaugurations ainsi que par maints voyages maritimes et à l'étranger<sup>880</sup>. Cette politique de prestige n'a rien à envier aux grandes liturgies des défilés de la Wehrmacht, des congrès du Parti nazi mais aussi de réunion locales, qui ont fasciné certains intellectuels français des années 1930. Mais la particularité de la politique hitlérienne réside dans l'utilisation d'un moyen inédit dont Goebbels était le grand maître en sa qualité de ministre de la propagande et de l'action populaire (*Volksaufklärung* notamment, *illumination du peuple*). Les moyens de communication de masse, ce ne sont pas seulement les réunions publiques mais aussi tous les médias<sup>881</sup>, destinés à « échauffer » les esprits pour l'idée à propager. Comme l'écrit Robert d'Harcourt « *Délibérément on crée ainsi d'une nation entière une psychologie collective ; tôt ou tard une atmosphère générale d'insoutenable tension rend inévitable une déflagration, une décharge qui sera en même temps une détente* »<sup>882</sup>.

Certains intellectuels français des années 1930 ont tendance à aligner le prussianisme sur le nazisme quant aux moyens utilisés tant en politique intérieure qu'en politique extérieure.

Les données de l'Histoire présentent Bismarck sous deux aspects maniant tantôt une main de fer, tantôt un gant de velours. Il s'avère que *la pratique du gant de velours* n'est pas absente de son action. Jacques Bainville écrivait « *il faudrait un volume pour écrire l'histoire des intrigues et des tractations utilisées par le Chancelier de fer pour faire triompher en Allemagne le courant unitaire. « Quelles ruses, quelles flatteries et quelles menaces ne dut-il pas employer pour amener les princes à faire le sacrifice d'une partie de leur souveraineté »* »<sup>883</sup>.

---

<sup>880</sup> Christian BAECHLER « Guillaume II d'Allemagne », Fayard 2003, page 149

<sup>881</sup> Edmond VERMEIL « Les doctrines de la Révolution Conservatrice allemande », 1938, pages 328 et suivantes

<sup>882</sup> Robert d'HARCOURT « Le Crépuscule des Idées », Revue des Deux Mondes, août 1934, page 538

<sup>883</sup> Jacques BAINVILLE « Bismarck et la France », La Gazette de France, 1907, page 330

Les vingt années partant de la fondation du Reich à la démission de Bismarck revêtent le caractère d'une série de luttes entre puissances adverses -Parlement et Gouvernement- pour la domination intérieure.

Bismarck, face à trois grandes forces, le libéralisme bourgeois, le centre catholique, le socialisme, a cherché à les intégrer dans le Reich uni ou à les vaincre.

Edmond Vermeil expose que le chancelier de fer a étayé sa construction grâce à une série de compromis de 1871 à 1890 sur les plans confessionnel, social ou économique. Dans son effort pour imposer l'hégémonie prussienne à une Allemagne hétérogène composée de vingt cinq Etats. Bismarck combine « *monarchie et parlementarisme, luthéranisme et catholicisme, ambitions patronales et revendications ouvrières, élan industriel et défense agricole. C'est par une série de compromis qu'il compose l'agrégat d'Etats, qui fut l'Empire de Guillaume I et de Guillaume II* »<sup>884</sup>.

Or, il s'avère, d'après Edmond Vermeil, que le régime hitlérien semble avoir été pour chacun de ces compromis « *l'occasion d'une sorte d'éclipse momentanée ou la cause d'une interruption plus ou moins apparentée, par suite de la rigoureuse synchronisation, à laquelle le Troisième Reich avait soumis la nation entière* ».<sup>885</sup>

Le régime hitlérien à caractère totalitaire se caractérisait ainsi par une volonté de tout régir par le principe du chef, une idéologie exclusive et une identité entre gouvernants et gouvernés.

Robert Redslob, parmi les juristes cités, a mis l'accent sur l'importance des traités dans les rapports internationaux d'Etat à Etat fondés sur la volonté concordante des parties.

On peut observer que de Frédéric II à Hitler, des manquements graves ont été commis dans l'application des traités. Jacques Bainville a relevé la répétition de tels actes au cours de l'Histoire moderne et contemporaine : 1740 avec l'invasion de la Silésie par Frédéric II, 1870 avec l'attaque prussienne contre la France et 1914, avec la violation de la neutralité belge, la Première Guerre mondiale. Cet historien rapproche ainsi la protestation élevée par Marie-Thérèse d'Autriche et l'appel du roi des Belges aux puissances européennes pour affronter « *le brigandage prussien* »<sup>886</sup>.

L'irrespect des traités par Frédéric II est observé chez Bismarck et chez Bethmann-Holweg, qui les considéraient comme « *des chiffons de papier* » et se retrouve chez Hitler dans deux de ses discours, celui du 7 mars 1936, où il met

---

<sup>884</sup> Edmond VERMEIL « Histoire de l'Allemagne contemporaine », 1925-1953, pages 325-326

<sup>885</sup> Edmond VERMEIL « L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe », 1937, page 8

<sup>886</sup> Jacques BAINVILLE « L'Histoire des Deux peuples », 1940, pages 218 - 219

violemment en cause le Traité de Versailles, lequel « *partage le monde en vaincus n'ayant aucun droit et en vainqueurs ayant seuls des droits* », et le discours de Francfort du 16 mars 1936. Hitler ne déclarait-il pas que « *tout traité, qui a ses origines de violence, de menace, par contrainte ne saurait historiquement durer au-delà d'un certain temps ?* ». Le Führer justifiait la violation des traités écrits en invoquant « *le droit à la vie du peuple allemand* »<sup>887</sup>.

De Bismarck à Hitler en passant par Guillaume II, l'apologie de la guerre et de la violence, le culte de la force sont prônés. Le même instrument : l'armée, quel que soit le régime, a été, depuis Frédéric Guillaume I son créateur, Frédéric II son successeur, l'outil de conquête et d'expansion de la Prusse.

Mais cette affirmation doit être tempérée quant à Bismarck. « *Sa mission, écrivait Charles Andler, était d'abord de la défendre, ensuite de l'agrandir* ». Pour la défendre, le chancelier de fer eut à lutter contre la désagrégation révolutionnaire au Parlement prussien en 1848 et ensuite contre les empiètements de l'Autriche au Bundestag de Francfort (1852 – 1859). Il fit preuve de prudence, par l'abstention prussienne durant les guerres de Crimée et d'Italie. Devenu ministre-président, il s'employa « *à guérir par le fer et par le feu l'infirmité, qu'il discernait dans la Constitution de l'Allemagne* ».

En matière de politique extérieure, il eut le mérite de recourir à la méthode progressive et d'attendre « *l'instant favorable* », une fois qu'il avait réuni « *en faisceau les forces prussiennes* ». Cette stratégie a permis à Bismarck d'élargir la Prusse par la conquête « *de glaciis* » en 1864 Kiel et le Sleswig-Holstein, en 1866 le Hanovre et la Hesse, 1871 l'Alsace-Lorraine.

Bismarck déclarait « *l'Allemagne saturée, mais il la déclarait menacée aussi* ».<sup>888</sup> Méthode progressive et méthode agressive alternaient dans un même contexte.

*La méthode brutale* paraît avoir été utilisée par Bismarck à plusieurs reprises. Pierre Renouvin fait référence à deux incidents. En 1871, durant l'occupation du territoire français par des troupes allemandes, deux Allemands sont assassinés par des Français. Suite à l'acquittement des meurtriers par la Cour d'Assises française, Bismarck menace de saisir des otages. Dans un rapport adressé à Guillaume I en novembre 1871, le Chancelier de fer expose « *Il ne s'agit pas de la sécurité de nos troupes. Il s'agit de donner à la France un avertissement salutaire. Plus le régime de*

---

<sup>887</sup> Edmond VERMEIL « *L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe* », 1937, pages 46 - 47  
<sup>888</sup> Charles ANDLER « *Les Origines du Pangermanisme* », page 166

*l'occupation sera rigoureux, plus il sera pénible aux populations, plus il entraînera d'incidents et plus le gouvernement français aura hâte de payer ».*<sup>889</sup>

Une indemnité révue par le Traité de Francfort étant à la charge de la France, Bismarck entendait en précipiter le paiement.

**Pierre Renouvin** cite un deuxième exemple d'agressivité de Bismarck. En décembre 1872, dans une lettre au Comte d'Arnim, Haut-commissaire allemand dans les territoires de la France occupée, le Chancelier de fer écrit « *Nous avons besoin que la France nous laisse tranquille. Nous avons besoin d'empêcher la France de trouver des alliés, si elle ne veut pas rester en paix. Tant qu'elle n'aura pas d'alliés, la France ne sera pas dangereuse pour nous* »<sup>839</sup>.

Ce double exemple d'agressivité se situe certes dans le contexte de l'occupation allemande de départements français mais il traduit un climat tensionnel, où l'Allemagne craint l'esprit revanchard français. Guillaume II, pour sa part, précisait dans un discours en 1900 que « *des événements décisifs* » ne devront plus se dérouler dans le monde sans une intervention de l'Allemagne « *qui n'est plus disposée à se laisser mettre de côté* ». Dans cet état d'esprit, l'Allemagne, mécontente des accords d'Algesiras du 7 avril 1906 sur le statut du Maroc, envoie à Agadir en juillet 1911 une canonnière « *Panther* » pour protéger les intérêts de ses nationaux. Lors d'un entretien entre le ministre allemand Kiderlen-Waechter et Jules Cambon, ambassadeur de France, celui-ci protestait sur la méthode allemande d'intimidation et sur la brutalité du procédé<sup>890</sup>.

En demandant le renforcement des armements navals, le Kaiser a appris durant sa méditation à Gethsémani que « *tant qu'il y a un péché dans le monde, la guerre sera la règle (das Gesetz) entre les peuples comme entre les hommes* »<sup>891</sup>.

Il apparaît qu'avec le nazisme, la guerre est une nécessité afin de réaliser l'agrandissement de territoire proclamé indispensable. Le culte de la force est ainsi enseigné auprès de la jeunesse allemande, qui doit prendre conscience de l'existence d'un monde menaçant qui entoure l'Allemagne. **Robert d'Harcourt** invoque ainsi l'exhortation de Goebbels s'adressant à cette jeunesse « *c'est avec des canons et non avec du beurre* » qu'il aurait à défendre son sol. C'est ainsi qu'on applique et qu'on entretient à l'égard de cette jeunesse « *toute une pédagogie systématiquement conduite et appuyée sur mille moyens d'action avec un seul idéal la religion de l'Allemagne* »<sup>892</sup>.

<sup>889</sup> Pierre RENOUVIN « Cours d'Histoire diplomatique », 1870 – 1914, novembre 1931 – avril 1932, page 27

<sup>890</sup> Pierre RENOUVIN « Cours d'Histoire diplomatique 1870/1914 », novembre 1931 – avril 1932, page 418

<sup>891</sup> Charles ANDLER « Le pangermanisme sous Guillaume II », page 95

<sup>892</sup> Robert d'HARCOURT « L'Évangile de la Force », 1936, page 43

L'auteur de *L'Evangile de la Force* cite par ailleurs plusieurs exemples du culte de la force et de la guerre. Se penchant sur l'organe des S.S., *der Schwarze Korps*, revue dirigée par Himmler, largement répandue pour être tirée à 500.000 exemplaires et devant être obligatoirement lue par tous les fonctionnaires<sup>893</sup>, Robert d'Harcourt, analysant les livres destinés aux enfants, dévoilait leur culte sauvage de la guerre et leur simplisme barbare et décrivait l'iconographie de ces feuilles, où l'on pouvait y voir « *le jeune guerrier hitlérien d'une beauté d'archange et dans l'attitude de l'héroïsme, la flamme aux yeux, le jugulaire au menton* ». Dans la partie de droite de la même page, *un pensionnaire de camp de concentration, une grimace bestiale et errante sur les lèvres sous le calot du bagnard. L'ange et le réprouvé* »<sup>894</sup>.

Autre exemple donné par une donnée statistique<sup>895</sup> « *sur soixante-quatorze titres de lectures recommandées, le lecteur peut trouver dans les seuls numéros de décembre et janvier 1935 de la revue hitlérienne 'Der S.A. Mann', trente sept titres se référant à la guerre*. Toute cette pédagogie doit préparer au combat tout Allemand, pour lequel l'objectif tracé dans *Mein Kampf* par Hitler est des plus clairs « *Il ne saurait faire question pour personne que même le rétablissement des frontières de 1914 ne pourrait être atteint sans verser de nouveau du sang* », « *à plus forte raison, ajoute Edmond Vermeil, les conquêtes rêvées par Hitler* »<sup>896</sup>

Il apparaît qu'avec le nazisme, Hitler tenait les mêmes propos.

Selon Hermann Rauschning, ancien chef national-socialiste du gouvernement de Dantzig avant son annexion au Reich –en 1939-, Hitler aurait déclaré « *les Français ne veulent plus rien savoir de la guerre et de la grandeur, mais moi, je veux la guerre et tous les moyens me sont bons ... Ce que je veux, c'est l'anéantir (la France) par tous les moyens. La guerre sera ce que je veux qu'elle soit, la guerre, c'est moi* ».<sup>897</sup>

L'utilisation de la force par les gouvernants de Bismarck à Hitler était d'ailleurs illustrée par la réflexion du général allemand Von Bernhardi (1849 – 1930), célèbre théoricien du pangermanisme qui, dans son ouvrage *Deutschland und der nächste Krieg* (l'Allemagne et la prochaine guerre), écrivait « *le Reich ne peut atteindre son rang de puissance mondiale que par la politique de la force brutale* ». Clausewitz

<sup>893</sup> Jacques PREVOTAT « *Revue d'Allemagne* », tome 19, n° 4, octobre-décembre 1987, page 411

<sup>894</sup> Robert d'HARCOURT « *Le crépuscule des Idées* », *Revue des Deux Mondes*, août 1934, pages 653-66 ; *La psychologie hitlérienne*, id 15 avril 1936, pages 771-84

<sup>895</sup> IBID « *L'Evangile de la Force* », page 245

<sup>896</sup> Edmond VERMEIL « *L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe* », 1937, page 39

<sup>897</sup> Hermann RAUSCHNING « *Hitler m'a dit* », *Coopération*, Paris, 1939, traduit par Albert Lehman, page 27

surabondait en affirmant que la guerre n'était pas seulement une nécessité biologique mais aussi dans certains cas « *une obligation morale et comme telle, un facteur indispensable à la civilisation* »<sup>898</sup>. La réflexion de Clausewitz n'est pas propre à son époque. En décembre 1935, un bulletin circulait dans le monde des officiers « *Die deutsche Wehr* » suivi d'un paragraphe significatif « *la guerre est la seule passion de l'homme nouveau, sa seule joie, son seul plaisir, son vice et son sport, une vraie possession (eine Wahre Bessessenheit)* ».<sup>899</sup>

Les historiens ont donné de multiples exemples de force depuis les actes frédériciens jusqu'aux actes bismarckiens et aux agressions hitlériennes. Le germaniste d'Harcourt en a condamné les méthodes, les juristes de René Redslob à René Cassin ont rappelé les manquements graves et répétés par les régimes successifs de l'Allemagne aux règles fondamentales du « Droit des gens ». Ces mêmes historiens ont condamné l'armée allemande qui, quel que soit le système politique, a été l'instrument de conquête et d'expansion de l'Allemagne.

L'assimilation du soldat nazi et du soldat prussien, en tant qu'exécutant des ambitions de leurs maîtres, s'est ainsi ancré dans l'esprit tant des intellectuels français que dans l'opinion publique au travers de la presse de 1933 à 1940.

Quant à l'appel aux armes par l'Allemagne hitlérienne, il était tourné en dérision par l'un de nos intellectuels, en l'occurrence par André Gide à l'écoute d'un discours d'Hitler à Nuremberg le 13 septembre 1938.

« *L'appel aux armes permet une facile éloquence et l'on entraîne les hommes au combat, et l'on chauffe leurs passions plus aisément qu'on ne les tempère, ne les invite aux travaux patients de la paix. La flatterie vient de ceci : que l'affirmation de la force contient ne permission d'être sot.* »<sup>900</sup>

---

<sup>898</sup> Pierre GAXOTTE « *Histoire de l'Allemagne* », 1937, pages 325-528  
<sup>899</sup> Robert D'HARCOURT « *L'Evangile de la force* »  
<sup>900</sup> André GIDE « *Journal* » 1939, La Pléiade, page 1319



## Les résultats et les perspectives

### Sous leur aspect positif

L'objectivité conduit les intellectuels français des années 1930 à admettre certains succès du nazisme, en matière sociale notamment pour la réduction du chômage. Quel est leur regard global ? Il n'est pas discuté ainsi que le nazisme a recueilli dans l'héritage prussien les notions d'ordre et de discipline.

Le juriste **René Capitant** élève une mise en garde contre une appréciation hâtive du problème allemand, en écrivant « *La force de l'Allemagne dépend en définitive de la vigueur et de la santé des Allemands. Ainsi s'explique que, dans certains cas et dans certains domaines, un Etat aussi ... étranger à la personne humaine ... puisse aboutir à réaliser une situation plus favorable à l'individu que ceux qui s'assignent directement cette fin* ».<sup>901</sup>

Le sociologue **Raymond Aron** est plus précis en évoquant « *le point le plus délicat, la politique du chômage, je ne veux pas dire que tout soit parfait dans les procédés employés par les régimes totalitaires, mais il serait intéressant d'analyser, de plus près, quels procédés des totalitaires pourraient être empruntés par les démocrates* »<sup>902</sup>, le recours notamment aux grands travaux.

Le germaniste **Robert d'Harcourt**, abordant le même problème, en août 1934, reconnaît certains mérites au régime du fait que « *le Führer a accompli le tour de force de faire vivre un peuple pendant une année dans une psychose collective* ». Robert d'Harcourt n'en est pas dupe devant « *ces réussites de façade, ces succès de papier, tout est sacrifié, ajoute t'il, à la réclame et à la propagande. Pendant qu'on soigne le décor, l'intérieur de la maison allemande va en se délabrant toujours devant* »<sup>903</sup>. La même métaphore a été utilisée par l'historien Pierre Benaerts lorsqu'il écrit que « *cette construction ne semble tenir que par l'autorité qui l'a créé, elle reste sinon entière du moins certaines parties à la merci d'un accident, d'un crime, d'une guerre, d'une révolte* »<sup>904</sup>. Une telle réflexion souligne à la fois la force et la fragilité de tout régime totalitaire, hitlérien en l'espèce. Tous les régimes politiques reposent sur des croyances.

<sup>901</sup> René CAPITANT « *L'Allemagne contemporaine* », 20 mai 1936

<sup>902</sup> Raymond ARON, *Communication à la Société française de philosophie du 17 juin 1939, Bulletin juin 1939, page 53*

<sup>903</sup> Robert D'HARCOURT « *Le Crépuscule des Idées* », *Revue des Deux Mondes*, août 1934, pages 753-758

<sup>904</sup> Pierre BENAERTS « *L'Unité Allemande* », 1939, page 218

Alors que la monarchie prussienne était bâtie sur le mythe du droit divin et que la démocratie possède son idée-force mythique : le dogme de la souveraineté nationale, la théorie des *Führung* reste la base idéologique du nazisme avec toute sa fragilité.<sup>905</sup>

### Sous leur aspect négatif

Le philosophe **Albert Rivaud** en fait la synthèse et même le procès à l'égard du peuple allemand « *détaché de toute croyance religieuse et morale, sans autre loi qu'une obéissance aveugle à ses chefs, une nation devenue matérialiste, indifférente à tout sauf au rendement* », ainsi qu'à ses dirigeants dont l'ambition est de partir « *à la conquête de l'Europe, à l'invasion militaire ou pacifique de tous les pays qui avoisinent l'Allemagne* ». Face à ce danger, « *la civilisation chrétienne et libre doit survivre ou alors 'la barbarie savante' est appelée à triompher par l'incapacité et l'irrésolution de ses adversaires* »<sup>906</sup>.

Le germaniste **Edmond Vermeil**, en définissant le régime hitlérien d'une manière globale, traduit en ces lignes l'opinion de la quasi-unanimité des intellectuels français cités « *Le III<sup>ème</sup> Reich est un régime de puissance savamment construit et prévu tout d'abord avec une perfidie et un machiavélisme extraordinaire et financé totalement par la ploutocratie allemande, qui évidemment n'est pas tout à fait comme la nôtre, qui est plus corporative et qui a su s'insérer ou s'intégrer au régime* »<sup>907</sup>. Il est en effet établi que le monde de la grande industrie ne s'est pas contenté de manifester sa volonté de coopérer avec le gouvernement hitlérien, mais aurait effectivement apporté son aide financière<sup>908</sup>.

Il n'est pas inintéressant de connaître le regard critique d'un intellectuel français. Drieu La Rochelle, connu pour son soutien inconditionnel au régime nazi, ne ménage pas ses critiques. Dans une lettre adressée en hiver 1939-1940 à Charles Maurras, Drieu rejetait toute idée du partage de l'Allemagne en invoquant plusieurs motifs, l'unanimité des Allemands sur un seul objectif, l'achèvement de l'unité allemande et l'impossibilité d'utiliser le passé par suite de la disparition des dynasties européennes et de la destruction des traditions. Drieu écartait l'hypothèse d'un retour des Habsbourg, auquel cas cette famille aurait des ambitions sur « *un amas, une collection d'Allemagne* »<sup>909</sup>.

---

<sup>905</sup> DUGUIT « *Les mythes politiques* », *Droit constitutionnel*, tome 1, page 557 et 581

<sup>906</sup> Albert RIVAUD « *Le Relèvement de l'Allemagne* », 1938, page 410

<sup>907</sup> Edmond VERMEIL « *Intervention à la Société Française de Philosophie* » en sa séance du 17.06.1939 ; *Bulletin* année 1939, page 79

<sup>908</sup> Marlis STEINERT « *Hitler* », 1991, page 275

<sup>909</sup> Pierre DRIEU LA ROCHELLE « *Textes retrouvés* », *Editions du Rocher* 1992, pages 159, 177, 178

L'arrivée au pouvoir d'Hitler paraît salulaire à Drieu. Hitler ne fut-il pas « *le Führer des chômeurs* ». Pour ce qui est des mythes, Drieu entend relativiser le mythe de la race, qui est loin de la réalité. Le problème s'avère d'autant plus complexe qu'en décrétant qu'entre Rhin et Elbe et entre les Alpes et la mer Baltique « *Tout doit être de sang allemand* », on oublie que le nombre de slaves dans cet espace est plus important que le nombre des germains, notamment en Allemagne du Nord et de l'Est<sup>910</sup>.

Drieu fait grief à Hitler de ne pas avoir, dans le domaine extérieur, assuré la continuité de la politique allemande dans le sens européen comme l'avaient exercé Bismarck et Guillaume II, solidaires des dynasties et de la noblesse. Deuxième critique, celle de n'avoir pas fait le mélange entre les gens de l'ancien régime et du nouveau. Enfin, troisième critique, la plus importante, « *d'avoir sacrifié le dynamisme du mouvement nazi par des concessions à l'aristocratie et aux dirigeants de l'industrie lourde, d'où l'échec du fascisme, qui n'a pu devenir un vrai socialisme* ».

Ainsi dans l'analyse comparative du prussianisme et du nazisme, il convient de relever des points de convergence. Y a-t-il lieu de voir, sous cette optique, l'aboutissement d'une évolution, comme certains intellectuels français l'ont fait entendre ? Le point de départ n'est pas toujours le même : la Germanie primitive, le Reich médiéval, la référence prussienne avec Frédéric II, la réforme luthérienne, le Reich bismarckien en auront été les étapes successives.

Dans leur majorité, les critiques français se sont focalisés sur l'Allemagne moderne et contemporaine. Luther, Frédéric II, Bismarck, Guillaume II et Hitler ont été les cibles privilégiées des intellectuels français. Leurs arguments sont divers. Pour Edmond Vermeil, le nazisme doit être considéré comme une offensive allemande contre l'humanisme commencée par la Réforme et couronnée par le IIIème Reich sur les plans psychologique et social. La mise en cause par ailleurs de Frédéric II, pour avoir développé l'esprit militaire conquérant, ne dispense pas de mentionner le rôle joué par la monarchie prussienne dans l'écrasement du despotisme napoléonien.

Il est difficile d'expliquer, d'une manière générale, le nazisme par le luthéranisme politique lié à un contexte spécifique celui des princes, ni par le prussianisme, dès lors que ses représentants prestigieux Frédéric II ou Bismarck « *ne concevaient la guerre que comme un instrument raisonné de leur politique, ni à l'affirmation gratuite que le peuple allemand serait victime de ses tares héréditaires* »<sup>911</sup>.

<sup>910</sup>

Pierre DRIEU LA ROCHELLE « *Textes retrouvés* », Editions du Rocher 1992, page 215

<sup>911</sup>

Jacques DROZ « *Les Doctrines politiques en Allemagne* », 1968, pages 98, 123, 124

Dans le cas particulier de Bismarck, il est osé de voir dans le Chancelier de fer un précurseur d'Hitler et du groupe pangermaniste, « *alors qu'il était hostile à une guerre totale et à la soif des conquêtes* ».

La situation politique s'est détériorée à l'ère Wilhelminienne, qui a vu apparaître l'emprise des militaires et du grand état major prussien.

Depuis la défaite de 1919, l'influence prussienne a considérablement diminué, situation qui n'a fait que s'aggraver avec le régime hitlérien. L'évolution du comportement de l'aristocratie prussienne dans le IIIème Reich mérite d'être commentée. Elle approuve l'hitlérisme en 1933, elle s'en méfie entre 1934 et 1938, alors qu'elle est peu éliminée lors des purges de 1938. A partir de 1938, cette aristocratie complotait contre Hitler et se démasque lors de la conjuration du 20 juillet 1944, ignorée des intellectuels français.

Si Hitler utilise le prussianisme, il hait le milieu prussien.

On ne saurait ainsi occulter l'existence d'une résistance conservatrice constituée dès 1940, notamment par des aristocrates rassemblés au sein du « *Cercle de Kreisau* », dont le centre de gravité était composé de Pierre Graf Yorck von Wartenburg et Helmuthe James Graf von Moltke, dont les noms rappelaient pour le premier la résistance contre Napoléon, au début de 1813, et pour le second les guerres de 1870 et 1914, auxquels ont participé leurs ancêtres. Ce complot devait déboucher sur l'attentat perpétré contre Hitler. Prussianisme et nazisme ne se complétaient pas, mais coexistaient. Ces résistants n'avaient en rien oublié leurs devoirs envers leur patrie, puisqu'ils avaient l'intention de poursuivre la guerre à l'Est. On peut s'interroger pourquoi les valeurs prussiennes, après avoir nourri le nationalisme allemand, s'en sont démarquées, pour entrer en conflit avec le nazisme ? Une explication peut être donnée par le message laissé à ses enfants, en 1944, avant sa mort sur le front russe à Bialystok (Grande Pologne) par Henning von Treschow, présenté comme le plus jeune général de la Wehrmacht<sup>912</sup> « *« La valeur d'un homme ne se mesure qu'à sa capacité de sacrifier sa vie pour ses idéaux. N'oubliez jamais que vous avez grandi sur le sol prussien, cela comporte une obligation, celle de servir la vérité, d'accomplir le devoir jusqu'au bout, jamais on ne saura séparer le concept de la liberté du vrai prussianisme ».*<sup>913</sup>

---

<sup>912</sup> Note : Il y a eu de plus jeunes généraux dans l'armée allemande : alors que von Treckow a été nommé général de brigade le 30 janvier 1944, à l'âge de 43 ans, Adolph Galland l'a été au même grade le 19 novembre 1942, à l'âge de 30 ans. Otto Ernst Remer a été promu général le 31 janvier 1945 à l'âge de 32 ans

<sup>913</sup> François MITTERAND « *Des deux Allemagnes* », Editions Jacob 1996. Op. Citation, introduction page 2

Dans une comparaison finale du prussianisme et de l'hitlérisme, en dehors des commentaires divers et souvent erronés des intellectuels français, il importe de dégager les caractéristiques de chaque phénomène.

Le prussianisme souligne la nécessité d'un état fort mais non dictatorial, et hostile au parlementarisme. Naturellement il n'est pas totalitaire compte tenu du caractère confédéral du Reich, mis en place par la constitution de 1871. Certes il laisse se développer un antisémitisme non raciste. Le Juif est un chrétien non rejeté par l'Eglise luthérienne.

A l'opposé, le nazisme a le caractère de totalitaire avec un parti unique et une police omniprésente. Son régime prend racine plus dans la pensée marxiste que dans la pensée prussienne.

Le pangermanisme, mouvement qui prend forme dans le dernier tiers du XIXème siècle avec Guillaume II, n'est pas une création du nazisme.

Le national-socialisme donne au racisme une place prépondérante le distinguant de tous les autres régimes totalitaires. On peut même affirmer que le racisme, fondement du nazisme, atteint son paroxysme par la liquidation physique non seulement des Juifs, mais également des Tziganes et des malades mentaux.

Il développe des tendances socialistes dans le cadre d'une politique socio-économique qui tend à améliorer les conditions d'existence, le niveau de vie et les conditions de travail de l'allemand. Il met en avant le Volk et non les élites traditionnelles. La notion de l'Etat allemand prend une nouvelle forme « *le Führerstaat* » qui favorise le culte de la personnalité. Tous ces éléments démontrent que les sources prussiennes restent minces.

Les intellectuels français ont dans leur ensemble confondu prussianisme et nazisme. La génération des années 1930, très germanophobe, s'est laissée emprisonner dans les faux clichés de 1870 et de 1914. La plupart des universitaires et même germanistes sont tombés dans ce piège. Seuls François Perroux et Edmond Vermeil y ont échappé, bien que le premier se soit compromis dans le collaborationnisme. La génération des années 1930 s'avère plus germanophobe qu'on pouvait l'imaginer. Elle vit sur les faux clichés des jeunes de 1870 et de 1914.

Le problème combien complexe « *Wer war an Hitler schuld* » (qui était responsable d'Hitler ?) reste entier et ne peut être résolu par des simplifications assurément abusives<sup>914</sup>.

Déjà des auteurs allemands se sont penchés sur cette question épineuse.

<sup>914</sup> Barbro EBERAN « *Wer war an Hitler schuld, Die Debatte um die Schuldfrage* » (qui était responsable d'Hitler, le débat sur la question de la culpabilité), 1945-1949. Minerva Publikation, Munchen 1983

Friederich Meinecke, doyen des historiens allemands écrit « *Le déroulement de la première guerre mondiale et davantage encore de la deuxième guerre mondiale ne permettent plus d'ignorer la question de savoir si les graines du fléau à venir n'étaient pas déjà présents dans le Reich Bismarckien* »<sup>915</sup>.

A l'opposé, les historiens de l'époque de l'empire Arnold Oskar Meyer, Bernhard Ritter, Hans Rothfels, Franz Schnabel prennent la défense de Bismarck pour le disculper de toute responsabilité dans les crimes nazis.

A partir de 1960, Fritz Fischer, à l'appui de son ouvrage capital « *Griff nach den Weltmacht* », paru en France sous le titre « *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale* » (1914-1918), fait ressurgir la thèse de la continuité entre le Reich Bismarckien et le III<sup>ème</sup> Reich. Hans Ulrich Wehler prétend que l'instauration d'un pouvoir personnel par Bismarck a préparé la voie à Hitler. Comme l'écrivait Wilhelm Röpke dans « *Die deutsche Frage* », « *toutes ces théories souffrent du même travers, elles mettent l'accent sur telle réalité qui n'est pas spécifiquement allemande, qui ne peut conduire à une analyse satisfaisante si elle n'a pas été combinée avec d'autres réalités* ».<sup>916</sup>

Si le III<sup>ème</sup> Reich « *ne saurait se définir qu'en fonction de ceux qui l'ont précédé* » selon Edmond Vermeil<sup>917</sup>, il n'en demeure pas moins vrai que les diverses continuités de l'Histoire allemande ont rendu possibles, mais nullement inévitables le National-socialisme et la dictature d'Hitler.

Le racisme, l'antisémitisme, le nationalisme exacerbé ne sont certes pas strictement germaniques, dès lors que d'autres pays ont été frappés par de tels fléaux, mais les penseurs français ne pouvaient imaginer qu'un tel nationalisme aggravé de racisme déboucherait un jour sur un génocide.

Un jugement du germaniste Jean Mondot de l'Université de Poitiers pourrait clore la présente étude par ce commentaire « *Ainsi, le III<sup>ème</sup> Reich croyait être non seulement comme l'achèvement du couronnement de l'Histoire allemande, mais aussi comme l'assomption du prussiannisme. Comme on le sait, cette ultime phase de l'histoire germano-prussienne, dernier avatar d'un prussianisme dévoyé jusqu'à la caricature s'acheva dans la dislocation totale de l'entité politique allemande par la disparition de la Prusse.* »<sup>918</sup>

\*\* \*\* \*\*

<sup>915</sup> Friederich Meinecke (1862-1954) « *Die deutsche katastrophe* », Wiesbaden 1946, page 26

<sup>916</sup> Wilhelm ROPKE « *Die Deutsche Frage* », op. cit. page 161

<sup>917</sup> Edmond VERMEIL « *Du Congrès de Vienne à la Révolution hitlérienne* », 1934, avant-propos

<sup>918</sup> Jean MONDOT « *De la Prusse et du Sonderweg* », Revue d'Allemagne n° 19 de 1987

## BIBLIOGRAPHIE CHOISIE

Il n'est guère possible d'établir un état de la question en raison de la masse de publications concernant le prussianisme et le nazisme. Nous n'indiquerons que les principales archives et sources publiées, les ouvrages « classiques » ainsi que les études récentes les plus valables basées sur des recherches diverses.

Les ouvrages sont groupés dans un souci de clarté sous deux rubriques :

### Les ouvrages généraux

1 – l'Allemagne	3	
2 – le Prussianisme	5	
3 – le National-socialisme	6	
4 – la Politique étrangère et la diplomatie		8
5 – l'Armée allemande et la guerre		9
6 – la Pensée française	9	
7 – la Pensée allemande	10	

### Les ouvrages spécialisés 12

Concernant le sujet de thèse et le regard des intellectuels français des années 1930 : les juristes, les philosophes, les sociologues, les historiens et les germanistes.

## LES OUVRAGES GENERAUX

### 1 / L'Allemagne

Jan Brankack, Frido Metshe

Die Geschichte der Sorben, ouvrage collectif, Verlag Domowina 1974-1979, 4 tomes, Tome I, 331 pages

Helmut Berling

- Histoire de l'antisémitisme en Allemagne. Ed Maison des Sciences et de l'Homme, Paris, 1991

Histoire de l'Allemagne (sous la direction de Jacques Droz) et Pierre Guillen, 2 tomes :

- La Formation de l'Unité allemande 1789-1871

- L'Empire allemand 1871-1918. Paris, Hachette, 1970-1976

François-Georges Dreyfus

- L'Allemagne contemporaine 1815-1990. Paris, PUF, 1991

Jacques Droz

- Histoire de l'Allemagne. PUF, 1994, 127 pages

- Le Romantisme politique en Allemagne. Paris, Armand Colin, 1963, 200 pages

- Le Romantisme allemand et l'Etat. Payot, 1961, 300 pages

- Le Socialisme allemand de 1863 à 1918. Cours Sorbonne, 105 pages

- Le Nationalisme allemand 1871 à 1939. CDU, Paris, 1963, 115 pages

- Les Doctrines politiques en Allemagne. Collection *Que sais-je ?*, 1968, 124 pages

Louis Dupeux

- Histoire culturelle de l'Allemagne. PUF, 1989, 362 pages

Michel Hau

- Histoire économique de l'Allemagne XIX-XXème siècles. Economica, 1994, 326 pages

François Mitterrand

- « De l'Allemagne, De la France ». Editions Odile Jacob, 1996

R. Poidevin et S. Schirmann

- Histoire de l'Allemagne. Paris, Hatier, 1992



**Remarque :** cette liste n'est pas exhaustive, plusieurs autres ouvrages sur le même sujet figurent dans la rubrique des juristes, des philosophes et des historiens au titre d'ouvrages spécialisés.



#### ***La Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande :***

\* Tome XIX N°3 Juillet-Septembre 1987

Prusse et Prussianisme 19<sup>ème</sup> siècle et 20<sup>ème</sup> siècle. Colloque bilatéral franco-allemand organisé les 13 et 14 Mars 1987 par le Centre des Etudes Germaniques de Strasbourg, réunis et publiés par Louis Dupeux, professeur à l'Université de Strasbourg III.

G. Merlio



- Les Germanistes français et le phénomène prussien, page 287
- La Prusse et le National-socialisme, pages 292-293

Jean-Paul Bled

- L'Image de la Prusse chez les Allemands d'Autriche, page 297
- Treitschke et la Mission allemande de la Prusse, page 221

Yves Gueneau

- Le Prussianisme et la Conscience Tragique. Université de Strasbourg II, page 226

Louis Dupeux

- Le Prussianisme de la « Révolution conservatrice » allemande 1919-1933, pages 245 à 252

Gérard Imhoff

- Images de la Prusse dans la Littérature d'opposition. Université de Bourgogne, Dijon, page 267

### ***La Revue d'Allemagne et les pays de langue allemande :***

\* Tome 28, N°1 Janvier-Mars 1996

Le Nationalisme allemand 1850-1920 (Textes réunis et publiés par Jean-Paul Bled)

Christian Baechler

- Le Reich allemand et les minorités nationales 1871-1918, page 31

J. Bariety

- La Conférence de la paix de 1919 et la nation allemande, page 87

J-P Bled

- Les Allemands d'Autriche et la question nationale : 1850-1918, page 71

F-G Dreyfus

- Religion, nation et nationalisme dans le monde allemand de 1850 à 1920, page 17

Louis Dupeux

- Aspects de nationalisme allemand au XIXème et XXème siècles, page 3

P. Guillen

- Nationalisme et politique extérieure dans le IIème Reich 1871-1914, page 49

R. Poidevin

- Le nationalisme économique et financier dans les relations franco-allemandes avant 1914, page 63



## **2 / Le Prussianisme et l'espace germanique**

### ***Impressions des intellectuels français des XVIIIème et XIX siècles sur la Prusse :***

Voltaire (1694-1778)

- Mémoires in *Œuvres complètes*, Correspondance choisie : Lettre N°104 à Frédéric II Roi de Prusse, page 169, Librairie Générale Française 1990-97, tome 2. Paris, 1825

Honoré Mirabeau, Comte de (1749-1791)

- De la Monarchie prussienne sous Frédéric le Grand. Londres, 1788, 7 volumes

De Staël Germaine Necker (1766-1817)

- De l'Allemagne 1810, tome 1. Ed Comtesse de Pange et S. Balaye, Paris 1958-1960, La Prusse pages 125 à 132

Victor Hugo (1802-1885)

- Œuvres complètes *Les Voyages*, Lettre à un ami « Le Rhin », 1841. Ed Robert Laffont, 1987, page 1305

Alfred de Musset (1810-1857)

- Poésies complètes, réponse à Becker « Le Rhin », Ed Gallimard, La Pléiade, 1957

### ***Ouvrages allemands :***

Hans Jürgen Buhle et Hans Ulrich Wehler

- Preussen im Rückblick. Van den Hoeck et Ruprecht, Göttingen, 323 pages

Sebastian Haffner

- Preussen ohne Legende. Siedler, 504 pages
- Von Bismarck zu Hitler - Ein Rückblick. Knaur, 1989, 330 pages

Oscar Spengler

- Témoin de son temps, par Gilbert Merlio, 2001
- Prussianité et Socialisme. Actes Sud, 1986, 136 pages

Rudolph von Thadden

- La Prusse en question - Histoire d'un Etat perdu. Actes Sud, 1985, 139 pages

### ***Ouvrages français :***

Maurice Baechler

- Guillaume II de Prusse. Fayard, 2003, 470 pages

Jean Berenger

- Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918. Fayard, 1990, 747 pages

Jean-Paul Bled

- La Prusse, l'Autriche et l'Allemagne 1815 à 1919. Cours de licence en Sorbonne 1996-1997
- Frederic le Grand. Fayard 2004, 601 pages

Bismarck

- Mémoires, entretiens et souvenirs recueillis par Maurice Bush, Conseiller de presse de Bismarck. Ed Charpentier, 1899, 320 pages

Henri Bogdan

- « Les chevaliers teutoniques ». Editions Perrin, 1935, 227 pages

Lothar Gall

- Bismarck, un révolutionnaire blanc. Fayard, Paris, 1984, 825 pages

Joseph Rovani

- Bismarck, l'Allemagne et l'Europe. Odile Jacob, 1998, 240 pages



## **3 / Le National-socialisme**

### **1 – La doctrine**

Pierre Aycoberry

- La question nazie. Ed du Seuil, 1979, 301 pages

Martin Broszat

- L'Etat hitlérien - Origine et évolution des structures du IIIème Reich, traduit de l'Allemand par Patrick Moreau. Fayard, Paris, 1985, 515 pages

J. Droz et J. Bariety

- La République de Weimar et le Régime hitlérien. Hatier, 1973, 207 pages

François-Georges Dreyfus

- L'Unité allemande. PUF *Que sais-je ?*, Paris, 1995
- Le IIIème Reich. Collection *livre de poche*, 1998, 338 pages

Ian Kershaw

- Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation. Folio Histoire, Ed Gallimard 1997, 426 pages

H. Mau et Helmut Krausnick

- Le National-socialisme, traduit de l'Allemand. Paris, 1962, 208 pages

Hans Mommsen

- Le National-socialisme et la Société allemande. Ed Maison des Sciences et de l'Homme, 1991, 213 pages

Jean Solchany (Thèse)

- Comment comprendre le Nazisme dans l'Allemagne des années zéro 1945-1949. PUF, 1997, 310 p.

## **2 – Les dirigeants : ouvrages des acteurs de l'Histoire**

Adolf Hitler

- Mein Kampf, traduction française. Sorlot, 1934
- Hitlers Zweite Buch, traduction française. L'Expansion du XXème siècle, Plon, Paris 1963

Heinz Höhne

- Canaris, histoire du chef des renseignements militaires du IIIème Reich, traduit de l'anglais et revu d'après la version originale allemande par Jean Clem. Balland 1981, 576 pages

Joseph Goebbels

- Die Tagebücher sämtliche Fragmente du 1<sup>er</sup> Janvier 1931 au 31 Décembre 1936. KG Sauer, Munschen, 1987, 764 pages

Franz Papen

- Mémoires, traduit de l'allemand par Max Roth. Flammarion, Paris, 1953, 323 pages

Herman Rauschnig

- « Hitler m'a dit », traduit par Albert Lehman. Coopération, Paris, 1939

Alfred Rosenberg

- Der Mythos des XX Jahrhunderts (Le Mythe du 20ème siècle) - Bilan des combats culturels et spirituels de notre temps, traduction 1986 par Adler von Scholle. Avallon, Paris, Ogmios

Albert Speer

- Au cœur du IIIème Reich, Fayard 1971, 797 pages
- L'Empire SS, Robert Laffont 1982, 283 pages

## **3 – Travaux scientifiques**

Jacques Delarue

- Histoire de la Gestapo. Fayard 1962, 455 pages

Barbro Eberan (Thèse)

- Die Debatte um die Schuldfrage. Luther, Frederic der Grosse, Wagner, Nietzsche - Wer was am Hitler schuld ? Minerva Publikation cop, 1983, Munschen, 281 pages

Ian Kershaw (2 tomes)

- Hitler 1889-1936. Flammarion 2001, 835 pages
- Hitler 1936-1945. Flammarion 2001, 1098 pages

Wolfgang Sofski

- L'Organisation de la Terreur. Calman-Lévy, 1995, 414 pages

Marlis Steinert

- Hitler, Fayard 1991, 644 pages

#### **4 – La politique étrangère et la diplomatie**

Dominique Barjot (sous la direction de), Jean-Paul Bled, Philippe Chassaing, Olivier Dard, Olivier Faron, Didier Musiedlack, Yves Henri Nouailhat, Nicolas Werth

- Les Sociétés, la Guerre, la Paix 1911-1946. Sedes, 285 pages

Robert Coulondre

- Souvenirs de deux Ambassades 1936-1939. Hachette, 1950, 336 pages

- Ministère des Affaires Etrangères (Archives) T 3654 – 3657 – 4438 – 4439

Jacques Droz

- L'Europe centrale : Evolution historique de l'idée « Mitteleuropa ». Payot, Paris, 1960, 273 pages

- Les Causes de la Première guerre mondiale. Ed du Seuil, 1973, 186 pages

René Girault

- Diplomatie européenne et impérialisme. Masson, Paris, 1979, 273 pages

René Girault et Robert Franck

- Turbulences en Europe et dans le nouveau monde 1914-1945. Paris, Masson, 1988, 267 pages

Pierre Guillen

- L'Expansion 1881-1895. Imprimerie Nationale, 1985, 503 pages

Sébastien Haffner

- Von Bismarck à Hitler - Ein Rückblick. Knaur, München, 1989, 330 pages

Klaus Hildebrand

- Das Vergangene Reich Deutsche Aussenpolitik von Bismarck à Hitler. Ulstein, 1999, 1049 pages

Ernst Jünger

- La Paix, La Table ronde. Paris, 1992, 160 pages

Michel Korinman

- Deutschland über alles - Le Pangermanisme 1850-1945. Fayard, 1999, 373 pages

- Quand l'Allemagne pensait le monde. Fayard, 1990, 327 pages

André-François Poncet

- Souvenirs d'une Ambassade à Berlin 1931-1938. Flammarion, 1946, 357 pages

- De Versailles à Potsdam - La France et le problème allemand contemporain. Flammarion, 1949

- Carnets d'un captif. Fayard, 1952, 426 pages

- Documents diplomatiques français, tomes III, IV, 2XI, 2XII. Archives du Ministère des Affaires Etrangères années 1933 à 1940. L'Allemagne T 2119 – 1768 – 2190 – 2193 – 2231 – 2240 – 2439

Pierre Renouvin

- Crise européenne et la Grande Guerre 1904-1918. F. Alcan, 1934, 640 pages

- Histoire diplomatique 1870-1914 (cours de M. Renouvin novembre 1931-avril 1932). Paris Centre européen de la Dotation Carnegie, 1932, 430 pages

- Histoire des Relations internationales. Armand Colin, 1991, 499 pages

- Textes et documents d'Histoire (1871-1914) par Edmond Preclin et Pierre Renouren. Paris, PUF, 1939, m 16, VII, 256 pages

#### **5 – L'armée et la guerre**

Paul Carrel

- Opération Barbarossa - Invasion de la Russie du 22 juin 1941 à Stalingrad, traduit de l'Allemand par Raymond C. Albeck. Ed Robert Laffont, 1963, 583 pages

Liddel Hart (sir Basil)

- Histoire de la Seconde guerre mondiale. Fayard, 1973, 729 pages
- The Other Side of the Hill (les deux côtés de la colline), traduit en français sous le titre « Les généraux allemands m'on dit », Recueil de ses entretiens avec des généraux allemands, prisonniers de guerre en Grande-Bretagne

Von Kagenneck August

- Lieutenant de Panzer. Perrin, Paris, 1994
- La Guerre à l'Est - Histoire d'un régiment allemand 1941-1944. Perrin, 1998, 201 pages

Benoist Mechin

- Histoire de l'Armée allemande, 6 tomes. Albin Michel, 1936 : L'effondrement, tome I, 364 pages / La Discorde, tome II, 386 pages

Philippe Masson

- Histoire de l'Armée allemande 1939-1945. Perrin, 1994, 548 pages

Bryan Mr Rigg

- La Tragédie des soldats juifs d'Hitler. Ed de Fallois, 2003, 365 pages

Maréchal Rommel

- La Guerre sans haine - Carnets présentés par Liddell-Hart. L Livre Contemporain, 1960, 451 pages

## **6 – La pensée française**

Robert Aron et Arnaud Dandieu

- La Révolution nécessaire. Bernard Grasset, 1933, 316 pages

Hans Manfred Bock et Michel Trebisch

- Entre Locarno et Vichy - Les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930, CNRS, Ed 1993, Paris, 891 pages

Jean-Marie Carre

- Les Intellectuels français et le mirage allemand. Ed Boivin, 1947, 225 pages

Claude Digeon

- La Crise allemande de la pensée française 1870-1914 (thèse en Sorbonne). PUF, 1959, 535 pages

François-Georges Dreyfus

- Histoire de Vichy. Perrin, 1990, 740 pages
- Histoire de la Résistance 1940-1945. Ed de Valois, Paris, 1996, 524 pages

Michel Espagne

- Les Transferts franco-allemands. PUF, 1990, 270 pages

Jean-Louis Loubet Del Bayle

- Les Non-conformistes des années 1930. Le Seuil, 1969, 496 pages

Jean-Marie Mayeur

- La Vie politique sous la Troisième République 1870-1940. Ed du Seuil, 1984, 403 pages

Pascal Ory

- Les Collaborateurs. Ed du Seuil, 1976, 274 pages

Pascal Ory et Jean-Paul Sirinelli

- Les Intellectuels français de l'affaire Dreyfus à nos jours. Armand Colin, 1992, 249 pages

Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli

- Histoire culturelle de la France. Ed du Seuil, Paris, 1998, 403 pages

Jean-Pierre Rioux

- Histoire culturelle de la France - Le Temps des Masses. Ed du Seuil, 1998, 403 pages

Jean-François Sirinelli

- La Génération intellectuelle : Kagneux et normaliens dans l'entre-deux guerres. Paris, 1998, 644 pages

## **7 – La pensée allemande**

H. Burgelin

- La Société allemande 1871-1968. Arthaud, Paris, 1969, 339 pages

Louyis Dupeux

- Aspects du fondamentalisme national Allemand 1890-1945. PUF, 309 pages

- La Révolution conservatrice dans l'Allemagne de Wermar, sous la direction de Louis Dupeux. Ed Kime, PUF, 1992

Franz Herre

- Wilhelm II Monarch zwischen den Zeiten, Wilhelm Heyne Verlag, München, 1993, 355 pages

Andreas Hillgruber

- Entretiens secrets d'Hitler, Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler Septembre 1939 à Décembre 1945, traduit de l'allemand par Eberhard Jäcket

Ernst Jünger

- Der Kampf als inneres Erlebnis Berlin EG Mittler et Sohn, 1922, traduction française

- La Guerre notre mère, Albin Michel, Paris, 1934

- La Travailleur, paru en 1932. Ed Bourgeois, Paris, 1989, 368 pages

Emmanuel Kant

- Critique de la raison pratique. Quadrige, PUF, 1943, 175 pages

Edgar Wolfrum

- Geschichte als Waffe (l'Histoire comme arme). Van den Koeck et Ruprecht, Göttingen, 2001, 146 pages

### ***La Résistance allemande à Hitler :***

H. Bernard

- L'Autre Allemagne : la résistance allemande à Hitler. Renaissance du Livre, 1976

Ulrich von Hassel

- Journal d'un conjure 1938-1944. Berlin, 1996, 422 pages

Peter Hoffmann

- La Résistance allemande contre Hitler, traduction de la 3ème édition allemande par M. Brottier. Balland, Paris, 1984

Fay von Hassel

- Les Jours sombres, le destin extraordinaire d'une Allemagne anti-nazie. Ed Denoel, 1999, 352 pages

Hans Mommsen

- Le National-socialisme et la Société allemande. Ed de la Maison des Sciences et de l'Homme, 1991, 243 pages



## **Les ouvrages spécialisés**

### **1 / Les juristes**

Jacques Bardoux (1874-1959)

- L'Ordre nouveau face au communisme et au racisme, 1939
- Le Destin de la France. Ed Médicis, 1945, 244 pages
- Quand Bismarck dominait l'Europe. Hachette, 1953, 824 pages

Joseph Barthélémy (1874-1945)

- Cours de Doctorat, années 1933-1934 « Les Principes de droit public ».

Bibliothèque Cujas, 417 pages

Roger Bonnard (1879-1944)

- Le Droit et l'Etat dans la doctrine nationale-socialiste. Librairie de droit et de jurisprudence, 1936, 176 pages

René Capitant (1908-1970)

- L'Etat national-socialiste, série d'articles publiés entre décembre 1934 et mars 1935 dans le « Bulletin jaune »
- L'idéologie nazie. « L'Année politique étrangère », Octobre 1935, 205 pages
- Hobbes et l'Etat totalitaire. Archives de la philosophie du droit, 1936
- L'Allemagne contemporaine (AC), 20 avril 1936

René Cassin (1887-1976)

- La Pensée et l'Action. Ed Lalou, 1972, 272 pages
- Les Hommes partis de rien, réveil de la France abattue 1940-1941. Plon, 1974
- René Cassin, fantassin des droits de l'Homme, par Marc Agi. Plon, 1979- Les Cahiers de l'U.F.A.C., 10 octobre 1938

Raymond Carre de Malberg (1861-1935)

- Contribution à la théorie générale de l'Etat. Ed Paris 1920-1922

Claude-Albert Colliard

- Droit comparé entre l'ancien droit allemand et le droit national-socialiste. Extrait de « Mélanges », étude de Droit allemand, 1943, Librairie de Droit et de Jurisprudence

Marcel Cot

- La conception hitlérienne du droit, Thèse de Doctorat. Université de Toulouse, 14 décembre 1937, 276 pages

Henri Donnedieu de Vabres (1880-1952)

- Politique criminelle des états autoritaires. Librairie de Droit et de Jurisprudence, 1937, 224 pages

Maurice Doublet

- Droit comparé entre l'ancien droit allemand et le droit national-socialiste en matière des Communes. Extrait de « Mélanges », étude de Droit allemand, 1943, Librairie de Droit et de Jurisprudence

Jacques Fournier

- La conception nationale-socialiste du droit des gens, thèse pour le Doctorat présentée par Jacques Fournier. Université de Paris, Faculté de Droit, A. Pedone, 1938, 251 pages

Henry Laufenbürger et Pierre Pflimlin

- La nouvelle Structure économique du Reich. Hartman, Paris, 1938, 106 pages

H. Mankiewicz

- Le National-socialisme allemand, ses doctrines et leurs réalisations, tome 1, La conception nationale-socialiste du sens de la vie et du monde (Weltanschauung) son rôle, ce qu'elle travaille à détruire. Lyon, Imprimerie Bosc et Riou, Paris, R. Pichon et R. Durand, Auzias, 1937

Robert Pelloux

- Le Parti Nazi et ses rapports avec l'Etat. Publications du centre d'études de Politique Etrangère, 1938
- La Technique et les principes de droit public. *Mélanges*, O. Scelle, 1980, 457 pages

François Perroux (1903-1987)

- Les Mythes hitlériens à l'Europe allemande. Pichon et Durand, Auzias, Paris, 1940, 353 pages

Marcel Prelot (1898-1972)

- La Théorie de l'Etat dans le Droit fasciste. Recueil Sirey, 1933, 205 pages

Robert Redslob (1882-1962)

- Alma Mater, Souvenirs des Universités allemandes. Paris-Strasbourg, 1958
- Entre la France et l'Allemagne – Souvenirs d'un Alsacien. Ed Médicis, 1933, 255 pages
- Hitler et la psychologie allemande. Mercure de France, Octobre 1934 pages 449 à 464
- Les principes du Droit de gens modernes. Rousseau, 1937, 293 pages
- La Question de Memel. Revue Politique et Parlementaire, 1935

## **2 / Les philosophes de l'Ecole Normale Supérieure et de la Sorbonne**

Emile Alain (1868-1951)

- Œuvres – propos politiques. Ed Riede, 1934, 288 pages
- Mars ou la guerre jugée, 2 tomes, 1936, 259 pages
- Minerve et la sagesse. Hartmann, 1939, 309 pages
- Souvenirs des guerres, 1939, 247 pages

Raymond Aron (1905-1983)

- Lettre d'un jeune français à l'Allemagne. Revue *Esprit*, Février 1933
- Idéologie et réalité nationale-socialiste. Inventaires T, Alcam, Paris, 1936, pages 24 à 55
- Colloque Social Français de philosophie. *Bulletin*, séance 17.6, 1939
- Essai sur la théorie de l'Histoire dans l'Allemagne contemporaine. Librairie Philosophique, 1938, 205 pages

Henri Bergson (1859-1941)

- Les deux sources de la morale et de la religion. PUF, 1932, 338 pages
- Ecrits et paroles, tome III. PUF, 1959, 653 pages
- Discours lors de sa réception en 1918 à l'Académie Française
- Discours de guerre 1914-1918, réédités en 1940

Léon Blum (1872-1950)

- Ecrits divers extraits du quotidien socialiste *Le Populaire* de 1933 à 1940

Célestin Bougle (1870-1940)

- Les Socialismes français, 1933
- Humanisme-Sociologie, Philosophie. Hermann et Cie, Paris, 1938
- Sociologie, par V.Feldmann et C.Bougle. Revue *L'Année Sociologique*, année 1933, pages 22-59-60

Robert Brasillach (1909-1945)

- Notre avant-guerre - Mémoires, paru en 1940, réédité en livre de poche, 1992
- Tame Peter « La Mystique du Fascisme dans l'œuvre de Robert Brasillach ». Nouvelles Editions Latines, 1986, 447 pages
- Les Sept couleurs. Plon, 1939, 244 pages

Pierre Brossolette

- Pierre Brossolette un héros de la Résistance, par Guillaume Piketty. Ed Odile Jacob, 1998

Georges Cavaillès (1903-1944)

- Un mouvement de jeunesse en Allemagne. Annales de l'Université, 1932
- La Paix par le Droit, Allemagne et Reichstag. Revue de Presse N°29, 1932
- Protestantisme et hitlérisme. Revue *Esprit*, Novembre 1933, 222 pages

Marcel Deat (1895-1955)

- Le néo-socialisme, ordre, autorité et nation. Grasset, 1933, 140 pages
- La pensée allemande et la pensée française, 1944
- Communication du 5 Mars 1938, par Marcel Deat à la Société Française de philosophie
- Du Nationalisme au National-Socialisme, par Jean-Paul Cointet. Perrin, 1998, 384 pages
- Mémoires politiques, Denoël 1989, 963 pages



Emile Durkheim (1858-1917)

- La Mentalité allemande et la guerre. Armand Colin, 1991, Préface et page 82, 101 pages

Jean Guehenno (1890-1937)

- Journal d'un homme de quarante ans (1890-1978). Grasset, 1934, 241 pages
- Journal des années noires (1940-1944). Gallimard, 1947, 344 pages

Elie Halevy (1870-1937)

- L'Ere des tyrannies, Exposé du 28/11/1936. Bulletin de la Société Française de Philosophie, 1936

Lucien Levy-Brühl (1857-1939)

- Les Carnets de Janvier 1938 à Février 1939. PUF, 1949, 252 pages
- Essai : l'Allemagne depuis Leibnitz. Hachette, 1890, 490 pages
- La Théorie de l'Etat dans Hegel, Extrait compte-rendu de l'Académie des Sciences morales et politiques CXXXII 16.36, Paris, 1889, 23 pages

Charles Maurras (1868-1952))

- Dictionnaire politique et critique, 1934
- Articles de *l'Action Française* de 1930 à 1940

Marcel Mauss (1872-1950)

- Intervention du 28/11/1936 devant la Société Française de Philosophie. Bulletin année 1936
- Ecrits politiques (1914-1942). Fayard, 1997
- Thierry Maulnier ((1909-1988)
- Au-delà du Nationalisme. Fonds Barres, BNF, Gallimard, 1938, 249 pages
- Préface au IIIème Reich de Moeller van den Brück. Revue *l'Esprit*, 1er Janvier 1934

Paul-Yves Nizan (1905-1940)

- Articles du quotidien *Le Soir* du 21/09/1938

Albert Rivaud (1876-1956)

- Le Redressement de l'Allemagne 1918-1938. Colin, 1938, 412 pages
- L'Ame du nazi. Revue des Deux Mondes, 10 Mars 1940, Volume 56
- La Révolution allemande et la guerre. Revue des Deux Mondes N°39, Novembre 1939

Jean-Paul Sartre (1905-1980)

- Carnets de la drôle de guerre, Septembre 1939. Gallimard, 1995
- Les Lendemain de guerre : Situation III. Gallimard, 312 pages
- Situations X politique et autobiographie. Gallimard, 1976, 226 pages
- Réflexions sur la question juive, Paul Morilier, 1946, 198 pages
- Michel Cointet et Rybelka Michel « Les Ecrits de Jean-Paul Sartre ». Gallimard, 1970, 745 pages

André Siegfried (1875-1959)

- Cours de géographie économique « L'Allemagne géographique et démographique ». Ecole Libre des Sciences Politiques, année 1940-1941

### **3 / Les historiens**

#### ***de 1830 à 1870***

Jules Michelet (1798-1874)

- Ecrits de jeunesse – Mémoires. Paris, 1871
- Pages d'Histoire choisies « La Race allemande », pages 1 à 4
- Pièces diverses « La France devant l'Europe », Février 1871, pages 1 à 27

Edgar Quinet (1830-1875)

- De l'Allemagne et de la Révolution. *Mélanges* de politique, Ed Colin, Paris, 1832, 42 pages

Ernest Renan (1823-1892)

- Œuvres complètes, tome I pages 14-431-432, tome III page 1095

Hippolyte Taine (1828-1893)

- Notes de voyage. *Revue de Paris* 1/12/1920
- L'Ancien Régime, Volume 1 Le Régime moderne. Hachette, Paris, 1898

Fustel de Coulanges (1830-1889)

- L'Erudition Française contre la Science allemande. *Revue les Deux Mondes* du 15 Mai 1872
- Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France (1875-1891)

Ernest Lavisse (1842-1922)

- Etudes sur l'histoire de la Prusse. Hachette, 1890, 344 pages
- Essais sur l'Allemagne impériale. Hachette, 1909, 345 pages
- Histoire de la France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919 (volume 9 livre V). Hachette, 1922, 552 pages

### *Après 1870*

Jacques Bainville (1879-1936)

- Histoire de deux peuples 1915-1933, 2 volumes. Paris, 1940, 204 pages
- Les Dictatures, Denoël et Steele, 1935, 298 pages
- L'Allemagne, Recueil d'articles Action Française 1939 du 15/02/1915 au 11/01/1936

Georges Dumesnil

- Ce qu'est le Germanisme. Renaissance du Livre, 1917, 159 pages

Charles de Gaulle (1890-1970)

- Discorde chez l'ennemi. Berger-Levrault, 1924
- Le Fil de l'Epée. Berger-Levrault, 1932
- Vers l'armée de métier. Plon, 1934
- La France et son armée. Plon, 1938
- L'Image de l'Allemagne chez de Gaulle avant juin 1940, Jean-Paul Bled. Colloque de Strasbourg, Janvier-Mars 1977
- De Gaulle et l'Allemagne 1905-1958. Thèse par Michel Blanchet, 1986

Pierre Gaxotte (1895-1988)

- Histoire de l'Allemagne, 2 volumes. Flammarion, 1937, 537 pages
- Frederic II. Fayard, 1972, 453 pages

Daniel Guérin (1904-1988)

- La Piste brune a passé par là. Un témoignage sur les débuts du régime nazi. Ed. Li. De. T., Paris, 1933
- Fascisme et grand Capital, 1936

## **4 / Les germanistes**

Charles Andler (1866-1933)

- Thèse « Origine du socialisme d'Etat ». Alcan, 1897, 477 pages
- Le Pangermanisme, 4 tomes. Paris, 1916
- Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine. Ed Bossard, Paris, 1918, 258 pages
- La Décomposition politique du Socialisme allemand. Ed Bossard, 1919, 328 pages
- Sa vie et son œuvre par Ernest Tonnelat. Ed Les Belles Lettres, 1937, 306 pages

Victor Basch (1863-1944)

- Un intellectuel et un cosmopolite, par François Basch, Liliane Crips, Pascale Grusson. Berg international éditeurs, 2000, 363 pages
- Cahiers des Droits de l'Homme, 10 Avril 1933, pages 224-225
- Le Fascisme ne passera pas. Paris, 1935

Pierre Benaerts

- L'Unité Allemande (1806-1938). Armand Colin, 1938, 218 pages

Georges Blondel

- Le Triomphe du germanisme. Ed Marcel Rivière, 1934, 181 pages

Henri Brunschwing (1904-1989)

- Un an d'Hitlérisme. *Revue des Vivants*, France Allemagne, 1934, Page 286
- Propos sur le Prussianisme. *Annales économie - société et civilisation*, numéro Janvier-Mars 1948, pages 16 à 20

Robert d'Harcourt (1881-1965)

- Le Crépuscule des idées. *Revue des Deux Mondes*, 01/08/1934, pages 653-666
- La Psychologie hitlérienne. *Revue des Deux Mondes*, 01/04/1936, pages 771-784
- L'Evangile de la Force. Plon, 1936, 249 pages
- Catholiques d'Allemagne. Plon, 1938, 357 pages
- Ambitions et Méthodes d'Allemagne. Paris, 1939, 46 pages

René Lauret

- Chronique sur l'arrivée d'Hitler au pouvoir, *Revue d'Allemagne* année 1933, page 640

P. Levy

- Le Germanisme Deutsch et ses composés. *Revue germanique*, 1933-1934, page 222

Henri Lichtenberger (1864-1941)

- L'Allemagne moderne : son évolution
- L'Allemagne nouvelle. Paris, 1936
- Les répercussions internationales de l'hitlérisme. *Revue Esprit International* N°25, Hachette, 1933, pages 590 à 607

Hippolyte Loiseau

- Le Pangermanisme : ce qu'il fut, ce qu'il est. Payot, 1921, 168 pages

Robert Minder (1902-1980)

- Allemagne et Allemands. Ed du Seuil, 409 pages
- Manuels d'Histoire et inconscient collectif. Nancy, Centre européen universitaire, 1952, 63 pages

Jean-Edouard Spenle (1864-1952)

- La Pensée allemande de Luther à Nietzsche. Colin, 1939, 197 pages
- Les Universités allemandes dans le présent et le passé. Micro-fiche Bibliothèque Nationale 8-Z-29233 (1), Aubier, Paris, 1942

Edmond Vermeil (1878-1964)

- L'Allemagne contemporaine : sociale, politique, culturelle (1840-1950), 2 tomes. Aubier, Paris, 1925, réédité en 1958, 330 et 327 pages
- L'Allemagne du Congrès de Vienne à la Révolution hitlérienne (1815-1933), Grandeur et décadence du IIème Reich. Paris, 1934, 196 pages
- Les Doctrinaires de la Révolution conservatrice allemande (1919-1938). Sorlot, 1938, 387 pages
- L'Hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe par Edmond Vermeil et Pierre Gerome. Paris, 1937, 94 pages
- Les Origines de la guerre et politique extérieure de l'Allemagne début 20ème siècle. Payot, Paris, pages 192-254
- L'Allemagne et les démocraties occidentales. Conciliation Internationale, 1931, 74 pages

## TABLE DES MATIERES

PRUSSIANISME ET NAZISME  
CONTINUITÉ OU RUPTURE  
D'APRÈS LE REGARD DES INTELLECTUELS FRANÇAIS  
DE 1933 A 1940

<i>Avant-propos</i> .....	2
<i>Introduction</i> .....	5

## **PREMIÈRE PARTIE.....**

---



---



---



---

### *Le prussianisme et le national-socialisme*

<b>Chapitre 1 – Le Prussianisme</b> .....	20
---	----

<i>Section I : Historique et aspects du phénomène</i> .....	20
Un territoire.....	21
Une population.....	23
Une histoire.....	27
Les Hohenzollern.....	28
Un état d’esprit : le modèle prussien.....	36
Dans le domaine de la politique extérieure.....	37

<i>Section II : Le regard des intellectuels français aux 18 et 19<sup>ème</sup> siècles</i> .....	44
De la fascination à la diabolisation	
De 1830 à 1870.....	46
- <i>Jules Michelet, Edgard Quinet, Ernest Renan, Hippolyte Taine, Numa Fustel de Coulanges, Ernest Lavisse</i>	

<b>Chapitre 2 – Le National-Socialisme :</b>	
L’historique et ses aspects.....	57

La doctrine.....	59
Comment concevoir un pouvoir central fort ?.....	63
Un parti .....	66
La personnalité et les idées d’Hitler .....	69
L’Etat hitlérien.....	72
L’espace vital, le pangermanisme.....	73
Le Racisme – la vision du monde.....	77
L’anti-bolchévisme.....	78
La conquête du pouvoir.....	79
L’armée.....	81
Réalisation du programme nazi.....	85
Politique étrangère.....	87

## DEUXIÈME PARTIE

---

### *Le regard des intellectuels de 1933 à 1940*

<b>Chapitre 1 – Le regard des juristes .....</b>	<b>94</b>
- Les publicistes : .....	97
<i>Joseph Barthelemy, Jacques Bardoux, René Capitant, Marcel Prelot, Roger Bonnard, Marcel Cot, H. Mankiewicz</i>	
- Les internationalistes : .....	99
<i>Robert Redslob, René Cassin, Jacques Ranchin, Chklaver</i>	
- Les privatistes : .....	102
<i>Henri Donnedieu de Vabres</i>	
- Les économistes : .....	102
<i>François Perroux, Henri Laufenburger</i>	
 <b>Chapitre 2 – Le regard des philosophes .....</b>	 <b>145</b>
<i>Section I : Les Maîtres à penser .....</i>	<i>146</i>
<i>Henri Bergson, Charles Maurras, Emile Alain, Emmanuel Mounier</i>	
<i>Section II : Les non-conformistes .....</i>	<i>163</i>
<i>Pierre Gaxotte, Thierry Maulnier, Robert Aron, Arnaud Dandieu, Alexandre Marc, Emmanuel Mounier</i>	
<i>Section III : La Sorbonne et l'Ecole Normale Supérieure .....</i>	<i>171</i>
<i>Léon Blum, Albert Rivaud, Marcel Déat, Jean Guehenno, Pierre Brossolette, Jean Cavaillès, Raymond Aron, Jean-Paul Sartre, Paul-Yves Nizan, Robert Brasillach, René Maheu</i>	
 <b>Chapitre 3 – Le regard des Sociologues.....</b>	 <b>214</b>
<i>Emile Durkheim, Lucien Lévy-Brühl, Célestin Bougle, André Siegfried, Marcel Mauss</i>	
 <b>Chapitre 4 – Le regard des historiens .....</b>	 <b>229</b>
<i>Pierre Benaerts, Jacques Bainville, Charles de Gaulle, Pierre Renouvin, Pierre Gaxotte, Daniel Guérin</i>	
 <b>Chapitre 5 – Le regard des germanistes.....</b>	 <b>246</b>
<i>Victor Basch, Georges Blondel, Henri Lichtenberger, Jean-Edouard Spénle, Charles Andler, Ernest Tonnelat, Edmond Vermeil, Robert d'Harcourt, Robert Minder, Henri Brunschvicg, P. Lévy</i>	

## **TROISIÈME PARTIE**

---

### ***La problématique et ses réponses : le Nazisme est-il le prolongement du Prussianisme ?***

<b>Chapitre 1</b> – La réponse est affirmative.....	283
<b>Chapitre 2</b> – La réponse est négative : rupture entre les deux phénomènes : révolution ou contre-révolution.....	295
<b>Chapitre 3</b> – La solution médiane : tout en culpabilisant les dirigeants de la Prusse impériale, le nazisme entend conserver la tradition et ses valeurs ainsi que ses structures .....	319

#### **Les idées - force**

---

• Exécutif et Législatif	.....
332	
• Le Nationalisme	.....
337	
• Le Socialisme	.....
345	
• Le Racisme	.....
351	
• L'antisémitisme, corollaire du racisme	.....
354	
• Le Germanisme	.....
363	
• Le Pangermanisme	.....
366	
• Prussianisme – militarisme - soldatisme	.....
371	
• Elites et valeurs	.....
376	
• L'Etat et la religion	.....
380	

## *Conclusion*

.....	385
• Identité de vues, d'objectifs.....	391
• Identité de moyens.....	398
• Résultats et perspectives	
○ Sous leur aspect positif.....	404
○ Sous leur aspect négatif.....	405

## *Bibliographie*

.....	410
-------	-----

⌘ ⌘ ⌘